

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 2002 — 4667

[2002/200002]

Arrêt n° 177/2002 du 5 décembre 2002

Numéros du rôle : 2271, 2272, 2274 et 2276

En cause : les recours en annulation de la loi du 30 mars 2001 relative à la pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit, introduits par J.-Y. Stevens et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 11, 15, 17 et 16 octobre 2001 et parvenues au greffe les 12, 16, 18 et 19 octobre 2001, un recours en annulation totale ou partielle de la loi du 30 mars 2001 relative à la pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit (publiée au *Moniteur belge* du 18 avril 2001) a été introduit respectivement par :

- J.-Y. Stevens, demeurant à 5170 Lustin, rue des Quatre Arbres 31, P. Cappuyens, demeurant à 1380 Lasne, rue Charlier 5, P. Delcroix, demeurant à 1340 Ottignies, chaussée de la Croix 14, E. Lisset, demeurant à 5350 Evelette, route de Résimont 127, R. Noga, demeurant à 4420 Montegnée, rue Joseph Dejardin 115, D. Hagelstein, demeurant à 5002 Namur, rue de Gembloux 66, et O. Onkelinx-Hubeaux, demeurant à 5580 Laloux, rue Saint-Barthélémy 1;

- M. Van de Wouwer, demeurant à 4030 Grivegnée, rue César de Paepe 27;

- P. Lambert, demeurant à 4602 Visé-Cheratte, rue Aux Communes 70, J.-M. Hottat, demeurant à 1080 Bruxelles, rue de l'Aubade 4/9, P. Meert, demeurant à 7863 Lessines, Stoquoit 9, J.-C. Delcampe, demeurant à 4671 Saive, Allée des Bouleaux 3, J.-P. Hunnink, demeurant à 1080 Bruxelles, rue des Dauphins 15/2, et S. Hazaert, demeurant à 1170 Bruxelles, avenue du Martin-Pêcheur 23/14;

- l'a.s.b.l. Syndicat de la police belge, ayant son siège à 1060 Bruxelles, avenue Henri Jaspar 114/19, A. Delcourt, demeurant à 6141 Forchies-la-Marche, rue des Prisonniers de Guerre 28, L. Leemans, demeurant à 1700 Dilbeek, Kerselaarstraat 155, C. Huberty, demeurant à 1170 Bruxelles, rue Lambert Vandervelde 9, R. Bamps, demeurant à 6700 Arlon, route de Neufchâteau 445, M.-P. Gaillard, demeurant à 5100 Wépion, Chemin des Vignerons 56, et S. Noirfalise, demeurant à 4181 Filot, rue de la Grange 4.

Ces affaires ont été inscrites respectivement sous les numéros 2271, 2272, 2274 et 2276 du rôle de la Cour.

II. *La procédure*

Par ordonnances des 12, 16, 18 et 19 octobre 2001, le président en exercice a désigné les juges des sièges respectifs conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application dans ces affaires des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 17 octobre 2001, la Cour a joint les affaires n^{os} 2271 et 2272.

Par ordonnance du 30 octobre 2001, la Cour a joint les affaires n^{os} 2274 et 2276 aux affaires déjà jointes n^{os} 2271 et 2272.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 11 décembre 2001.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 18 décembre 2001.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 25 janvier 2002.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 27 février 2002.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- les parties requérantes dans l'affaire n^o 2271, par lettre recommandée à la poste le 27 mars 2002;

- les parties requérantes dans l'affaire n^o 2274, par lettre recommandée à la poste le 28 mars 2002;

- les parties requérantes dans l'affaire n^o 2276, par lettre recommandée à la poste le 28 mars 2002;

- la partie requérante dans l'affaire n^o 2272, par lettre recommandée à la poste le 12 avril 2002.

Par ordonnances des 27 mars et 26 septembre 2002, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 11 octobre 2002 et 11 avril 2003 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 3 juillet 2002, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 25 septembre 2002 après avoir invité les parties à répondre dans un mémoire complémentaire - à introduire le 16 septembre 2002 au plus tard et dont elles feront parvenir une copie aux autres parties dans le même délai - à la question suivante :

« ° Quels sont les agents visés par la catégorie des agents civils de l'ex-gendarmerie, de l'ex-police communale et l'ex-police judiciaire et quel régime de pension leur était applicable, avant la réforme instaurée par la loi du 30 mars 2001 relative à la pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit ? »

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 4 juillet 2002.

Par ordonnance du 3 juillet 2002, le président M. Melchior a soumis les affaires à la Cour réunie en séance plénière.

Des mémoires complémentaires ont été introduits par :

- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 12 septembre 2002;

- les parties requérantes dans l'affaire n^o 2276, par lettre recommandée à la poste le 13 septembre 2002.

A l'audience publique du 25 septembre 2002 :

- ont comparu :

. Me D. Renders et Me B. Cambier, avocats au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes dans l'affaire n° 2271;

. Me F. Copine, avocat au barreau de Liège, pour la partie requérante dans l'affaire n° 2272;

. Me B. Cambier et Me D. Renders, avocats au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes dans les affaires n°s 2274 et 2276;

. Me J.-L. Jaspas, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs J.-P. Moerman et E. Derycke ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Quant à l'intérêt

Dans l'affaire n° 2271

A.1.1. Les parties requérantes, qui étaient inspecteurs-sous-chefs d'aérodrome de la police aérienne, ont été transférées dans le corps opérationnel de la gendarmerie, au grade de maréchal ou premier maréchal des logis. Cette nomination a été annulée par le Conseil d'Etat au motif que les parties requérantes devaient être nommées au grade minimum d'officier subalterne. Dans l'attente de cette nomination, les requérants s'estiment discriminés par la loi attaquée.

A.1.2. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt des requérants à agir dans l'affaire n° 2271. Il souligne que ceux-ci ont choisi le maintien de leur statut d'origine. Il en résulte que la disposition litigieuse ne leur est pas applicable.

A.1.3. En réponse à l'objection soulevée par le Conseil des ministres, les parties requérantes soutiennent que, dès lors qu'elles peuvent à tout moment opter pour l'application du nouveau statut, elles ont un intérêt à ce que celui-ci ne contienne aucune discrimination.

Dans l'affaire n° 2272

A.2. Le requérant justifie son intérêt à l'annulation des dispositions litigieuses par le fait qu'il a été intégré au sein de la police fédérale en qualité d'officier du cadre opérationnel et ne peut bénéficier des régimes favorables instaurés par ces dispositions en ce qui concerne l'âge d'admission à la pension et le traitement versé aux pensionnés.

Dans l'affaire n° 2274

A.3. Les requérants sont d'anciens membres de la police. Ils s'estiment discriminés par les dispositions en cause tant en ce qui concerne leur admission à l'âge de la pension, que pour ce qui est du calcul du montant de celle-ci.

Dans l'affaire n° 2276

A.4.1. L'a.s.b.l. Syndicat de la police belge estime justifier de l'intérêt requis dès lors que la loi incriminée porte atteinte aux intérêts qu'elle défend en application de ses statuts.

Les autres requérants sont d'anciens membres de la police judiciaire, qui ont été intégrés dans la nouvelle police, aux grades d'inspecteur, inspecteur principal, commissaire, et membre du cadre administratif et logistique. Ils s'estiment discriminés par les dispositions qu'ils contestent dès lors qu'elles auraient pour effet d'établir des conditions d'âge d'admission à la pension moins favorables que celles auxquelles ils étaient soumis avant la réforme ou que celles dont bénéficient d'autres membres de la police intégrée. Les règles relatives au calcul de leur pension seraient également moins favorables.

A.4.2. Le Conseil des ministres invoque l'irrecevabilité du recours introduit par l'a.s.b.l. Syndicat de la police belge. Selon lui, la référence que fait l'a.s.b.l. à l'article 2 de ses statuts ainsi qu'aux intérêts qu'elle défend, sans autre développement, ne suffit pas. L'intérêt doit être distinct de l'intérêt général. La norme doit affecter l'objet social de l'association qui doit en outre avoir une activité durable. Enfin, l'intérêt collectif ne doit pas être limité aux intérêts individuels des membres. D'après le Conseil des ministres, ces conditions ne seraient pas réunies en l'espèce.

A.4.3. L'a.s.b.l. conteste ce point de vue. Elle invoque le fait que les contours de l'objet social décrit à l'article 2 de ses statuts démontrent qu'il ne s'apparente pas à l'intérêt général. La loi affecte, selon elle, le personnel qu'elle a pour objet de défendre, par les régimes transitoire et définitif de pensions qu'elle met en place. De nombreux recours, dont certains ont abouti, ont été introduits par l'a.s.b.l. auprès du Conseil d'Etat sans que celui-ci n'en conteste l'intérêt. Enfin, l'association souligne qu'elle défend les intérêts professionnels, économiques et sociaux de l'ensemble de la catégorie de personnel qu'elle représente.

Au fond

Dans l'affaire n° 2271

A.5.1. Les parties requérantes invoquent un moyen unique, pris de la violation, par l'article 10 de la loi du 30 mars 2001, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 177 et 184 de la Constitution ainsi qu'avec le Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et notamment son article 1^{er}.

Elles rappellent qu'en fixant l'âge anticipé de la retraite pour les membres du corps opérationnel de l'ex-gendarmerie à 54, 56 ou 58 ans, selon le cadre auquel ils appartiennent, le législateur a entendu tenir compte des risques professionnels importants, des inconvénients sociaux et des exigences physiques particulières qui sont requises de ces membres. Or, selon les parties requérantes, la répartition des catégories fixées à l'article 10 de la loi ne répond pas à cet objectif dès lors que le cadre de base ne peut bénéficier d'une pension qu'à l'âge de 56 ans et non 54 ans et que les officiers subalternes, qui, eux, sont admis à bénéficier d'une pension à 54 ans, ne sont pas soumis à des risques professionnels, des inconvénients sociaux ou des exigences physiques plus défavorables que les agents relevant du cadre de base.

A.5.2. Le Conseil des ministres estime que le moyen unique soulevé par les parties requérantes n'est pas fondé. Il invoque le fait que la différence des âges de mise à la retraite prévue à l'article 10 de la loi entreprise n'est pas justifiée par la prise en compte de « risques professionnels importants, des inconvénients sociaux et des exigences physiques

particulières ». Il s'agit, selon lui, d'une disposition transitoire justifiée par la nécessité de prendre en compte les attentes légitimes des anciens gendarmes et militaires pour lesquels des différences semblables existaient lorsqu'ils étaient soumis à l'ancien statut. L'article 10 n'instaurerait aucune distinction nouvelle.

A.5.3. Les parties requérantes répondent que contrairement aux allégations du Conseil des ministres, le moyen est fondé dès lors que le législateur ne saurait justifier de maintenir, sous le couvert d'attentes légitimes, une règle qui continue d'admettre à la retraite des agents appartenant au cadre des officiers, avant des agents appartenant au cadre de base. La mesure serait d'autant plus discriminatoire qu'elle conduirait à des anomalies. Il est fait référence à l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, qui dispense les agents des prestations de nuit cinq ans avant l'âge de la retraite. Une mesure pertinente aurait été de prévoir l'accès à la pension à l'âge de 54 ans pour l'ensemble du personnel.

Dans l'affaire n° 2272

A.6.1.1. Il est reproché à l'article 5 de la loi du 30 mars 2001 de créer une distinction contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, entre, d'une part, les membres du personnel du cadre opérationnel, qui peuvent prendre leur pension à 58 ans, et, d'autre part, les membres du personnel du cadre officier, qui ne peuvent prendre leur pension à cet âge. La justification du législateur n'apparaît pas pertinente dès lors que les deux catégories doivent satisfaire aux mêmes exigences physiques et sont soumises aux mêmes risques professionnels. La justification avancée par le législateur pour l'article 5 serait, en outre, contredite par l'article 10 de la loi, qui fixe les âges pour la pension des membres du personnel concerné dans l'ordre inverse de celui de l'article 5.

A.6.1.2. Dans un deuxième moyen, il est reproché à l'article 10 de la loi de créer une différence de traitement discriminatoire entre les membres du personnel qui, au 30 avril 1999 ou au 1^{er} décembre 2000, étaient soumis au statut du corps opérationnel de la gendarmerie ou étaient militaires désignés pour servir dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie, d'une part, et les agents émanant des autres services de police, d'autre part.

La première catégorie, ayant fait le choix de l'application du nouveau statut, pourrait accéder à la pension à l'âge de 54 ans, tandis que la deuxième catégorie ne pourrait y accéder qu'à l'âge de 60 ans. Il est allégué que cette différence de traitement repose sur un critère objectif mais n'est pas raisonnablement justifiée. L'article 10, repris dans le cadre de dispositions transitoires, créerait, en réalité, un régime de pensions parallèle et discriminatoire et n'aurait rien de transitoire dès lors qu'il pourrait s'appliquer pendant une période de 35 ans aux membres du personnel de la police concernés, compte tenu de ce qu'une carrière complète peut atteindre 37 années.

Il est encore allégué que le fait de donner le choix entre l'ancien et le nouveau statut tout en permettant à une catégorie particulière d'agents de la police intégrée de cumuler des avantages de l'ancien et du nouveau statut crée un régime plus favorable pour une catégorie d'agents de la nouvelle police intégrée, sans que cette différence de traitement puisse se justifier.

A.6.1.3. Dans un troisième moyen, le requérant invoque la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, par l'article 12 de la loi du 30 mars 2001 relative à la pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit. L'article 12 discriminerait tous les agents de la nouvelle police intégrée à deux niveaux provenant des anciens corps à l'exclusion de la gendarmerie ou assimilés. Cette différence de traitement ne serait pas justifiable dès lors que la loi a, en principe, pour objectif d'harmoniser le régime des pensions et, d'autre part, de donner le choix entre l'ancien et le nouveau statut tout en laissant à une catégorie particulière d'agents de la police intégrée la possibilité de cumuler les avantages de l'ancien statut et du nouveau statut.

A.6.2.1. Quant au premier moyen soulevé, le Conseil des ministres souligne que les policiers du cadre opérationnel sont davantage des policiers de terrain que les officiers, qui sont plus attachés à des tâches organisationnelles, ou les membres du cadre logistique, qui, quant à eux, sont attachés à des tâches administratives. Le législateur a dès lors logiquement estimé que les policiers de terrain étaient davantage confrontés à des risques professionnels ou des exigences physiques particulières. Le Conseil des ministres souligne également que l'article 10 est une mesure transitoire. Les différences d'âge qu'il fixe sont celles dont peuvent bénéficier les catégories de personnes concernées dans le cadre de leurs anciens statuts. La justification des différences de traitement serait donc différente de celle de l'article 5.

A.6.2.2. Quant au deuxième moyen, le Conseil des ministres estime que dans la mesure où l'article 10 n'est pas applicable au requérant, il ne l'affecte pas. Son annulation ne lui procurerait dès lors aucun avantage.

Le Conseil des ministres invoque également, à titre subsidiaire, le non-fondement du moyen. Il souligne que le législateur a entendu inciter les membres de la police intégrée à opter pour le nouveau statut. Le législateur a toutefois maintenu certains aspects de l'ancien régime de pension de manière temporaire pour éviter le rejet du nouveau statut par les personnes concernées. Le fait que ce régime transitoire soit long ne permet pas de le remettre en cause ou de le dénaturer. La période transitoire est basée sur un critère objectif, à savoir le fait d'être ou non en service à une date déterminée. Selon le Conseil des ministres, il n'appartient pas à la Cour de déterminer si l'objectif du législateur peut être atteint par d'autres moyens.

A.6.2.3. Enfin, le Conseil des ministres invoque l'irrecevabilité du troisième moyen en ce qu'il vise les paragraphes 2 et 3 de l'article 12, dès lors que ceux-ci ne sont pas applicables au requérant.

A titre subsidiaire, le Conseil des ministres soulève le non-fondement de ce moyen, pour les mêmes motifs que ceux indiqués à propos du deuxième moyen. Pour le surplus, il évoque le fait que l'impact des mesures transitoires diffère au cas par cas et est dès lors difficile à estimer. Le Conseil des ministres relève également que l'article 12, § 2, de la loi applique une correction au régime général pour rendre le nouveau statut plus attrayant et que le paragraphe 3 du même article ne s'applique pas qu'aux ex-gendarmes et militaires. Il s'applique également aux personnes qui partiront à la pension le 1^{er} avril 2006 et qui étaient soumises au nouveau statut à partir du 1^{er} avril 2001. Les mesures transitoires traitent dès lors différemment deux catégories de personnes différentes.

A.6.3.1. En réponse au mémoire du Conseil des ministres, le requérant rappelle qu'à son estime, les catégories de membres du personnel de la police visées par l'article 5 de la loi du 30 mars 2001 sont confrontées à des risques professionnels comparables à ceux auxquels sont soumis les cadres de base. Il indique que la réforme des polices a eu pour effet de réduire le nombre de grades et de niveler les fonctions, en sorte que les officiers sont autant sur le terrain que les autres catégories de policiers. Les inconvénients sociaux et les exigences physiques sont également comparables pour les officiers et les membres des autres cadres.

A.6.3.2. Le requérant insiste également sur le fait que l'article 10 instaure un système qui n'a rien de transitoire dès lors qu'il sera applicable pendant une période de près de 35 ans. Il n'y aurait pas, de ce fait, adéquation des mesures au but recherché et existence d'un rapport raisonnable entre les moyens employés et l'objectif poursuivi.

A.6.3.3. Le requérant se réfère pour le reste aux arguments développés dans sa requête, concernant l'article 12 de la loi.

Dans les affaires n^{os} 2274 et 2276

A.7. Des moyens identiques sont soulevés dans les affaires n^{os} 2274 et 2276, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 179 et 184 de la Constitution, avec le Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, notamment son article 1^{er}, et avec la loi du 27 juin 1969 « révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs », notamment son article 45.

*Premier moyen**Première branche*

A.8.1.1. Les parties requérantes allèguent que l'article 10 crée une différence de traitement discriminatoire en ce qu'il permet aux membres du personnel qui, au 30 avril 1999, faisaient partie du corps opérationnel de la gendarmerie ou étaient militaires désignés pour servir dans le corps administratif et logistique de celle-ci, d'être admis à la pension à l'âge de 54, 56 ou 58 ans, alors que les autres catégories de membres, notamment ceux de l'ex-police judiciaire et de l'ex-police communale, ne sont admis à la pension qu'à l'âge de 58 ou 60 ans selon les cas.

La justification selon laquelle le droit à la pension anticipée devait être maintenu pour les gendarmes et assimilés en vue de tenir compte de leurs attentes légitimes, dès lors qu'ils bénéficiaient de ce droit en vertu de leur ancien statut, ne serait ni pertinente, ni proportionnée au regard de l'objectif poursuivi. Les gendarmes bénéficiant, en outre, d'échelles de traitement nettement supérieures à celles de leur ancien statut, seraient traités de manière plus favorable que les membres de l'ex-police judiciaire qui ont toujours été pensionnés à l'âge normal de la retraite et ne se sont pas vu accorder l'avantage dont disposent encore les ex-gendarmes quant à l'âge minimum de la retraite.

Tous les gendarmes ne seraient du reste pas placés dans la même situation d'attentes légitimes. Tel est le cas notamment pour les agents qui viennent de commencer leur carrière à la gendarmerie et qui doivent se douter que leur statut n'est pas immuable.

A.8.1.2. Quant au fait que les anciens gendarmes et militaires bénéficient dans le nouveau statut d'échelles de traitement supérieures à celles dont ils bénéficiaient dans leur ancien statut, le Conseil des ministres souligne que dans le cadre de la police intégrée, les anciens gendarmes accomplissent des tâches et obtiennent des grades identiques à ceux des membres de l'ancienne police communale ou de l'ancienne police judiciaire. Il est dès lors normal, dans la mesure où ces deux catégories accomplissent des tâches identiques, qu'elles soient traitées de la même manière en vertu du nouveau statut.

Quant à l'article 10, le Conseil des ministres insiste sur le fait qu'il s'agit d'une mesure transitoire destinée à répondre aux attentes légitimes des anciens gendarmes. Or, les régimes applicables aux anciens corps de police étaient fort différents. Le nouveau statut tend à établir un régime identique pour les deux catégories. L'annulation de l'article 10 n'apporterait pas aux requérants l'avantage qu'ils souhaitent obtenir, à savoir bénéficier d'une mise à la retraite similaire à celle des ex-gendarmes et militaires, en sorte que les requérants n'ont pas d'intérêt à le voir annuler.

A.8.1.3. Sur leur intérêt à attaquer les dispositions litigieuses, les parties requérantes répondent au Conseil des ministres qu'elles sont directement et défavorablement affectées par ces dispositions dès lors que celles-ci procurent à une catégorie de personnes un avantage auquel les parties requérantes ne peuvent prétendre. L'annulation de ces dispositions obligerait le législateur à revoir sa position.

Quant au bien-fondé de la première branche du premier moyen, les parties requérantes soulignent que rien ne justifie l'octroi d'un avantage à une catégorie de personnel seulement. Ce système aboutirait à des anomalies dès lors que les officiers subalternes de l'ex-gendarmerie sont dispensés de prestations éprouvantes à l'âge de 49 ans tandis que leurs *alter ego* des ex-polices judiciaire et communale ne pourront l'être qu'à partir de l'âge de 55 ans.

Deuxième branche

A.8.2.1. Les parties requérantes soutiennent que l'article 10 de la loi crée une discrimination entre les membres du corps opérationnel de l'ex-gendarmerie, ainsi qu'entre les militaires désignés pour servir dans le corps administratif et logistique de celle-ci. Les âges différents d'admission à la retraite qui sont fixés en fonction des cadres auxquels ces membres appartiennent ne répondent pas aux objectifs poursuivis par le législateur, à savoir tenir compte des risques professionnels, des inconvénients sociaux et des exigences physiques particulières auxquels ces membres sont confrontés.

A.8.2.2. Le Conseil des ministres soulève le défaut d'intérêt des parties requérantes à demander l'annulation de cette disposition dès lors qu'elle ne leur cause pas grief. Le Conseil des ministres rappelle également que l'article 10 est une mesure transitoire qui ne poursuit pas les mêmes objectifs que l'article 5. Les différences de traitement dénoncées qui étaient déjà présentes dans l'ancien statut ne pouvaient disparaître immédiatement, en raison des attentes légitimes des membres du personnel concernés.

A.8.2.3. Les parties requérantes insistent, dans leur mémoire en réponse, sur le bien-fondé de la deuxième branche du premier moyen. A leur estime, le législateur doit répondre aux attentes légitimes de l'ensemble des catégories de personnel, dans les mêmes proportions. De plus, le législateur aurait mis en place un système qui révèle des anomalies, dès lors que les officiers subalternes de l'ex-gendarmerie sont dispensés de prestations éprouvantes deux ans avant les agents du cadre de base dont les prestations sont plus éprouvantes que celles de leurs supérieurs.

Troisième branche

A.8.3.1. Les parties requérantes reprochent à l'article 10 de créer une discrimination entre les agents civils qui exerçaient des fonctions dans le corps administratif et logistique de l'ex-gendarmerie et qui peuvent accéder à la retraite à l'âge de 54, 56 ou 58 ans, et les agents civils de l'ex-police judiciaire et de l'ex-police communale, qui ne bénéficient pas d'une telle mesure. Or, celle-ci ne pourrait se justifier par les attentes légitimes de la première catégorie visée, dès lors qu'elle ne bénéficiait pas de cette mesure, dans son précédent statut.

A.8.3.2. Le Conseil des ministres allègue, quant à lui, que les parties requérantes se fourvoient, dans la mesure où l'article 10 ne confère aucun avantage nouveau à une partie du personnel de la nouvelle police intégrée. Les militaires désignés comme « agents civils » étaient bien soumis aux lois coordonnées sur les pensions militaires, en sorte qu'ils avaient des attentes légitimes. Les agents civils dans les services administratifs de la police judiciaire ou dans la police communale, qui peuvent avoir été des agents de police, ne pouvaient, quant à eux, jamais être mis à la retraite avant 60 ans et ne peuvent dès lors prétendre aux mêmes attentes.

A.8.3.3. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes évoquent le fait que d'autres agents, non militaires, servent également dans le corps administratif et logistique de l'ex-gendarmerie. La loi établirait une différence de traitement injustifiée en faveur de ces agents.

Quatrième branche

A.8.4.1. La quatrième branche du premier moyen est dirigée contre l'article 11 de la loi. Celui-ci établirait, d'après les parties requérantes, diverses discriminations entre les membres de l'ex-gendarmerie et les autres membres de la nouvelle police. Il est tenu compte, pour le calcul du montant de la pension, des années d'études à la gendarmerie, ce qui n'est pas le cas pour les autres catégories de personnel. Les gendarmes sont, en outre, dispensés de prêter leur service militaire et gagnent, de ce fait, encore une année à compter dans les années de service pour le calcul de leur pension.

L'article 11 de la loi serait également discriminatoire en ce qu'il octroie aux ex-gendarmes le bénéfice d'1/50ème, pour toutes les années passées, alors que les années admissibles des militaires sont calculées en 1/60ème.

Ces derniers seraient dès lors discriminés s'ils sont passés dans le corps de police après l'armée. Ils seraient également discriminés par rapport aux militaires désignés pour servir dans le cadre administratif et logistique de l'ex-gendarmerie, ceux-ci bénéficiant également d'1/50ème.

A.8.4.2. Le Conseil des ministres répond qu'il n'y a pas de différence de traitement entre les membres du personnel provenant des différents anciens corps de police. Le fait que les années d'études soient comptées, pour les gendarmes, crée une différence de traitement qui n'a pas son origine dans la loi attaquée mais bien dans le statut des gendarmes. Ces années d'études sont rémunérées par le Trésor public, ce qui n'est pas le cas des années d'études des membres des autres corps de police, qui font l'objet de la bonification pour diplômes prévue aux articles 32 et suivants de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public. Le fait que les gendarmes étaient dispensés de leur service militaire provient également du statut des gendarmes.

Le Conseil des ministres souligne également qu'il est normal d'appliquer aux gendarmes l'article 11, alinéa 1^{er}, de la loi dès lors que les services prestés comme gendarme avant la démilitarisation de la gendarmerie en 1990 ne sont pas des services prestés en qualité de militaire mais sont des services de fonction policière.

Quant à l'application de l'article 11, alinéa 2, en faveur des militaires employés dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie, les militaires pouvaient prétendre dans leur statut d'origine à une augmentation de leur pension pour ancienneté dans le grade. Cet avantage est compensé par l'article 11, alinéa 2, précité. En outre, les services prestés par ces militaires comme membres du cadre administratif et logistique sont pris en compte logiquement à raison du tantième 1/60ème.

A.8.4.3. Pour ce qui est de la critique relative aux années d'études accomplies par les ex-gendarmes, les parties requérantes répondent que l'ancien statut des gendarmes n'est plus applicable, en sorte que c'est la loi attaquée qui doit régler ce problème. Quant au fait que l'année qui devait correspondre au service militaire que les gendarmes n'ont pas dû prêter est prise en compte à concurrence de 1/50ème pour le calcul de leur pension, alors que ceux qui ont dû prêter leur service, ne peuvent le comptabiliser qu'à concurrence de 1/60ème, cette différence de traitement serait d'autant moins justifiable que les gendarmes n'étaient dispensés de leur service qu'en raison du caractère « militaire » des prestations qu'ils devaient fournir.

Pour ce qui est du comptage des années prestées par les gendarmes avant 1990, les parties requérantes rappellent que ce corps appartenait à l'armée. Il est dès lors impossible de qualifier leurs fonctions d'alors de policières et, partant, de calculer ces années en 1/60ème, en sorte qu'il existe bel et bien une discrimination envers les autres membres de la police intégrée.

Cinquième branche

A.8.5.1. Les parties requérantes font grief à l'article 12, § 2, de la loi de tenir compte, pour le calcul de la pension des membres du corps opérationnel de l'ex-gendarmerie et des militaires désignés pour exercer leur service dans le cadre administratif et logistique de l'ex-gendarmerie, du traitement perçu en date du 31 mars 2001, soit le traitement le plus avantageux, alors que tel n'est pas le cas pour les autres catégories de personnel de la nouvelle police.

A.8.5.2. Le Conseil des ministres renvoie aux travaux préparatoires de la loi, qui justifieraient selon lui, à suffisance, la différence de traitement invoquée.

A.8.5.3. Les parties requérantes répondent au Conseil des ministres que le montant de la pension est calculé, pour la partie des cinq années prises en compte qui est antérieure à la date du 1^{er} avril 2001, sur la base d'un traitement qui ne correspond pas à celui pris en compte pour le même calcul à l'égard des autres catégories de personnel de la police, en sorte que la discrimination dénoncée existe bel et bien.

Sixième branche

A.8.6.1. Les parties requérantes allèguent que les agents civils exerçant leur mission dans l'ex-police judiciaire ou communale sont discriminés en ce qu'ils voient leurs années admissibles de pension calculées en 1/60ème, sans correctif, alors qu'auparavant ce nombre était majoré en fin de carrière de 20 p.c. Il ne serait dès lors pas tenu compte de leurs attentes légitimes, comme pour les autres agents.

A.8.6.2. Le Conseil des ministres invoque, quant à lui, l'imprécision de ce moyen pour conclure à son irrecevabilité. Il souligne que s'il est fait référence à l'article 156, alinéa 3, ancien de la Nouvelle loi communale, cette disposition a été remplacée par l'octroi du tantième 1/50ème pour tous les services prestés comme membre d'un corps de police communale en qualité de fonctionnaire de police ou d'agent auxiliaire de police, en sorte qu'il n'existe plus de discrimination.

Le Conseil des ministres souligne que, pour le surplus, si les requérants demandent à la Cour de censurer une omission du législateur, la Cour n'est pas compétente pour en connaître.

A.8.6.3. Les parties requérantes répondent au Conseil des ministres que ce qu'elles critiquent n'est pas une omission législative mais bien le fait que la loi prévoit que les années admissibles de pension des agents civils de l'ex-police judiciaire et de l'ex-police communale sont calculées en 1/60ème, mais sans ajouter que ce nombre d'années est augmenté de 20 p.c., comme c'était le cas sous l'empire de l'ancien statut. Il est donc porté atteinte aux attentes légitimes d'une catégorie de personnel.

Pour le surplus, les parties requérantes se réfèrent à un arrêt de la Cour dans lequel celle-ci a condamné des omissions législatives.

Deuxième moyen

A.9.1. Il est fait grief à la loi, dans un deuxième moyen, de ne plus garantir le droit à la péréquation des pensions pour les agents déjà pensionnés ainsi que ceux qui ne le sont pas encore mais qui ont décidé d'être maintenus dans leur ancien statut, alors que les agents qui bénéficient du nouveau statut se voient attribuer une échelle barémique et par la suite une pension qui serait sans commune mesure avec celle perçue par la première catégorie visée.

A.9.2. Le Conseil des ministres conclut à l'irrecevabilité du deuxième moyen en raison de son imprécision. Il invoque également, à titre subsidiaire, son non-fondement au motif que le droit à la péréquation ne serait pas remis en cause, contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, par la loi attaquée.

A.9.3. Les parties requérantes demandent à la Cour de constater que le Conseil des ministres a reconnu explicitement le droit à la péréquation des pensions pour les agents déjà pensionnés et pour ceux qui ne le sont pas encore, qu'ils conservent ou non leur ancien statut.

Troisième moyen

A.10.1. Les parties requérantes soutiennent que les discriminations dénoncées dans les deux premiers moyens se cumulent avec l'absence de reconnaissance du droit à la péréquation pour les agents déjà pensionnés ou ceux qui ont opté pour le maintien de leur ancien statut et que la combinaison de toutes ces discriminations avec celles dénoncées dans les autres actes relatifs à l'organisation de la nouvelle police, rend la situation administrative et financière des membres des ex-polices judiciaire et communale totalement discriminatoire.

A.10.2. Le Conseil des ministres invoque une fois encore l'irrecevabilité du troisième moyen en raison de son caractère imprécis. Subsidiairement, le Conseil des ministres dit le moyen non fondé pour les mêmes motifs que ceux invoqués dans le cadre des différentes branches du premier moyen.

A.10.3. Les parties requérantes répondent que leur critique n'est pas floue et que le moyen est fondé du fait que les ex-gendarmes accumulent des avantages auxquels ne peuvent prétendre les autres membres de l'ex-police judiciaire et communale.

Mémoires complémentaires déposés par les parties requérantes dans l'affaire n° 2276 et le Conseil des ministres

A.11.1. A la question posée par la Cour, notifiée aux parties le 3 juillet 2002, les parties requérantes dans l'affaire n° 2276 répondent que la catégorie des « agents civils » qu'elles visent à différents endroits de leurs mémoire et mémoire en réponse, correspond, s'agissant de l'ex-gendarmerie, aux agents non militaires du cadre administratif et logistique visé à l'article 11, § 3, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie; s'agissant de l'ex-police judiciaire, elle correspond aux agents du cadre administratif et logistique qui, soit étaient employés au parquet, soit étaient fonctionnaires du ministère de la Justice; enfin, s'agissant de l'ex-police communale, elle correspond aux agents du cadre administratif et logistique employés par les communes.

A.11.2. Le Conseil des ministres précise, quant à lui, quelles dispositions étaient applicables, en matière de pensions, à ces différentes catégories d'agents, avant l'adoption de la loi attaquée.

- B -

Quant à l'objet des recours

B.1. La Cour doit déterminer l'étendue des recours en annulation à partir du contenu des requêtes.

Il ressort des requêtes et de l'exposé des moyens que seuls sont en cause les articles 5, 9, 10, 11 et 12, § 2 et § 3, de la loi du 30 mars 2001 relative à la pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit. La Cour limite son examen à ces dispositions.

B.2. L'article 5 de la loi dispose :

« Par dérogation à l'article 46, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, les membres du personnel du cadre opérationnel qui appartiennent soit au cadre de base, soit au cadre moyen, soit au cadre des agents auxiliaires de la police, peuvent, à leur demande, être admis à la pension le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel ils ont atteint l'âge de 58 ans accomplis, ou le premier jour du mois qui suit la date de la cessation de leurs fonctions si celle-ci est postérieure, à la condition de compter au moins vingt années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux demandes de pension différée, ni aux demandes de pension immédiate à partir de l'âge de 60 ans. »

L'article 9 de la loi dispose :

« A l'article 156, alinéa 3, de la nouvelle loi communale, modifié par la loi du 25 janvier 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « de la police et » sont supprimés;

2^o l'alinéa est complété par la phrase suivante :

« Sont pris en compte à raison de 1/50^{ème} par année de service du traitement de référence, les services que l'intéressé a prestés comme membre du corps de police communale en qualité de fonctionnaire de police compétent pour l'exercice des missions de police judiciaire ou administrative ou comme agent auxiliaire de police ». »

L'article 10 de la loi prescrit :

« Par dérogation à l'article 46, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, les membres du personnel qui au 30 avril 1999 étaient soumis au statut du corps opérationnel de la gendarmerie ou qui, à cette date, étaient militaires désignés pour servir dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie peuvent, à leur demande, être admis à la pension le premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel ils atteignent l'âge prévu à l'alinéa 2 ou 3, ou le premier jour du mois qui suit la date de la cessation de leurs fonctions si celle-ci est postérieure, à la condition de compter au moins vingt années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

L'âge visé à l'alinéa 1^{er}, est fixé à :

1^o 54 ans pour les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade soit :

a) du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir ou O4bisir et qui ont été insérés dans une de ces échelles à partir du 1^{er} avril 2001;

b) du niveau A du cadre administratif et logistique, rémunéré dans les échelles de traitement fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, pris sur la proposition du Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions;

2^o 56 ans pour les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade soit :

a) du cadre de base ou du cadre moyen du cadre opérationnel;

b) du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir ou O4bisir et qui n'ont pas été insérés dans une de ces échelles à partir du 1^{er} avril 2001;

c) du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O5, O6, O5ir ou O6ir;
 d) des niveaux B, C, ou D du cadre administratif et logistique;
 e) du niveau A du cadre administratif et logistique, rémunéré dans les échelles de traitement fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, pris sur la proposition du Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions;

3^o 58 ans pour les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade soit :

a) du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O7;
 b) du niveau A du cadre administratif et logistique, rémunéré dans les échelles de traitement fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, pris sur la proposition du Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions.

Par dérogation à l'alinéa 2, 1^o, a), l'âge de la pension visé à l'alinéa 1^{er} est fixé à 56 ans pour les membres du personnel titulaires d'un grade du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O2 qui ont été insérés dans cette échelle à partir du 1^{er} avril 2001 et qui avant leur passage aux services de police, étaient revêtus du grade d'adjudant de gendarmerie ou d'adjudant-chef de gendarmerie et bénéficiaient de l'allocation visée à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie.

Pour l'application des alinéas 2 et 3, l'échelle de traitement qui est prise en considération est celle fixée par l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police qui, en tenant compte de son ancienneté, correspond au grade dans lequel le membre du personnel est nommé à titre définitif, et ce quelle que soit la rémunération dont le membre du personnel bénéficie réellement.

Pour les membres du personnel qui, en application de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, comme ancien membre d'un de ces corps de police particuliers sont passés dans le corps opérationnel de la gendarmerie, la date du 30 avril 1999 prévue à l'alinéa 1^{er} est remplacée par le 1^{er} décembre 2000.

Le présent article n'est pas applicable aux demandes de pension différée, ni aux demandes de pension immédiate à partir de l'âge de 60 ans. »

L'article 11 de la même loi énonce :

« § 1^{er}. Chaque année passée en activité de service en qualité de fonctionnaire de police ou d'agent auxiliaire de police dans un corps de police communale, de fonctionnaire de police dans la police maritime, la police aéronautique ou la police des chemins de fer, de fonctionnaire de police dans le service d'enquêtes du Comité supérieur de Contrôle, de fonctionnaire de police dans la police de la jeunesse, de fonctionnaire de police dans la police judiciaire près les parquets ou de membre du corps opérationnel ou de la catégorie de personnel de police spécial de la gendarmerie est, nonobstant toute autre disposition légale, réglementaire ou contractuelle, prise en compte à raison de 1/50^{ème} du traitement de référence qui sert de base pour l'établissement de la pension de retraite comme membre du personnel des services de police.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la position d'activité visée à l'article 35 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, est considérée comme de l'activité de service.

§ 2. Chaque année passée par les militaires mentionnés à l'article 10 en qualité de militaire du cadre actif en position de service actif visé à l'article 4 de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en œuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, est, nonobstant toute autre disposition légale, réglementaire ou contractuelle, prise en compte à raison de 1/50^{ème} du traitement de référence qui sert de base à l'établissement de la pension de retraite comme membre du personnel des services de police. »

Enfin, selon l'article 12 de la loi du 30 mars 2001 :

« § 1^{er}. Pour l'application de l'article 8, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, les fonctions que les membres du personnel ont exercées à partir de la date à laquelle ils ont été complètement soumis aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique, sont considérées comme étant totalement distinctes des fonctions qui ont été exercées avant cette date.

Pour les membres du personnel qui bénéficient des règles de garantie en matière de traitement, il est tenu compte des traitements et des suppléments de traitements garantis conformément à ces règles.

§ 2. Par dérogation à l'article 8, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, de la loi générale du 21 juillet 1844 précitée, les fonctions exercées avant le 1^{er} avril 2001 par les membres du personnel qui sont passés aux services de police, soit en qualité de membre du corps opérationnel de la gendarmerie, soit en qualité de militaire employé dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie, et qui étaient, à partir du 1^{er} avril 2001, complètement soumis aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique, sont censées, pour l'établissement du traitement de référence qui sert de base pour le calcul de la pension comme membre du personnel des services de police, avoir été rémunérées sur la base du traitement attaché à la fonction dans laquelle ces membres du personnel étaient nommés à titre définitif au 31 mars 2001.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er} aux anciens membres du corps opérationnel de la gendarmerie y visés, il est tenu compte des assimilations de grade prévues à l'article 57 de l'arrêté royal n^o 16020 du 11 août 1923 approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions militaires.

§ 3. Par dérogation à l'article 8, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, de la loi générale du 21 juillet 1844 précitée, les traitements attachés aux fonctions exercées avant le 1^{er} avril 2001 à prendre en compte pour le calcul du traitement de référence, établi conformément aux §§ 1^{er} et 2, sont, pour les membres du personnel qui cessent leur fonction avant le 1^{er} avril 2006 et qui étaient, à partir du 1^{er} avril 2001, complètement soumis aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique, augmentés du pourcentage prévu à l'alinéa 2 de la différence entre, d'une part, le traitement qui est attaché à la fonction dans laquelle le membre du personnel a été nommé à titre définitif au 1^{er} avril 2001, et, d'autre part, le traitement qui est attaché, ou qui est, conformément au § 2, censé être attaché, à la fonction dans laquelle le membre du personnel était nommé à titre définitif au 31 mars 2001.

Le pourcentage visé à l'alinéa 1^{er} est fixé à :

1^o 20 % pour les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade soit :

- a) du cadre auxiliaire ou du cadre de base du cadre opérationnel;
- b) des niveaux C ou D du cadre administratif et logistique;

2^o 10 % pour les membres du personnel qui sont titulaires d'un grade soit :

- a) du cadre des officiers du cadre opérationnel, rémunéré dans l'échelle de traitement O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir ou O4bisir;
- b) du cadre moyen du cadre opérationnel;
- c) du niveau A du cadre administratif et logistique, rémunéré dans les échelles de traitement fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, pris sur la proposition du Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions;
- d) du niveau B du cadre administratif et logistique.

Pour l'application de l'alinéa 2, 2^o, a), l'échelle de traitement visée à l'article 10, alinéa 4, est prise en considération.

§ 4. Les §§ 2 et 3 ne s'appliquent pas aux pensions différées. »

Quant à la recevabilité

B.3.1. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt des parties requérantes dans l'affaire n^o 2271.

B.3.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Cet intérêt n'existe que si la disposition attaquée est susceptible d'affecter directement et défavorablement les parties requérantes.

B.3.3. Les requérants dans l'affaire n^o 2271 sont des inspecteurs sous-chefs d'aérodrome de la police aérienne qui ont été transférés dans le cadre de base du corps opérationnel de la gendarmerie, puis dans celui de la police intégrée. Le Conseil d'Etat ayant annulé leur nomination en raison du grade dans lequel ils avaient été transférés, ils restent dans l'attente d'une nouvelle nomination. Ils considèrent que dès lors qu'ils ont opté, à titre conservatoire, dans l'attente que leur situation se règle au Conseil d'Etat, pour l'application du nouveau statut, ils justifient d'un intérêt à dénoncer les éventuelles discriminations que ce statut pourrait engendrer.

A partir du moment où, fût-ce à titre conservatoire, les parties requérantes dans l'affaire n^o 2271 optent pour l'application du nouveau statut de la police intégrée, elles sont soumises aux règles que ce statut établit et risquent d'être directement et défavorablement affectées par l'article 10 de la loi attaquée. Elles justifient dès lors de l'intérêt requis pour demander son annulation.

B.4.1. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité du recours introduit par l'a.s.b.l. Syndicat de la police belge, dans l'affaire n^o 2276.

B.4.2. Lorsqu'une association sans but lucratif qui se prévaut d'un intérêt collectif souhaite avoir accès à la Cour, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que l'intérêt collectif ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter cet objet; qu'il n'apparaisse pas que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.4.3. Selon l'article 2 de ses statuts, l'association requérante a notamment pour but « de défendre et de promouvoir les intérêts professionnels, économiques et sociaux de ses membres ». Les dispositions litigieuses sont susceptibles d'affecter directement et défavorablement les intérêts que l'association a pour objet de défendre. Elle justifie d'un intérêt à son recours.

B.5. Les exceptions sont rejetées.

Quant au fond

En ce qui concerne l'âge d'accès à la pension

B.6.1. La partie requérante dans l'affaire n^o 2272 allègue, dans le premier moyen, la violation des articles 10 et 11 de la Constitution par l'article 5 de la loi du 30 mars 2001, en ce qu'il permet aux membres du personnel du cadre opérationnel qui appartiennent soit au cadre de base, soit au cadre moyen, soit au cadre des agents auxiliaires de la police, de prendre leur pension à l'âge de 58 ans accomplis, alors que les membres du personnel du cadre officier ne peuvent prendre leur pension qu'au plus tôt à l'âge de 60 ans, en application de l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

B.6.2. Le législateur a justifié ce choix de la différence d'âge d'accès à la pension entre les deux catégories précitées par le fait que « les membres du personnel qui peuvent être mis à la retraite dès l'âge de 58 ans sont, dans une plus grande mesure, confrontés à des risques professionnels plus importants et à des inconvénients sociaux et doivent satisfaire à des exigences physiques particulières » (Doc. parl., Chambre, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 9).

B.6.3. Les considérations selon lesquelles les membres du cadre de base sont dans une plus grande mesure présents sur le terrain, sont plus souvent amenés à effectuer des prestations de nuit et les week-ends et sont davantage exposés à des efforts physiques pendant le travail, ne reposent pas sur une appréciation manifestement déraisonnable.

B.6.4. Le requérant dans l'affaire n^o 2272 fait encore valoir que l'article 10 de la loi attaquée contredirait lui-même l'objectif poursuivi par le législateur dans l'article 5 de la loi, en prévoyant, pour les agents de l'ex-gendarmerie, une règle transitoire qui permet d'admettre à la pension des agents appartenant au cadre des officiers avant des agents appartenant au cadre de base.

B.6.5. Avant leur intégration dans la nouvelle police, les gendarmes étaient soumis au régime de pension instauré par les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923.

En permettant aux membres du personnel en service au 30 avril 1999 d'être pensionnés à leur demande à partir de la date à laquelle ils auraient, dans leur régime de pension d'origine, été mis à la retraite d'office pour limite d'âge, le Gouvernement entendait tenir compte des attentes légitimes de ces gendarmes, en ne les privant pas, du fait du passage au nouveau statut, d'une disposition plus favorable contenue dans l'ancien statut (Doc. parl., Chambre, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 14).

B.6.6. La circonstance que l'article 10 de la loi attaquée maintienne en vigueur un régime différent de celui instauré par l'article 5 de la loi ne rend pas la mesure visée par cet article 5 manifestement déraisonnable.

B.6.7. Le moyen doit être rejeté.

B.7.1. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2271 (moyen unique), 2274 et 2276 (deuxième branche du premier moyen) font grief à l'article 10 de la loi du 30 mars 2001 de violer les articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 177 et 184 de la Constitution, et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'il établit une distinction entre les membres du corps opérationnel de l'ex-gendarmerie, en fixant l'âge de la retraite à 54, 56 ou 58 ans, selon le cadre auquel ils appartiennent. Cette différence de traitement ne répondrait pas à l'objectif du législateur qui serait de tenir compte des risques professionnels importants, des inconvénients sociaux et des exigences physiques particulières auxquels ces membres du personnel doivent répondre (A.5.1 et A.8.2.1).

B.7.2. En ce qui concerne l'article 10 de la loi, on peut lire dans les travaux préparatoires que tenant compte des attentes légitimes des membres de l'ex-gendarmerie en matière de pension, « le Gouvernement a estimé qu'on pouvait difficilement obliger ces membres du personnel à choisir le maintien de leur statut d'origine s'ils voulaient être pensionnés à la limite d'âge fixée dans leur statut d'origine » (Doc. Parl., Chambre, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 14). L'article 10 était destiné à permettre aux membres du personnel en service au 30 avril 1999 d'être pensionnés à leur demande à partir de la date à laquelle ils auraient, dans leur régime de pension d'origine, été mis à la retraite d'office pour limite d'âge, pour ne pas les obliger à choisir le maintien de leur statut d'origine s'ils voulaient être pensionnés à la limite d'âge qui y était fixée.

B.7.3. Dans le cadre d'une mesure transitoire, il n'est pas déraisonnable de continuer à assurer aux anciens gendarmes et militaires un avantage qu'ils pouvaient considérer comme constituant un aspect de leur statut.

B.7.4. Les griefs ne peuvent être accueillis.

B.8.1. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2272 (deuxième moyen), 2274 et 2276 (première branche du premier moyen) font encore grief à l'article 10 de la loi du 30 mars 2001 de créer une différence de traitement discriminatoire entre les membres du personnel qui, au 30 avril 1999 ou au 1^{er} décembre 2000, étaient soumis au statut du corps opérationnel de la gendarmerie ou étaient militaires désignés pour servir dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie, d'une part, et les agents émanant des autres services de police, d'autre part. Les premiers peuvent prendre leur pension à l'âge de 54, 56 ou 58 ans en application de l'article 10 de la loi contestée, tandis que les autres agents ne peuvent être admis à la pension qu'à l'âge de 58 ou 60 ans, en vertu des articles 3 et 5 de cette loi (A.6.1.2 et A.8.1.1).

B.8.2. Selon le Conseil des ministres, les requérants dans les affaires n^{os} 2272, 2274 et 2276, qui sont tous d'anciens membres de la police judiciaire et de la police communale, n'auraient pas d'intérêt à demander l'annulation de l'article 10 de la loi dès lors que celui-ci procure à une catégorie de personnes un avantage, auquel ces requérants ne peuvent prétendre.

La circonstance que, par l'effet de l'annulation, les requérants recouvreraient une chance de voir régir plus favorablement leur situation concernant l'âge d'accès à la pension suffit à justifier l'intérêt des requérants à attaquer cette disposition.

B.8.3. Comme la Cour l'a déjà indiqué en B.6.5, en instituant un régime transitoire en faveur des anciens gendarmes et militaires, en ce qui concerne l'âge d'accès à la pension, le législateur entendait tenir compte des attentes légitimes de ceux-ci, en ne les privant pas, du fait du passage au nouveau statut, d'une disposition plus favorable contenue dans l'ancien statut.

Les membres issus de la police judiciaire ou de la police communale ne pouvaient avoir de telles attentes dès lors que le régime auquel ils étaient soumis, avant la loi du 30 mars 2001, ne leur permettait d'accéder à la pension qu'à l'âge de 65 ou 60 ans, en application de l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques et de l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

B.8.4.1. La date qui est prise en compte par le législateur pour l'application du régime transitoire aux ex-gendarmes est également contestée par les mêmes parties requérantes. Outre le fait qu'elle aurait pour effet d'instaurer un régime de pension parallèle dans la mesure où la disposition transitoire peut s'appliquer pendant 35 ans, elle contredirait l'objectif poursuivi par le législateur dès lors que des gendarmes qui ont commencé leur carrière il y a quelques années ne sont pas placés dans la même situation d'attentes légitimes (A.6.1.2 et A.8.1.1).

B.8.4.2. L'article 10 de la loi attaquée rend applicable le régime transitoire qu'il instaure aux membres du personnel qui étaient soumis au statut du corps opérationnel de la gendarmerie ou étaient militaires désignés pour servir dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie, à la date du 30 avril 1999. Il résulte des travaux préparatoires de la loi que le choix de cette date a été justifié par le fait que les membres du personnel étaient censés dès le 1^{er} mai 1999 avoir été au courant du passage de la gendarmerie vers les services de la police intégrée prévu par la loi du 7 décembre 1998 ainsi que des modifications éventuelles de leur statut et de leur régime de pension qui pouvait aller de pair avec ce passage. Le législateur a encore précisé que la date du 30 avril 1999 était la date à laquelle la première phase des négociations syndicales concernant le statut unique des membres des services de la police intégrée a été finalisée (Doc. parl., Chambre, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 15).

Le choix de la date est raisonnablement justifié par les éléments repris dans les travaux préparatoires. La circonstance que la disposition transitoire pourrait produire des effets pendant un délai qui, selon les parties requérantes, pourrait aller jusqu'à 35 ans, résulte de l'objet même des dispositions en cause, dès lors que la pension des membres du personnel n'intervient qu'au terme d'une carrière s'étendant sur un nombre d'années qui peut être important.

B.9. Les griefs ne peuvent être accueillis.

B.10.1. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2274 et 2276 invoquent, dans la troisième branche du premier moyen de leur requête, l'existence d'une discrimination entre les agents civils qui exerçaient des fonctions dans le corps administratif et logistique de l'ex-gendarmerie et les agents civils de l'ex-police judiciaire et de l'ex-police communale qui exerçaient des fonctions similaires. Les agents de la première catégorie pourraient, contrairement à ceux de la seconde, bénéficier de l'avancement de l'âge de la retraite à 54, 56 ou 58 ans, comme les ex-gendarmes, en vertu de l'article 10 de la loi attaquée, alors qu'ils ne pouvaient pas en bénéficier dans leur ancien statut. Ils n'auraient dès lors pas les mêmes attentes légitimes que les ex-gendarmes.

B.10.2. Il ressort de l'article 11, § 3, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie que le personnel administratif et logistique est composé d'hommes et de femmes, militaires ou civils. Les membres du personnel civil sont, en vertu de la même disposition, soit des membres du personnel statutaires, recrutés et nommés selon les modalités déterminées par le Roi ou utilisés dans ce corps conformément au régime de mobilité et selon les modalités déterminées par le Roi, soit des membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail.

L'article 10 de la loi attaquée, qui avance l'âge de la retraite à 54, 56 ou 58 ans, ne vise, outre les membres du personnel qui étaient soumis, avant le 30 avril 1999, au statut du corps opérationnel de l'ex-gendarmerie, que les membres du personnel qui, à la même date, étaient des militaires désignés pour servir dans le corps administratif et logistique de l'ex-gendarmerie. Les autres catégories d'agents civils ne sont pas visées par cette disposition transitoire.

B.10.3. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2274 et 2276, les militaires désignés pour servir dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie, étaient soumis, avant leur intégration dans la nouvelle police, aux mêmes dispositions que celles applicables aux membres du personnel de l'ex-gendarmerie, de sorte qu'ils pouvaient prétendre avoir les mêmes attentes légitimes que ces derniers. Il n'est dès lors pas dénué de pertinence que le législateur, en adoptant l'article 10 de la loi attaquée, ait tenu compte des attentes légitimes de ces militaires, au même titre que celles des membres du corps opérationnel de l'ex-gendarmerie.

B.11. Le moyen en sa troisième branche ne peut être accueilli.

En ce qui concerne le calcul du montant de la pension

B.12.1. Dans la quatrième branche du premier moyen de leur requête, les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2274 et 2276 reprochent à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi attaquée de discriminer les membres du personnel de l'ex-police judiciaire et communale par rapport aux membres de l'ex-gendarmerie en ce que ces derniers peuvent comptabiliser leurs années d'études pour leur pension et ont été dispensés de leur service militaire, ce qui leur permet de compter les années de leur service pour le calcul de la pension, alors que tel n'est pas le cas pour les membres issus des autres corps de police.

B.12.2.1. L'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi attaquée prévoit que chaque année passée en activité de service en qualité de membre du personnel du cadre opérationnel des corps de police supprimés est prise en compte à raison de 1/50ème du traitement de référence qui sert de base pour l'établissement de la pension de retraite comme membre du personnel des services de police. Il répond ainsi à l'objectif d'harmonisation des statuts que le législateur s'est fixé en prenant en compte le même tantième pour l'ensemble des membres du personnel de la nouvelle police, quelle que soit leur origine.

Ce sont toutefois les années prises en compte qui sont contestées par les parties requérantes et que la Cour est invitée à examiner.

B.12.2.2. La loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie disposait, en son article 2 : « le personnel se compose 1^o du personnel de carrière et 2^o des élèves des écoles de gendarmerie, c'est à dire les candidats officiers et sous-officiers [...] ». C'est donc en application de leur ancien statut que les années d'études suivies par les gendarmes étaient considérées comme des années de services et, partant, comptabilisées pour le calcul de leur pension.

Le législateur a pu raisonnablement considérer que l'effet d'une telle mesure devait être maintenu pour répondre aux attentes légitimes des gendarmes qui en bénéficiaient en vertu de leur ancien statut. Le législateur n'a, en outre, pas porté atteinte de manière disproportionnée aux droits des membres des ex-polices judiciaire et communale en n'établissant pas une règle similaire à leur profit. Ceux-ci ne pouvaient, en effet, prétendre avoir les mêmes attentes légitimes que les gendarmes puisque leurs années d'études n'ont jamais été incluses dans les années de services prises en compte pour le calcul de leur pension.

Pour le surplus, la Cour constate que les membres des ex-polices judiciaire et communale bénéficient d'une bonification de temps, pour les années d'études passées pour l'obtention d'un diplôme qui a constitué une condition à laquelle l'intéressé a dû satisfaire, soit à l'occasion de son recrutement, soit à l'occasion de sa nomination ultérieure et ce, en vertu des articles 32 et suivants de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public.

B.12.2.3. La dispense de service militaire accordée aux gendarmes se fonde sur l'article 16bis des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962. Le fait que l'année du service est calculée sur la base du tantième 1/50ème pour les gendarmes, alors qu'elle est calculée sur la base du tantième 1/60ème pour les agents qui émanent des autres corps de police qui n'ont pas été dispensés de leur service, découle de la dispense de service militaire accordée aux premiers, et non aux seconds. Il ne peut être fait grief au législateur d'avoir maintenu les effets de certaines dispositions législatives pour répondre aux attentes légitimes des ex-gendarmes, attentes dont ne pouvaient du reste se prévaloir les membres des autres corps de police intégrés.

B.13.1. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2274 et 2276 reprochent encore à l'article 11, § 2, de la loi attaquée de prendre en compte le tantième 1/50ème pour le calcul de la pension des militaires visés à l'article 10 de la loi, qui, au 30 avril 1999, étaient employés dans le corps administratif et logistique de l'ex-gendarmerie.

B.13.2. Cette mesure est justifiée, dans les travaux préparatoires de la loi, par le fait que « ces membres du personnel conservent - au moins pour leurs services antérieurs comme militaire de carrière - l'avantage en matière de pension qu'ils auraient pu obtenir par l'augmentation de leur pension militaire pour ancienneté dans le dernier grade, s'ils avaient choisi le maintien de leur statut d'origine » (Doc. parl., Chambre, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 19).

Dès lors qu'il entendait favoriser le passage des militaires du corps administratif et logistique de l'ex-gendarmerie vers le nouveau statut de la police intégrée, en leur assurant la même pension que celle qu'ils auraient obtenue s'ils avaient opté pour le maintien de leur ancien statut, le législateur a pris une mesure qui n'est pas déraisonnable par rapport à l'objectif qu'il poursuit.

B.13.3. Le moyen n'est pas fondé.

B.14.1. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2272 (troisième moyen), 2274 et 2276 (cinquième branche du premier moyen) font grief à l'article 12, §§ 2 et 3, de la loi attaquée de créer une discrimination entre les membres du personnel qui, avant le 1^{er} avril 2001, exerçaient les fonctions soit en qualité de membre du corps opérationnel de la gendarmerie, soit en qualité de militaire employé dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie, d'une part, et les membres des autres services de police, d'autre part, en n'accordant le bénéfice des dispositions transitoires qu'à la première catégorie (A.6.1.3 et A.8.5.1).

B.14.2. Le traitement de référence qui sert de base de calcul de la pension des membres du personnel des services de police est le traitement moyen qui a été perçu par l'intéressé durant les cinq dernières années de sa carrière. Tel est le principe qui, consacré par l'article 8, § 1^{er}, de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, a été confirmé par l'article 12, § 1^{er}, de la loi attaquée.

Le législateur a toutefois entendu déroger à l'article 8, § 1^{er}, de la loi générale du 21 juillet 1844 quant au traitement de référence pris en considération pour le calcul de la pension des membres du personnel issus du corps opérationnel de la gendarmerie ou des militaires employés dans le corps administratif ou logistique de la gendarmerie qui étaient, à partir du 1^{er} avril 2001, complètement soumis au nouveau statut de la police intégrée et ont été mis à la retraite moins de cinq ans après cette date. L'article 12, § 2, de la loi attaquée dispose, en effet, qu'il n'est pas tenu compte du traitement moyen des cinq dernières années de la carrière de l'intéressé, mais du traitement attaché à la fonction dans laquelle ces membres du personnel étaient nommés à titre définitif au 31 mars 2001.

Comme l'indiquent les travaux préparatoires de l'article 12, les pensions d'ancienneté des militaires et des gendarmes étaient fixées sur la base du dernier traitement d'activité du membre du personnel, en vertu de l'article 28 de l'arrêté royal du 11 août 1923 « approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions militaires » (*Moniteur belge* du 29 août 1923). C'est « pour éviter que les membres du personnel précités qui, à partir du 1^{er} avril 2001, sont déjà soumis au nouveau statut des membres des services de la police intégrée et qui sont mis à la retraite moins de cinq ans après cette date, n'obtiennent, suite à ce mode de calcul du traitement de référence, un montant de pension inférieur à celui qu'ils auraient obtenu s'ils avaient choisi le maintien de leur statut d'origine », que le législateur a instauré la mesure transitoire prévue par l'article 12, § 2, de la loi attaquée (Doc. Parl., Chambre, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 20).

B.14.3. Il n'est pas déraisonnable, eu égard à la règle qui était applicable aux gendarmes et militaires en vertu de leur ancien statut, que, pour tenir compte de leurs attentes légitimes, le législateur ait pris en considération le traitement qu'ils percevaient au moment de leur passage dans le nouveau statut.

La circonstance que le législateur n'ait pas adopté une règle transitoire identique pour les membres du personnel issus des autres corps de police se justifie par le fait que ceux-ci étaient soumis, avant leur passage dans la police intégrée, à l'article 8 de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, lequel a été confirmé par l'article 12 de la loi attaquée. Dès lors que la nouvelle règle à laquelle ces membres du personnel sont soumis, depuis leur intégration dans la nouvelle police, est identique à celle qu'ils connaissaient dans leur ancien statut, ils ne pouvaient prétendre avoir les mêmes attentes légitimes que celles des gendarmes.

B.15. Le moyen ne peut être accueilli.

B.16.1. Le requérant dans l'affaire n^o 2272 fait encore grief à l'article 12, § 3, de la loi attaquée, de traiter de manière plus favorable les membres du personnel issus du corps opérationnel de la gendarmerie, par rapport aux agents qui émanent des autres corps de police.

B.16.2. Les traitements liés aux fonctions exercées avant le 1^{er} avril 2001 qui doivent être pris en compte pour le calcul du traitement de référence sont augmentés pour les membres du personnel visés à l'article 12, § 3, de la loi. Cette augmentation s'élève à 10 p.c. ou 20 p.c. de la différence entre, d'une part, le traitement lié à la fonction dans laquelle le membre du personnel a été nommé à titre définitif au 1^{er} avril 2001 auprès des services de la police intégrée, et, d'autre part, le traitement lié à la fonction dans laquelle il était nommé à titre définitif au 31 mars 2001.

Le législateur a entendu éviter qu'il n'y ait de trop grandes différences dans le montant des pensions accordées aux membres du personnel qui, après une carrière comparable, sont mis à la retraite moins de cinq ans après leur soumission au nouveau statut des membres du personnel des services de la police intégrée selon le nombre de mois pendant lesquels ils ont eu le bénéfice des nouvelles échelles de traitement des membres des services de la police intégrée (Doc. parl., Chambre, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 21.).

B.16.3. L'article 12, § 3, n'établit aucune distinction entre les membres du personnel qui cessent leurs fonctions avant le 1^{er} avril 2006, selon qu'ils émanent de la gendarmerie, de la police judiciaire ou de la police communale. Dès lors que l'article 12, § 3, s'applique à l'ensemble du personnel des services de la police intégrée sans distinction, le moyen n'est pas fondé.

B.17.1. Dans la sixième branche du premier moyen, les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2274 et 2276 reprochent à la loi de ne prévoir aucun correctif pour le calcul de la pension des agents civils exerçant des missions dans les ex-polices judiciaire ou communale, alors que leurs années admissibles de pension sont calculées en 1/60ème.

B.17.2. L'article 156, alinéa 3, de la Nouvelle loi communale prévoyait l'octroi d'une augmentation d'un cinquième de la pension pour les membres de la police communale. Cette augmentation a été supprimée par l'article 9 de la loi attaquée au motif qu'elle créait une situation inéquitable en permettant à des personnes qui terminaient leur carrière au sein de la police, de bénéficier de cette augmentation, bien qu'elles n'aient que quelques mois de services à leur actif au sein de la police, alors que les personnes qui terminaient leur carrière au sein d'un service administratif communal, mais qui avaient passé plus de temps au sein de la police communale, ne pouvaient bénéficier de cette augmentation (Doc. parl., Chambre, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, pp. 12-13). L'article 9 accorde ainsi le tantième 1/50ème aux services accomplis auprès du corps de police communale, quelle que soit la qualité dans laquelle l'intéressé termine sa carrière auprès de la commune.

Les travaux préparatoires de l'article 9 de la loi attaquée précisent encore que le maintien de l'augmentation visée par l'article 156 précité aurait eu pour effet d'octroyer un double avantage aux anciens membres des corps de la police communale qui auraient fait le choix du nouveau statut de la police intégrée, dès lors que l'article 4 de la loi attaquée prévoit que, pour la liquidation des pensions de retraite, chaque année passée en activité de service en qualité de fonctionnaire de police ou d'agent auxiliaire de police du cadre opérationnel est prise en compte à raison de 1/50ème du traitement de référence qui sert de base à l'établissement de la pension (Doc. Parl., Chambre, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, pp. 12-13).

Il ressort tant de l'article 156 de la Nouvelle loi communale, tel qu'il était rédigé avant sa modification par la loi du 30 mars 2001, que de l'article 9 de cette loi, que sont seuls visés les membres du cadre opérationnel de l'ex-police communale. Les agents civils ne pouvaient prétendre à l'augmentation de leur pension prévue par l'article 156 précité. Il en résulte qu'en ne leur appliquant pas le tantième 1/50ème dans la loi du 30 mars 2001, le législateur n'a pas pris une mesure déraisonnable, dès lors que ces membres du personnel n'avaient pas les attentes légitimes des agents de l'ex-gendarmerie.

B.18. Le premier moyen, en sa sixième branche, ne peut être accueilli.

B.19.1. Les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2274 et 2276 prennent un deuxième moyen de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 179 et 184 de la Constitution, ainsi qu'avec le Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, notamment en son article 1^{er}, en ce que la loi attaquée ne garantirait plus le droit à la péréquation des pensions pour les agents déjà pensionnés ainsi que ceux qui ne sont pas encore pensionnés mais ont opté pour le maintien de leur ancien statut.

B.19.2. Comme l'expose le Conseil des ministres, il découle de l'article 18 de la loi du 30 mars 2001 que les pensions qui ont été accordées aux personnes avant que la catégorie de personnel à laquelle elles appartenaient en dernier lieu soit passée aux services de police, restent liées à l'évolution du maximum de la dernière échelle de traitement qui a été prise en compte pour le calcul de la pension. Dans les travaux préparatoires de la loi, il est d'ailleurs précisé que « l'article 18 ne porte pas préjudice au principe de la péréquation automatique des pensions. Les pensions visées à cet article sont péréquées soit sur la base de l'évolution des maxima des échelles de traitement liées aux grades qui continuent à exister, soit sur la base de l'évolution des maxima des échelles de traitement qui, en vertu de l'article 44 de la loi du 9 juillet 1969, seront liées par le Roi aux grades supprimés auprès des corps de police supprimés » (Doc. parl., Chambre, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, pp. 29-30).

B.20. Le deuxième moyen ne peut être accueilli.

B.21.1. Quand au troisième moyen pris par les parties requérantes dans les affaires n^{os} 2274 et 2276, il invite la Cour à examiner les discriminations dénoncées en combinaison avec celles qui existeraient dans les autres actes relatifs à l'organisation de la nouvelle police.

B.21.2. Tel qu'il est rédigé, le moyen n'expose pas de manière suffisamment précise en quoi la loi attaquée violerait les articles 10 et 11 de la Constitution.

Le troisième moyen est irrecevable.

Par ces motifs,

la Cour

rejette les recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 5 décembre 2002.

Le greffier,

Le président,

L. Potoms.

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2002 — 4667

[2002/200002]

Arrest nr. 177/2002 van 5 december 2002

Rolnummers 2271, 2272, 2274 en 2276

In zake : de beroepen tot vernietiging van de wet van 30 maart 2001 betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden, ingesteld door J.-Y. Stevens en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 11, 15, 17 en 16 oktober 2001 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 12, 16, 18 en 19 oktober 2001, is beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de wet van 30 maart 2001 betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 april 2001) door respectievelijk :

- J.-Y. Stevens, wonende te 5170 Lustin, rue des Quatre Arbres 31, P. Cappuyens, wonende te 1380 Lasne, rue Charlier 5, P. Delcroix, wonende te 1340 Ottignies, chaussée de la Croix 14, E. Lispet, wonende te 5350 Evelette, route de Résimont 127, R. Noga, wonende te 4420 Montegnée, rue Joseph Dejardin 115, D. Hagelstein, wonende te 5002 Namen, rue de Gembloux 66, en O. Onkelincx-Hubeaux, wonende te 5580 Laloux, rue Saint-Barthélémy 1;

- M. Van de Wouwer, wonende te 4030 Grivegnée, rue César de Paeppe 27;

- P. Lambert, wonende te 4602 Wezet-Cheratte, rue Aux Communes 70, J.-M. Hottat, wonende te 1080 Brussel, Aubadestraat 4/9, P. Meert, wonende te 7863 Lessen, Stoquoit 9, J.-C. Delcampe, wonende te 4671 Saive, Allée des Bouleaux 3, J.-P. Hunninck, wonende te 1080 Brussel, Dolhijnestraat 15/2, en S. Hazaert, wonende te 1170 Brussel, IIsvogellaan 23/14;

- de v.z.w. Syndicaat van de Belgische politie, met zetel te 1060 Brussel, Henri Jasparlaan 114/19, A. Delcourt, wonende te 6141 Forchies-la-Marche, rue des Prisonniers de Guerre 28, L. Leemans, wonende te 1700 Dilbeek, Kerselaarstraat 155, C. Huberty, wonende te 1170 Brussel, Lambert Vanderveldestraat 9, R. Bamps, wonende te 6700 Aarlen, route de Neufchâteau 445, M.-P. Gaillard, wonende te 5100 Wépion, Chemin des Vignerons 56, en S. Noirfalise, wonende te 4181 Filot, rue de la Grange 4.

Die zaken zijn ingeschreven respectievelijk onder de nummers 2271, 2272, 2274 en 2276 van de rol van het Hof.

II. De rechtspleging

Bij beschikkingen van 12, 16, 18 en 19 oktober 2001 heeft de voorzitter in functie de rechters van de respectieve zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om in die zaken artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 17 oktober 2001 heeft het Hof de zaken nrs. 2271 en 2272 samengevoegd.

Bij beschikking van 30 oktober 2001 heeft het Hof de zaken nrs. 2274 en 2276 samengevoegd met de reeds samengevoegde zaken nrs. 2271 en 2272.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 11 december 2001 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 december 2001.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 25 januari 2002 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 27 februari 2002 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de verzoekende partijen in de zaak nr. 2271, bij op 27 maart 2002 ter post aangetekende brief;

- de verzoekende partijen in de zaak nr. 2274, bij op 28 maart 2002 ter post aangetekende brief;

- de verzoekende partijen in de zaak nr. 2276, bij op 28 maart 2002 ter post aangetekende brief;

- de verzoekende partij in de zaak nr. 2272, bij op 12 april 2002 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 27 maart en 26 september 2002 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 11 oktober 2002 en 11 april 2003.

Bij beschikking van 3 juli 2002 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 25 september 2002 na de verzoekende partijen te hebben verzocht in een aanvullende memorie - in te dienen uiterlijk op 16 september 2002, waarvan zij binnen dezelfde termijn een afschrift aan de andere partijen doen toekomen - te antwoorden op de volgende vraag :

« Welke agenten worden bedoeld met de categorie van burgeragenten van de voormalige rijkswacht, van de voormalige gemeentepolitie en van de voormalige gerechtelijke politie en welke pensioenregeling was op hen van toepassing vóór de hervorming die werd ingevoerd bij de wet van 30 maart 2001 betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden ? »

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 4 juli 2002 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 3 juli 2002 heeft voorzitter M. Melchior de zaken voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting. Aanvullende memories zijn ingediend door :

- de Ministerraad, bij op 12 september 2002 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partijen in de zaak nr. 2276, bij op 13 september 2002 ter post aangetekende brief.

Op de openbare terechtzitting van 25 september 2002 :

- zijn verschenen :

. Mr. D. Renders en Mr. B. Cambier, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen in de zaak nr. 2271;

. Mr. F. Copine, advocaat bij de balie te Luik, voor de verzoekende partij in de zaak nr. 2272;

. Mr. B. Cambier en Mr. D. Renders, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2274 en 2276;

. Mr. J.-L. Jaspar, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers J.-P. Moerman en E. Derycke verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

Ten aanzien van het belang

In de zaak nr. 2271

A.1.1. De verzoekende partijen, die inspecteur-onderluchthavenmeester bij de luchtpolitie waren, werden overgeplaatst naar het operationeel korps van de rijkswacht, in de graad van wachtmeester of eerste wachtmeester. Die benoeming werd door de Raad van State vernietigd, om reden dat de verzoekende partijen minstens in de graad van lager officier moesten worden benoemd. In afwachting van die benoeming menen de verzoekers dat zij door de bestreden wet worden gediscrimineerd.

A.1.2. De Ministerraad betwist het belang van de verzoekers om in de zaak nr. 2271 in rechte te treden. Hij beklemtoont dat zij voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut hebben gekozen. Daaruit volgt dat de bestreden bepaling niet op hen van toepassing is.

A.1.3. In antwoord op het door de Ministerraad opgeworpen bezwaar beweren de verzoekende partijen dat, aangezien zij op ieder ogenblik voor de toepassing van het nieuwe statuut kunnen kiezen, zij erbij belang hebben dat dat statuut geen enkele discriminatie inhoudt.

In de zaak nr. 2272

A.2. De verzoeker voert voor zijn belang bij de vernietiging van de bestreden bepalingen aan dat hij als officier van het operationeel kader in de federale politie werd geïntegreerd en niet in aanmerking kan komen voor de bij die bepalingen ingevoerde gunstige regelingen op het vlak van de pensioengerechtigde leeftijd en de aan de gepensioneerden betaalde wedde.

In de zaak nr. 2274

A.3. De verzoekers zijn voormalige leden van de politie. Zij menen zowel op het vlak van hun pensioengerechtigde leeftijd als op het vlak van de berekening van het pensioenbedrag door de bestreden bepalingen te worden gediscrimineerd.

In de zaak nr. 2276

A.4.1. De v.z.w. Syndicaat van de Belgische politie meent van het rechtens vereiste belang te doen blijken, aangezien de bestreden wet afbreuk doet aan de belangen die zij met toepassing van haar statuten behartigt.

De andere verzoekers zijn voormalige leden van de gerechtelijke politie, die in de graad van inspecteur, hoofdinspecteur, commissaris en lid van het administratief en logistiek kader in de nieuwe politie werden geïntegreerd. Zij menen door de door hen bestreden bepalingen te worden gediscrimineerd, aangezien die bepalingen tot gevolg zouden hebben dat de voorwaarden inzake de pensioengerechtigde leeftijd minder gunstig zijn dan die waaraan zij vóór de hervorming waren onderworpen of die welke andere leden van de geïntegreerde politie genieten. Ook de regels voor de berekening van hun pensioen zouden minder gunstig zijn.

A.4.2. De Ministerraad beroept zich op de onontvankelijkheid van het door de v.z.w. Syndicaat van de Belgische politie ingestelde beroep. Volgens de Ministerraad is de verwijzing die de v.z.w., zonder nadere toelichting, maakt naar artikel 2 van haar statuten alsook naar de belangen die zij behartigt, niet voldoende. Het belang moet van het algemeen belang te onderscheiden zijn. De norm moet het maatschappelijk doel van de vereniging raken, die bovendien een duurzame activiteit moet hebben. Ten slotte mag het collectieve belang niet zijn beperkt tot de individuele belangen van de leden. Volgens de Ministerraad zou te dezen niet aan die voorwaarden zijn voldaan.

A.4.3. De v.z.w. betwist dat standpunt. Zij beroept zich op het feit dat de grenzen van het in artikel 2 van haar statuten omschreven maatschappelijk doel aantonen dat het niet bij het algemeen belang aanleunt. Volgens haar raakt de wet het personeel dat zij tot doel heeft te verdedigen, via de bij die wet ingevoerde overgangsregeling en definitieve regeling inzake de pensioenen. De v.z.w. heeft bij de Raad van State talrijke beroepen, waarvan sommige met succes, ingesteld zonder dat de Raad van State het belang ervan betwist. Ten slotte onderstreept de vereniging dat zij de professionele, economische en sociale belangen van de volledige door haar vertegenwoordigde personeelscategorie behartigt.

Ten gronde

In de zaak nr. 2271

A.5.1. De verzoekende partijen voeren een enig middel aan, dat is afgeleid uit de schending, door artikel 10 van de wet van 30 maart 2001, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk gelezen of in samenhang met de artikelen 177 en 184 van de Grondwet alsook met het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en inzonderheid artikel 1 ervan.

Zij herinneren eraan dat de wetgever, door de vervroegde pensioenleeftijd voor de leden van het operationeel korps van de voormalige rijkswacht op 54, 56 of 58 jaar te bepalen, naar gelang van het kader waartoe zij behoren, rekening heeft willen houden met de hoge beroepsrisico's, de sociale ongemakken en de bijzondere fysieke vereisten die aan die leden worden gesteld. Volgens de verzoekende partijen beantwoordt de verdeling van de bij artikel 10 van de wet bepaalde personeelscategorieën echter niet aan die doelstelling, aangezien het basiskader pas op de leeftijd van 56 jaar en niet van 54 jaar voor een pensioen in aanmerking kan komen en de lagere officieren, die daarentegen op de leeftijd van 54 jaar een pensioen kunnen genieten, niet zijn onderworpen aan meer ongunstige beroepsrisico's, sociale ongemakken of fysieke vereisten dan de agenten van het basiskader.

A.5.2. De Ministerraad is van oordeel dat het door de verzoekende partijen aangevoerde enige middel ongegrond is. Hij beroept zich op het feit dat het in artikel 10 van de bestreden wet ingevoerde verschil in de pensioengerechtigde leeftijden niet wordt verantwoord doordat met « hoge beroepsrisico's, sociale ongemakken en bijzondere fysieke vereisten » rekening wordt gehouden. Volgens de Ministerraad gaat het om een overgangsbepaling die wordt verantwoord door de noodzaak rekening te houden met de rechtmatige verwachtingen van de voormalige rijkswachters en militairen ten aanzien van wie soortgelijke verschillen bestonden toen zij aan het oude statuut waren onderworpen. Artikel 10 zou geen enkel nieuw onderscheid invoeren.

A.5.3. De verzoekende partijen antwoorden dat, in tegenstelling tot wat de Ministerraad beweert, het middel gegrond is, aangezien de wetgever het behoud, onder het voorwendsel van rechtmatige verwachtingen, van een regel waardoor de agenten van het officierskader nog steeds vóór de agenten van het basiskader een pensioen kunnen krijgen, niet kan verantwoorden. De maatregel zou des te meer discriminerend zijn daar hij tot anomalieën zou leiden. Er wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, dat de agenten vijf jaar vóór de pensioenleeftijd van nachtprestaties vrijstelt. Een ter zake dienende maatregel zou erin bestaan de pensionering op de leeftijd van 54 jaar voor het volledige personeel mogelijk te maken.

In de zaak nr. 2272

A.6.1.1. Aan artikel 5 van de wet van 30 maart 2001 wordt verweten een met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet strijdig onderscheid in het leven te roepen tussen, enerzijds, de personeelsleden van het operationeel kader, die op de leeftijd van 58 jaar met pensioen kunnen gaan, en, anderzijds, de personeelsleden van het officierskader, die op die leeftijd hun pensioen niet kunnen opnemen. De verantwoording van de wetgever lijkt niet ter zake dienend, aangezien beide categorieën aan dezelfde fysieke vereisten moeten voldoen en aan dezelfde beroepsrisico's worden onderworpen. De door de wetgever voor artikel 5 aangevoerde verantwoording zou bovendien worden tegengesproken door artikel 10 van de wet, waarin de pensioenleeftijden van de betrokken personeelsleden in omgekeerde volgorde als in artikel 5 worden vastgelegd.

A.6.1.2. In een tweede middel wordt artikel 10 van de wet verweten een discriminerend verschil in behandeling in het leven te roepen tussen de personeelsleden die, op 30 april 1999 of op 1 december 2000, aan het statuut van het operationeel korps van de rijkswacht waren onderworpen of als militair waren aangewezen om te dienen in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, enerzijds, en de van de andere politiediensten afkomstige agenten, anderzijds.

De eerste categorie, die voor de toepassing van het nieuwe statuut heeft gekozen, zou op de leeftijd van 54 jaar een pensioen kunnen krijgen, terwijl dat voor de tweede categorie pas op de leeftijd van 60 jaar mogelijk is. Er wordt beweerd dat dat verschil in behandeling op een objectief criterium berust, maar niet redelijk is verantwoord. Artikel 10, dat tot de overgangsbepalingen behoort, zou in werkelijkheid een gelijklopende en discriminerende pensioenregeling invoeren en zou niets van een overgangsregeling weg hebben, aangezien het gedurende een periode van 35 jaar op de betrokken personeelsleden van de politie zou kunnen worden toegepast, gelet op het feit dat een volledige loopbaan 37 jaar kan beslaan.

Er wordt ook nog beweerd dat het feit dat de keuze tussen het oude en het nieuwe statuut wordt gelaten, waarbij een bijzondere categorie van agenten van de geïntegreerde politie de mogelijkheid krijgt voordelen van het oude en het nieuwe statuut samen te voegen, een regeling in het leven roept die voor een categorie van agenten van de nieuwe geïntegreerde politie gunstiger is, zonder dat dat verschil in behandeling kan worden verantwoord.

A.6.1.3. In een derde middel beroept de verzoeker zich op de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, door artikel 12 van de wet van 30 maart 2001 betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden. Artikel 12 zou alle agenten van de nieuwe geïntegreerde politie op twee niveaus die afkomstig zijn van de voormalige korpsen met uitsluiting van de rijkswacht of de daarmee gelijkgestelden, discrimineren. Dat verschil in behandeling zou niet kunnen worden verantwoord aangezien de wet, in beginsel, tot doel heeft de pensioenregeling te harmoniseren en, anderzijds, de keuze tussen het oude en het nieuwe statuut te laten, waarbij een bijzondere categorie van agenten van de geïntegreerde politie de mogelijkheid krijgt de voordelen van het oude en het nieuwe statuut samen te voegen.

A.6.2.1. Ten aanzien van het eerste aangevoerde middel onderstreept de Ministerraad dat de politieagenten van het operationeel kader in hogere mate politieagenten van de praktijk zijn dan de officieren, die zich meer op organisatorische taken toeleggen, of de leden van het logistiek kader, die, van hun kant, met administratieve taken zijn belast. De wetgever heeft bijgevolg logischerwijze gemeend dat de politieagenten van de praktijk in hogere mate met beroepsrisico's of bijzondere fysieke vereisten worden geconfronteerd. De Ministerraad onderstreept tevens dat artikel 10 een overgangsmaatregel is. De daarin vastgelegde leeftijdsverschillen zijn die welke de betrokken personeelscategorieën in het kader van hun vroegere statuten kunnen genieten. De verantwoording voor de verschillen in behandeling zou dus verschillen van die voor artikel 5.

A.6.2.2. Ten aanzien van het tweede middel is de Ministerraad van oordeel dat in zoverre artikel 10 niet op de verzoeker van toepassing is, het hem niet raakt. De vernietiging ervan zou hem bijgevolg geen enkel voordeel opleveren.

In ondergeschikte orde voert de Ministerraad tevens de ongegrondheid van het middel aan. Hij beklemtoont dat de wetgever de leden van de geïntegreerde politie ertoe heeft willen aanzetten voor het nieuwe statuut te kiezen. De wetgever heeft evenwel sommige aspecten van de vroegere pensioenregeling tijdelijk behouden om te vermijden dat de betrokken personen het nieuwe statuut verwerpen. Het feit dat die overgangsregeling lang duurt, staat niet toe haar

opnieuw ter discussie te stellen of te vertekenen. De overgangperiode is gebaseerd op een objectief criterium, namelijk het feit op een bepaalde datum al dan niet in dienst te zijn. Volgens de Ministerraad staat het niet aan het Hof te bepalen of de doelstelling van de wetgever via andere middelen kan worden bereikt.

A.6.2.3. Ten slotte beroept de Ministerraad zich op de onontvankelijkheid van het derde middel, in zoverre het de paragrafen 2 en 3 van artikel 12 beoogt, aangezien die niet op de verzoeker van toepassing zijn.

In ondergeschikte orde voert de Ministerraad de ongegrondheid van dat middel aan, om dezelfde redenen als die welke voor het tweede middel werden aangegeven. Voor het overige verwijst hij naar het feit dat de impact van de overgangsmaatregelen van geval tot geval verschilt en bijgevolg moeilijk in te schatten is. De Ministerraad merkt tevens op dat artikel 12, § 2, van de wet een correctie op de algemene regeling aanbrengt om het nieuwe statuut aantrekkelijker te maken en dat paragraaf 3 van hetzelfde artikel niet enkel op de voormalige rijkswachters en militairen van toepassing is. Die paragraaf is tevens van toepassing op de personen die op 1 april 2006 met pensioen zullen gaan en die vanaf 1 april 2001 aan het nieuwe statuut waren onderworpen. De overgangsmaatregelen behandelen bijgevolg twee verschillende categorieën van personen op een verschillende wijze.

A.6.3.1. In antwoord op de memorie van de Ministerraad herinnert de verzoeker eraan dat de in artikel 5 van de wet van 30 maart 2001 bedoelde categorieën van personeelsleden van de politie, naar zijn oordeel, worden geconfronteerd met beroepsrisico's die vergelijkbaar zijn met die waaraan de basiskaders zijn onderworpen. De verzoeker wijst erop dat de politiehervorming tot gevolg heeft gehad dat het aantal graden werd verminderd en de functies werden gelijkgeschakeld, zodat de officieren in gelijke mate in de praktijk staan als de andere categorieën van politieagenten. De sociale ongemakken en de fysieke vereisten zijn tevens vergelijkbaar voor de officieren en de leden van de andere kaders.

A.6.3.2. De verzoeker legt tevens de nadruk op het feit dat artikel 10 een regeling invoert die niets weg heeft van een overgangsregeling, aangezien ze gedurende een periode van bijna 35 jaar van toepassing zal zijn. Daardoor zouden de maatregelen niet op het nagestreefde doel afgestemd zijn en zou geen redelijk verband tussen de aangewende middelen en de nagestreefde doelstelling bestaan.

A.6.3.3. Voor het overige verwijst de verzoeker naar de argumenten die in zijn verzoekschrift omtrent artikel 12 van de wet werden ontwikkeld.

In de zaken nrs. 2274 en 2276

A.7. In de zaken nrs. 2274 en 2276 worden identieke middelen aangevoerd, die zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk gelezen of in samenhang met de artikelen 179 en 184 van de Grondwet, het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, inzonderheid artikel 1 ervan, en de wet van 27 juni 1969 « tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders », inzonderheid artikel 45 ervan.

Eerste middel

Eerste onderdeel

A.8.1.1. De verzoekende partijen beweren dat artikel 10 een discriminerend verschil in behandeling in het leven roept, in zoverre het de personeelsleden die, op 30 april 1999, tot het operationeel korps van de rijkswacht behoorden of als militair waren aangewezen om te dienen in het administratief en logistiek korps ervan, de mogelijkheid biedt op de leeftijd van 54, 56 of 58 jaar een pensioen te krijgen, terwijl de andere categorieën van personeelsleden, namelijk de leden van de voormalige gerechtelijke politie en van de voormalige gemeentepolitie, naar gelang van het geval pas op de leeftijd van 58 of 60 jaar een pensioen wordt verleend.

De verantwoording volgens welke het recht op het vervroegde pensioen voor de rijkswachters en de ermee gelijkgestelden moest worden behouden teneinde met hun rechtmatige verwachtingen rekening te houden, aangezien zij krachtens hun vroeger statuut dat recht genoten, zou in het licht van de nagestreefde doelstelling noch ter zake dienend, noch evenredig zijn. De rijkswachters, die bovendien in loonschalen vallen die merkbaar hoger zijn dan die van hun vroeger statuut, zouden gunstiger worden behandeld dan de leden van de voormalige gerechtelijke politie, die steeds op de normale pensioenleeftijd op pensioen werden gesteld en aan wie het voordeel inzake de minimumpensioenleeftijd waarover de voormalige rijkswachters nog steeds beschikken, niet werd toegekend.

Voor het overige zouden alle rijkswachters zich niet in dezelfde toestand van rechtmatige verwachtingen bevinden. Dat is met name het geval voor de agenten die hun loopbaan bij de rijkswacht pas zijn begonnen en die moeten vermoeden dat hun statuut niet onveranderlijk is.

A.8.1.2. Met betrekking tot het feit dat de voormalige rijkswachters en militairen in het nieuwe statuut in hogere loonschalen vallen dan die welke zij in hun vroeger statuut genoten, beklemtoont de Ministerraad dat de voormalige rijkswachters in het kader van de geïntegreerde politie identieke taken vervullen en identieke graden verkrijgen als de leden van de voormalige gemeentepolitie of van de voormalige gerechtelijke politie. Het is bijgevolg normaal, in zoverre die twee categorieën identieke taken vervullen, dat zij krachtens het nieuwe statuut op dezelfde manier worden behandeld.

Ten aanzien van artikel 10 legt de Ministerraad de nadruk op het feit dat het gaat om een overgangsmaatregel die bedoeld is om aan de rechtmatige verwachtingen van de voormalige rijkswachters tegemoet te komen. De regelingen die op de voormalige politiekorpsen van toepassing waren, verschilden echter sterk. Het nieuwe statuut strekt ertoe voor beide categorieën een identieke regeling in te voeren. De vernietiging van artikel 10 zou de verzoekers niet het voordeel opleveren dat zij wensen te verkrijgen, namelijk het voordeel van een pensionering die gelijk loopt met die van de voormalige rijkswachters en militairen, zodat de verzoekers geen belang hebben bij de vernietiging ervan.

A.8.1.3. Aangaande hun belang bij het aanvechten van de bestreden bepalingen antwoorden de verzoekende partijen aan de Ministerraad dat zij door die bepalingen rechtstreeks en ongunstig worden geraakt, aangezien zij een categorie van personen een voordeel toekennen waarop de verzoekende partijen geen aanspraak kunnen maken. De vernietiging van die bepalingen zou de wetgever ertoe verplichten zijn standpunt te herzien.

Ten aanzien van de gegrondheid van het eerste onderdeel van het eerste middel beklemtonen de verzoekende partijen dat niets de toekenning van een voordeel aan slechts één personeelscategorie verantwoordt. Dat systeem zou tot anomalieën leiden, aangezien de lagere officieren van de voormalige rijkswacht op de leeftijd van 49 jaar van vermoedende prestaties worden vrijgesteld, terwijl hun collega's van de voormalige gerechtelijke politie en van de voormalige gemeentepolitie dat pas vanaf de leeftijd van 55 jaar kunnen.

Tweede onderdeel

A.8.2.1. De verzoekende partijen beweren dat artikel 10 van de wet een discriminatie in het leven roept tussen de leden van het operationeel korps van de voormalige rijkswacht, alsook tussen de militairen die waren aangewezen om te dienen in het administratief en logistiek korps ervan. De verschillende pensioengerechtigde leeftijden die worden

bepaald naar gelang van de kaders waartoe die leden behoren, beantwoorden niet aan de door de wetgever nagestreefde doelstellingen, namelijk rekening te houden met de beroepsrisico's, sociale ongemakken en bijzondere fysieke vereisten waarmee die leden worden geconfronteerd.

A.8.2.2. De Ministerraad werpt op dat de verzoekende partijen geen belang erbij hebben de vernietiging van die bepaling te vorderen, aangezien die bepaling voor hen niet grieftoudend is. De Ministerraad herinnert tevens eraan dat artikel 10 een overgangsmaatregel is die niet dezelfde doelstellingen als artikel 5 beoogt. De aangeklaagde verschillen in behandeling die al in het oude statuut bestonden, konden niet onmiddellijk ongedaan worden gemaakt, gelet op de rechtmatige verwachtingen van de betrokken personeelsleden.

A.8.2.3. In hun memorie van antwoord leggen de verzoekende partijen de nadruk op de gegrondheid van het tweede onderdeel van het eerste middel. Naar hun oordeel moet de wetgever in dezelfde mate aan de rechtmatige verwachtingen van alle personeelscategorieën tegemoetkomen. Bovendien zou de wetgever een regeling hebben ingevoerd die anomalieën vertoont, aangezien de lagere officieren van de voormalige rijkswacht van vermoeiende prestaties worden vrijgesteld twee jaar vóór de agenten van het basiskader wier prestaties vermoeiender zijn dan die van hun oversten.

Derde onderdeel

A.8.3.1. De verzoekende partijen verwijten artikel 10 een discriminatie in het leven te roepen tussen de burgeragenten die binnen het administratief en logistiek korps van de voormalige rijkswacht werkzaam waren en die op de leeftijd van 54, 56 of 58 jaar een pensioen kunnen krijgen, en de burgeragenten van de voormalige gerechtelijke politie en van de voormalige gemeentepolitie, die een dergelijke maatregel niet genieten. Die maatregel zou evenwel niet kunnen worden verantwoord door de rechtmatige verwachtingen van de eerstgenoemde categorie, aangezien zij in haar vorige statuut die maatregel niet genoot.

A.8.3.2. De Ministerraad beweert dat de verzoekende partijen zich vergissen, in zoverre artikel 10 geen enkel nieuw voordeel verleent aan een deel van het personeel van de nieuwe geïntegreerde politie. De als « burgeragenten » aangewezen militairen waren wel degelijk onderworpen aan de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, zodat zij rechtmatige verwachtingen hadden. De burgeragenten in de administratieve diensten van de gerechtelijke politie of in de gemeentepolitie, die politieagenten kunnen zijn geweest, konden, wat hen betreft, nooit vóór 60 jaar een pensioen krijgen en zij kunnen bijgevolg niet op dezelfde verwachtingen aanspraak maken.

A.8.3.3. In hun memorie van antwoord verwijzen de verzoekende partijen naar het feit dat andere agenten, niet-militairen, eveneens in het administratief en logistiek korps van de voormalige rijkswacht dienen. De wet zou ten gunste van die agenten een onverantwoord verschil in behandeling invoeren.

Vierde onderdeel

A.8.4.1. Het vierde onderdeel van het eerste middel is gericht tegen artikel 11 van de wet. Volgens de verzoekende partijen zou dat diverse discriminaties in het leven roepen tussen de leden van de voormalige rijkswacht en de andere leden van de nieuwe politie. Voor de berekening van het pensioenbedrag wordt rekening gehouden met de studiejaren bij de rijkswacht, wat niet het geval is voor de andere personeelscategorieën. Bovendien worden de rijkswachters van hun militaire dienstplicht vrijgesteld en daardoor winnen zij nog een jaar dat voor de berekening van hun pensioen bij de dienstjaren wordt geteld.

Artikel 11 van de wet zou tevens discriminerend zijn, in zoverre het de voormalige rijkswachters, voor alle doorgebrachte jaren, het voordeel van een tantième van 1/50 verleent, hoewel de pensioenaanspraakverlenende jaren voor de militairen naar rata van 1/60 worden aangerekend.

Die laatstgenoemden zouden bijgevolg worden gediscrimineerd wanneer zij na het leger naar het politiekorps zijn overgestapt. Ze zouden tevens worden gediscrimineerd in vergelijking met de militairen die waren aangewezen om te dienen in het administratief en logistiek kader van de voormalige rijkswacht, aangezien die tevens een tantième van 1/50 genieten.

A.8.4.2. De Ministerraad antwoordt dat geen verschil in behandeling bestaat tussen de personeelsleden die van de verschillende voormalige politiekorpsen afkomstig zijn. Het feit dat de studiejaren voor de rijkswachters worden meegeteld, voert een verschil in behandeling in dat zijn oorsprong niet in de bestreden wet vindt, doch wel in het statuut van de rijkswachters. Die studiejaren worden bezoldigd door de Schatkist, wat niet het geval is voor de studiejaren van de leden van de andere politiekorpsen, die het voorwerp uitmaken van een bonificatie voor de diploma's bedoeld in de artikelen 32 en volgende van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector. Het feit dat de rijkswachters van hun militaire dienstplicht waren vrijgesteld, vloeit eveneens voort uit het statuut van de rijkswachters.

De Ministerraad beklemtoont tevens dat het normaal is artikel 11, eerste lid, van de wet op de rijkswachters toe te passen, aangezien de diensten die vóór de demilitarisering van de rijkswacht in 1990 als rijkswachter werden verricht, geen als militair verrichte diensten zijn, doch diensten in het politieambt.

Ten aanzien van de toepassing van artikel 11, tweede lid, ten gunste van de in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht tewerkgestelde militairen konden de militairen in hun oorspronkelijk statuut aanspraak maken op een verhoging van hun pensioen wegens graadanciënniteit. Dat voordeel wordt door het voormelde artikel 11, tweede lid, gecompenseerd. Bovendien worden de diensten welke die militairen als lid van het administratief en logistiek kader hebben verricht, logischerwijze naar rata van het tantième van 1/60 in rekening gebracht.

A.8.4.3. Met betrekking tot de kritiek betreffende de door de voormalige rijkswachters volbrachte studiejaren antwoorden de verzoekende partijen dat het oude statuut van de rijkswachters niet langer van toepassing is, zodat dat probleem door de bestreden wet moet worden geregeld. Wat betreft het feit dat het jaar dat moest overeenstemmen met de militaire dienstplicht die de rijkswachters niet hebben moeten vervullen, voor de berekening van hun pensioen naar rata van 1/50 wordt meegerekend, terwijl diegenen die hun dienstplicht hebben moeten vervullen, dat jaar naar rata van slechts 1/60 in rekening kunnen brengen, zou dat verschil in behandeling des te minder verantwoord zijn daar de rijkswachters enkel vanwege de « militaire » aard van de door hen te verrichten prestaties van hun dienstplicht waren vrijgesteld.

Wat betreft het in rekening brengen van de jaren die de rijkswachters vóór 1990 hebben gepresteerd, herinneren de verzoekende partijen eraan dat dat korps tot het leger behoorde. Het is bijgevolg onmogelijk hun toenmalige ambten als politieambten aan te merken en bijgevolg die jaren naar rata van 1/60 aan te rekenen, zodat wel degelijk een discriminatie ten aanzien van de andere leden van de geïntegreerde politie bestaat.

Vijfde onderdeel

A.8.5.1. De verzoekende partijen voeren als grief tegen artikel 12, § 2, van de wet aan dat voor de berekening van het pensioen van de leden van het operationeel korps van de voormalige rijkswacht en van de militairen aangewezen om te dienen in het administratief en logistiek kader van de voormalige rijkswacht, rekening wordt gehouden met de op 31 maart 2001 ontvangen wedde, dit is de hoogste wedde, terwijl dat niet het geval is voor de andere personeelscategorieën van de nieuwe politie.

A.8.5.2. De Ministerraad verwijst naar de parlementaire voorbereiding van de wet, die volgens hem het aangeklaagde verschil in behandeling genoegzaam zou verantwoorden.

A.8.5.3. De verzoekende partijen antwoorden aan de Ministerraad dat het pensioenbedrag, voor het gedeelte van de vijf in aanmerking genomen jaren dat dateert van vóór 1 april 2001, wordt berekend op basis van een wedde die niet overeenstemt met de wedde die voor dezelfde berekening in rekening wordt gebracht voor de andere personeelscategorieën van de politie, zodat de aangeklaagde discriminatie wel degelijk bestaat.

Zesde onderdeel

A.8.6.1. De verzoekende partijen beweren dat de burgeragenten die hun opdracht in de voormalige gerechtelijke politie of de voormalige gemeentepolitie uitoefenden, worden gediscrimineerd in zoverre hun pensioenaanspraakverlenende jaren, zonder correctie, naar rata van 1/60 worden berekend, hoewel dat aantal vroeger op het einde van de loopbaan met 20 pct. werd verhoogd. Net zoals voor de andere agenten zou bijgevolg geen rekening worden gehouden met hun rechtmatige verwachtingen.

A.8.6.2. De Ministerraad beroept zich op de onnauwkeurigheid van dat middel om tot de onontvankelijkheid ervan te besluiten. Hij beklemtoont dat hoewel wordt verwezen naar het oude artikel 156, derde lid, van de Nieuwe Gemeentewet, die bepaling werd vervangen door de toekenning van het tantième van 1/50 voor alle diensten die als lid van een korps van de gemeentepolitie in de hoedanigheid van politieambtenaar of hulpagent van politie werden verricht, zodat geen discriminatie meer bestaat.

Voor het overige onderstreept de Ministerraad dat, indien de verzoekers het Hof vragen een verzuim van de wetgever af te keuren, het Hof niet bevoegd is daarvan kennis te nemen.

A.8.6.3. De verzoekende partijen antwoorden aan de Ministerraad dat wat zij bekritisieren, niet een verzuim van de wetgever is, doch wel het feit dat de wet bepaalt dat de pensioenaanspraakverlenende jaren van de burgeragenten van de voormalige gerechtelijke politie en van de voormalige gemeentepolitie naar rata van 1/60 worden aangerekend, doch zonder de toevoeging dat dit aantal jaren met 20 pct. wordt verhoogd, zoals dat het geval was onder het oude statuut. Er wordt dus afbreuk gedaan aan de rechtmatige verwachtingen van een personeelscategorie.

Voor het overige verwijzen de verzoekende partijen naar een arrest van het Hof waarin het verzuim van de wetgever heeft veroordeeld.

Tweede middel

A.9.1. In een tweede middel wordt als grief tegen de wet aangevoerd dat het recht op de perequatie van de pensioenen niet langer wordt gewaarborgd voor de reeds gepensioneerde agenten alsook voor diegenen die nog niet met pensioen zijn, doch beslist hebben hun oude statuut te behouden, terwijl de agenten die het nieuwe statuut genieten, een loonschaal krijgen en vervolgens een pensioen dat niet te vergelijken is met het pensioen dat de eerstbedoelde categorie ontvangt.

A.9.2. De Ministerraad besluit tot de onontvankelijkheid van het tweede middel wegens de onnauwkeurigheid ervan. In ondergeschikte orde beroept hij zich tevens op de ongegrondheid ervan om reden dat in de bestreden wet het recht op de perequatie niet in het geding wordt gebracht, in tegenstelling tot wat de verzoekende partijen beweren.

A.9.3. De verzoekende partijen vragen het Hof vast te stellen dat de Ministerraad het recht op de perequatie van de pensioenen voor de reeds gepensioneerde agenten en voor diegenen die nog niet met pensioen zijn, uitdrukkelijk heeft erkend, ongeacht of zij al dan niet hun vroeger statuut behouden.

Derde middel

A.10.1. De verzoekende partijen betogen dat de in de eerste twee middelen aangeklaagde discriminaties worden gecumuleerd met de niet-erkenning van het recht op de perequatie voor de reeds gepensioneerde agenten of diegenen die voor het behoud van hun vroeger statuut hebben gekozen en dat de combinatie van al die discriminaties met de discriminaties die worden aangeklaagd in de andere akten betreffende de organisatie van de nieuwe politie, de administratieve en financiële toestand van de leden van de voormalige gerechtelijke politie en van de voormalige gemeentepolitie totaal discriminerend maakt.

A.10.2. De Ministerraad beroept zich nogmaals op de onontvankelijkheid van het derde middel wegens de onnauwkeurigheid ervan. In ondergeschikte orde stelt de Ministerraad dat het middel ongegrond is om dezelfde redenen als die welke in het kader van de verschillende onderdelen van het eerste middel werden aangevoerd.

A.10.3. De verzoekende partijen antwoorden dat hun kritiek niet vaag is en dat het middel gegrond is doordat de voormalige rijkswachters voordelen samenvoegen waarop de andere leden van de voormalige gerechtelijke politie en van de voormalige gemeentepolitie geen aanspraak kunnen maken.

Aanvullende memories ingediend door de verzoekende partijen in de zaak nr. 2276 en door de Ministerraad

A.11.1. Op de door het Hof gestelde vraag, waarvan aan de partijen op 3 juli 2002 is kennisgegeven, antwoorden de verzoekende partijen in de zaak nr. 2276 dat de categorie van de « burgeragenten » die zij op verschillende plaatsen in hun memorie en memorie van antwoord beogen, wat de vroegere rijkswacht betreft, overeenstemt met de niet-militaire agenten van het administratief en logistiek kader zoals bepaald bij artikel 11, § 3, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht; wat de vroegere gerechtelijke politie betreft, stemt zij overeen met de agenten van het administratief en logistiek kader die ofwel waren tewerkgesteld bij het parket, ofwel ambtenaar waren van het Ministerie van Justitie; tot slot, wanneer het de vroegere gemeentepolitie betreft, stemt zij overeen met de agenten van het administratief en logistiek kader tewerkgesteld bij de gemeenten.

A.11.2. De Ministerraad preciseert van zijn kant welke bepalingen inzake pensioenen van toepassing waren op die verschillende categorieën van agenten, vóór het aannemen van de bestreden wet.

- B -

Ten aanzien van het onderwerp van de beroepen

B.1. Het Hof moet de omvang van de beroepen tot vernietiging bepalen op basis van de inhoud van de verzoekschriften.

Uit de ingediende verzoekschriften en uit de uiteenzetting van de middelen blijkt dat enkel de artikelen 5, 9, 10, 11 en 12, § 2 en § 3, van de wet van 30 maart 2001 betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden in het geding zijn. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot die bepalingen.

B.2. Artikel 5 van de wet bepaalt :

« In afwijking van artikel 46, eerste lid, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, kan aan de personeelsleden van het operationeel kader die behoren tot het basiskader, het middenkader of het kader van hulpagenten van politie, op hun verzoek, een pensioen verleend worden op de eerste dag van de maand die volgt op die waarin zij de volle leeftijd van 58 jaar hebben bereikt, of op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de stopzetting van hun functies indien deze zich later voordoet, op voorwaarde dat zij ten minste twintig pensioenaanspraakverlenende dienstjaren tellen, met uitzondering van de bonificaties wegens studies en van andere periodes vergoed wegens diensten die voor de vaststelling van de wedde meetellen.

Het eerste lid is niet van toepassing op aanvragen om uitgesteld pensioen, noch op aanvragen om onmiddellijk pensioen vanaf de leeftijd van 60 jaar. »

Artikel 9 van de wet luidt :

« In artikel 156, derde lid, van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden ' politie en ' worden geschrapt;

2^o het lid wordt aangevuld met de volgende volzin :

' Worden in aanmerking genomen ten belope van 1/50 per jaar dienst van de referentiewedde, de diensten die betrokkene gepresteerd heeft als lid van het gemeentelijk politiekorps in de hoedanigheid van politieambtenaar bevoegd voor de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke of bestuurlijke politie of als hulpagent van politie. ' »

Artikel 10 van de wet luidt :

« In afwijking van artikel 46, eerste lid, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, kan aan de personeelsleden die op 30 april 1999 onderworpen waren aan het statuut van het operationeel korps van de rijkswacht of op die datum als militair aangewezen waren om te dienen in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, op hun verzoek, een pensioen verleend worden op de eerste dag van het trimester dat volgt op dit waarin zij de in het tweede of derde lid bepaalde leeftijd bereiken, of op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de stopzetting van hun functies indien deze zich later voordoet, op voorwaarde dat zij ten minste twintig pensioenaanspraakverlenende dienstjaren tellen, met uitzondering van de bonificaties wegens studies en van andere periodes vergoed wegens diensten die voor de vaststelling van de wedde meetellen.

De in het eerste lid bedoelde leeftijd wordt vastgesteld op :

1^o 54 jaar voor de personeelsleden die titularis zijn van een graad van hetzij :

a) het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd in de weddenschaal O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir of O4bisir en die met ingang van 1 april 2001 in een van deze weddenschalen werden ingeschaald;

b) niveau A van het administratief en logistiek kader, bezoldigd in de weddeschalen vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort;

2^o 56 jaar voor de personeelsleden die titularis zijn van een graad van hetzij :

a) het basis- of middenkader van het operationeel kader;

b) het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd in de weddenschaal O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir of O4bisir en die niet met ingang van 1 april 2001 in een van deze weddenschalen werden ingeschaald;

c) het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd in de weddenschaal O5, O6, O5ir of O6ir;

d) de niveaus B, C, of D van het administratief en logistiek kader;

e) niveau A van het administratief en logistiek kader, bezoldigd in de weddeschalen vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort;

3^o 58 jaar voor de personeelsleden die titularis zijn van een graad van hetzij :

a) het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd in de weddeschaal O7;

b) niveau A van het administratief en logistiek kader, bezoldigd in de weddeschalen vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort.

In afwijking van het tweede lid, 1^o, a), wordt de in het eerste lid bedoelde pensioenleeftijd op 56 jaar vastgesteld voor de personeelsleden met een graad van het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd volgens de weddeschaal O2, die met ingang van 1 april 2001 in die weddeschaal werden ingeschaald en die, voor ze naar de politiediensten overstapten, de graad hadden van adjudant of van adjudant-chef bij de rijkswacht en de uitkering ontvingen als bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende het geldelijk statuut van het rijkswachtpersoneel.

Voor de toepassing van het tweede en het derde lid wordt de bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten vastgestelde weddenschaal in aanmerking genomen die, rekening houdend met zijn anciënniteit, overeenstemt met de graad waarin het personeelslid vast is benoemd, ongeacht de bezoldiging die het personeelslid werkelijk geniet.

Voor de personeelsleden die, met toepassing van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, als gewezen lid van een dezer bijzondere politiekorpsen zijn overgegaan naar het operationeel korps van de rijkswacht, wordt de datum van 30 april 1999 in het eerste lid vervangen door 1 december 2000.

Dit artikel is niet van toepassing op aanvragen om uitgesteld pensioen, noch op aanvragen om onmiddellijk pensioen vanaf de leeftijd van 60 jaar. »

Artikel 11 van dezelfde wet luidt :

« § 1. Elk jaar doorgebracht in dienstactiviteit in de hoedanigheid van politieambtenaar of hulpagent van politie bij een gemeentelijk politiekorps, politieambtenaar bij de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie of de spoorwegpolitie, politieambtenaar bij de dienst ' enquêtes ' van het Hoog Comité van Toezicht, politieambtenaar bij de jeugdpolitie, politieambtenaar bij de gerechtelijke politie bij de parketten of lid van het operationeel korps of van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht wordt, niettegenstaande elke andere wettelijke, reglementaire of contractuele bepaling, aangerekend naar rata van 1/50 van de referentiewedde die als grondslag dient voor de vaststelling van het rustpensioen als personeelslid van de politiediensten.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt de stand werkelijke dienst bedoeld in artikel 35 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht beschouwd als dienstactiviteit.

§ 2. Elk jaar door de in artikel 10 vermelde militairen in de hoedanigheid van militair van het actief kader doorgebracht in de stand werkelijke dienst bedoeld in artikel 4 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden, wordt, niettegenstaande elke andere wettelijke, reglementaire of contractuele bepaling, aangerekend naar rata van 1/50 van de referentiewedde die als grondslag dient voor de vaststelling van het rustpensioen als personeelslid van de politiediensten. »

Ten slotte bepaalt artikel 12 van de wet van 30 maart 2001 :

« § 1. Voor de toepassing van artikel 8, § 1, tweede en vierde lid, van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen worden de ambten die de personeelsleden hebben uitgeoefend vanaf de datum waarop zij volledig onderworpen waren aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader, beschouwd als zijnde volledig onderscheiden van de vóór die datum door hen uitgeoefende ambten.

Voor de personeelsleden die een weddenwaarborgregeling genieten wordt rekening gehouden met de overeenkomstig die regeling gewaarborgde wedden en weddenbijlagen.

§ 2. In afwijking van artikel 8, § 1, tweede en vierde lid, van voornoemde algemene wet van 21 juli 1844, worden de ambten die vóór 1 april 2001 werden uitgeoefend door de personeelsleden die, hetzij in de hoedanigheid van lid van het operationeel korps van de rijkswacht, hetzij in de hoedanigheid van militair tewerkgesteld in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, zijn overgegaan naar de politiediensten en vanaf 1 april 2001 volledig onderworpen waren aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader, voor de vaststelling van de referentiewedde die als grondslag dient voor de berekening van het pensioen als personeelslid van de politiediensten, geacht bezoldigd te zijn geweest op basis van de wedde die verbonden is aan het ambt waarin deze personeelsleden op 31 maart 2001 vast benoemd waren.

Voor de toepassing van het eerste lid op de erin bedoelde gewezen leden van het operationeel korps van de rijkswacht wordt rekening gehouden met de gelijkstellingen van graad bepaald in artikel 57 van het koninklijk besluit nr. 16020 van 11 augustus 1923 tot goedkeuring van de tekst der samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

§ 3. In afwijking van artikel 8, § 1, tweede en vierde lid, van voornoemde algemene wet van 21 juli 1844, worden, voor de personeelsleden die hun ambt vóór 1 april 2006 neerleggen en vanaf 1 april 2001 volledig onderworpen waren aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader, de voor de berekening van de referentiewedde in aanmerking te nemen wedden die verbonden zijn aan de vóór 1 april 2001 uitgeoefende ambten, vastgesteld overeenkomstig de §§ 1 en 2, verhoogd met het in het tweede lid bepaalde percentage van het verschil tussen enerzijds, de wedde die verbonden is aan het ambt waarin het personeelslid op 1 april 2001 vast werd benoemd en anderzijds, de wedde die verbonden is, of overeenkomstig § 2 geacht wordt verbonden te zijn, aan het ambt waarin het personeelslid op 31 maart 2001 vast was benoemd.

Het in het eerste lid bedoelde percentage wordt vastgesteld op :

1^o 20 % voor de personeelsleden die titularis zijn van een graad van hetzij :

- a) het hulp- of basiskader van het operationeel kader;
- b) de niveaus C of D van het administratief en logistiek kader;

2^o 10 % voor de personeelsleden die titularis zijn van een graad van hetzij :

a) het officierskader van het operationeel kader, bezoldigd in de weddeschaal O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir of O4bisir;

b) het middenkader van het operationeel kader;

c) niveau A van het administratief en logistiek kader, bezoldigd in de weddeschalen vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort;

d) niveau B van het administratief en logistiek kader.

Voor de toepassing van het tweede lid, 2^o, a), wordt de in artikel 10, vierde lid, bedoelde weddeschaal in aanmerking genomen.

§ 4. De §§ 2 en 3 zijn niet van toepassing op de uitgestelde pensioenen. »

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.3.1. De Ministerraad betwist het belang van de verzoekende partijen in de zaak nr. 2271.

B.3.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat iedere natuurlijke persoon die een beroep tot vernietiging instelt, van een belang doet blijken. Er is slechts een belang wanneer de bestreden bepaling de verzoekende partijen rechtstreeks en ongunstig kan raken.

B.3.3. De verzoekers in de zaak nr. 2271 zijn inspecteur-onderluchthavenmeester bij de luchtvaartpolitie die naar het basiskader van het operationeel korps van de rijkswacht en vervolgens naar dat van de geïntegreerde politie werden overgeplaatst. Aangezien de Raad van State hun benoeming wegens de graad waarin zij werden overgeplaatst, heeft vernietigd, wachten zij op een nieuwe benoeming. Zij zijn van oordeel dat zij, aangezien zij, tot bewaring van hun rechten, in afwachting van een regeling van hun situatie voor de Raad van State, voor de toepassing van het nieuwe statuut hebben gekozen, van een belang doen blijken om de eventuele discriminaties die uit dat statuut zouden kunnen voortvloeien, aan te klagen.

Zodra de verzoekende partijen in de zaak nr. 2271, zij het tot bewaring van hun rechten, kiezen voor de toepassing van het nieuwe statuut van de geïntegreerde politie, worden zij onderworpen aan de regels die dat statuut invoert, en lopen zij het risico door artikel 10 van de bestreden wet rechtstreeks en ongunstig te worden geraakt. Bijgevolg doen zij blijken van het rechtens vereiste belang om de vernietiging ervan te vorderen.

B.4.1. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van het beroep dat de v.z.w. Syndicaat van de Belgische politie in de zaak nr. 2276 heeft ingesteld.

B.4.2. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die zich op een collectief belang beroept, toegang wenst tot het Hof, is vereist dat het maatschappelijk doel van de vereniging van bijzondere aard is en derhalve onderscheiden van het algemeen belang; dat het collectief belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt; dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat niet blijkt dat dit maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.4.3. Volgens artikel 2 van haar statuten heeft de verzoekende vereniging onder meer tot doel « het verdedigen en het promoten van de professionele, economische en sociale belangen van haar leden ». De bestreden bepalingen kunnen de belangen die de vereniging tot doel heeft te verdedigen, rechtstreeks en ongunstig raken. Zij doet blijken van een belang bij haar beroep.

B.5. De excepties worden verworpen.

Ten gronde

Wat de pensioengerechtigde leeftijd betreft

B.6.1. In het eerste middel beroept de verzoekende partij in de zaak nr. 2272 zich op de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door artikel 5 van de wet van 30 maart 2001, in zoverre het de personeelsleden van het operationeel kader die ofwel tot het basiskader, ofwel tot het middenkader, ofwel tot het kader van de hulpagenten van politie behoren, de mogelijkheid biedt op de volle leeftijd van 58 jaar met pensioen te gaan, terwijl de personeelsleden van het officierskader, met toepassing van artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, op zijn vroegst pas op de leeftijd van 60 jaar hun pensioen kunnen opnemen.

B.6.2. De wetgever heeft die keuze voor het verschil in pensioengerechtigde leeftijd tussen de twee voormelde categorieën verantwoord door het feit dat « de personeelsleden die op de leeftijd van 58 jaar op pensioen kunnen gaan, in grotere mate geconfronteerd worden met hogere beroepsrisico's en sociale ongemakken en aan bijzondere fysieke vereisten moeten voldoen » (Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 9).

B.6.3. De overwegingen dat de leden van het basiskader in grotere mate in de praktijk staan, vaker ertoe worden gebracht nacht- en weekendprestaties te verrichten en gedurende het werk meer aan fysieke inspanningen worden onderworpen, steunen niet op een kennelijk onredelijke beoordeling.

B.6.4. De verzoeker in de zaak nr. 2272 doet ook nog gelden dat artikel 10 van de bestreden wet zelf in tegenspraak zou zijn met de doelstelling die de wetgever in artikel 5 van de wet nastreeft, doordat voor de agenten van de voormalige rijkswacht wordt voorzien in een overgangsregel die het mogelijk maakt agenten die tot het officierskader behoren, een pensioen te verlenen vóór agenten van het basiskader.

B.6.5. Vóór hun integratie in de nieuwe politie waren de rijkswachters onderworpen aan de pensioenregeling ingevoerd bij de bij koninklijk besluit van 11 augustus 1923 gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen.

Door de op 30 april 1999 in dienst zijnde personeelsleden de mogelijkheid te bieden op eigen verzoek met pensioen te gaan vanaf de datum waarop zij in hun oorspronkelijke pensioenregeling vanwege het bereiken van de leeftijdsgrens ambtshalve in ruste zouden worden gesteld, wou de Regering rekening houden met de rechtmatige verwachtingen van die rijkswachters door, als gevolg van hun overgang naar het nieuwe statuut, hen niet het voordeel te ontzeggen van een bepaling die gunstiger is in het oude statuut (Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 14).

B.6.6. De omstandigheid dat artikel 10 van de bestreden wet een regeling in stand houdt die verschilt van de bij artikel 5 van de wet ingevoerde regeling, maakt de in dat artikel 5 bedoelde maatregel niet kennelijk onredelijk.

B.6.7. Het middel dient te worden verworpen.

B.7.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2271 (enig middel), 2274 en 2276 (tweede onderdeel van het eerste middel) voeren als grief tegen artikel 10 van de wet van 30 maart 2001 aan dat het in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk gelezen of in samenhang met de artikelen 177 en 184 van de Grondwet, en met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, in zoverre het een onderscheid tussen de leden van het operationeel korps van de voormalige rijkswacht invoert door de pensioenleeftijd op 54, 56 of 58 jaar te bepalen naar gelang van het kader waartoe zij behoren. Dat verschil in behandeling zou niet beantwoorden aan de doelstelling van de wetgever die erin zou bestaan rekening te houden met de hoge beroepsrisico's, de sociale ongemakken en de bijzondere fysieke vereisten die aan die personeelsleden worden gesteld (A.5.1 en A.8.2.1).

B.7.2. Aangaande artikel 10 van de wet vermeldt de parlementaire voorbereiding dat, rekening houdende met de rechtmatige pensioenverwachtingen van de leden van de voormalige rijkswacht, « de Regering geoordeeld dat deze personeelsleden bezwaarlijk verplicht kunnen worden om te kiezen voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut indien zij op de in hun oorspronkelijk statuut bepaalde leeftijdsgrens op pensioen wensen te gaan » (Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 14). Artikel 10 was bedoeld om de op 30 april 1999 in dienst zijnde personeelsleden de mogelijkheid te bieden op eigen verzoek met pensioen te gaan vanaf de datum waarop zij in hun oorspronkelijke pensioenregeling wegens het bereiken van de leeftijdsgrens ambtshalve in ruste zouden worden gesteld, teneinde hen niet te verplichten voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut te kiezen, indien zij op de daarin vastgelegde leeftijdsgrens met pensioen wilden gaan.

B.7.3. In het kader van een overgangsmaatregel is het niet onredelijk voor de voormalige rijkswachters en militairen een voordeel te blijven waarborgen dat zij konden beschouwen als zijnde een aspect van hun statuut.

B.7.4. De grieven kunnen niet worden aangenomen.

B.8.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2272 (tweede middel), 2274 en 2276 (eerste onderdeel van het eerste middel) voeren ook nog als grief tegen artikel 10 van de wet van 30 maart 2001 aan dat het een discriminatoir verschil in behandeling in het leven roept tussen de personeelsleden die, op 30 april 1999 of op 1 december 2000, aan het statuut van het operationeel korps van de rijkswacht waren onderworpen of als militair waren aangewezen om te dienen in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, enerzijds, en de van de andere politiediensten afkomstige agenten, anderzijds. De eerstgenoemden kunnen met toepassing van artikel 10 van de bestreden wet op de leeftijd van 54, 56 of 58 jaar met pensioen gaan, terwijl krachtens de artikelen 3 en 5 van die wet de andere agenten pas op de leeftijd van 58 of 60 jaar een pensioen kan worden verleend (A.6.1.2 en A.8.1.1).

B.8.2. Volgens de Ministerraad zouden de verzoekers in de zaken nrs. 2272, 2274 en 2276, die allen voormalige leden van de gerechtelijke politie en van de gemeentepolitie zijn, geen belang hebben bij de vordering tot vernietiging van artikel 10 van de wet, aangezien in dat artikel aan een categorie van personen een voordeel wordt verleend, waarop die verzoekers geen aanspraak kunnen maken.

De omstandigheid dat de verzoekers, als gevolg van de vernietiging, opnieuw een kans zouden krijgen dat hun situatie op het vlak van de pensioengerechtigde leeftijd in gunstigere zin wordt geregeld, volstaat opdat de verzoekers doen blijken van een belang bij het bestrijden van die bepaling.

B.8.3. Zoals het Hof al in B.6.5 heeft aangegeven, wou de wetgever, door op het vlak van de pensioengerechtigde leeftijd een overgangsregeling in het voordeel van de voormalige rijkswachters en militairen in te voeren, rekening houden met hun rechtmatige verwachtingen door, als gevolg van de overgang naar het nieuwe statuut, hen niet het voordeel te ontzeggen van een bepaling die gunstiger is in het oude statuut.

De leden die van de gerechtelijke politie of van de gemeentepolitie afkomstig zijn, konden niet dezelfde verwachtingen hebben, aangezien zij volgens de regeling waaraan zij vóór de wet van 30 maart 2001 onderworpen waren, pas op de leeftijd van 65 of 60 jaar met pensioen konden gaan, met toepassing van artikel 1 van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen en van artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

B.8.4.1. De datum die de wetgever voor de toepassing van de overgangsregeling op de voormalige rijkswachters in aanmerking heeft genomen, wordt eveneens betwist door dezelfde verzoekende partijen. Afgezien van het feit dat hij tot gevolg zou hebben dat een parallelle pensioenregeling wordt ingevoerd in zoverre de overgangsbepaling gedurende 35 jaar van toepassing kan zijn, zou hij in tegenspraak zijn met de door de wetgever nagestreefde doelstelling, aangezien rijkswachters die enkele jaren geleden hun loopbaan zijn begonnen, zich niet in dezelfde situatie van rechtmatige verwachtingen bevinden (A.6.1.2 en A.8.1.1).

B.8.4.2. Artikel 10 van de bestreden wet maakt de erbij ingevoerde overgangsregeling van toepassing op de personeelsleden die op 30 april 1999 aan het statuut van het operationeel korps van de rijkswacht waren onderworpen of als militair waren aangewezen om te dienen in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet volgt dat de keuze van die datum wordt verantwoord door het feit dat de personeelsleden werden geacht op 1 mei 1999 kennis te hebben gehad van de overgang van de rijkswacht naar de geïntegreerde politiediensten zoals bepaald in de wet van 7 december 1998 en de eventuele wijzigingen van hun statuut en hun pensioenstelsel die hiermee gepaard konden gaan. De wetgever heeft ook nog verduidelijkt dat de datum van 30 april 1999 overeenstemt met de datum waarop de eerste fase van de onderhandelingen met de vakverenigingen over het eenheidsstatuut van de leden van de geïntegreerde politiediensten werd afgesloten (Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 15).

De keuze van de datum wordt redelijk verantwoord door de gegevens die in de parlementaire voorbereiding worden vermeld. De omstandigheid dat de overgangsbepaling uitwerking zou kunnen hebben gedurende een termijn die, volgens de verzoekende partijen, tot 35 jaar zou kunnen belopen, volgt uit het doel zelf van de bestreden bepalingen, aangezien het pensioen van de personeelsleden pas op het einde van een loopbaan die een groot aantal jaren kan beslaan, wordt verleend.

B.9. De grieven kunnen niet worden aangenomen.

B.10.1. In het derde onderdeel van het eerste middel van hun verzoekschrift beroepen de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2274 en 2276 zich op het bestaan van een discriminatie tussen de burgeragenten die in het administratief en logistiek korps van de voormalige rijkswacht werkzaam waren, en de burgeragenten van de voormalige gerechtelijke politie en van de voormalige gemeentepolitie die soortgelijke functies uitoefenden. De agenten van de eerste categorie zouden, in tegenstelling tot die van de tweede, met toepassing van artikel 10 van de bestreden wet, net zoals de voormalige rijkswachters, op 54, 56 of 58 jaar de vervroegde pensioenleeftijd kunnen genieten, terwijl zij in hun vroeger statuut dat voordeel niet konden genieten. Bijgevolg zouden zij niet dezelfde rechtmatige verwachtingen hebben als de voormalige rijkswachters.

B.10.2. Uit artikel 11, § 3, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht blijkt dat het administratief en logistiek personeel bestaat uit mannen en vrouwen, militairen of burgers. De leden van het burgerpersoneel zijn krachtens dezelfde bepaling ofwel statutaire personeelsleden, die zijn aangeworven en benoemd volgens de modaliteiten bepaald door de Koning of die zijn ingezet in het korps volgens de mobiliteitsregeling en volgens de modaliteiten die zijn bepaald door de Koning, ofwel personeelsleden die zijn aangeworven in het kader van een arbeidsovereenkomst.

Artikel 10 van de bestreden wet, dat de pensioenleeftijd op 54, 56, of 58 jaar brengt, beoogt naast de personeelsleden die vóór 30 april 1999 waren onderworpen aan het statuut van het operationeel korps van de voormalige rijkswacht, slechts de personeelsleden die, op dezelfde datum, militairen waren, aangewezen om in het administratief en logistiek korps van de voormalige rijkswacht te dienen. De andere categorieën van burgeragenten worden door die overgangsbepaling niet beoogd.

B.10.3. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2274 en 2276 staande houden, waren de militairen die waren aangewezen om te dienen in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, vóór hun integratie in de nieuwe politie, onderworpen aan dezelfde bepalingen als die welke voor de personeelsleden van de voormalige rijkswacht golden, zodat zij op dezelfde rechtmatige verwachtingen als de laatstgenoemden aanspraak konden maken. Bijgevolg is het niet irrelevant dat de wetgever, bij de totstandkoming van artikel 10 van de bestreden wet, met de rechtmatige verwachtingen van die militairen, net zoals met die van de leden van het operationeel korps van de voormalige rijkswacht, rekening heeft gehouden.

B.11. Het middel, in het derde onderdeel ervan, kan niet worden aangenomen.

Wat de berekening van het pensioenbedrag betreft

B.12.1. In het vierde onderdeel van het eerste middel van hun verzoekschrift verwijten de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2274 en 2276 artikel 11, § 1, eerste lid, van de bestreden wet dat het de personeelsleden van de voormalige gerechtelijke politie en gemeentepolitie discrimineert in vergelijking met de leden van de voormalige rijkswacht, in zoverre de laatstgenoemden voor hun pensioen hun studiejaar in rekening kunnen brengen en hun militaire dienstplicht werden vrijgesteld, wat het voor hen mogelijk maakt het jaar van hun dienstplicht voor de berekening van het pensioen mee te tellen, terwijl dat niet het geval is voor de van de andere politiekorpsen afkomstige leden.

B.12.2.1. Artikel 11, § 1, eerste lid, van de bestreden wet bepaalt dat elk jaar doorgebracht in dienstactiviteit in de hoedanigheid van personeelslid van het operationeel kader van de afgeschafte politiekorpsen wordt aangerekend naar rata van 1/50 van de referentiewedde die als grondslag dient voor de vaststelling van het rustpensioen als personeelslid van de politiediensten. Aldus beantwoordt het aan de doelstelling van harmonisering van de statuten die de wetgever van zich heeft bepaald, door voor het geheel van de personeelsleden van de nieuwe politie, ongeacht hun herkomst, hetzelfde tantième in rekening te brengen.

Het zijn evenwel de aangerekende jaren die worden betwist door de verzoekende partijen en die het Hof wordt verzocht te onderzoeken.

B.12.2.2. Artikel 2 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht bepaalde: « Het personeel bestaat uit: 1^o het beroepspersoneel; 2^o de leerlingen van de scholen van de rijkswacht, te weten: a) de kandidaat-officieren; b) de kandidaat-onderofficieren; ». Het is dus met toepassing van hun oud statuut dat de jaren waarin de rijkswachters een studie hebben gevolgd, als dienstjaren werden beschouwd en, bijgevolg, voor de berekening van hun pensioen in rekening werden gebracht.

De wetgever vermocht redelijkerwijze ervan uit te gaan dat het gevolg van een dergelijke maatregel moest worden behouden teneinde tegemoet te komen aan de rechtmatige verwachtingen van de rijkswachters die die maatregel krachtens hun oud statuut genoten. Bovendien heeft de wetgever niet op een onevenredige wijze afbreuk gedaan aan de rechten van de leden van de voormalige gerechtelijke politie en gemeentepolitie door in hun voordeel geen soortgelijke regel in te voeren. Immers, zij konden niet op dezelfde rechtmatige verwachtingen als de rijkswachters aanspraak maken, omdat hun studie jaren nooit werden begrepen in de voor de berekening van hun pensioen aangerekende dienstjaren.

Voor het overige stelt het Hof vast dat de leden van de voormalige gerechtelijke politie en gemeentepolitie een tijdsbonificatie genieten voor de studie jaren die werden doorgebracht met het oog op het behalen van een diploma dat een voorwaarde vormde waaraan de betrokkene krachtens de artikelen 32 en volgende van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector moest voldoen, ofwel bij zijn aanwerving, ofwel bij zijn latere benoeming.

B.12.2.3. De aan de rijkswachters verleende vrijstelling van militaire dienstplicht vindt haar grondslag in artikel 16bis van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962. Het feit dat het dienstjaar voor de rijkswachters op basis van het tantième 1/50 wordt berekend, terwijl het op basis van het tantième 1/60 wordt berekend voor de van de andere politiekorpsen afkomstige agenten die niet van hun dienstplicht waren vrijgesteld, vloeit voort uit de vrijstelling van militaire dienstplicht die aan de eerstgenoemden en niet aan de laatstgenoemden wordt verleend. De wetgever kan niet worden verweten de gevolgen van bepaalde wetsbepalingen in stand te hebben gehouden teneinde tegemoet te komen aan de rechtmatige verwachtingen van de voormalige rijkswachters, waarop de leden van de andere geïntegreerde politiekorpsen zich overigens niet konden beroepen.

B.13.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2274 en 2276 verwijten artikel 11, § 2, van de bestreden wet ook nog dat voor de berekening van het pensioen van de in artikel 10 van de wet bedoelde militairen die, op 30 april 1999, in het administratief en logistiek korps van de voormalige rijkswacht waren tewerkgesteld, het tantième 1/50 in rekening wordt gebracht.

B.13.2. In de parlementaire voorbereiding van de wet wordt die maatregel verantwoord door het feit dat « deze personeelsleden - althans voor hun vroegere diensten als beroepsmilitair - het pensioenvoordeel [behouden] dat zij, door de verhoging van hun militair pensioen wegens anciënniteit in de laatste graad, hadden kunnen bekomen indien zij zouden gekozen hebben voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut » (Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 19).

Aangezien de wetgever de overgang van de militairen van het administratief en logistiek korps van de voormalige rijkswacht naar het nieuwe statuut van de geïntegreerde politie wou aanmoedigen door hun hetzelfde pensioen te waarborgen als het pensioen dat zij zouden hebben verkregen indien zij voor het behoud van hun vroeger statuut hadden gekozen, heeft hij een maatregel genomen die in het licht van de door hem nagestreefde doelstelling niet onredelijk is.

B.13.3. Het middel is niet gegrond.

B.14.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2272 (derde middel), 2274 en 2276 (vijfde onderdeel van het eerste middel) voeren als grief tegen artikel 12, §§ 2 en 3, van de bestreden wet aan dat een discriminatoir verschil in behandeling in het leven wordt geroepen tussen de personeelsleden die, vóór 1 april 2001, ofwel in de hoedanigheid van lid van het operationeel korps van de rijkswacht, ofwel in de hoedanigheid van militair tewerkgesteld in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht ambten uitoefenden, enerzijds, en de leden van de andere politiediensten, anderzijds, doordat het voordeel van de overgangsbepalingen enkel aan de eerste categorie wordt toegekend (A.6.1.3 en A.8.5.1).

B.14.2. De referentiewedde die als berekeningsbasis dient voor het pensioen van de personeelsleden van de politiediensten is de gemiddelde wedde die de betrokkene gedurende de laatste vijf jaar van zijn loopbaan heeft ontvangen. Dat is het beginsel dat vervat ligt in artikel 8, § 1, van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen en dat werd bevestigd bij artikel 12, § 1, van de bestreden wet.

De wetgever heeft evenwel van artikel 8, § 1, van de voormelde algemene wet van 21 juli 1844 willen afwijken wat de referentiewedde betreft die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het pensioen van de van het operationeel korps van de rijkswacht afkomstige personeelsleden of van de in het administratief of logistiek korps van de rijkswacht tewerkgestelde militairen die vanaf 1 april 2001 volledig waren onderworpen aan het nieuwe statuut van de geïntegreerde politie en minder dan vijf jaar na die datum in ruste zijn gesteld. Artikel 12, § 2, van de bestreden wet bepaalt immers dat geen rekening wordt gehouden met de gemiddelde wedde van de laatste vijf jaar van de loopbaan van de betrokkene, doch met de wedde verbonden aan het ambt waarin die personeelsleden op 31 maart 2001 vast benoemd waren.

Zoals de parlementaire voorbereiding van artikel 12 aangeeft, werden de anciënniteitspensioenen van de militairen en de rijkswachters krachtens artikel 28 van het koninklijk besluit van 11 augustus 1923 « den tekst der samengeordende wetten op de militaire pensioenen goedkeurende » (*Belgisch Staatsblad* van 29 augustus 1923) op basis van de laatste activiteitswedde van het personeelslid. Het is « om te vermijden dat voornoemde personeelsleden die reeds vanaf 1 april 2001 onderworpen zijn aan het nieuwe statuut van de leden van de geïntegreerde politiediensten en minder dan 5 jaar na die datum op rust gesteld worden, door deze berekeningswijze van de referentiewedde een lager pensioen zouden ontvangen dan zij zouden bekomen hebben indien zij gekozen hadden voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut » dat de wetgever de in artikel 12, § 2, van de bestreden wet bedoelde overgangsmaatregel heeft ingevoerd (Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 20).

B.14.3. Gelet op de regel die krachtens hun vroeger statuut op de rijkswachters en militairen van toepassing was, is het niet onredelijk dat de wetgever, teneinde met hun rechtmatige verwachtingen rekening te houden, de wedde die zij ontvingen op het ogenblik van hun overgang naar het nieuwe statuut, in aanmerking heeft genomen.

De omstandigheid dat de wetgever voor de van de andere politiekorpsen afkomstige personeelsleden geen identieke overgangsregel heeft aangenomen, wordt verantwoord door het feit dat zij, vóór hun overgang naar de geïntegreerde politie, waren onderworpen aan artikel 8 van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, dat werd bevestigd bij artikel 12 van de bestreden wet. Aangezien de nieuwe regel waaraan die personeelsleden sinds hun integratie in de nieuwe politie zijn onderworpen, identiek is met de regel die zij in hun vroeger statuut kenden, konden zij geen aanspraak maken op dezelfde rechtmatige verwachtingen als de rijkswachters.

B.15. Het middel kan niet worden aangenomen.

B.16.1. De verzoeker in de zaak nr. 2272 voert ook nog als grief tegen artikel 12, § 3, van de bestreden wet aan dat de van het operationeel korps van de rijkswacht afkomstige personeelsleden in vergelijking met de van de andere politiekorpsen afkomstige agenten gunstiger worden behandeld.

B.16.2. De wedden die verbonden zijn aan de vóór 1 april 2001 uitgeoefende ambten, die voor de berekening van de referentiewedde in aanmerking moeten worden genomen, worden voor de in artikel 12, § 3, van de wet bedoelde personeelsleden verhoogd. Die verhoging bedraagt 10 pct. of 20 pct. van het verschil tussen, enerzijds, de wedde die verbonden is aan het ambt waarin het personeelslid op 1 april 2001 vast werd benoemd bij de geïntegreerde politiediensten, en, anderzijds, de wedde die verbonden is aan het ambt waarin het personeelslid op 31 maart 2001 vast was benoemd.

De wetgever heeft willen vermijden dat er al te grote verschillen tussen de pensioenbedragen zouden ontstaan die worden toegekend aan de personeelsleden die minder dan vijf jaar na hun onderwerping aan het nieuwe statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiediensten, na een vergelijkbare loopbaan, in ruste worden gesteld, afhankelijk van het aantal maanden gedurende welke zij het voordeel van de nieuwe weddeschalen van de leden van de geïntegreerde politiediensten hebben genoten (Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, p. 21).

B.16.3. Artikel 12, § 3, voert geen enkel onderscheid in tussen de personeelsleden die vóór 1 april 2006 hun ambt neerleggen, naargelang zij van de rijkswacht, van de gerechtelijke politie of van de gemeentepolitie afkomstig zijn. Aangezien artikel 12, § 3, zonder onderscheid op het geheel van het personeel van de geïntegreerde politiediensten van toepassing is, is het middel niet gegrond.

B.17.1. In het zesde onderdeel van het eerste middel verwijten de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2274 en 2276 de wet dat niet wordt voorzien in enig correctief voor de berekening van het pensioen van de burgeragenten die in de voormalige gerechtelijke politie of gemeentepolitie opdrachten uitoefenden, hoewel hun pensioenaanspraakverlenende jaren naar rata van 1/60 worden berekend.

B.17.2. Artikel 156, derde lid, van de Nieuwe Gemeentewet voorzagt in de toekenning van een verhoging met een vijfde van het pensioen voor de leden van de gemeentepolitie. Die verhoging werd bij artikel 9 van de bestreden wet afgeschaft om reden dat zij een onbillijke situatie in het leven riep doordat het voor personen die hun loopbaan binnen de politie beëindigden, mogelijk was die verhoging te genieten, hoewel zij binnen de politie slechts enkele maanden dienst op hun actief hadden, terwijl de personen die hun loopbaan binnen een gemeentelijke administratieve dienst beëindigden, maar die binnen de gemeentepolitie meer tijd hadden doorgebracht, die verhoging niet konden genieten (Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, pp. 12-13). Aldus kent artikel 9 het tantième 1/50 toe voor de diensten die binnen het gemeentelijk politiekorps werden verricht, ongeacht de hoedanigheid waarin de betrokkene zijn loopbaan bij de gemeente beëindigt.

In de parlementaire voorbereiding van artikel 9 van de bestreden wet wordt nog verduidelijkt dat het behoud van de in het voormelde artikel 156 bedoelde verhoging tot gevolg zou hebben gehad dat een dubbel voordeel werd toegekend aan de voormalige leden van de gemeentelijke politiekorpsen die voor het nieuwe statuut van de geïntegreerde politie zouden hebben gekozen, aangezien artikel 4 van de bestreden wet bepaalt dat, voor de vereffening van de rustpensioenen, elk jaar doorgebracht in dienstactiviteit in de hoedanigheid van politieambtenaar of hulpagent van politie van het operationeel kader wordt aangerekend naar rata van 1/50 van de referentiewedde die als grondslag dient voor de vaststelling van het pensioen (Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, pp. 12-13).

Zowel uit artikel 156 van de Nieuwe Gemeentewet, in de redactie vóór de wijziging ervan bij de wet van 30 maart 2001, als uit artikel 9 van die wet blijkt dat enkel de leden van het operationeel kader van de voormalige gemeentepolitie worden bedoeld. De burgeragenten konden geen aanspraak maken op de in het voormelde artikel 156 bedoelde verhoging van hun pensioen. Daaruit volgt dat de wetgever, door het tantième 1/50 in de wet van 30 maart 2001 niet op hen van toepassing te maken, geen onredelijke maatregel heeft aangenomen, aangezien die personeelsleden niet de rechtmatige verwachtingen hadden van de leden van de vroegere rijkswacht.

B.18. Het eerste middel, in het zesde onderdeel ervan, kan niet worden aangenomen.

B.19.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2274 en 2276 voeren een tweede middel aan, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 179 en 184 van de Grondwet, alsook met het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, inzonderheid artikel 1 ervan, in zoverre de bestreden wet het recht op de perequatie van de pensioenen niet langer zou waarborgen voor de reeds gepensioneerde agenten alsook voor diegenen die nog niet gepensionerd zijn doch voor het behoud van hun vroeger statuut hebben gekozen.

B.19.2. Zoals de Ministerraad opmerkt, volgt uit artikel 18 van de wet van 30 maart 2001 dat de pensioenen die werden toegekend aan personen vooraleer de personeelscategorie waartoe zij het laatst behoorden is overgegaan naar de politiediensten, gekoppeld blijven aan de evolutie van het maximum van de laatste weddeschaal die in aanmerking werd genomen voor de berekening van het pensioen. In de parlementaire voorbereiding van de wet wordt overigens gesteld dat « artikel 18 [...] geen afbreuk [doet] aan het principe van de automatische perequatie van de pensioenen. De in dit artikel bedoelde pensioenen zullen geperequateerd worden, hetzij op basis van de evolutie van de maxima van de weddenschalen die verbonden zijn aan nog bestaande graden [...], hetzij op basis van de evolutie van de maxima van de weddenschalen die door de Koning, krachtens artikel 44 van de wet van 9 juli 1969, zullen verbonden worden aan de afgeschafte graden bij de afgeschafte politiekorpsen » (Parl. St., Kamer, 2000-2001, Doc. 50 1112/001, pp. 29-30).

B.20. Het tweede middel kan niet worden aangenomen.

B.21.1. In het derde middel dat de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2274 en 2276 aanvoeren, wordt het Hof verzocht de aangeklaagde discriminaties te onderzoeken in combinatie met de discriminaties die in de andere akten betreffende de organisatie van de nieuwe politie zouden bestaan.

B.21.2. Het middel, zoals dat is verwoord, geeft niet op voldoende duidelijke wijze aan in welk opzicht de bestreden wet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zou schenden.

Het derde middel is niet ontvankelijk.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt de beroepen.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 5 december 2002.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2002 — 4667

[2002/200002]

Urteil Nr. 177/2002 vom 5. Dezember 2002

Geschäftsverzeichnisnummern. 2271, 2272, 2274 und 2276

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 30. März 2001 über die Pension der Mitglieder des Personals der Polizeidienste und ihrer Anspruchsberechtigten, erhoben von J.-Y. Stevens und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 11., 15., 17. und 16. Oktober 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 12., 16., 18. und 19. Oktober 2001 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 30. März 2001 über die Pension der Mitglieder des Personals der Polizeidienste und ihrer Anspruchsberechtigten (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. April 2001):

- J.-Y. Stevens, wohnhaft in 5170 Lustin, rue des Quatre Arbres 31, P. Cappuyns, wohnhaft in 1380 Lasne, rue Charlier 5, P. Delcroix, wohnhaft in 1340 Ottignies, chaussée de la Croix 14, E. Lispet, wohnhaft in 5350 Evelette, route de Résimont 127, R. Noga, wohnhaft in 4420 Montegnée, rue Joseph Dejardin 115, D. Hagelstein, wohnhaft in 5002 Namur, rue de Gembloux 66, und O. Onkelinx-Hubeaux, wohnhaft in 5580 Laloux, rue Saint-Barthélémy 1;

- M. Van de Wouwer, wohnhaft in 4030 Grivegnée, rue César de Paep 27;

- P. Lambert, wohnhaft in 4602 Visé-Cheratte, rue Aux Communes 70, J.-M. Hottat, wohnhaft in 1080 Brüssel, rue de l'Aubade 4/9, P. Meert, wohnhaft in 7863 Lessines, Stoquoit 9, J.-C. Delcampe, wohnhaft in 4671 Saive, Allée des Bouleaux 3, J.-P. Hunninck, wohnhaft in 1080 Brüssel, rue des Dauphins 15/2, und S. Hazaert, wohnhaft in 1170 Brüssel, avenue Martin Pêcheur 23/14;

- die VoG Gewerkschaft der belgischen Polizei, mit Sitz in 1060 Brüssel, avenue Henri Jaspar 114/19, A. Delcourt, wohnhaft in 6141 Forchies-la-Marche, rue des Prisonniers de Guerre 28, L. Leemans, wohnhaft in 1700 Dilbeek, Kerselaarstraat 155, C. Huberty, wohnhaft in 1170 Brüssel, rue Lambert Vandervelde 9, R. Bamps, wohnhaft in 6700 Arel, route de Neufchâteau 445, M.-P. Gaillard, wohnhaft in 5100 Wépion, Chemin des Vignerons 56, und S. Noirfalise, wohnhaft in 4181 Filot, rue de la Grange 4.

Diese Rechtssachen wurden jeweils unter den Nummern 2271, 2272, 2274 und 2276 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

II. Verfahren

Durch Anordnungen vom 12., 16., 18. und 19. Oktober 2001 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der jeweiligen Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes in den jeweiligen Rechtssachen nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 17. Oktober 2001 hat der Hof die Rechtssachen Nrn. 2271 und 2272 verbunden.

Durch Anordnung vom 30. Oktober 2001 hat der Hof die Rechtssachen Nrn. 2274 und 2276 mit den bereits verbundenen Rechtssachen Nrn. 2271 und 2272 verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 11. Dezember 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. Dezember 2001.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 25. Januar 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 27. Februar 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2271, mit am 27. März 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2274, mit am 28. März 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2276, mit am 28. März 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 2272, mit am 12. April 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 27. März 2002 und 26. September 2002 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 11. Oktober 2002 bzw. 11. April 2003 verlängert.

Durch Anordnung vom 3. Juli 2002 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsfähig erklärt und den Sitzungstermin auf den 25. September 2002 anberaumt, nachdem die Parteien aufgefordert wurden, sich in einem spätestens am 16. September 2002 einzureichenden Ergänzungsschriftsatz, den sie innerhalb derselben Frist den jeweils anderen Parteien in Kopie zukommen lassen, auf folgende Frage zu antworten:

« Um welche Bediensteten handelt es sich bei der Kategorie der Zivilbediensteten der ehemaligen Gendarmerie, der ehemaligen Gemeindepolizei und der ehemaligen Gerichtspolizei, und welche Pensionsregelung war auf sie anwendbar vor der durch das Gesetz vom 30. März 2001 über die Pension der Mitglieder des Personals der Polizeidienste und ihrer Anspruchsberechtigten eingeführten Reform? »

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 4. Juli 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 3. Juli 2002 hat der Vorsitzende M. Melchior die Rechtssachen dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Ergänzungsschriftsätze wurden eingereicht von

- dem Ministerrat, mit am 12. September 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2276, mit am 13. September 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 25. September 2002

- erschienen

. RA D. Renders und RA B. Cambier, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2271,

. RA F. Copine, in Lüttich zugelassen, für die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 2272,

. RA B. Cambier und RA D. Renders, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2274 und 2276,

. RA J.-L. Jaspar, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter J.-P. Moerman und E. Derycke Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

In bezug auf das Interesse

In der Rechtssache Nr. 2271

A.1.1. Die klagenden Parteien, die Inspektoren als untergeordnete Flugplatzleiter der Luftfahrtpolizei waren, wurden im Grad als Wachtmeister oder erster Wachtmeister in das Einsatzkorps der Gendarmerie versetzt. Diese Ernennung wurde durch den Staatsrat für nichtig erklärt mit der Begründung, daß die klagenden Parteien mindestens im Grad als Unteroffizier ernannt werden müßten. In Erwartung dieser Ernennung sind die klagenden Parteien der Auffassung, durch das angefochtene Gesetz diskriminiert zu werden.

A.1.2. Der Ministerrat stellt das Interesse der klagenden Parteien an der Klageerhebung in der Rechtssache Nr. 2271 in Abrede. Er unterstreicht, daß diese sich für das Beibehalten ihres ursprünglichen Statuts entschieden hätten. Daraus ergebe sich, daß die angefochtene Bestimmung nicht auf sie anwendbar sei.

A.1.3. Als Erwiderung auf die Einrede des Ministerrates führen die klagenden Parteien an, daß sie, da sie sich jederzeit für die Anwendung des neuen Statuts entscheiden könnten, ein Interesse daran hätten, daß dieses keinerlei Diskriminierung enthalte.

In der Rechtssache Nr. 2272

A.2. Der Kläger führt zur Begründung seines Interesses an der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen an, daß er als Offizier des Einsatzkaders in die föderale Polizei eingegliedert worden sei und nicht in den Genuß der vorteilhaften Regelungen dieser Bestimmungen in bezug auf das Pensionseintrittsalter und das Pensionsgehalt gelangen könne.

In der Rechtssache Nr. 2274

A.3. Die klagenden Parteien sind ehemalige Mitglieder der Polizei. Sie sind der Meinung, durch die angefochtenen Bestimmungen diskriminiert zu werden, sowohl hinsichtlich ihres Pensionseintrittsalters als auch hinsichtlich der Pensionsberechnung.

In der Rechtssache Nr. 2276

A.4.1. Die VoG Gewerkschaft der belgischen Polizei ist der Ansicht, das erforderliche Interesse nachzuweisen, da das angefochtene Gesetz die Interessen beeinträchtige, die sie in Anwendung ihrer Satzung verteidige.

Die übrigen klagenden Parteien sind ehemalige Mitglieder der Gerichtspolizei, die in den Graden als Inspektor, Hauptinspektor, Kommissar sowie Mitglied des Verwaltungs- und Logistikkaders in die neue Polizei eingegliedert wurden. Sie sind der Auffassung, durch die von ihnen angefochtenen Bestimmungen diskriminiert zu werden, da diese zur Folge hätten, daß ungünstigere Bedingungen für das Pensionseintrittsalter eingeführt würden als diejenigen, die vor der Reform für sie gegolten hätten, oder diejenigen, in deren Genuß andere Mitglieder der integrierten Polizei gelangten. Die Regeln über die Berechnung ihrer Pension seien ebenfalls ungünstiger.

A.4.2. Der Ministerrat macht die Unzulässigkeit der Klage der VoG Gewerkschaft der belgischen Polizei geltend. Nach seiner Darstellung reiche der Verweis der VoG auf Artikel 2 ihrer Satzung sowie auf die von ihr verteidigten Interessen ohne weitere Erläuterungen nicht aus. Das Interesse müsse sich vom Gemeinwohl unterscheiden. Die Norm müsse sich auf den Zweck der Vereinigung auswirken, die außerdem eine dauerhafte Tätigkeit haben müsse. Schließlich dürfe sich das kollektive Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränken. Nach Auffassung des Ministerrates seien diese Bedingungen im vorliegenden Fall nicht erfüllt.

A.4.3. Die VoG ficht diesen Standpunkt an. Sie führt an, die Grenzen des in Artikel 2 ihrer Satzung beschriebenen Vereinigungszwecks bewiesen, daß er sich nicht mit dem Gemeinwohl decke. Das Gesetz wirke sich nach ihrer Darstellung durch die von ihm eingeführten Übergangs- und endgültigen Regelungen der Pensionen auf das Personal aus, dessen Verteidigung sie bezwecke. Zahlreiche Klagen, von denen einige erfolgreich gewesen seien, seien von der VoG beim Staatsrat eingereicht worden, ohne daß dieser ihr Interesse in Abrede gestellt habe. Schließlich hebt die Vereinigung hervor, daß sie die beruflichen, wirtschaftlichen und sozialen Interessen der gesamten von ihr vertretenen Personalkategorie verteidige.

Zur Hauptsache

In der Rechtssache Nr. 2271

A.5.1. Die klagenden Parteien führen einen einzigen Klagegrund an, der vom Verstoß durch Artikel 10 des Gesetzes vom 30. März 2001 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 177 und 184 der Verfassung sowie dem ersten Zusatzprotokoll zur Europäischen Menschenrechtskonvention, insbesondere dessen Artikel 1, abgeleitet sei.

Sie erinnern daran, daß der Gesetzgeber, indem er das Alter für die vorzeitige Versetzung in den Ruhestand der Mitglieder des Einsatzkorps der ehemaligen Gendarmerie je nach ihrem Kader auf 54, 56 oder 58 Jahre festgelegt habe, den bedeutenden Berufsrisiken, den sozialen Nachteilen und den besonderen körperlichen Anforderungen an diese Mitglieder habe Rechnung tragen wollen. Nach Darlegung der klagenden Parteien entspreche die Verteilung der in Artikel 10 des Gesetzes festgesetzten Kategorien jedoch nicht dieser Zielsetzung, da der Basiskader im Alter von 56 Jahren und nicht von 54 Jahren in den Genuß einer Pension gelangen könne und die Unteroffiziere, die ihrerseits mit 54 Jahren eine Pension erhielten, nicht nachteiligeren Berufsrisiken, sozialen Nachteilen und körperlichen Anforderungen unterlägen als die Bediensteten des Basiskaders.

A.5.2. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß der von den klagenden Parteien angeführte einzige Klagegrund nicht begründet sei. Er führt an, daß der in Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes vorgesehene Altersunterschied für die Versetzung in den Ruhestand nicht mit der Berücksichtigung von « bedeutenden Berufsrisiken, sozialen Nachteilen und besonderen körperlichen Anforderungen » gerechtfertigt werde. Es handele sich nach seiner Darstellung um eine Übergangsbestimmung, die durch die Notwendigkeit gerechtfertigt sei, die rechtmäßigen Erwartungen der ehemaligen Gendarmen und Militärpersonen zu berücksichtigen, für die ähnliche Unterschiede bestanden hätten, als sie dem ehemaligen Statut unterstanden hätten. Artikel 10 führe keine neue Unterscheidung ein.

A.5.3. Die klagenden Parteien erwidern, daß der Klagegrund im Gegensatz zu den Behauptungen des Ministerrates begründet sei, da der Gesetzgeber es nicht rechtfertigen könne, unter dem Vorwand legitimer Erwartungen eine Regel aufrechtzuerhalten, durch die weiterhin Bedienstete des Offizierskaders vor den Bediensteten des Basiskaders in den Ruhestand versetzt würden. Die Maßnahme sei um so diskriminierender, als sie zu Anomalien führe. Es wird auf den königlichen Erlaß vom 30. März 2001 verwiesen, mit dem das Verwaltungsstatut der Mitglieder der neuen Polizei festgesetzt wurde und der die Bediensteten fünf Jahre vor dem Pensionsalter von Nacharbeit befreie. Es wäre eine sachdienliche Maßnahme gewesen, die Versetzung in den Ruhestand mit 54 Jahren für das gesamte Personal vorzusehen.

In der Rechtssache Nr. 2272

A.6.1.1. Es wird bemängelt, daß Artikel 5 des Gesetzes vom 30. März 2001 einen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßenden Unterschied schaffe zwischen einerseits den Personalmitgliedern des Einsatzkaders, die mit 58 Jahren ihre Pension nehmen könnten, und andererseits den Personalmitgliedern des Offizierskaders, die in diesem Alter nicht ihre Pension nehmen könnten. Die Rechtfertigung des Gesetzgebers erweise sich als nicht sachdienlich, da beide Kategorien die gleichen körperlichen Anforderungen erfüllen müßten und den gleichen Berufsrisiken unterlägen. Die Rechtfertigung des Gesetzgebers für Artikel 5 werde im übrigen durch Artikel 10 des Gesetzes widerlegt, der das jeweilige Pensionsalter der Mitglieder des betreffenden Personals in umgekehrter Reihenfolge zu Artikel 5 festlege.

A.6.1.2. In einem zweiten Klagegrund wird bemängelt, daß Artikel 10 des Gesetzes einen diskriminierenden Behandlungsunterschied schaffe zwischen einerseits den Personalmitgliedern, die am 30. April 1999 oder am 1. Dezember 2000 dem Statut des Einsatzkorps der Gendarmerie unterstanden hätten und als Militärpersonen für den Dienst im Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie bestimmt worden seien, sowie andererseits den aus den anderen Polizeidiensten stammenden Bediensteten.

Die erste Kategorie, die sich für die Anwendung des neuen Statuts entschieden habe, könne mit 54 Jahren Zugang zur Pension haben, während die zweite Kategorie erst mit 60 Jahren Zugang dazu haben könne. Es wird angeführt, daß dieser Behandlungsunterschied auf einem objektiven Kriterium beruhe, jedoch nicht vernünftig gerechtfertigt sei. Der in den Übergangsbestimmungen angeführte Artikel 10 schaffe in Wirklichkeit eine parallele und diskriminierende Pensionsregelung und sei keineswegs vorübergehend, da er während eines Zeitraums von 35 Jahren auf die betreffenden Personalmitglieder der Polizei Anwendung finden könne, wenn man berücksichtige, daß eine vollständige Laufbahn 37 Jahre umfassen könne.

Ferner wird angeführt, daß der Umstand, daß man die Wahl zwischen dem alten und dem neuen Statut lasse und es einer besonderen Kategorie von Bediensteten der integrierten Polizei ermögliche, die Vorteile des alten und des neuen Statuts zu kumulieren, eine günstigere Regelung für eine Kategorie von Bediensteten der neuen integrierten Polizei schaffe, ohne daß dieser Behandlungsunterschied zu rechtfertigen sei.

A.6.1.3. In einem dritten Klagegrund führt der Kläger einen Verstoß durch Artikel 12 des Gesetzes vom 30. März 2001 über die Pension der Mitglieder des Personals der Polizeidienste und ihrer Anspruchsberechtigten gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung an. Artikel 12 diskriminiere alle Bediensteten der neuen integrierten Polizei auf zwei Ebenen, die aus den ehemaligen Korps stammten, mit Ausnahme der Gendarmerie oder gleichgestellten Personen. Dieser Behandlungsunterschied sei nicht zu rechtfertigen, da das Gesetz grundsätzlich bezwecke, die Pensionsregelung anzugleichen und zudem die Wahl zwischen dem alten und dem neuen Statut zu ermöglichen, wobei einer bestimmten Kategorie von Bediensteten der integrierten Polizei die Möglichkeit geboten werde, die Vorteile des alten und des neuen Statuts zu kumulieren.

A.6.2.1. In bezug auf den ersten Klagegrund führt der Ministerrat an, daß die Polizisten des Einsatzkaders eher Polizisten aus der Praxis seien als die Offiziere, die mehr mit Organisationsaufgaben betraut seien, oder die Mitglieder des Logistikkaders, die ihrerseits mit Verwaltungsaufgaben betraut seien. Der Gesetzgeber sei daher logischerweise der Auffassung gewesen, daß die Polizisten aus der Praxis eher Berufsrisiken ausgesetzt seien oder besondere körperliche Anforderungen zu erfüllen hätten. Der Ministerrat hebt ferner hervor, daß Artikel 10 eine Übergangsmaßnahme sei. Die darin festgesetzten Altersunterschiede würden denjenigen entsprechen, in deren Genuß die entsprechenden Personalkategorien im Rahmen ihrer ehemaligen Rechtsstellungen gelangen könnten. Die Rechtfertigung der Behandlungsunterschiede sei also eine andere als für Artikel 5.

A.6.2.2. In bezug auf den zweiten Klagegrund ist der Ministerrat der Auffassung, daß Artikel 10 den Kläger nicht betreffe, insofern er nicht auf ihn anwendbar sei. Eine Nichtigerklärung würde ihm daher keinerlei Vorteil bieten.

Der Ministerrat führt außerdem hilfsweise an, daß der Klagegrund unbegründet sei. Er hebt hervor, daß der Gesetzgeber die Mitglieder der integrierten Polizei dazu habe veranlassen wollen, sich für das neue Statut zu entscheiden. Der Gesetzgeber habe jedoch gewisse Aspekte der ehemaligen Pensionsregelung zeitweise aufrechterhalten, um zu verhindern, daß die betreffenden Personen das neue Statut ablehnten. Man könne diese Übergangsregelung nicht in Frage stellen oder verfälschen, weil sie lang sei. Die Übergangszeit beruhe auf einem objektiven Kriterium, nämlich dem Umstand, zu einem bestimmten Zeitpunkt im Dienst zu sein oder nicht. Nach Darlegung des Ministerrates obliege es dem Hof nicht zu bestimmen, ob die Zielsetzung des Gesetzgebers durch andere Mittel erreicht werden könne.

A.6.2.3. Schließlich macht der Ministerrat geltend, der dritte Klagegrund sei unzulässig, da er sich auf die Paragraphen 2 und 3 von Artikel 12 beziehe, obwohl diese nicht auf den Kläger anwendbar seien.

Hilfsweise führt der Ministerrat an, daß dieser Klagegrund unbegründet sei aus den gleichen Gründen, wie er sie in bezug auf den zweiten Klagegrund angeführt habe. Überdies verweist er darauf, daß die Auswirkungen der Übergangsmaßnahmen von Fall zu Fall unterschiedlich und daher schwer einzuschätzen seien. Der Ministerrat bemerkt ferner, Artikel 12 § 2 des Gesetzes nehme eine Korrektur an der allgemeinen Regelung vor, um das neue Statut attraktiver zu machen, und Paragraph 3 desselben Artikels sei nicht nur auf ehemalige Gendarmen und Militärpersonen anwendbar. Er finde ebenfalls Anwendung auf die Personen, die zum 1. April 2006 in den Ruhestand versetzt würden und seit dem 1. April 2001 dem neuen Statut unterstanden hätten. Die Übergangsmaßnahmen würden folglich zwei verschiedene Personenkategorien unterschiedlich behandeln.

A.6.3.1. Als Erwiderung auf den Schriftsatz des Ministerrates erinnert der Kläger daran, daß seines Erachtens die Kategorien der Personalmitglieder der Polizei, auf die sich Artikel 5 des Gesetzes vom 30. März 2001 beziehe, Berufsrisiken ausgesetzt seien, die mit denjenigen des Basiskaders vergleichbar seien. Er führt an, daß die Polizeireform dazu geführt habe, die Zahl der Grade zu verringern und die Funktionen anzugleichen, so daß die Offiziere ebensoviel in der Praxis arbeiteten wie die anderen Kategorien von Polizisten. Auch die sozialen Nachteile und die körperlichen Anforderungen seien für Offiziere und für Mitglieder der anderen Kader vergleichbar.

A.6.3.2. Der Kläger hebt auch hervor, daß Artikel 10 eine Regelung einführe, die nicht vorübergehend sei, da sie während eines Zeitraums von fast 35 Jahren anwendbar sein werde. Daher entsprächen die Maßnahmen nicht der Zielsetzung und gebe es kein angemessenes Verhältnis zwischen den angewandten Mitteln und dem angestrebten Ziel.

A.6.3.3. Der Kläger verweist im übrigen auf die in seiner Klageschrift zu Artikel 12 des Gesetzes dargelegten Argumente.

In den Rechtssachen Nrn. 2274 und 2276

A.7. Es werden identische Klagegründe in den Rechtssachen Nrn. 2274 und 2276 angeführt, die aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 179 und 184 der Verfassung, dem ersten Zusatzprotokoll zur Europäischen Menschenrechtskonvention, insbesondere dessen Artikel 1, sowie dem Gesetz vom 27. Juni 1969 « zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer », insbesondere seines Artikels 45, abgeleitet seien.

Erster Klagegrund

Erster Teil

A.8.1.1. Die klagenden Parteien machen geltend, Artikel 10 führe einen diskriminierenden Behandlungsunterschied ein, insofern er es den Personalmitgliedern, die am 30. April 1999 dem Einsatzkorps der Gendarmerie angehört hätten oder für den Dienst in ihrem Verwaltungs- und Logistikkorps bezeichnete Militärpersonen gewesen seien, erlaube, mit 54, 56 oder 58 Jahren die Pension anzutreten, während die anderen Kategorien von Personalmitgliedern, insbesondere diejenigen der ehemaligen Gerichtspolizei und der ehemaligen Gemeindepolizei, erst mit 58 beziehungsweise 60 Jahren die Pension antreten könnten.

Die Rechtfertigung, wonach das Recht auf Frühpension für Gendarmen und gleichgestellte Personen aufrechterhalten werden müsse, um ihre rechtmäßigen Erwartungen zu berücksichtigen, da sie aufgrund ihres ehemaligen Status in den Genuß dieses Rechtes gelangten, sei weder relevant noch verhältnismäßig zur Zielsetzung. Die Gendarmen, die außerdem in den Genuß deutlich höherer Gehaltstabellen als in ihrem ehemaligen Statut gelangten, würden vorteilhafter behandelt als die Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei, die weiterhin im normalen Pensionsalter die Pension erhielten und denen nicht die Vorteile gewährt würden, über die noch die ehemaligen Gendarmen hinsichtlich des Mindestpensionsalters verfügten.

Alle Gendarmen befänden sich im übrigen nicht in der gleichen Lage rechtmäßiger Erwartungen. Dies sei insbesondere der Fall für die Bediensteten, die erst kürzlich ihre Laufbahn bei der Gendarmerie angetreten hätten und damit rechnen müßten, daß ihr Statut nicht unverändertlich sei.

A.8.1.2. In bezug auf den Umstand, daß die ehemaligen Gendarmen und Militärpersonen im neuen Statut in den Genuß höherer Gehaltstabellen gelangten als in ihrem ehemaligen Statut, hebt der Ministerrat hervor, daß die ehemaligen Gendarmen innerhalb der integrierten Polizei die gleichen Aufgaben ausübten und die gleichen Dienstgrade erhielten wie die Mitglieder der ehemaligen Gemeindepolizei oder der ehemaligen Gerichtspolizei. Insofern diese beiden Kategorien die gleichen Aufgaben ausübten, sei es daher normal, daß sie aufgrund des neuen Status auf die gleiche Weise behandelt würden.

In bezug auf Artikel 10 unterstreicht der Ministerrat, daß es sich um eine Übergangsmaßnahme handele, um den rechtmäßigen Erwartungen der ehemaligen Gendarmen zu entsprechen. Die auf die ehemaligen Polizeikorps anwendbaren Regelungen seien jedoch sehr unterschiedlich gewesen. Mit dem neuen Statut solle die gleiche Regelung für beide Kategorien eingeführt werden. Die Nichtigerklärung von Artikel 10 würde den klagenden Parteien nicht den von ihnen gewünschten Vorteil bringen, nämlich in den Genuß einer ähnlichen Versetzung in den Ruhestand wie die ehemaligen Gendarmen und Militärpersonen zu gelangen, so daß die klagenden Parteien kein Interesse an der Nichtigerklärung hätten.

A.8.1.3. Was ihr Interesse an der Anfechtung der betreffenden Bestimmungen betrifft, erwidern die klagenden Parteien dem Ministerrat, sie seien unmittelbar und in ungünstigem Sinne von diesen Bestimmungen betroffen, da diese einer Kategorie von Personen einen Vorteil gewährten, den die klagenden Parteien nicht beanspruchen könnten. Die Nichtigerklärung dieser Bestimmungen würde den Gesetzgeber verpflichten, seinen Standpunkt zu ändern.

In bezug auf die Begründetheit des ersten Teils des ersten Klagegrunds heben die klagenden Parteien hervor, daß nichts die Gewährung eines Vorteils für nur eine Personalkategorie rechtfertige. Dieses System führe zu Anomalien, da die Unteroffiziere der ehemaligen Gendarmerie ab dem Alter von 49 Jahren von anstrengenden Leistungen befreit seien, während dies für ihre Kollegen der ehemaligen Gerichtspolizei und der ehemaligen Gemeindepolizei erst ab 55 Jahren möglich sei.

Zweiter Teil

A.8.2.1. Die klagenden Parteien führen an, Artikel 10 des Gesetzes schaffe eine Diskriminierung zwischen den Mitgliedern des Einsatzkorps der ehemaligen Gendarmerie sowie zwischen den Militärpersonen, die für den Dienst in deren Verwaltungs- und Logistikkorps bestimmt worden seien. Das unterschiedliche Pensionseintrittsalter, das entsprechend dem Kader, dem diese Mitglieder angehörten, festgelegt werde, entspreche nicht der Zielsetzung des Gesetzgebers, nämlich den Berufsrisiken, den sozialen Nachteilen und den besonderen körperlichen Anforderungen dieser Mitglieder Rechnung zu tragen.

A.8.2.2. Der Ministerrat macht ein mangelndes Interesse der klagenden Parteien an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung dieser Bestimmung geltend, da diese ihnen keine Nachteile zufüge. Der Ministerrat erinnert ebenfalls daran, daß Artikel 10 eine Übergangsmaßnahme sei, die nicht dem gleichen Zweck diene wie Artikel 5. Die angeprangerten Behandlungsunterschiede, die bereits im ehemaligen Statut bestanden hätten, könnten wegen der rechtmäßigen Erwartungen der betroffenen Personalmitglieder nicht unverzüglich verschwinden.

A.8.2.3. In ihrem Erwidierungsschriftsatz heben die klagenden Parteien die Begründetheit des zweiten Teils des ersten Klagegrunds hervor. Ihres Erachtens müsse der Gesetzgeber den rechtmäßigen Erwartungen sämtlicher Personalkategorien im gleichen Verhältnis entsprechen. Außerdem habe der Gesetzgeber ein System eingeführt, das Anomalien aufweise, da die Unteroffiziere der ehemaligen Gendarmerie zwei Jahre vor den Bediensteten des Basiskaders von anstrengenden Leistungen befreit seien, obwohl die Leistungen der Letztgenannten anstrengender seien als diejenigen ihrer Vorgesetzten.

Dritter Teil

A.8.3.1. Die klagenden Parteien bemängeln, daß Artikel 10 eine Diskriminierung einführe zwischen den Zivilbediensteten, die Funktionen im Verwaltungs- und Logistikkorps der ehemaligen Gendarmerie ausgeübt hätten und mit 54, 56 beziehungsweise 58 Jahren in den Ruhestand treten könnten, und den Zivilbediensteten der ehemaligen Gerichtspolizei sowie der ehemaligen Gemeindepolizei, die nicht in den Genuß einer solchen Maßnahme gelangten. Diese sei jedoch nicht mit den rechtmäßigen Erwartungen der erstgenannten Kategorie zu rechtfertigen, da sie im vorherigen Statut nicht in den Genuß dieser Maßnahme gelangt seien.

A.8.3.2. Der Ministerrat führt seinerseits an, daß die klagenden Parteien sich irrten, insofern Artikel 10 nicht einem Teil des Personals der neuen integrierten Polizei einen Vorteil gewähre. Auf die betroffenen Militärpersonen als « Zivilbedienstete » hätten tatsächlich die koordinierten Gesetze über Militärpensionen Anwendung gefunden, so daß sie rechtmäßige Erwartungen gehabt hätten. Die Zivilbediensteten in den Verwaltungsdiensten der Gerichtspolizei oder der Gemeindepolizei, die möglicherweise Polizeibedienstete gewesen seien, hätten ihrerseits nie vor 60 Jahren in den Ruhestand versetzt werden können und könnten folglich nicht die gleichen Erwartungen in Anspruch nehmen.

A.8.3.3. In ihrem Erwidierungsschriftsatz führen die klagenden Parteien an, daß andere, nichtmilitärische Bedienstete ebenfalls im Verwaltungs- und Logistikkorps der ehemaligen Gendarmerie Dienst leisteten. Das Gesetz schaffe einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zugunsten dieser Bediensteten.

Vierter Teil

A.8.4.1. Der vierte Teil des ersten Klagegrunds ist gegen Artikel 11 des Gesetzes gerichtet. Dieser schaffe nach Darlegung der klagenden Parteien verschiedene Diskriminierungen zwischen den Mitgliedern der ehemaligen Gendarmerie und den anderen Mitgliedern der neuen Polizei. Zur Berechnung des Pensionsbetrags würden bei der Gendarmerie die Studienjahre angerechnet, was für die anderen Personalkategorien nicht der Fall sei. Die Gendarmen würden außerdem von der Ableistung ihres Militärdienstes befreit und würden somit ein weiteres Jahr gewinnen, das unter den Dienstjahren für die Berechnung ihrer Pension berücksichtigt werde.

Artikel 11 des Gesetzes sei ebenfalls diskriminierend, indem er den ehemaligen Gendarmen für alle geleisteten Jahre den Vorteil von 1/50 gewähre, während für die Militärpersonen die Jahre nur zu 1/60 berechnet würden.

Letztere würden folglich diskriminiert, wenn sie nach dem Dienst in der Armee zum Polizeikorps übergegangen seien. Sie würden ebenfalls diskriminiert im Verhältnis zu den Militärpersonen, die für den Dienst im Verwaltungs- und Logistikkader der ehemaligen Gendarmerie benannt worden seien, da diese ebenfalls den Vorteil von 1/50 erhielten.

A.8.4.2. Der Ministerrat erwidert, daß kein Behandlungsunterschied zwischen den Personalmitgliedern aus den verschiedenen ehemaligen Polizeikorps bestehe. Der Umstand, daß die Studienjahre für die Gendarmen angerechnet würden, schaffe einen Behandlungsunterschied, dessen Ursprung nicht im angefochtenen Gesetz, sondern vielmehr im Statut der Gendarmen liege. Diese Studienjahre würden aus der Staatskasse besoldet, was nicht der Fall sei für die Studienjahre der Mitglieder der anderen Polizeikorps, denen die Diplome gemäß den Artikeln 32 ff. des Gesetzes vom 9. Juli 1969 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetzgebung über Alters- und Hinterbliebenenpensionen der Bediensteten des öffentlichen Sektors anerkannt würden. Der Umstand, daß die Gendarmen von ihrem Militärdienst befreit gewesen seien, ergebe sich ebenfalls aus dem Statut der Gendarmen.

Der Ministerrat hebt ferner hervor, es sei normal, Artikel 11 Absatz 1 des Gesetzes auf die Gendarmen anzuwenden, da die vor der Entmilitarisierung der Gendarmerie 1990 als Gendarm erbrachten Leistungen keine Leistungen als Militärperson, sondern Leistungen in einer Polizeifunktion gewesen seien.

In bezug auf die Anwendung von Artikel 11 Absatz 2 zugunsten der im Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie beschäftigten Militärpersonen hätten die Militärpersonen in ihrem ursprünglichen Statut Anspruch auf eine Erhöhung ihrer Pension wegen des Dienstalters in ihrem Grad gehabt. Dieser Vorteil werde durch den besagten Artikel 11 Absatz 2 ausgeglichen. Außerdem würden die von diesen Militärpersonen als Mitglied des Verwaltungs- und Logistikkaders erbrachten Leistungen logischerweise zu 1/60 berechnet.

A.8.4.3. Hinsichtlich der Kritik an den von den ehemaligen Gendarmen absolvierten Studienjahre erwidern die klagenden Parteien, daß das ehemalige Statut der Gendarmen nicht mehr anwendbar sei, so daß das angefochtene Gesetz dieses Problem regeln müsse. Der Umstand, daß das Jahr des Militärdienstes, den die Gendarmen nicht hätten ableisten müssen, zu 1/50 bei der Berechnung ihrer Pension berücksichtigt werde, obwohl diejenigen, die ihren Dienst hätten ableisten müssen, es nur zu 1/60 berechnen könnten, sei ein Behandlungsunterschied, der um so weniger zu rechtfertigen sei, als die Gendarmen nur aufgrund der « militärischen » Beschaffenheit der von ihnen zu erbringenden Leistungen von ihrem Dienst befreit gewesen seien.

In bezug auf die Berücksichtigung der von den Gendarmen vor 1990 geleisteten Jahre erinnern die klagenden Parteien daran, daß dieses Korps Bestandteil der Armee gewesen sei. Folglich könne man ihre damaligen Funktionen unmöglich als polizeiliche Funktionen bezeichnen und dieses Jahre somit zu 1/60 berücksichtigen, so daß tatsächlich eine Diskriminierung gegenüber den anderen Mitgliedern der integrierten Polizei bestehe.

Fünfter Teil

A.8.5.1. Die klagenden Parteien bemängeln, daß Artikel 12 § 2 des Gesetzes zur Berechnung der Pension der Mitglieder des Einsatzkorps der ehemaligen Gendarmerie und der Militärfunktionäre, die für den Dienst im Verwaltungs- und Logistikkader der ehemaligen Gendarmerie benannt worden seien, das am 31. März 2001 erhaltene Gehalt berücksichtige, das heißt das günstigste Gehalt, während dies für die anderen Personalkategorien der neuen Polizei nicht der Fall sei.

A.8.5.2. Der Ministerrat verweist auf die Vorarbeiten zum Gesetz, die seines Erachtens zur Genüge den angeprangerten Behandlungsunterschied rechtfertigten.

A.8.5.3. Die klagenden Parteien erwidern dem Ministerrat, daß der Betrag der Pension für den Teil der berücksichtigten fünf Jahre, der vor dem 1. April 2001 liege, auf der Grundlage eines Gehalts berechnet werde, das nicht demjenigen entspreche, das zur gleichen Berechnung für die anderen Personalkategorien der Polizei berücksichtigt werde, so daß die bemängelte Diskriminierung tatsächlich bestehe.

Sechster Teil

A.8.6.1. Die klagenden Parteien führen an, daß die Zivilbediensteten, die ihren Auftrag in der ehemaligen Gerichtspolizei oder Gemeindepolizei ausübten, diskriminiert würden, da ihre pensionsanspruchs begründenden Jahre ohne Korrektur zu 1/60 berechnet würden, während diese Zahl vorher am Ende der Laufbahn um 20 % erhöht worden sei. Somit würden ihre rechtmäßigen Erwartungen nicht wie bei den anderen Bediensteten berücksichtigt.

A.8.6.2. Der Ministerrat führt seinerseits an, dieser Klagegrund sei nicht präzise, und schlußfolgert, er sei unzulässig. Er hebt hervor, es werde auf den ehemaligen Artikel 156 Absatz 3 des neuen Gemeindegesetzes verwiesen, doch diese Bestimmung sei durch die Gewährung eines Anteils von 1/50 für alle Dienstleistungen, die in der Eigenschaft als Polizeibeamter oder Hilfsbediensteter der Polizei in einem Gemeindepolizeikorps erbracht worden seien, ersetzt worden, so daß keine Diskriminierung mehr vorliege.

Der Ministerrat unterstreicht im übrigen, daß die klagenden Parteien beim Hof die Ahndung einer Unterlassung des Gesetzgebers beantragten, während der Hof nicht befugt sei, darüber zu befinden.

A.8.6.3. Die klagenden Parteien erwidern dem Ministerrat, daß sie nicht eine gesetzgeberische Unterlassung bemängelten, sondern vielmehr die Tatsache, daß das Gesetz die Berechnung der pensionsanspruchs begründenden Jahre der Zivilbediensteten der ehemaligen Gerichtspolizei und der ehemaligen Gemeindepolizei zu 1/60 vorsehe, ohne jedoch hinzuzufügen, daß diese Jahreszahl um 20 % erhöht werde, so wie es unter dem ehemaligen Statut der Fall gewesen sei. Die rechtmäßigen Erwartungen einer Personalkategorie würden somit verletzt.

Im übrigen verweisen die klagenden Parteien auf ein Urteil des Hofes, in dem dieser die gesetzgeberische Unterlassung verurteilt habe.

Zweiter Klagegrund

A.9.1. Es wird in einem zweiten Klagegrund bemängelt, daß das Gesetz nicht mehr das Recht auf Pensionsausgleich für bereits pensionierte Bedienstete sowie für diejenigen, die noch nicht pensioniert seien, sich aber für den Verbleib in ihrem alten Statut entschieden hätten, gewährleiste, während die Bediensteten, die in den Genuß des neuen Statuts gelangten, eine Gehaltstabelle und anschließend eine Pension zugeteilt bekämen, die in keinem Verhältnis zu denjenigen der erstgenannten Kategorie stünden.

A.9.2. Der Ministerrat gelangt zu dem Schluß, daß der zweite Klagegrund wegen mangelnder Präzision unzulässig sei. Hilfsweise führt er ebenfalls an, er sei unbegründet, weil das Recht auf Ausgleich im Gegensatz zu den Behauptungen der klagenden Parteien durch das angefochtene Gesetz nicht in Frage gestellt werde.

A.9.3. Die klagenden Parteien bitten den Hof festzustellen, daß der Ministerrat ausdrücklich das Recht auf Pensionsausgleich für die bereits pensionierten Bediensteten und für diejenigen, die noch nicht pensioniert seien, anerkannt habe, ungeachtet dessen, ob sie ihr altes Statut behielten oder nicht.

Dritter Klagegrund

A.10.1. Die klagenden Parteien führen an, daß die in den beiden ersten Klagegründen bemängelten Diskriminierungen zu der ausbleibenden Anerkennung des Rechtes auf Ausgleich für die bereits pensionierten Bediensteten oder diejenigen, die sich für den Verbleib in ihrem alten Statut entschieden hätten, hinzukämen und daß die Verbindung all dieser Diskriminierungen mit denjenigen, die in den anderen Akten über die Organisation der neuen Polizei angeprangert würden, die Verwaltungs- und Finanzlage der Mitglieder der ehemaligen Gerichts- und Gemeindepolizei zu einer absoluten Diskriminierung machten.

A.10.2. Der Ministerrat macht erneut die Unzulässigkeit des dritten Klagegrunds wegen seiner mangelnden Präzision geltend. Hilfsweise bezeichnet der Minister den Klagegrund als unbegründet aus den gleichen Gründen, wie er sie in bezug auf die verschiedenen Teile des ersten Klagegrunds angeführt hat.

A.10.3. Die klagenden Parteien erwidern, ihre Kritik sei nicht vage und der Klagegrund sei begründet, weil die ehemaligen Gendarmen Vorteile anhäuften, die die anderen Mitglieder der ehemaligen Gerichts- und Gemeindepolizei nicht in Anspruch nehmen könnten.

Ergänzungsschriftsätze der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2276 und des Ministerrates

A.11.1. Auf die Frage des Hofes, die den Parteien am 3. Juli 2002 gestellt wurde, antworten die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2276, daß die Kategorie der « Zivilbediensteten », die sie verschiedentlich in ihrem Schriftsatz und Erwidernsschriftsatz anführten, in bezug auf ehemalige Gendarmerie den nicht militärischen Bediensteten des Verwaltungs- und Logistikkaders entspreche, auf die sich Artikel 11 § 3 des Gesetzes vom 2. Dezember 1957 über die Gendarmerie beziehe; in bezug auf die ehemalige Gerichtspolizei entspreche sie den Bediensteten des Verwaltungs- und Logistikkaders, die entweder bei der Staatsanwaltschaft beschäftigt oder Beamte des Justizministeriums gewesen seien; in bezug auf die ehemalige Gemeindepolizei schließlich entspreche sie den Bediensteten des Verwaltungs- und Logistikkaders, die von den Gemeinden beschäftigt worden seien.

A.11.2. Der Ministerrat präzisiert seinerseits, welche Bestimmungen im Pensionswesen auf diese einzelnen Kategorien von Bediensteten vor der Annahme des angefochtenen Gesetzes Anwendung fanden.

- B -

In bezug auf den Gegenstand der Klagen

B.1. Der Hof muß die Tragweite der Nichtigkeitsklagen auf der Grundlage des Inhalts der Klageschriften bestimmen.

Aus den Klageschriften und der Darlegung der Klagegründe geht hervor, daß nur die Artikel 5, 9, 10, 11 und 12 §§ 2 und 3 des Gesetzes vom 30. März 2001 über die Pension der Mitglieder des Personals der Polizeidienste und ihrer Anspruchsberechtigten angefochten werden. Der Hof beschränkt seine Prüfung auf diese Bestimmungen.

B.2. Artikel 5 des Gesetzes besagt:

« In Abweichung von Artikel 46 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Mai 1984 zur Festlegung von Maßnahmen zur Harmonisierung der Pensionsregelungen können die Personalmitglieder des Einsatzkaders, die entweder dem Basiskader oder dem mittleren Kader oder dem Kader der Hilfsbediensteten der Polizei angehören, auf ihren Antrag hin am ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem sie das Alter von 58 Jahren erreicht haben, oder am ersten Tag des Monats nach dem Datum der Beendigung ihrer Funktionen, wenn dieses Datum ein späteres ist, pensioniert werden, vorausgesetzt, sie weisen wenigstens zwanzig für die Eröffnung des Rechtes auf Pension zulässige Dienstjahre auf, mit Ausnahme der Anrechnungen für Studien und der anderen als zulässige Dienstleistung für die Bestimmung des Gehalts angerechneten Zeiträume.

Absatz 1 findet nicht Anwendung auf Anträge auf Pensionsrückstellung und Anträge auf unmittelbare Pensionierung ab dem Alter von 60 Jahren. »

Artikel 9 des Gesetzes besagt:

« Artikel 156 Absatz 3 des neuen Gemeindegesetzes in der durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 abgeänderten Fassung wird wie folgt abgeändert:

1. die Wörter ' der Polizei und ' werden gestrichen;
2. der Absatz wird um folgenden Satz ergänzt:

' Zu 1/50 pro Dienstjahr des Referenzgehalts werden die Dienstleistungen angerechnet, die der Betroffene als Mitglied des Gemeindepolizeikorps in der Eigenschaft als Polizeibeamter mit der Zuständigkeit für Aufgaben der Gerichts- oder Verwaltungspolizei oder als Hilfspolizeibediensteter erbracht hat. ' »

Artikel 10 des Gesetzes besagt:

« In Abweichung von Artikel 46 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Mai 1984 zur Festlegung von Maßnahmen zur Harmonisierung der Pensionsregelungen können die Personalmitglieder, die am 30. April 1999 dem Statut des Einsatzkorps der Gendarmerie unterstanden oder die an diesem Datum Militärpersonen waren, die für den Dienst im Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie benannt worden waren, auf ihren Antrag hin am ersten Tag des Quartals nach demjenigen, in dessen Verlauf sie das in Absatz 2 oder 3 vorgesehene Alter erreicht haben, oder am ersten Tag des Monats nach dem Datum der Einstellung ihrer Funktionen, wenn dieses später liegt, pensioniert werden, vorausgesetzt, sie weisen wenigstens zwanzig für die Eröffnung des Rechtes auf Pension zulässige Dienstjahre auf, mit Ausnahme der Anrechnungen für Studien und der anderen als zulässige Dienstleistung für die Bestimmung des Gehalts angerechneten Zeiträume.

Das in Absatz 1 vorgesehene Alter wird festgesetzt auf:

1. 54 Jahre für die Personalmitglieder, die Inhaber eines Grades sind:
 - a) des Offizierskaders des Einsatzkaders mit einer Besoldung in der Gehaltstabelle O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir oder O4bisir und die ab dem 1. April 2001 in eine dieser Tabellen eingefügt wurden;
 - b) der Stufe A des Verwaltungs- und Logistikkaders mit einer Besoldung in einer durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlaß festgelegten Gehaltstabelle, wobei dieser Erlaß auf Vorschlag des für die Pensionsverwaltung zuständigen Ministers beschlossen wird;
2. 56 Jahre für die Personalmitglieder, die Inhaber eines Grades sind:
 - a) des Basis- oder des mittleren Kaders des Einsatzkaders;
 - b) des Offizierskaders des Einsatzkaders mit einer Besoldung in der Gehaltstabelle O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir oder O4bisir und die nicht ab dem 1. April 2001 in eine dieser Tabellen eingefügt wurden;
 - c) des Offizierskaders des Einsatzkaders mit einer Besoldung in der Gehaltstabelle O5, O6, O5ir oder O6ir;
 - d) der Stufen B, C, oder D des Verwaltungs- und Logistikkaders;
 - e) der Stufe A des Verwaltungs- und Logistikkaders mit einer Besoldung in einer durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlaß festgelegten Gehaltstabelle, wobei dieser Erlaß auf Vorschlag des für die Pensionsverwaltung zuständigen Ministers beschlossen wird;
3. 58 Jahre für die Personalmitglieder, die Inhaber eines Grades sind:
 - a) des Offizierskaders des Einsatzkaders mit einer Besoldung in der Gehaltstabelle O7;
 - b) der Stufe A des Verwaltungs- und Logistikkaders mit einer Besoldung in einer durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlaß festgelegten Gehaltstabelle, wobei dieser Erlaß auf Vorschlag des für die Pensionsverwaltung zuständigen Ministers beschlossen wird.

In Abweichung von Absatz 2 Nr. 1 Buchstabe a) wird das in Absatz 1 vorgesehene Pensionsalter auf 56 Jahre festgesetzt für die Personalmitglieder, die Inhaber eines Grades im Offizierskader des Einsatzkaders sind, eine Besoldung in der Gehaltstabelle O2 erhalten und die ab dem 1. April 2001 in diese Tabelle eingefügt wurden und vor ihrem Übergang zum Polizeidienst den Grad als Adjutant oder als Chefadjutant der Gendarmerie besaßen und die in Artikel 29 § 1 Absatz 2 des königlichen Erlasses vom 24. Oktober 1983 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gendarmerie vorgesehene Zulage erhielten.

Zur Anwendung der Absätze 2 und 3 wird die Gehaltstabelle berücksichtigt, die durch den königlichen Erlaß vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste festgelegt wurde und unter Berücksichtigung des Dienstalters dem Grad entspricht, in dem das Personalmitglied endgültig ernannt wurde, ungeachtet der Besoldung, die das Personalmitglied tatsächlich erhält.

Für die Personalmitglieder, die in Anwendung des Gesetzes vom 17. November 1998 zur Integrierung der Schiffs- und Luftfahrtspolizei und der Eisenbahnpolizei in die Gendarmerie als ehemaliges Mitglied eines dieser besonderen Polizeikorps in das Einsatzkorps der Gendarmerie aufgenommen wurden, wird das in Absatz 1 vorgesehene Datum des 30. April 1999 durch den 1. Dezember 2000 ersetzt.

Dieser Artikel findet nicht Anwendung auf Anträge auf Pensionsrückstellung oder auf Anträge auf sofortige Pensionierung ab dem Alter von 60 Jahren. »

Artikel 11 desselben Gesetzes besagt:

« § 1. Jedes Jahr, das im aktiven Dienst als Polizeibeamter oder Hilfspolizeibediensteter in einem Gemeindepolizeikorps, als Polizeibeamter in der Schifffahrtspolizei, der Luftfahrtspolizei oder der Eisenbahnpolizei, als Polizeibeamter im Enquetendienst des Hohen Kontrollausschusses, als Polizeibeamter in der Jugendpolizei, als Polizeibeamter in der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften oder als Mitglied der Einsatzkorps oder der Personalkategorie der Sonderpolizei der Gendarmerie geleistet wurde, wird unbeschadet gleich welcher anderslautenden Gesetzes-, Verordnungs- oder Vertragsbestimmung zu 1/50 des Referenzgehalts angerechnet, das als Grundlage zur Festlegung der Alterspension als Mitglied der Polizeidienste dient.

Zur Anwendung von Absatz 1 wird eine Tätigkeitsposition im Sinne von Artikel 35 des Gesetzes vom 27. Dezember 1973 über das Statut des Personals des operativen Korps der Gendarmerie als aktiver Dienst betrachtet.

§ 2. Jedes Jahr, das die in Artikel 10 erwähnten Militärpersonen in der Eigenschaft als Militärpersonen des aktiven Kadern im aktiven Dienst im Sinne von Artikel 4 des Gesetzes vom 20. Mai 1994 über den Einsatz der Streitkräfte, über die Vorbereitung sowie über die Zeiträume und Positionen, in denen sich Militärpersonen befinden können, geleistet haben, wird unbeschadet gleich welcher anderslautenden Gesetzes-, Verordnungs- oder Vertragsbestimmung zu 1/50 des Referenzgehalts angerechnet, das als Grundlage zur Festlegung der Alterspension als Mitglied der Polizeidienste dient. »

Schließlich besagt Artikel 12 des Gesetzes vom 30. März 2001:

« § 1. Zur Anwendung von Artikel 8 § 1 Absätze 2 und 4 des allgemeinen Gesetzes vom 21. Juli 1844 über die Zivil- und Kirchenpensionen werden die Funktionen, die Personalmitglieder ab dem Datum ausgeübt haben, an dem sie vollständig den Bestimmungen zur Festlegung des Statuts oder der Rechtsstellung der Mitglieder des Einsatzkadern oder des Verwaltungs- und Logistikkadern unterstellt worden sind, als vollständig von den Funktionen getrennt betrachtet, die sie vor diesem Datum ausgeübt haben.

Für die Personalmitglieder, die in den Genuß der Garantieregeln in bezug auf Gehälter gelangen, werden die Gehälter und Gehaltszulagen gemäß diesen Regeln gewährleistet.

§ 2. In Abweichung von Artikel 8 § 1 Absätze 2 und 4 des obengenannten allgemeinen Gesetzes vom 21. Juli 1844 wird davon ausgegangen, daß die Funktionen, die vor dem 1. April 2001 von Personalmitgliedern ausgeübt wurden, die entweder als Mitglieder des Einsatzkorps der Gendarmerie oder als im Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie beschäftigte Militärpersonen zu den Polizeidiensten übergegangen sind und ab dem 1. April 2001 vollständig den Bestimmungen zur Festlegung des Statuts oder der Rechtsstellung der Mitglieder des Einsatzkadern oder des Verwaltungs- und Logistikkadern unterstanden, hinsichtlich der Festlegung des Referenzgehalts zur Berechnung der Pension als Personalmitglied der Polizeidienste auf der Grundlage des Gehalts besoldet wurden, das mit der Funktion verbunden war, in der diese Personalmitglieder zum 31. März 2001 endgültig ernannt wurden.

Zur Anwendung von Absatz 1 auf die darin vorgesehenen ehemaligen Mitglieder des Einsatzkorps der Gendarmerie werden die in Artikel 57 des königlichen Erlasses Nr. 16020 vom 11. August 1923 zur Billigung des Textes der koordinierten Gesetze über die Militärpensionen vorgesehenen Gleichstellungen der Dienstgrade berücksichtigt.

§ 3. In Abweichung von Artikel 8 § 1 Absätze 2 und 4 des obengenannten allgemeinen Gesetzes vom 21. Juli 1844 werden die Gehälter für die vor dem 1. April 2006 ausgeübten Funktionen, die zur Berechnung des Referenzgehalts gemäß den Paragraphen 1 und 2 zu berücksichtigen sind, in bezug auf die Personalmitglieder, die ihre Funktionen vor dem 1. April 2006 beenden und die ab dem 1. April 2001 vollständig den Bestimmungen zur Festlegung des Statuts oder der Rechtsstellung der Mitglieder des Einsatzkadern oder des Verwaltungs- und Logistikkadern unterstanden, um den in Absatz 2 vorgesehenen Prozentsatz des Unterschieds zwischen einerseits dem Gehalt für die Funktion, in der das Personalmitglied am 1. April 2001 endgültig ernannt wurde, und andererseits dem Gehalt, das mit der Funktion, in der das Personalmitglied am 31. März 2001 endgültig ernannt war, verbunden ist oder gemäß Paragraph 2 als verbunden gilt, erhöht.

Der in Absatz 1 erwähnte Prozentsatz wird festgelegt auf:

1. 20 % für die Personalmitglieder, die Inhaber eines Grades sind:

- a) des Hilfskadern oder des Basiskadern des Einsatzkadern;
- b) der Stufen C oder D des Verwaltungs- und Logistikkadern;

2. 10 % für die Personalmitglieder, die Inhaber des Grades sind:

a) des Offizierskadern des Einsatzkadern mit einer Besoldung in der Gehaltstabelle O1, O2, O3, O4, O4bis, O2ir, O3ir, O4ir oder O4bisir;

b) des mittleren Kadern des Einsatzkadern;

c) der Stufe A des Verwaltungs- und Logistikkadern mit einer Besoldung in den Gehaltstabellen, die durch einen im Ministerrat beratenen und auf Vorschlag des für die Pensionsverwaltung zuständigen Ministers beschlossenen königlichen Erlaß festgelegt wird;

d) der Stufe B des Verwaltungs- und Logistikkadern.

Zur Anwendung von Absatz 2 Nr. 2 Buchstabe a) wird die in Artikel 10 Absatz 4 erwähnte Gehaltstabelle berücksichtigt.

§ 4. Die Paragraphen 2 und 3 finden nicht Anwendung auf die zurückgestellten Pensionen. »

In bezug auf die Zulässigkeit

B.3.1. Der Ministerrat stellt das Interesse der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2271 in Abrede.

B.3.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof schreiben vor, daß jede natürliche Person, die eine Nichtigkeitsklage einreicht, ein Interesse nachweist. Dieses Interesse besteht nur, wenn die angefochtene Bestimmung sich unmittelbar und in ungünstigem Sinne auf die klagenden Parteien auswirken kann.

B.3.3. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2271 sind Inspektoren als untergeordnete Flugplatzleiter der Luftfahrtspolizei, die in den Basiskadern des Einsatzkorps der Gendarmerie und sodann in denjenigen der integrierten Polizei versetzt worden sind. Nachdem der Staatsrat ihre Ernennungen aufgrund des Grades, in den sie versetzt worden waren, für nichtig erklärt hat, warten sie auf eine neue Ernennung. Sie sind der Auffassung, daß sie, da sie sich vorsorglich in Erwartung der Regelung ihrer Lage beim Staatsrat für die Anwendung des neuen Statuts entschieden hätten, ein Interesse daran aufwiesen, die etwaigen Diskriminierungen durch dieses Statut anzufechten.

Sobald die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2271 sich, und sei es nur vorsorglich, für die Anwendung des neuen Statuts der integrierten Polizei entschieden haben, unterliegen sie den Regeln, die dieses Statut festlegt, und laufen sie Gefahr, unmittelbar und in ungünstigem Sinne von Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes betroffen zu sein. Sie weisen folglich das erforderliche Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung nach.

B.4.1. Der Ministerrat stellt die Zulässigkeit der von der VoG Gewerkschaft der belgischen Polizei in der Rechtssache Nr. 2276 eingereichten Klage in Abrede.

B.4.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die sich auf ein kollektives Interesse beruft, Zugang zum Hof haben will, ist es erforderlich, daß ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich das kollektive Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt, daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann und daß nicht ersichtlich wird, daß dieser Vereinigungszweck nicht bzw. nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.4.3. Gemäß Artikel 2 ihrer Satzung verfolgt die klagende Vereinigung insbesondere den Zweck, « die beruflichen, wirtschaftlichen und sozialen Interessen ihrer Mitglieder zu verteidigen und zu fördern ». Die angefochtenen Bestimmungen können sich unmittelbar und in ungünstigem Sinne auf die Interessen auswirken, deren Verteidigung die Vereinigung bezweckt. Sie weist ein Interesse an ihrer Klage nach.

B.5. Die Einreden werden abgewiesen.

Zur Hauptsache

Hinsichtlich des Pensionseintrittsalters

B.6.1. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 2272 führt in einem ersten Klagegrund den Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung durch Artikel 5 des Gesetzes vom 30. März 2001 an, insofern er es den Personalmitgliedern des Einsatzkaders, die entweder dem Basiskader, dem mittleren Kader oder dem Kader der Hilfsbediensteten der Polizei angehören, erlaube, im Alter von 58 Jahren ihre Pension zu nehmen, während die Personalmitglieder des Offizierskaders ihre Pension frühestens im Alter von 60 Jahren nehmen könnten in Anwendung von Artikel 46 des Gesetzes vom 15. Mai 1984 zur Festlegung von Maßnahmen zur Harmonisierung der Pensionsregelungen.

B.6.2. Der Gesetzgeber hat diese Wahl des Unterschieds im Alter für den Eintritt in die Pension zwischen den beiden obengenannten Kategorien damit gerechtfertigt, daß « die Personalmitglieder, die im Alter von 58 Jahren pensioniert werden können, in stärkerem Maße größeren Berufsrisiken und sozialen Nachteilen ausgesetzt sind und besondere körperliche Anforderungen erfüllen müssen » (Parl. Dok., Kammer, 2000-2001, Dok. 50 1112/001, S. 9).

B.6.3. Die Erwägungen, wonach die Mitglieder des Basiskaders in stärkerem Maße in der Praxis tätig sind, öfters veranlaßt sind, nachts und an Wochenenden Leistung zu erbringen und eher körperlichen Anstrengungen während der Arbeit ausgesetzt sind, beruhen nicht auf einer offensichtlich unvernünftigen Beurteilung.

B.6.4. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2272 macht auch geltend, Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes stehe selbst im Widerspruch zu der Zielsetzung, die der Gesetzgeber in Artikel 5 des Gesetzes anstrebe, indem er für die Bediensteten der ehemaligen Gendarmerie eine Übergangsregelung vorsehe, durch welche Bediensteten des Offizierskaders vor Bediensteten des Basiskaders eine Pension gewährt werden könne.

B.6.5. Vor ihrer Aufnahme in die neue Polizei unterlagen die Gendarmen der Pensionsregelung, die durch die durch den königlichen Erlaß vom 11. August 1923 koordinierten Gesetze über die Militärpensionen eingeführt worden ist.

Indem die Regierung es den Personalmitgliedern, die am 30. April 1999 im Dienst waren, erlaubte, auf eigenen Antrag hin ab dem Datum pensioniert zu werden, an dem sie in ihrer ursprünglichen Pensionsregelung bei Erreichen der Altersgrenze von Amts wegen pensioniert worden wären, wollte er den rechtmäßigen Erwartungen dieser Gendarmen entsprechen und ihnen wegen des Übergangs zum neuen Statut nicht eine günstigere Bestimmung aus dem vorherigen Statut vorenthalten (Parl. Dok., Kammer, 2000-2001, Dok. 50 1112/001, S. 14).

B.6.6. Der Umstand, daß Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes eine andere Regelung aufrechterhält als diejenige, die durch Artikel 5 des Gesetzes eingeführt wurde, läßt die in diesem Artikel 5 vorgesehene Maßnahme nicht offensichtlich unvernünftig werden.

B.6.7. Der Klagegrund ist abzuweisen.

B.7.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2271 (einziger Klagegrund), 2274 und 2276 (zweiter Teil des ersten Klagegrunds) bemängeln, daß Artikel 10 des Gesetzes vom 30. März 2001 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 177 und 184 der Verfassung sowie mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, insbesondere dessen Artikel 1, verstoße, da er eine Unterscheidung zwischen den Mitgliedern des Einsatzkorps der ehemaligen Gendarmerie einführe, indem er das Pensionsalter je nach ihrem Kader auf 54, 56 oder 58 Jahre festlege. Dieser Behandlungsunterschied entspreche nicht der Zielsetzung des Gesetzgebers, nämlich den bedeutenden Berufsrisiken, den sozialen Nachteilen und den besonderen körperlichen Anforderungen dieser Personalmitglieder Rechnung zu tragen (A.5.1 und A.8.2.1).

B.7.2. In bezug auf Artikel 10 des Gesetzes ist in den Vorarbeiten zu lesen, daß « die Regierung » unter Berücksichtigung der rechtmäßigen Erwartungen der Mitglieder der ehemaligen Gendarmerie hinsichtlich der Pension « der Auffassung [war], daß man diese Personalmitglieder nur schwer verpflichten könne, sich für die Beibehaltung ihres ursprünglichen Statuts zu entscheiden [...], wenn sie bei Erreichen der in ihrem ursprünglichen Statut festgesetzten Altersgrenze pensioniert werden möchten [...] » (Parl. Dok., Kammer, 2000-2001, Dok. 50 1112/001, S. 14). Artikel 10 sollte es den Personalmitgliedern, die am 30. April 1999 im Dienst waren, ermöglichen, auf ihren Antrag hin ab dem Datum pensioniert zu werden, an dem sie in ihrer ursprünglichen Pensionsregelung bei Erreichen der Altersgrenze von Amts wegen in den Ruhestand versetzt worden wären, um sie nicht zu zwingen, sich für die Beibehaltung ihres ursprünglichen Statuts zu entscheiden, wenn sie bei Erreichen der darin festgesetzten Altersgrenze pensioniert werden möchten.

B.7.3. Im Rahmen einer Übergangsmaßnahme ist es nicht unvernünftig, den ehemaligen Gendarmen und Militärpersonen weiterhin einen Vorteil zu gewährleisten, den sie als einen Aspekt ihres Statuts betrachten konnten.

B.7.4. Die Beschwerden sind nicht annehmbar.

B.8.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2272 (zweiter Klagegrund), 2274 und 2276 (erster Teil des ersten Klagegrunds) bemängeln ferner, daß Artikel 10 des Gesetzes vom 30. März 2001 einen diskriminierenden Behandlungsunterschied schaffe zwischen einerseits den Personalmitgliedern, die am 30. April 1999 oder am 1. Dezember 2000 dem Statut des Einsatzkorps der Gendarmerie unterstanden hätten oder als Militärpersonen dazu bezeichnet worden seien, im Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie Dienst zu leisten, und andererseits den aus den anderen Polizeidiensten hervorgehenden Bediensteten. Die Erstgenannten könnten ihre Pension mit 54, 56 oder 58 Jahren in Anwendung von Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes beanspruchen, während die anderen Bediensteten erst mit 58 oder 60 Jahren aufgrund der Artikel 3 und 5 dieses Gesetzes pensioniert werden könnten (A.6.1.2 und A.8.1.1).

B.8.2. Nach Darlegung des Ministerrates besäßen die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2272, 2274 und 2276, die allesamt ehemalige Mitglieder der Gerichtspolizei und der Gemeindepolizei seien, kein Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung von Artikel 10 des Gesetzes, da dieser einer Kategorie von Personen einen Vorteil gewähre, den diese klagenden Parteien nicht beanspruchen könnten.

Der Umstand, daß die klagenden Parteien durch die Auswirkung der Nichtigerklärung wieder Aussichten darauf hätten, daß ihre Lage hinsichtlich des Pensionseintrittsalters günstiger geregelt würde, reicht aus, um das Interesse der klagenden Parteien an der Anfechtung dieser Bestimmung zu rechtfertigen.

B.8.3. Wie der Hof bereits in B.6.5 dargelegt hat, wollte der Gesetzgeber durch die Einführung einer Übergangsregelung zugunsten der ehemaligen Gendarmen und Militärpersonen in bezug auf das Pensionseintrittsalter ihren rechtmäßigen Erwartungen Rechnung tragen und ihnen wegen des Übergangs zum neuen Statut nicht eine im vorherigen Statut enthaltene günstigere Bestimmung vorenthalten.

Die aus der Gerichtspolizei oder der Gemeindepolizei stammenden Mitglieder konnten solche Erwartungen nicht haben, da die Regelung, der sie vor dem Gesetz vom 30. März 2001 unterstanden, ihnen den Eintritt in die Pension erst mit 65 oder 60 Jahren erlaubte in Anwendung von Artikel 1 des Gesetzes vom 21. Juli 1844 über die Zivil- und Kirchenpensionen sowie von Artikel 46 des Gesetzes vom 15. Mai 1984 zur Festlegung von Maßnahmen zur Harmonisierung der Pensionsregelungen.

B.8.4.1. Das vom Gesetzgeber für die Anwendung der Übergangsregelung auf die ehemaligen Gendarmen berücksichtigte Datum wird ebenfalls von denselben klagenden Parteien angefochten. Abgesehen davon, daß es dazu führen würde, eine parallele Pensionsregelung einzuführen, insofern die Übergangsbestimmung während 35 Jahren Anwendung finden könne, stünde es im Widerspruch zur Zielsetzung des Gesetzgebers, da Gendarmen, die ihre Laufbahn vor einigen Jahren begonnen hätten, nicht in die gleiche Lage hinsichtlich rechtmäßiger Erwartungen versetzt würden (A.6.1.2 und A.8.1.1).

B.8.4.2. Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes bringt die von ihm eingeführte Übergangsregelung auf die Personalmitglieder zur Anwendung, die am 30. April 1999 dem Statut des Einsatzkorps der Gendarmerie unterstanden oder als Militärpersonen für den Dienst im Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie benannt worden waren. Aus den Vorarbeiten zum Gesetz geht hervor, daß die Wahl dieses Datums damit gerechtfertigt worden ist, daß man davon ausging, die Personalmitglieder seien ab dem 1. Mai 1999 über den Übergang von der Gendarmerie zu den Diensten der integrierten Polizei gemäß dem Gesetz vom 7. Dezember 1998 sowie über die etwaigen Änderungen ihres Statuts und ihrer Pensionsregelung, die mit diesem Übergang einhergehen konnten, auf dem laufenden gewesen. Der Gesetzgeber hat ferner präzisiert, daß das Datum vom 30. April 1999 dasjenige war, an dem die erste Phase der Gewerkschaftsverhandlungen über das Einheitsstatut der Mitglieder der Dienste der integrierten Polizei abgeschlossen wurde (Parl. Dok., Kammer, 2000-2001, Dok. 50 1112/001, S. 15).

Die Wahl des Datums ist durch die in den Vorarbeiten angeführten Elemente vernünftig gerechtfertigt. Der Umstand, daß die Übergangsbestimmung während einer Frist wirksam sein könnte, die nach Darlegung der klagenden Parteien bis zu 35 Jahre betragen könnte, ergibt sich aus dem eigentlichen Zweck der angefochtenen Bestimmungen, da die Pension der Personalmitglieder erst am Ende einer Laufbahn eintritt, die sich über eine möglicherweise große Zahl von Jahren erstrecken kann.

B.9. Die Beschwerden sind nicht annehmbar.

B.10.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2274 und 2276 führen im dritten Teil des ersten Klagegrunds ihrer Klageschrift an, daß eine Diskriminierung vorliege zwischen den Zivilbediensteten, die Funktionen im Verwaltungs- und Logistikkorps der ehemaligen Gendarmerie ausübten, und den Zivilbediensteten der ehemaligen Gerichtspolizei und der ehemaligen Gemeindepolizei, die ähnliche Funktionen ausübten. Die Bediensteten der erstgenannten Kategorie könnten im Gegensatz zu den Bediensteten der letzteren in den Genuß eines vorgezogenen Pensionseintrittsalters von 54, 56 oder 58 Jahren wie die ehemaligen Gendarmen gelangen, dies aufgrund von Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes, obwohl sie diesen Vorteil in ihrem alten Statut nicht gehabt hätten. Sie besäßen folglich nicht die gleichen rechtmäßigen Erwartungen wie die ehemaligen Gendarmen.

B.10.2. Aus Artikel 11 § 3 des Gesetzes vom 2. Dezember 1957 über die Gendarmerie geht hervor, daß das Verwaltungs- und Logistikpersonal sich aus Männern und Frauen, die Militär- oder Zivilpersonen sind, zusammensetzt. Die Mitglieder des Zivilpersonals sind aufgrund derselben Bestimmung entweder Mitglieder des satzungsgemäß ernannten Personals, die nach den vom König festgelegten Modalitäten angeworben und ernannt wurden, oder die gemäß der Mobilitätsregelung und nach den vom König festgelegten Modalitäten in diesem Korps eingesetzt werden, oder sie sind Personalmitglieder, die aufgrund eines Arbeitsvertrags beschäftigt werden.

Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes, der das Pensionsalter auf 54, 56, oder 58 Jahre vorverlegt, bezieht sich neben den Personalmitgliedern, die vor dem 30. April 1999 dem Statut des Einsatzkorps der ehemaligen Gendarmerie unterstanden, nur auf die Personalmitglieder, die am gleichen Datum als Militärpersonen für den Dienst im Verwaltungs- und Logistikkorps der ehemaligen Gendarmerie benannt waren. Die anderen Kategorien von Zivilbediensteten sind nicht in dieser Übergangsbestimmung vorgesehen.

B.10.3. Im Gegensatz zu den Darlegungen der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2274 und 2276 unterstanden die Militärpersonen, die für den Dienst im Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie benannt worden waren, vor ihrer Eingliederung in die neue Polizei den gleichen Bestimmungen, die auch auf die Personalmitglieder der ehemaligen Gendarmerie Anwendung fanden, so daß sie die gleichen rechtmäßigen Erwartungen wie die Letztgenannten haben konnten. Daher ist es nicht irrelevant, daß der Gesetzgeber bei der Annahme von Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes den rechtmäßigen Erwartungen dieser Militärpersonen Rechnung getragen hat ebenso wie denjenigen der Mitglieder des Einsatzkorps der ehemaligen Gendarmerie.

B.11. Der Klagegrund ist in seinem dritten Teil nicht annehmbar.

In bezug auf die Berechnung des Pensionsbetrags

B.12.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2274 und 2276 bemängeln im vierten Teil des ersten Klagegrunds ihrer Klageschrift, daß Artikel 11 § 1 Absatz 1 des angefochtenen Gesetzes die Personalmitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei und Gemeindepolizei im Vergleich zu den Mitgliedern der ehemaligen Gendarmerie diskriminiere, insofern die Letztgenannten für die Pension ihre Studienjahre anrechnen könnten und von ihrem Militärdienst befreit worden seien, so daß sie ihre Dienstjahre für die Pensionsberechnung anrechnen könnten, während dies für die aus den anderen Polizeikorps stammenden Mitglieder nicht der Fall sei.

B.12.2.1. Artikel 11 § 1 Absatz 1 des angefochtenen Gesetzes sieht vor, daß jedes im aktiven Dienst als Personalmitglied des Einsatzkaders der abgeschafften Polizeikorps verbrachte Jahr zu 1/50 des Referenzgehalts, das als Grundlage zur Festlegung der Alterspension als Mitglied des Personals der Polizeidienste dient, angerechnet wird. Er entspricht somit dem Ziel der Angleichung der Rechtsstellungen, das der Gesetzgeber festgelegt hat, indem er den gleichen Anteil für sämtliche Personalmitglieder der neuen Polizei ungeachtet ihrer Herkunft anrechnet.

Von den klagenden Parteien werden jedoch die angerechneten Jahre beanstandet, und der Hof ist aufgefordert, diese zu prüfen.

B.12.2.2. Das Gesetz vom 27. Dezember 1973 über das Statut des Personals des operativen Korps der Gendarmerie besagte in Artikel 2: « Das Personal besteht aus: 1. dem Berufspersonal [...]; 2. den Schülern der Gendarmerieschulen, das heißt den Offiziers- und Unteroffiziersanwärtern [...]. Folglich wurden die von den Gendarmen absolvierten Studienjahre aufgrund ihres ehemaligen Statuts als Dienstjahre angesehen und somit zur Berechnung ihrer Pension berücksichtigt.

Der Gesetzgeber konnte vernünftigerweise davon ausgehen, daß die Wirkung einer solchen Maßnahme aufrechterhalten werden müsse, um den rechtmäßigen Erwartungen der Gendarmen zu entsprechen, die aufgrund ihres ehemaligen Statuts in deren Vorteil gelangten. Der Gesetzgeber hat außerdem nicht in unverhältnismäßiger Weise die Rechte der Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei und Gemeindepolizei beeinträchtigt, indem er eine ähnliche Regel nicht zu ihren Gunsten einführt. Diese konnten nämlich nicht Anspruch auf die gleichen rechtmäßigen Erwartungen wie die Gendarmen erheben, da ihre Studienjahre nie in die zur Berechnung ihrer Pension berücksichtigten Dienstjahre einbezogen worden sind.

Außerdem stellt der Hof fest, daß die Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei und Gemeindepolizei in den Genuß einer zusätzlichen Anrechnung gelangen für die Studienjahre, die absolviert wurden, um ein Diplom zu erlangen, was eine von den Betroffenen zu erfüllende Bedingung anlässlich ihrer Anwerbung oder anlässlich ihrer späteren Ernennung darstellte, dies aufgrund der Artikel 32 ff. des Gesetzes vom 9. Juli 1969 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetzgebung über Alters- und Hinterbliebenenpensionen der Bediensteten des öffentlichen Sektors.

B.12.2.3. Die Befreiung vom Militärdienst, die den Gendarmen gewährt wurde, beruht auf Artikel 16*bis* des am 30. April 1962 koordinierten Milizgesetzes. Der Umstand, daß das Dienstjahr auf der Grundlage von 1/50 für die Gendarmen angerechnet wird, während es auf der Grundlage von 1/60 für die Bediensteten, die aus anderen Polizeikorps stammen und nicht von ihrem Dienst befreit worden sind, angerechnet wird, ergibt sich aus der den Erstgenannten, aber nicht den Letztgenannten gewährten Befreiung vom Militärdienst. Man kann dem Gesetzgeber nicht vorwerfen, die Auswirkungen gewisser Gesetzesbestimmungen aufrechterhalten zu haben, um den rechtmäßigen Erwartungen der ehemaligen Gendarmen zu entsprechen, während die Mitglieder der anderen Korps der integrierten Polizei diese Erwartungen nicht in Anspruch nehmen konnten.

B.13.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2274 und 2276 bemängeln ferner, daß Artikel 11 § 2 des angefochtenen Gesetzes 1/50 zur Berechnung der Pension der in Artikel 10 des Gesetzes genannten Militärpersonen anrechne, die am 30. April 1999 im Verwaltungs- und Logistikkorps der ehemaligen Gendarmerie beschäftigt gewesen seien.

B.13.2. Diese Maßnahme wird in den Vorarbeiten zum Gesetz damit gerechtfertigt, daß « diese Personalmitglieder - zumindest für ihre vorherigen Leistungen als Berufssoldaten - hinsichtlich der Pension den Vorteil behalten, den sie durch die Erhöhung ihrer Militärpension aufgrund des Dienstalters in ihrem letzten Grad erhalten hätten, wenn sie sich für die Beibehaltung ihres ursprünglichen Statuts entschieden hätten » (Parl. Dok., Kammer, 2000-2001, Dok. 50 1112/001, S. 19).

Da der Gesetzgeber den Übergang der Militärpersonen des Verwaltungs- und Logistikkorps der ehemaligen Gendarmerie zum neuen Statut der integrierten Polizei begünstigen wollte, indem er ihnen die gleiche Pension gewährleisten wollte, wenn sie sich für die Beibehaltung ihres ehemaligen Statuts entschieden hätten, hat er eine Maßnahme ergriffen, die nicht unvernünftig im Verhältnis zu seiner Zielsetzung ist.

B.13.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.14.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2272 (dritter Klagegrund), 2274 und 2276 (fünfter Teil des ersten Klagegrunds) bemängeln, daß Artikel 12 §§ 2 und 3 des angefochtenen Gesetzes eine Diskriminierung schaffe zwischen einerseits den Personalmitgliedern, die vor dem 1. April 2001 Funktionen als Mitglied des Einsatzkorps der Gendarmerie oder als Militärpersonen im Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie ausgeübt hätten, und andererseits den Mitgliedern der anderen Polizeidienste, indem er nur der erstgenannten Kategorie den Vorteil der Übergangsbestimmungen gewähre (A.6.1.3 und A.8.5.1).

B.14.2. Das Referenzgehalt, das als Berechnungsgrundlage für die Pension der Personalmitglieder der Polizeidienste dient, ist das mittlere Gehalt, das der Betroffene während der letzten fünf Jahre seiner Laufbahn erhalten hat. Dies ist der Grundsatz, der durch Artikel 8 § 1 des allgemeinen Gesetzes vom 21. Juli 1844 über die Zivil- und Kirchenpensionen festgelegt und durch Artikel 12 § 1 des angefochtenen Gesetzes bestätigt worden ist.

Der Gesetzgeber wollte jedoch von Artikel 8 § 1 des allgemeinen Gesetzes vom 21. Juli 1844 abweichen in bezug auf das Referenzgehalt, das zur Berechnung der Pension der Personalmitglieder berücksichtigt wird, die aus dem Einsatzkorps der Gendarmerie stammen, oder der Militärpersonen, die im Verwaltungs- oder Logistikkorps der Gendarmerie beschäftigt waren und ab dem 1. April 2001 vollständig dem neuen Statut der integrierten Polizei unterstanden und weniger als fünf Jahre nach diesem Datum in den Ruhestand versetzt werden. Artikel 12 § 2 des angefochtenen Gesetzes besagt nämlich, daß nicht das mittlere Gehalt der letzten fünf Jahre der Laufbahn des Betroffenen berücksichtigt wird, sondern das Gehalt, das mit der Funktion einhergeht, in der diese Personalmitglieder am 31. März 2001 fest ernannt waren.

Wie aus den Vorarbeiten zu Artikel 12 hervorgeht, wurden die Alterspensionen der Militärpersonen und Gendarmen auf der Grundlage des letzten Tätigkeitsgehalts des Personalmitglieds festgesetzt aufgrund von Artikel 28 des königlichen Erlasses vom 11. August 1923 « zur Billigung des Textes der koordinierten Gesetze über die Militärpensionen » (*Belgisches Staatsblatt* vom 29. August 1923). « Um zu vermeiden, daß die obengenannten Personalmitglieder, die ab dem 1. April 2001 dem neuen Statut der Mitglieder der Dienste der integrierten Polizei unterstehen und die weniger als fünf Jahre nach diesem Datum in den Ruhestand versetzt werden, infolge dieser Berechnungsweise des Referenzgehalts einen niedrigeren Betrag erhalten als denjenigen, den sie erhalten hätten, wenn sie sich für die Beibehaltung ihres ursprünglichen Statuts entschieden hätten », hat der Gesetzgeber die in Artikel 12 § 2 des angefochtenen Gesetzes vorgesehene Übergangsmaßnahme eingeführt (Parl. Dok., Kammer, 2000-2001, Dok. 50 1112/001, S. 20).

B.14.3. Es ist hinsichtlich der Regel, die auf die Gendarmen und Militärpersonen aufgrund ihres ehemaligen Statuts anwendbar war, nicht unvernünftig, daß der Gesetzgeber, um ihren rechtmäßigen Erwartungen Rechnung zu tragen, das Gehalt berücksichtigt hat, das sie zum Zeitpunkt ihres Übergangs zum neuen Statut erhielten.

Der Umstand, daß der Gesetzgeber nicht eine gleiche Übergangsregel für die Personalmitglieder angenommen hat, die aus den anderen Polizeikorps stammen, ist dadurch zu rechtfertigen, daß diese vor ihrem Übergang zur integrierten Polizei Artikel 8 des allgemeinen Gesetzes vom 21. Juli 1844 über die Zivil- und Kirchenpensionen unterstanden, der durch Artikel 12 des angefochtenen Gesetzes bestätigt worden ist. Da die neue Regel, der diese Personalmitglieder seit ihrer Integration in die neue Polizei unterliegen, die gleiche ist wie in ihrem ehemaligen Statut, konnten sie nicht die gleichen rechtmäßigen Erwartungen beanspruchen wie die Gendarmen.

B.15. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

B.16.1. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2272 bemängelt ferner, daß Artikel 12 § 3 des angefochtenen Gesetzes die vom Einsatzkorps der Gendarmerie stammenden Personalmitglieder vorteilhafter behandle als die aus den anderen Polizeikorps stammenden Bediensteten.

B.16.2. Die Gehälter, die mit den vor dem 1. April 2001 ausgeübten Funktionen verbunden sind und die zur Berechnung des Referenzgehalts berücksichtigt werden müssen, werden für die in Artikel 12 § 3 des Gesetzes vorgesehenen Personalmitglieder erhöht. Diese Erhöhung beträgt 10 % oder 20 % des Unterschieds zwischen einerseits dem Gehalt, das mit der Funktion verbunden ist, in der das Personalmitglied am 1. April 2001 endgültig in den Dienst der integrierten Polizei ernannt worden ist, und andererseits dem Gehalt, das mit der Funktion verbunden ist, in der es am 31. März 2001 endgültig ernannt war.

Der Gesetzgeber wollte vermeiden, daß es allzu große Unterschiede im Betrag der Pensionen für die Personalmitglieder geben würde, die nach einer vergleichbaren Laufbahn weniger als fünf Jahre nach der Auferlegung des neuen Statuts der Personalmitglieder der Dienste der integrierten Polizei in den Ruhestand versetzt würden, je nach der Anzahl Monate, in denen sie in den Genuß der neuen Gehaltstabellen der Mitglieder der Dienste der integrierten Polizei gelangen würden (Parl. Dok., Kammer, 2000-2001, Dok. 50 1112/001, S. 21).

B.16.3. Artikel 12 § 3 schafft keinen Unterschied zwischen den Personalmitgliedern, die ihre Funktionen vor dem 1. April 2006 beenden, je nachdem, ob sie aus der Gendarmerie, der Gerichtspolizei oder der Gemeindepolizei stammen. Da Artikel 12 § 3 ohne Unterschied auf das gesamte Personal der Dienste der integrierten Polizei Anwendung findet, ist der Klagegrund unbegründet.

B.17.1. Im sechsten Teil des ersten Klagegrunds bemängeln die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2274 und 2276, daß das Gesetz keine Korrektur für die Berechnung der Pension der Zivilbediensteten, die Aufgaben in der ehemaligen Gerichtspolizei oder Gemeindepolizei ausübten, vorsehe, während ihre pensionsanspruchs begründenden Jahre zu 1/60 angerechnet würden.

B.17.2. Artikel 156 Absatz 3 des neuen Gemeindegesetzes sieht die Gewährung einer Erhöhung der Pension um ein Fünftel für die Mitglieder der Gemeindepolizei vor. Diese Erhöhung ist durch Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes aufgehoben worden mit der Begründung, daß sie eine ungerechte Situation schuf, indem sie es Personen, die ihre Laufbahn innerhalb der Polizei beendeten, erlaubte, in den Genuß dieser Erhöhung zu gelangen, obwohl sie nur einige Monate Dienst innerhalb der Polizei geleistet hätten, während die Personen, die ihre Laufbahn innerhalb einer Gemeindeverwaltung beendeten, aber mehr Zeit innerhalb der Gemeindepolizei verbracht hätten, nicht in den Vorteil dieser Erhöhung gelangen könnten (Parl. Dok., Kammer, 2000-2001, Dok. 50 1112/001, SS. 12-13). Somit gewährt Artikel 9 den Anteil von 1/50 der im Korps der Gemeindepolizei geleisteten Dienste ungeachtet der Eigenschaft, in der ein Betroffener seine Laufbahn bei der Gemeinde beendet.

In den Vorarbeiten zu Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes heißt es ferner, daß die Aufrechterhaltung der im obengenannten Artikel 156 vorgesehenen Erhöhung zur Folge haben würde, den ehemaligen Mitgliedern der Gemeindepolizeikorps, die sich für das neue Statut der integrierten Polizei entscheiden würden, einen doppelten Vorteil zu gewähren, da Artikel 4 des angefochtenen Gesetzes vorsehe, daß zur Auszahlung der Alterspension jedes im aktiven Dienst als Polizeibeamter oder als Hilfspolizeibediensteter des Einsatzkaders verbrachte Jahr zu 1/50 des Referenzgehaltes, das als Grundlage zur Festlegung der Pension diene, angerechnet werde (Parl. Dok., Kammer, 2000-2001, Dok. 50 1112/001, SS. 12-13).

Sowohl aus Artikel 156 des neuen Gemeindegesetzes in der vor der Abänderung durch das Gesetz vom 30. März 2001 bestehenden Fassung als auch aus Artikel 9 dieses Gesetzes geht hervor, daß dies lediglich für die Mitglieder des Einsatzkaders der ehemaligen Gemeindepolizei vorgesehen ist. Die Zivilbediensteten konnten die in dem obenerwähnten Artikel 156 vorgesehenen Erhöhung ihrer Pension nicht beanspruchen. Folglich hat der Gesetzgeber, indem er im Gesetz vom 30. März 2001 das 1/50 nicht auf sie angewandt hat, keine unvernünftige Maßnahme ergriffen, da diese Personalmitglieder nicht die gleichen rechtmäßigen Erwartungen hatten wie die Bediensteten der ehemaligen Gendarmerie.

B.18. Der erste Klagegrund ist in seinem sechsten Teil nicht annehmbar.

B.19.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2274 und 2276 leiten einen zweiten Klagegrund aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ab, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 179 und 184 der Verfassung sowie mit dem ersten Zusatzprotokoll zur Europäischen Menschenrechtskonvention, insbesondere dessen Artikel 1, insofern das angefochtene Gesetz nicht mehr das Recht auf Pensionsausgleich für die bereits pensionierten Bediensteten sowie für diejenigen, die noch nicht pensioniert seien, sich aber für die Beibehaltung ihres ehemaligen Statuts entschieden hätten, gewährleiste.

B.19.2. Wie der Ministerrat bemerkt, geht aus Artikel 18 des Gesetzes vom 30. März 2001 hervor, daß die Pensionen, die den Personen gewährt wurden, bevor die Personalkategorie, der sie zuletzt angehörten, zu den Polizeidiensten übergang, weiterhin an die Entwicklung des Höchstbetrags der letzten Gehaltstabelle, die für die Berechnung der Pension berücksichtigt worden ist, gebunden bleibt. In den Vorarbeiten zum Gesetz ist im übrigen festgehalten: « Artikel 18 beeinträchtigt nicht den Grundsatz des automatischen Pensionsausgleichs. Die in diesem Artikel vorgesehenen Pensionen werden entweder auf der Grundlage der Entwicklung der Höchstbeträge der Gehaltstabellen angepaßt, die mit den weiterhin bestehenden Graden verbunden sind [...], oder auf der Grundlage der Entwicklung der Höchstbeträge der Gehaltstabellen, die aufgrund von Artikel 44 des Gesetzes vom 9. Juli 1969 vom König mit den bei den abgeschafften Polizeikorps aufgehobenen Graden verbunden werden » (Parl. Dok., Kammer, 2000-2001, Dok. 50 1112/001, SS. 29-30).

B.20. Der zweite Klagegrund ist nicht annehmbar.

B.21.1. Im dritten Klagegrund, den die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2274 und 2276 anführen, wird der Hof gebeten, die angeprangerten Diskriminierungen in Verbindung mit denjenigen zu prüfen, die in anderen Akten bezüglich der Organisation der neuen Polizei bestünden.

B.21.2. So wie er formuliert ist, wird im Klagegrund nicht ausreichend präzise dargelegt, inwiefern das angefochtene Gesetz gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen würde.

Der dritte Klagegrund ist unzulässig.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klagen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 5. Dezember 2002.

Der Kanzler,

L. Potoms

Der Vorsitzende,

M. Melchior

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 2002 — 4668

[C — 2002/03543]

13 DECEMBER 2002. — Wet tot invoeging van artikel 466bis in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en tot regeling van de toepassing van artikel 244bis van hetzelfde wetboek op de inwoners van Nederland (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt een artikel 466bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 466bis. Wanneer een rijksinwoner beroepsinkomsten uit het buitenland verkrijgt die krachtens een internationale overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting in België van personenbelasting zijn vrijgesteld, worden de in artikel 466 bedoelde aanvullende gemeentebelasting en aanvullende agglomeratiebelasting desalniettemin, voor zover de internationale overeenkomst zulks toelaat, berekend op de personenbelasting die verschuldigd zou zijn in België indien de beroepsinkomsten in kwestie uit bronnen in België zouden zijn verkregen. » .

Art. 3. Artikel 244bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 is van toepassing op de inwoners van Nederland, bedoeld in artikel 26, paragraaf 2, van het Verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen dat op 5 juni 2001 werd ondertekend.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

Nota

(1) *Parlementaire verwijzingen :*

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

50-2062 — 2002/2003 :

- Nr. 1 : Wetsontwerp.

- Nr. 2 : Verslag

- Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 28 november 2002.

Stukken van de Senaat :

2-1370 — 2002/2003 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 2002 — 4668

[C — 2002/03543]

13 DECEMBRE 2002. — Loi insérant l'article 466bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992 et réglant l'application de l'article 244bis du même code aux résidents des Pays-Bas (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Dans le Code des impôts sur les revenus 1992, est inséré un article 466bis, rédigé comme suit :

« Art. 466bis. Lorsqu'un habitant du Royaume reçoit de l'étranger des revenus professionnels qui sont exonérés de l'impôt des personnes physiques en Belgique en vertu d'une convention internationale préventive de la double imposition, la taxe communale additionnelle et la taxe d'agglomération additionnelle visées à l'article 466 sont néanmoins calculées, pour autant que la convention internationale le permette, sur l'impôt des personnes physiques qui serait dû en Belgique si les revenus professionnels en question étaient tirés de sources situées en Belgique. » .

Art. 3. L'article 244bis du Code des impôts sur les revenus 1992 est applicable aux résidents des Pays-Bas visés à l'article 26, paragraphe 2, de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune qui a été signée le 5 juin 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur Belge.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Note

(1) *Références parlementaires :*

Documents de la Chambre des représentants :

50-2062 - 2002/2003 :

- N° 1 : Projet de loi

- N° 2 : Rapport.

- N° 3 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 28 novembre 2002.

Documents du Sénat :

2-1370 — 2002/2003 :

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

N. 2002 — 4669

[C — 2002/03497]

**24 DECEMBER 2002. — Wet houdende
de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2003 (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74, 3° van de Grondwet.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 2003 worden de lopende ontvangsten van de Staat geraamd :

Voor de fiscale ontvangsten, op	EUR 40.643.737.000
Voor de niet-fiscale ontvangsten, op	EUR 3.595.942.000

Zegge te samen.....	EUR 44.239.679.000
---------------------	--------------------

overeenkomstig Titel I van de hierbijgaande tabel.

Art. 3. Voor het begrotingsjaar 2003 worden de kapitaalontvangsten geraamd op de som van 695.389.000 euro, overeenkomstig Titel II van de hierbijgaande tabel.

Art. 4. Voor het begrotingsjaar 2003, wordt de opbrengst van leningen geraamd op 23.808.817.000 euro, overeenkomstig Titel III van de hierbijgaande tabel.

Art. 5. De op 31 december 2002 bestaande directe en indirecte belastingen, in hoofdsom en opdecimen ten behoeve van de Staat, worden tijdens het jaar 2003 ingevorderd volgens de wetten, besluiten en tarieven waarbij de zetting en invordering ervan worden geregeld, met inbegrip van de wetten, besluiten en tarieven die slechts een tijdelijk of voorlopig karakter hebben.

Art. 6. De toepassing van de artikelen 3 en 4, § 1, van de wet van 28 december 1954, houdende de Rijksmiddelen-begroting voor het dienstjaar 1955, is verlengd tot 31 december 2003.

Art. 7. De Koning kan, binnen de perken en onder de voorwaarden die Hij bepaalt, vrijstelling van belasting verlenen voor de inkomsten van leningen die in 2003 door de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de agglomeraties, de gemeenten en de openbare instellingen of organismen, voornamelijk in het buitenland zouden worden uitgegeven of geplaatst, en in het bijzonder de Schatkistbons in vreemde munt.

Wat de inkomsten van de effecten betreft van deze leningen die zouden gehouden worden door Belgische verblijfhouders, kunnen de fiscale vrijstellingen echter alleen worden verleend aan de financiële instellingen of de hiermee gelijkgestelde ondernemingen en de professionele beleggers bedoeld in artikel 105, 1° en 3°, van het KB/WIB 92, alsmede, onverminderd de toepassing van artikel 262, 1° van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, aan de rechtspersonen bedoeld in artikel 220 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Art. 8. § 1. Om het tekort van de ontvangsten in verhouding tot de uitgaven voor het jaar 2003 te dekken, met inbegrip van de terugbetalingen van leningen en de eventuele uitgaven als gevolg van de financiële beheersverrichtingen bedoeld in § 3, 1° hierna, of om de tijdelijke schatkistonevenwichten in de loop van het begrotingsjaar te dekken :

1° wordt de Koning gemachtigd om openbare leningen uit te geven.

Wanneer de Koning een algemeen uitgiftekader voor leningen heeft bepaald dat de grenzen van de bevoegdheden vastlegt die kunnen worden gedelegeerd, kan de Minister van Financiën gemachtigd worden om, tijdens het begrotingsjaar, de leningen die binnen dit kader vallen uit te geven;

2° wordt de Minister van Financiën gemachtigd om Schatkistcertificaten, Schatkistbons of om het even welk rentend financieringsinstrument verschillend van de openbare leningen uit te geven.

3° De leningen bedoeld in 1° en 2° hierboven kunnen zowel in België als in het buitenland worden uitgegeven, en zowel in euro als in vreemde munt.

§ 2. Het beheer van de overheidsschuld heeft als voornaamste doel de financiële kost van de Staatsschuld te verminderen in het kader van een beheer van de marktrisico's en van de operationele risico's rekening houdend met de algemene doelstellingen van het begrotings- en het monetair beleid.

F. 2002 — 4669

[C — 2002/03497]

**24 DECEMBRE 2002. — Loi contenant
le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2003 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74, 3° de la Constitution

Art. 2. Pour l'année budgétaire 2003, les recettes courantes de l'Etat sont évaluées :

Pour les recettes fiscales, à	EUR 40.643.737.000
Pour les recettes non fiscales, à	EUR 3.595.942.000

Soit ensemble	EUR 44.239.679.000
---------------------	--------------------

conformément au Titre I du tableau ci-annexé.

Art. 3. Pour l'année budgétaire 2003, les recettes en capital sont évaluées à la somme de 695.389.000 euros, conformément au Titre II du tableau ci-annexé.

Art. 4. Pour l'année budgétaire 2003, le produit d'emprunts est évalué à 23.808.817.000 euros, conformément au Titre III du tableau ci-annexé.

Art. 5. Les impôts directs et indirects, en principal et décimes additionnels au profit de l'Etat, existant au 31 décembre 2002, seront recouverts pendant l'année 2003 d'après les lois, arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception, y compris les lois, arrêtés et tarifs qui n'ont qu'un caractère temporaire ou provisoire.

Art. 6. L'application des articles 3 et 4, § 1^{er}, de la loi du 28 décembre 1954 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1955, est prorogée jusqu'au 31 décembre 2003.

Art. 7. Le Roi peut, dans les limites et aux conditions qu'Il détermine, accorder des exonérations fiscales aux revenus des emprunts qui, en 2003, seraient émis ou placés principalement à l'étranger par l'Etat, les communautés, les régions, les provinces, les agglomérations, les communes et les établissements ou organismes publics, et en particulier les Bons de Trésor libellés en monnaies étrangères.

En ce qui concerne les revenus des titres de ces emprunts qui seraient détenus par des résidents belges, les exonérations fiscales ne peuvent toutefois être accordées qu'aux seuls établissements financiers ou entreprises y assimilées et investisseurs professionnels visés à l'article 105, 1° et 3°, de l'AR/CIR 92, ainsi que, sans préjudice de l'application de l'article 262, 1° du Code des impôts sur les revenus 1992, aux personnes morales visées à l'article 220 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Art. 8. § 1^{er}. Pour couvrir l'insuffisance des recettes par rapport aux dépenses de l'année 2003, en ce compris les remboursements d'emprunts et les dépenses éventuelles résultant des opérations de gestion financière visées au § 3, 1°, ci-après, ou les déséquilibres passagers de trésorerie au cours de l'année budgétaire :

1° le Roi est autorisé à émettre des emprunts publics.

Lorsque le Roi a fixé un cadre général d'émission d'emprunts qui détermine les limites des pouvoirs qui peuvent être délégués, le Ministre des Finances peut être autorisé à émettre, au cours de l'année budgétaire, les emprunts qui entrent dans ce cadre;

2° le Ministre des Finances est autorisé à émettre des certificats de trésorerie, bons du Trésor ou tout instrument de financement portant intérêt autre que les emprunts publics.

3° Les emprunts visés aux 1° et 2° ci-dessus peuvent être émis aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, en euros et en monnaies étrangères.

§ 2. La gestion de la dette publique a pour principal objectif de minimiser le coût financier de la dette de l'Etat dans le cadre d'une gestion des risques de marché et des risques opérationnels et dans le respect des objectifs généraux de la politique budgétaire et de la politique monétaire.

Het beheer van de overheidsschuld heeft eveneens als doel de financiële kost te verminderen van de schuld van de openbare entiteiten, te onderscheiden van de eigenlijke Staat, van de centrale overheid.

Daarom stelt de Minister van Financiën, op voorstel van het strategisch Comité van de schuld dat werkt binnen de Administratie der Thesaurie, de algemene richtlijnen vast die van toepassing zijn op het beheer van de Staatsschuld; deze richtlijnen hebben in het bijzonder betrekking op de structuur van de portefeuille van de schuld en op het niveau van de risico's die daaraan kunnen verbonden zijn.

Het strategisch Comité van de schuld neemt de uitvoeringsmaatregelen voor deze algemene richtlijnen.

Deze laatste omlijnen de uitvoering van de eigenlijke financiële verrichtingen door het Agentschap van de schuld opgericht binnen de Administratie van de Thesaurie.

§ 3. De Minister van Financiën wordt gemachtigd :

1° om iedere financiële beheersverrichting af te sluiten binnen de grenzen gesteld in § 2 hiervoor.

Onder financiële beheersverrichting wordt verstaan :

a) de dagelijkse beheersverrichtingen van de Schatkist, meer bepaald de financiële verrichtingen die noodzakelijk zijn om het dagelijks kasevenwicht te waarborgen;

b) de omruilingen van effecten;

c) de aanpassing van de contractuele voorwaarden of van de terugbetalingstermijnen van bestaande leningen, gedaan in overleg met de geldschieters en conform de marktvoorwaarden;

d) alle soorten beleggingen, met inbegrip van deze die noodzakelijk zijn voor de continuïteit van de financiering van de Schatkist;

e) de interestswaps en de deviezenswaps, de opties, de termijncontracten en elk ander instrument van het financieel, budgettair en kredietrisicobeheer dat verband houdt met de Staatsschuld en die toegelaten zijn door de Minister van Financiën in toepassing van § 2 hiervoor;

f) de aankoop van effecten van de Staatsschuld op de secundaire markten;

g) de tijdelijke terbeschikkingstelling via cessie-retrocessieverrichtingen of andere verrichtingen met een gelijkaardig economisch effect, van schatkiiscertificaten en lineaire obligaties aan de primary dealers en recognized dealers die markthouder zijn in het elektronisch « inter-dealer broker » systeem, aangeduid door de Schatkist voor de markt van Belgische Schatkistwaarden, teneinde de goede werking van de secundaire markt te verzekeren.

De Schatkist kan die tijdelijke terbeschikkingstelling uitbreiden tot andere instellingen die markthouder zouden zijn in hetzelfde elektronische systeem.

De tijdelijke terbeschikkingstelling van effecten, zoals beschreven in eerste lid, kunnen ook betrekking hebben op gesplitste effecten van lineaire obligaties.

2° om, in afwijking van artikel 6 van de wet van 2 augustus 1955 houdende opheffing van het Fonds tot delging der Staatsschuld en van artikel 7 van het koninklijk besluit van 27 februari 1956 tot regeling van de werking van de Amortisatiekas opgericht door genoemde wet, bij de rijkskassier ter aflossing teruggekochte effecten aan toonder in bewaring te houden om ze, indien nodig, beschikbaar te stellen voor de omzetting van inschrijvingen op naam of van gedematerialiseerde waarden;

3° om, naast de omruiling van effecten van bestaande leningen tegen nieuwe lineaire obligaties, de intrestprorata's van de effecten in omloop te betalen aan de rechthebbenden door middel van lineaire obligaties;

4° krachtens de overeenkomst van 5 januari 1994 afgesloten met de Nationale Bank van België, gedematerialiseerde effecten ter vertegenwoordiging van de Staatsschuld te creëren, die dezelfde eigenschappen hebben als deze van de in omloop zijnde effecten, met het oog op het uitlenen van deze effecten op korte termijn aan de Nationale Bank van België in functie van de behoeften van haar effectenclearingstelsel;

La gestion de la Dette publique a également pour objectif de minimiser le coût financier de la dette des entités publiques de l'administration centrale, autres que l'Etat proprement dit.

A cette fin, le Ministre des Finances détermine, sur proposition du Comité stratégique de la dette fonctionnant au sein de l'Administration de la trésorerie, les directives générales applicables à la gestion de la dette de l'Etat; ces directives portent en particulier sur la structure du portefeuille de la dette et sur le niveau des risques qui peuvent lui être associés.

Le Comité stratégique de la dette prend les dispositions d'application de ces directives générales.

Celles-ci encadrent la réalisation des opérations financières proprement dites par l'Agence de la dette constituée au sein de l'Administration de la trésorerie

§ 3. Le Ministre des Finances est autorisé :

1° à conclure toute opération de gestion financière dans les limites déterminées en application du § 2 ci-dessus.

Par opération de gestion financière, on entend :

a) les opérations de gestion journalière du Trésor, à savoir les opérations financières qui résultent de la nécessité d'assurer l'équilibre journalier de caisse;

b) les échanges de titres;

c) l'adaptation des conditions contractuelles ou termes de remboursement d'emprunts existants, réalisée en accord avec les prêteurs et conformément aux conditions du marché;

d) les placements de toute nature, y compris ceux nécessaires à la continuité du financement du Trésor;

e) les swaps d'intérêt et les swaps de devises, les options, les contrats à terme et tout autre instrument de gestion des risques financiers, budgétaires et de crédit liés à la dette de l'Etat et autorisés par le Ministre des Finances en application du § 2 ci-dessus;

f) les achats de titres de la Dette de l'Etat sur les marchés secondaires;

g) les mises à disposition temporaire, via des opérations de cession-retrocession ou autres qui ont un effet économique semblable, de certificats de trésorerie et d'obligations linéaires aux primary dealers et recognized dealers qui sont teneurs de marché dans le système électronique « inter-dealer broker » désigné par le Trésor pour le marché des valeurs du Trésor du Royaume de Belgique, afin d'assurer le bon fonctionnement du marché secondaire.

Le Trésor peut étendre ces mises à disposition temporaires à d'autres institutions qui seraient teneur de marché dans le même système électronique.

Les mises à disposition temporaire de titres, telles que décrites à l'alinéa 1^{er} peuvent également porter sur des titres scindés d'obligations linéaires.

2° par dérogation à l'article 6 de la loi du 2 août 1955 portant suppression du Fonds d'amortissement de la dette publique et de l'article 7 de l'arrêté royal du 27 février 1956 réglant le fonctionnement de la Caisse d'amortissement créée par ladite loi, à maintenir en dépôt auprès du Caissier de l'Etat, des titres au porteur rachetés pour l'amortissement, afin de les affecter, si nécessaire, à la conversion d'inscriptions nominatives ou de valeurs;

3° complémentarément à des échanges de titres d'emprunts existants contre des obligations linéaires nouvelles, à liquider les paiements de prorata d'intérêt afférents aux titres en circulation, au moyen de la remise aux ayants droit d'obligations linéaires;

4° conformément à la convention du 5 janvier 1994 avec la Banque Nationale de Belgique, à créer des titres dématérialisés représentatifs de la dette de l'Etat, ayant les mêmes caractéristiques que celles des titres en circulation, en vue de prêter ces titres à court terme à la Banque Nationale de Belgique en fonction des besoins de son système de compensation de titres;

5° over te gaan tot de uitgifte van de gedematerialiseerde effecten uitgedrukt in vreemde munt, voorafgaand aan de valutadag van hun inschrijving, opdat de investeerders kunnen beschikken over deze effecten op de bedoelde valutadag binnen de clearingstelsels bedoeld in artikel 1, § 2, b en c van het koninklijk besluit van 14 juni 1994 tot vaststelling van de regels van toepassing op het aanhouden op rekening van gedematerialiseerde effecten uitgedrukt in vreemde munten of in rekeneenheden andere dan euro;

6° over te gaan tot de uitgifte van schatkistcertificaten en lineaire obligaties, in te schrijven op een rekening van de Schatkist binnen het effectenclearingstelsel van de Nationale Bank van België teneinde de verrichtingen voorzien in 1°, g) mogelijk te maken.

§ 4. 1° In afwijking van artikel 4 van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit, worden de opbrengsten van de financieringsinstrumenten op korte termijn (Schatkistcertificaten, Schatkistbons en gelijkaardige instrumenten) evenals de opbrengsten voortvloeiend uit de verrichtingen bedoeld in § 3, 1° g) gestort op thesaurierekeningen of orderekeningen van de Thesaurie;

2° ten einde de continuïteit van de financiering van de Schatkist te verzekeren, zijn de machtigingen bedoeld in § 1, 1° en 2° eveneens van toepassing op de leningen waarvan de voorwaarden worden vastgelegd in de loop van de voorgaande begrotings-jaren en waarvan de opbrengst wordt gestort in de loop van het jaar 2003;

3° de Minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd een thesaurie in vreemde munt te beheren om elke weerslag op het voeren van een monetair beleid van de verrichtingen in vreemde munt uitgevoerd in het kader van het financieel beleid van de Schatkist, te vermijden;

4° de opbrengsten van de leningen die voortvloeien uit het afsluiten van financiële beheersverrichtingen van de Schatkist, alsmede :

a) de voorlopige uitgaven voor het vormen van activa en de bijgaande kosten;

b) de ontvangsten betreffende het realiseren van de gevormde activa, de bijkomende uitgaven en de opbrengsten voortvloeiend uit deze activa,

kunnen worden geboekt op speciale financiële rekeningen in euro of in vreemde munt, die daartoe geopend zijn bij de Nationale Bank van België, los van de directe rekening van de Schatkist en die door de Minister van Financiën worden beheerd. De gevormde activa kunnen ook worden ingeschreven op speciale effectenrekeningen in euro of in vreemde munt, geopend op naam van de Schatkist bij het effecten-clearingstelsel van de Nationale Bank van België of bij andere nationale of internationale clearingorganismen. De Minister van Financiën bepaalt, indien nodig, de beheers- en de openingsmodaliteiten van die rekeningen, alsmede de modaliteiten met betrekking tot het periodieke saldo ervan.

§ 5. De Minister van Financiën kan aan de ambtenaren-generaal van de Administratie der Thesaurie, evenals aan de leden van het personeel van het Agentschap van de schuld opgericht binnen de Administratie der Thesaurie die hij aanwijst voor de door hem voorziene specifieke taken het volgende delegeren :

a) de machtiging om binnen de grenzen voorzien door de Koning, in functie van de schatkistbehoefte, het bedrag en de financiële voorwaarden van de uitgifte van openbare leningen bepaald bij § 1, 1°, alsook de nodige machtigingen voor een goede afhandeling van deze uitgifte, vast te stellen;

b) de machtigingen bepaald bij §§ 1, 2°; 3, 1° tot 6° en 4, 3° en 4°.

Art. 9. De Minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd om op de lasten van Staatsleningen in mindering te brengen :

1° de inkomsten van de plaatsingen van de opbrengsten van leningen in euro gedaan in het kader van de beheersverrichtingen van de Schatkist bedoeld in artikel 8, § 3, 1°;

2° de inkomsten van de plaatsingen van de opbrengsten van leningen in vreemde munt, gedaan in het kader van de beheersverrichtingen van de Schatkist bedoeld in artikel 8, § 3, 1°;

3° de inkomsten of de kapitalen toegewezen aan de Schatkist als gevolg van beheersverrichtingen van de Schatkist inzake interesten- of deviezenswaps of andere financiële derivaten voor de indekking van risico's, uitgevoerd met behulp van staatsleningen met als doel de financiële lasten ervan te verminderen.

5° à procéder à l'émission de titres dématérialisés libellés en monnaies étrangères préalablement au jour de valeur de leur souscription, afin de permettre aux investisseurs de disposer de ces titres audit jour de valeur dans les systèmes de compensation visés à l'article 1^{er}, § 2, b et c de l'arrêté royal du 14 juin 1994 fixant les règles applicables au maintien en compte de titres dématérialisés libellés en monnaies étrangères ou en unités de comptes autres que l'euro;

6° à procéder à l'émission de certificats de trésorerie et d'obligations linéaires à porter en compte du Trésor dans le système de compensation de titres de la Banque nationale de Belgique en vue de rendre possibles les opérations prévues au 1°, g).

§ 4. 1° Par dérogation à l'article 4 des lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat, les produits des instruments de financement à court terme (certificats de trésorerie, bons du Trésor et instruments assimilés) ainsi que les produits résultant des opérations visées au § 3, 1°, g) sont versés sur des comptes de trésorerie ou d'ordre de la trésorerie;

2° afin d'assurer la continuité du financement du Trésor, les autorisations visées au § 1, 1° et 2° s'appliquent également aux emprunts dont les conditions sont fixées au cours des années budgétaires précédentes et dont le produit est versé au courant de l'année 2003;

3° le Ministre des Finances est autorisé à gérer une trésorerie en monnaies étrangères pour éviter tout impact sur la conduite de la politique monétaire des opérations en monnaies étrangères effectuées dans le cadre de la gestion financière du Trésor sur la conduite de la politique monétaire;

4° les produits d'emprunts résultant de la conclusion d'opérations de gestion financière du Trésor ainsi que :

a) les dépenses provisoires relatives à la constitution d'actifs et les coûts annexes;

b) les recettes afférentes à la réalisation des actifs constitués, les dépenses annexes et les revenus découlant de ces actifs,

peuvent être enregistrés sur des comptes financiers spéciaux, en euros ou en monnaies étrangères, qui sont ouverts à cette fin à la Banque Nationale de Belgique, indépendamment du compte immédiat du Trésor, et qui sont gérés par le Ministre des Finances. Les actifs constitués peuvent aussi être inscrits en comptes de titres spéciaux en euros ou en monnaies étrangères, ouverts au nom du Trésor dans le système de compensation de titres de la Banque Nationale de Belgique ou auprès d'organismes de clearing nationaux ou internationaux. Le Ministre des Finances détermine, le cas échéant, les modalités d'ouverture et de gestion de ces comptes ainsi que celles afférentes à leur solde périodique.

§ 5. Le Ministre des Finances peut déléguer aux fonctionnaires généraux de l'Administration de la trésorerie ainsi qu'aux membres du personnel de l'Agence de la dette constituée au sein de l'Administration de la trésorerie qu'il désigne pour les tâches spécifiques prévues par lui :

a) le pouvoir de fixer, dans les limites prévues par le Roi et en fonction des besoins du Trésor, le montant et les conditions financières des émissions d'emprunts publics visés au § 1, 1°, ainsi que les pouvoirs nécessaires à la bonne fin de ces émissions;

b) les pouvoirs visés aux §§ 1, 2°; 3, 1° à 6° et 4, 3° et 4°.

Art. 9. Le Ministre des Finances est autorisé à porter en déduction des charges d'emprunts de l'Etat :

1° les revenus des placements de produits d'emprunts en euros effectués dans le cadre des opérations de gestion du Trésor visées à l'article 8, § 3, 1°;

2° les revenus des placements de produits d'emprunts en monnaies étrangères effectués dans le cadre des opérations de gestion du Trésor visées à l'article 8, § 3, 1°;

3° les revenus ou capitaux attribués à l'Etat suite à des opérations de gestion du Trésor en matière de « swap » d'intérêt ou de devises ou autres produits financiers dérivés de couverture des risques, réalisées au moyen d'emprunts de l'Etat et aux fins d'en alléger les charges financières.

Art. 10. In afwijking van artikel 17 van het koninklijk besluit nr 150 van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas en tot aanbrenging van de wijzigingen daarin, krachtens de wet van 31 juli 1934, zal de rentevoet van de in 2003 uit te keren interesten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, vrijwillige deposito's en borgtochten van alle categorieën, door de Minister van Financiën worden vastgesteld.

Art. 11. Met het oog op de uitvoering van artikel 5, § 1, van de verordening (E.E.G.) nr 1941/81 betreffende een geïntegreerd ontwikkelingsprogramma voor de achtergebleven gebieden van België, worden de financiële middelen voor de projecten die onder hun bevoegdheid vallen, gestort op de begrotingen van de Gewesten.

Deze financiële middelen worden voorafgenomen op de terugbetalingen aan de Belgische Schatkist, waartoe de Europese Gemeenschappen ten titel van inningskosten gehouden zijn luidens artikel 3, 1°, vijfde lid, van het besluit van 21 april 1970 van de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschappen betreffende de vervanging van de financiële bijdragen van de Lidstaten door eigen middelen van de Europese Gemeenschappen, goedgekeurd door de wet van 23 december 1970.

De over te hevelen bedragen worden bepaald door de Minister van Financiën, zoals beslist of voorzien door de E.E.G.-Commissie.

Art. 12. Met het oog op de uitvoering van artikel 11 en artikel 18, § 2, van verordening (EG, EURATOM) nr. 1150/2000 van de Raad van 22 mei 2000, houdende toepassing van Besluit 94/728/EG, Euratom betreffende het stelsel van eigen middelen van de Europese Gemeenschappen, worden de vastgestelde niet geboekte rechten, die tijdens controles aan het licht komen, vermeerderd met de rente, ter beschikking gesteld van de Europese Commissie.

Deze vastgestelde rechten vermeerderd met de rente worden in afwijking van artikel 3 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, voorafgenomen op de terugbetalingen aan de Belgische Schatkist, waartoe de Europese Gemeenschappen ten titel van inningskosten gehouden zijn luidens artikel 3, 1°, vijfde lid, van het besluit van 21 april 1970 van de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschappen betreffende de vervanging van de financiële bijdragen van de Lidstaten door eigen middelen van de Europese Gemeenschappen, goedgekeurd door de wet van 23 december 1970.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 53, 1° van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, en rekening houdend met :

— de in artikel 4, § 5 van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde toewijzing van nalatigheidsinteresten, last van verwijlinteresten, forfaitaire en proportionele fiscale boeten op de artikel 3 van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

— de in artikel 5, § 3, tweede lid bedoelde toestand waarbij het Vlaamse Gewest met ingang van het aanslagjaar 1999 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 5° van dezelfde bijzondere wet bedoelde onroerende voorheffing;

worden de in artikel 3 van dezelfde bijzondere wet bedoelde overdrachten inzake gewestelijke belastingen, verhoogd met voormelde interesten en boeten, voor het begrotingsjaar 2003 geraamd op 2.756.636.000 euro voor het Vlaamse Gewest, op 1.276.575.000 euro voor het Waalse Gewest en op 757.435.000 euro voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 14. Overeenkomstig artikel 53, 2° van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, en rekening houdend met de wet van 23 mei 2000 tot bepaling van de criteria bedoeld in artikel 39, § 2 van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989, worden de in artikel 36 van dezelfde bijzondere wet bedoelde overdrachten voor het begrotingsjaar 2003, met inbegrip van de vermoedelijke saldi van de afrekening van het begrotingsjaar 2002, geraamd op 9.273.665.402 euro voor de Vlaamse Gemeenschap en op 6.248.620.745 euro voor de Franse Gemeenschap.

Art. 10. Par dérogation à l'article 17 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935, coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934, le taux des intérêts à bonifier en 2003 aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations, sera fixé par le Ministre des Finances.

Art. 11. Pour les projets relevant de leur compétence, en vue de la mise en oeuvre de l'article 5, § 1, du règlement (C.E.E.) n° 1941/81 concernant un programme de développement intégré pour les zones défavorisées de la Belgique, les moyens financiers à affecter sont versés aux budgets des Régions.

Ces moyens financiers sont prélevés sur les remboursements au Trésor belge que les Communautés européennes sont tenues d'effectuer, au titre de frais de perception, aux termes de l'article 3, 1°, cinquième alinéa, de la décision du 21 avril 1970 du Conseil des ministres des Communautés européennes relative au remplacement des contributions des Etats membres par des ressources propres aux Communautés européennes, approuvée par la loi du 23 décembre 1970.

Les montants à transférer sont déterminés par le Ministre des Finances en fonction des concours décidés ou prévus par la Commission des Communautés européennes.

Art. 12. En vue de la mise en oeuvre de l'article 11 et article 18, § 2, du règlement (CE, EURATOM) n° 1150/2000 du Conseil du 22 mai 2000 portant application de la décision 94/728/CE, Euratom relative au système des ressources propres des Communautés, les droits constatés non comptabilisés, décelés à l'occasion des contrôles, augmentés de l'intérêt sont mis à la disposition de la Commission Européenne.

Par dérogation à l'article 3 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, ces droits constatés augmentés de l'intérêt sont prélevés sur les remboursements au Trésor belge que les Communautés européennes sont tenues d'effectuer, au titre de frais de perception, aux termes de l'article 3, 1°, cinquième alinéa, de la décision du 21 avril 1970 du Conseil des Ministres des Communautés européennes relative au remplacement des contributions des Etats membres par des ressources propres aux Communautés européennes, approuvée par la loi du 23 décembre 1970.

Art. 13. Conformément à l'article 53, 1° de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, et compte tenu :

— de l'attribution des intérêts de retard, de la charge des intérêts moratoires ainsi que des amendes fiscales fixes et proportionnelles sur les impôts régionaux visés à l'article 3 de cette même loi spéciale;

— de la situation visée à l'article 5, § 3, deuxième alinéa, où la Région flamande assure elle-même, à partir de l'exercice d'imposition 1999, le service de l'impôt en matière de précompte immobilier visé à l'article 3, 5° de ladite loi spéciale;

les transferts en matière d'impôts régionaux visés à l'article 3 de ladite loi spéciale, majorés des intérêts et amendes susvisés, sont estimés pour l'année budgétaire 2003 à 2.756.636.000 euros pour la Région flamande, à 1.276.575.000 euros pour la Région wallonne et à 757.435.000 euros pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 14. Conformément à l'article 53, 2° de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions et compte tenu de la loi du 23 mai 2000 fixant les critères visés à l'article 39, § 2 de ladite loi spéciale du 16 janvier 1989, les transferts visés à l'article 36 de ladite loi spéciale pour l'année budgétaire 2003, y compris les soldes de décompte probables de l'année budgétaire 2002, sont estimés à 9.273.665.402 euros pour la Communauté flamande et à 6.248.620.745 euros pour la Communauté française.

Overeenkomstig artikel 59 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap wordt de in artikel 58nonies van dezelfde wet bedoelde overdracht voor het begrotingsjaar 2003, met inbegrip van het vermoedelijk saldo van de afrekening van het begrotingsjaar 2002, geraamd op 4.964.781 euro voor de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 15. Overeenkomstig de artikelen 53, 3° en 35octies van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, worden de in de artikelen 34 en 35ter tot 35septies bedoelde overdrachten voor het begrotingsjaar 2003, met inbegrip van de vermoedelijke saldi van de afrekening van het begrotingsjaar 2002, geraamd op 4.331.833.498 euro voor het Vlaamse Gewest, op 2.743.690.512 euro voor het Waalse Gewest en op 576.305.121 euro voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 16. De overdracht bedoeld in artikel 65bis van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, wordt voor het begrotingsjaar 2003 geraamd op 20.591.742 euro voor de Franse Gemeenschapscommissie en 5.147.935 euro voor de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

Art. 17. De overdracht bedoeld in artikel 46bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, laatst gewijzigd door de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen en door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, wordt voor het begrotingsjaar 2003 geraamd op 25.739.677 euro.

Art. 18. De overdrachten ten voordele van de gemeenschappen en de gewesten worden naargelang het geval, gestort hetzij op een toewijzingsfonds voorzien in de Algemene Uitgavenbegroting, hetzij op een rekening van de Ordeverrichtingen van de Thesaurie.

Art. 19. Deze wet treedt in werking op 1 januari 2003.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekend gemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS

Met s'Lands Zegel gezegeld,

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

Notas

(1) Parlementaire verwijzingen

Gewone zitting 2002-2003

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp : nr. 2080/001. — Amendement nr. 2080/002. — Verslag nr. 2080/003. — Verslag van de permanente commissies nr. 2080/004. — Aangenomen tekst nr. 2080/005.

Parlementaire handelingen. — Bespreking : zittingen van 19 december 2002. — Aanneming : zitting van 19 december 2002.

Conformément à l'article 59 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone le transfert visé à l'article 58nonies de ladite loi pour l'année budgétaire 2003, y compris le solde de décompte probable de l'année budgétaire 2002, est estimé à 4.964.781 euros pour la Communauté germanophone.

Art. 15. Conformément aux articles 53, 3° et 35octies de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, les transferts visés aux articles 34 et 35ter à 35septies pour l'année budgétaire 2003, compte tenu des soldes de décompte probables de l'année budgétaire 2002, sont estimés à 4.331.833.498 euros pour la Région flamande, à 2.743.690.512 euros pour la Région wallonne et à 576.305.121 euros pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 16. Le transfert visé à l'article 65bis de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, pour l'année budgétaire 2003 est estimé à 20.591.742 euros pour la Commission communautaire française et à 5.147.935 euros pour la Commission communautaire flamande.

Art. 17. Le transfert visé à l'article 46bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et aux communautés ainsi que par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, pour l'année budgétaire 2003 est estimé à 25.739.677 euros.

Art. 18. Les recettes au profit des Communautés et des Régions sont versées, selon le cas, soit à un fonds d'attribution au budget général des dépenses, soit à un compte d'ordre de Trésorerie.

Art. 19. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur Belge.

Donné à Bruxelles, le 24 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

Scellé du Sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Notes

(1) Références parlementaires

Session ordinaire 2002-2003

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet de loi : n° 2080/001. — Amendement n° 2080/002. — Rapport n° 2080/003. — Rapport des Commissions permanentes n° 2080/004. — Texte adopté n° 2080/005.

Annales parlementaires. — Discussion : séances du 19 décembre 2002. — Adoption : séance du 19 décembre 2002.

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
	SECTIE I - FISCALE ONTVANGSTEN			SECTION I - RECETTES FISCALES	
	HOOFDSTUK 18			CHAPITRE 18	
	FOD FINANCIËN.			SPF FINANCES	
	§ 1. ADMINISTRATIE DER DIRECTE BELASTINGEN.			§ 1. ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.	
36.01	Verkeersbelasting op de autovoertuigen.....	-	-	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles.	36.01
36.02	Belasting op de spelen en de weddenschappen (pro memorie).....	-	-	Taxe sur les jeux et paris (pour mémoire).	36.02
36.03	Belasting op de automatische ontspanningstoelstellen (pro memorie).....	-	-	Taxe sur les appareils automatiques de divertissement (pour mémoire).	36.03
36.04	Belasting op de inverkeerstelling.....	-	-	Taxe de mise en circulation.	36.04
36.05	Opbrengst van het Eurovignet.....	-	-	Produit de l'Eurovignette.	36.05
36.06	Met accijnsrecht gelijkgestelde taks.....	270 701	-	Taxe assimilée au droit d'accise.	36.06
37.01	Niet-verdeelde belasting geïnd als voorheffing : 1. Onroerende voorheffing..... 2.285.922 2. Roerende voorheffing..... 2.285.922		2 285 922	Impôt non ventilé perçu sous forme de précompte : 1. Précompte immobilier..... 2.285.922 2. Précompte mobilier..... 2.285.922	37.01
37.02	Niet-verdeelde belasting vooraf gestort door de loontrekkenden en de niet-loontrekkenden (natuurlijke personen en vennootschappen).....	9 300 000	-	Impôt non ventilé versé par anticipation par les salariés et les non salariés (personnes physiques et sociétés).	37.02
37.03	Niet-verdeelde globale belasting geïnd door middel van kohieren ten laste van de niet-verblijfhouders (natuurlijke personen en vennootschappen).....	181 513	-	Impôt global non ventilé perçu par rôles à charge des non-résidents (personnes physiques et sociétés).	37.03

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
37.04	Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren ten laste van vennootschappen.....	676 749	-	Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge des sociétés.	37.04
37.05	Belasting op het globaal inkomen geïnd door middel van kohieren ten laste van de natuurlijke personen : 1. Personenbelasting.....-1.276.396 2. Recuperatie terugstorting remgeld.... --	-1 276 396	-	Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge des personnes physiques : 1. Impôt des personnes physiques.....-1.276.396 2. Récupération restitutions ticket modérateur..... --	37.05
37.06	Personenbelasting geïnd als bedrijfsvoorheffing : 1. Bedrijfsvoorheffing.....17.955.371 2. Recuperatie voorschotten V.K./ICPC... 35.000	17 990 371	-	Impôt des personnes physiques perçu sous forme de précompte professionnel : 1. Précompte professionnel.....17.955.371 2. récupération avances F.P./ICPC..... 35.000	37.06
37.07	Personenbelasting geïnd als bedrijfsvoorheffing (Ontvangsten toegewezen aan het programma 33-56-2)	-	-	Impôt des personnes physiques perçu sous forme de précompte professionnel (Recettes affectées au programme 33-56-2).	37.07
37.08	Ander diverse opbrengsten en toevallige ontvangsten.....	11 467	113 585	Autres produits divers et recettes accidentelles.	37.08
37.09	Boeten inzake directe belastingen en ermede gelijkgestelde belastingen.....	4 597	-	Amendes en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées.	37.09
	Totalen voor § 1	29 444 924	113 585	Totaux pour le § 1.	
			29 558 509		
36.01	§ 2. ADMINISTRATIE DER DOUANE EN ACCIJZEN. Invoerrechten (pro memorie).....	-	-	§ 2. ADMINISTRATION DES DOUANES ET ACCISES. Droits d'entrée (pour mémoire).	36.01

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en millieren d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article	Geffecteerde ontvangsten		
		Niet-geffecteerde ontvangsten	Recettes non affectées		
36.02	Accijnsrechten :			Droits d'accise :	36.02
	a) Bier.....	231.694		a) Bières.....	231.694
	b) Gegiste vruchtendranken.....	111.766		b) Boissons fermentées de fruits.....	111.766
	c) Mousserende gegiste dranken.....	27.219		c) Boissons fermentées mousseuses.....	27.219
	d) Tussenprodukten.....	35.438		d) Produits intermédiaires.....	35.438
	e) Alcohol.....	229.103		e) Alcools.....	229.103
	f) Alcoholvrije dranken.....	151.248		f) Boissons non alcoolisées.....	151.248
	g) Minerale olie.....	3.661.647		g) Huiles minérales.....	3.661.647
	h) Bewerkte tabak.....	1.379.462		h) Tabac manufacturé.....	1.379.462
	i) Koffie.....	14.343		i) Café.....	14.343
	j) Bijdrage voor controle op de huisbrandstookolie.....	35.965		j) Redevance de contrôle sur le fuel domestique.....	35.965
	k) Zware fuel.....	-		k) Fuel lourd.....	-
	l) Suiker.....	-		l) Sucres.....	-
	m) Bijdrage op de energie.....	215.839		m) Cotisation sur l'énergie.....	215.839
	n) Ecotaksen.....	1.994		n) Ecotaxes.....	1.994
		6 095 718	-		
36.03	Vergunningsrecht sterke drank.....	6 237	-	Taxe de patente boissons spiritueuses.	36.03
36.04	Diverse en toevallige ontvangsten.....	504	-	Recettes diverses et accidentelles.	36.04
36.05	Opbrengst der contentieuze zaken.....	6 969	-	Produits du contentieux.	36.05
	Totalen voor § 2	6 109 428	-	Totaux pour le § 2.	
		6 109 428	-		
		6 109 428	-		
36.01	§ 3. ADMINISTRATIE VAN DE B.T.W., REGISTRATIE EN DOMEINEN.			§ 3. ADMINISTRATION DE LA T.V.A., DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.	
	Belasting over de toegevoegde waarde, zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen.....	4 622 700	-	Taxe sur la valeur ajoutée, droits de timbre et taxes assimilées au timbre.	36.01
36.02	Registratierechten.....	164 973	-	Droits d'enregistrement.	36.02

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en millieren d'euros) **TITEL I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
36.03	Griffierechten.....	39 359	-	Droits de greffe.	36.03
36.04	Hypotheekrechten.....	51 935	-	Droits d'hypothèque.	36.04
36.05	Rechten en boeten inzake gerechtelijke bijstand en kosteloze rechtspleging.....	397	-	Droits et amendes en matière d'assistance judiciaire et de procédure gratuite.	36.05
36.06	Boeten inzake belastingen.....	56 620	-	Amendes en matière d'impôts.	36.06
36.07	Taks op de coördinatiecentra.....	22 806	-	Taxe sur les centres de coordination.	36.07
37.01	Taks op de verenigingen zonder winstoogmerk.....	37 456	-	Taxes sur les associations sans but lucratif.	37.01
37.02	Jaarlijkse taks op de collectieve beleggingsinstellingen.....	107 975	-	Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif.	37.02
38.02	Boeten van veroordelingen in allerhande zaken.....	235 695	-	Amendes de condamnations en matières diverses.	38.02
38.03	Boeten van veroordelingen in allerhande zaken (Ontvangsten toegewezen aan het Fonds bestemd ter vergoeding van de slachtoffers van opzettelijke geweldsdaden - Ministerie van Justitie, programma 12-62-4).....	-	5 884	Amendes de condamnations en matières diverses (Recettes affectées au Fonds destiné à l'indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence - Ministère de la Justice, programme 12-62-4).	38.03
	Totale voor § 3	5 339 916	5 884	Totaux pour le § 3.	
		5 345 800			
	Conjunctuurbuffer.....	-370 000	-	Marge de conjoncture.	
	Totale voor sectie I	40 524 268	119 469	Totaux pour la section I	
		40 643 737			

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtalLEN euro - en millIERS d'euroS) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
	SECTION II - NIET FISCALE ONTVANGSTEN			SECTION II - RECETTES NON FISCALES	
	HOOFDSTUK 02			CHAPITRE 02	
	FOD KANSELLARIJ VAN DE EERSTE MINISTER			SPF CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE	
12.01	Terugbetalingen door de ministeriële departementen van kosten gemaakt in het kader van de financiering van informatie- en communicatie opdrachten (Ontvangsten toegewezen aan het programma 02-41-0)	-	-	Remboursements par les départements ministériels de frais occasionnés dans le cadre du financement de missions d'information et de communication (Recettes affectée au programme 02-41-0).	12.01
16.02	Vergoeding verschuldigd voor het ontvangen van een afschrift van een bestuursdocument (koninklijk besluit van 30 augustus 1996).....	2	-	Indemnité due en cas de délivrance d'une copie d'un document administratif (arrêté royal du 30 août 1996).	16.02
08.02	Bijdrage van de lokale besturen en van sommige parastatale met het oog op de betaling van vakbondspremies in de overheidssector.....	17 874	-	Contribution des pouvoirs locaux et de certains parastataux en vue du paiement des primes syndicales dans le secteur public.	08.02
	Totale voor hoofdstuk 02	17 876	-	Totaux pour le chapitre 02	
			17 876		

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
	HOOFDSTUK 03			CHAPITRE 03	
	FOD BEGROTING EN BEHEERSCONTROLE			SPF BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION	
48.01	Inkomsten van de politiezones ingevolge het inwerking treden van het correctiemechanisme ingesteld bij de overdracht van ex-rijkswachtgebouwen aan de politiezones, de opbrengst van de verkoop van gebouwen waarvan de politiezones afstand hebben gedaan en de huur die de politiezones betalen voor het tijdelijk gebruik van gebouwen waarvan ze afstand gedaan hebben bij de overdracht ervan, maar die ze nog tijdelijk willen gebruiken (Ontvangsten toegewezen aan het programma 03-04-2)	-	3 345	Revenus des zones de police suite à l'entrée en vigueur du mécanisme de correction créé lors du transfert des immeubles de l'ancienne gendarmerie aux zones de police, du produit de la vente d'immeubles que les zones de police ont cédés et du loyer que les zones de police paient pour l'occupation temporaire d'immeubles qu'elles ont cédé lors de leur transfert, mais qu'elles veulent encore occuper temporairement (Recettes affectées au programme 03-04-2).	48.01
	Totalen voor hoofdstuk 03	-	3 345	Totaux pour le chapitre 03	
	HOOFDSTUK 04			CHAPITRE 04	
	FOD PERSONEEL EN ORGANISATIE			SPF PERSONNEL ET ORGANISATION	
12.01	Opbrengsten voortvloeiend uit de verkoop van de door het Federaal Aankoopbureau te koop aangeboden eigen lastenkolieren, catalogussen en typebestekken.....	15	-	Recettes provenant de la vente par le Bureau Fédéral d'Achats des cahiers des charges, catalogues et devis-type.	12.01
16.02	Vergoeding verschuldigd voor het ontvangen van een afschrift van een bestuursdocument (koninklijk besluit van 30 augustus 1996).....	1	-	Indemnité due en cas de délivrance d'une copie d'un document administratif (arrêté royal du 30 août 1996).	16.02
	Totalen voor hoofdstuk 04	16	-	Totaux pour le chapitre 04	
			16		

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendfallen euro - en milliers d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendfallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
	HOOFDSTUK 11			CHAPITRE 11	
	FEDERALE DIENSTEN VOOR WETENSCHAPPELIJKE, TECHNISCHE EN CULTURELE AANGELEGENHEDEN.			SERVICES FEDERAUX DES AFFAIRES SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET CULTURELLES.	
11.02	Terugbetaling van de wedden van het gedetacheerd personeel van de Federale Diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden.....	60	-	Remboursement des traitements du personnel détaché des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles.	11.02
12.02	Terugbetaling van de zendingskosten van het personeel van de Federale Diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden....	10	-	Remboursement des frais de mission du personnel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles.	12.02
06.01	Diverse en toevallige ontvangsten van de Federale Diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden.....	50	-	Recettes diverses et accidentelles des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles.	06.01
08.01	Stortingen uitgevoerd door de instellingen van openbaar nut met het oog op het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controleorganen van de Staat.....	27	-	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de l'Etat.	08.01
	Totalen voor hoofdstuk 11	147	-	Totaux pour le chapitre 11	
			147		
	HOOFDSTUK 12			CHAPITRE 12	
	FOO JUSTITIE			SPF JUSTICE.	
11.01	Terugbetalingen van wedden.....	831	-	Remboursements de traitements.	11.01
16.01	Opbrengsten van het Belgisch Staatsblad.....	38 516	-	Produits du Moniteur belge.	16.01

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
16.02	Diverse opbrengsten.....	157	-	Produits divers.	16.02
16.04	Bijdragen bestemd voor de controle van de gelegenheden voor kansspelen.....	1 888	-	Redevances destinées au contrôle des Etablissements de Jeux de hasard.	16.04
16.05	Ontvangsten voortvloeiend uit de werking van de mess.....	1	-	Recettes générées par l'activité du mess.	16.05
27.01	Winsten van de Regie van de Gevangenisarbeid en van de zelfstandige boerderijen (wet van 30 april 1931 en koninklijk besluit van 3 november 1931)....	1 712	-	Bénéfices de la Régie du Travail pénitentiaire et des fermes autonomes (loi du 30 avril 1931 et arrêté royal du 3 novembre 1931).	27.01
36.01	Bijdragen geïnd door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.....	23	-	Redevances perçues par la commission de la vie privée.	36.01
46.01	Terugstorting van opbrengsten voortvloeiend uit sommige prestaties geleverd door het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (artikel 16 van het koninklijk besluit van 7 januari 1998 - storting van de gerechtskosten)..	1 655	-	Remboursement de produits de certaines prestations effectuées par l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie (article 16 de l'arrêté royal du 7 janvier 1998 - versement des frais de justice).	46.01
06.01	Diverse en toevallige ontvangsten.....	1 518	-	Recettes diverses et accidentelles.	06.01
	Totalen voor hoofdstuk 12	46 301	-	Totaux pour le chapitre 12	
		46 301	-		
	HOOFDSTUK 13			CHAPITRE 13	
	FOO BINNENLANDSE ZAKEN.			SPF INTERIEUR.	
12.02	Terugbetaling door de gemeenten van de kosten die voortvloeien uit de levering van de formulieren van de attesten van immatriculatie, de bewijzen van inschrijving in het vreemdelingenregister, de identiteitskaarten en de verblijfkaarten (koninklijk besluit van 2 april 1984).....	248	-	Remboursement par les communes du coût des formuliers d'attestation d'immatriculation, des certificats d'inscription au registre des étrangers, des cartes d'identité et des cartes de séjour (arrêté royal du 2 avril 1984).	12.02

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en millieren d'euros) **TITEL I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
12.03	Terugvordering bij de luchtvaartmaatschappijen van de kosten van huisvesting, verblijf, gezondheidszorgen en terugzending gedragen door de Belgische Staat (koninklijk besluit van 14 januari 1993, aanvullend op de wet van 15 december 1980).....	140	-	Récupération auprès des compagnies aériennes des frais d'hébergement, de séjour, de soins de santé et de rapatriement mis à charge de l'Etat belge (arrêté royal du 14 janvier 1993, complétant la loi du 15 décembre 1980).	12.03
12.04	Terugvordering van de repatrieringskosten bij de werkgevers die vreemdelingen in onregelmatig verblijf hebben tewerkgesteld (wet van 22 juli 1976 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967).....	75	-	Récupération des frais de rapatriement auprès des employeurs utilisant des personnes en séjour irrégulier (loi du 22 juillet 1976 modifiant l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967).	12.04
12.05	Terugvordering van de kosten voortvloeiend uit de maatregelen door de Vaste Commissie voor Taaltoezicht genomen op basis van het artikel 61, §§ 7 en 8, laatste alinea, van de wet van 16 juli 1993, bij de overheden die in gebreke blijven.....	2	-	Récupération des frais découlant des mesures prises par la Commission permanente de Contrôle linguistique sur base de l'article 61, §§ 7 et 8, dernier alinéa, de la loi du 16 juillet 1993, auprès des autorités défaillantes.	12.05
12.06	Betaling door de vervoerder van de administratieve boete van 3.750 euro bepaald door artikel 74/4bis, § 1, van de wet van 15 december 1980 voor het betreden van ons grondgebied.....	1 200	-	Paiement par le transporteur de l'amende administrative de 3.750 euros visée à l'article 74/4bis, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire.	12.06
12.07	Terugbetaling van de voorschotten gedaan voor rekening der gemeenten, uit hoofde van de betaling van zekere onkosten en toelagen van de gewestelijke gemeententvangers (art. 140 van de nieuwe gemeentewet).....	37	-	Remboursement des avances faites pour le compte des communes, du chef de paiement de certains frais et indemnités des receveurs communaux régionaux (art. 140 de la nouvelle loi communale).	12.07
12.08	Ontvangsten voortvloeiende uit de bedragen geïnd bij de rallyorganisatoren.....	52	-	Recettes provenant des montants prélevés auprès des organisateurs de rallies.	12.08
12.11	Ontvangsten voortspruitend uit de administratieve boetes opgelegd aan de organisatoren van voetbalmatchen en aan toeschouwers.....	87	-	Recettes provenant des amendes administratives imposées aux organisateurs des matchs de football et aux spectateurs.	12.11

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN
(in duizendtallen euro - en millieren d'euros)

TITRE I - RECETTES COURANTES

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article	Geffecteerde ontvangsten		
		Niet-geffecteerde ontvangsten	Recettes non affectées		
16.01	Opbrengst van werken uitgevoerd door het Rijksregister ten voordele van overheden of openbare en privé-instellingen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 13-51-9).....	-	6 600	Produits de travaux effectués par le Registre National au profit d'autorités ou d'organismes publics et privés (Recettes affectées au programme 13-51-9).	16.01
16.04	Deelneming door de ouders in de kosten van het kinderdagverblijf.....	3	-	Participation des parents dans les frais de garde-rie des enfants.	16.04
16.05	Diverse opbrengsten : 1. Verkoop van publikaties..... 5.906 2. Terugbetaling door de provincies en de gemeenten voor prestaties geleverd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken bij verkiezingen..... 1.286 3. Opbrengsten van de prestaties geleverd door de diensten van de arrondissementen-commissaris bevoegd voor het Duitse taalgebied..... 25 4. Opbrengsten van de verkoop van fotocopieën van bestuursdocumenten..... 13 5. Opbrengst van de verkoop van CD-ROMS door de Raad van State..... 3	7 233	-	Produits divers : 1. Vente de publications..... 5.906 2. Remboursements par les provinces et les communes des prestations fournies par le Ministère de l'Intérieur an ces d'élections..... 1.286 3. Produits des prestations effectuées par les services du commissaire d'arrondissement compétent pour la Région de langue allemande..... 25 4. Produits de la vente de photocopies d'actes administratifs..... 13 5. Produits de la vente de CD-ROMS par le Conseil d'Etat..... 3	16.05
36.01	Opbrengst van de heffing verschuldigd door de fabrikanten die verantwoordelijk zijn voor de industriële activiteiten met risico's van zware ongevallen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 13-54-4).....	-	4 895	Produit du prélèvement dû par les fabricants responsables d'activités industrielles comportant des risques d'accidents majeurs (Recettes affectées au programme 13-54-4).	36.01
36.02	Opbrengsten van retributies aangerekend aan de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten en de instellingen die instaan voor de opleiding van die ondernemingen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 13-56-1).....	-	2 315	Produits de redevances perçues des entreprises de gardiennage, des entreprises de sécurité, des services internes de gardiennage et des organismes de formation pour le personnel de ces entreprises et services (Recettes affectées au programme 13-56-1)	36.02

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
36.03	Opbrengst van retributies verschuldigd in verband met risico's van nucleaire ongevallen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 13-54-5).....	-	2 983	Produit de redevances à percevoir en rapport avec les risques d'accidents nucléaires (Recettes affectées au programme 13-54-5).	36.03
36.04	Opbrengst van de heffing gevestigd op de verzekeringspremie voor de burgerlijke aansprakelijkheid inzake brand of ontploffing (Ontvangsten toegewezen aan het programma 13-54-2).....	-	747	Produit du supplément appliqué à la prime d'assurance en matière de responsabilité civile en cas d'incendie ou d'explosion (Recettes affectées au programme 13-54-2).	36.04
06.02	Opbrengst van de dwangsommen gestort krachtens artikel 36 van de wetten over de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 17 oktober 1990 (Ontvangsten toegewezen aan het programma 13-59-0).....	-	25	Produit des astreintes versées en exécution de l'article 36 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 17 octobre 1990 (Recettes affectées au programme 13-59-0).	06.02
08.01	Stortingen uitgevoerd door de instellingen van openbaar nut met het oog op het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controleorganen van de Staat.....	33	-	Verséments par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de l'Etat.	08.01
	Totalen voor hoofdstuk 13	9 110	17 565	Totaux pour le chapitre 13	
		26 675			
	HOOFDSTUK 14			CHAPITRE 14	
	FOD BUITENLANDSE ZAKEN			SPF AFFAIRES ETRANGERES	
12.01	Diverse opbrengsten.....	225	-	Produits divers.	12.01
16.01	Verkoop van publikaties.....	7	-	Vente de publications.	16.01
16.02	Opbrengst van de kanselarij- en consulaatrechten en visa der paspoorten.....	18 723	-	Produits des droits de chancellerie, taxes consulaires et visa des passeports.	16.02

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendfallen euro - en milliers d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendfallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
16.03	Opbrengst van de verhuur van gebouwen in het buitenland (Ontvangsten toegewezen aan het programma 14-42-0).....	-	236	Produits de la location d'immeubles à l'étranger (Recettes affectées au programme 14-42-0).	16.03
31.01	Terugbetalingen van toelagen toegekend in het kader van de garantieverlening en financiële steun aan de export van Belgische uitrustingsgoederen en diensten.....	25 011	-	Remboursements de subsides alloués dans le cadre de l'octroi de garantie et soutien financier aux exportations de biens d'équipements belges et de services.	31.01
08.01	Stortingen uitgevoerd door de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel met het oog op het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controleorganen van de Staat.....	13	-	Versements par l'Office belge du Commerce extérieur en vue du paiement des rémunérations et des frais des organes de contrôle de l'Etat.	08.01
	Totalen voor hoofdstuk 14	43 979	236	Totaux pour le chapitre 14	
		44 215			
	HOOFDSTUK 15			CHAPITRE 15	
	INTERNATIONALE SAMENWERKING.			COOPERATION INTERNATIONALE.	
11.01	Recuperatie van de bezoldigingen van het personeel van het departement voor Internationale Samenwerking.....	109	-	Récupération des traitements du personnel du département de la Coopération Internationale.	11.01
26.01	Intresten op leningen.....	74	-	Intérêts de prêts.	26.01
35.01	Diverse terugstortingen, terugbetalingen en recuperaties.....	1 400	-	Versements, remboursements et récupérations diverses.	35.01
36.01	Storting door de Nationale Loterij (Ontvangsten toegewezen aan het programma 15-54-4 - Belgisch Overlevingsfonds).....	-	17 353	Versement de la Loterie nationale (Recettes affectées au programme 15-54-4 - Fonds belge de Survie).	36.01

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN
(in duizendtalien euro - en milliers d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtalien euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel				DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article		Geaffecteerde ontvangsten			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Recettes non affectées	Geaffecteerde ontvangsten	Recettes affectées		
36.02	Netto-storting door de Nationale Loterij.....	69 727	-	-	Versement net de la Loterie nationale.	36.02	
39.02	Terugbetaling door de Wereldbank (IDA - International Development Association) van de Belgische bijdrage (1979) voor de co-financiering van operaties gefinancierd door IDA (Trust Fund) in het kader van de "Speciale Actie EEG".....	124	-	-	Remboursement par la Banque Mondiale (IDA - International Development Association) de la contribution belge (1979) au co-financement d'opérations financées par l'IDA (Trust Fund) dans le cadre de "l'action spéciale CEE".	39.02	
06.01	Diverse ontvangsten.....	49	-	-	Recettes diverses.	06.01	
	Totalen voor hoofdstuk 15	71 483	17 353	88 836	Totaux pour le chapitre 15		
	HOOFDSTUK 16				CHAPITRE 16		
	DEFENSIE				DEFENSE		
12.01	Terugbetalingen van uitgaven.....	3 000	-	-	Remboursements de dépenses.	12.01	
12.02	Storting aan de Schatkist van niet aangewende sommen door de rekenplichtige die hun verrichtingen doen door middel van fondsen bekomen op kredietopeningen.....	8 000	-	-	Versement au Trésor des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen de fonds obtenus sur ouverture de crédit.	12.02	
16.01	Opbrengst van de verkoop van militaire uitrustingsvoorwerpen (Ontvangsten toegewezen aan : 1. het programma 16-50-06.000 2. het programma 16-70-4)..... 100	-	6 100	-	Produit de la vente d'objets d'équipement militaire (Recettes affectées : 1. au programme 16-50-06.000 2. au programme 16-70-4)..... 100	16.01	
16.02	Opbrengst van de verkoop van materieel, van produkten en van diensten (Ontvangsten toegewezen aan : 1. het programma 16-50-0 34.537 2. het programma 16-70-4).....	-	34 537	-	Produit de la vente de matériel, de produits et de services (Recettes affectées : 1. au programme 16-50-0 34.537 2. au programme 16-70-4).....	16.02	

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITEL I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel				DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article		Geffecteerde ontvangsten			
		Niet-geffecteerde ontvangsten	Recettes non affectées	Geffecteerde ontvangsten	Recettes affectées		
16.04	Diverse opbrengsten.....	3	-	-	Prodiuts divers.	16.04	
17.01	Opbrengst van de verkoop van overtollig geworden materieel, waren en munitie (Ontvangsten toegevoerd aan het programma 16-50-2).....	-	4 280	-	Produit de la vente du matériel excédentaire, les biens et munitions (Recettes affectées au programme 16-50-2).	17.01	
08.01	Stortingen uitgevoerd door de instellingen van openbaar nut met het oog op het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controleorganen van de Staat.....	10	-	-	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de l'Etat.	08.01	
	Totalen voor hoofdstuk 16	11 013	44 917	-	Totaux pour le chapitre 16		
		55 930					
	HOOFDSTUK 17				CHAPITRE 17		
	FEDERALE POLITIE EN GEINTEGREERDE WERKING				POLICE FEDERALE ET FONCTIONNEMENT INTEGRE		
12.01	Storting aan de Schatkist van niet aangewende sommen door de rekenplichtigen die hun verrichtingen doen door middel van fondsen bekomen op kredietopening.....	750	-	-	Versement au Trésor des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen de fonds obtenus sur ouverture de crédit.	12.01	
12.09	Bijdrage van het Fonds voor impulsen aan het migratiebeleid ten voordele van het project "alloctonen" in de politiediensten.....	342	-	-	Contribution du fonds d'impulsion à la politique de migration en faveur du projet "alloctones" dans les services de police.	12.09	
16.01	Opbrengst van de verkoop van materieel, van producten en van diensten (Ontvangsten toegewezen aan het programma 17-45-1).....	-	10 343	-	Produit de la vente de matériel, de produits et de services (Recettes affectées au programme 17-45-1).	16.01	
16.02	Diverse ontvangsten.....	25	-	-	Recettes diverses.	16.02	
16.03	Vergoeding verschuldigd voor het ontvangen van een afschrift van een bestuursdocument (koninklijk besluit van 30 augustus 1996).....	3	-	-	Indemnité due en cas de délivrance d'une copie d'un document administratif (arrêté royal du 30 août 1996).	16.03	

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN

(in duizendtallen euro - en milliers d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article	Geaffecteerde ontvangsten		
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
16.04	Opbrengst van de verkoop van kledij aan het politiepersoneel (Ontvangsten toegewezen aan het programma 17-90-2).....	-	2 500	Produit de la vente de vêtements au personnel de la police (Recettes affectées au programme 17-90-2).	16.04
16.05	Opbrengst van de inhouding voor het betrekken van een staatslogement.....	3 056	-	Produit de la retenue pour occupation d'un logement de l'Etat.	16.05
	Totalen voor hoofdstuk 17	4 176	12 843	Totaux pour le chapitre 17	
			17 019		
	HOOFDSTUK 18			CHAPITRE 18	
	MINISTERIE VAN FINANCIEN			MINISTERE DES FINANCES.	
	§ 1. ADMINISTRATIE DER THESAURIE.			§ 1. ADMINISTRATION DE LA TRESORERIE.	
11.01	Terugbetalingen : 1.a) van wedden, salarissen, ten onrechte uitbetaald20.530 b) van pensioenen ten onrechte uitbetaald.12.023			Remboursements : 1.a) de traitements, salaires, liquidés indûment20.530 b) de pensions liquidées indûment12.023	11.01
	2. van wedden uitbetaald door de ministerie le departementen, ten bate van bij parastatale, intergeallieerde, enz., organismen gedetacheerd of voor syndicale en andere opdrachten ter beschikking gestelde ambtenaren en beambten..... 1.740			2. de traitements liquidés au profit de fonctionnaires et agents détachés dans les organismes parastataux, interalliés, etc., ou mis en disponibilité pour missions syndicales et autres..... 1.740	
		34 293	-		
11.03	Terugbetalingen door derden van pensioenen, renten, kinderbijslagen of gedeelten ervan welke door de openbare Schatkist werden uitbetaald.....	2 650	-	Remboursements par des tiers de pensions, rentes, allocations familiales ou parts de celles-ci payées par le Trésor public.	11.03
12.01	Storting aan de Schatkist van niet-aangewende sommen door de rekenplichtigen die hun verrichtingen doen door middel van voorschotten.....	7 436	-	Versement au Trésor des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds.	12.01

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN

(in duizendtalLEN euro - en millIERS d'euros)

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
16.01	Inningskosten terugbetaald door de Europese Gemeenschappen ten laste van de voor hun rekening uitgevoerde ontvangsten.....	346 100	-	Frais de perception remboursés par les Communautés européennes à charge des recettes effectuées pour leur compte.	16.01
16.03	Jaarlijkse premie aan de Schatkist gestort door bepaalde instellingen van de openbare sector die de mogelijkheid hebben om al of niet Staatswaarborg te vragen voor hun leningen van alle aard.....	165	-	Prime annuelle versée au Trésor par certaines institutions du secteur public ayant la faculté de solliciter ou non la garantie de l'Etat pour leurs emprunts de toute nature.	16.03
16.04	Diverse opbrengsten.....	1 027	-	Produits divers.	16.04
26.01	Interesten aan de Staat verschuldigd, afkomstig van de bedrijven.....	3 307	-	Intérêts dus à l'Etat en provenance des entreprises.	26.01
26.02	Interesten van de portefeuille van de Deposito- en Consignatiekas (koninklijk besluit van 18 maart 1935, art. 23), intersten van de portefeuille van de oude kassen voor overlevingspensioenen (wet van 2 augustus 1955) en intersten van de portefeuille van de Verzekeringkas van het gewezen personeel van Afrika.....	73 300	-	Intérêts du portefeuille de la Caisse des Dépôts et Consignations (arrêté royal du 18 mars 1935, art. 23), intérêts du portefeuille des anciennes caisses de pensions de survie (loi du 2 août 1955) et intérêts du portefeuille de la Caisse d'Assurance de l'ancien personnel d'Afrique.	26.02
26.03	Renten aan de Staat verschuldigd, afkomstig van het buitenland.....	9 085	-	Intérêts dus à l'Etat en provenance de l'étranger.	26.03
26.06	Intresten verschuldigd aan de Staat uit hoofde de jaarlijkse eindafrekening van de aan de Gemeenschappen en aan de Gewesten toegewezen gedeelten van de opbrengst van belastingen en heffingen (in toepassing van artikel 54, § 1, 3° lid van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten) 1° Door de Vlaamse Gemeenschap..... 5.825 2° Door het Waals Gewest..... -- 3° Door de Franse Gemeenschap..... 5.152 4° Door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest... -- 5° Door de Duitstalige Gemeenschap..... --	10 977	-	Intérêts dus à l'Etat après décompte annuel définitif des parties attribuées du produit d'impôts et de perception aux Communautés et Régions (en vertu de l'article 54, § 1er, 3eme alinéa de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions) : 1° Par la Communauté flamande..... 5.825 2° Par la Région wallonne..... -- 3° Par la Communauté française..... 5.152 4° Par la Région de Bruxelles-Capitale..... -- 5° Par la Communauté germanophone..... --	26.06

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN
(in duizendtallen euro - en milliers d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Recettes affectées		
27.01	Aandeel van de Staat in de winsten van de financiële instellingen.....	240 260	-	Part de l'Etat dans les bénéfices d'institutions financières.	27.01
34.01	Terugbetalingen van oorlogspensioenen ten onrechte uitbetaald.....	2 727	-	Remboursements de pensions de guerre liquidées indûment.	34.01
36.01	Ontvangsten afkomstig van de Nationale Loterij.....	73 748	-	Recettes en provenance de la Loterie Nationale.	36.01
36.02	Storting aan de Schatkist door de openbare kredietinstellingen van een waarborgpremie voor het genot van de Staatswaarborg op hun vreemde middelen.....	230	-	Versement au Trésor par les institutions publiques de crédit, d'une prime de garantie pour la jouissance de la garantie de l'Etat sur leurs fonds de tiers.	36.02
36.03	Eenmalige storting door de Nationale Loterij.....	30 000	-	Versement unique par la Loterie nationale.	36.03
36.04	Bijdrage voor het neerleggen van jaarrekeningen bij de balanscentrale van de Nationale Bank van België.....	29 747	-	Redevance pour le dépôt des comptes annuels auprès de la centrale des bilans de la Banque nationale de Belgique.	36.04
06.01	Diverse opbrengsten.....	2 718	-	Produits divers.	06.01
08.01	Ontvangsten afkomstig van andere diensten.....	2 596	-	Recettes en provenance d'autres services.	08.01
08.03	Stortingen uitgevoerd door de instellingen van openbaar nut met het oog op het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controleorganen van de Staat.....	245	-	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de l'Etat.	08.03
	Totalen voor § 1	870 611	-	Totaux pour le § 1.	
			870 611		
11.01	§ 2. ADMINISTRATIE VAN DE B.T.M., REGISTRATIE EN DOMEINEN. Terugbetalingen van wedden, pensioenen en vergoedingen.....	13 808	-	§ 2. ADMINISTRATION DE LA T.V.A., DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES. Remboursements de traitements, pensions et indemnités.	11.01

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN

(in duizendtallen euro - en milliers d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
12.01	Terugbetaling van schuldvorderingen voortkomende van verschillende departementen.....	770	-	Remboursement de créances provenant des divers départements.	12.01
16.01	Opbrengsten van de domeinen.....	28 811	-	Produits des domaines.	16.01
28.01	Retributies voor gebruik van domeingoeieren.....	1 157	-	Redevances pour l'occupation des biens domaniaux.	28.01
36.01	Nalatigheidsinteressen inzake belastingen.....	101 616	-	Intérêts moratoires en matière d'impôts.	36.01
38.01	Deficit van rekenplichtigen en verscheidene invorderingen.....	1 511	-	Déficit des comptables et recettes diverses.	38.01
38.02	Schadevergoedingen en nalatigheidsinteressen in allerlei zaken.....	426	-	Domages et intérêts moratoires en matières diverses.	38.02
06.01	Récupération de pensions alimentaires.....	7 437	-	Terugvordering van alimentatiegelden.	06.01
	Totalen voor § 2	155 536	-	Totaux pour le § 2.	
			155 536		
	§ 3. ADMINISTRATIE DER DIRECTE BELASTINGEN.			§ 3. ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.	
12.01	Teruggevorderde gerechts- en vervolgingskosten....	26 320	-	Frais de justice et de poursuite récupérés.	12.01
16.01	Opbrengst der inschrijvingen op de publikaties uitgegeven door de Administratie (Bulletin der Belastingen, Codes van de administratieve onder-richtingen, enz...).			Produit des souscriptions aux publications éditées par l'Administration (Bulletin des Contributions, Codes des instructions administratives, etc...).	16.01
	Vergoedingen voor het afleveren van een afschrift van een bestuursdocument (koninklijk besluit van 30 augustus 1996).....	538	-	Indemnités perçues en cas de délivrance d'une copie d'un document administratif (arrêté royal du 30 août 1996).	
16.02	Vergelding van de administratiekosten in verband met de inning van sommige gemeentebelastingen....	19 650	-	Remboursements des frais d'administration affectés à la perception de certaines taxes communales.	16.02

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN

(in duizendtalien euro - en milliers d'euros)

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtalien euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
36.01	Ijkloon (wetten van 1 oktober 1855 en 1 augustus 1922).....	52	-	Taxe de vérification des poids et mesures (lois des 1er octobre 1855 et 1er août 1922).	36.01
37.01	Malatigheidsinteressen (ten laste van de bedrijven en van de gezinnen).....	33 149	-	Intérêts de retard (à charge des entreprises et des ménages).	37.01
37.02	Retributiegelden wegens vervolgingen.....	-999	-	Rétributions du chef de poursuites.	37.02
	Totalen voor § 3	78 710	-	Totaux pour le § 3.	
			78 710		
	§ 4. ADMINISTRATIE DER DOUANE EN ACCIJNZEN.			§ 4. ADMINISTRATION DES DOUANES ET ACCISES.	
16.01	Retributie voor bijzondere dienstprestaties (artikelen 17 en 208 van de Algemene Wet inzake Douane en Accijnzen).....	7 400	-	Rétributions pour prestations spéciales (articles 17 et 208 de la loi générale sur les Douanes et Accises).	16.01
16.02	Inningskosten terugbetaald door de Europese Gemeenschap ten laste van de voor haar rekening geïnde ontvangsten en waarvan een gedeelte moet worden afgestaan aan andere Lidstaten.....	30 243	-	Frais de perception remboursés par la Communauté européenne à charge des recettes perçues pour son compte et dont une partie doit être cédée à d'autres Etats-membres.	16.02
36.01	Malatigheidsinteressen (artikel 5 van de wet van 28 december 1954).....	1 400	-	Intérêts de retard (article 5 de la loi du 28 décembre 1954).	36.01
	Totalen voor § 4	39 043	-	Totaux pour le § 4.	
			39 043		
	§ 5. ADMINISTRATIE VAN HET KADASTER.			§ 5. ADMINISTRATION DU CADASTRE.	
16.01	Diverse opbrengsten.....	11 400	-	Recettes diverses.	16.01
	Totalen voor § 5	11 400	-	Totaux pour le § 5.	
			11 400		

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN

(In duizendtallen euro - en milliers d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (In duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
16.01	§ 6. DIVERSE ADMINISTRATIES. Diverse opbrengsten.....	6 666	-	§ 6. DIVERSES ADMINISTRATIONS. Produits divers.	16.01
	Totalen voor § 6	6 666	-	Totaux pour le § 6.	
	Totalen voor hoofdstuk 18	1 161 966	-	Totaux pour le chapitre 18	
	HOOFDSTUK 21	1 161 966	-	CHAPITRE 21	
	PENSIOENEN.			PENSIONS.	
34.01	Nietigverklaring van ten onrechte na het overlijden geordonnanceerde pensioentermijnen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-1).....	-	3 500	Annulation d'arrangements de pensions ordonnancées indûment après décès (Recettes affectées au programme 21-51-1).	34.01
37.01	Afhouding van 7,5% op de wedden (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-1).....	-	871 060	Retenue de 7,5 % sur les traitements (Recettes affectées au programme 21-51-1).	37.01
37.03	Afhouding van 0,5% op de rustpensioenen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-1).....	-	24 485	Retenue de 0,5 % sur les pensions de retraite (Recettes affectées au programme 21-51-1).	37.03
37.04	Afhouding op de pensioenen die behoren tot een regime dat in het emeritaat voorziet (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-1).....	-	25	Retenue sur pensions relevant d'un régime prévoyant l'éméritat (Recettes affectées au programme 21-51-1).	37.04
37.05	Valideringen voor loopbaanonderbreking (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-1).....	-	1 070	Validations pour interruption de carrière (Recettes affectées au programme 21-51-1).	37.05
37.06	Patronale responsabiliseringsbijdrage (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-1).....	-	48 284	Cotisations patronales de responsabilisation (Recettes affectées au programme 21-51-1).	37.06

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN
(in duizendtallen euro - en milliers d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
37.07	Patronale bijdrage van 8,86% voor de pensioenen van de Post.....	67 275	-	Cotisation patronale de 8,86% pour les pensions de la Poste.	37.07
37.08	Provisionele voorschotten van de instellingen aangesloten bij het door de wet van 28 april 1958 ingestelde pensioenstelsel en van de instellingen voorheen aangesloten bij de wet van 28 april 1958 (artikel 12bis) (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-5).....	-	166 110	Avances provisionnelles des organismes affiliés au régime de pension instauré par la loi du 28 avril 1958 et des organismes antérieurement affiliés à la loi du 28 avril 1958 (article 12bis) (Recettes affectées au programme 21-51-5).	37.08
37.12	Aandeel van de Schatkist van het beschikbaar saldo van het Pensioenfonds van de geïntegreerde Politie (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-1).....	-	142 728	Part du Trésor public dans le solde disponible du Fonds des pensions de la Police intégrée (Recettes affectées au programme 21-51-1).	37.12
37.13	Afhouding van 0,5% tot 2% op de pensioenen van de openbare sector (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-6).....	-	115 919	Retenue de 0,5% à 2% sur les pensions du secteur public (Recettes affectées au programme 21-51-6).	37.13
47.01	Overdrachten uitgevoerd in toepassing van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé sector met betrekking tot de overlevingspensioenen van gewezen personeelsleden van de openbare diensten met uitzondering van de instellingen van openbaar nut (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-1).....	-	14 000	Transferts effectués pour les pensions de survie d'anciens agents des services publics à l'exception de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur publics et ceux du secteur privé (Recettes affectées au programme 21-51-1).	47.01
47.02	Terugbetalingen door derden van overlevingspensioenen of gedeelten ervan welke door de Openbare Schatkist werden uitbetaald (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-1).....	-	18 000	Remboursements par des tiers de pensions de survie ou parts de celles-ci payées par le Trésor public (Recettes affectées au programme 21-51-1).	47.02
47.03	Nietigverklaring van ten onrechte na het overlijden geordonnanceerde pensioentermijnen van gewezen personeelsleden van instellingen van openbaar nut (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-5).....	-	300	Annulation d'arrangements de pensions d'anciens agents d'organismes d'intérêt public ordonnés indûment après décès (Recettes affectées au programme 21-51-5).	47.03

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN
(in duizendtallen euro - en milliers d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
47.04	Terugbetalingen door derden van rustpensioenen van gewezen personeelsleden van instellingen van openbaar nut of van gedeelten ervan welke door de Openbare Schatkist werden uitbetaald (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-5).....	-	18 000	Remboursements par des tiers de pensions de retraite d'anciens agents des organismes d'intérêt public ou parts de celles-ci payées par le Trésor public (Recettes affectées au programme 21-51-5).	47.04
47.05	Overdrachten uitgevoerd in toepassing van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector, met betrekking tot de rustpensioenen van gewezen personeelsleden van instellingen van openbaar nut (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-5).....	-	500	Transferts effectués pour les pensions d'anciens agents d'organismes d'intérêt public, en application de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pension du secteur public et ceux du secteur privé (Recettes affectées au programme 21-51-5).	47.05
08.06	Verwijlinteresten en boeten (Ontvangsten toegewezen aan het programma 21-51-1).....	-	45	Intérêts de retard et amendes (Recettes affectées au programme 21-51-1).	08.06
	Totalen voor hoofdstuk 21	67 275	1 424 026	Totaux pour le chapitre 21	
		1 491 301			
	HOOFDSTUK 23			CHAPITRE 23	
	FOD TOWERKSTELLING EN SOCIAAL OVERLEG			SPF EMPLOI ET CONCERTATION SOCIALE	
16.02	Verkoop van publicaties, drukwerken, enz.....	34	-	Ventes de publications, imprimés, etc....	16.02
33.01	Terugbetaling van teveel ontvangen bedragen of van verleende voorschotten, in het kader van de subsidies "Gelijke Kansen".....	2	-	Remboursement des trop perçus ou des avances consenties dans le cadre des subsides "Egalité des Chances".	33.01
33.02	Terugbetaling door private instellingen van teveel ontvangen subsidies in het kader van de "Federale Belgische publieke bijdrage aan het Europees sociaal Fonds".....	2	-	Remboursement par les institutions privées des subsides trop perçus dans le cadre de la Contribution fédérale publique belge au Fonds social européen.	33.02

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN
(in duizendtallen euro - en millieren d'euros)

TITEL I - RECETTES COURANTES

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
36.01	Opbrengst van de heffing verschuldigd door de fabriekanten die verantwoordelijk zijn voor de industriële activiteiten met risico's van zware ongevallen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 23-54-3).....	-	1 487	Produit du prélèvement dû par les fabricants responsables d'activités industrielles comportant des risques d'accidents majeurs (Recettes affectées au programme 23-54-3).	36.01
36.02	Diverse bijdragen.....	1	-	Participations diverses.	36.02
37.04	Ontvangsten bestemd voor de financiering van tewerkstellingsprogramma's ten voordele van risicogroepen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 23-56-4).....	-	4 958	Recettes destinées au financement de programmes de remise au travail en faveur des groupes à risque (Recettes affectées au programme 23-56-4).	37.04
37.06	Ontvangsten van de werknemers bestemd voor het inschakelingsparcours (Ontvangsten toegewezen aan het programma 23-56-4).....	-	24 789	Recettes des employeurs destinées au Parcours d'insertion (Recettes affectées au programme 23-56-4).	37.06
37.08	Terugvordering van de aan de werkgevers van de publieke non-profit sector ten onrechte toegekende verminderingen van werkgeverbijdrage (Ontvangsten toegewezen aan het programma 23-56-5).....	-	-	Récupération des réductions de cotisations patronales indûment accordées aux employeurs du secteur non marchand public (Recettes affectées au programme 23-56-5).	37.08
37.09	Terugvordering van de aan de werkgevers van de private non-profit sector ten onrechte toegekende verminderingen van werkgeverbijdrage (Ontvangsten toegewezen aan het programma 23-56-5).....	-	-	Récupération des réductions de cotisations patronales indûment aux employeurs du secteur non marchand privé (Recettes affectées au programme 23-56-5).	37.09
37.10	Opbrengst van de vermindering van de werkgeversbijdragen toegekend aan de werkgevers behorend tot de openbare sector aangesloten bij de R.S.Z. anderen dan deze van de ziekenhuizen en psychiatrische verzorgingstehuizen van de openbare sector aangesloten bij de R.S.Z., in het kader van de maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector (Ontvangsten toegewezen aan het programma 23-56-5).....	-	10 808	Produit de la réduction des cotisations patronales octroyées aux employeurs du secteur public affiliés à l'ONSS autres que ceux des hôpitaux et des maisons de soins psychiatriques du secteur public affiliés à l'ONSS, dans le cadre des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand (Recettes affectées au programme 23-56-5)	37.10

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN

(in duizendtallen euro - en milliers d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
37.11	Ontvangsten van het RSZ bestemd voor de verbetering van de arbeidsvoorwaarden van de werknemers ouder dan 55 jaar (Ontvangsten toegewezen aan het programma 23-52-3).....	-	10 000	Recettes de l'ONSS destinées pour l'amélioration des conditions de travail pour les travailleurs de plus de 55 ans (Recettes affectées au programme 23-52-3).	37.11
37.12	Terugvorderingen van het Fonds Sociale Maribel - RSZPPO (Ontvangsten toegewezen aan het programma 23-56-5).....	-	-	Récupérations provenant du Fonds Maribel social - ONSSAPL (Recettes affectées au programme 23-56-5).	37.12
38.01	Administratieve geldboeten.....	2 231	-	Amendes administratives.	38.01
38.02	Compenserende vergoedingen in het kader van de wetgeving inzake het plan startbanen jongeren - wet van 24 december 1999, artikelen 23 en volgende (Ontvangsten toegewezen aan het programma 23-56-4)	-	221	Indemnités compensatoires dans le cadre de la législation en matière des plans premier emploi jeunes - loi du 24 décembre 1999, articles 23 et suivants (Recettes affectées au programme 23-56-4)	38.02
39.01	Tussenkomst van het Europees Sociaal Fonds ten voordele van nationale programma's (Ontvangsten toegewezen aan het programma 23-56-9).....	-	4 065	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes nationaux (Recettes affectées au programme 23-56-9).	39.01
39.03	Tussenkomst van het Europees Sociaal Fonds - programmatie 2000-2006 (Ontvangsten toegewezen aan het programma 23-56-9).....	-	5 134	Intervention du Fonds social européen - programmation 2000-2006 (Recettes affectées au programme 23-56-9).	39.03
41.02	Terugbetaling door openbare instellingen van teveel ontvangen subsidies in het kader van de "Federale Belgische publieke bijdrage aan het Europees sociaal Fonds".....	2	-	Remboursement par les institutions publiques des subsides trop perçus dans le cadre de la Contribution fédérale publique belge au Fonds social européen.	41.02
47.01	Terugstorting door de instellingen van openbaar nut van de te veel ontvangen toelagen.....	10	-	Remboursements par les organismes d'intérêt public des subsides trop perçus.	47.01

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
08.01	Stortingen uitgevoerd door de instellingen van openbaar nut met het oog op het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controleorganen van de Staat.....	50	-	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de l'Etat.	08.01
	Totalen voor hoofdstuk 23	2 332	61 462	Totaux pour le chapitre 23	
		63 794			
	HOOFDSTUK 24			CHAPITRE 24	
	FOD SOCIALE ZEKERHEID			SPF SECURITE SOCIALE	
16.01	Diverse opbrengsten.....	25	-	Produits divers.	16.01
34.01	Terugbetaling van aan sommige mindervaliden ten onrechte uitbetaalde vergoedingen.....	3 270	-	Remboursement d'allocations indûment payées à certains handicapés.	34.01
34.03	Tegemoetkomingen aan gehandicapten. Opbrengst van de uitgegeven assignaties waarvan de betaling door het Bestuur der postchecks niet kon geschieden....	10 028	-	Allocations aux handicapés. Produits des assignations émises, mais dont le paiement n'a pas pu être effectué par l'Office des chèques postaux.	34.03
47.01	Terugbetalingen door de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor werknemers.....	615	-	Remboursement par l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés.	47.01
08.01	Stortingen uitgevoerd door de instellingen van openbaar nut met het oog op het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controleorganen van de Staat.....	270	-	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de l'Etat.	08.01
	Totalen voor hoofdstuk 24	14 208	-	Totaux pour le chapitre 24	
		14 208			

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtalLEN euro - en millieren d'euroS)
TITEL I - RECETTES COURANTES

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article	Geaffecteerde ontvangsten		
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Recettes affectées		
	HOOFDSTUK 25			CHAPITRE 25	
	VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETTEN EN LEEFMILIEU			SPF SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT	
12.01	Terugbetaling door de Gewesten ingevolge het samenwerkingsakkoord houdende de coördinatie van het beleid in verband met de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen.....	59	-	Remboursements par les Régions suite à l'accord de coopération portant coordination de la politique d'importation, d'exportation et de transit des déchets.	12.01
16.01	Diverse opbrengsten.....	3 101	-	Produits divers.	16.01
16.02	Ontvangsten gerealiseerd door het Instituut Pasteur.....	226	-	Recettes réalisées par l'Institut Pasteur.	16.02
16.03	Ontvangsten voortvloeiend uit betalingen van de industrie in het kader van de EEG-richtlijn 793/93	20	-	Recettes résultant des paiements de l'industrie dans le cadre de la directive CEE 793/93.	16.03
16.04	Ontvangsten van het Comité voor Europese Milieumerk.....	2	-	Recettes du Comité Ecolabel européen.	16.04
36.02	Ontvangsten ten bate van het Rode Kruis van België (Ontvangsten toegewezen aan het programma 25-51-7)	-	7 437	Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique (Recettes affectées au programme 25-51-7).	36.02
36.03	Gezondheidspatenten en gezondheidsrechten.....	55	-	Patentes de santé et droits sanitaires.	36.03
36.05	Heffing op het transport van elektriciteit (Ontvangsten toegewezen aan het programma 25-57-1)	-	-	Redevance sur le transport d'électricité (Recettes affectées au programme 25-57-1).	36.05
37.01	Opbrengst van de vermindering van de werkgeversbijdragen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 25-51-1).....	-	9 720	Produit de la réduction de cotisations patronales (Recettes affectées au programme 25-51-1).	37.01
38.01	Ontvangsten betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten (wet van 24 januari 1977 en koninklijk besluit van 30 januari 1979).....	4 337	-	Recettes relatives à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits (loi du 24 janvier 1977 et arrêté royal du 30 janvier 1979).	38.01

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
38.02	Ontvangsten voortspruitend uit de wet van 21 juni 1983 betreffende geneesmiddelen voor dieren.....	25	-	Recettes résultant de la loi du 21 juin 1983 relative aux aliments médicamenteux pour animaux.	38.02
38.04	Ontvangsten voortspruitend uit de wet van 5 januari 1976 (art. 152) op de geneesmiddelen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 25-53-2).....	-	12 000	Recettes résultant de l'application de la loi du 5 janvier 1976 (art. 152) sur les médicaments (Recettes affectées au programme 25-53-2).	38.04
38.06	Ontvangsten voortspruitend uit schadevergoedingen en de bestrijding van verontreinigingen op zee (Wet van 20 juli 1976 en ministerieel besluit van 6 oktober 1989).....	74	-	Recettes résultant d'indemnités et de la lutte contre les pollutions en mer (Loi du 20 juillet 1976 et arrêté ministériel du 6 octobre 1989).	38.06
38.07	Bijdragen ingesteld voor het aanvragen en het houden van toelatingen voor bestrijdingsmiddelen voor niet-landbouwkundig gebruik, voor het indienen van kennisgevingen van nieuwe chemische stoffen en voor melding van bestaande chemische stoffen zoals die voortspruitend uit verplichtingen opgelegd door de EG.....	520	-	Redevances perçues pour les demandes d'autorisation et pour la détention d'autorisations de pesticides à l'usage non agricole, pour la notification de substances chimiques nouvelles et pour la déclaration de substances chimiques existantes suivant les obligations CE.	38.07
46.01	Storting door het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen van ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de Grondstoffen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 25-54-1)	-	2 085	Versement par l'agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire de recettes destinées au Fonds des matières premières (Recettes affectées au programme 25-54-1).	46.01
46.02	Storting door het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen van ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren (Ontvangsten toegewezen aan het programma 25-55-0).....	-	6 993	Versement par l'agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire de recettes destinées au Fonds de la santé et de la production des animaux (Recettes affectées au programme 25-55-0).	46.02
08.01	Stortingen uitgevoerd door de instellingen van openbaar nut met het oog op het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controleorganen van de Staat.....	15	-	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de l'Etat.	08.01
Totaal voor hoofdstuk 25		8 434	38 235	Totaux pour le chapitre 25	
		46 669			

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN

(in duizendtalien euro - en milliers d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtalien euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
	HOOFDSTUK 32			CHAPITRE 32	
	FOD ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE			SPF ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE	
16.02	Ontvangsten verbonden aan de levering van diensten aan de openbare- en privésector door het Centrum voor Informatieverwerking in het kader van Belindis en Belgostat.....	174	-	Recettes liées à la fourniture de services aux secteurs public et privé par le Centre de Traitement de l'Information dans le cadre de Belindis et Belgostat.	16.02
16.03	Heffingen gestort door ondernemingen ten bate van het Fonds voor Accrediatie en Certificatie om de beoordelings-, accreditatie-, certificatie-, toezichts- en controlekosten) (bestemd voor het Fonds voor Accrediatie en Certificatie - BELAC) (Ontvangsten toegewezen aan het programma 32-65-1)	-	1 550	Rétributions versées par les entreprises en faveur du Fonds d'Accréditation et de Certification pour couvrir les frais d'évaluation, d'accréditation, de certification, de surveillance et de contrôle (destiné au Fonds d'Accréditation et de Certification - BELAC) (Recettes affectées au programme 32-65-1).	16.03
16.05	Diverse opbrengsten.....	420	-	Produits divers.	16.05
16.07	Bijdrage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in onderzoeksprojecten van collectieve centra.....	174	-	Participation de la Région de Bruxelles-Capitale à des projets de recherche des centres collectifs.	16.07
16.09	Ontvangsten van het NIS afkomstig van dienstverlening aan derden.....	540	-	Recettes de l'INS résultant de prestations de services à des tiers.	16.09
16.10	Tussenkost van Eurostat in de kosten van de SILC-enquête.....	482	-	Intervention d'Eurostat dans les frais de l'enquête SILC.	16.10
16.12	Vergoedingen gestort door de belanghebbenden betreffende de controle op de kansspelen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 32-65-4).....	-	318	Redevances versées par les intéressés relative aux contrôles des jeux de hasard (Recettes affectées au programme 32-65-4).	16.12
16.13	Bijdragen bestemd voor het toezicht op de vennootschappen voor het beheer van auteursrechten en naburige rechten.....	279	-	Contribution pour le financement du contrôle des sociétés de gestion de droits d'auteurs et de droits voisins.	16.13

TITRE I - RECETTES COURANTES

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN

(in duizendtalLEN euro - en milliers d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article	Geaffecteerde ontvangsten		
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Recettes non affectées		
16.14	Storting door het Nationaal Instituut voor de Statistiek.....	910	-	Versement par l'Institut national de Statistiques.	16.14
16.15	Storting door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (Ontvangsten toegewezen aan het programma 32-67-2).....	-	1 806	Versement par l'Institut national de Statistiques (Recettes affectées au programme 32-67-2).	16.15
26.02	Opbrengsten van beleggingen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 31-52-2).....	-	2 278	Produits d'investissements (Recettes affectées au programme 32-52-2).	26.02
28.02	Retributies verbonden aan concessiebesluiten voor zandwinnings door middel van baggerboten op het continentaal plat en in de territoriale wateren van België (Ontvangsten toegewezen aan het programma 32-65-3).....	-	800	Redevances liées aux arrêtés de concession d'exploitation de sable au moyen de dragueurs sur le plateau continental de la Belgique et dans ses eaux territoriales (Recettes affectées au programme 32-65-3).	28.02
28.03	Opbrengsten afkomstig uit "golden shares".....	1	-	Recettes provenant des "golden shares".	28.03
31.02	Terugbetaling van toelagen en voorschotten (Ontvangsten toegewezen aan het programma 32-52-2)	-	20	Remboursement de subsides et d'avances (Recettes affectées au programme 32-52-2).	31.02
31.03	Terugbetaling door het N.I.R.A.S. van de dotatie gestort door de Staat voor het technisch passief van het S.C.K.....	48 339	-	Remboursement par l'O.N.D.R.A.F. de la dotation versée par l'Etat pour le passif technique du C.E.N.	31.03
36.01	Annuïteiten voor octrooien.....	7 263	-	Annuités de brevets.	36.01
36.04	Diverse opbrengsten.....	3 000	-	Produits divers.	36.04
36.10	Bijdragen ten laste van de personen die aardolieproducten in gebruik stellen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 32-61-1).....	-	3 750	Redevances à charge des personnes qui mettent en consommation des produits pétroliers (Recettes affectées au programme 32-61-1).	36.10
38.01	Afname van een percentage van het verschuldigd blijvend saldo van de hypothecaire en consumentenkredieten (Ontvangsten toegewezen aan het programma 32-62-3).....	-	2 643	Prélèvement d'un pourcentage du solde restant dû des crédits hypothécaires et des crédits à la consommation (Recettes affectées au programme 32-62-3).	38.01

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITEL I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
39.02	E.O.G.F.L.-bijstand (Ontvangsten toegewezen aan het programma 32-52-2).....	-	638	Concours du F.E.O.G.A. (Recettes affectées au programme 32-52-2).	39.02
46.02	Storting door het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen van ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de produktie en de bescherming van planten en plantaardige produkten.	100	-	Versement par l'agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire de recettes destinées au Fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux.	46.02
06.05	Ontvangsten verwezenlijkt in het kader van de internationale tentoonstellingen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 32-62-2).....	-	50	Recettes réalisées dans le cadre des expositions internationales (Recettes affectées au programme 32-62-2).	06.05
08.01	Stortingen uitgevoerd door de instellingen van openbaar nut met het oog op het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controleorganen van de Staat.....	20	-	Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de l'Etat.	08.01
	Totalen voor hoofdstuk 32	61 702	13 853	Totaux pour le chapitre 32	
			75 555		
	HOOFDSTUK 33			CHAPITRE 33	
	SPT MOBILITEIT EN TRANSPORT			SPF MOBILITEIT EN TRANSPORT	
	§ 1. Stafdiensten.			§ 1. Services d'encadrement	
12.01	Terugbetaling van uitgaven gedaan voor rekening van derden en ongerekende ontvangsten.....	174	-	Remboursement de dépenses effectuées pour le compte de tiers et recettes accidentelles.	12.01
27.01	Winsttaandeel te storten door Belgacom aan de Staat	-	-	Dividende versé à l'Etat par Belgacom.	27.01
27.02	Winsttaandeel te storten door Belgacom aan de Staat (Ontvangsten toegewezen aan het programma 51-45-3)	-	425 000	Dividende versé à l'Etat par Belgacom (Recettes affectées au programme 51-45-3).	27.02

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten	
		Recettes non affectées	Recettes affectées	
36.06	Diverse opbrengsten.....	2 090	-	36.06
	Totalen voor § 1	2 264	425 000	
		427 264		
16.08	§ 2. Directoraat-generaal Vervoer te Land			
	Ontvangsten verbonden aan de sector van de binnenvaart.....	131	-	16.08
36.01	Bijdragen geïnd voor het vervoer van personen.....	200	-	36.01
36.06	Ontvangsten geïnd uit hoofde van de toekenning van vergunningen aan de tussenpersonen voor goederenverkeer.....	131	-	36.06
	Totalen voor § 2	462	-	
		462		
36.01	§ 3. Directoraat-generaal Luchtvaart			
	Ontvangsten geboekt in het kader van het gebruik van de openbare diensten die de luchtvaart aanbelangen (artikel 5 van de wet van 27 juni 1937)....	2 479	-	36.01
36.07	Vergoedingen verschuldigd om de kosten te dragen van onderzoek in geval van vliegongeval, vliegincident en ter bevordering van de luchtvaartveiligheid (Ontvangsten toegewezen aan het programma 33-52-5).....	-	125	36.07
36.08	Ontvangsten geboekt in het kader van het gebruik van de openbare diensten die de luchtvaart aanbelangen (artikel 5 van de wet van 27 juni 1937) (Ontvangsten toegewezen aan het programma 33-52-5 FVCIML).....	-	1 680	36.08

TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITRE I - RECETTES COURANTES**

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
36.01	Bijdragen geboekt door het Bestuur van het Wegverkeer.....	1 622	-	Relevances perçues par l'Administration de la Circulation routière.	36.01
36.06	Diverse opbrengsten : verkoop van publicaties.....	3	-	Produits divers : vente de publications.	36.06
	Totalen voor § 5	2 628	-	Totaux pour le § 5.	
			2 628		
	Totalen voor hoofdstuk 33	8 354	426 805	Totaux pour le chapitre 33	
			435 159		
	HOOFDSTUK 44			CHAPITRE 44	
	FOD SOCIALE INTEGRATIE, STRIJD TEGEN DE ARMOEDE EN SOCIALE ECONOMIE			SPF INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE	
16.01	Diverse opbrengsten.....	80	-	Produits divers.	16.01
38.09	Tussenkost van het Europees Vluchtelingenfonds - programmatie 2000-2006 (Ontvangsten toegewezen aan het programma 44-55-3).....	-	1 870	Intervention du Fonds européen pour les réfugiés - Programmation 2000-2006 (Recettes affectées au programme 44-55-3).	38.09
39.03	Tussenkost van het Europees Sociaal Fonds ten voordele van het Fonds voor Sociale Economie - programmatie 2000-2006 (Ontvangsten toegewezen aan het programma 44-55-4).....	-	4 958	Intervention du Fonds social européen en faveur du Fonds d'Economie sociale - programmation 2000-2006 (Recettes affectées au programme 44-55-4).	39.03

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros) **TITRE II - RECETTES DE CAPITAL**

Articles	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
	Evaluations par article	Geaffecteerde ontvangsten		
	Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
	Recettes non affectées	Recettes affectées		
	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN			
	SECTION I - FISCALE ONTVANGSTEN			
	HOOFDSTUK 18			
	MINISTERIE VAN FINANCIEN.			
	§ 1. ADMINISTRATIE VAN DE B.T.W., REGISTRATIE EN DOMEINEN.			
58.01	-	-	Droits de succession (pour mémoire).	58.01
	Totalen voor sectie I			
	-	-	Totaux pour la section I	
	SECTION II - NIET FISCALE ONTVANGSTEN			
	HOOFDSTUK 02			
	FOD KANSELLARIJ VAN DE EERSTE MINISTER			
87.01	2	-	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants droit.	87.01
	Totalen voor hoofdstuk 02			
	2	-	Totaux pour le chapitre 02	
				2

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN
 (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)

TITRE II - RECETTES DE CAPITAL

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
	HOOFDSTUK 11			CHAPITRE 11	
	FEDERALE DIENSTEN VOOR WETENSCHAPPELIJKE, TECHNISCHE EN CULTURELE AANGELEGHEIDEN.			SERVICES FEDERALEX DES AFFAIRES SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET CULTURELLES.	
86.02	Terugbetalingen van terugvorderbare voorschotten, van vergoedingen en retributies gestort voor rekening van derden (Ontvangsten toegewezen aan het programma 11-60-1).....	-	6 197	Remboursements d'avances récupérables, de redevances et de rétributions pour travaux effectués pour compte de tiers (Recettes affectées au programme 11-60-1).	86.02
	Totalen voor hoofdstuk 11	-	6 197	Totaux pour le chapitre 11	
	HOOFDSTUK 12			CHAPITRE 12	
	FOD JUSTITIE			SPF JUSTICE.	
87.01	Terugbetalingen van leningen verleend aan de personeelsleden of rechthebbenden.....	62	-	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants droit.	87.01
	Totalen voor hoofdstuk 12	62	-	Totaux pour le chapitre 12	
	HOOFDSTUK 13			CHAPITRE 13	
	FOD BINNENLANDSE ZAKEN.			SPF INTERIEUR.	
68.01	Terugbetaling van een deel van de aankoopprijs gestort door de agglomeraties, de intercommunales en de gemeenten bij levering van het materieel voorzien in het algemeen reorganisatieprogramma van de gemeentelijke brandweerdiensten.....	4 122	-	Remboursement d'une partie du prix d'achat versé par les agglomérations, les intercommunales et les communes lors de la livraison du matériel prévu dans le programme général de réorganisation des services communaux d'incendie.	68.01
			62		

TITRE II - RECETTES DE CAPITAL

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN

(in duizendtallen euro - en millieren d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en millieren d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Miet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
87.01	Terugbetalingen van leningen verleend aan de personeelsleden of rechthebbenden.....	48	-	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants droit.	87.01
	Totalen voor hoofdstuk 13	4 170	-	Totaux pour le chapitre 13	
	HOOFDSTUK 14	4 170	-	CHAPITRE 14	
	FOD BUITENLANDSE ZAKEN			SPF AFFAIRES ETRANGERES	
76.01	Opbrengst van de verkoop van onroerende goederen gelegen in het buitenland (Ontvangsten toegewezen aan het programma 14-42-0).....	-	24 201	Produit de la vente de biens immeubles sis à l'étranger (Recettes affectées au programme 14-42-0).	76.01
87.01	Terugbetalingen van leningen verleend aan de personeelsleden of rechthebbenden.....	30	-	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants droit.	87.01
	Totalen voor hoofdstuk 14	30	24 201	Totaux pour le chapitre 14	
	HOOFDSTUK 16	30	24 201	CHAPITRE 16	
	DEFENSIE			DEFENSE	
76.01	Opbrengst van de verkoop van onroerende goederen (Ontvangsten toegewezen aan het programma 16-50-3)	-	6 125	Produit de la vente de biens immobiliers (Recettes affectées au programme 16-50-3).	76.01
	Totalen voor hoofdstuk 16	-	6 125	Totaux pour le chapitre 16	
			6 125		

TITRE II - RECETTES DE CAPITAL

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN

(in duizendtallen euro - en millieren d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article	Geaffecteerde ontvangsten		
		Miet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
	HOOFDSTUK 18			CHAPITRE 18	
	FOD FINANCIEN.			SPF FINANCES	
	§ 1. ADMINISTRATIE DER THESAUURIE.			§ 1. ADMINISTRATION DE LA TRESORERIE.	
51.01	Recuperaties van bedragen uitgegeven door de Staat, enerzijds in hoofde van de waarborg in het kader van de economische expansie en voor de sociale huisvesting en anderzijds voor de hulp toegekend aan de steenkoolmijnen en aan de oudkoloniale.....	1 000	-	Récupérations de montants décaissés par l'Etat, d'une part au titre de sa garantie en expansion économique et pour les habitations sociales et, d'autre part, pour les aides accordées aux charbonnages et aux anciens coloniaux.	51.01
51.02	Terugvordering van Staatssteun.....	39 345	-	Récupération d'aides de l'Etat.	51.02
56.01	Aandeel van de Staat in de winst van financiële instellingen. Meerwaarde op het goud dat door de Koninklijke Munt bij de Nationale Bank werd aangekocht voor de aanmaak van muntstukken of medailles.....	273	-	Part de l'Etat dans les bénéfices d'institutions financières. Plus-value sur l'or acheté par la Monnaie royale à la Banque nationale pour la confection de pièces de monnaie ou de médailles.	56.01
59.01	Terugbetaling van de tegoeden van België op de speciale rekening bij de Europese Investeringsbank	4 000	-	Remboursement des avoirs du compte spécial de la Belgique auprès de la Banque européenne d'investissement.	59.01
86.01	Delging door instellingen van openbaar nut van door hen onder de waarborg van de Staat geëmitteerde leningen, of van voorschotten en leningen hun door de Staat toegestaan.....	5 092	-	Amortissements par des organismes d'intérêt public d'emprunts émis par eux sous la garantie de l'Etat ou d'avances et de prêts leur consentis par l'Etat	86.01
86.06	Diverse vermogensontvangsten.....	70	-	Recettes diverses patrimoniales.	86.06
86.09	Meerwaarde gerealiseerd door de Nationale Bank van België bij de inbreng van een gedeelte van de goudvoorraad in de Europese Centrale Bank (Ontvangsten toegewezen aan het programma 51-45-3)....	-	-	Plus-value réalisée par la Banque Nationale de Belgique par l'apport d'une partie de la réserve d'or à la Banque Centrale européenne (Recettes affectées au programme 51-45-3).	86.09

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN
(in duizendtallen euro - en millieren d'euros)

TITRE II - RECETTES DE CAPITAL

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en millieren d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
86.10	Ontvangsten verbonden aan het beheer van financiële risico's.....	20 000	-	Recettes liées à la gestion de risques financiers.	86.10
86.11	Storting door de Nationale Bank van België van opbrengsten ten gevolge van de niet-inwisseling van bankbiljetten (Ontvangsten toegewezen aan het programma 51-45-3).....	-	200 000	Versement par la Banque nationale de Belgique de recettes suite à la non-rentree de billets de banque (Recettes affectées au programme 51-45-3).	86.11
87.01	Terugbetalingen van leningen verleend aan de personeelsleden of rechthebbers.....	383	-	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants droit.	87.01
88.02	Terugbetalingen van leningen toegestaan aan vreemde Staten.....	33 174	-	Remboursements des prêts accordés à des Etats étrangers.	88.02
88.04	Door vreemde Staten verrichte stortingen tot terugbetaling van de door België toegestane leningen.....	1 010	-	Versements effectués par des Etats étrangers en remboursement des prêts consentis par la Belgique.	88.04
06.01	Diverse opbrengsten.....	74	-	Recettes diverses.	06.01
	Totalen voor § 1	104 421	200 000	Totaux pour le § 1.	
			304 421		
	§ 2. ADMINISTRATIE VAN DE B.T.W., REGISTRATIE EN DOMEINEN.			§ 2. ADMINISTRATION DE LA T.V.A., DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.	
58.01	Verbeurdverklaring en gesekwestreerde goederen.....	3 250	-	Confiscations et biens sous séquestre.	58.01
58.03	Diverse vermogensontvangsten.....	4 000	-	Recettes diverses patrimoniales.	58.03
76.01	Verkooprijzen van onroerende goederen.....	1 600	-	Produit de la vente d'immeubles.	76.01

TITRE II - RECETTES DE CAPITAL

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN

(in duizendtalien euro - en millieren d'euros)

Articles	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtalien euro - en millieren d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
77.01	Verkooprijzen van buitengebruikgestelde roerende voorwerpen voortkomende van de verscheidene ministeriële departementen of staatsinstellingen...	834	-	Prix de la vente d'objets mobiliers hors d'usage provenant des divers départements ministériels ou organismes d'Etat.	77.01
	Totalen voor § 2	9 684	-	Totaux pour le § 2.	
	Totalen voor hoofdstuk 18	114 105	200 000	Totaux pour le chapitre 18	
	HOOFDSTUK 19	314 105		CHAPITRE 19	
	REGIE DER GEBOUWEN			REGIE DES BATIMENTS	
76.03	Storting aan de Schatkist van een gedeelte van het patrimonium van de Staat in brede zin.....	109 073	-	Versement au Trésor d'une partie du patrimoine de l'Etat au sens large.	76.03
	Totalen voor hoofdstuk 19	109 073	-	Totaux pour le chapitre 19	
	HOOFDSTUK 23	109 073		CHAPITRE 23	
	FOD TEWERKSTELLING EN SOCIAAL OVERLEG			SPF EMPLOI ET CONCERTATION SOCIALE	
87.01	Terugbetalingen van leningen verleend aan de personeelsleden of rechthebbers.....	1	-	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants droit.	87.01
	Totalen voor hoofdstuk 23	1	-	Totaux pour le chapitre 23	

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN (in duizendtallen euro - en millieren d'euros) **TITRE II - RECETTES DE CAPITAL**

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtallen euro - en millieren d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article	Geffecteerde ontvangsten		
		Niet-geffecteerde ontvangsten	Geffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
86.01	<p>HOOFDSTUK 25</p> <p>FOD VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU</p> <p>Terugbetaling van de terugvorderbare voorschotten.</p> <p>Totalen voor hoofdstuk 25</p>	500	-	<p>CHAPITRE 25</p> <p>SPF SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT</p> <p>Remboursements des avances récupérables.</p> <p>Totaux pour le chapitre 25</p>	86.01
	<p>HOOFDSTUK 32</p> <p>FOD ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</p> <p>Diverse ontvangsten en terugbetalingen voorheen aangerekend op het ex-Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversie (oud fonds 60.01) en op het ex-Nationaal Solidariteitsfonds (oud fonds 60.03).....</p> <p>Invordering van de door het Landbouwinvesteringsfonds uitgevoerde waarborgen.....</p> <p>Terugstortingen op terugvorderbare voorschotten voor de vervaardiging van prototypes en voor navorsingen inzake gevorderd technologisch onderzoek</p> <p>Terugbetaling door Synatom van de stand-by kosten gedragen door de Belgische Staat voor de periode 1979-1985 voor de ex-Eurochemic installaties.....</p> <p>Totalen voor hoofdstuk 32</p>	211	-	<p>CHAPITRE 32</p> <p>SPF ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE</p> <p>Recettes et remboursements divers autrefois imputés sur l'ancien Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (ancien fonds 60.01) et sur l'ancien Fonds de solidarité nationale (ancien fonds 60.03).</p> <p>Recouvrement des garanties exécutées par le Fonds d'Investissement agricole.</p> <p>Remboursements sur avances récupérables pour fabrication de prototypes et pour les recherches de technologie avancée.</p> <p>Remboursements pour Synatom de la moitié des frais "stand-by" supportés par l'Etat belge pour la période 1979-1985 pour les installations de l'ex-Eurochemic.</p> <p>Totaux pour le chapitre 32</p>	51.01 53.02 86.01 86.02
		3 141	-		
		4 561	-		
		7 913	-		
		7 913	7 913		

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN (in duizendtalLEN euro - en millIERS d'euroS) **TITRE II - RECETTES DE CAPITAL**

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article	Geaffecteerde ontvangsten		
		Niet-geaffecteerde ontvangsten	Recettes non affectées		
	HOOFDSTUK 33			CHAPITRE 33	
	SPT MOBILITEIT EN TRANSPORT			SPF MOBILITE ET TRANSPORT	
	§ 1. Stafdiensten.			§ 1. Services d'encadrement	
66.01	Sorting aan de Schatkist van een deel van de reserves van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie.....	10 300	-	Versement au Trésor d'une part des réserves de l'Institut belge des services postaux et des Télécommunications.	66.01
76.02	Ontvangsten afkomstig van de verkoop van gronden aan BIAC.....	2 000	-	Recettes provenant de la vente de terrains à BIAC.	76.02
77.02	Ontvangsten afkomstig uit de verkoop van de UMTS-licenties (Ontvangsten toegewezen aan het programma 51-45-3).....	-	-	Recettes provenant de la vente des licences UMTS (Recettes affectées au programme 51-45-3).	77.02
86.01	Storting door de Federale Participatie Maatschappij voor de oprichting van een Gewestelijk Express Net (Ontvangsten toegewezen aan het programma 33-56-5).....	-	210 709	Versement de la Société fédérale de Participation pour la création d'un Réseau Express Régional (Recettes affectées au programme 33-56-5).	86.01
	Totalen voor § 1	12 300	210 709	Totaux pour le § 1.	
			223 009		

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN (in duizendtalLEN euro - en milliers d'euros) **TITRE II - RECETTES DE CAPITAL**

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
51.01	§ 4. Directoraat-generaal Maritiem Vervoer Ontvangst in het kader van de wet van 23 augustus 1948 strekkende tot het in stand houden en het uitbreiden van de koopvaardij- en de vissersvloot.	1	-	§ 4. Direction générale Transport maritime Recette dans le cadre de la loi du 23 août 1948 tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande et de la pêche maritime.	51.01
	Totalen voor § 4	1	-	Totaux pour le § 4.	
	Totalen voor hoofdstuk 33	1		Totaux pour le chapitre 33	
	Totalen voor sectie II	12 301	210 709	Totaux pour la section II	
		248 157	447 232		
		223 010	695 389		
	Totalen voor de kapitaalontvangsten.....	248 157	447 232	Totaux pour les recettes de capital.	
		695 389	695 389		

TITEL III - OPBRENGST VAN LENINGEN (in duizendtalLEN euro - en milliers d'euros) **TITRE III - PRODUIT D'EMPRUNTS**

Artikelen	AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN (in duizendtalLEN euro - en milliers d'euros)	Ramingen per artikel		DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Articles
		Evaluations par article Niet-geaffecteerde ontvangsten	Geaffecteerde ontvangsten		
		Recettes non affectées	Recettes affectées		
	HOOFDSTUK 18			CHAPITRE 18	
	MINISTERIE VAN FINANCIEN.			MINISTERE DES FINANCES.	
96.01	Opbrengst van de leningen in Belgische frank en in euro.....	16 750 150	-	Produit des emprunts en francs belges et en euros,	96.01
96.03	Wisselwinst op de terugbetalingen van de schuld in vreemde munt.....	2 500	-	Gains de change sur les remboursements de la dette en monnaies étrangères.	96.03
96.06	Afnamen van leningsopbrengsten bestemd tot dekking van : 1° de uitgevoerde uitgaven in het kader van beheersverrichtingen van de Rijksschuld; 2° de vervroegde terugbetalingen; 3° de uitbetalingen van kapitaal ten gevolge van de wisselkoersschommelingen. (Opbrengst van leningen toegewezen aan het programma 51-45-1).....	-	7 056 167	Prélèvements sur produit d'emprunts destinés à couvrir : 1° les dépenses effectuées dans le cadre d'opérations de gestion de la dette publique; 2° les remboursements effectués par anticipation; 3° les décaissements en capital résultant des fluctuations des cours de change. (Produit d'emprunts affecté au programme 51-45-1),	96.06
	Totalen voor hoofdstuk 18	16 752 650	7 056 167	Totaux pour le chapitre 18	
		23 808 817			
	Totalen voor Titel III.....	16 752 650	7 056 167	Totaux pour le Titre III.	
		23 808 817			

N. 2002 — 4670

[C — 2002/03547]

17 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 van 29 december 1992 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 53sexies, § 1, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 53sexies, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 december 1992 en 22 december 1995, op artikel 53octies, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en op artikel 57, vervangen bij de wet van 28 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 29 december 1992 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 53sexies, § 1, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 2 april 2002 en de bijlagen A en B, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 november 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de modellen van de opgaven van de vrijgestelde intracommunautaire leveringen van goederen opgenomen in de bijlagen A en B dienen te worden gewijzigd teneinde hun scanning, die zal opstarten vanaf 1 januari 2003, toe te laten;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bijlagen A en B bij het koninklijk besluit nr. 50 van 29 december 1992 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 53sexies, § 1, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, worden vervangen door de bijlagen A en B bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 3 juli 1969, *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1969;
Wet van 28 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 1ste editie;
Koninklijk besluit nr. 50 van 29 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 4e editie;
Koninklijk besluit van 29 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 4e editie;
Koninklijk besluit van 22 december 1995, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1995;
Koninklijk besluit van 26 november 1998, *Belgisch Staatsblad* van 1 december 1998, 2e editie;
Koninklijk besluit van 2 april 2002, *Belgisch Staatsblad* van 16 april 2002;
Gecoördineerde wetten op de Raad van State, koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973;
Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989;
Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996.

F. 2002 — 4670

[C — 2002/03547]

17 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal n° 50 du 29 décembre 1992 réglant les modalités d'application de l'article 53sexies, § 1^{er}, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 53sexies, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par les arrêtés royaux des 29 décembre 1992 et 22 décembre 1995, l'article 53octies, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et l'article 57, remplacé par la loi du 28 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal n° 50 du 29 décembre 1992 réglant les modalités d'application de l'article 53sexies, § 1^{er}, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 2 avril 2002 et les annexes A et B, remplacées par l'arrêté royal du 26 novembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les modèles des relevés de livraisons intracommunautaires de biens exemptées reprises aux annexes A et B doivent être modifiées afin de permettre leur scannage, lequel sera opérationnel à partir du 1^{er} janvier 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les annexes A et B à l'arrêté royal n° 50 du 29 décembre 1992 réglant les modalités d'application de l'article 53sexies, § 1^{er}, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, sont remplacées par les annexes A et B au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2003.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 3 juillet 1969, *Moniteur belge* du 17 juillet 1969;
Loi du 28 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 1re édition;
Arrêté royal n° 50 du 29 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 4e édition;
Arrêté royal du 29 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 4e édition;
Arrêté royal du 22 décembre 1995, *Moniteur belge* du 30 décembre 1995;
Arrêté royal du 26 novembre 1998, *Moniteur belge* du 1^{er} décembre 1998, 2e édition;
Arrêté royal du 2 avril 2002, *Moniteur belge* du 16 avril 2002;
Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973;
Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989;
Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 20 août 1996.

v

(1) Elke bladzijde moet worden genummerd.
 (2) Vul hier het totaal aantal bladzijden van de opgave in.

Bladzijde (1) van (2)

VERVOLG VAN KADER III : OPGAVE VAN DE AFNEMERS

	LANDENCODE EN BTW-NUMMER AFNEMER	CODE	BEDRAG IN EURO	KWARTAAL-JAAR
1	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
3	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
6	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
7	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
8	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
9	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
10	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Hier vouwen a.u.b.				
11	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
12	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
13	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
14	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
15	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
16	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
17	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
18	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
19	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
20	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
21	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
22	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Totaalbedrag van deze bladzijde :			<input type="text"/>	<input type="text"/>

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 17 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :
 De Minister van Financiën,
 D.REYNDERS

v

(1) Chaque page doit être numérotée.
 (2) Indiquer ici le nombre total de pages du relevé.

Page (1) sur (2)

SUITE DU CADRE III : RELEVÉ DES CLIENTS

	CODE PAYS ET NUMERO DE TVA. DU CLIENT	CODE	MONTANT EN EURO	ANNEE
1	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
3	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
6	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
7	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
8	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
9	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
10	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
11	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
12	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
13	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
14	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
15	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
16	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
17	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
18	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
19	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
20	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
21	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
22	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Montant total de cette page :			<input type="text"/>	<input type="text"/>

Plier ici s.v.p.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 17 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
 D. REYNDERS

V

(1) Chaque page doit être numérotée.
 (2) Indiquer ici le nombre total de pages du relevé.

Page (1) sur (2)

SUITE DU CADRE III : RELEVÉ DES CLIENTS

	CODE PAYS ET NUMERO DE T.V.A. DU CLIENT	CODE	MONTANT EN EURO	TRIMESTRE-ANNÉE
1	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
3	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
6	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
7	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
8	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
9	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
10	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
				Mer ici s.v.p.
11	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
12	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
13	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
14	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
15	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
16	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
17	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
18	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
19	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
20	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
21	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
22	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Montant total de cette page :			<input type="text"/>

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 17 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
 D. REYNDERS

N. 2002 — 4671

[C — 2002/03548]

F. 2002 — 4671

[C — 2002/03548]

19 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De Richtlijn nr. 1999/85/EG (1), in werking getreden op 28 oktober 1999, wijzigt de (Zesde) Richtlijn nr. 77/388/EEG (2) van de Raad van 17 mei 1977 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der Lid-Staten inzake omzetbelasting – Gemeenschappelijk stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde: uniforme grondslag, wat de mogelijkheid betreft om bij wijze van experiment een verlaagd BTW-tarief toe te passen op arbeidsintensieve diensten, die het voorwerp uit maken van ten hoogste twee van de vijf categorieën opgesomd in bijlage K van deze richtlijn.

Deze richtlijn heeft tot doel de lidstaten die dit wensen de mogelijkheid te geven te experimenteren met een gerichte BTW-verlaging voor deze diensten teneinde de werkgelegenheid te bevorderen en het zwartwerk tegen te gaan.

De Beschikking 2000/185/EG (3) van de Raad van 28 februari 2000 heeft België gemachtigd een verlaagd BTW-tarief toe te passen op de renovatie en herstel van particuliere woningen ouder dan vijf jaar, met uitzondering van materialen die een beduidend deel vertegenwoordigen van de waarde van de verstrekte diensten, als ook op de herstelling van fietsen, schoeisel, lederwaren, kleding en huishoudlinnen.

Artikel 28, lid 6, van de voornoemde Zesde Richtlijn machtigt de toepassing van dit verlaagd tarief voor de periode vanaf 1 januari 2000 tot 31 december 2002.

Het blijkt evenwel dat het noodzakelijk is om de toepassingsperiode van de maatregel met betrekking tot de arbeidsintensieve diensten te verlengen opdat de Europese Commissie over de nodige tijd zou beschikken voor een globale en grondige evaluatie van de verslagen van de verschillende lidstaten, en om zo nodig op middellange termijn een herziening en rationalisering van de voorschriften en afwijkingen met betrekking tot de verlaagde BTW-tarieven te voorzien.

In die omstandigheden, machtigt artikel 28, lid 6, eerste alinea, nieuw, van de Richtlijn 77/388/EG, overeenkomstig artikel 1 van de Richtlijn 2002/92/EG (4), de betrokken lidstaten om onder dezelfde voorwaarden, zonder de reikwijdte van het experiment te wijzigen of te verruimen, de geldigheidsduur met een jaar te verlengen tot 31 december 2003.

De Beschikking 2002/954/EG (5) van de Raad van 3 december 2002 verlengt de geldigheidsduur van de beschikking 2000/185/EG.

Het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven. (*Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1970) neemt onder meer deze bepalingen van de gemeenschap op.

De artikelen 1 en 2 van dit besluit verlengen de periode met 1 jaar tot uiterlijk 31 december 2003 waarin de regeling met betrekking tot de arbeidsintensieve diensten kan worden toegepast.

Ingevolge de Richtlijn 2002/92/EG van de Raad van 3 december 2002 zijn de lidstaten gehouden de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking te laten treden uiterlijk op 31 december 2002. Artikel 3 van dit koninklijk besluit bepaalt de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen op 1 januari 2003.

Genomen in uitvoering van artikel 37, § 1, van het Wetboek van de BTW, heeft bijgevoegd besluit het overleg in de Ministerraad van 6 december 2002 vereist.

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux

RAPPORT AU ROI

Sire,

Entrée en vigueur le 28 octobre 1999, la Directive n° 1999/85/CE (1) modifie la (Sixième) Directive n° 77/388/CEE (2) du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de T.V.A. réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre qui font au maximum l'objet de deux des cinq catégories énumérées à l'annexe K de ladite directive.

Cette directive a pour objectif de permettre aux Etats membres qui le souhaitent de tester les effets d'un allègement de la T.V.A. ciblé sur ces services en termes de création d'emplois et de diminution de l'économie souterraine.

La Décision 2000/185/CE (3) du Conseil, du 28 février 2000, a ainsi autorisé la Belgique à appliquer un taux réduit de T.V.A. à la rénovation et la réparation de logements privés occupés depuis cinq ans au moins, à l'exclusion de certains matériaux qui représentent une part importante de la valeur du service fourni, ainsi qu'à la réparation de bicyclettes, de chaussures, d'articles en cuir, de vêtements et de linge de maison.

L'article 28, paragraphe 6 de la Sixième Directive précitée autorise l'application de ce taux réduit pour une période allant du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2002.

Il s'avère toutefois nécessaire de proroger la période d'application de la mesure relative aux services à forte intensité de main-d'œuvre afin de permettre à la Commission européenne de disposer du temps nécessaire pour procéder à une évaluation globale et approfondie des rapports des différents Etats membres concernés et d'assortir, le cas échéant, à moyen terme une proposition visant la révision et la rationalisation des règles et des dérogations applicables aux taux réduits de T.V.A..

Dans ces circonstances, et conformément à l'article 1^{er} de la Directive 2002/92/CE (4), l'article 28, paragraphe 6, alinéa 1^{er}, nouveau, de la Directive n° 77/388/CEE autorise, les Etats membres concernés, à proroger d'un an le délai de validité de l'autorisation jusqu'au 31 décembre 2003, dans les mêmes conditions, sans modifier ni élargir le champ d'application de la taxe.

La Décision 2002/954/CE (5) du Conseil du 3 décembre 2002 proroge la durée d'application de la décision 2000/185/CE.

L'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (*Moniteur belge* du 31 juillet 1970) reprend notamment ces dispositions communautaires.

Les articles 1^{er} et 2 dudit arrêté prorogent d'un an, jusqu'au 31 décembre 2003, la période durant laquelle le régime relatif aux services à forte intensité de main-d'œuvre peut être appliqué.

Conformément à la Directive 2002/92/CE du Conseil du 3 décembre 2002, les Etats membres sont tenus de faire entrer en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires au plus tard le 31 décembre 2002. L'article 3 du présent arrêté royal fixe l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions au 1^{er} janvier 2003.

Pris en exécution de l'article 37, § 1^{er}, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, l'arrêté royal ci-joint a requis, le 6 décembre 2002, la délibération du Conseil des Ministres.

Het advies 34.548/2 van de Raad van State van 12 december 2002, werd gegeven binnen de termijn bepaald door artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op dit Hoog Rechtscollege. Er werd met dit advies rekening gehouden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Nota

(1) PBEG nr. L 277 van 28 oktober 1999, blz. 34.

(2) PBEG nr. L 145 van 13 juni 1977 en rectificatie PBEG nr. L 149 van 17 juni 1977, laatst gewijzigd bij de richtlijn nr. 2002/92/EG van de Raad van 3 december 2002 tot wijziging van de Richtlijn 77/388/EEG, ter verlenging van de termijn tijdens welke de lidstaten kunnen worden gemachtigd een verlaagd BTW-tarief toe te passen op arbeidsintensieve diensten, PBEG nr. L 331 van 7 december 2002.

(3) Beschikking van de Raad van 28 februari 2000 waarbij de lidstaten worden gemachtigd om overeenkomstig de procedure vastgesteld in artikel 28, lid 6, van Richtlijn 77/388/EEG een verlaagd BTW-tarief op bepaalde arbeidsintensieve diensten toe te passen, PBEG L 59 van 4 maart 2000, blz.10.

(4) Richtlijn 2002/92/EG van de Raad van 3 december 2002 tot wijziging van de Richtlijn 77/388/EEG, ter verlenging van de termijn tijdens welke de lidstaten kunnen worden gemachtigd een verlaagd BTW-tarief toe te passen op arbeidsintensieve diensten, PBEG nr. L 331 van 7 december 2002, blz. 27.

(5) Beschikking 2002/954/EG van de Raad van 3 december 2002 tot verlenging van de geldigheidsduur van beschikking 2000/185/EG waarbij de lidstaten worden gemachtigd om overeenkomstig de procedure vastgesteld in artikel 28, lid 6, van richtlijn 77/388/EEG een verlaagd BTW-tarief op bepaalde arbeidsintensieve diensten toe te passen, PBEG nr. L 331 van 7 december 2002, blz. 28.

19 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikel 93;

Gelet op de Zesde Richtlijn 77/388/EEG van de Raad van 17 mei 1977 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der Lid-Staten inzake omzetbelasting - Gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde : uniforme grondslag;

Gelet op de Richtlijn 1999/85/EG van de Raad van 22 oktober 1999 tot wijziging van de Richtlijn 77/388/EEG wat de mogelijkheid betreft om bij wijze van experiment op arbeidsintensieve diensten, die het voorwerp uitmaken van ten hoogste twee van de vijf categorieën opgesomd in bijlage K van deze richtlijn, tot 31 december 2002 een verlaagd BTW-tarief toe te passen. In uitzonderlijke gevallen, wordt een lidstaat toegestaan de verlaagde tarieven toe te passen op diensten in drie van die categorieën;

Gelet op de Beschikking 2000/185/EG van de Raad van 28 februari 2000 waarbij België wordt gemachtigd een verlaagd BTW-tarief toe te passen op bepaalde arbeidsintensieve diensten nl. op de renovatie en herstel van particuliere woningen ouder dan vijf jaar, met uitzondering van materialen die een beduidend deel vertegenwoordigen van de waarde van de verstrekte diensten, als ook op de herstelling van fietsen, schoeisel, lederwaren, kleding en huishoudlinnen;

Gelet op de Richtlijn 2002/92/EG van de Raad van 3 december 2002 tot wijziging van de Richtlijn 77/388/EEG ter verlenging van de termijn tijdens welke de lidstaten kunnen worden gemachtigd een verlaagd BTW-tarief toe te passen op arbeidsintensieve diensten;

Gelet op de Beschikking 2002/954/EG van de Raad van 3 december 2002 tot verlenging van de geldigheidsduur van de Beschikking 2000/185/EG waarbij de lidstaten worden gemachtigd om overeenkomstig de procedure vastgesteld in artikel 28, lid 6, van richtlijn 77/388/EEG een verlaagd BTW-tarief op bepaalde arbeidsintensieve diensten toe te passen;

L'avis 34.548/2 du Conseil d'Etat a été rendu, le 12 décembre 2002, dans les délais fixés par l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur ce Haut Collège. Il a été tenu compte de cet avis.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
le très respectueux,
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Note

(1) JOCE n° L 277 du 28 octobre 1999, p. 34.

(2) JOCE n° L 145 du 13 juin 1977 et rectificatif JOCE n° L 149 du 17 juin 1977, modifié en dernier lieu par la directive n° 2002/92/CE du Conseil du 3 décembre 2002 modifiant la directive 77/388/CEE, en vue de proroger la faculté d'autoriser les Etats membres à appliquer des taux réduits de TVA pour certains services à forte intensité de main-d'œuvre, JOCE n° L 331 du 7 décembre 2002.

(3) Décision du Conseil, du 28 février 2000, autorisant les Etats membres à appliquer un taux réduit de TVA sur certains services à forte intensité de main-d'œuvre conformément à la procédure prévue à l'article 28, paragraphe 6, de la directive 77/388/CEE, JOCE L 59 du 4 mars 2000, p. 10.

(4) Directive 2002/92/CE du Conseil du 3 décembre 2002 modifiant la directive 77/388/CEE en vue de proroger la faculté d'autoriser les Etats membres à appliquer des taux réduits de TVA pour certains services à forte intensité de main-d'œuvre, JOCE L 331 du 7 décembre 2002, p. 27.

(5) Décision du Conseil 2002/954/CE du 3 décembre 2002 qui proroge la durée d'application de la décision 2000/185/CE autorisant les Etats membres à appliquer un taux réduit de TVA sur certains services à forte intensité de main-d'œuvre conformément à la procédure prévue à l'article 28, paragraphe 6, de la directive 77/388/CEE, JOCE L 331 du 7 décembre 2002, p. 28.

19 DECEMBRE 2002. — Arrête royal modifiant l'arrête royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment l'article 93;

Vu la Sixième Directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme;

Vu la Directive 1999/85/CE du Conseil, du 22 octobre 1999, modifiant la Directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental jusqu'au 31 décembre 2002 un taux de T.V.A. réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre faisant, au maximum, l'objet de deux des cinq catégories énumérées à l'annexe K de cette directive. Dans des cas exceptionnels, un Etat membre est autorisé à appliquer les taux réduits à des services appartenant à trois de ces catégories;

Vu la Décision 2000/185/CE du Conseil, du 28 février 2000, autorisant la Belgique à appliquer un taux réduit de TVA sur certains services à forte intensité de main-d'œuvre, notamment les rénovation et réparation de logements privés, à l'exclusion des matériaux qui représentent une part importante de la valeur du service fourni, ainsi que la réparation de bicyclettes, chaussures, articles en cuir, vêtements et linge de maison;

Vu la Directive 2002/92/CE du Conseil du 3 décembre 2002 modifiant la Directive 77/388/CEE en vue de proroger la faculté d'autoriser les Etats membres à appliquer des taux réduits de TVA pour certains services à forte intensité de main-d'œuvre;

Vu la Décision du Conseil 2002/954/CE du 3 décembre 2002 qui proroge la durée d'application de la Décision 2000/185/CE autorisant les Etats membres à appliquer un taux réduit de TVA sur certains services à forte intensité de main-d'œuvre conformément à la procédure prévue à l'article 28, paragraphe 6, de la directive 77/388/CEE;

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 37, vervangen bij de wet van 28 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, inzonderheid op artikel 1bis, opgeheven bij het koninklijk besluit van 30 december 1999 en weer ingevoerd door het koninklijk besluit van 18 januari 2000 en op artikel 1ter, vervangen door het koninklijk besluit van 18 januari 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 december 2002;

Gelet op akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 december 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

— dat de Richtlijn 2002/92/EG in werking is getreden op 7 december 2002;

— dat de betrokken lidstaten gehouden zijn de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking te laten treden uiterlijk op 31 december 2002 om aan de Richtlijn 2002/92/EG te voldoen;

— dat vermits België zinnens is om onverwijld de maatregelen met betrekking tot het verlaagd tarief te verlengen en teneinde de rechtszekerheid te waarborgen, de bepalingen van dit besluit derhalve van kracht dienen te zijn op 1 januari 2003;

— dat dit besluit dus dringend moet worden genomen;

Gelet op het advies 34.548/2 van de Raad van State, gegeven op 12 december 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1bis, § 1 van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, opgeheven bij het koninklijk besluit van 30 december 1999 en weer ingevoerd door het koninklijk besluit van 18 januari 2000, worden de woorden « tot en met 31 december 2002 » vervangen door de woorden « tot en met 31 december 2003 ».

Art. 2. In artikel 1ter van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 18 januari 2000, worden de woorden « tot en met 31 december 2002 » vervangen door de woorden « tot en met 31 december 2003 ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1969, *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1969.

Wet van 28 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 1ste editie.

Wet van 20 januari 1998, *Belgisch Staatsblad* van 5 februari 1998.

Koninklijk besluit van 20 juli 1970, *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1970.

Koninklijk besluit van 1 december 1995, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1995.

Koninklijk besluit van 18 januari 2000, *Belgisch Staatsblad* van 29 januari 2000.

Gecoördineerde wetten op de Raad van State, koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989.

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996.

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 37, remplacé par la loi du 28 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, notamment l'article 1^{er}bis, abrogé par l'arrêté du 30 décembre 1999 et rétabli par l'arrêté royal du 18 janvier 2000 et l'article 1^{er}ter, remplacé par l'arrêté royal du 18 janvier 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2002;

Vu l'urgence;

Considérant :

— que la Directive 2002/92/CE est entrée en vigueur le 7 décembre 2002;

— que les Etats membres concernés sont tenus de mettre en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la Directive 2002/92/EG au plus tard le 31 décembre 2002;

— que dès lors que la Belgique entend proroger sans retard les mesures relatives au taux réduit et afin d'assurer la sécurité juridique, les dispositions du présent arrêté requièrent d'entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2003;

— que cet arrêté doit dès lors être pris d'urgence;

Vu l'avis 34.548/2 du Conseil d'Etat donné le 12 décembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, abrogé par l'arrêté royal du 30 décembre 1999 et réintroduit par l'arrêté royal du 18 janvier 2000, les mots « jusqu'au 31 décembre 2002 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2003 ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er}ter, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 18 janvier 2000, les mots « jusqu'au 31 décembre 2002 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2003 ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1969, *Moniteur belge* du 17 juillet 1969.

Loi du 28 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 1ère édition.

Loi du 20 janvier 1998, *Moniteur belge* du 5 février 1998.

Arrêté royal du 20 juillet 1970, *Moniteur belge* du 31 juillet 1970.

Arrêté royal du 1^{er} décembre 1995, *Moniteur belge* du 16 décembre 1995.

Arrêté royal du 18 janvier 2000, *Moniteur belge* du 29 janvier 2000.

Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989.

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 20 août 1996.

N. 2002 — 4672

[C — 2002/03558]

F. 2002 — 4672

[C — 2002/03558]

20 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 inzake de belastingvermindering voor energiebesparende uitgaven in een woning (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op artikel 145²⁴, ingevoegd door de wet van 10 augustus 2001 houdende hervorming van de personenbelasting;

Gelet op het KB/WIB 92;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 september 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 oktober 2002;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op de voorafgaande kennisgeving aan de Europese Commissie van 22 november 2002;

Gelet op het advies 34.274/2 van de Raad van State, gegeven op 4 december 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In hoofdstuk I van het KB/WIB 92 wordt een afdeling XXV^{septies} ingevoegd die luidt als volgt :

« Afdeling XXV^{septies} - Vermindering voor energiebesparende uitgaven (Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 145²⁴)

Art. 63¹¹. § 1. De in artikel 145²⁴ van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 opgesomde uitgaven, worden slechts in aanmerking genomen voor de in dat artikel vermelde belastingvermindering indien de daarmee verband houdende werken voldoen aan de volgende voorwaarden :

1^o de werken die aan de basis liggen van de uitgaven bedoeld in artikel 145²⁴, eerste lid, 1^o tot 6^o, van hetzelfde Wetboek, moeten worden uitgevoerd door een persoon die op het ogenblik van het afsluiten van de overeenkomst voor de uit te voeren werken als aannemer geregistreerd is overeenkomstig artikel 401 van het genoemde Wetboek.

Wat de vervanging van oude stookketels betreft, komen enkel de volgende types van installatie in aanmerking :

- condenserende ketel;
- stookketel op hout;
- installatie met warmtepomp;
- installatie met een systeem van microwarmte-krachtkoppeling.

De hiervoren bedoelde aannemer waarborgt bovendien de gelijkvormigheid van de werken op de grondslag van de elementen die in bijlage IIbis zijn opgenomen.

20 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal modifiant, en matière de réduction d'impôt pour des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie dans une habitation, l'AR/CIR 92 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 145²⁴, inséré par la loi du 10 août 2001 portant réforme de l'impôt des personnes physiques;

Vu l'AR/CIR 92;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 septembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 octobre 2002;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu la notification préalable à la Commission européenne le 22 novembre 2002;

Vu l'avis 34.274/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 décembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le chapitre I^{er} de l'AR/CIR 92, il est inséré une section XXV^{septies}, rédigée comme suit :

« Section XXV^{septies} - Réduction pour des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie (Code des impôts sur les revenus 1992, article 145²⁴)

Art. 63¹¹. § 1^{er}. Les dépenses énumérées à l'article 145²⁴ du Code des impôts sur les revenus 1992 ne sont prises en considération pour la réduction d'impôt visée à cet article que si les travaux y relatifs satisfont aux conditions suivantes :

1^o les prestations qui sont à l'origine des dépenses visées à l'article 145²⁴, alinéa 1^{er}, 1^o à 6^o, du même Code, doivent être effectuées par une personne qui, au moment de la conclusion de la convention pour les travaux à exécuter, est enregistrée comme entrepreneur conformément à l'article 401 du Code précité.

En ce qui concerne le remplacement des anciennes chaudières, seuls entrent en considération les types d'installations suivantes :

- chaudière à condensation;
- chaudière au bois;
- installation de pompe à chaleur;
- installation d'un système de micro-cogénération.

L'entrepreneur visé ci-avant garantit la bonne conformité des travaux sur la base des éléments figurant à l'annexe IIbis.

Te dien einde moet de door de geregistreerde aannemer uitgereikte factuur of de bijlage ervan :

a) de woning aangeven waar de werken worden uitgevoerd;

b) desnoods, de verdeling van de kosten van de werken volgens hun aard opgeven tussen :

— de werken die zijn vermeld in artikel 145²⁴, eerste lid, 1° tot 3°, van het genoemde Wetboek;

— de werken die zijn vermeld in artikel 145²⁴, eerste lid, 4° tot 6°, van hetzelfde Wetboek en

— de andere werken;

c) de volgende formule bevatten :

« Verklaring met toepassing van artikel 63¹¹ van het KB/WIB 92 betreffende de uitgevoerde werken die zijn bedoeld in artikel 145²⁴ van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Ik, ondergetekende ..., bevestig dat :

— ... (per maatregel de vermeldingen overnemen die worden opgelegd door bijlage IIbis van het KB/WIB 92)

— ...

.... (datum)

.... (naam)

.... (handtekening). »;

2° de werkzaamheden die aan de basis liggen van de uitgaven voor een energie-audit van de woning bedoeld in artikel 145²⁴, eerste lid, 7°, van hetzelfde Wetboek, moeten worden uitgevoerd overeenkomstig de toepasselijke gewestelijke wetgeving.

§ 2. De belastingplichtige die het voordeel vermeld in artikel 145²⁴ van het genoemde Wetboek aanvraagt, moet bij zijn aangifte in de inkomstenbelastingen van het betrokken belastbare tijdperk het origineel of een door hem eensluidend verklaarde fotokopie toevoegen van :

— de facturen betreffende de werken die aan de basis liggen van de uitgaven die zijn vermeld in artikel 145²⁴, eerste lid, van hetzelfde Wetboek;

— het betalingsbewijs van de bedragen die voorkomen op die facturen.

Art. 2. Artikel 1 treedt in werking vanaf aanslagjaar 2004.

Voor de aanslagjaren 2004 tot 2007 komen de lage temperatuurketels eveneens in aanmerking voor de vervanging van oude stookketels die is bedoeld in artikel 63¹¹, § 1, 1°, tweede lid, van het KB/WIB 92, voorzover aan de andere voorwaarden van dat artikel is voldaan.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*.

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

Wet van 10 augustus 2001, *Belgisch Staatsblad* van 20 september 2001.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

A cette fin, la facture délivrée par l'entrepreneur enregistré, ou son annexe, doit :

a) préciser l'habitation où s'effectuent les travaux;

b) établir, s'il y a lieu, une ventilation du coût des travaux en fonction de la nature de ceux-ci :

— les travaux visés à l'article 145²⁴, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, du Code précité;

— les travaux visés à l'article 145²⁴, alinéa 1^{er}, 4° à 6°, du même Code et

— les autres travaux;

c) contenir la formule suivante :

« Attestation en application de l'article 63¹¹ de l'AR/CIR 92 concernant les travaux exécutés visés à l'article 145²⁴ du Code des impôts sur les revenus 1992

Je soussigné atteste que :

— ... (reprendre, par mesure, les mentions exigées par l'annexe IIbis de l'AR/CIR 92)

— ...

..... (date)

..... (nom)

.....(signature). »;

2° les prestations qui sont à l'origine des dépenses pour un audit énergétique de l'habitation visées à l'article 145²⁴, alinéa 1^{er}, 7°, du même Code, doivent être effectuées conformément à la législation régionale applicable.

§ 2. Le contribuable qui sollicite le bénéfice des dispositions de l'article 145²⁴ du Code précité, doit joindre à sa déclaration aux impôts sur les revenus de la période imposable concernée l'original ou une photocopie certifiée conforme par lui :

— des factures relatives aux prestations qui sont à l'origine des dépenses visées à l'article 145²⁴, alinéa 1^{er}, du même Code;

— de la preuve du paiement des sommes figurant sur ces factures.

Art. 2. L'article 1^{er} entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2004.

Pour les exercices d'imposition 2004 à 2007, les chaudières à basse température entrent également en considération pour le remplacement des anciennes chaudières visé à l'article 63¹¹, § 1^{er}, 1°, alinéa 2, de l'AR/CIR 92, pour autant que les autres conditions de cet article soient remplies.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Nota

(1) Références au *Moniteur belge*

Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné par arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Loi du 10 août 2001, *Moniteur belge* du 20 septembre 2001.

Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Bijlage bij het koninklijk besluit van 20 december 2002*Bijlage Ibis van het KB/WIB 92 van 20 december 2002*

Verplichte vermeldingen die moeten voorkomen op de factuur betreffende de uitgaven die in artikel 145²⁴ van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 opgesomd zijn met het oog op een rationeler energiegebruik in een woning (KB/WIB 92, artikel 6311).

Maatregel 1 : Vervanging van oude stookketels

A. Met betrekking tot de oude stookketels : de geregistreerde aannemer bevestigt dat hij de oude stookketel vervangt en vermeldt de beschikbare kenmerken van de oude stookketel (merk, type en serienummer van het toestel);

B. Met betrekking tot de nieuwe verwarmingsinstallaties : de geregistreerde aannemer bevestigt dat op de nieuwe installaties bedoeld in artikel 63¹¹, § 1, 1°, tweede lid, KB/WIB 92 het EG-kenmerk is aangebracht en dat zij in overeenstemming zijn met het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centrale verwarmingsketels.

Bovendien bevestigt hij dat de schoorsteen in overeenstemming is met het nieuwe systeem van de verwarming.

Voor de stookketels op hout bevestigt de geregistreerde aannemer dat :

- deze stookketels beantwoorden aan de Europese norm EN 12809;
- zij automatisch worden geladen en uitsluitend hout, niet behandeld samengedrukt hout of turf als brandstof gebruiken;
- het rendement van de ketel bij nominaal nuttig vermogen ten minste 60 % bedraagt in overeenstemming met de rendementseisen die zijn opgenomen in de norm EN 303-5.

Voor de warmtepompen bevestigt de geregistreerde aannemer dat de globale prestatiecoëfficiënt hoger is dan of gelijk is aan 3.

Maatregel 2 : Installatie van een systeem van waterverwarming door middel van zonne-energie

De geregistreerde aannemer bevestigt dat :

- de oriëntatie van de panelen tussen het oosten en het westen ligt via het zuiden;
- de hellingshoek van de vaste panelen tussen 0 en 60° ten opzichte van de horizon ligt;
- de angewende techniek toelaat om een eventueel probleem van legionellose te vermijden.

Maatregel 3 : Plaatsing van zonnecelpanelen voor het omzetten van zonne-energie in elektrische energie

De geregistreerde aannemer bevestigt dat :

- a) de kenmerken van de modules beantwoorden aan de volgende vereisten :
 - voor « kristallijne modellen », wordt de norm IEC 61215 vereist, alsook een minimum rendement van 12 %;
 - voor de « dunne-filmmodules » wordt de norm IEC 61646 vereist, alsook een minimum rendement van 7 %;
- b) het minimum rendement voor de omvormers hoger ligt dan 88 % voor de autonome systemen en 91 % voor de netgekoppelde systemen;
- c) de oriëntatie van de panelen tussen het oosten en het westen ligt via het zuiden en dat de hellingshoek van de vaste panelen tussen 0 en 60° ten opzichte van de horizon ligt.

Annexe à l'arrêté royal du 20 décembre 2002*Annexe Ibis à l'AR/CIR 92 du 20 décembre 2002*

Mentions obligatoires à faire figurer sur la facture relative aux dépenses énumérées à l'article 145²⁴ du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie dans une habitation (AR/CIR 92, article 6311).

Mesure 1 : Remplacement des anciennes chaudières

A. En ce qui concerne les anciennes chaudières : l'entrepreneur enregistré atteste qu'il remplace l'ancienne chaudière et fournit les caractéristiques disponibles de l'ancienne chaudière (marque, type et numéro de série de l'appareil);

B. En ce qui concerne les nouvelles installations de chauffage : l'entrepreneur enregistré atteste que les nouvelles installations visées à l'article 63¹¹, § 1^{er}, 1°, alinéa 2, AR/CIR 92 sont pourvues du marquage CE et sont conformes à l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux.

En outre, il atteste que la cheminée est conforme au nouveau système de chauffage.

Pour les chaudières au bois, l'entrepreneur enregistré atteste que :

- ces chaudières au bois satisfont à la norme européenne EN 12809;
- celles-ci sont à chargement automatique et exclusivement monocombustibles-bois pour un usage exclusif de bois, bois compressé non traité ou tourbe;
- le rendement de la chaudière à la puissance utile nominale est de minimum 60 % conformément aux exigences de rendement reprises sous la norme EN 303-5.

Pour les pompes à chaleur, l'entrepreneur enregistré atteste que le coefficient de performance globale est supérieur ou égal à 3.

Mesure 2 : Installation d'un système de chauffage de l'eau sanitaire par le recours à l'énergie solaire

L'entrepreneur enregistré atteste que :

- l'orientation des capteurs se fait entre l'Est et l'Ouest en passant par le Sud;
- l'inclinaison des capteurs se fait entre 0 et 60° par rapport à l'horizontale pour les capteurs fixes;
- la technique utilisée permet d'éviter un éventuel problème de légionellose.

Mesure 3 : Installation de panneaux photovoltaïques pour transformer l'énergie solaire en énergie électrique

L'entrepreneur enregistré atteste que :

- a) les caractéristiques des modules répondent aux exigences suivantes :
 - pour les « modèles cristallins », la norme IEC 61215 est exigée ainsi qu'un rendement minimal de 12 %;
 - pour les « modèles fins », la norme IEC 61646 est exigée ainsi qu'un rendement minimal de 7 %;
- b) le rendement minimal pour les transformateurs est supérieur à 88 % pour les systèmes autonomes et supérieur à 91 % pour les systèmes reliés à un réseau;
- c) l'orientation des capteurs se fait entre l'Est et l'Ouest en passant par le Sud et que l'inclinaison des capteurs se fait entre 0 et 60° par rapport à l'horizontale pour les capteurs fixes.

Maatregel 4 : Plaatsing van dubbele beglazing

De geregistreerde aannemer bevestigt dat de globale geleidingscoëfficiënt K van het venster (raamwerk + beglazing), berekend volgens de vereenvoudigde formules van de geldende norm (NBN B 62), lager ligt dan of gelijk is aan 2,0 watt per vierkante meter Kelvin.

Maatregel 5 : Isolatie van daken

De geregistreerde aannemer bevestigt dat het gebruikte isolatiemateriaal een thermische weerstand R heeft die gelijk is aan of groter dan 2,5 vierkante meter Kelvin per watt.

Maatregel 6 : Plaatsing van een warmteregeling van een installatie van centrale verwarming door middel van thermostatische kranen of door een kamerthermostaat met tijdsinschakeling

De geregistreerde aannemer bevestigt dat hij thermostatische kranen of een klokthermostaat, eventueel met inbegrip van een externe sonde, heeft geplaatst met het oog op de warmteregeling van een installatie van centrale verwarming.

Wanneer in de woning noch thermostatische kranen noch een warmteregeling aanwezig zijn, bevestigt de geregistreerde aannemer, bij de plaatsing ervan, dat de twee soorten werken zijn uitgevoerd.

Gezien om te worden bijgevoegd bij ons besluit van 20 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS

Mesure 4 : Installation de double vitrage

L'entrepreneur enregistré atteste que le coefficient de transmission K global de la fenêtre (châssis + vitrage) calculé selon les formules simplifiées de la norme en vigueur (NBN B 62) est inférieur ou égal à 2,0 watt par mètre carré kelvin.

Mesure 5 : Isolation du toit

L'entrepreneur enregistré atteste que l'isolant appliqué a une résistance thermique R supérieure ou égale à 2,5 mètres carrés kelvin par watt.

Mesure 6 : Placement d'une régulation d'une installation de chauffage central au moyen de vannes thermostatiques ou d'un thermostat d'ambiance à horloge

L'entrepreneur enregistré atteste qu'il a placé des vannes thermostatiques ou un thermostat d'ambiance à horloge, y compris éventuellement la sonde extérieure, en vue de la régulation d'une installation de chauffage central.

Lorsque l'habitation ne dispose ni de vannes thermostatiques ni d'un système de régulation, l'entrepreneur enregistré atteste, lors du placement de ceux-ci, que ces deux types de travaux ont été effectués.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 20 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

N. 2002 — 4673

[2002/03531]

18 DECEMBER 2002. — Ministerieel besluit houdende de inwerking-treding van hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 houdende diverse bepalingen betreffende de inwerkingstelling van de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten wat betreft de Federale Overheidsdienst Financiën en tot uitvoering van artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 17 februari 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Financiën

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juli 2001 houdende diverse bepalingen betreffende de inwerkingstelling van de federale overheidsdiensten en de programmatorische overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Financiën, inzonderheid op artikel 2, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 december 2002.

Besluit :

Artikel 1. Hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 houdende diverse bepalingen betreffende de inwerkingstelling van de federale overheidsdiensten en de programmatorische overheidsdiensten treedt in werking voor wat de Federale Overheidsdienst Financiën betreft.

Art. 2. De administraties en de diensten van het Ministerie van Financiën en het personeel van deze administraties en diensten worden overgedragen naar de voorlopige cel opgericht bij de Federale Overheidsdienst Financiën, met uitzondering van :

— de Administratie van de begroting en de controle op de uitgaven en haar personeel;

— de Administratie der pensioenen en haar personeel.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Brussel, 18 december 2002.

D. REYNDERS

F. 2002 — 4673

[2002/03531]

18 DECEMBRE 2002. — Arrêté ministériel mettant en vigueur le chapitre I^{er} de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant diverses dispositions concernant la mise en place des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation en ce qui concerne le Service public fédéral Finances et exécutant l'article 2, § 2 de l'arrêté royal du 17 février 2002 portant création du Service public fédéral Finances

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant diverses dispositions concernant la mise en place des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation, notamment l'article 19;

Vu l'arrêté royal du 17 février 2002 portant création du Service public fédéral Finances, notamment l'article 2, § 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 décembre 2002.

Arrête :

Article 1^{er}. Le chapitre I^{er} de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant diverses dispositions concernant la mise en place des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation entre en vigueur en ce qui concerne le Service public fédéral Finances.

Art. 2. Les administrations et services du Ministère des Finances et le personnel de ces administrations et services sont transférés à la cellule provisoire créée auprès du Service public fédéral Finances, à l'exception de :

— l'Administration du budget et du contrôle des dépenses et de son personnel;

— l'Administration des pensions et de son personnel.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

Bruxelles, le 18 décembre 2002.

D. REYNDERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2002 — 4674

[C — 2002/21493]

19 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit waarbij Zijne Koninklijke Hoogheid Prins Laurent, Prins van België, toestemming wordt verleend om in het huwelijk te treden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 85, tweede lid, van de Grondwet,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Enig artikel. De door artikel 85, tweede lid, van de Grondwet voorziene toestemming tot het huwelijk van Onze Welbeminde Zoon, Zijne Koninklijke Hoogheid PRINS LAURENT, PRINS VAN BELGIE, met MEJUFFROUW CLAIRE COOMBS, wordt verleend.

Gegeven te Brussel, 19 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

G. VERHOFSTADT

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2002 — 4674

[C — 2002/21493]

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal autorisant Son Altesse Royale le Prince Laurent, Prince de Belgique, à contracter mariage

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 85, alinéa 2, de la Constitution,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Est accordé le consentement prévu à l'article 85, alinéa 2, de la Constitution au mariage de Notre Fils bien-aimé, Son Altesse Royale le PRINCE LAURENT, PRINCE DE BELGIQUE, avec MADEMOISELLE CLAIRE COOMBS.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

G. VERHOFSTADT

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2002 — 4675

[C — 2002/11518]

19 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, onder meer op de artikels 11, 13 en 30 § 2;

Gelet op de richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996 betreffende de gemeenschappelijke regels voor de interne elektriciteitsmarkt, onder meer op artikel 7;

Gelet op de adviezen van de commissie voor de regulering van de elektriciteit en het gas van 24 april 2001 en 13 mei 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 september 2002;

Gelet op het overleg met de Gewesten, gehouden op 22 maart 2001;

Gelet op het overleg met de netbeheerder op 30 september 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de voornoemde wet van 29 april 1999 bedoeld is om de bepalingen van de richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 december 1996 betreffende de gemeenschappelijke regels voor de interne elektriciteitsmarkt om te zetten in het Belgisch recht; dat de termijn voor de omzetting van deze richtlijn verstreken is op 19 februari 1999; dat de Belgische Regering haar voornemen had uitgedrukt om binnen deze termijn deze richtlijn om te zetten; dat de dringende noodzakelijkheid bijzonder voortvloeit uit het verzoekschrift, ingediend op 8 april 2002 door de Europese Commissie voor het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen tegen België, omdat deze laatste niet alle noodzakelijke maatregelen heeft getroffen voor de omzetting van voormelde richtlijn; dat bij middel van een ministerieel besluit van 13 september 2002 is overgegaan tot het aanduiden van een netbeheerder van het transmissienet voor elektriciteit; dat de regering van oordeel is dat elke bijkomende vertraging in de omzetting de concurrentie van de Belgische industrie kan schaden, rekening houdend met de versnelling van het reeds ver gevorderde proces van omzetting van de richtlijn in de andere lidstaten van de Europese Unie en van de noodzaak om zo spoedig mogelijk de operationele regels te bepalen met betrekking tot de verbindingen met de andere lidstaten

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 2002 — 4675

[C — 2002/11518]

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment les articles 11, 13 et 30, § 2;

Vu la directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, notamment l'article 7;

Vu les avis de la commission de régulation de l'électricité et du gaz des 24 avril 2001 et 13 mai 2002,

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 septembre 2002;

Vu la concertation avec les Régions tenue le 22 mars 2001;

Vu la concertation avec le gestionnaire du réseau tenue le 30 septembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que la loi du 29 avril 1999 précitée vise à transposer en droit belge les dispositions de la directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité; que le délai pour la transposition de cette directive a expiré le 19 février 1999; que le Gouvernement belge avait exprimé sa volonté de transposer la directive dans ce délai; que l'urgence découle spécialement de la requête introduite le 8 avril 2002 par la Commission européenne devant la Cour de Justice des Communautés européennes à l'encontre de la Belgique parce qu'elle n'a pas pris toutes les mesures nécessaires à la transposition de la directive précitée; que par un arrêté ministériel du 13 septembre 2002, il a été procédé à la désignation du gestionnaire du réseau de transport d'électricité; que le Gouvernement estime que tout retard supplémentaire dans la transposition peut nuire à la compétitivité de l'industrie belge compte tenu de l'accélération du processus de transposition de la directive largement avancé dans les autres Etats membres de l'Union européenne et de la nécessité de fixer au plus vite les règles opérationnelles relatives aux interconnections avec les autres Etats membres compte tenu des développements croissants de ceux-ci; que le présent arrêté doit dès lors être pris dans les délais les plus brefs afin de ne pas entraver le processus d'ouverture à

van de Europese Unie rekening houdende met de groeiende ontwikkeling van deze verbindingen; dat dit besluit bijgevolg zo spoedig mogelijk moet worden genomen teneinde de opening van de elektriciteitsmarkt tot de mededinging en de uitwisselingen van elektriciteit, zowel op Belgisch als op Europees niveau, niet te belemmeren;

Gelet op het advies nr 34.257/1 van de Raad van State, gegeven op 22 oktober 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer en Onze Staatssecretaris voor Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I – Algemeen

HOOFDSTUK I – Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. De definities vervat in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt zijn van toepassing op dit besluit.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « wet van 29 april 1999 » : de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

2° « afnemer » : elke eindafnemer, distributeur of tussenpersoon;

3° « belasting » : elke installatie die elektrisch vermogen verbruikt, actief en/of reactief;

4° « commissie » : de commissie voor de regulering van de elektriciteit en het gas, opgericht door artikel 23 van de wet van 29 april 1999;

5° « dag D » : een kalenderdag;

6° « dag D-1 » : de kalenderdag vóór dag D;

7° « werkdag » : elke dag van de week, met uitzondering van zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen;

8° « kwaliteit » : het geheel van de karakteristieken van de elektriciteit die een invloed kunnen hebben op de aansluitingsinstallaties, installaties van één of meerdere netgebruikers en/of het net en die, onder meer, de continuïteit van de spanning en de elektrische karakteristieken van deze spanning en stroom (frequentie, amplitude, golfvorm, symmetrie) omvatten;

9° « AREI » : Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties;

10° « ARAB » : Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming;

11° « IEC » : Internationale Elektrotechnische Commissie;

12° « regelzone » : de zone waarbinnen de netbeheerder het permanent evenwicht tussen de vraag en het aanbod van elektriciteit controleert, rekening houdend met de uitwisselingen van actief vermogen tussen de regelzones;

13° « actief vermogen » : het elektrisch vermogen dat kan worden omgezet naar andere vormen van vermogen, zoals mechanisch, thermisch, akoestisch;

14° « actieve energie » : de integraal van het actief vermogen over een bepaald tijdsinterval;

15° « reactief vermogen » : de waarde gelijk aan $3 U I \sin(\phi)$ waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de spanning en de stroom en waarbij ϕ het faseverschil voorstelt tussen de fundamentele componenten van de spanning en de stroom;

16° « reactieve energie » : de integraal van het reactief vermogen over een bepaald tijdsinterval;

17° « actieve verliezen in het net » : het verbruik van actief vermogen in het net dat veroorzaakt wordt door het gebruik van dat net;

18° « P_{nom} » : het actief vermogen van een productie-eenheid bepaald in het aansluitingscontract dat het maximaal toegelaten continu leverbaar actief vermogen in het net bepaalt;

19° « elektrisch systeem » : het geheel van de uitrustingen dat alle gekoppelde netten, alle aansluitingsinstallaties en alle installaties van de op deze netten aangesloten netgebruikers omvat;

20° « component van het elektrisch systeem » : elke uitrusting die deel uitmaakt van het elektrisch systeem;

21° « installatie » : elke aansluitingsinstallatie tot het net, installatie van de netgebruiker of directe lijn;

22° « railstel » : het driefasig geheel van drie metalen rails of geleiders die voor elke fase een gemeenschappelijk spanningspunt vormen en via dewelke de verschillende aangesloten toestellen, lijnen en kabels onderling verbonden zijn;

la concurrence du marché de l'électricité et les échanges d'électricité, tant au niveau belge qu'européen;

Vu l'avis n° 34.257/1 du Conseil d'Etat, donné le 22 octobre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE I^{er} – Généralités

CHAPITRE I^{er} – Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les définitions contenues à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité sont applicables au présent arrêté.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « loi du 29 avril 1999 » : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2° « client » : tout client final, distributeur ou intermédiaire;

3° « charge » : toute installation qui consomme de la puissance électrique, active et/ou réactive;

4° « commission » : la commission de régulation de l'électricité et du gaz instituée par l'article 23 de la loi du 29 avril 1999;

5° « jour D » : un jour calendrier;

6° « jour D-1 » : le jour calendrier précédant le jour D;

7° « jour ouvrable » : chaque jour de la semaine, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux;

8° « qualité » : l'ensemble des caractéristiques de l'électricité pouvant exercer une influence sur les installations de raccordement, les installations d'un ou plusieurs utilisateurs du réseau et/ou sur le réseau et comprenant, notamment, la continuité de la tension et les caractéristiques électriques de cette tension (fréquence, amplitude, forme d'onde, symétrie);

9° « RGIE » : Règlement Général des Installations Electriques;

10° « RGPT » : Règlement Général pour la Protection des Travailleurs;

11° « CEI » : Commission Electrotechnique Internationale;

12° « zone de réglage » : la zone dans laquelle le gestionnaire du réseau contrôle l'équilibre permanent entre l'offre et la demande d'électricité, en tenant compte des échanges de puissance active entre zones de réglage;

13° « puissance active » : la puissance électrique qui peut être transformée en d'autres formes de puissances telles que mécanique, thermique, acoustique;

14° « énergie active » : l'intégrale de la puissance active sur une période de temps déterminée;

15° « puissance réactive » : la quantité égale à $3 U I \sin(\phi)$ où U et I sont les valeurs efficaces des composantes fondamentales de l'onde de tension et de l'onde de courant et où ϕ traduit le décalage temporel des composantes fondamentales entre l'onde de tension et l'onde de courant;

16° « énergie réactive » : l'intégrale de la puissance réactive sur une période de temps déterminée;

17° « pertes actives en réseau » : la consommation de puissance active par le réseau qui est causée par l'utilisation de ce réseau;

18° « P_{nom} » : la puissance active d'une unité de production définie au contrat de raccordement et qui détermine la fourniture continue maximale de puissance active autorisée dans le réseau;

19° « système électrique » : l'ensemble des équipements comprenant les réseaux interconnectés, les installations de raccordement et les installations des utilisateurs raccordées à ces réseaux;

20° « composant du système électrique » : tout équipement qui fait partie du système électrique;

21° « installation » : toute installation de raccordement au réseau, installation de l'utilisateur du réseau ou ligne directe;

22° « jeu de barres » : l'ensemble triphasé de trois rails métalliques ou conducteurs qui composent les points de tensions identiques et communs à chaque phase et qui permettent la connexion des installations (instruments, lignes, câbles) entre elles;

23° « verbinding » : het geheel van verbindingpunten tussen een net en een verbonden elektriciteitsnet (inclusief de buitenlandse transmissienetten);

24° « netgebruiker » : elke natuurlijke of rechtspersoon die als leverancier of afnemer op het transmissienet is aangesloten;

25° « aansluitingsinstallatie » : elke uitrusting die nodig is om de installatie van de netgebruiker te verbinden met het net;

26° « installatie van de netgebruiker » : elke uitrusting van de netgebruiker die door een aansluiting op het net is aangesloten;

27° « aansluiting » : het geheel van de aansluitingsinstallaties dat tenminste het eerste aansluitingsveld vanaf het net inhoudt;

28° « aansluitingspunt » : de fysieke plaats en het spanningsniveau van het punt waar de aansluiting is verbonden met het net en die het transmissienet scheidt van de installaties waarvan de uitschakeling slechts gevolgen heeft voor de netgebruiker aangesloten op dat punt;

29° « punt van interface » : de fysieke plaats en het spanningsniveau van het punt waar de installaties van een netgebruiker verbonden zijn met de aansluiting. Dit punt bevindt zich op de site van de netgebruiker en in ieder geval na het eerste aansluitingsveld vanaf het net aan de zijde van de netgebruiker;

30° « aansluitingsveld » : het geheel van componenten van een aansluitingsinstallatie die in het bijzonder volgende functies waarborgen :

- het onder spanning brengen van de installaties van een netgebruiker vanuit het net;
- het uitschakelen en/of inschakelen van deze installaties;
- het fysiek scheiden van deze installaties van het net;

31° « aansluitingscontract » : het contract gesloten tussen een netgebruiker en de netbeheerder die de wederzijdse rechten en plichten bepaalt met betrekking tot een bepaalde aansluiting, met inbegrip van de relevante technische specificaties;

32° « contract van toegangsverantwoordelijke » : het contract gesloten tussen de netbeheerder en de toegangsverantwoordelijke overeenkomstig Hoofdstuk I van Titel IV van dit besluit;

33° « register van toegangsverantwoordelijken » : register door de netbeheerder bijgehouden overeenkomstig dit besluit;

34° « toegangsverantwoordelijke » : elke natuurlijke of rechtspersoon ingeschreven in het register van toegangsverantwoordelijken;

35° « toegangsaanvrager » : elke natuurlijke of rechtspersoon die bij de netbeheerder een toegangsaanvraag heeft ingediend;

36° « toegangscontract » : het contract tussen de netbeheerder en een netgebruiker of zijn aangeduide toegangsverantwoordelijke overeenkomstig dit besluit;

37° « injectiepunt » : de fysische plaats en het spanningsniveau van een punt waar het vermogen in het net wordt geïnjecteerd;

38° « afnamepunt » : de fysische plaats en het spanningsniveau van een punt waar het vermogen vanuit het net wordt afgenomen;

39° « meetpunt » : de fysieke plaats waar de meetuitrustingen aangesloten zijn aan de aansluitingsinstallatie of aan de installatie van de netgebruiker;

40° « producent » : elke natuurlijke of rechtspersoon die elektriciteit produceert, met inbegrip van elke zelfopwekker;

41° « productie-eenheid » : een fysieke eenheid die een generator omvat die elektriciteit produceert;

42° « productiegeheel » : het geheel van productie-eenheden die één of meerdere technische processen gemeenschappelijk hebben en waarvan de onbeschikbaarheid leidt tot de onbeschikbaarheid van de gedeeltelijke of gehele betrokken productie-eenheden;

43° « lokale productie-eenheid » : productie-eenheid met injectiepunt identiek aan het afnamepunt van een of meerdere belastingen;

44° « contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden » : het contract gesloten tussen de netbeheerder en de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie overeenkomstig dit besluit;

45° « eilandbedrijf » : situatie waarin een productie-eenheid, na plotse uitschakeling van het net, kan blijven instaan voor de voeding van een deel of het geheel van het elektrische systeem. In dit geval moeten minstens de hulpdiensten van de betrokken productie-eenheid gevoed worden, zodat deze beschikbaar kan zijn voor de heropbouw van het net;

23° « interconnexion » : l'ensemble des points d'interconnexions entre un réseau et un réseau électrique connecté (y compris les réseaux de transport étrangers);

24° « utilisateur du réseau » : toute personne physique ou morale qui alimente le réseau de transport ou est desservie par celui-ci;

25° « installation de raccordement » : chaque équipement qui est nécessaire afin de relier les installations d'un utilisateur du réseau au réseau;

26° « installation de l'utilisateur du réseau » : chaque équipement de l'utilisateur du réseau qui est raccordé au réseau par un raccordement;

27° « raccordement » : l'ensemble des installations de raccordement qui comprend au moins la première travée de raccordement depuis le réseau;

28° « point de raccordement » : la localisation physique et le niveau de tension du point où le raccordement est connecté au réseau et qui sépare le réseau de transport des installations dont le déclenchement n'a d'effets que sur l'utilisateur du réseau raccordé à ce point;

29° « point d'interface » : la localisation physique et le niveau de tension du point où les installations d'un utilisateur du réseau sont connectées au raccordement. Ce point se situe sur le site de l'utilisateur du réseau et en tout cas après la première travée de raccordement au départ du réseau côté utilisateur;

30° « travée de raccordement » : ensemble de composants d'une installation de raccordement destinés à assurer essentiellement les fonctions de :

- mise sous tension d'installations de l'utilisateur du réseau au départ du réseau;
- déclenchement et/ou enclenchement de ces installations;
- sectionnement physique de ces installations du réseau;

31° « contrat de raccordement » : le contrat conclu entre un utilisateur du réseau et le gestionnaire du réseau qui détermine les droits et obligations réciproques relatifs à un raccordement déterminé, en ce compris les spécifications techniques pertinentes;

32° « contrat de responsable d'accès » : le contrat entre le gestionnaire du réseau et le responsable d'accès conclu conformément au Chapitre I^{er} du Titre IV du présent arrêté;

33° « registre des responsables d'accès » : le registre tenu par le gestionnaire du réseau conformément au présent arrêté;

34° « responsable d'accès » : toute personne physique ou morale inscrite au registre des responsables d'accès;

35° « demandeur d'accès » : toute personne physique ou morale qui a introduit une demande d'accès auprès du gestionnaire du réseau;

36° « contrat d'accès » : le contrat entre le gestionnaire du réseau et un utilisateur du réseau ou le responsable d'accès désigné conformément au présent arrêté;

37° « point d'injection » : la localisation physique et le niveau de tension d'un point où la puissance est injectée au réseau;

38° « point de prélèvement » : la localisation physique et le niveau de tension d'un point où la puissance est prélevée au départ du réseau;

39° « point de mesure » : la localisation physique où des équipements de mesure sont connectés à l'installation de raccordement ou à l'installation d'un utilisateur du réseau;

40° « producteur » : toute personne physique ou morale qui produit de l'électricité, y compris tout auto-producteur;

41° « unité de production » : une unité physique comprenant un générateur qui produit de l'électricité;

42° « ensemble de production » : ensemble des unités de production ayant un ou plusieurs processus techniques de fonctionnement commun dont l'indisponibilité conduit à l'indisponibilité partielle ou totale des unités de production concernées;

43° « unité de production locale » : unité de production dont le point d'injection est identique au point de prélèvement d'une ou plusieurs charges;

44° « contrat de coordination de l'appel des unités de production » : le contrat conclu entre le gestionnaire du réseau et le responsable d'accès chargé de l'injection conformément au présent arrêté;

45° « îlotage » : situation dans laquelle une unité de production, après une déconnection soudaine du réseau, peut continuer à alimenter tout ou partie du système d'électricité. Dans ce cas doivent au moins être alimentés les services auxiliaires de l'unité de production concernée de sorte qu'elle puisse être disponible pour la reconstitution du réseau;

46° « injectie van actief vermogen » : de injectie van actief vermogen in het net;

47° « injectie van reactief vermogen » : de injectie van reactief vermogen in het net;

48° « opvolging van de afname » : het verschil tussen de werkelijke afname van actief vermogen en de geprogrammeerde afnames van de andere voor het afnamepunt verantwoordelijke toegangsverantwoordelijken die niet door de netgebruiker aangeduid werden als de toegangsverantwoordelijke belast met de afname;

49° « afname van vermogen » : de afname van vermogen vanaf het net;

50° « noodafname » : de afname op een afnamepunt waar de toegang tot het net enkel plaatsvindt bij disfunctie van het normale afnamepunt;

51° « meting » : opname op een bepaald tijdstip van een fysieke grootte met een meetuitrusting;

52° « meetuitrusting » : elke uitrusting voor het uitvoeren van tellingen en/of metingen teneinde de netbeheerder toe te laten zijn taken uit te voeren, zoals tellers, meetapparaten, meettransformatoren of bijhorende telecommunicatie-uitrustingen;

53° « netto ontwikkelbaar vermogen » : het maximaal vermogen betreffende het enig actief vermogen dat doorlopend geproduceerd wordt gedurende een periode van verlengde werking, met dien verstande dat de gehele installatie verondersteld wordt volledig in werking te zijn en dat rekening wordt gehouden met de gemiddelde klimaatomstandigheden van de site;

54° « meetwaarde » : een gegeven bekomen door een telling of meting met een meetuitrusting;

55° « telling » : opname met een meetuitrusting van de hoeveelheid actieve of reactieve energie die gedurende een tijdsperiode wordt geïnjecteerd in of wordt afgenomen van het net;

56° « register der tellingen » : het register bijgehouden door de netbeheerder, overeenkomstig dit besluit;

57° « significante fout » : een fout op een meetwaarde groter dan de totale nauwkeurigheid van het geheel van de meetuitrustingen die deze meetwaarde bepalen en die het industrieel proces verbonden met deze meetwaarde, negatief kan beïnvloeden of de facturatie verbonden met deze meetwaarde kan beïnvloeden;

58° « richtlijn 96/92 » : de richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne elektriciteitsmarkt.

59° een « meervoudige incidentsituatie » : de situatie bij een meervoudig incident, te weten de fysieke toestand van het elektrisch systeem die, vertrekkend van een referentietoestand en na het verdwijnen van de overgangsverschuiven, ontstaat uit het gelijktijdige verlies een productie-eenheid of een productiegroep en één enkel andere component van het elektrisch systeem met uitzondering van railstellen, « toestand na een dubbel incident » of « n-2 toestand » genaamd.

HOOFDSTUK II – Algemene werkingsbeginselen

Afdeling I – Basisbeginselen

Art. 2. De netbeheerder voert de taken en verplichtingen uit die hij dient uit te voeren krachtens de wet van 29 april 1999 teneinde de elektriciteitsuitwisselingen tussen de verschillende op het net aangesloten personen te behouden en te ontwikkelen en het behoud van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net te bewaken, te handhaven dan wel te herstellen.

Art. 3. § 1. De netbeheerder organiseert het technisch beheer van de elektriciteitsstromen op het transmissienet en neemt zijn taken waar teneinde met de hem ter beschikking staande middelen een permanent evenwicht tussen de vraag en het aanbod van elektriciteit te bewaken, te handhaven dan wel te herstellen overeenkomstig artikel 8 van de wet van 29 april 1999. De netbeheerder waakt over de compensatie van het globaal onevenwicht van de regelzone, veroorzaakt door de eventuele individuele onevenwichten van de verschillende toegangsverantwoordelijken.

§ 2. De netbeheerder verzorgt de dienst van aansluiting op het transmissienet en toegang ertoe teneinde de transmissie mogelijk te maken tussen onder meer productie-installaties, distributienetten, uitrustingen van direct aangesloten afnemers en koppellijnencircuits.

46° « injection de puissance active » : l'injection de puissance active dans le réseau;

47° « injection de puissance réactive » : l'injection de puissance réactive dans le réseau;

48° « suivi du prélèvement » : la différence, entre le prélèvement réel de puissance active et les prélèvements programmés des autres responsables d'accès qui sont responsables pour les point de prélèvement et qui n'ont pas été désignés par l'utilisateur du réseau comme responsable d'accès chargé du prélèvement;

49° « prélèvement de puissance » : le prélèvement de puissance au départ du réseau;

50° « prélèvement en secours » : le prélèvement sur un point de prélèvement où l'accès au réseau n'a lieu qu'en cas de dysfonctionnement du point normal de prélèvement;

51° « mesure » : l'enregistrement, à un instant donné, d'une valeur physique par un équipement de mesure;

52° « équipement de mesure » : tout équipement pour effectuer des comptages et/ou des mesures afin de permettre au gestionnaire du réseau de remplir ses missions tels que compteurs, appareils de mesure, transformateurs de mesure ou équipements de télécommunication y afférents;

53° « puissance nette développable » : la puissance maximale concernant la seule puissance active qui peut être produite en continu durant une période de fonctionnement prolongée, étant entendu que la totalité des installations est supposée entièrement en état de marche et qu'il est tenu compte des conditions climatiques moyennes relatives au site;

54° « donnée de mesure » : une donnée obtenue par comptage ou mesure au moyen d'un équipement de mesure;

55° « comptage » : l'enregistrement par un équipement de mesure, par période de temps, de la quantité d'énergie active ou réactive injectée ou prélevée sur le réseau;

56° « registre des comptages » : le registre tenu par le gestionnaire du réseau conformément au présent arrêté;

57° « erreur significative » : une erreur dans une donnée de mesure supérieure à la précision totale de l'ensemble des équipements de mesure qui déterminent cette donnée de mesure et qui est susceptible de dégrader le processus industriel lié à la mesure ou d'altérer la facturation associée à la mesure;

58° « directive 96/92 » : la directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité.

59° une situation « d'incidents multiples » : la situation en cas d'incident multiple, à savoir l'état physique du système électrique résultant, au départ d'un état de référence et après disparition des phénomènes transitoires, de la perte simultanée d'une unité de production ou d'un ensemble de production et d'un seul autre composant du système électrique à l'exception des jeux de barres, dénommé « état après incident double » ou « état n-2 ».

CHAPITRE II. – Principes généraux de fonctionnement

Section I^{re} – Principes de base

Art. 2. Le gestionnaire du réseau exécute les tâches et obligations qui lui incombent en vertu de la loi du 29 avril 1999 afin de maintenir et de développer les échanges d'électricité entre les différentes personnes connectées au réseau tout en surveillant, maintenant et, le cas échéant, en rétablissant la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau.

Art. 3. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau organise la gestion technique des flux d'électricité sur le réseau de transport et accomplit ses tâches afin de surveiller, maintenir et, le cas échéant, rétablir un équilibre permanent entre l'offre et la demande d'électricité à l'aide des moyens dont il dispose, conformément à l'article 8 de la loi du 29 avril 1999. Le gestionnaire du réseau veille à la compensation de l'équilibre global de la zone de réglage, causée par des déséquilibres individuels éventuels des différents responsables d'accès.

§ 2. Le gestionnaire du réseau fournit le service de raccordement sur le réseau de transport et l'accès à celui-ci afin de permettre le transport entre notamment les installations de production, les réseaux de distribution, les équipements des clients directement connectés et les circuits des lignes d'interconnexion.

§ 3. Hij neemt het beheer van het elektrische systeem waar, met name :

a) het commercieel beheer van de contracten betreffende de toegang tot het transmissienet en de ondersteunende diensten, namelijk het beheer van de aanvragen tot toegang, van de toegangscontracten en van de aankoop en de inrichting van ondersteunende diensten;

b) de programmering van de energie-uitwisselingen, onder meer het beheer van de nominaties, de voorbereiding van het exploitatieprogramma en de voorbereiding van het exploitatieprogramma dat in werking kan worden gesteld na een incident;

c) het besturen van het transmissienet en het bewaken van de energie-uitwisselingen hoofdzakelijk gericht op de exploitatie in reële tijd van het transmissienet, die bestaat uit :

- het uitvoeren van de exploitatieprogramma's die aanvaard zijn bij de programmering van de energie-uitwisselingen;

- het bewaken, handhaven dan wel herstellen van de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het transmissienet;

- het coördineren en het uitvoeren of laten uitvoeren van de schakelingen in het transmissienet die noodzakelijk zijn bij werken aan de installaties;

d) het verzamelen door de netbeheerder en de behandeling van de nodige metingen en tellingen voor zijn eigen taken, wat het beheer van de uitrustingen en procédés inzake meting en telling omvat, alsook het verwerven, valideren en behandelen van de meet- en telgegevens;

e) de controle op de kwaliteit van de bevoorrading en op de stabiliteit van het transmissienet, die bestaat uit :

- het verzamelen van gegevens met betrekking tot de kwaliteit van de bevoorrading en de stabiliteit van het transmissienet;

- het opvolgen van de kwaliteit van de bevoorrading en de stabiliteit van het transmissienet.

Art. 4. § 1. De netbeheerder waakt, na gezamenlijk overleg met de beheerders van distributienetten en van de plaatselijke transmissienetten over de kwaliteit en de betrouwbaarheid van de levering met een aangepast systeem. Dit systeem maakt het mogelijk om ten minste volgende kwaliteitsaanduidingen te bepalen :

a) de frequentie van de onderbrekingen;

b) de gemiddelde duur van de onderbrekingen;

c) de jaarlijkse duur van de onderbrekingen.

De netbeheerder bepaalt de bijkomende kwaliteitsaspecten die dienen te worden gecontroleerd.

§ 2. De netbeheerder stelt ten minste jaarlijks een verslag publiek beschikbaar betreffende de kwaliteit en de betrouwbaarheid van de levering in het net.

Art. 5. De operationele regels inzake het beheer van de elektriciteitsstromen waaraan de netbeheerder onderworpen is en die hij in werking stelt krachtens dit besluit, vervangen het geheel van toepasselijke regels in voornoemde materie op het moment van de inwerkingtreding van dit besluit, toezien op het behoud van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net alsook de afwezigheid van discriminatie tussen de netgebruikers te waarborgen.

Art. 6. § 1. De algemene voorwaarden van de aansluitingscontracten, de contracten van toegangs-verantwoordelijke en de toegangscontracten evenals alle wijzigingen die hieraan worden aangebracht, worden aan de goedkeuring van de commissie onderworpen volgens de procedure voorzien in § 2 van dit artikel. In zijn onderzoek gaat de commissie na of deze algemene voorwaarden :

(a) de toegang tot het net niet belemmeren; en

(b) de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net niet in gevaar brengen; en

(c) conform het algemeen belang zijn.

§ 2. De netbeheerder geeft onverwijld kennis aan de commissie van de algemene voorwaarden van de contracten bedoeld in § 1. Uiterlijk 30 dagen na deze kennisgeving geeft de commissie zijn beslissing van goedkeuring, van het vragen om bepaalde clausules te herzien of van het weigeren van de goedkeuring. Het ontbreken van opmerkingen van de commissie binnen de termijn van 30 dagen komt overeen met een stilzwijgende goedkeuring van de ter kennis gebrachte algemene voorwaarden.

§ 3. Il assure la gestion du système électrique, à savoir :

a) la gestion commerciale des contrats liés à l'accès au réseau de transport et aux services auxiliaires, à savoir la gestion des demandes d'accès, des contrats d'accès et de l'achat, ainsi que de la mise en place de services auxiliaires;

b) la programmation des échanges d'énergie, notamment la gestion des nominations, la préparation du programme d'exploitation et la préparation du programme d'exploitation pouvant être mis en oeuvre à la suite d'un incident;

c) la conduite du réseau de transport et la surveillance des échanges d'énergie, visant principalement l'exploitation en temps réel du réseau de transport, qui se compose de :

- la mise en oeuvre des programmes d'exploitation acceptés dans la programmation des échanges d'énergie;

- la surveillance, le maintien et, le cas échéant, le rétablissement de la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport;

- la coordination et l'exécution ou la délégation de l'exécution des manœuvres dans le réseau de transport nécessaires en cas de travaux sur les installations;

d) la collecte par le gestionnaire du réseau et le traitement des mesures et des comptages requis pour ses propres tâches, qui comprend la gestion des équipements et des procédés en matière de mesure et de comptage, de même que l'acquisition, la validation et le traitement des données de mesure et de comptage;

e) le contrôle de la qualité de l'approvisionnement et de la stabilité du réseau de transport, comprenant :

- la collecte des données relatives à la qualité de l'approvisionnement et la stabilité du réseau de transport;

- le suivi de la qualité de l'approvisionnement et de la stabilité du réseau de transport.

Art. 4. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau, en concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution et de transport local, surveille la qualité et la fiabilité de l'approvisionnement à l'aide d'un système adapté. Ce système permet de déterminer au moins les indices de qualité suivants :

a) la fréquence des interruptions;

b) la durée moyenne des interruptions;

c) la durée annuelle des coupures.

Le gestionnaire du réseau détermine les aspects qualitatifs supplémentaires à contrôler.

§ 2. Le gestionnaire du réseau rend public au moins annuellement un rapport sur la qualité et la fiabilité de l'approvisionnement dans le réseau.

Art. 5. Les règles opérationnelles en matière de gestion des flux d'électricité, auxquelles le gestionnaire du réseau est soumis ou qu'il met en oeuvre en vertu du présent arrêté, remplacent l'ensemble des règles appliquées en ladite matière au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, en veillant à préserver la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau ainsi qu'en assurant l'absence de discrimination entre les utilisateurs de celui-ci.

Art. 6. § 1^{er} Les conditions générales des contrats de raccordement, de responsable d'accès et d'accès ainsi que toutes modifications qui y sont apportées, sont soumises à l'approbation de la commission selon la procédure prévue au § 2 de cet article. Dans son examen, la commission vérifie que ces conditions générales :

(a) n'entravent pas l'accès au réseau; et

ne mettent pas en péril la sécurité, fiabilité et efficacité du réseau; et

sont conformes à l'intérêt général.

§ 2. Le gestionnaire du réseau notifie sans délai à la commission les conditions générales des contrats visés au § 1. La commission rend sa décision d'approbation, de demande de révision de clauses déterminées ou de refus d'approbation au plus tard 30 jours après la notification mentionnée ci-avant. L'absence de remarques par la commission dans le délai de 30 jours équivaut à une approbation tacite des conditions générales notifiées.

§ 3. De formulieren voorzien in dit besluit worden onverwijld door de netbeheerder overgemaakt aan de commissie. In voorkomend geval geeft de commissie kennis van zijn opmerkingen aan de netbeheerder en maakt deze over aan de minister. Dezelfde procedure geldt voor de wijzigingen aangebracht aan deze formulieren.

Art. 7. De taken en verplichtingen van de netbeheerder kunnen beïnvloed worden in geval van noodsituaties zoals in Afdeling IV van deze Titel wordt bepaald.

Art. 8. De netbeheerder onthoudt zich van elke discriminatie tussen netgebruikers, toegangsverantwoordelijken, leveranciers van ondersteunende diensten of tussen elk andere persoon die op een of andere manier met het net verbonden is in het kader van zijn taken en verplichtingen of uitgevoerde diensten.

Art. 9. De netbeheerder voert de taken en verplichtingen uit met betrekking tot de goederen, uitrustingen of installaties, waarvan hij eigenaar is, of, indien hij er geen eigenaar van is, waarvan hij het gebruik of een effectieve controle heeft in akkoord met de eigenaar, en de goederen, uitrustingen of installaties tot dewelke hij toegang heeft overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en de krachtens dit besluit gesloten contracten.

Afdeling II – Informatie

Art. 10. Bij afwezigheid van uitdrukkelijke bepaling daaromtrent, zetten de netbeheerder en de netgebruikers zich in om zo spoedig mogelijk de noodzakelijke informatie overeenkomstig dit besluit mee te delen.

Art. 11. De mededeling aan derden van vertrouwelijke of commercieel gevoelige informatie, die als zodanig beschouwd wordt krachtens dit besluit, is niet toegelaten, behoudens andersluidende bepaling in dit besluit of behoudens wanneer aan minstens een van volgende voorwaarden voldaan is :

1° indien de netbeheerder en/of de betrokken netgebruikers en/of de toegangsverantwoordelijken en/of hun respectievelijke personeelsleden zijn opgeroepen om in rechte te getuigen of in hun verhoudingen met de controle-autoriteiten;

2° in het geval van een voorafgaand schriftelijk akkoord van diegene van wie de vertrouwelijke of commercieel gevoelige informatie uitgaat;

3° wat betreft de netbeheerder, in overleg met beheerders van andere netten of in het kader van contracten en/of regels met de buitenlandse netbeheerders en voor zover de bestemming van deze informatie er zich toe verbindt aan deze informatie dezelfde graad van vertrouwelijkheid te geven als deze gegeven door de netbeheerder;

4° indien deze informatie gemakkelijk en gewoonlijk toegankelijk of voor het publiek beschikbaar is;

5° wanneer de mededeling door de netbeheerder onmisbaar is voor technische of veiligheidsredenen. De bestemming van deze informatie is ertoe gehouden de vertrouwelijkheid van deze informatie te verzekeren.

Art. 12. Wanneer een partij overeenkomstig dit besluit of de krachtens dit besluit gesloten contracten, informatie dient te geven aan een andere partij, neemt zij de nodige maatregelen om de bestemming te waarborgen dat haar inhoud behoorlijk is nagekeken.

Afdeling III – Toegang tot de installaties

Onderafdeling I – Voorschriften betreffende de veiligheid van personen

Art. 13. De Belgische wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de veiligheid van personen en goederen, inbegrepen normatieve regels zoals onder meer het « ARAB » en het « AREI », alsook de norm « NBN-EN 50110-1 » en de norm « NBN-EN 50110-2 » en de eventuele latere wijzigingen, zijn van toepassing op iedere persoon die op het net tussenkomt, met inbegrip van de netbeheerder, de netgebruiker en hun respectievelijk personeel.

Onderafdeling II – Toegang tot de installaties beheerd door de netbeheerder

Art. 14. § 1. De toegang tot elk roerend of onroerend goed beheerd door de netbeheerder gebeurt ten allen tijde overeenkomstig de toegangs- en veiligheidsprocedures van de netbeheerder en met zijn voorafgaandelijk uitdrukkelijk akkoord.

§ 2. Elke toegang die niet overeenkomstig dit artikel en de door de netbeheerder vastgelegde procedures werd verleend, wordt, onverminderd ander verhaal, gesanctioneerd overeenkomstig de bepalingen voorzien in dit besluit.

§ 3. Les formulaires prévus par le présent arrêté sont transmis sans délai par le gestionnaire du réseau à la commission. Le cas échéant, la commission notifie ses remarques au gestionnaire du réseau et les transmet au ministre. La même procédure vaut pour les modifications apportées à ces formulaires.

Art. 7. Les tâches et obligations du gestionnaire du réseau peuvent être influencées en cas de situation d'urgence ainsi qu'il est précisé à la section IV du présent Titre.

Art. 8. Le gestionnaire du réseau s'abstient de toute discrimination entre les utilisateurs du réseau, les responsables d'accès, les fournisseurs de services auxiliaires, ou entre toute autre personne connectée d'une manière ou d'une autre au réseau dans le cadre de ses tâches et obligations, ou services prestés.

Art. 9. Le gestionnaire du réseau effectue les tâches et obligations à l'égard des biens, équipements ou installations, dont il est propriétaire, ou, lorsqu'il n'en est pas propriétaire, dont il a l'usage ou le contrôle effectif, en accord avec le propriétaire, et des biens, équipements ou installations auxquels il a accès conformément aux dispositions du présent arrêté et des contrats conclus en vertu de celui-ci.

Section II – Informations

Art. 10. En l'absence d'une disposition expresse en la matière, le gestionnaire du réseau et les utilisateurs du réseau s'efforcent de communiquer dans les meilleurs délais les informations nécessaires conformément au présent arrêté.

Art. 11. La communication à des tiers des informations confidentielles ou commercialement sensibles, identifiées comme telles en vertu du présent arrêté, n'est pas permise, sauf mention contraire dans le présent arrêté ou sauf si une ou au moins des conditions suivantes est remplie :

1° par le gestionnaire du réseau et/ou par les utilisateurs du réseau concernés et/ou par les responsables d'accès et/ou leur personnel respectif s'ils sont appelés à témoigner en justice ou dans ses relations avec les autorités de contrôle;

2° en cas d'autorisation écrite préalable de celui dont émanent les informations confidentielles ou commercialement sensibles;

3° en ce qui concerne le gestionnaire du réseau, en communication avec des gestionnaires d'autres réseaux ou dans le cadre de contrat et/ou règles avec des gestionnaires de réseaux étrangers et pour autant que le destinataire de l'information ainsi communiquée s'engage à donner à cette information le même degré de confidentialité que celui donné par le gestionnaire du réseau;

4° si cette information est aisément et habituellement accessible ou disponible dans le public;

5° lorsque la communication de l'information par le gestionnaire du réseau est indispensable pour des raisons techniques ou de sécurité. Le destinataire de cette information est tenu d'assurer la confidentialité de cette information.

Art. 12. Lorsqu'une partie est chargée, conformément au présent arrêté ou aux contrats conclus en vertu de celui-ci, de fournir à une autre partie des informations, elle prend les dispositions nécessaires pour assurer au destinataire des informations dont le contenu a été dûment vérifié.

Section III – Accès aux installations

Sous-section I^{re} – Prescrits relatifs à la sécurité des personnes

Art. 13. Les dispositions légales et réglementaires belges en matière de sécurité des biens et des personnes, y compris les règles normatives telles que notamment « RGPT » et « RGIE », ainsi que la norme « NBN EN 50110-1 » et la norme « NBN EN 50110-2 » et leurs éventuels amendements ultérieurs sont d'application par toute personne intervenant sur le réseau, y compris le gestionnaire du réseau, l'utilisateur du réseau et leur personnel respectif.

Sous-section II – Accès aux installations gérées par le gestionnaire du réseau

Art. 14. § 1^{er}. L'accès à tout bien meuble ou immeuble géré par le gestionnaire du réseau se fait, en tout temps, conformément aux procédures d'accès et de sécurité du gestionnaire du réseau et moyennant l'accord explicite préalable de celui-ci.

§ 2. Tout accès non autorisé conformément au présent article et aux procédures établies par le gestionnaire du réseau est, sans préjudice d'autres recours, sanctionné conformément aux dispositions prévues par le présent arrêté.

Onderafdeling III – Toegang tot de installaties van de netgebruiker

Art. 15. § 1. De netbeheerder heeft toegang tot de installaties van de netgebruiker teneinde er inspecties en testen uit te voeren of testen te organiseren met het oog op het controleren van de toepassing van dit technisch reglement en in aanwezigheid van de netgebruiker die niet kan weigeren.

§ 2. In de omstandigheden bedoeld in § 1 dient de netbeheerder de voorschriften betreffende de veiligheid van personen en goederen, toegepast door de netgebruiker, na te leven. Te dien einde is de netgebruiker voorafgaand aan de uitvoering van de inspecties of testen gehouden de netbeheerder schriftelijk op de hoogte te stellen van deze toepasselijke voorschriften en geeft hij er hem een kopij van.

§ 3. Bij gebrek aan informatie bedoeld in § 2, past de netbeheerder bij de uitvoering van een inspectie en van testen op de installaties van de netgebruiker, zijn eigen voorschriften inzake de veiligheid van personen en goederen toe.

§ 4. Wanneer de veiligheid of de technische betrouwbaarheid van het net het vereisen, heeft de netbeheerder het recht om de netgebruiker in gebreke te stellen om, binnen de termijn vastgesteld in de geschreven ingebrekestelling, de noodzakelijke werken welke zijn gepreciseerd in de ingebrekestelling, uit te voeren. In geval van niet-uitvoering door de netgebruiker van deze werken binnen de termijn vastgelegd in de ingebrekestelling, heeft de netbeheerder het recht voor rekening van de netgebruiker de werken uit te voeren die strikt nodig zijn voor het verzekeren van de veiligheid en de betrouwbaarheid van het net. In dit geval zijn de bepalingen in § 2 en 3 van toepassing inzake veiligheid van personen en goederen.

Afdeling IV – Noodsituaties

Onderafdeling I – Handelingen van de netbeheerder in geval van noodsituaties

Art. 16. § 1. De netbeheerder is bevoegd alle handelingen te stellen die hij nodig acht teneinde aan de gevolgen voor de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net te verhelpen als gevolg van een noodsituatie waaraan de netbeheerder of het net het hoofd biedt of dat wordt ingeroepen door een netgebruiker, een toegangsverantwoordelijke, een andere netbeheerder of enige andere betrokken persoon. De wijze van uitvoering van die handelingen wordt gepreciseerd in de algemene voorwaarden van de contracten gesloten krachtens dit besluit.

§ 2. De handelingen die de netbeheerder stelt in het kader van § 1 verbinden alle betrokken personen.

§ 3. De §§ 1 en 2 zijn ook van toepassing wanneer de noodsituatie zich nog niet heeft voorgedaan maar wanneer de netbeheerder meent dat ze zich redelijkerwijs zou kunnen voordoen.

Onderafdeling II – Opschorting van de verplichtingen

Art. 17. De uitvoering van de verplichtingen waarvoor de noodsituatie wordt ingeroepen en deze die een tussenkomst van de netbeheerder overeenkomstig artikel 16 vergen, wordt tijdelijk opgeschort voor de duur van de gebeurtenis die aanleiding geeft tot deze noodsituatie.

Art. 18. § 1. De netbeheerder, de netgebruiker, de toegangsverantwoordelijke, een andere netbeheerder of elke belanghebbende persoon die de noodsituatie die aanleiding geeft tot een tussenkomst van de netbeheerder, inroept (deze persoon wordt in het kader van dit artikel « de in gebreke blijvende partij » genoemd) stelt niettemin alles in het werk om :

1° de gevolgen van de niet-uitvoering van zijn verplichtingen te beperken;

2° zijn verplichtingen opnieuw te vervullen.

§ 2. De in gebreke blijvende partij brengt zo snel mogelijk de medecontractant en, in voorkomend geval, iedere andere betrokken persoon, op de hoogte van de redenen waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk niet kan uitvoeren en welke de redelijkerwijze voorzienbare termijn van de niet-uitvoering zal zijn.

Onderafdeling III – Definitie van noodsituaties

Art. 19. De noodsituaties, die de tussenkomst van de netbeheerder rechtvaardigen, kunnen onder meer voorkomen in volgende onvoorziene of buitengewone situaties :

1° natuurrampen, voortvloeiende uit aardbevingen, overstromingen, stormen, cyclonen, of andere klimatologisch uitzonderlijke situaties;

Sous-section III – Accès aux installations de l'utilisateur du réseau

Art. 15. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau a accès aux installations de l'utilisateur du réseau pour y effectuer des inspections et des essais ou organiser des essais visant à contrôler l'application du présent règlement technique et en présence d'un représentant de l'utilisateur du réseau qui ne peut refuser.

§ 2. Dans les circonstances visées au § 1^{er}, le gestionnaire du réseau est tenu de respecter les prescrits relatifs à la sécurité des personnes et des biens qui sont appliqués par l'utilisateur du réseau. A cette fin et préalablement à l'exécution de ces inspections ou essais, l'utilisateur du réseau est tenu d'informer par écrit le gestionnaire du réseau des prescrits applicables et de lui en donner copie.

§ 3. A défaut de l'information visée au § 2, le gestionnaire du réseau applique, lorsqu'il effectue une inspection et des essais sur les installations d'un utilisateur du réseau, ses propres règles en matière de sécurité des personnes et des biens.

§ 4. Lorsque la sécurité ou la fiabilité technique du réseau l'impose, le gestionnaire du réseau est en droit de mettre l'utilisateur du réseau en demeure d'effectuer, endéans le délai fixé par la notification écrite de mise en demeure, les travaux nécessaires tels que précisés dans la mise en demeure. En cas de non-exécution par l'utilisateur du réseau de ces travaux endéans le délai fixé par la mise en demeure, le gestionnaire du réseau est en droit d'effectuer les travaux strictement nécessaires pour assurer la sécurité et la fiabilité du réseau, pour compte de l'utilisateur du réseau. Dans ce cas, les dispositions contenues aux §§ 2 et 3 sont applicables en matière de sécurité des personnes et des biens.

Section IV – Situations d'urgence

Sous-section I^{re} – Actions du gestionnaire du réseau de transport en cas de situations d'urgence

Art. 16. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau est autorisé à entreprendre toutes les actions qu'il juge nécessaires afin de remédier aux effets sur la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau engendrés par une situation d'urgence à laquelle le gestionnaire du réseau ou son réseau fait face ou qui est invoquée par un utilisateur du réseau, un responsable d'accès, un autre gestionnaire de réseau ou toute autre personne concernée. Les modalités d'application de ces actions sont précisées dans les conditions générales des contrats conclus en vertu du présent arrêté et conformes à celui-ci.

§ 2. Les actions que le gestionnaire du réseau prend dans le cadre du § 1^{er} lient toutes les personnes concernées.

§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 sont également d'application lorsque la situation d'urgence ne s'est pas encore matérialisée mais que le gestionnaire du réseau estime qu'elle pourrait raisonnablement le faire.

Sous-section II – Suspension des obligations

Art. 17. L'exécution des obligations à l'égard desquelles la situation d'urgence est invoquée et celles qui donnent lieu à une intervention du gestionnaire du réseau en vertu de l'article 16, est momentanément suspendue durant la durée de la gestion de l'événement qui donne lieu à cette situation d'urgence.

Art. 18. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau, l'utilisateur du réseau, le responsable d'accès, un autre gestionnaire de réseau ou toute autre personne intéressée qui a invoqué la situation d'urgence donnant lieu à une intervention du gestionnaire du réseau (cette personne étant désignée aux fins de cet article par « la partie défaillante ») met néanmoins tout en oeuvre :

1° pour minimiser les effets de la non-exécution de ses obligations;

2° pour à nouveau remplir ses obligations.

§ 2. La partie défaillante communique dès que possible à son cocontractant et, le cas échéant, à toute personne concernée, les raisons pour lesquelles elle ne peut exécuter tout ou partie de ses obligations et la durée raisonnablement prévisible de la non-exécution de celles-ci.

Sous-section III – Définition des situations d'urgence

Art. 19. Les situations d'urgence qui justifient l'intervention du gestionnaire du réseau peuvent notamment survenir dans les situations imprévisibles ou exceptionnelles suivantes :

1° la catastrophe naturelle découlant des tremblements de terre, inondations, tempêtes, cyclones ou des autres circonstances climatiques exceptionnelles;

- 2° een nucleaire of chemische explosie en zijn gevolgen;
- 3° een computervirus, een computercrash om redenen andere dan ouderdom of het gebrek aan onderhoud van dit systeem;
- 4° de tijdelijke of voortdurende technische onmogelijkheid voor het net om elektriciteit uit te wisselen omwille van storingen binnen de regelzone veroorzaakt door elektriciteitsstromen die het resultaat zijn van energie-uitwisselingen binnen een andere regelzone of tussen twee of meerdere andere regelzones en waarvan de identiteit van de marktdeelnemers betrokken bij deze energie-uitwisselingen niet gekend is en redelijkerwijze niet gekend kan zijn door de netbeheerder;
- 5° de onmogelijkheid het net te gebruiken omwille van een collectief geschil dat aanleiding geeft tot een eenzijdige maatregel van de werknemers (of groepen van werknemers) of elk ander arbeidsgeschied;
- 6° brand, explosie, sabotage, terroristische daden, daden van vandalisme, schade veroorzaakt door criminele daden, criminele dwang en bedreigingen van dezelfde aard;
- 7° al dan niet verklaarde staat van oorlog, een oorlogsdreiging, een invasie, een gewapend conflict, blokkade, revolutie of opstand;
- 8° een maatregel van hogerhand.

Afdeling V – Formaliteiten

Onderafdeling I – Kennisgevingen, mededelingen en termijnen

Art. 20. § 1. Elke kennisgeving of mededeling gedaan ter uitvoering van dit besluit dient schriftelijk te gebeuren overeenkomstig de vormen en voorwaarden voorzien in artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek.

§ 2. De kennisgeving of mededeling is vervuld na ontvangst in de vormen bedoeld in de eerste paragraaf.

Art. 21. In afwijking van artikel 20 dient elke indiening, mededeling of kennisgeving van informatie met betrekking tot de uitwisseling van elektriciteit in het kader van de dagelijkse programma's voor toegang, voor reserve, voor coördinatie van productie-eenheden en voor de exploitatie van het net, uitgevoerd te worden via elektronische middelen voor de uitwisseling van gegevens bepaald door de netbeheerder.

Art. 22. De neerleggingen, de mededelingen of de kennisgevingen bedoeld in artikel 20 en 21 worden geldig uitgevoerd op het door de geadresseerde opgegeven laatste adres.

Art. 23. De termijnen vermeld in dit besluit lopen van middernacht tot middernacht. Zij beginnen te lopen op de werkdag volgend op de dag van de handeling of van de gebeurtenis die daartoe aanleiding geeft.

Art. 24. De termijnen omvatten de vervaldag.

Onderafdeling II – Het houden van registers en publicatie

Art. 25. § 1. De netbeheerder bepaalt de drager waarop hij de registers bijhoudt die in dit besluit voorzien zijn.

§ 2. Indien de registers op een geïnformatiseerde drager gehouden worden, neemt de netbeheerder de nodige maatregelen opdat tenminste één ongewijzigde kopij veilig op een identieke drager bewaard wordt.

§ 3. De netbeheerder waarborgt de publicatie van de registers voorzien in dit besluit, volgens de gebruikelijke modaliteiten en in overeenkomst met de toepasselijke wettelijke bepalingen.

Art. 26. § 1. De netbeheerder is gehouden een kopij van het model van algemene voorwaarden, contracten en formulieren, voorzien krachtens dit besluit, te overhandigen aan elke geïnteresseerde persoon die er hem schriftelijk om verzoekt.

§ 2. Onverminderd de niet-publicatie van vertrouwelijke of commercieel gevoelige informatie en gegevens waarvan hij kennis heeft krachtens dit besluit, ziet de netbeheerder toe op de publicatie van de algemene voorwaarden, formulieren en andere nuttige informatie op een server die via internet toegankelijk is en beschikbaar is voor de netgebruikers of elke andere geïnteresseerde persoon.

TITEL II – Planningsgegevens van het net

HOOFDSTUK I – Algemeenheden

Art. 27. Teneinde zijn verplichtingen na te leven overeenkomstig artikel 13 van de wet van 29 april 1999 om een ontwikkelingsplan op te stellen, onder meer rekening houdende met een passende reservecapaciteit en projecten van algemeen belang aangeduid door de instellingen van de Europese Unie op het vlak van transeuropese netten, heeft de netbeheerder het recht om planningsgegevens voorzien in deze Titel van de netgebruikers te verkrijgen.

2° une explosion nucléaire ou chimique et ses conséquences;

3° un virus informatique, un effondrement du système informatique pour des raisons autres que la vétusté ou le manque d'entretien de ce système;

4° l'impossibilité technique, temporaire ou permanente, pour le réseau d'échanger de l'électricité en raison de perturbations au sein de la zone de réglage causées par des flux d'électricité qui résultent d'échanges d'énergie au sein d'une autre zone de réglage ou entre deux ou plusieurs autres zones de réglage et dont l'identité des acteurs du marché concernés par ces échanges d'énergie n'est pas connue du gestionnaire du réseau et ne peut raisonnablement l'être;

5° l'impossibilité d'opérer sur le réseau en raison d'un conflit collectif et qui donne lieu à une mesure unilatérale, des employés (ou groupes d'employés) ou tout autre conflit social;

6° l'incendie, l'explosion, le sabotage, l'acte de nature terroriste, l'acte de vandalisme, les dégâts provoqués par des actes criminels, la contrainte de nature criminelle et les menaces de même nature;

7° la guerre déclarée ou non, la menace de guerre, l'invasion, le conflit armé, l'embargo, la révolution, la révolte;

8° le fait du Prince.

Section V – Formalités

Sous-section I^{re} – Notifications, communications et délais

Art. 20. § 1^{er}. Toute notification ou communication faite en exécution du présent arrêté doit avoir lieu par écrit selon les formes et conditions prévues à l'article 2281 du Code civil.

§ 2. La notification ou communication est accomplie dès sa réception dans les formes visées au paragraphe premier.

Art. 21. Par dérogation à l'article 20, tout dépôt, communication ou notification relatifs à des informations portant sur des échanges d'électricité dans le cadre des programmes journaliers d'accès, de réserve, de coordination des unités de production, et de l'exploitation du réseau s'effectue par le recours à des moyens électroniques d'échanges de données déterminés par le gestionnaire du réseau.

Art. 22. Les dépôts, communications ou notifications visés aux articles 20 et 21 sont valablement effectués à la dernière adresse notifiée à cette fin par le destinataire.

Art. 23. Les délais mentionnés au présent arrêté se comptent de minuit à minuit. Ils commencent à courir le jour ouvrable qui suit le jour de l'acte ou de l'événement qui y donne cours.

Art. 24. Les délais comprennent le jour de l'échéance.

Sous-section II – Tenue des registres et publication

Art. 25. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau détermine le support sur lequel il tient les registres prévus par le présent arrêté.

§ 2. Si les registres sont tenus sur un support informatique, le gestionnaire du réseau prend les dispositions nécessaires pour conserver en sécurité au moins une copie non altérée sur un support identique.

§ 3. Le gestionnaire du réseau assure la publication des registres prévus par le présent arrêté selon les modalités conformes à l'usage et conforme à la législation applicable en la matière.

Art. 26. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau est tenu de remettre à toute personne intéressée qui lui en fait la demande écrite une copie du modèle des conditions générales, des contrats types et formulaires prévus en vertu du présent arrêté.

§ 2. Sans préjudice de la non publication des données et informations confidentielles ou commercialement sensibles dont il a connaissance en vertu du présent arrêté, le gestionnaire du réseau veille à publier sur un serveur accessible via internet les conditions générales, formulaires et autres informations utiles aux utilisateurs du réseau ou toute personne intéressée.

TITRE II – Données de planification du réseau

CHAPITRE I^{er} – Généralités

Art. 27. Afin de respecter ses obligations d'établir, conformément à l'article 13 de la loi du 29 avril 1999, un plan de développement tenant compte notamment d'une capacité de réserve adéquate et des projets d'intérêt commun désignés par les institutions de l'Union européenne dans le domaine des réseaux transeuropéens, le gestionnaire de réseau est en droit d'obtenir des utilisateurs du réseau les données de planification prévues au présent Titre.

HOOFDSTUK II – *Planningsgegevens**Afdeling I – Basisbeginselen*

Art. 28. De netgebruiker geeft de planningsgegevens ter kennis aan de netbeheerder overeenkomstig dit Hoofdstuk en volgens beste inschatting.

Art. 29. De kennisgeving van de planningsgegevens aan de netbeheerder gebeurt volgens de in Titel VII van dit besluit voorziene vorm.

Afdeling II – Jaarlijkse verplichting tot kennisgeving van de planningsgegevens

Art. 30. De netgebruiker geeft de beschikbare planningsgegevens voor de 7 jaren volgend op het lopende jaar ter kennis aan de netbeheerder.

Art. 31. De kalender van de kennisgeving van de gegevens bedoeld in dit Hoofdstuk wordt bepaald door de minister, na voorstel van de netbeheerder, rekening houdend met de vervaldagen van het ontwikkelingsplan.

Art. 32. De ter kennis te geven planningsgegevens bevatten de gegevens bedoeld in Titel VII van dit besluit.

Art. 33. De netgebruiker kan, in voorkomend geval, alle andere nuttige informatie, die niet in de planningsgegevens bedoeld in Titel VII van dit besluit opgenomen is, aan de netbeheerder ter kennis geven.

Art. 34. § 1. De netbeheerder kan, indien hij dit nodig acht om aan zijn verplichtingen te voldoen bijkomende gegevens, die niet vermeld zijn in Titel VII van dit besluit en in haar bijlage 3, opvragen bij de netgebruiker en hij motiveert deze aanvraag.

§ 2. Na raadpleging van de netgebruiker, bepaalt de netbeheerder de redelijke termijn waarbinnen deze bijkomende gegevens door de netgebruiker hem ter kennis moeten worden gegeven.

Art. 35. § 1. In geval de kennisgeving van de planningsgegevens onvolledig, onnauwkeurig, foutief of duidelijk onredelijk is, maakt de betrokken netgebruiker op vraag van de netbeheerder alle verbeteringen of bijkomende gegevens over.

§ 2. Na raadpleging van de netgebruiker bepaalt de netbeheerder de redelijke termijn waarbinnen deze gegevens hem door de netgebruiker ter kennis worden gesteld.

Art. 36. De netgebruiker die niet in staat is om de gegevens overeenkomstig artikelen 31 en 34 ter kennis te geven, stelt de netbeheerder hiervan op de hoogte en motiveert de redenen van de onvolledige kennisgeving.

Art. 37. De jaarlijkse kennisgeving van de planningsgegevens bepaalt hun respectievelijke datum van inwerkingtreding.

Afdeling III – Verplichting tot kennisgeving van de planningsgegevens in geval van ingebruikneming of buiten gebruikstelling van een productie-eenheid

Art. 38. De netgebruiker die het voornemen heeft een tot het net aangesloten productie-eenheid in gebruik te nemen of buiten gebruik te stellen, geeft ten laatste twaalf maanden vóór de effectieve verwezenlijking van deze ingebruikname of buiten gebruikstelling, de planningsgegevens gespecificeerd in artikel 398 ter kennis aan de netbeheerder.

Art. 39. De kennisgeving van de gegevens voorzien in artikel 38 houdt geen erkenning in van het akkoord of de weigering van de netbeheerder, noch op de beslissing van de netgebruiker in verband met zijn voornemen bedoeld in artikel 38.

Art. 40. In de kennisgeving van de planningsgegevens in geval van ingebruikneming, buiten gebruikstelling of wijziging, wordt hun respectievelijke datum van inwerkingtreding gepreciseerd.

TITEL III – *Aansluiting op het net*HOOFDSTUK I – *Technische voorschriften voor aansluiting**Afdeling I – Algemeen*

Art. 41. Titel III is van toepassing :

1° op alle aansluitingsinstallaties;

2° op alle installaties van de netgebruiker die de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net of van de installaties van een andere netgebruiker of de spanningskwaliteit kunnen beïnvloeden;

3° op alle installaties aangesloten door een directe lijn en op installaties die deel uitmaken van een directe lijn;

4° op alle tussenverbindingen met andere netten.

CHAPITRE II – *Données de planification**Section I^{ère} – Principes de base*

Art. 28. L'utilisateur du réseau transmet au gestionnaire du réseau les données de planification conformément au présent Chapitre et selon sa meilleure estimation possible.

Art. 29. La notification des données de planification au gestionnaire du réseau s'effectue dans la forme prévue au Titre VII du présent arrêté.

Section II – Obligation annuelle de notification des données de planification

Art. 30. L'utilisateur du réseau transmet au gestionnaire du réseau les données de planification disponibles relatives aux 7 années suivant l'année en cours.

Art. 31. Le calendrier de la notification des données visées par le présent Chapitre est fixé par le ministre, sur proposition du gestionnaire du réseau, en tenant compte des échéances du plan de développement.

Art. 32. Les données de planification à notifier comportent les données visées au Titre VII du présent arrêté.

Art. 33. L'utilisateur du réseau peut, le cas échéant, notifier au gestionnaire du réseau toutes autres informations utiles qui ne sont pas reprises dans les données de planification visées au Titre VII du présent arrêté.

Art. 34. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau peut demander à l'utilisateur du réseau des données complémentaires, non mentionnées au Titre VII du présent arrêté et à son annexe 3, qu'il juge nécessaires pour remplir ses obligations et motive sa demande.

§ 2. Après consultation de l'utilisateur du réseau, le gestionnaire du réseau détermine le délai raisonnable dans lequel ces données supplémentaires doivent lui être notifiées par l'utilisateur du réseau.

Art. 35. § 1^{er}. Au cas où la notification des données de planification est incomplète, imprécise, erronée ou manifestement déraisonnable, l'utilisateur du réseau concerné transmet, à la demande du gestionnaire du réseau, toute correction ou donnée complémentaire demandée.

§ 2. Après consultation de l'utilisateur du réseau, le gestionnaire du réseau détermine le délai raisonnable dans lequel ces données lui sont notifiées par l'utilisateur du réseau.

Art. 36. L'utilisateur du réseau qui n'est pas en mesure de notifier les données demandées conformément aux articles 31 et 34 en informe le gestionnaire du réseau, motive les raisons de la notification incomplète.

Art. 37. La notification annuelle des données de planification précise leur date d'entrée en vigueur respective.

Section III – Obligation de notification des données de planification en cas de mise en service ou de déclassement d'unité de production

Art. 38. L'utilisateur du réseau qui envisage de mettre en service ou de déclasser une unité de production raccordée au réseau, notifie au gestionnaire du réseau, au plus tard douze mois avant la réalisation effective de cette mise en service ou de ce déclassement, les données de planification spécifiées à l'article 398.

Art. 39. La notification des données visées à l'article 38 ne préjuge ni de l'accord, ni du refus du gestionnaire du réseau, ni de la décision de l'utilisateur de réseau quant à son intention visée à l'article 38.

Art. 40. La notification des données de planification en cas de mise en service, déclassement ou modification précise leur date d'entrée en vigueur respective.

TITRE III – *Raccordement au réseau*CHAPITRE I^{er} – *Prescriptions techniques de raccordement**Section I^{ère} – Généralités*

Art. 41. Le Titre III s'applique :

1° à toutes les installations de raccordement;

2° à toutes les installations de l'utilisateur du réseau qui peuvent influencer la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau ou des installations d'un autre utilisateur du réseau ou la qualité de la tension;

3° à toutes les installations raccordées par une ligne directe et aux installations qui font partie d'une ligne directe;

4° à toutes les interconnexions avec les autres réseaux.

Art. 42. De aansluiting wordt door de netbeheerder op het net aangesloten op het aansluitingspunt.

Art. 43. § 1. De aansluitingen worden beheerd door de netbeheerder overeenkomstig artikel 9 van dit besluit.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheid van de netbeheerder elke aansluitingsinstallatie of aansluiting op te richten krachtens zijn aanduiding tot netbeheerder in toepassing van artikel 9 van de wet van 29 april 1999, kan een aanvraag voor een nieuwe aansluiting of aansluitingsinstallatie worden ingediend bij de netbeheerder door elke kandidaat netgebruiker die een document kan voorleggen dat staft dat hij beschikt of zal beschikken, in eigendom of in gebruik, van alle rechten met betrekking tot het beheer, het gebruik, het versterken en de overdracht van deze installaties.

§ 3. Wanneer de aansluitingsinstallaties de eigendom zijn van de netgebruiker, is deze gehouden alle bepalingen van dit besluit en van de contracten gesloten overeenkomstig dit besluit met betrekking tot zijn aansluitingsinstallaties, na te leven of te laten naleven.

Art. 44. § 1. De procedures voor exploitatie en onderhoud van aansluitingsinstallaties die een invloed hebben op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net of installaties van andere netgebruikers worden opgesteld door de netbeheerder.

§ 2. Indien deze procedures een invloed hebben op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van de aangesloten netgebruiker worden deze procedures door de netbeheerder met deze netgebruiker overeengekomen en bijgevoegd aan het aansluitingscontract.

Afdeling II – Voorschriften van toepassing op elke aansluiting

Onderafdeling I – Normen

Art. 45. § 1. De aansluitingsinstallaties en de installaties van de netgebruikers zijn conform met de normen en met de reglementering van toepassing op elektrische installaties.

§ 2. De netbeheerder bepaalt in het aansluitingscontract, op transparante en niet-discriminerende wijze, de van toepassing zijnde normen, technische verslagen en andere regels.

Art. 46. § 1. Het toegelaten niveau van storingen op het net veroorzaakt door de aansluitingsinstallaties en de installaties van de netgebruikers wordt bepaald door de normen die algemeen worden toegepast door vergelijkbare sectoren op Europees niveau en, onder meer, door de technische rapporten CEI 6100-3-6 en CEI 6100-3-7.

§ 2. De netgebruiker stelt alle aangepaste middelen in het werk om te vermijden dat de installaties, waarvan hij het beheer heeft, op het net storende verschijnselen veroorzaken die de grenzen, gepreciseerd door de netbeheerder in het aansluitingscontract, overschrijden.

Art. 47. De netbeheerder levert aan de netgebruiker een spanning op het aansluitingspunt met een kwaliteit die ten minste voldoet aan de norm EN 50160. De norm EN 50160 dient als referentiepunt voor alle spanningsniveaus voorzien in dit besluit.

Art. 48. De wijzigingen aangebracht aan een norm voorzien in deze Afdeling zijn van toepassing op aansluitingsinstallaties en op bestaande installaties van netgebruikers voor zover de norm of een wettelijke verplichting dit voorzien en geen wijziging noodzakelijk aan de contracten gesloten krachtens dit besluit.

Onderafdeling II – Algemene technische voorschriften voor de aansluiting van een belasting of een productie-eenheid

Art. 49. De verplichte algemene technische minimum-kenmerken van een aansluitingsinstallatie en van een installatie van een netgebruiker zijn vermeld in bijlage 1 van dit besluit.

Art. 50. § 1. De aansluitingsvelden van de aansluitingsinstallaties zijn uitgerust met beveiligingen, teneinde selectief een fout uit te schakelen binnen een maximum toegelaten tijdsinterval (waarin begrepen de tijd voor de werking van de vermogensschakelaar en het doven van de boog) zoals vermeld in bijlage 2 van dit besluit.

§ 2. De beveiligingen bedoeld in § 1 worden door de netbeheerder gepreciseerd in het aansluitingscontract.

Art. 51. § 1. De netbeheerder bepaalt na raadpleging van de netgebruiker voor wat betreft de aspecten die niet geregeld worden in dit besluit, de technische minimumeisen en regelparameters die tot uitvoering moeten gebracht worden met betrekking tot de aansluiting tot het net, waarvan onder meer :

1° het eendraadsschema met inbegrip van het eerste aansluitingsveld vanaf het net, de structuur van de post waarvan dit veld deel uitmaakt en de railstellen van deze post;

Art. 42. Le raccordement est connecté au réseau au point de raccordement par le gestionnaire du réseau.

Art. 43. § 1^{er}. Les raccordements sont gérés par le gestionnaire du réseau conformément à l'article 9 du présent arrêté.

§ 2. Sans préjudice pour le gestionnaire du réseau de pouvoir ériger toute installation de raccordement ou raccordement en vertu de sa désignation comme gestionnaire du réseau en application de l'article 9 de la loi du 29 avril 1999, toute demande de nouveau raccordement ou de nouvelle installation de raccordement est introduite auprès du gestionnaire du réseau par tout candidat utilisateur du réseau qui peut fournir un document valant preuve qu'il dispose ou disposera, en propriété ou en usage, de tous les droits relatifs à la gestion, l'utilisation, le renforcement et la cession de ces installations.

§ 3. Lorsque des installations de raccordement sont la propriété de l'utilisateur du réseau, ce dernier est tenu de respecter ou de faire respecter toutes les dispositions de cet arrêté et des contrats conclus en vertu de cet arrêté relatives à son installation de raccordement.

Art. 44. § 1^{er}. Les procédures pour l'exploitation et l'entretien des installations de raccordement qui ont une influence sur la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau ou sur des installations des autres utilisateurs du réseau sont déterminées par le gestionnaire du réseau.

§ 2. Si ces procédures ont un impact sur la sécurité, la fiabilité et l'efficacité de l'utilisateur de réseau raccordé, ces procédures sont convenues entre le gestionnaire du réseau et cet utilisateur de réseau et sont ajoutées au contrat de raccordement.

Section II – Prescriptions applicables à tout raccordement

Sous-section I^{re} – Normes

Art. 45. § 1^{er}. Les installations de raccordement et les installations des utilisateurs du réseau sont conformes aux normes et règlements applicables aux installations électriques.

§ 2. Le gestionnaire du réseau détermine, dans le contrat de raccordement, de manière transparente et non discriminatoire, les normes, rapports techniques et autres règles de référence applicables.

Art. 46. § 1^{er}. Le niveau admissible des perturbations engendrées sur le réseau par les installations de raccordement et les installations des utilisateurs du réseau est déterminé par les normes généralement appliquées dans les secteurs comparables au niveau européen et notamment par les rapports techniques CEI 61000-3-6 et CEI 61000-3-7.

§ 2. L'utilisateur du réseau met en oeuvre les moyens adéquats afin d'éviter que les installations dont il a la gestion n'engendrent sur le réseau des phénomènes perturbateurs qui dépassent les limites spécifiées par le gestionnaire du réseau visées ci-dessus et dans le contrat de raccordement.

Art. 47. Le gestionnaire du réseau fournit à l'utilisateur une tension sur le point de raccordement qui satisfait au moins à la norme EN 50160. La norme EN 50160 sert de point de référence pour tous les niveaux de tension prévus au présent arrêté.

Art. 48. Les modifications apportées à une norme visée à la présente Section s'appliquent aux installations de raccordement et aux installations existantes des utilisateurs du réseau pour autant que la norme ou une obligation légale le prévoit, et ne nécessitent pas d'amendement aux contrats conclus en vertu du présent arrêté.

Sous-section II – Prescriptions techniques générales pour le raccordement d'une charge ou d'une unité de production

Art. 49. Les caractéristiques techniques générales minimales obligatoires d'une installation de raccordement et d'une installation d'un utilisateur du réseau sont mentionnées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 50. § 1^{er}. Les travées des installations de raccordement sont équipées de protections, afin d'éliminer sélectivement un défaut endéans un intervalle de temps déterminé comme maximum admissible (y compris le temps de fonctionnement du disjoncteur et d'extinction de l'arc) mentionné à l'annexe 2 du présent arrêté.

§ 2. Les protections visées au § 1^{er} sont précisées par le gestionnaire du réseau au contrat de raccordement.

Art. 51. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau détermine, après consultation de l'utilisateur du réseau, en ce qui concerne les aspects non couverts par le présent arrêté, les exigences techniques minimales et les paramètres de réglage à mettre en oeuvre pour le raccordement au réseau dont notamment :

1° le schéma unifilaire, en ce compris la première travée de raccordement au départ du réseau, la structure du poste dont cette travée fait partie et les jeux de barres de ce poste;

2° de technische-functionele minimumkenmerken van de aansluitingsinstallaties.

§ 2. De netbeheerder bepaalt, op niet discriminerende en transparante wijze en na raadpleging van de betrokken netgebruiker op het eendraadsschema, onder meer :

- 1° het aansluitingspunt;
- 2° het punt van interface;
- 3° het injectie- en/of afnamepunt;
- 4° het meetpunt.

§ 3. De technische minimumeisen, de regelparameters en andere bepalingen bedoeld in §§ 1 en 2 worden opgenomen in het aansluitingscontract bedoeld in artikel 112.

Art. 52. § 1. De netbeheerder bepaalt de technisch-functionele minimumvereisten aan te wenden voor de uitrustingen van de netgebruiker, ten einde de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net te waarborgen. Deze functionele minimumvereisten hebben betrekking op :

1° de effecten teweeggebracht door de installaties van de netgebruiker ter hoogte van het punt van interface in termen van :

(a) de maximale eenfasige en driefasige kortsluitvermogens die de installaties van de netgebruiker kunnen injecteren in het net;

(b) de maximale foutafschakeltijd door de hoofd- en reservebeveiligingen;

(c) de nulpuntschakeling van de installaties van de netgebruiker (aarding, aardingsimpedanties, wikkelingsschakelschema van de transformatoren);

(d) de maximaal toegelaten niveau's van storingsemisies geïnjecteerd in het net door de installaties van de netgebruiker;

2° de technische karakteristieken van de installaties van de netgebruiker aangesloten op het spanningsniveau van het punt van interface of, bij ontbreken van dergelijke installaties bijvoorbeeld in geval de installaties van de netgebruiker beginnen met een spanningstransformatie, de technische karakteristieken van de installaties van de netgebruiker aangesloten op het eerste spanningsniveau rechtstreeks verbonden met het spanningsniveau van het punt van interface via een enkele transformatie, in termen van :

- (a) isolatieniveau;
- (b) nominale kortsluitstroom;
- (c) onderbrekingsvermogen van de vermogensschakelaars.

3° in het algemeen elke uitrusting die een niet verwaarloosbare invloed kan hebben op de kwaliteit van de spanning of storingen in het net kan veroorzaken.

4° de telecommunicatiemiddelen te installeren bij de netgebruiker.

5° na overleg met de netgebruiker,

(a) de vergrendelingen en de automatismen te installeren bij de netgebruiker;

(b) de technische oplossingen en de regelparameters aan te wenden in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode.

§ 2. De technische eisen, regelparameters en andere bepalingen bedoeld in § 1 worden in het aansluitingscontract bedoeld in artikel 112 opgenomen.

§ 3. De minister vervolledigt, na voorstel van de netbeheerder, de lijst van de technische eisen en de regelparameters bepaald in de eerste paragraaf van dit artikel.

Art. 53. In overleg bepalen de netgebruiker en de netbeheerder samen, voor de aspecten die niet geregeld worden in dit besluit en die rechtstreeks verbonden zijn met de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net :

1° Het eendraadsschema van de structuur van het net van de netgebruiker, dat omvat :

(a) de spanningsniveau's van de installaties van de netgebruiker die het (de) punt(en) van interface bevat(ten);

(b) alle mogelijke verbindingen tussen de verschillende aansluitingen met inbegrip van de transformatoren evenals de eventuele verbindingen met de productie-installaties;

(c) de eventuele apparatuur voor het compenseren van reactieve energie;

2° les caractéristiques techniques fonctionnelles minimales des installations de raccordement.

§ 2. Après consultation de l'utilisateur concerné, le gestionnaire du réseau détermine, de manière non discriminatoire et transparente, et sur le schéma unifilaire notamment :

- 1° le point de raccordement;
- 2° le point d'interface;
- 3° le point d'injection et/ou de prélèvement;
- 4° le point de mesure.

§ 3. Les exigences techniques minimales, les paramètres de réglage et les autres dispositions visées aux §§ 1^{er} et 2 sont repris dans le contrat de raccordement visé à l'article 112.

Art. 52. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau détermine les spécifications techniques fonctionnelles minimales à mettre en œuvre en ce qui concerne les installations de l'utilisateur du réseau, afin d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau. Les exigences fonctionnelles minimales portent sur :

1° les performances des installations de l'utilisateur du réseau au droit du point d'interface en terme de :

(a) les puissances de court-circuit monophasées et triphasées maximales que l'installation de l'utilisateur du réseau est susceptible d'injecter dans le réseau;

(b) le délai maximum d'élimination du courant de défaut par les protections principales et de réserve;

(c) le régime du neutre des installations de l'utilisateur du réseau (mise à la terre, impédances incorporées, couplages des transformateurs);

(d) les niveaux maximum autorisés d'émission de perturbations injectées dans le réseau par l'installation de l'utilisateur du réseau;

2° les caractéristiques techniques des installations de l'utilisateur du réseau raccordées au niveau de tension du point d'interface ou, à défaut de telles installations de l'utilisateur par exemple lorsque les installations de l'utilisateur du réseau débutent par une transformation de tension, les caractéristiques techniques des installations de l'utilisateur du réseau raccordées au premier niveau de tension directement relié au niveau de tension du point d'interface par une transformation simple, en terme de :

- (a) niveau d'isolement;
- (b) courant de court circuit de dimensionnement;
- (c) pouvoir de coupure des disjoncteurs.

3° d'une façon générale sur tout équipement susceptible d'influencer significativement la qualité de la tension ou d'induire des perturbations dans le réseau.

4° les moyens de télécommunication à installer chez l'utilisateur du réseau.

5° après concertation avec l'utilisateur de réseau,

(a) les verrouillages et les automatismes à installer chez l'utilisateur du réseau;

(b) les solutions techniques et les paramètres de réglage à mettre en œuvre dans le cadre du code de sauvegarde et du code de reconstitution.

§ 2. Les exigences techniques, les paramètres de réglage et les autres dispositions visées au § 1^{er} sont reprises dans le contrat de raccordement visé à l'article 112.

§ 3. Le ministre, sur proposition du gestionnaire du réseau, complète la liste des exigences techniques et des paramètres de réglage déterminés au paragraphe premier du présent article.

Art. 53. En concertation, l'utilisateur du réseau et le gestionnaire du réseau déterminent ensemble pour les aspects non couverts par le présent arrêté et qui sont directement liés à la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau :

1° Le schéma unifilaire de la structure du réseau de l'utilisateur du réseau comprenant :

(a) les plans de tension des installations de l'utilisateur de réseau contenant le ou les points d'interface;

(b) toutes les interconnexions possibles entre les différents raccordements, y compris les transformateurs, ainsi que celles aux éventuelles installations de production;

(c) toutes les éventuelles installations de compensation d'énergie réactive;

(d) voor de transformatoren die verschillende aansluitingen kunnen verbinden, de bepaling van hun wikkelingschakelschema, de nominale spanningen en de eventuele regelstanden;

(e) alle uitrustingen aangesloten op deze spanningsniveau's die storingen kunnen teweeg brengen

2° De eventuele automatische wederinschakeling van luchtlijnen.

3° De exploitatiewijzen (hoofdaansluiting en nood aansluiting).

Art. 54. De netgebruiker deelt uit eigen beweging aan de netbeheerder alle informatie mee met betrekking tot zijn installaties die een impact hebben op de kwaliteit, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net, waaronder onder meer :

1° de kenmerken van de compensatietoestellen gesitueerd in de installaties van de netgebruiker;

2° de aanvoer van kortsluitvermogen vanuit de installaties van de netgebruiker of, bij het ontbreken daarvan, het totale vermogen van de motoren geïnstalleerd in de installaties van de netgebruiker, of, bij het ontbreken daarvan, het percentage van de belasting van de netgebruiker dat aangewend wordt voor de voeding van motoren op wisselstroom.

Art. 55. De technische eisen en de regelparameters zoals beschreven in de artikelen 49 tot 54 hebben onder meer volgende doelstellingen :

1° er op niet-discriminerende wijze toe bijdragen dat de toepasselijke of geplande exploitatievoorwaarden voor het net op het aansluitingspunt volstaan om de aansluitingsinstallaties, de installaties van de netgebruikers en, in voorkomend geval, een uitbreiding van het net te aanvaarden zonder afbreuk te doen aan de goede werking van de installaties van andere gebruikers of van het net en zonder schadelijke retroactieve werking (onder meer stabiliteit, harmonischen, interharmonischen, onevenwicht, flicker, snelle spanningswijzigingen, kortsluitstroom) aan de installaties van andere netgebruikers, of aan het net gebracht;

2° er op niet-discriminerende wijze toe bijdragen de harmonieuze ontwikkeling van het net te bevorderen.

Onderafdeling III — Specifieke bepalingen met betrekking tot de aansluitingsinstallaties

Art. 56. § 1. In het geval dat de aansluitingsinstallaties op een terrein staan, dat niet de eigendom is van de netbeheerder en waarvan de netgebruiker het gebruik heeft, dient de netgebruiker :

1° erop toe te zien dat deze aansluitingsinstallaties op elk moment voor de netbeheerder toegankelijk zijn;

2° alle maatregelen te nemen, die redelijkerwijs van hem verwacht kunnen worden om elke beschadiging aan het net, aan de aansluitingsinstallaties, en/of aan de installaties van een andere netgebruiker te voorkomen;

3° indien dit technisch mogelijk is, erop toe te zien dat de netbeheerder het recht en de mogelijkheid heeft op elk moment aanvullende of bijkomende aansluitingsuitrustingen te plaatsen voor deze netgebruiker;

4° erop toe te zien dat de netbeheerder het recht en de mogelijkheid heeft om op elk moment het geheel of een gedeelte van de aansluitingsuitrustingen, waarvan hij eigenaar is, te vervangen;

5° erop toe te zien dat, op geen elk moment, de rechten van de netbeheerder met inbegrip van de eigendom of het gebruik, de toegang en de effectieve controle op het geheel of een gedeelte van de aansluitingsinstallaties worden aangetast.

§ 2. De uitvoeringsmodaliteiten voor het uitoefenen van de verplichtingen vermeld in § 1 worden bepaald in het aansluitingscontract.

Onderafdeling IV – Identificatie van de uitrustingen

Art. 57. Elke uitrusting die van een aansluitingsinstallatie deel uitmaakt wordt geïdentificeerd overeenkomstig een code opgesteld door de netbeheerder.

Art. 58. Na raadpleging van de netgebruiker, bepaalt de netbeheerder uit de uitrustingen die deel uitmaken van de installaties van de netgebruiker, deze die volgens de code opgesteld door de netbeheerder geïdentificeerd moeten worden.

Deze bepaling beoogt hoofdzakelijk de uitrustingen bedoeld in artikel 53.

Art. 59. De uitrustingen bedoeld in de artikelen 57 en 58 worden van een identificatieplaat voorzien die de code van de uitrusting duidelijk vermeldt.

(d) pour les transformateurs pouvant interconnecter différents raccordements, la définition de leur couplage, de leurs tensions nominales et des éventuels plots de réglage;

(e) tous les équipements raccordés à ces plans de tension susceptibles d'engendrer des perturbations.

2° Les éventuels ré-enclenchements automatiques prévus pour les lignes aériennes.

3° Les modes d'exploitation (raccordement principal et de secours).

Art. 54. L'utilisateur du réseau communique d'initiative au gestionnaire du réseau toutes les informations relatives à ses installations qui ont un impact sur la qualité, la fiabilité et l'efficacité du système électrique dont notamment :

1° les caractéristiques des équipements de compensation situés dans les installations de l'utilisateur du réseau;

2° l'apport de puissance de court-circuit des équipements de l'utilisateur du réseau ou, à défaut, la puissance totale des moteurs installés dans les installations de l'utilisateur du réseau, ou, à défaut le pourcentage de la charge de l'utilisateur utilisée pour l'alimentation des moteurs à courant alternatif.

Art. 55. Les exigences techniques et les paramètres de réglage comme décrits aux articles 49 à 54 poursuivent notamment les objectifs suivants :

1° contribuer de manière non discriminatoire à ce que les conditions d'exploitation du réseau applicables ou planifiées au point de raccordement soient suffisantes pour accepter les installations de raccordement, les installations de l'utilisateur du réseau et, le cas échéant, une extension du réseau sans porter préjudice au bon fonctionnement des installations d'autres utilisateurs ou du réseau et sans rétroactions préjudiciables (notamment stabilité, harmoniques, inter-harmoniques, déséquilibre, flicker, variations rapides de tension, courant de court-circuit apporté) aux installations d'autres utilisateurs ou au réseau;

2° promouvoir de manière non discriminatoire le développement harmonieux du réseau.

Sous-section III – Dispositions spécifiques aux installations de raccordement

Art. 56. § 1^{er}. Dans le cas d'installations de raccordement qui sont établies sur un terrain dont le gestionnaire du réseau n'a pas la propriété et dont l'utilisateur du réseau a l'usage, l'utilisateur du réseau :

1° veille, à ses frais, à ce que ces installations de raccordement soient, à tout moment, accessibles au gestionnaire du réseau;

2° prend toutes les dispositions qu'on peut raisonnablement attendre de lui afin de prévenir tout dommage au réseau, aux installations de raccordement et/ou aux installations d'un autre utilisateur du réseau;

3° lorsque c'est techniquement possible, veille à ce que le gestionnaire du réseau ait le droit et la possibilité d'installer à tout moment des équipements de raccordement complémentaires ou supplémentaires pour cet utilisateur;

4° veille à ce que le gestionnaire du réseau ait le droit et la possibilité de remplacer à tout moment tout ou partie des équipements de raccordement dont il est propriétaire;

5° veille, à tout moment, à ce qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits, y compris de propriété ou d'usage, d'accès et de contrôle effectif du gestionnaire du réseau sur tout ou partie des installations de raccordement.

§ 2. Les modalités d'exécution des obligations mentionnées au § 1^{er} sont déterminées au contrat de raccordement.

Sous-section IV – Identification des équipements

Art. 57. Tout équipement faisant partie des installations de raccordement est identifié suivant une codification établie par le gestionnaire du réseau.

Art. 58. Après consultation de l'utilisateur du réseau, le gestionnaire du réseau détermine, parmi les équipements qui font partie des installations de l'utilisateur du réseau, ceux qui doivent être identifiés suivant la codification établie par le gestionnaire du réseau.

Cette disposition vise essentiellement les équipements repris à l'article 53.

Art. 59. Les équipements visés aux articles 57 et 58 sont munis d'une plaque d'identification indiquant clairement la codification de l'équipement.

Afdeling III – Bijkomende technische voorschriften
voor de aansluiting van belastingen

Art. 60. § 1. De netbeheerder heeft het recht om, behoudens onmiddellijke rechtzetting door de betrokken netgebruiker, de technische middelen aan te wenden die nodig zijn voor de compensatie van reactieve energie, of, meer in het algemeen, voor de compensatie van ieder verstorend fenomeen, wanneer de belasting van een netgebruiker aangesloten aan het net :

1° aanleiding geeft tot een bijkomende afname van reactieve energie, zoals bepaald in artikel 209 van Hoofdstuk X van Titel IV van dit besluit, of

2° de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net verstoort.

§ 2. De netbeheerder motiveert zijn beslissing en deelt deze mede aan de betrokken netgebruiker.

Afdeling IV – Bijkomende technische voorschriften
voor de aansluiting van productie-eenheden

Onderafdeling I – Algemeen

Art. 61. § 1. De netbeheerder bepaalt de technische voorschriften, aangepast aan de productie-eenheden die hernieuwbare energiebronnen en eenheden van warmtekrachtkoppeling gebruiken en deelt deze zonder verwijl aan de commissie mee.

§ 2. Wanneer meerdere productie-eenheden zijn aangesloten op eenzelfde aansluitingspunt, zijn de voorschriften van dit besluit van toepassing op elk van deze productie-eenheden afzonderlijk.

Onderafdeling II – Werkingsvoorwaarden

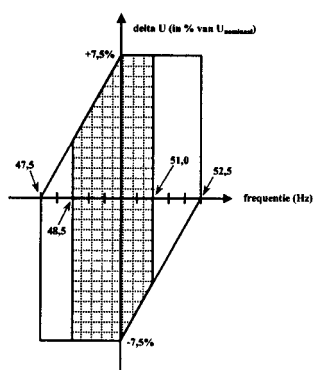
Art. 62. § 1. Een productie-eenheid moet synchroon met het net kunnen werken :

1° zonder beperking in tijd indien de netfrequentie begrepen is tussen 48.5 Hz en 51 Hz; en

2° tijdens een in gemeenschappelijk akkoord tussen de netgebruiker en netbeheerder bepaalde tijd indien de netfrequentie tussen 48 Hz en 48.5 Hz, alsook tussen 51 Hz en 52.5 Hz ligt.

§ 2. Het frequentierelais dat de overgang van een productie-eenheid naar een eilandbedrijf bewaakt, mag niet geactiveerd worden zolang de frequentie van het net groter of gelijk is aan 48 Hz, behoudens andersluidende bepaling in het aansluitingscontract.

Art. 63. Een productie-eenheid moet zonder beperking in tijd synchroon kunnen werken met het net, binnen het gearceerde gebied in onderstaande grafiek delta U-frequentie, waarin delta U verwijst naar de spanningsafwijking aan de klemmen van de generator uitgedrukt in % van de nominale spanning.



Section III – Prescriptions techniques complémentaires
pour le raccordement de charges

Art. 60. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau est autorisé, sauf correction immédiate par l'utilisateur du réseau concerné, à mettre en oeuvre les moyens techniques requis pour la compensation d'énergie réactive ou, plus généralement, pour la compensation de tout phénomène perturbateur, lorsque la charge d'un utilisateur du réseau raccordée au réseau :

1° donne lieu à un prélèvement additionnel d'énergie réactive, tel que définie à l'article 209 du Chapitre X du Titre IV du présent arrêté, ou

2° perturbe la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau.

§ 2. Le gestionnaire du réseau motive cette décision et la notifie à l'utilisateur du réseau concerné.

Section IV – Prescriptions techniques complémentaires
pour le raccordement d'unités de production

Sous-section I^{er} – Généralités

Art. 61. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau établit les prescriptions techniques adaptées aux unités de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables et aux unités de cogénération de qualité et les communique sans délai à la commission.

§ 2. Lorsque plusieurs unités de production sont raccordées en un même point de raccordement, les prescrits du présent arrêté valent pour chacune de ces unités de production séparément.

Sous-section II – Conditions de fonctionnement

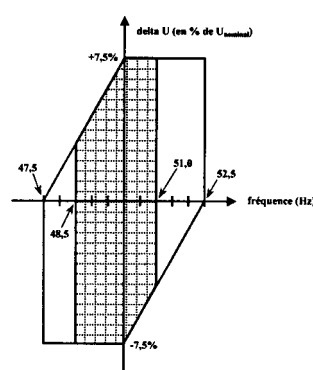
Art. 62. § 1^{er}. Une unité de production doit pouvoir fonctionner en mode synchrone avec le réseau :

1° sans limite dans le temps si la fréquence du réseau est comprise entre 48.5 Hz et 51 Hz; et

2° pendant un temps déterminé de commun accord entre l'utilisateur du réseau et le gestionnaire du réseau si la fréquence du réseau est comprise entre 48 Hz et 48.5 Hz ainsi qu'entre 51 Hz et 52.5 Hz.

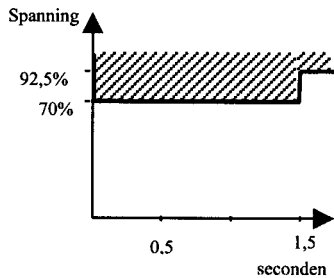
§ 2. La consigne du relais de fréquence provoquant l'ilotage d'une unité de production ne peut pas être activée aussi longtemps que la fréquence du réseau est égale ou supérieure à 48 Hz, sauf stipulation contraire au contrat de raccordement.

Art. 63. Une unité de production doit pouvoir fonctionner en mode synchrone avec le réseau sans limite dans le temps, dans la plage hachurée du diagramme fréquence-delta U ci-après, dans lequel le delta U se réfère à l'écart de la tension aux bornes du générateur et est exprimé en % par rapport à la tension nominale du générateur.

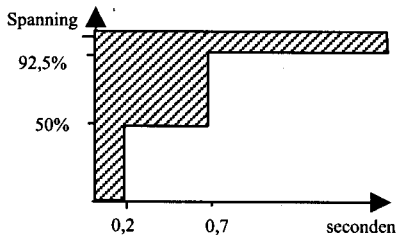


Art. 64. § 1. Een productie-eenheid moet, behoudens andersluidende bepaling in het aansluitingscontract :

1° over haar gehele werkingsdomein synchroon met het net kunnen werken als de spanning op het aansluitingspunt, uitgedrukt in procent van de nominale spanning op het aansluitingspunt, gedurende een spanningsval met belangrijke amplitude, binnen het gearceerde gebied van de onderstaande grafiek blijft.



2° over haar gehele werkingsdomein synchroon met het net kunnen werken als de spanning op het aansluitingspunt, uitgedrukt in procent van de nominale spanning op het aansluitingspunt, gedurende een spanningsval met belangrijke amplitude, binnen het gearceerde gebied van de onderstaande grafiek blijft.



§ 2. In afwijking van wat voorzien is in § 1, is de spanning, waarmee rekening dient gehouden te worden in lokale productie-eenheden, de spanning aan de uitgang van het lokale productie-eenheid.

§ 3. Specifieke voorschriften worden op objectieve, transparante en niet-discriminerende wijze bepaald door de netbeheerder voor asynchrone generatoren, onder meer bij eenheden die gebruik maken van hernieuwbare energiebronnen en warmtekrachtkoppeling.

Art. 65. Tijdens een plotse wijziging of een belangrijke afwijking van de frequentie mag geen enkel toestel van een productie-eenheid ingaan tegen de werking van de primaire frequentieregeling zoals die in dit besluit voorzien is.

Onderafdeling III – Beveiligingen

Art. 66. De netbeheerder plaatst aan de hoogspanningszijde van de aansluiting een vermogenschakelaar waarvan het onderbrekingsvermogen groter dan of gelijk is aan de standaardwaarde (uitgedrukt in kA) opgesteld per spanningsplan in bijlage 1.

Art. 67. De eenfasige kortsluitstroom mag niet groter zijn dan de driefasige kortsluitstroom.

Onderafdeling IV – Specificaties voor productie van reactieve energie

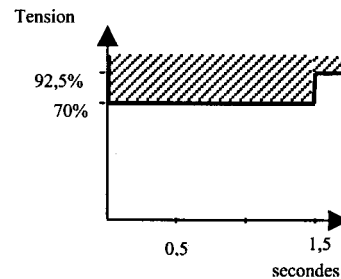
Art. 68. Elke productie-eenheid waarvan het nominaal actief vermogen P_{nom} groter dan of gelijk is aan 25 MW is een regelende productie-eenheid onafhankelijk van het niveau van de spanning van het aansluitingspunt.

Art. 69. Onafhankelijk van de andere specificaties omschreven in dit besluit, moet elke regelende productie-eenheid in staat zijn haar levering van reactief vermogen automatisch en op vraag van de netbeheerder, zonder verwijl, aan te passen tijdens langzame (in orde van minuten) en plotse (in orde van een fractie van seconde) wijzigingen in de spanning.

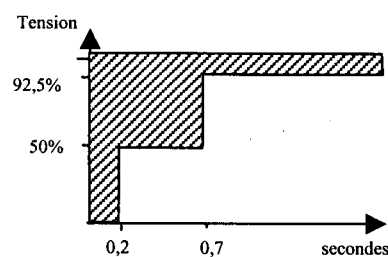
Art. 70. Elke niet-regelende productie-eenheid moet in staat zijn haar levering van reactief vermogen aan te passen in functie van de noden van het net, ten minste door de productie van het reactieve vermogen te kunnen omschakelen tussen twee niveaus overeengekomen tussen de netbeheerder en de betrokken netgebruiker.

Art. 64. § 1^{er}. Une unité de production doit, sauf stipulation contraire au contrat de raccordement :

1° pouvoir fonctionner dans l'entièreté de son domaine de fonctionnement en mode synchrone avec le réseau, lorsque la tension au point de raccordement, exprimée en pourcentage de la tension nominale en ce point, reste, durant un creux de tension d'amplitude limitée, dans la plage hachurée du diagramme ci-après.



2° pouvoir fonctionner dans l'entièreté de son domaine de fonctionnement en mode synchrone avec le réseau, lorsque la tension au point de raccordement, exprimée en pourcentage de la tension nominale en ce point, reste, durant un creux de tension d'amplitude importante, dans la plage hachurée du diagramme ci-après.



§ 2. En dérogation à ce qui est prévu au § 1^{er}, la tension à prendre en compte pour les unités de production locales est la tension à la sortie de l'unité de production locale.

§ 3. Des prescriptions spécifiques sont établies de manière objective, transparente et non discriminatoire par le gestionnaire du réseau pour des générateurs asynchrones, notamment pour les installations qui utilisent des sources d'énergie renouvelables et de cogénération.

Art. 65. Lors d'une variation brusque ou d'une déviation importante de la fréquence, aucun dispositif d'une unité de production ne peut contrecarrer l'action du réglage primaire de la fréquence, tel que prévu au présent arrêté.

Sous-section III – Protections

Art. 66. Le gestionnaire du réseau installe un disjoncteur du côté haute tension du raccordement dont le pouvoir de coupure est supérieur ou égal à la valeur standardisée (exprimée en kA) établie par plan de tension à l'annexe 1.

Art. 67. Le courant de court-circuit monophasé ne peut dépasser le courant de court-circuit triphasé.

Sous-section IV. — Spécifications pour production d'énergie réactive

Art. 68. Toute unité de production dont la puissance active nominale P_{nom} est supérieure ou égale à 25 MW est une unité de production réglante indépendamment du niveau de tension du point de raccordement.

Art. 69. Indépendamment d'autres spécifications précisées dans cet arrêté, toute unité de production réglante doit être capable d'adapter de manière automatique et à la première demande du gestionnaire du réseau, sans délai, sa fourniture de puissance réactive lors de variations lentes (à l'échelle de minutes) et brusques (à l'échelle d'une fraction de seconde) de la tension.

Art. 70. Toute unité de production non réglante doit être capable d'adapter sa fourniture de puissance réactive en fonction des besoins du réseau, au minimum par une commutation de sa production de puissance réactive entre deux niveaux convenus entre le gestionnaire du réseau et l'utilisateur du réseau concerné.

Art. 71. § 1. Voor elke waarde van het actief vermogen dat op het net kan geïnjecteerd worden tussen het technisch minimum en het maximaal aansluitingsvermogen bij normale exploitatiespanning, moet de regelende productie-eenheid, in het aansluitingspunt een reactief vermogen respectievelijk kunnen absorberen of leveren tussen minimum $-0.1 P_{nom}$ en $0.45 P_{nom}$.

§ 2. Voor elke spanning op het aansluitingspunt tussen 0.9 en 1.05 maal de normale exploitatiespanning, moet de regelende productie-eenheid dezelfde mogelijkheden hebben, met uitzondering van een beperking veroorzaakt door spanningsbeperkingen van de generator of veroorzaakt door de statorstroom van de generator. Een eventuele statorstroombeperking mag niet tussenkomen bij de snelle regeling van de spanning.

De beperkingen op de spanning aan de klemmen van de generator dienen de bepalingen van de art. 63 en 64 te respecteren.

§ 3. In afwijking van wat voorzien is in §§ 1 en 2, zijn de spanning, het actief en het reactief vermogen waarmee dient rekening gehouden te worden voor lokale productie-eenheden de spanning, het actief en het reactief vermogen aan de uitgang van de lokale productie-eenheid.

Art. 72. § 1. De spanningsregelaar van een regelende productie-eenheid is voorzien van een over- en onderbepalingbegrenzer. Deze werken automatisch en enkel indien het reactief vermogen zich buiten het interval bevindt zoals bepaald bij toepassing van het artikel 71.

§ 2. Voor elke spanning op het aansluitingspunt tussen 0.9 en 1.05 maal de normale exploitatiespanning, moet de regelende productie-eenheid dezelfde mogelijkheden hebben, met uitzondering van een beperking veroorzaakt door spanningsbeperkingen van de generator of veroorzaakt door de statorstroom van de generator. Een eventuele statorstroombeperking mag niet tussenkomen bij de snelle regeling van de spanning.

Art. 73. Binnen het werkingsgebied dient elke regelende productie-eenheid bij trage wijzigingen van de spanning U_{net} op het aansluitingspunt, op automatische wijze haar reactieve productie Q_{net} aan te kunnen passen zodat de relatieve gevoeligheidscoëfficiënt $\hat{\alpha}_{eq}$ begrepen is tussen 18 en 25,

$$\alpha_{eq} = - \frac{\Delta Q_{net} / (0.45 \times P_{nom})}{\Delta U_{net} / U_{norm,exp}}$$

waarbij :

Q_{net} het reactief vermogen gemeten aan de hoogspanningszijde van de opvoerttransformator;

P_{nom} het maximaal vermogen overeenkomstig artikel 1, 18° van Titel I van dit besluit;

U_{net} de spanning, gemeten aan de hoogspanningszijde van de opvoerttransformator;

$U_{norm,exp}$ de normale exploitatiespanning (de gemiddelde spanning waarrond het net geëxploiteerd wordt).

Art. 74. Indien een niet-regelende productie-eenheid uitgerust is met een regelaar bestemd om de referentiewaarde te volgen van het geproduceerd reactief vermogen, dient deze traag te zijn ten opzichte van de primaire spanningsregeling van de regelende eenheden (waarvan de werking ingrijpt op een schaal van seconden) en snel ten opzichte van de dynamica van de transformatoren met automatische regelschakelaars (inwerkende op een schaal van tientallen seconden tot minuten) om zodoende spanningsschommelingen in het elektrisch systeem te vermijden. De tijdsconstante van gesloten keten van deze regelaar moet minstens tussen 10 en 30 seconden kunnen ingesteld worden.

Onderafdeling V – Andere bepalingen

Art. 75. De netgebruiker en de netbeheerder bepalen, voor wat betreft de aspecten die niet geregeld worden in dit besluit en die rechtstreeks verbonden zijn met de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net, de aan te wenden technische oplossingen en regelparameters met betrekking tot de installaties van de netgebruiker, waaronder :

- 1° het werkingsgebied van de generator in het actief-reactief diagram in functie van de exploitatiespanning;
- 2° de aanpassing van de turbine-regelaar aan het eilandbedrijf van de productie-eenheid (mogelijkheid en moment van eilandbedrijf);
- 3° het regelbereik van de versterking van de snelheidsregelaar;
- 4° het reactief statisme;
- 5° de statische en dynamische stabiliteit;

Art. 71. § 1^{er}. Pour toute valeur de la puissance active susceptible d'être injectée sur le réseau comprise entre le minimum technique et la puissance maximale de raccordement, à la tension normale d'exploitation, l'unité de production réglante doit pouvoir respectivement absorber ou fournir, au point de raccordement, une puissance réactive comprise entre $-0.1 P_{nom}$ et $0.45 P_{nom}$.

§ 2. Pour toute tension au point de raccordement comprise entre 0.9 et 1.05 fois la tension normale d'exploitation, l'unité de production réglante doit avoir les mêmes possibilités, exception faite lors d'une limitation due aux limitations sur la tension du générateur ou sur le courant statorique du générateur. Une limitation éventuelle sur le courant statorique ne peut pas intervenir dans le réglage rapide de la tension.

Les limitations sur la tension aux bornes du générateur doivent respecter les règles décrites aux art. 63 et 64.

§ 3. En dérogation aux dispositions des §§ 1^{er} et 2, la tension, la puissance active et réactive dont il faut tenir compte pour les unités de production locales sont la tension, la puissance active et réactive à la sortie de l'unité de production locale.

Art. 72. § 1^{er}. Le régulateur de tension d'une unité de production réglante est pourvu d'un limiteur de sur-excitation et d'un limiteur de sous-excitation. Ceux-ci agissent de façon automatique et seulement si la puissance réactive est en dehors de l'intervalle comme déterminé par application de l'article 71.

§ 2. Pour toute tension au point de raccordement comprise entre 0.9 et 1.05 fois la tension normale d'exploitation, l'unité de production réglante doit avoir les mêmes possibilités, exception faite lors d'une limitation due aux limitations sur la tension du générateur ou sur le courant statorique du générateur. Une limitation éventuelle sur le courant statorique ne peut pas intervenir dans le réglage rapide de la tension.

Art. 73. A l'intérieur du domaine de fonctionnement lors de variations lentes de tension U_{net} au point de raccordement, chaque unité de production réglante doit pouvoir adapter de manière automatique sa production réactive Q_{net} de telle sorte que le coefficient de sensibilité relative $\hat{\alpha}_{eq}$ soit compris entre 18 et 25,

$$\alpha_{eq} = - \frac{\Delta Q_{net} / (0.45 \times P_{nom})}{\Delta U_{net} / U_{norm,exp}}$$

où :

Q_{net} désigne la puissance réactive mesurée du côté haute tension du transformateur élévateur;

P_{nom} désigne la puissance maximale conformément à l'article 1^{er}, 18° du Titre I du présent arrêté;

U_{net} désigne la tension mesurée du côté haute tension du transformateur élévateur;

$U_{norm,exp}$ désigne la tension normale d'exploitation (la tension moyenne autour de laquelle le réseau est exploité).

Art. 74. Si une unité de production non réglante est munie d'une régulation destinée à respecter une consigne de production de puissance réactive, celle-ci doit être lente vis-à-vis du réglage primaire de tension des unités réglantes (dont l'action produit ses effets à l'échelle des secondes) et rapide vis-à-vis de la dynamique des changeurs de prise de transformateurs commandés par un automate (agissant à l'échelle des dizaines de secondes à minutes), de manière à éviter des oscillations dans le système électrique. La constante de temps en boucle fermée de cette régulation doit être réglable, au minimum, entre 10 et 30 secondes.

Sous-section V – Autres dispositions

Art. 75. L'utilisateur du réseau et le gestionnaire du réseau conviennent, en ce qui concerne les aspects non couverts par le présent arrêté et qui sont directement liés à la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, des exigences techniques minimales et des paramètres de réglage à adopter en ce qui concerne les installations de l'utilisateur du réseau, dont en particulier :

- 1° le domaine de fonctionnement du générateur dans le plan actif-réactif en fonction de la tension d'exploitation;
- 2° l'adaptation du régulateur turbine à l'ilotage de l'unité de production (capacité et moment de l'ilotage);
- 3° la plage de réglage du gain du régulateur de vitesse;
- 4° le statisme réactif;
- 5° la stabilité statique et dynamique;

6° de weerstand aan een spanningsdip van de generator en van de ondersteunende diensten;

7° het bekrachtigingsplafond;

8° de synchronisatie met het net bij normale en buitengewone exploitatie;

9° de mogelijkheid van de productie-eenheid tot het leveren van ondersteunende diensten;

10° de mogelijkheid van gemeenschappelijke storings (inbegrepen de controle en bediening) van productiegroepen die meerdere productie-eenheden met gemeenschappelijke ondersteunende diensten en productie-eenheden met gecombineerde cyclus omvatten;

11° de Power System Stabiliser (PSS);

12° de opvoertransformator (vermogen, wikkerverhouding, kortsluitingspanning, aarding van het nulpunt, beperking van de eenfasige kortsluitstroom).

§ 2. De technische minimumeisen, de regelparameters en andere bepalingen bedoeld in § 1 worden opgenomen in het aansluitingscontract.

Afdeling V – Specificaties voor levering van een ondersteunende dienst

Art. 76. De netbeheerder bepaalt, in het aansluitingscontract bijkomende technische specificaties, ten opzichte van de technische specificaties verwoord in Afdeling IV van dit Hoofdstuk, opdat een productie-eenheid het recht heeft om een ondersteunende dienst aan het net te leveren.

Art. 77. Om de ondersteunende dienst van primaire regeling van de frequentie te kunnen leveren, moet een productie-eenheid met een automatische snelheidsregelaar uitgerust zijn.

Art. 78. Om de ondersteunende dienst van regeling van reactief vermogen en van regeling van de spanning te kunnen leveren, moet een productie-eenheid regelend of niet regelend zijn.

HOOFDSTUK II – Aanvraag voor een oriëntatiestudie voor een aansluiting op het net

Afdeling I – Indiening van de studietoestudieaanvraag

Art. 79. § 1. Elke geïnteresseerde persoon, inbegrepen elke netgebruiker, kan een oriëntatiestudieaanvraag bij de netbeheerder indienen, respectievelijk met betrekking tot :

1° een nieuwe aansluiting;

2° een aanpassing van een bestaande aansluiting, van de installaties die ermee verbonden zijn of van hun exploitatiewijzen.

§ 2. Bij de behandeling van de oriëntatiestudieaanvraag verleent de netbeheerder in de mate van het mogelijke en rekening houdende met de noodzakelijke continuïteit van de voorziening, voorrang aan de aanvragen voor een oriëntatiestudie die betrekking hebben op productie-eenheden die gebruik maken van hernieuwbare energiebronnen en warmtekrachtkoppeling waarvan het nominale vermogen lager of gelijk is aan 25 MW.

Art. 80. De aanvraag voor een oriëntatiestudie bevat volgende gegevens :

1° de identiteit en de gegevens van de studietoestudieaanvrager en, indien het een vennootschap betreft, het maatschappelijk doel en de benaming, de rechtsvorm en de maatschappelijke zetel evenals de documenten die de bevoegdheden van de ondertekenaars van de aanvraag aantonen;

2° de geografische ligging en het vermogen van de voorgenomen aansluiting;

3° de algemene technische gegevens en de technologische parameters vervat in het studieformulier dat behoorlijk is ingevuld; en

4° zijn verbintenis om het tarief voor een oriëntatiestudie vastgelegd in de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten te betalen.

Art. 81. De netbeheerder stelt op schriftelijke aanvraag aan elke geïnteresseerde persoon het oriëntatiestudieformulier, zoals bedoeld in artikel 80, 3°, ter beschikking.

Art. 82. § 1. De studietoestudieaanvrager duidt in zijn informatieaanvraag de commercieel gevoelige gegevens aan die hij, in voorkomend geval, als vertrouwelijk beschouwt.

§ 2. De studietoestudieaanvrager doet hetzelfde voor de bijkomende gegevens gevraagd door de netbeheerder.

6° la résistance aux creux de tension du générateur et des équipements auxiliaires;

7° le plafond d'excitation;

8° la synchronisation au réseau en exploitation normale et exceptionnelle;

9° la capacité de l'unité de production de fournir des services auxiliaires;

10° pour les ensembles de production comprenant plusieurs unités de production avec auxiliaires communs et unités de production à cycle combiné, la possibilité de pannes de mode commun (y compris le contrôle-commande);

11° le Power System Stabiliser (PSS);

12° le transformateur élévateur (puissance, rapport de transformation, tension de court-circuit, mise à la terre du point neutre, limitation du courant de court-circuit monophasé).

§ 2. Les exigences techniques minimales, les paramètres de réglage et les autres dispositions visées au § 1^{er} sont repris dans le contrat de raccordement.

Section V – Spécifications pour fourniture d'un service auxiliaire

Art. 76. Le gestionnaire du réseau détermine au contrat de raccordement des spécifications techniques additionnelles, par rapport aux spécifications techniques énoncées à la Section IV du présent Chapitre, pour qu'une unité de production soit autorisée à fournir un service auxiliaire au réseau.

Art. 77. Pour pouvoir fournir le service auxiliaire de réglage primaire de la fréquence, une unité de production doit être munie d'un régulateur de vitesse automatique.

Art. 78. Pour pouvoir fournir le service auxiliaire de réglage de la puissance réactive et de la tension, une unité de production doit être réglante ou non réglante.

CHAPITRE II – Demande d'étude d'orientation pour un raccordement au réseau

Section I^{re} – Introduction de la demande d'étude d'orientation

Art. 79. § 1^{er}. Toute personne intéressée, y compris tout utilisateur du réseau, peut introduire auprès du gestionnaire du réseau une demande d'étude d'orientation concernant respectivement :

1° un nouveau raccordement;

2° l'adaptation d'un raccordement existant, de ses installations et/ou de leurs modes d'exploitation.

§ 2. Dans l'examen de la demande d'étude d'orientation, le gestionnaire du réseau accorde, dans la mesure du possible compte tenu de la sécurité d'approvisionnement nécessaire, une priorité aux demandes d'étude d'orientation relatives à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables et aux unités de cogénération dont la puissance nominale est inférieure ou égale à 25 MW.

Art. 80. La demande d'étude d'orientation, contient les informations suivantes :

1° l'identité et les coordonnées du demandeur d'étude et, s'il s'agit d'une société, la raison sociale et la dénomination, la forme juridique et le siège social ainsi que les documents attestant les pouvoirs des signataires de la demande;

2° la localisation géographique et la puissance du raccordement projeté;

3° les données techniques générales et les paramètres technologiques, contenus dans le formulaire d'étude d'orientation dûment complété; et

4° son engagement de payer le tarif lié à l'étude d'orientation prévu par la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution.

Art. 81. Le gestionnaire du réseau met à la disposition de toute personne intéressée, sur demande écrite, le formulaire d'étude d'orientation visé à l'article 80, 3°.

Art. 82. § 1^{er}. Le demandeur d'étude identifie dans sa demande les informations commercialement sensibles qu'il considère, le cas échéant, comme confidentielles.

§ 2. Le demandeur d'étude fait de même pour les informations complémentaires demandées par le gestionnaire du réseau.

Art. 83. § 1. Binnen een termijn van tien werkdagen volgend op het indienen van de oriëntatiestudieaanvraag, ziet de netbeheerder na of de aanvraag volledig is. In geval van onvolledigheid, meldt de netbeheerder aan de studieaanvrager welke informatie of documenten ontbreken en staat hem een termijn toe om zijn aanvraag te vervolledigen.

§ 2. Indien de netbeheerder oordeelt dat de aanvraag voor een oriëntatiestudie duidelijk onredelijk is voor wat betreft de zekerheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net, meldt hij dit aan de aanvrager met vermelding van de motieven binnen dezelfde termijn.

Afdeling II – Onderzoek van de oriëntatiestudieaanvraag

Art. 84. § 1. De netbeheerder onderzoekt de oriëntatiestudieaanvraag en beoordeelt deze op niet discriminerende wijze onder meer in het licht van :

1° het behoud van de integriteit, de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net;

2° de goede werking ten opzichte van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van de installaties van andere netgebruikers;

3° de harmonieuze ontwikkeling van het net;

4° de reeds bestaande aansluitingen en bestaande capaciteitsreserveringen;

5° de naleving van de bepalingen van de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten;

6° de naleving van het milieurecht en het recht van ruimtelijke ordening;

7° het behoud van een vereiste transportcapaciteit voor de bevoorrading van toekomstige behoeften, betreffende openbare dienstverplichtingen, overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

§ 2. De evaluatie kan betrekking hebben op andere punten die bepaald zijn in een gemeenschappelijk akkoord van de netbeheerder en de oriëntatiestudieaanvrager.

Art. 85. De netbeheerder kan, op elk ogenblik, aan de oriëntatiestudieaanvrager vragen om hem binnen een termijn van tien werkdagen, bijkomende noodzakelijke gegevens over te maken om te dien einde de oriëntatiestudieaanvraag te onderzoeken.

Art. 86. De indiening van een oriëntatiestudieaanvraag geeft geen aanleiding tot enige verplichting in hoofde van de netbeheerder om een capaciteitsreservering te bepalen of toe te kennen.

Afdeling III – Oriëntatiestudie

Art. 87. § 1. Zo spoedig mogelijk, maar ten laatste binnen de 40 werkdagen volgend op de indiening van de oriëntatiestudieaanvraag onder voorbehoud van de verlenging van deze termijn als gevolg van de eventuele toepassing van artikel 83, bezorgt de netbeheerder aan de oriëntatiestudieaanvrager het resultaat van zijn studie ter kennis betreffende de technische gegevens hierna beschreven in artikel 88 of andere overeen te komen.

§ 2. De oriëntatiestudie houdt geen oordeel in over de definitieve opties die in het eventueel aansluitingscontract zullen genomen worden.

Art. 88. De technische gegevens bevatten ten minste de volgende elementen :

1° een schema van de voorgenomen aansluiting of aanpassing;

2° in voorkomend geval, de specifieke beperkingen (technische, wettelijke of andere) verbonden aan de ligging van de voorgenomen aansluiting of aanpassing;

3° in voorkomend geval, de noodzakelijke elementen voor het in conformiteit brengen van de aansluitingsinstallaties en de installaties van de netgebruiker of de voorgenomen aanpassingen krachtens de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten;

4° in voorkomend geval, de aanwijzing van de noodzaak om over te gaan tot een studie van filters en/of compensatietoestellen en/of een studie betreffende de invloed op de stabiliteit van het net;

5° in voorkomend geval, een indicatieve evaluatie van eventuele versterkingen die aan het net moeten worden aangebracht voor de voorgenomen aansluitingen of aanpassingen en een indicatieve evaluatie van de hiervoor normaal vereiste duur;

6° een indicatieve evaluatie van termijnen voor de verwezenlijking van de aansluitingswerken of voorgenomen aanpassingswerken;

7° een indicatieve schatting van de uitvoeringskosten van aansluitingswerken of voorgenomen aanpassingswerken.

Art. 83. § 1^{er}. Dans un délai de dix jours ouvrables suivant l'introduction de la demande d'étude d'orientation, le gestionnaire du réseau vérifie si la demande est complète. Si elle est incomplète, le gestionnaire de réseau signale au demandeur d'étude, les informations ou documents qui font défaut et lui accorde un délai pour compléter sa demande.

§ 2. Si le gestionnaire du réseau estime que la demande d'étude d'orientation est manifestement déraisonnable au regard de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau, il le notifie et le motive au demandeur dans le même délai.

Section II – Examen de la demande d'étude d'orientation

Art. 84. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau examine la demande d'étude d'orientation et l'évalue, de manière non discriminatoire, eu égard notamment :

1° au maintien de l'intégrité, de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau;

2° au bon fonctionnement par rapport à la sécurité, la fiabilité et l'efficacité des installations des autres utilisateurs du réseau;

3° au développement harmonieux du réseau;

4° aux raccordements déjà existants et aux réservations existantes de capacités;

5° au respect des dispositions de la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution;

6° au respect du droit de l'environnement et de l'aménagement du territoire;

7° au maintien d'une capacité de transport nécessaire à l'approvisionnement des besoins futurs liés à des obligations de service public selon les dispositions légales.

§ 2. L'évaluation peut porter sur d'autres points déterminés d'un commun accord par le gestionnaire du réseau et le demandeur d'étude d'orientation.

Art. 85. Le gestionnaire du réseau peut, à tout moment, demander au demandeur d'étude d'orientation de lui communiquer dans un délai de dix jours ouvrables des données complémentaires nécessaires aux fins d'examiner la demande d'étude d'orientation.

Art. 86. L'introduction d'une demande d'étude d'orientation ne fait naître aucune obligation dans le chef du gestionnaire du réseau de déterminer ou d'attribuer une réservation de capacité.

Section III – Etude d'orientation

Art. 87. § 1^{er}. Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les 40 jours ouvrables suivant l'introduction de la demande d'étude d'orientation, sous réserve de l'extension de ce délai suite à l'application éventuelle de l'article 83, le gestionnaire du réseau notifie au demandeur le résultat de son étude d'orientation contenant les informations techniques décrites ci-après à l'article 88 ou toutes autres à convenir.

§ 2. L'étude d'orientation ne préjuge pas des options finales qui seront prises dans l'éventuel contrat de raccordement.

Art. 88. Les informations techniques contiennent au moins les éléments suivants :

1° un schéma du raccordement ou de l'adaptation projetée;

2° le cas échéant, les contraintes spécifiques (techniques, légales ou autres) liées à la localisation du raccordement ou de l'adaptation projetée;

3° le cas échéant, les éléments nécessaires pour la mise en conformité des installations de raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau ou des adaptations projetées en vertu de la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution;

4° le cas échéant, l'indication de la nécessité de procéder à une étude concernant des appareils de filtrage et/ou compensation et/ou une étude concernant l'influence sur la stabilité du réseau;

5° le cas échéant, une évaluation indicative des éventuels renforcements à apporter au réseau pour le raccordement ou l'adaptation projetée et une évaluation indicative de la durée normale requise à cet effet;

6° une évaluation indicative des délais pour la réalisation des travaux de raccordement ou d'adaptation projetés;

7° une estimation indicative des coûts pour la réalisation des travaux de raccordement ou d'adaptation projetés.

Art. 89. De netbeheerder kan geheel of gedeeltelijk de aanvraag weigeren om geheel of gedeeltelijke technische informatie bedoeld in artikel 88 te bezorgen wanneer de oriëntatiestudieaanvrager niet binnen een redelijke termijn, de bijkomende gegevens heeft verstrekt die door de netbeheerder worden gevraagd om de studie tot een goed einde te brengen.

Art. 90. In het geval zoals in artikel 89 bedoeld, geeft de netbeheerder aan de oriëntatiestudieaanvrager kennis van zijn gemotiveerde weigering.

HOOFDSTUK III – *Geringe wijziging*

Art. 91. Bij een beoogde wijziging van een aansluitingsinstallatie, een installatie van een netgebruiker en/of van hun respectievelijke exploitatiewijzen brengt de netgebruiker de voorgenomen wijzigingen aan de netbeheerder ter kennis.

Art. 92. De netbeheerder onderzoekt de kennisgeving bedoeld in het artikel 91, beoordeelt en motiveert de geringe aard van de wijziging.

Art. 93. § 1. Volgend op het onderzoek, bedoeld in artikel 92 kan de netbeheerder :

1° de voorgenomen wijzigingen zonder andere formaliteiten goedkeuren;

2° het afsluiten van een addendum bij het aansluitingscontract voorstellen;

3° voorstellen dat hij de wijziging niet als gering beschouwt en de wijziging met inachtneming van de procedure voorzien in Hoofdstuk IV van deze Titel dient te gebeuren.

§ 2. Het sluiten van een addendum zoals bedoeld in § 1, 2° stelt de aansluitingsaanvrager niet vrij van het verkrijgen van een kennisgeving van conformiteit met de aansluiting overeenkomstig Hoofdstuk V van deze Titel.

HOOFDSTUK IV – *Aansluitingsaanvraag*

Afdeling I – Indiening van de aansluitingsaanvraag

Art. 94. § 1. Elke geïnteresseerde persoon, inbegrepen elke netgebruiker, kan een aansluitingsaanvraag bij de netbeheerder indienen, respectievelijk met betrekking tot :

1° een nieuwe voorgenomen aansluiting;

2° een voorgenomen wijziging van een bestaande aansluiting;

3° een voorgenomen wijziging van de uitrustingen van de netgebruiker en/of hun exploitatiewijze die een invloed zou kunnen hebben op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net.

§ 2. In het onderzoek van de aansluitingsaanvraag, verleent de netbeheerder, in de mate van het mogelijke rekening houdend met de noodzakelijke continuïteit van de voorziening, de voorrang aan aansluitingsaanvragen die betrekking hebben op productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen en warmtekrachtkoppeling gebruiken waarvan het nominaal vermogen lager of gelijk is aan 25 MW.

Art. 95. De aansluitingsaanvraag bevat volgende gegevens :

1° de identiteit en de gegevens van de aansluitingsaanvrager en, indien het een vennootschap betreft, haar maatschappelijk doel en de benaming, de rechtsvorm, de maatschappelijke zetel en de kopij van hun statuten, alsmede de documenten die de bevoegdheden van de ondertekenaars van de aanvraag aantonen;

2° de geografische ligging, het vermogen en de gedetailleerde technische kenmerken van de voorgenomen aansluiting en/of van de aan het net aan te sluiten installaties;

3° het behoorlijk ingevuld formulier « aansluitingsformulier » genoemd;

4° voor de aanvragen bedoeld in artikel 94, § 1^{er}, 1° en 2°, een document dat staft dat de kandidaat netgebruiker beschikt of zal beschikken, in eigendom of in gebruik, van alle rechten met betrekking tot het beheer, het gebruik, het versterken en de overdracht van de geplande aansluitingsinstallaties;

5° zijn verbintenis om het tarief, voorzien in de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten en verbonden met het detailonderzoek betreffende nieuwe aansluitingsystemen of de aanpassing van reeds bestaande aansluitingsystemen, te betalen.

Art. 96. De aansluitingsaanvrager identificeert in zijn aansluitingsaanvraag de commercieel gevoelige gegevens die hij als vertrouwelijk beschouwt. De aansluitingsaanvrager doet hetzelfde voor de bijkomende gegevens, in voorkomend geval, gevraagd door de netbeheerder.

Art. 89. Le gestionnaire du réseau peut refuser, en tout ou en partie, la demande de fournir tout ou partie des informations techniques visées à l'article 88 lorsque le demandeur d'étude d'orientation n'a pas fourni, dans les délais raisonnables, les données complémentaires requises par le gestionnaire du réseau pour mener à bien son étude.

Art. 90. Dans les cas visés à l'article 89, le gestionnaire du réseau notifie au demandeur d'étude d'orientation son refus motivé.

CHAPITRE III – *Modification mineure*

Art. 91. A l'occasion d'une modification projetée d'une installation de raccordement, d'une installation d'un utilisateur du réseau et/ou de leurs modes d'exploitation respectifs, l'utilisateur du réseau notifie au gestionnaire du réseau les modifications projetées.

Art. 92. Le gestionnaire du réseau examine la notification visée à l'article 91, apprécie et motive le caractère mineur de la modification.

Art. 93. § 1^{er}. Suite à l'examen visé à l'article 92, le gestionnaire du réseau peut :

1° approuver les modifications projetées sans autres formalités;

2° proposer la conclusion d'un avenant au contrat de raccordement;

3° proposer que, en l'absence de caractère mineur de la modification, la modification s'effectue dans le respect de la procédure prévue au Chapitre IV du présent Titre.

§ 2. La conclusion d'un avenant tel que visé au § 1^{er}, 2° ne dispense pas le demandeur de raccordement d'obtenir une notification de la conformité du raccordement conformément au Chapitre V du présent Titre.

CHAPITRE IV – *Demande de raccordement*

Section 1^{re} – Introduction de la demande de raccordement

Art. 94. § 1^{er}. Toute personne intéressée, y compris tout utilisateur du réseau, peut introduire auprès du gestionnaire du réseau une demande de raccordement concernant respectivement :

1° un nouveau raccordement projeté;

2° une modification projetée d'un raccordement existant;

3° une modification projetée des installations de l'utilisateur du réseau et/ou de leur mode d'exploitation susceptible d'avoir un impact sur la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau.

§ 2. Dans l'examen de la demande de raccordement, le gestionnaire du réseau accorde, dans la mesure du possible compte tenu de la sécurité d'approvisionnement nécessaire, une priorité aux demandes de raccordement relatives à des installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables et aux unités de cogénération dont la puissance nominale est inférieure ou égale à 25 MW.

Art. 95. La demande de raccordement contient les informations suivantes :

1° l'identité et les coordonnées du demandeur de raccordement et, s'il s'agit d'une société, la raison sociale et la dénomination, la forme juridique, le siège social et la copie des statuts de celle-ci, ainsi que les documents attestant des pouvoirs des signataires de la demande;

2° la localisation géographique, la puissance et les caractéristiques détaillées et techniques du raccordement projeté et/ou des installations à raccorder au réseau;

3° le formulaire dénommé « formulaire de raccordement », dûment complété;

4° pour les demandes visées à l'article 94, § 1^{er}, 1° et 2°, un document valant preuve que le candidat utilisateur du réseau dispose ou disposera, en propriété ou en usage, de tous les droits relatifs à la gestion, l'utilisation, le renforcement et la cession des installations de raccordement projetées;

5° son engagement à payer le tarif lié à l'étude de détail en vue de nouveaux équipements de raccordement ou en vue de l'adaptation d'équipements de raccordement existants et prévu par la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution.

Art. 96. Le demandeur de raccordement identifie dans sa demande de raccordement les informations commercialement sensibles qu'il considère comme confidentielles. Le demandeur de raccordement fait de même pour les informations complémentaires demandées, le cas échéant, par le gestionnaire du réseau.

Art. 97. Binnen een termijn van tien werkdagen volgend op het indienen van de aansluitingsaanvraag, ziet de netbeheerder na of de aanvraag volledig is. In geval van onvolledigheid, meldt de netbeheerder aan de aansluitingsaanvrager dat informatie of documenten ontbreken en staat hem een termijn toe om zijn aanvraag te vervolledigen.

Art. 98. Als de aansluitingsaanvraag volledig is kent de netbeheerder aan de aansluitingsaanvrager, onverminderd artikel 99, een capaciteitsreservering toe, hierbij rekening houdend met de gevraagde capaciteit en de ligging van de aansluiting.

Art. 99. In afwijking van artikel 98 geschiedt de toekenning van een capaciteit in het kader van een aansluitingsaanvraag, gedaan voor een productie-eenheid en tot aan de kennisgeving van het aansluitingsvoorstel bedoeld in artikel 107, door de levering door de aansluitingsaanvrager van het bewijs van een voorafgaandelijke verklaring of vergunning overeenkomstig artikel 4 van de wet van 29 april 1999.

Afdeling II – Onderzoek van de aansluitingsaanvraag

Art. 100. § 1. De netbeheerder onderzoekt de aansluitingsaanvraag en beoordeelt deze op niet discriminerende wijze, onder meer in het licht van :

1° het behoud van de integriteit, de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net;

2° de goede werking van het net ten aanzien van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van de installaties van de andere netgebruikers;

3° de noodzaak tot het bevorderen van een harmonieuze ontwikkeling van het net op niet discriminerende wijze;

4° de reeds bestaande aansluitingen en bestaande capaciteitsreserveringen voor injectie of afname;

5° de naleving van de bepalingen van de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten;

6° naleving van het milieurecht en het recht van ruimtelijke ordening;

7° het behoud van noodzakelijke transportcapaciteit voor de bevoorrading van toekomstige behoeften in verband met openbare dienstverplichtingen volgens de wettelijke bepalingen;

8° de voorrang in de mate van het mogelijke en rekening houdende met de noodzakelijke continuïteit van de voorziening, aan productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling gebruiken.

§ 2. De netbeheerder deelt het resultaat van de evaluatie van zijn aansluitingsaanvraag aan de netgebruiker mee.

Art. 101. De netbeheerder kan, op elk ogenblik, aan de aansluitingsaanvrager vragen om binnen een redelijke termijn bijkomende gegevens die nodig zijn om de aansluitingsaanvraag te onderzoeken, mee te delen.

Afdeling III – Capaciteitsoverdracht

Art. 102. Een aansluitingsaanvrager kan van bestaande aansluitingsinstallaties gebruik maken waarvan de capaciteit niet volledig gebruikt wordt, voor zover de reeds op het net aangesloten netgebruiker door deze aansluitingsinstallaties aanvaardt dat het geheel of het gedeelte van de capaciteit waarop hij rechten bezit, aan de aansluitingsaanvrager of aan de netbeheerder wordt overgedragen.

Art. 103. § 1. Teneinde de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net te waarborgen, dient de reeds op het net aangesloten netgebruiker bij het ontvangen van een aanvraag van een aansluitingsaanvrager of van de netbeheerder bedoeld in artikel 102, bij voorrang de beschikbare en niet gebruikte capaciteit van de aansluiting aan de netbeheerder aan te bieden overeenkomstig dezelfde bepalingen en commerciële voorwaarden als diegene die aan de aansluitingsaanvrager aangeboden worden.

§ 2. Voor overnames, fusies en herstructureringen van vennootschappen behorende tot eenzelfde groep zoals bepaald overeenkomstig artikel 11 van het Wetboek van Vennootschapswetboek, is § 1 niet van toepassing.

Art. 104. De netbeheerder beschikt over twintig werkdagen om het in artikel 103 gepreciseerde aanbod van capaciteit te aanvaarden of te weigeren. Hij deelt zijn beslissing aan de netgebruiker mede ten laatste bij het verstrijken van voornoemde termijn.

Art. 97. Dans un délai de dix jours ouvrables suivant l'introduction de la demande de raccordement, le gestionnaire du réseau vérifie si la demande est complète. Si elle est incomplète, le gestionnaire de réseau signale au demandeur de raccordement les informations ou documents qui font défaut et lui accorde un délai pour compléter sa demande.

Art. 98. Lorsque la demande de raccordement est complète, le gestionnaire du réseau attribue au demandeur de raccordement, sans préjudice de l'article 99, une réservation de capacité en tenant compte de la capacité demandée et de la localisation du raccordement.

Art. 99. Par dérogation à l'article 98, l'attribution d'une capacité dans le cadre d'une demande de raccordement faite pour une unité de production et jusqu'à la notification du projet de raccordement visé à l'article 107 s'effectue moyennant la fourniture de la preuve par le demandeur de raccordement d'une déclaration préalable ou d'une autorisation en vertu de l'article 4 de la loi du 29 avril 1999.

Section II – Examen de la demande de raccordement

Art. 100. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau examine la demande de raccordement et l'évalue, de manière non discriminatoire, eu égard notamment :

1° au maintien de l'intégrité, de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau;

2° au bon fonctionnement du réseau par rapport à la sécurité, la fiabilité et l'efficacité des installations des autres utilisateurs du réseau;

3° à la nécessité de promouvoir de manière non discriminatoire le développement harmonieux du réseau;

4° aux raccordements déjà existants et des réservations existantes de capacités d'injection ou de prélèvement;

5° au respect des dispositions de la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution;

6° au respect du droit de l'environnement et de l'aménagement du territoire;

7° au maintien d'une capacité de transport nécessaire à l'approvisionnement des besoins futurs liés à des obligations de service public selon les dispositions légales;

8° à la priorité à donner, dans la mesure du possible, compte tenu de la continuité d'approvisionnement nécessaire aux installations de production utilisant des sources d'énergie renouvelables ou aux unités de cogénération.

§ 2. Le gestionnaire du réseau notifie à l'utilisateur le résultat de l'évaluation de sa demande de raccordement.

Art. 101. Le gestionnaire du réseau peut, à tout moment, demander au demandeur de raccordement de lui communiquer dans un délai raisonnable des données complémentaires nécessaires aux fins d'examiner la demande de raccordement.

Section III – Cession de capacité

Art. 102. Un demandeur de raccordement peut utiliser les installations de raccordement existantes, dont la capacité n'est pas épuisée, pour autant que l'utilisateur du réseau déjà raccordé au réseau par ces installations accepte de céder au demandeur de raccordement ou au gestionnaire du réseau une partie ou l'entièreté de la capacité pour laquelle il détient des droits.

Art. 103. § 1^{er}. En vue d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, l'utilisateur du réseau déjà raccordé doit, lorsqu'il reçoit une demande visée à l'article 102 d'un demandeur de raccordement ou du gestionnaire du réseau, d'abord faire offre au gestionnaire du réseau d'acquiescer la capacité de raccordement disponible et non utilisée aux mêmes termes et conditions commerciales que ce qui est offert au demandeur du raccordement.

§ 2. Pour les rachats, fusions et restructurations de sociétés appartenant à un même groupe comme visé conformément à l'article 11 du Code des Sociétés, le § 1^{er} n'est pas d'application.

Art. 104. Le gestionnaire du réseau dispose de vingt jours ouvrables pour accepter ou refuser l'offre de capacité précisée à l'article 103. Il notifie sa décision à l'utilisateur du réseau déjà raccordé au plus tard à l'expiration du délai précité.

Afdeling IV – Technische fase

Art. 105. § 1. Zo spoedig mogelijk, maar ten laatste binnen veertig werkdagen volgend op de ontvangst van de naar behoren ingevulde aanvraag, onderzoeken de netbeheerder en de aanvrager gezamenlijk de technische informatie verstrekt door de aanvrager in zijn aanvraag.

§ 2. Binnen de kortste tijd maar ten laatste binnen de zestig werkdagen volgend op de ontvangst van de naar behoren ingevulde aanvraag, sluiten de netbeheerder en de aansluitingsaanvrager een akkoord over de technische oplossingen voor de aansluiting.

§ 3. De termijnen voorzien in huidige afdeling kunnen met gezamenlijk akkoord tussen de netbeheerder en de aansluitingsaanvrager verlengd worden wanneer de complexiteit van de aansluiting het vereist.

Art. 106. Bij ontstentenis van technische oplossingen die conform zijn aan de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net binnen de termijn voorzien in artikel 105, § 2, neemt de aansluitingsprocedure een einde zonder het afsluiten van een aansluitingscontract en brengt de annulatie van de capaciteitsreservering zoals bedoeld in artikel 98 met zich mee.

Afdeling V – Voorstel van aansluiting

Art. 107. Uiterlijk binnen de 30 werkdagen volgend op het afsluiten van het akkoord in verband met technische oplossingen aangaande de aansluiting brengt de netbeheerder aan de aansluitingsaanvrager een voorstel van aansluiting ter kennis dat als basis dient voor het afsluiten van een aansluitingscontract.

Art. 108. De termijn voorzien in artikel 107 mag in samenspraak tussen de netbeheerder en de aansluitingsaanvrager worden verlengd indien de complexiteit van de aansluitingsaanvraag en/of het aantal te bestuderen wijzigingen dit vergen.

Afdeling VI – Aansluitingscontract

Art. 109. Ten laatste binnen de 30 werkdagen volgend op de kennisgeving van het aansluitingsproject bedoeld in artikel 107 sluiten de netbeheerder en de aansluitingsaanvrager een aansluitingscontract volgens de modaliteiten bedoeld in deze Afdeling.

Art. 110. Bij ontstentenis van een aansluitingscontract, binnen de termijn bedoeld in artikel 109, neemt de aansluitingsprocedure een einde.

Art. 111. Het niet aangaan van een aansluitingscontract binnen de termijn bedoeld in artikel 109, geeft aanleiding tot de annulatie van de capaciteitsreservering, bedoeld in artikel 98 en geeft geen recht op terugbetaling van het tarief, zoals voorzien in artikel 95, 4°.

Art. 112. § 1. Het aansluitingscontract bevat tenminste de volgende elementen :

1° de algemene bepalingen met betrekking tot :

a) het bewijs van de financiële solvabiliteit van de medecontractant van de netbeheerder;

b) de modaliteiten voor het invorderen door of voor de netbeheerder van eventueel onbetaalde sommen van de medecontractant van de netbeheerder

c) de betalingsmodaliteiten, voorwaarden en termijnen van de facturen geadresseerd aan de medecontractant van de netbeheerder

d) de bepalingen betreffende de confidentialiteit van de commerciële informatie betreffende de medecontractant van de netbeheerder

e) de regeling van geschillenbeslechting, met inbegrip van, in voorkomend geval, de bepalingen inzake bemiddeling en arbitrage;

f) de algemene maatregelen die medecontractant van de netbeheerder dient te nemen in een noodsituatie

g) de modaliteiten en voorwaarden voor ontbinding en schorsing van het aansluitingscontract overeenkomstig dit besluit

h) de modaliteiten van tijdelijke intrekking van conformiteit en de maximale duur van de intrekking in geval van toepassing van de maatregelen bedoeld in artikel 134.;

i) de procedure en de modaliteiten bedoeld in artikel 137.

j) de opschortende voorwaarde bedoeld in artikel 116;

2° de bijzondere voorwaarden inzake onder meer :

a) de identiteit en de gegevens van de partijen, alsook deze van hun respectievelijke vertegenwoordigers;

b) de duur van het aansluitingscontract;

Section IV – Phase technique

Art. 105. § 1^{er}. Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les quarante jours ouvrables suivant la réception de la demande dûment complétée, le gestionnaire du réseau et le demandeur de raccordement examinent ensemble les informations techniques fournies par le demandeur de raccordement dans sa demande de raccordement.

§ 2. Dans les meilleurs délais mais au plus tard dans les soixante jours ouvrables suivant la réception de la demande dûment complétée, le gestionnaire du réseau et le demandeur de raccordement concluent un accord sur les solutions techniques pour le raccordement.

§ 3. Les délais visés à la présente section peuvent être prolongés de commun accord entre le gestionnaire du réseau et le demandeur de raccordement si la complexité de la demande de raccordement l'exige.

Art. 106. A défaut de solutions techniques conformes à la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, dans le délai visé à l'article 105, § 2, la procédure de raccordement prend fin sans conclusion d'un contrat de raccordement et entraîne l'annulation de la réservation de capacité visée à l'article 98.

Section V – Projet de raccordement

Art. 107. Au plus tard dans les 30 jours ouvrables suivant la conclusion de l'accord sur les solutions techniques pour le raccordement, le gestionnaire du réseau notifie au demandeur de raccordement un projet de raccordement qui sert de base pour la conclusion d'un contrat de raccordement.

Art. 108. Le délai visé à l'article 107 peut être prolongé de commun accord entre le gestionnaire du réseau et le demandeur de raccordement si la complexité de la demande de raccordement et/ou le nombre de variantes à étudier l'exigent.

Section VI – Contrat de raccordement

Art. 109. Au plus tard dans les 30 jours ouvrables suivant la notification du projet de raccordement visé à l'article 107, le gestionnaire du réseau et le demandeur de raccordement concluent un contrat de raccordement selon les modalités visées à la présente Section.

Art. 110. A défaut d'un contrat de raccordement dans le délai visé à l'article 109, la procédure de raccordement prend fin.

Art. 111. La non-conclusion d'un contrat de raccordement dans le délai visé à l'article 109 entraîne l'annulation de la réservation de capacité visée à l'article 98 et ne donne aucunement lieu au remboursement du tarif visé à l'article 95, 4°.

Art. 112. § 1^{er}. Le contrat de raccordement contient au moins les éléments suivants :

1° les conditions générales relatives à :

a) la preuve de la solvabilité financière du cocontractant du gestionnaire du réseau;

b) les modalités pour le recouvrement par ou pour le gestionnaire du réseau des impayés éventuels du cocontractant du gestionnaire du réseau;

c) les modalités de paiement, termes et délais concernant les factures adressées au cocontractant du gestionnaire du réseau;

d) les dispositions relatives à la confidentialité des informations commerciales relatives au cocontractant du gestionnaire du réseau;

e) le règlement des litiges, y compris le cas échéant, les clauses de conciliation et d'arbitrage;

f) les dispositions générales à prendre en cas de situation d'urgence par le cocontractant du gestionnaire du réseau;

g) les modalités et les conditions de résiliation et de suspension du contrat de raccordement conformément au présent arrêté;

h) les modalités de retrait temporaire de conformité et les périodes maximales de retrait en cas d'application des mesures prévues à l'article 134;

i) la procédure et les modalités prévues en article 137.

j) la condition suspensive prévue à l'article 116;

2° les conditions particulières notamment relatives à :

a) l'identité et les coordonnées des parties ainsi que celles de leurs représentants respectifs;

b) la durée du contrat de raccordement;

c) de financiële waarborgen te leveren door de medecontractant van de netbeheerder;

d) de identificatie van de aansluiting en onder meer zijn geografische ligging en zijn nominale spanning;

e) het maximum schijnbaar vermogen van de aansluiting;

f) het aansluitingsschema en de exploitatiewijzen van de aansluiting;

g) de identificatie van de aansluitingsinstallaties van de medecontractant van de netbeheerder;

h) de modaliteiten met betrekking tot de conformiteit van de aansluitingsinstallaties en de installaties van de medecontractant van de netbeheerder;

i) de bepalingen met betrekking tot de eigendoms- en gebruiksrechten op de aansluiting;

j) de bepalingen en de specificaties door de medecontractant van de netbeheerder en/of zijn installaties minimaal na te leven, onder meer inzake de technische eigenschappen, de metingen en tellingen, de wijzigingen van exploitatiewijzen, het onderhoud, de functionaliteiten van de beveiligingen, de veiligheid van personen en goederen;

k) bepalingen betreffende de toegankelijkheid van de aansluitingsinstallaties en de installaties van de medecontractant van de netbeheerder;

l) de mogelijkheid en de modaliteiten om het vermogen op de injectie- en/of het afnamepunt te wijzigen of te onderbreken;

m) in voorkomend geval de specifieke maatregelen genomen door de medecontractant van de netbeheerder om zijn installaties ongevoelig voor spanningsdips te maken;

n) in voorkomend geval, de specifieke bepalingen betreffende de kwaliteit;

o) in voorkomend geval, de specifieke bepalingen betreffende de levering van ondersteunende diensten door de medecontractant van de netbeheerder;

p) de modaliteiten en de uitvoeringstermijnen voor de verwezenlijking van de aansluiting.

§ 2. Het sluiten van het aansluitingscontract verhindert de netbeheerder niet om, bij gemotiveerde kennisgeving, de voor de aansluiting uitgevoerde minimale technische vereisten en de functionaliteiten opgemaakt voor het beveiligingsschema te herzien, dit om redenen van veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het net.

HOOFDSTUK V – Uitvoering en conformiteit van de aansluiting

Afdeling I – Uitvoering van de aansluiting

Art. 113. De netbeheerder en de aansluitingsaanvrager staan, elk respectievelijk voor hun aansluitingsinstallaties, in voor het indienen van hun noodzakelijke aanvragen tot het verkrijgen van de vereiste toelatingen en vergunningen voor een aansluiting. Te dien einde zullen de aansluitingsaanvrager en de netbeheerder elkaar noodzakelijke hulp verschaffen.

Afdeling II – Conformiteit van de aansluiting

Onderafdeling I – Algemeen

Art. 114. De testen van conformiteit worden uitgevoerd, hetzij door de netbeheerder, hetzij door een onafhankelijk organisme, aangeduid in voorkomend geval door de netbeheerder en in zijn aanwezigheid indien hij dit vraagt.

Art. 115. De werkelijke algemene technische gegevens vervat in bijlage 3 van dit besluit worden door de netgebruiker aan de netbeheerder ter kennis gegeven.

Art. 116. § 1. De opschortende voorwaarde met betrekking tot de conformiteit van de aansluitingsinstallaties en van de installaties van de netgebruiker, wordt verwezenlijkt wanneer deze conformiteit door afdoende verwezenlijking van de testen bedoeld in artikel 114 en wanneer de algemene technische gegevens bedoeld in artikel 115 door de netgebruiker aan de netbeheerder ter kennis worden gebracht.

§ 2. De netbeheerder brengt de netgebruiker de resultaten van de testen, zoals bedoeld in artikel 114 en, in voorkomend geval, de verwezenlijking van deze opschortende voorwaarde, ter kennis.

Art. 117. Voor gestandaardiseerde en gedecentraliseerde productie-eenheden, die hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling van een vermogen lager of gelijk aan 25 MW gebruiken, wordt een vereenvoudigde procedure voor het onderzoek naar de conformiteit uitgewerkt.

c) les garanties financières à fournir par le cocontractant du gestionnaire du réseau;

d) l'identification du raccordement et notamment sa localisation géographique et sa tension nominale;

e) la puissance apparente maximale du raccordement;

f) le schéma de raccordement et les modes d'exploitation du raccordement;

g) l'identification des installations de raccordement;

h) les modalités relatives à la conformité des installations de raccordement et des installations du cocontractant du gestionnaire du réseau;

i) les dispositions relatives aux droits de propriété et d'usage du raccordement;

j) les dispositions et spécifications minimales à respecter par le cocontractant du gestionnaire du réseau et/ou ses installations notamment en matière de caractéristiques techniques, de mesures et comptes, de changements de modes d'exploitation, d'entretien, de fonctionnalités des protections, la sécurité des biens et des personnes;

k) les dispositions concernant l'accessibilité aux installations de raccordement et aux installations du cocontractant du gestionnaire du réseau;

l) la possibilité et les modalités de modification ou d'interruption de la puissance sur le point d'injection et/ou de prélèvement;

m) le cas échéant, les dispositions spécifiques prises par le cocontractant du gestionnaire du réseau pour assurer l'insensibilité de ses installations aux creux de tension;

n) le cas échéant, les dispositions spécifiques relatives à la qualité;

o) le cas échéant, les dispositions spécifiques concernant la fourniture de services auxiliaires par le cocontractant du gestionnaire du réseau;

p) les modalités et les délais pour la réalisation du raccordement.

§ 2. La conclusion du contrat de raccordement n'empêche pas le gestionnaire du réseau, moyennant notification motivée, de revoir les exigences techniques minimales et les fonctionnalités établies pour le plan de protection du raccordement, pour des raisons de sécurité, fiabilité et efficacité du réseau.

CHAPITRE V – Réalisation et conformité du raccordement

Section I^{re} – Réalisation du raccordement

Art. 113. Le gestionnaire du réseau et le demandeur de raccordement se chargent, chacun respectivement pour leurs installations de raccordement, d'introduire leurs demandes nécessaires pour l'obtention des autorisations et des permis requis pour le raccordement. A cette fin, le demandeur de raccordement et le gestionnaire du réseau s'apportent toute l'aide nécessaire.

Section II – Conformité du raccordement

Sous-section I^{re} – Généralités

Art. 114. Les essais de conformité sont mis en oeuvre soit par le gestionnaire du réseau, soit par un organisme indépendant, désigné, le cas échéant, par le gestionnaire du réseau et en sa présence s'il en fait la demande.

Art. 115. Les données techniques générales réelles contenues à l'annexe 3 du présent arrêté sont notifiées au gestionnaire du réseau par l'utilisateur de réseau.

Art. 116. § 1^{er}. La condition suspensive relative à la conformité des installations du raccordement et des installations de l'utilisateur du réseau est réalisée lorsque cette conformité est constatée par la réalisation concluante des essais visés à l'article 114 et lorsque les données techniques générales visées à l'article 115 ont été notifiées au gestionnaire du réseau par l'utilisateur du réseau.

§ 2. Le gestionnaire du réseau notifie à l'utilisateur du réseau le résultat des essais visés à l'article 114 et, le cas échéant, la réalisation de la condition suspensive.

Art. 117. Pour les unités de production décentralisées et standardisées, utilisant des sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, de puissance inférieure ou égale à 25 MW, une procédure simplifiée est développée pour la recherche de conformité.

Art. 118. Indien de aansluiting niet langer conform de technische voorschriften van de aansluiting is, kan de verbinding met het net verbroken worden, na ingebrekestelling op gemotiveerde beslissing van de netbeheerder volgens de bepalingen van dit besluit en/of van de contracten gesloten met de netbeheerder. De gemotiveerde beslissing van de netbeheerder duidt aan dat zij voorwerp van verhaal kan uitmaken.

Onderafdeling II – Conformiteit voor de levering van één of meerdere ondersteunende diensten

Art. 119. In het geval dat de aansluitingsinstallaties en de installaties van de netgebruiker conform zijn met de bepalingen van dit besluit en van het aansluitingscontract, en onder meer met de specificaties voor de levering van ondersteunende diensten zoals bedoeld in Afdeling V van Hoofdstuk I van Titel I, mag de netgebruiker zich bij de netbeheerder voorstellen als leverancier van ondersteunende diensten.

Art. 120. § 1. De netbeheerder deelt na de uitvoering van geslaagde testen aan de netgebruiker, bedoeld in artikel 119, mee dat hij zich mag voorstellen bij de netbeheerder als leverancier van ondersteunende diensten.

§ 2. De testen bedoeld in § 1 worden uitgevoerd door de netbeheerder, of door een onafhankelijk organisme dat, in voorkomend geval, door de netbeheerder wordt aangewezen en in diens aanwezigheid indien deze dit vraagt.

Art. 121. De eerste toelatingstesten alsook de periodieke testen die in het aansluitingscontract en/of zijn aanhangsels bepaald zijn, zijn voor rekening van de netgebruiker of van de netbeheerder naargelang de toepasselijke bepalingen.

Afdeling III – Intern register van conformiteit van de aansluitingen

Art. 122. De netbeheerder houdt een intern register van conformiteit van de aansluitingen bij.

Art. 123. Voor elke conforme aansluiting identificeert de netbeheerder de betrokken aansluiting en de netgebruiker die op het net door deze aansluiting is aangesloten.

HOOFDSTUK VI – Controle van de aansluitingen en van de installaties van de netgebruikers

Afdeling I – Testen uitgevoerd door een netgebruiker

Art. 124. Elke netgebruiker die testen wenst uit te voeren op zijn installaties of aansluitingsinstallaties waarop hij is aangesloten en die mogelijkwijze een invloed kunnen uitoefenen op het net, op aansluitingsinstallaties of op installaties van een andere netgebruiker, moet de voorafgaande schriftelijke toestemming bekomen van de netbeheerder.

Art. 125. § 1. De aanvraag tot toestemming bedoeld in artikel 124 dient aan de netbeheerder ter kennis gegeven te worden. De aanvraag dient :

1° gemotiveerd te zijn door de netgebruiker;

2° minstens de technische gegevens te bevatten met betrekking tot de gevraagde testen, hun aard, de procedure, hun programmering en de installatie of de installaties waarop de testen betrekking hebben.

§ 2. De netbeheerder onderzoekt het voorwerp van de aanvraag rekening houdend de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het net en van de installaties van de netgebruikers.

§ 3. Bij gebrek aan toelating voor de testen bedoeld in § 1, weigert de netbeheerder de testen bij gemotiveerde beslissing of vraagt hij aan de netgebruiker bijkomende gegevens.

§ 4. In voorkomend geval laat hij de gevraagde testen, alsook hun procedure en programmering, toe. Hij meldt dit aan de netgebruiker, die de testen wenst uit te voeren en de desbetreffende netgebruikers, voor zover deze identificeerbaar zijn.

§ 5. De netgebruiker informeert de netbeheerder over de stand van zaken met betrekking tot de testen alsook over iedere wijziging met betrekking tot het programma van de werken.

§ 6. De netgebruiker die testen wenst uit te voeren, met inbegrip van testen uit te voeren door de netbeheerder, dient de geleverde diensten te betalen, inclusief de uitrustingen en andere materialen die gebruikt worden in het kader van deze testen. Elke partij draagt de volledige en gehele verantwoordelijkheid van de testen gehouden onder zijn verantwoordelijkheid. In het geval van testen die uitgevoerd worden ofwel door de netbeheerder ofwel door een onafhankelijk organisme, aangeduid door de netbeheerder, waarborgt de netbeheerder de verwezenlijking van deze testen met zo weinig mogelijk kosten.

Art. 118. Dans le cas où le raccordement n'est plus conforme aux prescriptions techniques de raccordement, celui-ci peut être déconnecté du réseau, après mise en demeure et sur décision motivée du gestionnaire du réseau selon les dispositions du présent arrêté et/ou des contrats conclus, avec le gestionnaire du réseau. La décision motivée du gestionnaire du réseau mentionne qu'elle peut faire l'objet d'un recours.

Sous-section II – Conformité pour la fourniture d'un ou de plusieurs services auxiliaires

Art. 119. Au cas où les installations de raccordement et les installations de l'utilisateur du réseau sont conformes aux dispositions du présent arrêté et du contrat de raccordement, et notamment aux spécifications pour fourniture de services auxiliaires visées à la Section V du Chapitre I^{er} du Titre I^{er}, l'utilisateur du réseau est autorisé à se proposer auprès du gestionnaire du réseau comme fournisseur de services auxiliaires.

Art. 120. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau, après la réalisation d'essais concluants, notifie à l'utilisateur du réseau visé à l'article 119 qu'il est autorisé à se proposer auprès du gestionnaire du réseau comme fournisseur de services auxiliaires.

§ 2. Les essais visés au § 1^{er} sont mis en oeuvre soit par le gestionnaire du réseau, soit par un organisme indépendant, désigné, le cas échéant, par le gestionnaire du réseau et en sa présence s'il en fait la demande.

Art. 121. Les premiers essais d'autorisation ainsi que les essais périodiques déterminés au contrat de raccordement et/ou ses avenants sont réalisés soit aux frais de l'utilisateur du réseau soit du gestionnaire du réseau selon les dispositions applicables.

Section III – Registre interne de conformité des raccordements

Art. 122. Le gestionnaire du réseau tient un registre interne de conformité des raccordements.

Art. 123. Le gestionnaire du réseau identifie, pour chaque raccordement conforme, le raccordement concerné et l'utilisateur du réseau qui est connecté au réseau par ce raccordement.

CHAPITRE VI – Contrôle des raccordements et des installations des utilisateurs du réseau

Section I^{re} – Essais réalisés par un utilisateur du réseau

Art. 124. Un accord écrit préalable doit être obtenu du gestionnaire du réseau par tout utilisateur qui demande de mettre en oeuvre des essais, soit sur ses installations, soit sur les installations de raccordement auquel il est raccordé, qui sont susceptibles d'influencer le réseau, les installations de raccordement ou les installations d'un autre utilisateur.

Art. 125. § 1^{er}. La demande d'autorisation visée à l'article 124 doit être notifiée au gestionnaire du réseau. La demande doit :

1° être motivée par l'utilisateur du réseau;

2° contenir au moins les informations techniques relatives aux essais demandés, leur nature, la procédure, leur programmation et l'installation ou les installations à laquelle ou auxquelles les essais ont trait.

§ 2. Le gestionnaire du réseau examine l'objet de la demande par rapport à la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau et des installations des utilisateurs du réseau.

§ 3. A défaut d'autorisation des essais conformément au § 1^{er}, le gestionnaire du réseau les refuse par décision motivée ou demande à l'utilisateur du réseau des informations complémentaires.

§ 4. Le cas échéant, il autorise les essais demandés, leur procédure et leur programmation. Il en informe l'utilisateur du réseau qui souhaite mettre en oeuvre ces essais et les utilisateurs du réseau concernés, pour autant que ces derniers soient identifiables.

§ 5. L'utilisateur du réseau informe le gestionnaire du réseau de l'état d'avancement des essais ainsi que de tout changement par rapport au programme des travaux.

§ 6. L'utilisateur du réseau qui souhaite mettre en oeuvre des essais, y compris par le gestionnaire du réseau, est tenu au paiement des services prestés, y compris les équipements ou autres matériels utilisés dans le cadre de ces essais. Chaque partie assume la pleine et entière responsabilité des essais menés sous son autorité. Dans le cas des essais mis en oeuvre soit par le gestionnaire du réseau, soit par un organisme indépendant, désigné par le gestionnaire du réseau, ce dernier s'assure de la réalisation de ces essais au moindre coût.

Art. 126. Onverminderd de toelating die door de netbeheerder gegeven wordt, overeenkomstig artikel 125, blijft de netgebruiker gehouden aan zijn verplichtingen voorzien door en/of krachtens dit besluit en de contracten afgesloten krachtens dit besluit.

Afdeling II – Testen uitgevoerd door de netbeheerder op aanvraag van een netgebruiker in geval van elektrische storing

Art. 127. Onverminderd de conformiteitscontrole bedoeld in Afdeling II van Hoofdstuk V van deze Titel, is de netgebruiker gehouden zo snel mogelijk de netbeheerder te verwittigen van storingen die hij op zijn op het net aangesloten installaties vermoedt of vaststelt.

Art. 128. § 1. In het geval zoals bedoeld in artikel 127, komen de netbeheerder en de netgebruiker, de uit te voeren testen op de aan het net aangesloten installaties van de netgebruiker overeen en/of op elke andere installatie waarop zij het nodig achten om testen uit te voeren.

§ 2. Bij ontstentenis van akkoord, beslist de netbeheerder die ertoe gehouden is om op een redelijke en niet discriminerende manier te handelen.

§ 3. De netbeheerder maakt aan de desbetreffende netgebruiker een rapport over met betrekking tot de uitvoering van de testen.

Art. 129. § 1. De netgebruiker, bedoeld in artikel 127, is gehouden de geleverde diensten, met inbegrip van de uitrustingen of andere materialen gebruikt in het kader van deze testen te betalen, indien het rapport zoals bedoeld in artikel 128, § 3 aantoont dat geen enkel gebrek ten laste van de netbeheerder, van een andere netgebruiker of van elke andere persoon is.

§ 2. Wanneer het rapport een gebrek aantoont ten laste van een persoon verschillend van een netgebruiker zoals bedoeld in artikel 127 dient deze persoon de geleverde diensten te betalen, met inbegrip van de uitrustingen of andere materialen die in het kader van deze testen gebruikt zijn.

Art. 130. De persoon bedoeld in artikel 129, § 2, brengt zonder verwijl de nodige aanpassingen aan zijn installaties aan indien het rapport, zoals bedoeld in artikel 128, § 3, aantoont dat de installatie niet beantwoordt aan de eisen gesteld in dit besluit of in de contracten die afgesloten zijn op grond van dit besluit.

Afdeling III – Conformiteitstesten uitgevoerd door de netbeheerder

Art. 131. Voor redenen verbonden met de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net, kan de netbeheerder op elk ogenblik de conformiteit van de aansluiting en van de installaties van een netgebruiker voor wat betreft de bepalingen van dit besluit en/of het aansluitingscontract nagaan. Daarvoor kan de netbeheerder onder meer :

1° zonder uitstel de hiervoor noodzakelijke gegevens van de netgebruiker verkrijgen;

2° ter plaatse de aansluiting controleren tot het punt van interface en de installaties van de netgebruiker door middel van metingen en/of tellingen;

3° de technische bekwaamheid van het personeel dat door de netgebruiker beschikbaar gesteld is voor het onderhoud, voor de werking en voor de verrichtingen op zijn installaties met betrekking tot de desbetreffende aansluiting(en) controleren;

4° in geval de installaties van de netgebruiker vermoedelijk niet conform zijn, testen op deze installaties uitvoeren of laten uitvoeren.

Art. 132. § 1. Na overleg, komen de netbeheerder en de betrokken netgebruiker een procedure, een programmering en de middelen te gebruiken voor de uitvoering van de testen bedoeld in artikel 131 overeen.

§ 2. Bij gebrek aan een akkoord, beslist de netbeheerder die ertoe gehouden is om op een redelijke en niet-discriminerende manier te handelen. Hij geeft kennis van zijn beslissing aan de betrokken netgebruiker en motiveert deze beslissing.

Art. 133. § 1. De testen zoals bedoeld in artikel 131 worden op kosten van de netgebruiker uitgevoerd.

§ 2. Het resultaat van deze testen wordt zonder verwijl aan de betrokken netgebruiker doorgegeven. Indien het resultaat van deze testen een conforme werking uitwijst, worden de kosten van de netgebruiker door de netbeheerder terugbetaald.

Art. 126. Sans préjudice de l'accord donné par le gestionnaire du réseau conformément à l'article 125, l'utilisateur du réseau reste tenu de ses obligations prévues par et/ou en vertu du présent arrêté et des contrats conclus en vertu de celui-ci.

Section II – Essais réalisés par le gestionnaire du réseau à la demande d'un utilisateur du réseau en cas de perturbation électrique

Art. 127. Sans préjudice du contrôle de conformité visé à la Section II du Chapitre V du présent Titre, l'utilisateur du réseau qui présume ou constate des perturbations sur ses installations raccordées au réseau, est tenu d'informer le gestionnaire du réseau dans les plus brefs délais.

Art. 128. § 1^{er}. Dans le cas visé à l'article 127, le gestionnaire du réseau et l'utilisateur du réseau conviennent des essais à réaliser sur les installations raccordées au réseau de cet utilisateur de réseau et/ou sur toute autre installation sur laquelle ils estiment nécessaire d'effectuer des essais.

§ 2. A défaut d'accord, la décision appartient au gestionnaire du réseau qui est tenu d'agir de manière raisonnable et non discriminatoire.

§ 3. Le gestionnaire du réseau transmet à l'utilisateur du réseau concerné un rapport sur la réalisation des essais.

Art. 129. § 1^{er}. L'utilisateur du réseau visé à l'article 127 est tenu au paiement des services prestés, y compris les équipements ou autres matériels utilisés dans le cadre des essais si le rapport visé à l'article 128, § 3 démontre qu'aucun manquement n'est à charge du gestionnaire du réseau, d'un autre utilisateur du réseau ou de toute autre personne.

§ 2. Lorsque le rapport démontre un manquement à charge d'une personne autre que l'utilisateur du réseau visé à l'article 127, cette personne est tenue au paiement des services prestés, y compris les équipements ou autres matériels utilisés dans le cadre de ces essais.

Art. 130. La personne visée à l'article 129, § 2, apporte sans délai les modifications nécessaires aux installations si le rapport visé à l'article 128, § 3 démontre que l'installation de cette personne ne répond pas aux exigences du présent arrêté ou des contrats conclus en vertu de celui-ci.

Section III – Essais de conformité réalisés par le gestionnaire du réseau

Art. 131. Pour des raisons liées à la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, le gestionnaire du réseau peut à tout moment vérifier la conformité du raccordement et des installations d'un utilisateur du réseau aux dispositions du présent arrêté et/ou du contrat de raccordement. A cette fin, le gestionnaire du réseau peut notamment :

1° obtenir sans délai de l'utilisateur du réseau les informations nécessaires à cet effet;

2° contrôler, sur place, le raccordement jusqu'au point d'interface et au moyen de mesures et/ou de comptages les installations de l'utilisateur du réseau;

3° contrôler la compétence technique du personnel affecté par l'utilisateur du réseau à l'entretien, au fonctionnement et à l'opération de ses installations relatives au(x) raccordement(s) concerné(s);

4° en cas de présomption de non respect de la conformité des installations de l'utilisateur du réseau, effectuer ou faire effectuer des essais sur ces installations.

Art. 132. § 1^{er}. Après concertation, le gestionnaire du réseau et l'utilisateur du réseau concerné conviennent d'une procédure, d'une programmation et des moyens à utiliser pour la réalisation des essais visés à l'article 131.

§ 2. A défaut d'accord, la décision appartient au gestionnaire du réseau qui est tenu d'agir de manière raisonnable et non discriminatoire. Il notifie et motive sa décision à l'utilisateur concerné.

Art. 133. § 1^{er}. Les essais visés à l'article 131 sont réalisés aux frais de l'utilisateur du réseau.

§ 2. Le résultat de ces essais est transmis dans les meilleurs délais à l'utilisateur concerné. Si le résultat de ces essais fait état d'un fonctionnement conforme, les frais encourus par l'utilisateur du réseau sont remboursés par le gestionnaire du réseau.

Art. 134. § 1. In geval de aansluitingsinstallaties en/of de installaties van een netgebruiker niet conform zijn aan dit besluit en/of met het aansluitingscontract kan de netbeheerder, na raadpleging van de netgebruiker en mits motivering, de conformiteit van de aansluiting van deze netgebruiker intrekken voor een bepaalde periode.

§ 2. De conformiteit van de aansluiting zal slechts opnieuw kunnen afgeleverd worden nadat ze opnieuw in conformiteit is gebracht en na het doorslaggevend resultaat van de testen, zoals voorzien in artikel 116.

Art. 135. § 1. In het geval dat bij de meting van de performantie bij courante exploitatie blijkt dat de werking van een productie-eenheid niet conform is met de bepalingen van dit besluit of van het contract van ondersteunende dienst, is de netgebruiker niet meer gerechtigd om de betrokken ondersteunende dienst te leveren.

§ 2. De netbeheerder brengt de netgebruiker met gemotiveerde beslissing ter kennis dat hij niet meer gerechtigd is om, overeenkomstig § 1, de betrokken ondersteunende diensten te leveren.

§ 3. De netgebruiker kan slechts opnieuw gerechtigd worden om de betrokken ondersteunende diensten te leveren mits voorafgaandelijke uitvoering en wetslagen van nieuwe testen.

Art. 136. De kosten opgelopen door de netbeheerder ter gelegenheid van de controles voorzien onder meer in artikel 131 en deze noodzakelijk voor de toepassing van artikel 134, § 2 zijn opgesteld overeenkomstig de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 137. De algemene voorwaarden van het aansluitingscontract bepalen onder meer :

- de algemene bepalingen die door de netbeheerder kunnen genomen worden ingeval een aansluitingsinstallatie of een aangesloten installatie van die aard is dat ze schade kan toebrengen aan de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net en/of van een installatie van een andere netgebruiker;

- de modaliteiten voor het op zich nemen van de kosten opgelopen door de netbeheerder en/of de netgebruiker inzake controle op aansluitingen en op installaties van de netgebruiker, overeenkomstig Hoofdstukken V en VI van deze Titel.

HOOFDSTUK VII – Informatie met betrekking tot bestaande aansluitingen

Art. 138. Tijdens een periode van maximaal 5 jaar volgend op de inwerkingtreding van dit besluit, kan de netbeheerder aan de netgebruikers die reeds aangesloten waren vóór de voornoemde inwerkingtreding, vragen om hem alle nodige gegevens te verstrekken die hem toelaten de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net en de installaties van andere netgebruikers te waarborgen en onder meer alle informatie met betrekking tot :

- 1° de eigendom van de aansluiting;
- 2° het onderhoud daarvan;
- 3° het stelsel van de verantwoordelijkheden;
- 4° het exploitatiestelsel;
- 5° de technische kenmerken bedoeld in dit besluit.

HOOFDSTUK VIII – Overgangsbepalingen

Art. 139. Een aansluitingsinstallatie en/of een installatie van een netgebruiker die reeds vóór de inwerkingtreding van dit besluit bestond en die niet conform is met de voorschriften van dit besluit, kan in deze toestand worden gebruikt, zolang het feit dat deze niet conform is, geen schade berokkent of zou kunnen berokkenen aan het net, aan de netbeheerder, aan een andere netgebruiker of aan elke andere persoon.

Art. 140. Een aansluitingsinstallatie en/of een installatie van een netgebruiker die reeds bestond vóór de inwerkingtreding van dit besluit en die schade berokkent of zou kunnen berokkenen aan het net, aan de netbeheerder, aan een andere netgebruiker of aan elke andere persoon, moet zo snel mogelijk in conformiteit worden gebracht, in voorkomend geval, na ingebrekestelling van de netbeheerder, door degene die ervoor verantwoordelijk is.

Art. 141. § 1. Elke netgebruiker die op het moment van de inwerkingtreding van dit besluit niet beschikt over een aansluitingscontract afgesloten overeenkomstig dit besluit, dient volgende maatregelen te nemen :

- 1° zich ervan verzekeren dat zijn installaties conform met dit besluit zijn;
- 2° zich ervan verzekeren dat zijn installaties geen schade berokkenen of kunnen berokkenen aan het net, aan de netbeheerder, aan een andere netgebruiker of aan ieder andere persoon;

Art. 134. § 1^{er}. En cas de non-conformité des installations de raccordement et/ou des installations d'un utilisateur du réseau, par rapport au présent arrêté et/ou au contrat de raccordement, le gestionnaire du réseau peut, après consultation de l'utilisateur, retirer pour une période déterminée, moyennant motivation, la conformité de raccordement de cet utilisateur.

§ 2. La conformité de raccordement ne pourra être délivrée à nouveau qu'après la mise en conformité et la réalisation d'essais concluants, visés à l'article 116.

Art. 135. § 1^{er}. Au cas où, lors de la mesure des performances en exploitation courante, il apparaît que le fonctionnement d'une unité de production n'est pas conforme aux dispositions du présent arrêté ou du contrat de service auxiliaire, l'utilisateur du réseau n'est plus habilité à fournir le ou les services auxiliaires concernés.

§ 2. Le gestionnaire du réseau notifie à l'utilisateur du réseau par décision motivée qu'il n'est plus habilité, conformément au § 1^{er}, à fournir le ou les services auxiliaires concernés.

§ 3. L'utilisateur du réseau ne pourra être réhabilité pour fournir des services auxiliaires qu'après la réalisation et la réussite de nouveaux essais.

Art. 136. Les frais encourus par le gestionnaire du réseau à l'occasion des contrôles prévus notamment à l'article 131 et ceux nécessaires pour l'application de l'article 134, § 2 sont établis conformément à la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution.

Art. 137. Les conditions générales du contrat de raccordement précisent notamment :

- les dispositions générales qui peuvent être prises par le gestionnaire du réseau lorsqu'une installation de raccordement ou une installation raccordée est susceptible de porter préjudice à la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau et/ou d'une installation d'un autre utilisateur du réseau;

- les modalités de prise en charge des frais encourus par le gestionnaire du réseau et/ou l'utilisateur du réseau en matière de contrôle des raccordements et des installations de l'utilisateur du réseau, conformément aux Chapitres V et VI du présent Titre.

CHAPITRE VII – Informations relatives aux raccordements existants

Art. 138. Pendant une période ne pouvant pas dépasser 5 ans suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le gestionnaire du réseau peut demander aux utilisateurs du réseau déjà raccordés avant l'entrée en vigueur précitée de lui fournir toute information nécessaire lui permettant d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau et des installations d'autres utilisateurs du réseau, et plus particulièrement toute information relative notamment :

- 1° à la propriété du raccordement;
- 2° à l'entretien de celui-ci;
- 3° au régime des responsabilités;
- 4° au régime d'exploitation;
- 5° aux caractéristiques techniques visées par le présent arrêté.

CHAPITRE VIII – Dispositions transitoires

Art. 139. Une installation de raccordement et/ou une installation d'un utilisateur de réseau, existant avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, et qui n'est pas conforme aux prescriptions du présent arrêté, peut être utilisée dans l'état dans lequel elle se trouve, aussi longtemps que la non-conformité ne porte pas ou ne pourrait porter préjudice au réseau, au gestionnaire du réseau, à un autre utilisateur du réseau ou à toute autre personne.

Art. 140. Une installation de raccordement et/ou une installation d'un utilisateur du réseau existant avant l'entrée en vigueur du présent arrêté qui porte ou qui pourrait porter préjudice au réseau, au gestionnaire de réseau, à un autre utilisateur du réseau ou à toute autre personne, doit être mise en conformité dès que possible, par celui qui en répond, le cas échéant, après mise en demeure du gestionnaire du réseau.

Art. 141. § 1^{er}. Il appartient à chaque utilisateur du réseau qui n'a pas, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté un contrat de raccordement conclu conformément au présent arrêté, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour :

- 1° s'assurer que ses installations sont conformes au présent arrêté;
- 2° s'assurer que ses installations ne portent pas ou ne pourraient pas porter préjudice au réseau, au gestionnaire du réseau ou à un autre utilisateur du réseau ou à toute autre personne;

3° contact opnemen met de netbeheerder om elke nodige informatie te verkrijgen en om onderhandelingen te starten om aansluitingscontracten overeenkomstig deze Titel uit te werken;

4° een plaatsbeschrijving van de installaties bedoeld in de punten 1° en 2° opmaken en de voorgenomen maatregelen en de indicatieve termijnen voorstellen om eventueel aan de niet conformiteit te verhelpen.

§ 2. Indien de netbeheerder de plaatsbeschrijving en de maatregelen voorzien in § 1, niet binnen afzienbare tijd ontvangen heeft, neemt hij het initiatief om de betrokken netgebruiker te contacteren en nodigt hem uit om op korte termijn deze elementen over te maken.

TITEL IV – Toegang tot het net

HOOFDSTUK I – Voorwaarden voor de toegangsverantwoordelijke

Afdeling I – Register van toegangsverantwoordelijken

Art. 142. § 1. De producent, tussenpersoon of in aanmerking komende afnemer die recht tot toegang tot het net heeft krachtens artikel 15, §§ 1 of 2 van de wet van 29 april 1999, kan, onder de voorwaarden van dit besluit, zich als « toegangsverantwoordelijke » in het register van toegangsverantwoordelijken laten inschrijven.

§ 2. Hetzelfde geldt voor de producenten of voor elke andere persoon die afnemers bevoorraden die niet de hoedanigheid hebben van in aanmerking komende afnemers. Zij hebben eveneens toegang tot het net overeenkomstig de wet van 29 april 1999.

§ 3. Vermogensuitwisselingen in de regelzone tussen toegangsverantwoordelijken zijn uitsluitend beheerd door het contract van toegangsverantwoordelijke en vereisen geen toegangscontract, zoals bedoeld in Hoofdstuk III van deze Titel.

Vermogensuitwisselingen voor import of export dienen conform te zijn met de bepalingen van Hoofdstuk V van deze Titel.

Art. 143. De netbeheerder houdt het register van toegangsverantwoordelijken bij dat voor elke toegangsverantwoordelijke, onder meer, de volgende gegevens vermeldt :

1° de identiteit en de persoonlijke gegevens van de toegangsverantwoordelijke;

2° de datum van de inschrijving van de toegangsverantwoordelijke in het register van toegangsverantwoordelijken overeenkomstig artikel 146;

3° de datum van inwerkingtreding van het recht tot toegang tot het net van de toegangsverantwoordelijke.

Art. 144. § 1. De inschrijving in het register van toegangsverantwoordelijken waarborgt, volgens de modaliteiten voorzien in § 2, de bekendmaking van het statuut van toegangsverantwoordelijke bij andere netbeheerders van de regelzone en bij de commissie.

§ 2. De netbeheerder bepaalt de modaliteiten die hij voor de bekendmaking van het register van toegangsverantwoordelijken zoals bedoeld in § 1 aanwendt. Hij geeft deze modaliteiten aan de commissie.

Art. 145. De inschrijving als « toegangsverantwoordelijke » in het register van toegangsverantwoordelijken vereist voorafgaandelijk en opeenvolgend :

1° de aanvaarding door de netbeheerder van een aanvraag tot inschrijving overeenkomstig Afdeling II van dit Hoofdstuk;

2° het sluiten van een contract van toegangsverantwoordelijke overeenkomstig Afdeling III van dit Hoofdstuk;

3° de verwezenlijking van alle opschortende voorwaarden voorzien in het contract van toegangsverantwoordelijke.

Art. 146. De inschrijving in het register van toegangsverantwoordelijken gaat in op de eerste werkdag na de verwezenlijking van alle opschortende voorwaarden voorzien in het contract van toegangsverantwoordelijke. Deze opschortende voorwaarden zijn bepaald in de algemene voorwaarden van het contract van toegangsverantwoordelijke.

Art. 147. De inschrijving in het register van toegangsverantwoordelijken volgt het lot van het toegangscontract en meer in het bijzonder de duur ervan.

3° contacter le gestionnaire du réseau en vue d'obtenir toute information utile et d'entamer une concertation en vue d'élaborer des contrats de raccordement conformément au présent Titre.

4° établir l'état des lieux de ses installations visées aux points 1° et 2°, des mesures envisagées en vue de remédier éventuellement à leur non conformité et délais indicatifs.

§ 2. S'il n'a pas reçu l'état des lieux et les mesures visées au § 1^{er} dans un délai raisonnable, le gestionnaire du réseau contacte d'initiative l'utilisateur du réseau concerné et l'invite à transmettre ces éléments à bref délai.

TITRE IV – Accès au réseau

CHAPITRE 1^{er} – Conditions de responsable d'accès

Section 1^{re} – Registre des responsables d'accès

Art. 142. § 1^{er}. Le producteur, intermédiaire ou client éligible ayant droit à l'accès au réseau en vertu de l'article 15, §§ 1^{er} ou 2 de la loi du 29 avril 1999 peut, aux conditions du présent arrêté, se faire inscrire au registre des responsables d'accès comme « responsable d'accès ».

§ 2. De même, les producteurs ou toute autre personne qui approvisionnent des clients n'ayant pas la qualité de client éligible, bénéficient de l'accès au réseau conformément à la loi du 29 avril 1999.

§ 3. Les échanges de puissance dans la zone de réglage entre responsables d'accès sont exclusivement réglés par le contrat de responsable d'accès et ne nécessitent pas de contrat d'accès visé au Chapitre III du présent Titre.

Les échanges de puissance pour importations ou exportations doivent être conformes aux dispositions du Chapitre V du présent Titre.

Art. 143. Le gestionnaire du réseau tient le registre des responsables d'accès, lequel mentionne, pour chaque responsable d'accès, notamment les informations suivantes :

1° l'identité et les coordonnées de ce responsable d'accès;

2° la date de l'inscription du responsable d'accès au registre des responsables d'accès conformément à l'article 146;

3° la date de prise d'effet du droit d'accès au réseau du responsable d'accès.

Art. 144. § 1^{er}. L'inscription au registre des responsables d'accès assure, selon les modalités prévues au § 2, la publication du statut de responsable d'accès auprès des autres gestionnaires de réseau de la zone de réglage et auprès de la commission.

§ 2. Le gestionnaire du réseau détermine les modalités qu'il met en place pour la publication du registre des responsables d'accès visé au § 1^{er}. Il notifie ces modalités à la commission.

Art. 145. L'inscription au registre des responsables d'accès comme « responsable d'accès » nécessite préalablement et successivement :

1° l'admission par le gestionnaire du réseau d'une demande d'inscription conformément à la Section II du présent Chapitre;

2° la conclusion d'un contrat de responsable d'accès conformément à la Section III du présent Chapitre;

3° la réalisation de toutes les conditions suspensives prévues au contrat de responsable d'accès.

Art. 146. L'inscription au registre des responsables d'accès s'effectue le premier jour ouvrable après la réalisation de toutes les conditions suspensives prévues au contrat de responsable d'accès. Ces conditions suspensives sont précisées dans les conditions générales du contrat de responsable d'accès.

Art. 147. L'inscription au registre des responsables d'accès suit le sort du contrat de responsable d'accès et plus particulièrement en ce qui concerne sa durée.

Afdeling II – Indiening en behandeling van de aanvraag voor het statuut van toegangsverantwoordelijke

Art. 148. § 1. De aanvrager van het statuut van toegangsverantwoordelijke dient zijn aanvraag voor het statuut van toegangsverantwoordelijke bij de netbeheerder in.

§ 2. De aanvraag voor het statuut van toegangsverantwoordelijke bevat de volgende gegevens :

1° de identiteit en de persoonlijke gegevens van de aanvrager van het statuut van toegangsverantwoordelijke en, indien het een rechtspersoon betreft, kopij van zijn statuten en zijn machtiging tot ondertekenen;

2° het bewijs dat de aanvrager van het statuut van toegangsverantwoordelijke de voorwaarden vervat in artikel 15, §§ 1 of 2 van de wet van 29 april 1999 en, in voorkomend geval, in artikel 16 van voornoemde wet, vervult;

3° in voorkomend geval, het bewijs dat de aanvrager van het statuut van toegangsverantwoordelijke kan voldoen aan zijn openbare dienstverplichtingen zoals voorzien in artikel 21 van de wet van 29 april 1999;

4° in voorkomend geval, het bewijs dat de producent of elke andere persoon die afnemers bevoorraadt die niet de hoedanigheid hebben van een in aanmerking komende afnemer, toegang heeft tot het net krachtens de wet van 29 april 1999;

5° in voorkomend geval, het bewijs dat de aanvrager van het statuut van toegangsverantwoordelijke de voorwaarden, vervat in artikel 18 van de wet van 29 april 1999, vervult;

6° de verbintenis om de tarieven te betalen met betrekking tot het gebruik van het transmissienet, de tarieven van de ondersteunende diensten en andere tarieven bedoeld in de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten;

7° een verklaring op eer van de aanvrager van het statuut van toegangsverantwoordelijke, waarbij hij verzekert dat de gegevens die hij verschaft juist zijn.

Art. 149. § 1. De netbeheerder kijkt na of de aanvraag volledig is. Indien de aanvraag onvolledig is, meldt de netbeheerder aan de aanvrager voor het statuut van toegangsverantwoordelijke dat informatie of documenten nog ontbreken en staat hem een termijn toe om zijn aanvraag te vervolledigen.

§ 2. Binnen ten laatste vijftien werkdagen volgend op de indiening van de aanvraag voor het statuut van toegangsverantwoordelijke of, in voorkomend geval, de ontvangst van gevraagde aanvullende informatie en documenten, spreekt de netbeheerder zich met gemotiveerde beslissing uit, en brengt deze beslissing aan de aanvrager van het statuut van toegangsverantwoordelijke ter kennis. Deze beslissing vermeldt dat zij het voorwerp van een verhaal kan uitmaken.

§ 3. De aanvraag tot het bekomen van het statuut van toegangsverantwoordelijke wordt geacht aanvaard te zijn door de netbeheerder bij gebreke aan kennisgeving van de beslissing binnen de termijn bedoeld in § 2 of in geval van laattijdige kennisgeving.

Afdeling III – Contract van toegangsverantwoordelijke

Onderafdeling I – Afsluiting en gevolgen van het contract van toegangsverantwoordelijke

Art. 150. Wanneer de aanvraag voor het bekomen van het statuut van toegangsverantwoordelijke aanvaard is, deelt de netbeheerder binnen zeven werkdagen volgend op zijn beslissing aan de aanvrager van het statuut van toegangsverantwoordelijke een ontwerp van contract van toegangsverantwoordelijke mee.

Art. 151. § 1. Het contract van toegangsverantwoordelijke bevat tenminste de volgende elementen :

1° de algemene bepalingen met betrekking tot :

a) het bewijs van de financiële solvabiliteit van de medecontractant van de netbeheerder

b) de modaliteiten voor het invorderen door of voor de netbeheerder van eventueel onbetaalde sommen van de medecontractant van de netbeheerder

c) de betalingsmodaliteiten, voorwaarden en termijnen van de facturen geadresseerd aan de medecontractant van de netbeheerder

d) de bepalingen betreffende de confidentialiteit van de commerciële informatie betreffende de medecontractant van de netbeheerder

e) de regeling van geschillenbeslechting, met inbegrip van, in voorkomend geval, de bepalingen inzake bemiddeling en arbitrage;

f) de algemene maatregelen die de medecontractant van de netbeheerder dient te nemen in een noodsituatie

Section II – Introduction et traitement de la demande du statut de responsable d'accès

Art. 148. § 1^{er}. Le demandeur du statut de responsable d'accès introduit sa demande pour le statut de responsable d'accès auprès du gestionnaire du réseau.

§ 2. La demande pour le statut de responsable d'accès contient les informations suivantes :

1° l'identité et les coordonnées du demandeur du statut de responsable d'accès et, s'il s'agit d'une personne morale, copie de ses statuts et les pouvoirs de signature;

2° la preuve que le demandeur du statut de responsable d'accès remplit les conditions contenues à l'article 15, §§ 1^{er} ou 2 de la loi du 29 avril 1999 et, le cas échéant, à l'article 16 de la loi précitée;

3° le cas échéant, la preuve que le demandeur du statut de responsable d'accès peut respecter ses obligations de service public prévues à l'article 21 de la loi du 29 avril 1999;

4° le cas échéant, la preuve que le producteur ou toute autre personne qui approvisionne des clients n'ayant pas la qualité de client éligible, a accès au réseau en vertu de la loi du 29 avril 1999;

5° le cas échéant, la preuve que le demandeur du statut de responsable d'accès remplit les conditions contenues à l'article 18 de la loi du 29 avril 1999;

6° l'engagement de payer les tarifs relatifs à l'utilisation du réseau de transport, les tarifs des services auxiliaires et autres tarifs visés par la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution;

7° une déclaration sur l'honneur du demandeur du statut de responsable d'accès certifiant que les informations qu'il fournit sont exactes.

Art. 149. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau vérifie si la demande est complète. Si elle est incomplète, le gestionnaire du réseau signale au demandeur du statut de responsable d'accès les informations ou documents qui font défaut et lui accorde un délai pour compléter sa demande.

§ 2. Au plus tard dans les quinze jours ouvrables suivant l'introduction de la demande pour le statut de responsable d'accès ou, selon le cas, de la réception des informations et documents complémentaires demandés, le gestionnaire du réseau statue sur celle-ci par décision motivée, notifiée au demandeur du statut de responsable d'accès. Cette décision mentionne qu'elle peut faire l'objet de recours.

§ 3. La demande pour l'obtention du statut de responsable d'accès est considérée comme admise par le gestionnaire du réseau à défaut de notification de décision dans le délai visé au § 2 ou en cas de notification tardive.

Section III – Contrat de responsable d'accès

Sous-section I^{re} – Conclusion et effets du contrat de responsable d'accès

Art. 150. Lorsque la demande pour l'obtention du statut de responsable d'accès est admise, le gestionnaire du réseau communique au demandeur du statut de responsable d'accès un projet de contrat de responsable d'accès, dans les sept jours ouvrables suivant sa décision.

Art. 151. § 1^{er}. Le contrat de responsable d'accès contient au moins les éléments suivants :

1° les conditions générales relatives à :

a) la preuve de la solvabilité financière du cocontractant du gestionnaire du réseau;

b) les modalités pour le recouvrement par ou pour le gestionnaire du réseau des impayés éventuels du cocontractant du gestionnaire du réseau;

c) les modalités de paiement, termes et délais concernant les factures adressées au cocontractant du gestionnaire du réseau;

d) les dispositions relatives à la confidentialité des informations commerciales relatives au cocontractant du gestionnaire du réseau;

e) le règlement des litiges, y compris le cas échéant, les clauses de conciliation et d'arbitrage;

f) les dispositions générales à prendre en cas de situation d'urgence par le cocontractant du gestionnaire du réseau;

g) de modaliteiten en voorwaarden voor ontbinding en schorsing van het contract van toegangsverantwoordelijke overeenkomstig dit besluit

h) de algemene voorwaarden betreffende het evenwicht van de toegangsverantwoordelijke.

2° De bijzondere voorwaarden inzake onder meer :

a) de identiteit en de gegevens van de partijen, alsook deze van hun respectievelijke vertegenwoordigers;

b) de duur van het contract van toegangsverantwoordelijke;

c) de financiële waarborgen te leveren door de medecontractant van de netbeheerder;

§ 2. Het contract van toegangsverantwoordelijke bevat de volgende opschortende voorwaarden :

1° het bewijs door de toegangsverantwoordelijke van voldoende financiële waarborgen voor de goede uitvoering van zijn verplichtingen;

2° de ter beschikkingstelling en het handhaven van de noodzakelijke en voldoende middelen door de toegangsverantwoordelijke, met eigen middelen of op elke andere manier, om overeenkomstig dit besluit zijn werking 24 uur op 24 te waarborgen, alsmede het bewijs hiervan.

Art. 152. § 1. Het contract van toegangsverantwoordelijke is met stilzwijgende verlenging hernieuwbaar. Deze stilzwijgende verlenging vereist geen nieuwe inschrijving in het register van toegangsverantwoordelijken, maar maakt het voorwerp uit van een vermelding in het register van toegangsverantwoordelijken.

§ 2. Het contract van toegangsverantwoordelijke kan voorzien dat zijn algemene beginselen kunnen aangepast worden door de netbeheerder na de goedkeuring door de commissie conform artikel 6 en in de mate dat deze aanpassingen identiek zijn voor het geheel van de lopende contracten van toegangsverantwoordelijke en dat deze allen op dezelfde dag ingaan.

§ 3. De aanpassingen bedoeld in § 2 worden van toepassing binnen een redelijke termijn, rekening houdend met de teneur van de geplande aanpassingen en de imperatieve verboden aan de betrouwbaarheid, de veiligheid en de efficiëntie van het net.

Art. 153. De toegangsverantwoordelijke kan zijn rechten uitoefenen op de derde werkdag volgend op de inschrijving in het register van toegangsverantwoordelijken.

Onderafdeling II – Tekortkoming aan verplichtingen Gevolgen op het contract van toegangsverantwoordelijke

Art. 154. § 1. In geval van grove tekortkoming van de toegangsverantwoordelijke aan de verplichtingen bedoeld in dit besluit en/of in het contract van toegangsverantwoordelijke, kan de netbeheerder na ingebrekestelling indien de veiligheid van het net in het gedrang is, de uitvoering van het contract van toegangsverantwoordelijke opschorten bij gemotiveerde beslissing, onverminderd zijn ontbinding overeenkomstig het gemeenrecht of de sancties voorzien in dit besluit.

§ 2. In geval van opschorting of ontbinding van het contract van toegangsverantwoordelijke geeft de netbeheerder dit ter kennis aan de andere netbeheerders die rechtstreeks betrokken zijn bij deze beslissing alsook aan de commissie.

Art. 155. De opschorting of de ontbinding van het contract van toegangsverantwoordelijke leidt tot weigering van toegang tot het net en de tijdelijke of definitieve intrekking van de inschrijving in het register van toegangsverantwoordelijken.

HOOFDSTUK II – *Rechten en plichten* *van de toegangsverantwoordelijke en van de netbeheerder*

Afdeling I – Basisbeginselen

Art. 156. De toegangsverantwoordelijke verplicht zich voor het geheel van zijn toegang tot het net, tot :

1° het evenwicht zoals bedoeld in Afdeling II van dit Hoofdstuk;

2° de compensatie van de actieve verliezen in het net overeenkomstig Afdeling III van dit Hoofdstuk;

3° de indiening van de dagelijkse toegangsprogramma's overeenkomstig Hoofdstuk XI van deze Titel;

4° in voorkomend geval, de indiening van de dagelijkse coördinatieprogramma's overeenkomstig Hoofdstuk XII van deze Titel;

5° in voorkomend geval, de inschakeling van de productie-eenheden waarvoor hij belast is met de injectie overeenkomstig Hoofdstuk VII van deze Titel;

g) les modalités et les conditions de résiliation et de suspension du contrat de responsable d'accès conformément au présent arrêté;

h) les conditions générales liées à l'équilibre du responsable d'accès.

2° les conditions particulières notamment relatives à :

a) l'identité et les coordonnées des parties ainsi que celles de leurs représentants respectifs;

b) la durée du contrat de responsable d'accès;

c) les garanties financières à fournir par le cocontractant du gestionnaire du réseau;

§ 2. Le contrat de responsable d'accès comprend les conditions suspensives suivantes :

1° la preuve de garanties financières suffisantes par le responsable d'accès pour la bonne exécution de ses obligations;

2° la mise en place et le maintien par le responsable d'accès, par des moyens propres ou de toutes autres façons, de ressources nécessaires et suffisantes pour assurer conformément au présent arrêté son opérabilité 24 heures sur 24 ainsi que la preuve à cet effet.

Art. 152. § 1^{er}. Le contrat de responsable d'accès est renouvelable par tacite reconduction. Cette tacite reconduction ne nécessite pas de nouvelle inscription au registre de responsable d'accès mais fait l'objet d'une mention au registre de responsable d'accès.

§ 2. Le contrat de responsable d'accès peut prévoir que ses conditions générales peuvent être modifiées par le gestionnaire de réseau après approbation de la commission conformément à l'article 6 et pour autant que ces modifications soient identiques pour l'ensemble des contrats de responsable d'accès en cours et qu'elles prennent toutes effet à la même date.

§ 3. Les modifications visées au § 2 entrent en application dans un délai raisonnable tenant compte de la teneur des modifications envisagées et des impératifs liés à la fiabilité, à la sécurité et à l'efficacité du réseau.

Art. 153. Le responsable d'accès peut exercer ses droits le troisième jour ouvrable suivant l'inscription au registre des responsables d'accès.

Sous-section II – Manquement aux obligations Conséquences sur le contrat du responsable d'accès

Art. 154. § 1^{er}. En cas de manquement grave aux obligations visées au présent arrêté et/ou au contrat de responsable d'accès par le responsable d'accès, le gestionnaire de réseau peut, après mise en demeure et lorsque la sécurité du réseau est en cause, suspendre, par décision motivée, l'exécution du contrat de responsable d'accès, sans préjudice de sa résiliation conformément au droit commun ou aux sanctions prévues par le présent arrêté.

§ 2. En cas de suspension ou de résiliation du contrat de responsable d'accès, le gestionnaire du réseau informe les autres gestionnaires de réseau directement concernés par cette décision ainsi que la commission.

Art. 155. La suspension ou la résiliation du contrat de responsable d'accès entraîne le refus d'accès au réseau et le retrait, temporaire ou définitif, de l'inscription au registre des responsables d'accès.

CHAPITRE II – *Droits et obligations* *du responsable d'accès et du gestionnaire du réseau*

Section I^{re} – Principes de base

Art. 156. Le responsable d'accès s'engage pour l'ensemble de ses accès au réseau, à :

1° l'équilibre visé à la Section II du présent Chapitre;

2° la compensation des pertes actives en réseau conformément à la Section III du présent Chapitre;

3° le dépôt des programmes journaliers d'accès conformément au Chapitre XI du présent Titre;

4° le cas échéant, le dépôt des programmes journaliers de coordination conformément au Chapitre XII du présent Titre;

5° le cas échéant, l'appel des unités de production pour lesquelles il est chargé de l'injection conformément au Chapitre VII du présent Titre;

6° in voorkomend geval, de opvolging van de afname, voor de afnamepunten waarvoor hij belast is met de afname overeenkomstig Hoofdstuk VI van deze Titel;

7° de uitvoering, tijdens de dag D, van zijn programma's voor injectie en afname;

8° het waarborgen, met zijn eigen middelen of op elke andere manier, van een voortdurende 24 uur op 24 operationele dienst;

9° elke andere procedure tijdens de exploitatie overeenkomstig dit besluit en de afgesloten contracten overeenkomstig dit besluit.

Afdeling II – Evenwichtsverantwoordelijkheden

Onderafdeling I – Voor wat betreft de toegangsverantwoordelijke en de netbeheerder

Art. 157. § 1. De toegangsverantwoordelijke verbindt zich ertoe om alle redelijke middelen te voorzien en in werking te stellen teneinde het evenwicht op kwartierbasis te behouden tussen enerzijds de injecties van actief vermogen en anderzijds de afnames van actief vermogen in de regelzone verhoogd met de actieve verliezen die hij zelf compenseert, waartoe hij op grond van zijn contract van toegangsverantwoordelijke gehouden is.

§ 2. De netbeheerder bewaakt, handhaaft dan wel herstelt op elk moment het evenwicht tussen aanbod en vraag van elektrisch vermogen in de regelzone, onder meer veroorzaakt door de eventuele individuele onevenwichten van de verschillende toegangsverantwoordelijken. Ten dien einde schakelt de netbeheerder tijdens de uitbating van het net, in volgorde de hem ter beschikking zijnde middelen in, met name :

1° activering van de primaire regeling van de frequentie overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Hoofdstuk XIII van Titel IV;

2° de secundaire regeling van het evenwicht in de regelzone overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Hoofdstuk XIII van Titel IV;

3° het vermogen ter beschikking gesteld door de producenten conform art. 159, § 2; en

4° de aanpassingen aan de dagelijkse toegangsprogramma's van belastingen die door de toegangsverantwoordelijken aan de netbeheerder worden aangeboden.

§ 3. Indien de modaliteiten, bedoeld in § 2, niet volstaan om tot het herstel te leiden van het evenwicht tussen de vraag en het aanbod van actief vermogen in de regelzone, draagt de netbeheerder op om het tertiaire reservevermogen dat door derden ter beschikking wordt gesteld overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Hoofdstuk XIII van Titel IV, te activeren.

§ 4. Indien de modaliteiten, bedoeld in §§ 2 en 3, niet volstaan om tot het herstel te leiden van het evenwicht tussen de vraag en het aanbod van actief vermogen in de regelzone, neemt de netbeheerder, indien de situatie het toelaat, in volgorde de volgende maatregelen :

1° hij wijzigt het geheel of een deel van de geprogrammeerde exporten;

2° hij draagt de producenten op om het vermogen dat niet aan de netbeheerder ter beschikking werd gesteld, te activeren;

3° hij wijzigt of onderbreekt afnames op afnamepunten volgens het afschakelplan dat deel uitmaakt van de reddingscode bedoeld in Afdeling I van Hoofdstuk XVI van deze Titel;

4° hij neemt de andere maatregelen die van toepassing zijn in een noodsituatie bedoeld in art. 303.

Art. 158. De netbeheerder activeert de hem ter beschikking staande middelen overeenkomstig artikel 157, § 2 met name volgens het criterium van de laagste prijs.

Onderafdeling II – Voor wat betreft de netbeheerder

Art. 159. § 1 Op voorstel van de netbeheerder, worden de werkingsregels van de markt bestemd voor de compensatie van de kwartuurne-evenwichten goedgekeurd door de commissie en gepubliceerd door de netbeheerder.

§ 2. Alle producenten van de regelzone waarvan het nominale vermogen voor de toegang tot het net hoger of gelijk is aan 75 MW houden hun beschikbare vermogen ter beschikking van de netbeheerder in overeenkomst met artikelen 222 en 223. Deze inschrijving voor dit reservevermogen gaat vergezeld met een prijs offerte. De producenten waarvan het nominale vermogen voor de toegang tot het net lager is dan 75 MW, alsook de producenten actief in een andere regelzone voor zover de operationele regels tussen de betrokken regelzones het toelaten, kunnen eveneens overeenkomstig door de netbeheerder bepaalde objectieve en transparante modaliteiten, hun beschikbaar kwartiervermogen ter beschikking stellen.

6° le cas échéant, le suivi du prélèvement, pour les points de prélèvement dont il est chargé du prélèvement conformément au Chapitre VI du présent Titre;

7° la mise en oeuvre, durant le jour D, de ses programmes d'injection et de prélèvement;

8° assurer, par des moyens propres ou de toutes autres façons, un service opérationnel continu 24 heures sur 24;

9° toute autre procédure en exploitation conformément au présent arrêté et aux contrats conclus en vertu de celui-ci.

Section II – Responsabilités d'équilibre

Sous-section I^{re} – En ce qui concerne le responsable d'accès et le gestionnaire du réseau

Art. 157. § 1^{er}. Le responsable d'accès s'engage à prévoir et à mettre en oeuvre tous les moyens raisonnables afin de maintenir l'équilibre sur une base quart-horaire entre, d'une part, les injections de puissance active et, d'autre part, les prélèvements de puissance active dans la zone de réglage augmentée des pertes actives qu'il compense lui-même, ce à quoi il est tenu sur la base de son contrat de responsable d'accès.

§ 2. Le gestionnaire du réseau surveille, maintient et, le cas échéant, rétablit à tout moment l'équilibre entre l'offre et la demande de la puissance électrique dans la zone de réglage, entre autres suite à d'éventuels déséquilibres individuels provoqués par les différents responsables d'accès. A cette fin, le gestionnaire du réseau active successivement pendant l'exploitation du réseau les moyens dont il dispose, notamment :

1° l'activation du réglage primaire de la fréquence conformément à la disposition visée au Chapitre XIII du Titre IV ;

2° le réglage secondaire de l'équilibre de la zone de réglage, conformément aux dispositions visées au Chapitre XIII du Titre IV;

3° la puissance mise à disposition par les producteurs conformément à l'article 159, § 2; et

4° les adaptations aux programmes journaliers d'accès relatives à des charges offertes au gestionnaire du réseau par les responsables d'accès.

§ 3. Dans le cas où les modalités visées au § 2 ne permettent pas de rétablir un équilibre entre l'offre et la demande de puissance active dans la zone de réglage, le gestionnaire du réseau commande l'activation de la puissance de réserve tertiaire mise à sa disposition par des tiers, conformément aux dispositions visées au Chapitre XIII du Titre IV.

§ 4. Si les modalités, visées au §§ 2 et 3 ne sont pas suffisantes pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande de puissance active dans la zone de réglage, le gestionnaire du réseau prend successivement, si la situation le permet, les mesures suivantes :

1° il modifie l'ensemble ou une partie des exportations programmées;

2° il charge les producteurs d'activer la puissance qui n'est pas mise à disposition du gestionnaire du réseau;

3° il modifie ou interrompt les prélèvements aux points de prélèvement conformément au plan de délestage faisant partie du code de sauvetage visé à la Section I du Chapitre XVI du présent Titre;

4° il prend toute autre mesure applicable dans une situation d'urgence visée à l'article 303.

Art. 158. Le gestionnaire du réseau active les moyens dont il dispose conformément à l'article 157, § 2, notamment suivant le critère du prix le plus bas.

Sous-section II – En ce qui concerne le gestionnaire du réseau

Art. 159. § 1^{er}. Sur proposition du gestionnaire du réseau, la commission approuve et le gestionnaire du réseau publie les règles de fonctionnement du marché destiné à la compensation des déséquilibres quart-horaire.

§ 2. Tous les producteurs dans la zone de réglage dont la puissance nominale pour l'accès au réseau est supérieure ou égale à 75 MW tiennent leur puissance disponible à disposition du gestionnaire du réseau conformément aux articles 222 et 223. L'inscription pour cette puissance de réserve est accompagnée d'une offre de prix. Les producteurs dont la puissance nominale pour l'accès au réseau est inférieure à 75 MW, ainsi que les producteurs actifs dans une autre zone de réglage pour autant que les règles opérationnelles entre les zones de réglage concernées le permettent, peuvent également, selon les modalités objectives et transparentes définies par le gestionnaire du réseau, mettre à disposition leur puissance quart-horaire disponible.

§ 3. De netbeheerder bepaalt, conform artikel 157, § 2, 4°, de modaliteiten volgens dewelke aanpassingen van de toegangsprogramma's van belastingen kunnen voorgesteld worden.

§ 4. De netbeheerder publiceert, ten minste elke dag, de prijzen voor de onevenwichten van de voorgaande dag.

Art. 160. Onverminderd hun respectievelijke evenwichtsverantwoordelijkheid, kunnen twee of meerdere toegangsverantwoordelijken één van hen aanduiden om zich te belasten met het geheel van onevenwichten op kwartierbasis van desbetreffende toegangsverantwoordelijken.

De maatregel bedoeld in voorgaande paragraaf moet leiden tot een mutualisering van onevenwichten.

Afdeling III – Compensatie van de actieve verliezen in het net

Art. 161. Elke toegangsverantwoordelijke compenseert de actieve verliezen in het net voor het geheel van zijn toegangen tot het net.

Art. 162. § 1. De te compenseren actieve verliezen in het net worden bepaald door de netbeheerder onder meer volgens duidelijk vastgestelde objectieve, transparante en niet-discriminerende criteria. Deze worden ter beschikking gesteld van de netgebruikers en de toegangsverantwoordelijken.

§ 2. De netbeheerder stelt een jaarlijks verslag op met betrekking tot de gecompabiliseerde actieve verliezen in het net volgens criteria bepaald in § 1 en de actieve verliezen effectief gemeten in het net. Hij brengt dit verslag ter kennis van de commissie en publiceert deze overeenkomstig artikel 26 van dit besluit.

HOOFDSTUK III – Toegangsprocedure

Afdeling I – Indiening van de toegangs aanvraag

Art. 163. Teneinde het net te gebruiken voor één of meerdere injectie- en/of afnamepunten, dient de netgebruiker die over een aansluiting beschikt, bij de netbeheerder een toegangs aanvraag in te dienen, overeenkomstig de modaliteiten voorzien in dit Hoofdstuk.

Art. 164. De netgebruiker wordt in dit Hoofdstuk « toegangs aanvraager » genoemd.

Art. 165. § 1. De behoorlijk gedateerde en ondertekende toegangs aanvraag vermeldt :

1° de identiteit en de persoonlijke gegevens van de toegangs aanvraager;

2° in voorkomend geval, het bewijs dat hij de voorwaarden vervat in artikel 16 van de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten vervult;

3° de identificatie van de injectie- en/of afnamepunten op het net, die het voorwerp uitmaken van de toegangs aanvraag, met aanduiding voor elk punt of het gaat om een injectie en/of een afname;

4° de identificatie van de aansluiting(en) overeenkomstig Titel III;

5° de periode waarvoor de toegang wordt aangevraagd;

6° het maximaal actief vermogen aangevraagd voor deze periode op ieder injectie- en/of afnamepunt;

7° in voorkomend geval, de mogelijkheid en de modaliteiten om het vermogen op de injectie- en/of afnamepunten te wijzigen of te onderbreken;

8° de identiteit en de gegevens van de aangeduide toegangsverantwoordelijke, belast met de afname en/of injectie, alsook het bewijs van deze aanduiding;

9° in voorkomend geval, de mogelijkheid en de modaliteiten om het vermogen op de injectie- en/of afnamepunten te wijzigen of te onderbreken;

10° de identiteit en de gegevens van de aangeduide toegangsverantwoordelijke, tenzij hij zelf toegangsverantwoordelijke is, alsook het bewijs van deze aanduiding.

§ 2. De toegangs aanvraager kan een toegangsverantwoordelijke aanduiden om zijn toegangs aanvraag in te dienen alsook de verbonden formaliteiten te vervullen.

Art. 166. § 1. De toegangs aanvraager geeft in zijn toegangs aanvraag de commercieel gevoelige gegevens aan die hij als vertrouwelijk beschouwt.

§ 2. Hetzelfde doet hij voor de bijkomende gegevens die, in voorkomend geval, door de netbeheerder worden opgevraagd.

§ 3. Le gestionnaire du réseau conformément à l'article 157, § 2, 4° détermine les modalités selon lesquelles des adaptations des charges peuvent être proposées.

§ 4. Chaque jour au moins, le gestionnaire du réseau publie les prix des déséquilibres de la veille.

Art. 160. Sans préjudice de leur responsabilité respective d'équilibres, deux ou plusieurs responsables d'accès peuvent désigner l'un d'entre eux pour prendre en charge l'ensemble des déséquilibres à l'échelle du quart d'heure des responsables d'accès concernés.

La mesure visée à l'alinéa précédent doit conduire à une mutualisation des déséquilibres.

Section III – Compensation des pertes actives en réseau

Art. 161. Chaque responsable d'accès compense les pertes actives en réseau pour l'ensemble de ses accès au réseau.

Art. 162. § 1^{er}. Les pertes actives en réseau à compenser sont déterminées par le gestionnaire du réseau selon des critères clairement établis, objectifs, transparents et non discriminatoires. Ceux-ci sont mis à disposition des utilisateurs du réseau et des responsables d'accès.

§ 2. Le gestionnaire du réseau établit un rapport annuel faisant état des pertes actives en réseau comptabilisées selon critères établis conformément au § 1^{er} et des pertes actives effectivement mesurées sur le réseau. Il communique ce rapport à la commission et le publie conformément à l'article 26 du présent arrêté.

CHAPITRE III – Procédure d'accès

Section I^{re} – Introduction de la demande d'accès

Art. 163. Afin d'utiliser le réseau pour un ou plusieurs de ses points d'injection et/ou de prélèvement, l'utilisateur du réseau qui dispose d'un raccordement doit introduire une demande d'accès auprès du gestionnaire du réseau selon les modalités visées au présent Chapitre.

Art. 164. L'utilisateur du réseau est dénommé au présent Chapitre « demandeur d'accès ».

Art. 165. § 1^{er}. La demande d'accès, dûment datée et signée, mentionne :

1° l'identité et les coordonnées du demandeur d'accès;

2° le cas échéant, la preuve qu'il remplit les conditions contenues à l'article 16 de la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution;

3° l'identification des points d'injection et/ou de prélèvement au réseau faisant l'objet de la demande d'accès en indiquant, pour chaque point, s'il s'agit d'une injection et/ou d'un prélèvement;

4° l'identification du ou des raccordement(s) conformément au Titre III;

5° la période pour laquelle l'accès est demandé;

6° la puissance active maximale demandée pour cette période à chaque point d'injection et/ou de prélèvement;

7° le cas échéant, la possibilité et les modalités d'adaptation et d'interruption de puissance aux points d'injection et/ou de prélèvement;

8° l'identité et les coordonnées du responsable d'accès désigné, chargé du prélèvement et/ou de l'injection, ainsi que la preuve de la désignation;

9° le cas échéant, la possibilité et les modalités d'adaptation et d'interruption de puissance aux points d'injection et/ou de prélèvement.

10° l'identité et les coordonnées du responsable d'accès désigné, à moins qu'il ne soit lui-même responsable d'accès, ainsi que la preuve de la désignation.

§ 2. Le demandeur d'accès peut désigner un responsable d'accès pour introduire sa demande d'accès et autres formalités liées.

Art. 166. § 1^{er}. Le demandeur d'accès indique dans sa demande d'accès les informations commercialement sensibles qu'il considère comme confidentielles.

§ 2. Il fait de même pour les informations complémentaires demandées, le cas échéant, par le gestionnaire du réseau.

Art. 167. Ten laatste, binnen een termijn van vijf werkdagen volgend op de indiening van de toegangs aanvraag, ziet de netbeheerder na of de aanvraag volledig is. Indien de aanvraag onvolledig is, meldt de netbeheerder aan de toegangs aanvrager de gegevens of documenten die ontbreken en staat hem een termijn toe om zijn aanvraag te vervolledigen.

Afdeling II – Onderzoek van de toegangs aanvraag

Art. 168. Indien de aanvraag volledig is, onderzoekt de netbeheerder de toegangs aanvraag en evalueert deze op niet-discriminerende wijze onder meer rekening houdend met :

1° het behoud van de integriteit, de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net;

2° de beschikbare capaciteiten van het net voor de energie-uitwisselingen;

3° de naleving van de bepalingen van dit besluit;

4° het maximaal actief vermogen op elk injectie- en/of afnamepunt te injecteren of af te nemen;

5° het behoud van een vereist vermogen voor de energie-uitwisselingen noodzakelijk voor de bevoorrading van behoeften, betreffende openbare dienstverplichtingen volgens de wettelijke bepalingen.

Art. 169. De netbeheerder heeft het recht om aan de toegangs aanvrager bijkomende gegevens te vragen die noodzakelijk zijn om de toegangs aanvraag te onderzoeken.

Art. 170. § 1. De netbeheerder beslist binnen de twaalf werkdagen na ontvangst van de volledige aanvraag. Hij weigert, overeenkomstig artikel 15, § 1 van de wet van 29 april 1999 de toegangs aanvraag in geval van niet-naleving van één of meerdere van de voorwaarden vermeld in artikel 168, de punten 1° tot/met 5°, die betrekking hebben tot de toegangs aanvraag.

§ 2. De gemotiveerde weigering wordt aan de toegangs aanvrager ter kennis gegeven en geeft aan dat hij het voorwerp van verhaal kan uitmaken.

Afdeling III – Toegangscontract

Art. 171. De netbeheerder geeft aan de toegangs aanvrager binnen de vijftien werkdagen een ontwerp van toegangscontract ter kennis.

Art. 172. Het toegangscontract bevat tenminste de volgende elementen :

1° de algemene bepalingen met betrekking tot :

a) het bewijs van de financiële solvabiliteit van de medecontractant van de netbeheerder

b) de modaliteiten voor het invorderen door of voor de netbeheerder van eventueel onbetaalde sommen van de medecontractant van de netbeheerder

c) de betalingsmodaliteiten, voorwaarden en termijnen van de facturen geadresseerd aan de medecontractant van de netbeheerder

d) de bepalingen betreffende de confidentialiteit van de commerciële informatie betreffende de medecontractant van de netbeheerder

e) de regeling van geschillenbeslechting, met inbegrip van, in voorkomend geval, de bepalingen inzake bemiddeling en arbitrage;

f) de algemene maatregelen die de medecontractant van de netbeheerder dient te nemen in een noodsituatie

g) de specifieke modaliteiten bedoeld in artikel 189

2° de bijzondere voorwaarden inzake onder meer :

a) de identiteit en de gegevens van de partijen, alsook deze van hun respectievelijke vertegenwoordigers;

b) de duur van het toegangscontract;

c) de financiële waarborgen te leveren door de aanvrager;

d) de contractuele onderschrijvingsformule(s) overeengekomen voor elk van de injectie- en/of de afnamepunten;

e) de identiteit en de gegevens door de medecontractant van de netbeheerder van de aangeduide toegangsverantwoordelijke belast met de afname en/of injectie, alsook het bewijs van deze aanduiding;

f) de bepalingen met betrekking tot de compensatie van de actieve verliezen in het net, overeenkomstig met Afdeling III van Hoofdstuk II van deze Titel.

Art. 167. Au plus tard dans les cinq jours ouvrables suivant l'introduction de la demande d'accès, le gestionnaire du réseau vérifie si la demande est complète. Si elle est incomplète, le gestionnaire du réseau signale au demandeur d'accès les informations ou documents qui font défaut et lui accorde un délai pour compléter sa demande.

Section II – Examen de la demande d'accès

Art. 168. Lorsque la demande est complète, le gestionnaire du réseau examine la demande d'accès et l'évalue de manière non discriminatoire eu égard notamment :

1° au maintien de l'intégrité, de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau;

2° aux capacités disponibles pour les échanges d'énergie sur le réseau;

3° au respect des dispositions du présent arrêté;

4° à la puissance active maximale à injecter ou prélever à chaque point d'injection et/ou de prélèvement;

5° au maintien d'une capacité pour l'échange d'énergie nécessaire à l'approvisionnement des besoins liés à des obligations de service public selon les dispositions légales.

Art. 169. Le gestionnaire du réseau est autorisé à demander au demandeur d'accès les informations complémentaires nécessaires afin d'examiner la demande d'accès.

Art. 170. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau statue dans les douze jours ouvrables de la réception de la demande. Il refuse, conformément à l'article 15, § 1^{er} de la loi du 29 avril 1999, la demande d'accès en cas de non-respect d'un ou plusieurs des critères mentionnés à l'article 168, points 1° à 5°, relatifs à la demande d'accès.

§ 2. Le refus motivé est notifié au demandeur d'accès et indique qu'il peut faire l'objet d'un recours.

Section III – Contrat d'accès

Art. 171. Le gestionnaire du réseau transmet endéans les quinze jours ouvrables au demandeur d'accès un projet de contrat d'accès.

Art. 172. Le contrat d'accès contient au moins les éléments suivants :

1° les conditions générales relatives à :

a) la preuve de la solvabilité financière du cocontractant du gestionnaire du réseau;

b) les modalités pour le recouvrement par ou pour le gestionnaire du réseau des impayés éventuels du cocontractant du gestionnaire du réseau;

c) les modalités de paiement, termes et délais concernant les factures adressées au cocontractant du gestionnaire du réseau;

d) les dispositions relatives à la confidentialité des informations commerciales relatives au cocontractant du gestionnaire du réseau;

e) le règlement des litiges, y compris le cas échéant, les clauses de conciliation et d'arbitrage;

f) les dispositions générales à prendre en cas de situation d'urgence par le cocontractant du gestionnaire du réseau;

g) les modalités spécifiques prévues à l'article 189;

2° les conditions particulières notamment relatives à :

a) l'identité et les coordonnées des parties ainsi que celles de leurs représentants respectifs;

b) la durée du contrat d'accès;

c) les garanties financières à fournir par le cocontractant du gestionnaire du réseau;

d) la ou les formules contractuelles de souscription convenues pour chacun des points d'injection et /ou de prélèvement;

e) l'identité et les données du responsable d'accès désigné par le cocontractant du gestionnaire du réseau, chargé du prélèvement et/ou de l'injection, ainsi que la preuve de cette désignation;

f) les dispositions relatives à la compensation des pertes actives en réseau, conformément à la Section III du Chapitre II du présent Titre.

Afdeling IV – Aanvullende bepalingen

Art. 173. Het toegangscontract bepaalt eveneens op objectieve en niet discriminerende wijze de regels die de netbeheerder toelaten om de toegang tot het net geheel of gedeeltelijk te onderbreken, voor een tijdelijke periode die hij bepaalt, in geval van overbelasting van het net of in geval van een mogelijke overbelasting van het net, hierin begrepen het geval van de onbeschikbaarheid van het geheel of een deel van de capaciteit om redenen van veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het net.

HOOFDSTUK IV – Vermogensonderschrijving

Art. 174. De netbeheerder waakt over de transmissie van het actief vermogen voor zover dit actief vermogen lager is dan of gelijk aan het onderschreven vermogen door de netgebruiker in elk van de injectie- en afnamepunten.

Art. 175. De bepalingen van dit Hoofdstuk zijn niet toepasselijk voor de toegang tot een verbinding met een buitenlands net zoals bedoeld in Hoofdstuk V van deze Titel.

HOOFDSTUK V – Verbindingen met buitenlandse netten

Art. 176. § 1. De netbeheerder bepaalt de methodes die hij toepast tijdens de evaluatie van de transmissiecapaciteit die hij aan de toegangsverantwoordelijken voor hun energie-uitwisselingen met de buitenlandse netten ter beschikking kan stellen.

§ 2. De methodes bedoeld in § 1 worden door de netbeheerder gepubliceerd overeenkomstig artikel 26 van dit besluit en ter kennis van de commissie gebracht.

Art. 177. § 1. De methodes, bedoeld in artikel 176, hebben tot doel, een zo groot mogelijke capaciteit van verbindingen ter beschikking te stellen en dit op een transparante en niet discriminerende wijze, en waarbij de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net worden gewaarborgd.

§ 2. Deze methodes zijn onder meer gebaseerd op de regels en de aanbevelingen die de wisselwerking van de Europese verbidingsnetten en de energie-uitwisselingen tussen de regelzones beheersen.

§ 3. Deze methodes houden zoveel mogelijk rekening met de invloeden van de elektriciteitsstromen die, in voorkomend geval, ontstaan door energie-uitwisselingen tussen de regelzones.

§ 4. Deze methodes houden zoveel mogelijk rekening met de invloeden van de elektriciteitsstromen op de buitenlandse netten die, in voorkomend geval, ontstaan door de energie-uitwisselingen tussen de regelzone en deze netten.

Art. 178. § 1. De netbeheerder stelt de aangepaste mechanismen voor uitwisseling van gegevens in werking, alsook voor de coördinatie met de buitenlandse netbeheerders teneinde de veiligheid van het net te waarborgen. Hij deelt deze mechanismen aan de commissie mee.

§ 2. De netbeheerder informeert periodiek bij de buitenlandse netbeheerders onder meer naar :

1° de topologie van hun netten;

2° de balans tussen de productie en het verbruik in elk van de punten die de elektriciteitsstromen in de regelzone kunnen beïnvloeden.

§ 3. De goede uitvoering van de taken door de netbeheerder bedoeld in dit Hoofdstuk wordt onder meer bepaald door de kwaliteit en de betrouwbaarheid van de ontvangen gegevens en door het naleven van de toegekende termijn voor hun ontvangst door de netbeheerder.

Art. 179. De netbeheerder evalueert de haalbaarheid van de energie-uitwisselingen, onder meer op basis van :

1° de informatie bedoeld in artikel 178;

2° de dagelijkse toegangsprogramma's medegedeeld door de toegangsverantwoordelijken;

3° de topologie van het net in de regelzone voor de beschouwde termijn;

4° de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden bedoeld in Hoofdstuk XIV in deze Titel.

Art. 180. § 1. De netbeheerder bepaalt op niet discriminerende en transparante wijze de methodes voor het beheer van congestie die door hem zijn toegepast.

§ 2. Deze methodes voor congestiebeheer, alsook de veiligheidsregels, worden aan de commissie ter goedkeuring ter kennis gebracht en worden gepubliceerd overeenkomstig artikel 26 van dit besluit.

Section IV – Dispositions additionnelles

Art. 173. Le contrat d'accès détermine également de manière objective et non discriminatoire les règles permettant au gestionnaire du réseau d'interrompre, partiellement ou totalement, l'accès au réseau, pour une période temporaire, en cas de surcharge du réseau ou en cas de possibilité de surcharge du réseau, y compris les cas d'indisponibilité de tout ou partie de la capacité pour des raisons de sécurité fiabilité et efficacité du réseau.

CHAPITRE IV – Souscription de puissance

Art. 174. Le gestionnaire du réseau veille à transporter la puissance active pour autant que cette puissance active soit inférieure ou égale à la puissance souscrite par l'utilisateur du réseau en chacun des points d'injection et/ou de prélèvement.

Art. 175. Les dispositions de ce Chapitre ne sont pas applicables pour l'accès à une interconnexion avec un réseau étranger, tel que visé au Chapitre V du présent Titre.

CHAPITRE V – Interconnexions avec les réseaux étrangers

Art. 176. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau détermine les méthodes qu'il applique lors de l'évaluation de la capacité de transport qu'il peut mettre à disposition des responsables d'accès pour leurs échanges d'énergie avec les réseaux étrangers.

§ 2. Les méthodes visées au § 1^{er} sont publiées par le gestionnaire du réseau conformément à l'article 26 du présent arrêté et notifiées à la commission.

Art. 177. § 1^{er}. Les méthodes visées à l'article 176 visent à la mise à disposition de la plus grande capacité d'interconnexion possible, de façon transparente et non discriminatoire, et en assurant la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau.

§ 2. Ces méthodes sont notamment basées, sur les règles et les recommandations qui régissent l'interopérabilité des réseaux interconnectés européens et les échanges d'énergie entre les zones de réglage.

§ 3. Ces méthodes tiennent compte, autant que possible, de l'influence des flux d'électricité qui résultent, le cas échéant, des échanges d'énergie entre les zones de réglage.

§ 4. Ces méthodes tiennent compte, autant que possible, de l'influence sur les réseaux étrangers des flux d'électricité qui résultent, le cas échéant, des échanges d'énergie entre la zone de réglage et ces réseaux.

Art. 178. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau met en oeuvre des mécanismes appropriés d'échange d'informations et de coordination avec les gestionnaires de réseau étrangers pour assurer la sécurité du réseau. Il notifie ces mécanismes à la commission.

§ 2. Le gestionnaire du réseau s'enquiert, périodiquement, auprès des gestionnaires de réseau étrangers notamment :

1° de la topologie de leurs réseaux;

2° des bilans entre la production et la consommation en chacun des nœuds susceptibles d'influencer les flux d'électricité dans la zone de réglage.

§ 3. La bonne exécution par le gestionnaire du réseau des tâches visées à ce Chapitre est notamment conditionnée par la qualité et la fiabilité des informations qu'il reçoit et par le respect des délais impartis pour leur réception par le gestionnaire du réseau.

Art. 179. Le gestionnaire du réseau évalue la faisabilité des échanges d'énergie, sur base notamment :

1° des informations visées à l'article 178;

2° des programmes d'accès journaliers notifiés par les responsables d'accès;

3° de la topologie du réseau dans la zone de réglage à l'horizon de la prévision;

4° la coordination des unités de production conformément au Chapitre XIV du présent Titre.

Art. 180. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau détermine de manière non discriminatoire et transparente les méthodes de gestion de la congestion qu'il applique.

§ 2. Ces méthodes de gestion de la congestion, ainsi que les règles de sécurité, sont notifiées à la commission pour approbation et publiées conformément à l'article 26 du présent arrêté.

§ 3. Bij de uitvaardiging en de inwerkingstelling van deze methodes, ziet de netbeheerder er inzonderheid op toe om :

1° zoveel mogelijk rekening te houden met de richting van de elektriciteitsstromen en in het bijzonder wanneer de energie-uitwisselingen effectief de congestie doen verminderen;

2° zoveel mogelijk betekenisvolle invloeden te vermijden op de elektriciteitsstromen in andere netten;

3° problemen van congestie op het net op te lossen bij voorkeur met methodes die geen selectie tussen de energie-uitwisselingen van de verschillende toegangsverantwoordelijken inhouden;

4° geschikte economische signalen te geven aan de betrokken netgebruikers.

§ 4. Met het oog hierop kunnen deze methodes van congestiebeheer gebaseerd zijn op onder meer :

1° de veilingen van de beschikbare capaciteit;

2° de coördinatie van de inschakeling van productie-eenheden aangesloten op de regelzone en/of, middels akkoord met de buitenlandse netbeheerder(s), door de gecoördineerde inschakeling van productie-eenheden aangesloten op de betrokken buitenlandse regelzone(s).

Art. 181. § 1. De methodes voor congestiebeheer voorzien in artikel 180 hebben onder meer als doel om :

1° elke beschikbare capaciteit aan de markt ter beschikking te stellen volgens transparante en niet discriminerende methodes via, in voorkomend geval, veilingen waarin de capaciteiten kunnen worden verkocht met verschillende duurtijden en met verschillende karakteristieken (bijvoorbeeld wat betreft de verwachte betrouwbaarheid van de betreffende beschikbare capaciteit);

2° de beschikbare capaciteit in een serie verkopen aan te bieden die op verschillende tijdsbasis gehouden kunnen worden;

3° bij elk van deze veilingen een bepaald gedeelte van de beschikbare capaciteit aan te bieden, met inbegrip van alle overblijvende capaciteiten die niet toegekend werden bij de vorige verkopen;

4° de commercialisering van de aangeboden capaciteit toe te laten.

§ 2. De methodes voor congestiebeheer kunnen, in noodsituaties, beroep doen op de onderbreking van grensoverschrijdende energie-uitwisselingen, overeenkomstig op voorhand vastgestelde prioriteitsregels. Deze prioriteitsregels worden ter kennis gegeven aan de commissie en gepubliceerd overeenkomstig artikel 26 van dit besluit.

§ 3. Voor wat betreft de methodes voor congestiebeheer tussen de regelzones, dient de netbeheerder overleg te plegen met de netbeheerders van de betrokken buitenlandse regelzones.

Art. 182. § 1. De netbeheerder stelt aan de toegangsverantwoordelijken de vooruitzichten van de uitwisselingscapaciteit bedoeld in artikel 180 ter beschikking :

1° elke dag op een uur door de netbeheerder bepaald voor de daaropvolgende dag; en

2° elke week voor de daaropvolgende week; en

3° elke maand voor de daaropvolgende maand.

§ 2. De netbeheerder bepaalt de middelen die hij voor deze mededeling zal benutten.

Art. 183. § 1. De netbeheerder waakt over de uitvoering van één of meerdere methodes voor de toekenning van de beschikbare capaciteit aan de toegangsverantwoordelijken van energie-uitwisselingen met de buitenlandse netten.

§ 2. Deze methodes zijn transparant en niet-discriminerend. Zij worden aan de commissie ter goedkeuring ter kennis gebracht en gepubliceerd overeenkomstig artikel 26 van dit besluit.

§ 3. Zij beogen het gebruik van de capaciteit van het net te optimaliseren, overeenkomstig artikel 179.

Art. 184. De methodes van toekenning van capaciteit beogen onder meer :

1° in de mate van het mogelijke elk verschil in behandeling te minimaliseren bij het beheer van een congestie, tussen de verschillende soorten van grensoverschrijdende energie-uitwisselingen door fysieke wederkerige overeenkomsten of aanbiedingen op georganiseerde buitenlandse markten;

2° elke ongebruikte capaciteit aan andere marktdeelnemers ter beschikking te stellen;

3° de precieze voorwaarden van de garantie-graad van de aan de marktdeelnemers ter beschikking gestelde capaciteit te bepalen.

§ 3. Dans l'élaboration et la mise en oeuvre de ces méthodes, le gestionnaire du réseau veille notamment :

1° à prendre en compte, autant que possible, la direction des flux d'électricité, en particulier lorsque les transactions diminuent effectivement la congestion;

2° à éviter, autant que possible, les effets significatifs sur les flux d'énergie dans d'autres réseaux;

3° à résoudre les problèmes de congestion du réseau de préférence sans recourir à une sélection entre les transactions des différents responsables d'accès;

4° à fournir des signaux économiques appropriés aux utilisateurs du réseau concernés.

§ 4. A cet effet, ces méthodes de gestion de la congestion sont notamment basées sur :

1° des procédures de mise en concurrence de la capacité disponible;

2° la coordination de l'appel des unités de production raccordées dans la zone de réglage et/ou, moyennant l'accord du(des) gestionnaire(s) d'un réseau étranger, par l'appel coordonné des unités de production raccordées dans la(les) zone(s) de réglage étrangère(s) concernée(s).

Art. 181. § 1^{er}. Les méthodes de gestion de la congestion visées à l'article 180 ont notamment pour objectif de :

1° offrir toute la capacité disponible au marché selon des méthodes transparentes et non discriminatoires, en organisant, le cas échéant, une vente aux enchères dans laquelle les capacités peuvent être vendues pour une durée différente et avec différentes caractéristiques (par exemple, en ce qui concerne la fiabilité attendue de la capacité disponible en question);

2° offrir la capacité disponible dans une série de ventes qui peuvent être tenues sur une base temporelle différente;

3° offrir à chacune des ventes une fraction déterminée de la capacité disponible, plus toute capacité restante qui n'a pas été attribuée lors des ventes précédentes;

4° permettre la commercialisation de la capacité offerte.

§ 2. Les méthodes de gestion de la congestion peuvent faire appel, dans des situations d'urgence, à l'interruption des échanges transfrontaliers suivant des règles de priorité préétablies. Ces règles de priorité sont notifiées à la commission et publiées conformément à l'article 26 du présent arrêté.

§ 3. Le gestionnaire du réseau se concerta avec les gestionnaires de réseaux voisins pour l'élaboration et la mise en oeuvre des méthodes de gestion des congestions.

Art. 182. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau met à la disposition des responsables d'accès des prévisions de capacité d'échange visée à l'article 180 :

1° chaque jour à l'heure à préciser par le gestionnaire du réseau pour la journée suivante; et

2° chaque semaine pour la semaine suivante; et

3° chaque mois pour le mois suivant.

§ 2. Le gestionnaire du réseau détermine les moyens qu'il met en place pour cette communication.

Art. 183. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau veille à mettre en oeuvre une ou plusieurs méthodes pour l'allocation aux responsables d'accès de la capacité disponible pour les échanges d'énergie avec les réseaux étrangers.

§ 2. Ces méthodes sont transparentes et non discriminatoires. Elles sont notifiées à la commission pour approbation et publiées conformément à l'article 26 du présent arrêté.

§ 3. Elles visent à optimiser l'utilisation de la capacité du réseau conformément à l'article 179.

Art. 184. Les méthodes d'allocation de la capacité visent notamment :

1° à minimaliser, dans toute la mesure du possible, lors de la gestion d'une congestion, toute différence de traitement entre les divers types de transactions transfrontalières, qu'il s'agisse de contrats bilatéraux physiques ou d'offres sur des marchés organisés étrangers;

2° à mettre toute capacité inutilisée à la disposition d'autres acteurs du marché;

3° à déterminer les conditions précises de fermeté pour la capacité mise à disposition des acteurs du marché.

HOOFDSTUK VI – *Afname**Afdeling I* – Toegangsverantwoordelijke belast met de afname

Art. 185. § 1. De opvolging van de afname moet op ieder afnamepunt waar een netgebruiker is aangesloten, worden gewaarborgd door één enkele toegangsverantwoordelijke. Deze toegangsverantwoordelijke wordt « toegangsverantwoordelijke belast met de afname » genoemd.

§ 2. De toegangsverantwoordelijke belast met de afname leeft de rechten en plichten bedoeld in Hoofdstuk II van deze Titel alsook in dit Hoofdstuk na.

§ 3. De opvolging van de afname wordt door de netbeheerder toegewezen aan de toegangsverantwoordelijke belast met de afname in het kader van de evenwichtsverantwoordelijkheid van deze laatste.

Afdeling II – Gezamenlijke kennisgeving

Art. 186. § 1. De netgebruiker en de door hem aangeduide toegangsverantwoordelijke belast met de afname geven gezamenlijk, met tenminste vijf werkdagen vooropzeg, aan de netbeheerder kennis van de identiteit van deze toegangsverantwoordelijke en van de datum waarop deze toegangsverantwoordelijke met de afname belast wordt.

§ 2. Indien een andere toegangsverantwoordelijke reeds met de afname door een netgebruiker op het betreffende afnamepunt belast is, dient de netgebruiker hem, gelijktijdig met de gezamenlijke kennisgeving bedoeld in § 1, kennis te geven van het einde van zijn aanduiding als toegangsverantwoordelijke belast met de afname.

§ 3. De netgebruiker geeft de netbeheerder een kopij van de bekendmaking bedoeld in § 2 ter kennis. Deze kennisgeving aan de netbeheerder gebeurt gelijktijdig met de gezamenlijke kennisgeving bedoeld in § 1.

Art. 187. § 1. Elke aanduiding door een netgebruiker van een toegangsverantwoordelijke belast met de afname voor een afnamepunt doet enkel rechten ontstaan ten opzichte van de netbeheerder, mits de voorafgaande naleving van de formaliteiten en kennisgevingen voorzien in artikel 186.

§ 2. De gezamenlijke kennisgeving bepaalt de duur van de aanduiding van de toegangsverantwoordelijke belast met de afname.

Art. 188. De kennisgevingen bedoeld in deze Afdeling worden verricht door middel van formulieren opgesteld door de netbeheerder overeenkomstig dit besluit en de krachtens dit besluit gesloten contracten.

Afdeling III – Specifieke bepalingen in het toegangscontract

Art. 189. De algemene voorwaarden van het toegangscontract bepalen onder meer de specifieke modaliteiten met betrekking tot de aanduiding van de toegangsverantwoordelijke belast met de afname.

Afdeling IV – Specifieke maatregelen

Art. 190. § 1. De netbeheerder wijst de opvolging van de afname en het geheel van de hieruit resulterende plichten toe aan de netgebruiker, indien geen enkele toegangsverantwoordelijke door de netgebruiker voor de opvolging van afname op het betrokken afnamepunt overeenkomstig dit Hoofdstuk aangeduid is.

§ 2. Indien in de omstandigheden van § 1, de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net niet meer gewaarborgd kunnen worden, heeft de netbeheerder het recht om na ingebrekestelling de toegang tot het net op het desbetreffende afnamepunt te weigeren. Hij geeft kennis van en motiveert zijn beslissing aan de betrokken netgebruiker en meldt hem dat deze het voorwerp van een verhaal kan uitmaken.

Afdeling V – Overgangsbepalingen

Art. 191. § 1. Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit en voor zolang er per injectie- en/of afnamepunt slechts één toegangsverantwoordelijke bestaat krachtens een toegangscontract gesloten vóór de inwerkingtreding van dit besluit, wordt die toegangsverantwoordelijke verondersteld de toegangsverantwoordelijke belast met de afname te zijn tot het tegengestelde wordt bewezen. Deze toegangsverantwoordelijke brengt de netbeheerder ter kennis, op verzoek van deze laatste, van de duur van zijn rechten en plichten als toegangsverantwoordelijke belast met de afname voor dit injectie- en/of afnamepunt.

CHAPITRE VI – *Prélèvement**Section I^{re}* – Responsable d'accès chargé du prélèvement

Art. 185. § 1^{er}. Le suivi du prélèvement est assuré à chaque point de prélèvement où un utilisateur du réseau est raccordé, par un seul responsable d'accès. Ce responsable d'accès est dénommé « responsable d'accès chargé du prélèvement ».

§ 2. Le responsable d'accès chargé du prélèvement se conforme aux droits et obligations visés au Chapitre II du présent Titre ainsi qu'au présent Chapitre.

§ 3. Le suivi du prélèvement est attribué par le gestionnaire du réseau au responsable d'accès chargé du prélèvement dans le cadre de la responsabilité d'équilibre de ce dernier.

Section II – Notification conjointe

Art. 186. § 1^{er}. L'utilisateur du réseau et le responsable d'accès, désigné par cet utilisateur du réseau comme responsable d'accès chargé du prélèvement, notifient conjointement, avec un préavis minimum de cinq jours ouvrables, au gestionnaire du réseau l'identité de ce responsable d'accès et la date à laquelle il deviendra responsable d'accès chargé du prélèvement.

§ 2. Au cas où un autre responsable d'accès est déjà chargé du prélèvement par l'utilisateur du réseau pour le point de prélèvement concerné, cet utilisateur du réseau est tenu de lui notifier la fin de sa désignation de responsable d'accès chargé du prélèvement simultanément à la notification visée au § 1^{er}.

§ 3. L'utilisateur du réseau notifie au gestionnaire du réseau copie de la notification visée au § 2. Cette notification au gestionnaire du réseau se fait simultanément à la notification conjointe visée au § 1^{er}.

Art. 187. § 1^{er}. Toute désignation par un utilisateur du réseau d'un responsable d'accès chargé du prélèvement pour un point de prélèvement n'engendre des droits à l'égard du gestionnaire du réseau que moyennant le respect préalable de toutes les formalités et notifications prévues à l'article 186.

§ 2. La notification conjointe précise la durée de la désignation de responsable d'accès chargé du prélèvement.

Art. 188. Les notifications visées à la présente Section s'effectuent au moyen des formulaires établis par le gestionnaire du réseau conformément au présent arrêté et aux contrats conclus en vertu de celui-ci.

Section III – Dispositions spécifiques dans le contrat d'accès

Art. 189. Les conditions générales du contrat d'accès précisent notamment les modalités spécifiques relatives à la désignation du responsable d'accès chargé du prélèvement.

Section IV – Mesures spécifiques

Art. 190. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau attribue le suivi du prélèvement et l'ensemble des obligations qui en résultent à charge de l'utilisateur du réseau, lorsque aucun responsable d'accès n'est désigné par l'utilisateur du réseau pour le suivi du prélèvement au point de prélèvement concerné conformément au présent Chapitre.

§ 2. Si les circonstances, comme référées au § 1^{er}, sont susceptibles de ne plus permettre d'assurer la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, le gestionnaire est autorisé à refuser l'accès au réseau au point de prélèvement concerné, après mise en demeure. Il notifie et motive sa décision à l'utilisateur du réseau concerné et lui indique que celle-ci peut faire l'objet d'une voie de recours.

Section V – Dispositions transitoires

Art. 191. § 1^{er}. Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, et pour autant qu'il n'existe qu'un seul responsable d'accès par point d'injection et/ou de prélèvement en vertu d'un contrat d'accès conclu avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ce responsable d'accès est réputé, jusqu'à preuve du contraire, être le responsable d'accès chargé du prélèvement. Ce responsable d'accès notifie au gestionnaire du réseau, à la demande de ce dernier, la durée des droits et obligations afférents à son statut de responsable d'accès chargé du prélèvement pour ce point d'injection et/ou de prélèvement.

§ 2. Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, en onder alle andere omstandigheden dan deze waarnaar verwezen in § 1, geeft de netbeheerder aan de netgebruiker de informatie en formulieren door met het oog op de regularisatie van de situatie overeenkomstig deze Titel. De netbeheerder eist een redelijke termijn voor het verkrijgen van de kennisgeving van de netgebruiker en eist van de netgebruiker een gezamenlijke kennisgeving overeenkomstig Afdeling II van dit Hoofdstuk.

HOOFDSTUK VII – *Toegang tot het net van een productie-eenheid en opvolging van de injectie*

Afdeling I – Toegangsverantwoordelijke belast met de injectie

Art. 192. De injectie van actief vermogen valt onder de verantwoordelijkheid van één enkele toegangsverantwoordelijke. Deze toegangsverantwoordelijke wordt « toegangsverantwoordelijke belast met de injectie » genoemd.

Art. 193. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie van een productie-eenheid is in het bijzonder verantwoordelijk voor :

- 1° de injectie van actief vermogen;
- 2° de inschakeling van de betrokken productie-eenheid overeenkomstig Hoofdstuk XIV van deze Titel;
- 3° het naleven van de specifieke procedures voor de productie-eenheden overeenkomstig dit besluit.

Art. 194. § 1. De injectie van actief vermogen van een productie-eenheid wordt door de netbeheerder toegewezen aan de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie in het kader van de evenwichtsverantwoordelijkheid van deze laatste.

§ 2. Bij de toewijzing bedoeld in § 1 maakt de netbeheerder een correctie voor wat betreft de door hem gevraagde injectie van actief vermogen van de productie-eenheid in het kader van :

- 1° de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden; en
- 2° de ondersteunende diensten.

§ 3. In afwijking van § 1, en na gezamenlijke kennisgeving van de betrokken toegangsverantwoordelijken, wordt de injectie van actief vermogen van een productie-eenheid door de netbeheerder toegewezen aan twee of meerdere toegangsverantwoordelijken, waarvan één verplicht de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie is. De gezamenlijke kennisgeving bepaalt de duur en het toe te passen vaste percentage door de netbeheerder voor de toewijzing. De netbeheerder bepaalt volgens transparante en niet discriminerende modaliteiten de uitvoeringsmodaliteiten voor deze toewijzing.

§ 4. In de omstandigheden, bedoeld in § 1, blijft de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie van een productie-eenheid, gehouden aan het geheel van zijn plichten ten opzichte van de netbeheerder.

Afdeling II – Gezamenlijke kennisgeving

Art. 195. § 1. De netgebruiker en de door hem aangeduide toegangsverantwoordelijke belast met de injectie van een productie-eenheid geven gezamenlijk en met twintig dagen vooropzeg aan de netbeheerder kennis van de identiteit van deze toegangsverantwoordelijke en van de datum waarop deze toegangsverantwoordelijke wordt belast met de injectie voor deze productie-eenheid.

§ 2. Indien een andere toegangsverantwoordelijke reeds belast is met de injectie door een netgebruiker voor een betrokken productie-eenheid, is deze netgebruiker gehouden hem, gelijktijdig met de gezamenlijke kennisgeving bedoeld in § 1, kennis te geven van het einde van zijn aanduiding als toegangsverantwoordelijke belast met de injectie.

§ 3. De netgebruiker geeft de netbeheerder kennis van een kopij van de kennisgeving bedoeld in § 2. Deze kennisgeving aan de netbeheerder gebeurt gelijktijdig met de gezamenlijke kennisgeving bedoeld in § 1.

Art. 196. Elke aanduiding door een netgebruiker van een toegangsverantwoordelijke belast met de injectie voor een productie-eenheid doet enkel rechten ontstaan ten opzichte van de netbeheerder mits de voorafgaandelijke naleving van de formaliteiten en kennisgevingen voorzien in het artikel 195.

Art. 197. De kennisgevingen bedoeld in deze Afdeling worden, aan de hand van formulieren door de netbeheerder overeenkomstig dit besluit opgesteld en de krachtens dit besluit gesloten contracten uitgevoerd.

§ 2. Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, et dans toute autre circonstance que celle visée au § 1^{er}, le gestionnaire du réseau transmet à l'utilisateur du réseau les informations et formulaires en vue de la régularisation de sa situation conformément au présent Titre. Il requiert un délai raisonnable pour l'obtention de la notification à l'utilisateur, requiert de l'utilisateur du réseau une notification conjointe conformément à la Section II du présent Chapitre.

CHAPITRE VII – *Accès au réseau d'une unité de production et suivi de l'injection*

Section I^{re} – Responsable d'accès chargé de l'injection

Art. 192. Un seul responsable d'accès est responsable de l'injection de puissance active. Ce responsable d'accès est dénommé « responsable d'accès chargé de l'injection ».

Art. 193. Le responsable d'accès chargé de l'injection d'une unité de production, est responsable en particulier de :

- 1° l'injection de puissance active;
- 2° l'appel de l'unité de production concernée conformément au Chapitre XIV du présent Titre;
- 3° le respect des procédures spécifiques aux unités de production conformément au présent arrêté.

Art. 194. § 1^{er}. L'injection de puissance active d'une unité de production est attribuée par le gestionnaire du réseau au responsable d'accès chargé de l'injection dans le cadre de la responsabilité d'équilibre de ce dernier.

§ 2. Pour l'attribution visée au § 1^{er}, le gestionnaire du réseau fait une correction pour ce qui concerne l'injection de puissance active de l'unité de production qu'il a demandée dans le cadre de :

- 1° la coordination de l'appel des unités de production; et
- 2° les services auxiliaires.

§ 3. En dérogation du § 1^{er}, et après notification conjointe des responsables d'accès concernés, l'injection de puissance active d'une unité de production par le gestionnaire du réseau est attribuée à deux ou plusieurs responsables d'accès, dont un est obligatoirement le responsable d'accès chargé de l'injection. La notification conjointe détermine sa durée et le pourcentage fixe à appliquer par le gestionnaire du réseau pour l'attribution. Le gestionnaire du réseau détermine, selon des modalités transparentes et non discriminatoires, les modalités d'exécution de cette attribution.

§ 4. Dans les circonstances visées au § 1^{er}, le responsable d'accès chargé de l'injection de l'unité de production reste tenu à l'égard du gestionnaire du réseau de l'ensemble de ses obligations.

Section II – Notification conjointe

Art. 195. § 1^{er}. L'utilisateur du réseau et le responsable d'accès désigné par cet utilisateur du réseau comme responsable d'accès chargé de l'injection pour une unité de production, notifient conjointement, avec un préavis de vingt jours ouvrables, au gestionnaire du réseau l'identité de ce responsable d'accès et la date à laquelle il deviendra responsable d'accès chargé de l'injection pour cette unité de production.

§ 2. Au cas où un autre responsable d'accès est déjà chargé d'injection par l'utilisateur du réseau pour l'unité de production concernée, cet utilisateur du réseau est tenu de lui notifier la fin de sa désignation de responsable d'accès chargé de l'injection simultanément à la notification conjointe visée au § 1^{er}.

§ 3. L'utilisateur du réseau notifie au gestionnaire du réseau copie de la notification visée au § 2. Cette notification au gestionnaire du réseau se fait simultanément à la notification conjointe visée au § 1^{er}.

Art. 196. Toute désignation par un utilisateur du réseau d'un responsable d'accès chargé de l'injection pour une unité de production n'engendre des droits à l'égard du gestionnaire du réseau que moyennant le respect préalable de toutes les formalités et notifications prévues à l'article 195.

Art. 197. Les notifications visées à la présente Section s'effectuent au moyen des formulaires établis par le gestionnaire du réseau conformément au présent arrêté et aux contrats conclus en vertu de celui-ci.

Afdeling III – Contract voor de coördinatie van de inschakeling van productie-eenheden

Art. 198. Een contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden wordt tussen de netbeheerder en de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie van een productie-eenheid afgesloten.

Art. 199. Het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden regelt de rechten en plichten van de partijen bedoeld in dit besluit en in het bijzonder :

1° de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden overeenkomstig Hoofdstuk XIV en de betreffende financiële voorwaarden;

2° de modaliteiten met betrekking tot het dagelijks toegangsprogramma overeenkomstig Afdeling III van Hoofdstuk XI;

3° de modaliteiten met betrekking tot het dagelijks coördinatieprogramma overeenkomstig Hoofdstuk XII.

Afdeling IV – Specifieke maatregelen

Art. 200. De afwezigheid van een aanduiding van een toegangsverantwoordelijke belast met de injectie en/of het afsluiten van het contract bedoeld in artikel 198, brengt de weigering van de toegang tot het net van de desbetreffende productie-eenheid overeenkomstig artikel 15, § 1 van de wet van 29 april 1999 met zich mee, onverminderd de mogelijkheid van beroep van de netbeheerder ten opzichte van betrokken netgebruiker.

HOOFDSTUK VIII – Lokale productie-eenheid

Afdeling I – Toegangsverantwoordelijke belast met de injectie

Art. 201. § 1. Wanneer een belasting geheel of gedeeltelijk gevoed wordt door een lokale productie, dan wordt een toegangsverantwoordelijke belast met de afname en een toegangsverantwoordelijke belast met de injectie aangeduid overeenkomstig de bepalingen van respectievelijk Hoofdstuk VI en VII van deze Titel.

§ 2. De netgebruiker bepaalt :

- ofwel dat de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie verantwoordelijk is wanneer de installatie van de netgebruiker globaal vermogen injecteert in het transmissienet en de toegangsverantwoordelijke belast met de afname verantwoordelijk is wanneer de installatie van de netgebruiker globaal vermogen afneemt uit het net (tellingen van de afname toegekend aan de ene en tellingen van de injectie toegekend aan de andere).

- ofwel dat de toegangsverantwoordelijke belast met de afname verantwoordelijk is voor de belasting en de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie verantwoordelijk is voor de lokale productie, op voorwaarde dat er een afzonderlijke telling bestaat voor de belasting en de productie.

Art. 202. In de mate dat de netgebruiker en de toegangsverantwoordelijke, belast met de injectie, de bepalingen van dit Hoofdstuk niet naleven, neemt de netbeheerder de maatregelen waarover hij beschikt met het oog op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net, onverminderd het verhaal van de netbeheerder ten opzichte van de netgebruiker en de desbetreffende toegangsverantwoordelijke.

Art. 203. De afwezigheid van aanduiding van een toegangsverantwoordelijke belast met de injectie en/of het afsluiten van het betrokken contract binnen een redelijke termijn volgend op de inwerkingtreding van dit besluit, brengt de weigering van toegang tot het net mee van de desbetreffende lokale productie-eenheid overeenkomstig artikel 15 van de wet van 29 april 1999.

Afdeling II – Specifieke bepalingen in het toegangscontract

Art. 204. § 1. Het toegangscontract tot het net voor een of meerdere kwalitatieve warmtekrachtkoppelingseenheden van minder dan 20 MW aangesloten op het transmissienet, het lokaal transmissienet of het distributienet, of voor een afname geheel of gedeeltelijk gevoed door één of meerdere lokale productie-eenheden, voorziet, na raadpleging van de betrokken netgebruikers, specifieke bepalingen betreffende de levering van hulpvermogen bestemd om het gebeurlijke tekort van de installatie van kwalitatieve warmtekrachtkoppeling van minder dan 20 MW of van de lokale productie te dekken.

§ 2. De netbeheerder legt deze bepalingen vast binnen ten laatste twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit en deelt deze zonder verwijf mee aan de commissie ter goedkeuring.

Section III – Contrat de coordination de l'appel des unités de production

Art. 198. Un contrat de coordination de l'appel des unités de production est conclu entre le gestionnaire du réseau et le responsable d'accès chargé de l'injection d'une unité de production.

Art. 199. Le contrat de coordination de l'appel des unités de production règle les droits et obligations des parties visées dans le présent arrêté et en particulier :

1° la coordination de l'appel de l'unité de production conformément au Chapitre XIV et les conditions financières y afférentes;

2° les modalités concernant le programme journalier d'accès conformément à la Section III du Chapitre XI;

3° les modalités concernant le programme journalier de coordination conformément au Chapitre XII.

Section IV – Mesures spécifiques

Art. 200. L'absence de désignation d'un responsable d'accès chargé de l'injection et/ou de contrat afférent visé à l'article 198 entraîne le refus d'accès au réseau de l'unité de production concernée conformément à l'article 15, § 1^{er} de la loi du 29 avril 1999, sans préjudice des recours du gestionnaire du réseau à l'égard de l'utilisateur du réseau concerné.

CHAPITRE VIII – Unité de production locale

Section I^{re} – Responsable d'accès chargé de l'injection

Art. 201. § 1^{er}. Lorsqu'une charge est alimentée en tout ou partie par de la production locale, un responsable d'accès chargé du prélèvement et un responsable d'accès chargé de l'injection sont désignés conformément aux dispositions des Chapitres VI et VIII du présent Titre.

§ 2. L'utilisateur du réseau définit :

- si le responsable d'accès chargé de l'injection est responsable lorsque l'installation de l'utilisateur injecte globalement de la puissance dans le réseau de transport et le responsable d'accès chargé du prélèvement est responsable lorsque l'installation de l'utilisateur y prélève globalement de la puissance (comptage en prélèvement attribué à l'un et comptage en injection à l'autre);

- ou si le responsable d'accès chargé du prélèvement est responsable de la charge et le responsable d'accès chargé de l'injection est responsable de la production locale, moyennant des comptages distincts pour la charge et pour la production.

Art. 202. Dans la mesure où l'utilisateur du réseau et le responsable d'accès chargé de l'injection ne respectent pas les dispositions du présent Chapitre, le gestionnaire du réseau prend les mesures dont il dispose à l'égard de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau, sans préjudice des recours du gestionnaire du réseau à l'égard de l'utilisateur du réseau et du responsable d'accès concernés.

Art. 203. L'absence de désignation d'un responsable d'accès chargé de l'injection et/ou de contrat y afférent dans un délai raisonnable suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté entraîne, en cas de risque pour la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, le refus d'accès au réseau de l'unité de production locale concernée, conformément à l'article 15 de la loi du 29 avril 1999.

Section II – Dispositions spécifiques au contrat d'accès

Art. 204. § 1^{er}. Le contrat d'accès au réseau d'une ou plusieurs unités de cogénération de qualité de moins de 20 MW raccordées sur le réseau de transport, de transport local ou sur le réseau de distribution, ou d'un prélèvement alimenté en tout ou en partie par une ou plusieurs unités de production locale prévoit, après consultation des utilisateurs du réseau concernés, des dispositions spécifiques relatives à la fourniture de puissance de secours destinée à couvrir le déficit éventuel de l'installation de cogénération de qualité de moins de 20 MW ou de la production locale.

§ 2. Le gestionnaire du réseau fixe ces dispositions au plus tard dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté et les transmet sans délai à la commission pour approbation.

HOOFDSTUK IX – Hulpafname

Art. 205. De toegangs-aanvrager die in aanmerking wenst te komen voor toegang tot het net voor een hulpafname, doet hiervoor een aanvraag bij de netbeheerder. De netbeheerder onderzoekt deze aanvraag op objectieve, transparante en niet discriminerende wijze.

Art. 206. In het geval dat de aanvraag bedoeld in artikel 205 technisch mogelijk is, bepaalt de netbeheerder in het toegangscontract de voorwaarden voor de hulpafname op transparante en niet discriminerende wijze.

HOOFDSTUK X – Afname van reactieve energie

Art. 207. De netbeheerder kent aan de partij die het toegangscontract ondertekent met de netbeheerder per tijdsinterval een hoeveelheid reactieve energie toe voor het afnamepunt waarop het toegangscontract betrekking heeft.

Art. 208. De hoeveelheden met betrekking tot de werking in inductief en capacitief regime worden afzonderlijk opgemeten en worden onderling niet gecompenseerd.

Art. 209. § 1. De partij bedoeld in artikel 207 geniet per tijdsinterval van een afnamerecht van een forfaitaire hoeveelheid reactieve energie, in inductief en capacitief regime.

§ 2. Onder voorbehoud van de bepalingen van § 3, is deze forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval gelijk aan 32,90 % van de hoeveelheid actieve energie afgenomen op het afnamepunt tijdens dit tijdsinterval.

§ 3. Deze forfaitaire hoeveelheid reactieve energie per tijdsinterval mag niet lager zijn dan 3,29 % van de hoeveelheid actieve energie die conform is met de duurtijd van het tijdsinterval vermenigvuldigd met het door de in artikel 207 bedoelde partij op het betrokken afnamepunt onderschreven vermogen.

§ 4. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid in inductief regime en de forfaitaire hoeveelheid, toegewezen overeenkomstig deze Afdeling, wordt ten laste gelegd van de partij bedoeld in artikel 207 volgens een tarief dat beantwoordt aan de voorwaarden van artikel 12 van de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 5. Het positieve verschil tussen de hoeveelheid in capacitief regime en de forfaitaire hoeveelheid, toegewezen overeenkomstig deze Afdeling, wordt ten laste gelegd van de partij bedoeld in artikel 207 volgens een tarief dat beantwoordt aan de voorwaarden van artikel 12 van de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 6. Voor de toepassing van dit Hoofdstuk is het desbetreffende tijdsinterval een kwartier.

HOOFDSTUK XI – Dagelijks toegangsprogramma

Afdeling I – Basisbeginselen

Art. 210. Elke fysische toegang tot het net en elke energie-uitwisseling op het net vereist de voorafgaandelijke indiening van een dagelijks toegangsprogramma door de toegangs-verantwoordelijke bij de netbeheerder.

Art. 211. § 1. Het dagelijks toegangsprogramma wordt opgesteld voor elke dag « D » en bepaalt de injecties en afnames van actieve vermogens per tijdseenheid conform dit Hoofdstuk.

§ 2. De tijdseenheid bedraagt één (1) uur voor vermogensuitwisselingen voor import en export. De tijdseenheid bedraagt één kwartuur voor andere vermogensuitwisselingen die de toegang tot het net uitmaken.

Art. 212. § 1. Het dagelijks toegangsprogramma voor de opvolging van de afname van een belasting dient zo goed als redelijkerwijze mogelijk de werkelijke opvolging van de afname te voorzien.

§ 2. Het dagelijks toegangsprogramma voor de injectie van een productie-eenheid dat door de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie bij de netbeheerder wordt ingediend, bepaalt de injectie van actief vermogen in het net die deze toegangsverantwoordelijke voorziet.

Art. 213. Het dagelijks toegangsprogramma met betrekking tot dag « D » wordt ten laatste op dag « D-1 » op een bepaald uur ingediend volgens een procedure en volgens transparante en niet discriminerende ontvankelijkheidsvoorwaarden die in elk contract van toegangsverantwoordelijke worden bepaald.

Art. 214. De ontvankelijkheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 213 hebben onder meer betrekking op het evenwicht tussen injectie en afname in de dagelijkse toegangsprogramma's, inclusief de verliezen die de toegangsverantwoordelijke zelf compenseert.

CHAPITRE IX – Prélèvement en secours

Art. 205. Le demandeur d'accès qui souhaite avoir accès au réseau pour un prélèvement en secours, introduit une demande au gestionnaire du réseau. Le gestionnaire du réseau examine la demande de façon objective, transparente et non discriminatoire.

Art. 206. Dans le cas où la demande, visée à l'article 205, est techniquement possible, le gestionnaire du réseau détermine dans le contrat d'accès les conditions pour un prélèvement en secours.

CHAPITRE X – Prélèvement d'énergie réactive

Art. 207. Le gestionnaire du réseau attribue par intervalle de temps à chaque partie qui signe un contrat d'accès avec lui une quantité d'énergie réactive pour le point de prélèvement sur lequel le contrat porte.

Art. 208. Les quantités relatives au fonctionnement en régime inductif et au fonctionnement en régime capacitif sont comptabilisées distinctement et ne font pas l'objet de compensation entre elles.

Art. 209. § 1^{er}. La partie visée à l'article 207 bénéficie, par intervalle de temps d'un droit de prélèvement d'une quantité forfaitaire d'énergie réactive, en régime inductif et en régime capacitif.

§ 2. Sous réserve des dispositions du § 3, cette quantité forfaitaire d'énergie réactive par intervalle de temps est égale à 32,90 % de la quantité d'énergie active prélevée durant le même intervalle de temps au point de prélèvement.

§ 3. Cette quantité forfaitaire d'énergie réactive par intervalle de temps ne peut être inférieure à 3,29 % de la quantité d'énergie active qui correspond à la durée de l'intervalle de temps multipliée par la puissance souscrite par la partie visée à l'article 207 au point de prélèvement considéré.

§ 4. La différence positive entre la quantité en régime inductif et la quantité forfaitaire attribuée conformément à la présente Section, est mise à charge de la partie visée à l'article 207 suivant un tarif qui répond aux conditions de l'article 12 de la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution.

§ 5. La différence positive entre la quantité en régime capacitif et la quantité forfaitaire attribuée conformément à la présente Section, est mise à charge de la partie visée à l'article 207 suivant un tarif qui répond aux conditions de l'article 12 de la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution.

§ 6. Pour l'application du présent Chapitre, l'intervalle de temps considéré est le quart d'heure.

CHAPITRE XI – Programme journalier d'accès

Section I^{re} – Principes de base

Art. 210. Tout accès physique au réseau et tout échange d'énergie sur le réseau requiert le dépôt préalable, chez le gestionnaire du réseau, d'un programme journalier d'accès par le responsable d'accès.

Art. 211. § 1^{er}. Le programme journalier d'accès est établi, pour chaque jour « D », et détermine les injections et prélèvements de puissance active, par unité de temps conformément au présent Chapitre.

§ 2. L'unité de temps s'élève à une (1) heure pour les échanges de puissance pour l'importation et l'exportation. L'unité de temps s'élève à un quart d'heure pour d'autres échanges de puissance qui font l'objet d'un accès au réseau.

Art. 212. § 1^{er}. Le programme journalier d'accès pour le suivi du prélèvement d'une charge doit prévoir dans la mesure de ce qui est raisonnablement possible, le suivi effectif du prélèvement.

§ 2. Le programme journalier d'accès pour l'injection d'une unité de production introduit par le responsable d'accès chargé de l'injection auprès du gestionnaire du réseau détermine l'injection de puissance active sur le réseau que ce responsable d'accès prévoit.

Art. 213. Le programme journalier d'accès relatif au jour « D » est déposé au plus tard le jour « D-1 » à une heure déterminée selon une procédure et des conditions de recevabilité, transparentes et non discriminatoires, spécifiées dans chaque contrat de responsable d'accès.

Art. 214. Les conditions de recevabilité visées à l'article 213 se rapportent entre autres à l'équilibre entre injection et prélèvement dans les programmes journaliers d'accès, y compris les pertes que le responsable d'accès compense lui-même.

Art. 215. Het dagelijks toegangsprogramma kan door de toegangsverantwoordelijke tot op dag « D-1 » vóór het in het artikel 213 vastgestelde uur aangepast worden volgens een procedure en ontvankelijkheidsvoorwaarden en dit op transparante en niet discriminerende wijze, voorzien in elk contract van toegangsverantwoordelijke.

Art. 216. § 1. Wanneer de netbeheerder van oordeel is dat de dagelijkse toegangsprogramma's ingediend door de toegangsverantwoordelijke het evenwicht van de regelzone of de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net in gevaar brengen, informeert hij de toegangsverantwoordelijke over de te nemen maatregelen die hij beoogt te nemen krachtens deze Afdeling.

§ 2. Deze verplichting tot het verlenen van informatie bedoeld in § 1 geldt indien de omstandigheden het toelaten. In tegengesteld geval, motiveert de netbeheerder zo spoedig mogelijk de reden ervan aan de betrokken toegangsverantwoordelijken.

§ 3. De toegangsverantwoordelijken voeren, in voorkomend geval, de noodzakelijke aanpassingen uit die door de netbeheerder overeenkomstig § 1 medegedeeld werden.

Art. 217. § 1. In het geval bedoeld in artikel 216 kan, niettegenstaande de door de betrokken toegangsverantwoordelijken voorgestelde aanpassingen, de netbeheerder onder meer :

1° op dag « D-1 » aan de betrokken toegangsverantwoordelijken geheel of gedeeltelijk de uitvoering van een of meerdere dagelijkse toegangsprogramma's weigeren voor dag « D »; en/of

2° op dag « D » geheel of gedeeltelijk de uitvoering van één of meer van de toegangsprogramma's door de betrokken toegangsverantwoordelijken opschorten.

§ 2. De door de netbeheerder genomen beslissing bedoeld in § 1 moet gemotiveerd worden en zo spoedig mogelijk aan de betrokken toegangsverantwoordelijken ter kennis gebracht.

§ 3. De toepassingsmodaliteiten van de artikelen 216 en 217 worden door de netbeheerder in het contract van toegangsverantwoordelijke bepaald.

Afdeling II – Dagelijks toegangsprogramma voor een belasting

Art. 218. § 1. Behoudens het dagelijks toegangsprogramma van de toegangsverantwoordelijke belast met de afname op zijn afnamepunt, legt de aangesloten netgebruiker bij de netbeheerder de dagelijkse toegangsprogramma's neer die betrekking hebben op de afname van actief vermogen op zijn afnamepunt binnen de evenwichtsverantwoordelijkheid van andere toegangsverantwoordelijken.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, geeft de netbeheerder aan de netgebruiker kennis van de procedure van neerlegging van het in Afdeling I van dit Hoofdstuk bedoelde dagelijkse toegangsprogramma.

Art. 219. § 1. De netbeheerder is enkel gehouden het dagelijks toegangsprogramma neergelegd door de aangesloten netgebruiker in overweging te nemen, indien dit dagelijks toegangsprogramma bevestigd wordt door de betrokken toegangsverantwoordelijke.

§ 2. De netbeheerder is gehouden het dagelijks toegangsprogramma, dat hij overeenkomstig § 1 in overweging dient te nemen, aan de betrokken toegangsverantwoordelijke toe te wijzen, voor wat betreft de evenwichtsverantwoordelijkheid van de desbetreffende toegangsverantwoordelijke zoals gedefinieerd in artikel 157.

§ 3. In de omstandigheden bedoeld in § 1 en ingeval van toepassing van § 2 van dit artikel, zijn de netgebruiker en de betrokken toegangsverantwoordelijke, op grond van dit besluit en zonder andere formaliteiten, hoofdelijk gehouden aan het geheel van hun respectievelijke verplichtingen ten opzichte van de netbeheerder.

Afdeling III – Dagelijks toegangsprogramma voor een productie-eenheid

Art. 220. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie voor een productie-eenheid legt het dagelijks toegangsprogramma voor deze productie-eenheid bij de netbeheerder neer.

Art. 221. In afwijking van Afdeling I kan de netbeheerder, voor de toegang van een productie-eenheid, in het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden specifieke procedures bepalen die afwijken van de procedures voorzien in de eerste Afdeling van dit Hoofdstuk, betreffende de productie-eenheden die gebruik maken van hernieuwbare energiebronnen en warmtekrachtkoppeling.

Art. 222. § 1. De netbeheerder past de procedures voor coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden voorzien in Hoofdstuk XIV van deze Titel toe, op de dagelijkse programma's bedoeld in deze Afdeling.

Art. 215. Le programme journalier peut être adapté par le responsable d'accès jusqu'au jour « D-1 » avant l'heure déterminée conformément à l'article 213 selon une procédure et des conditions de recevabilité, transparentes et non discriminatoires prévues dans chaque contrat de responsable d'accès.

Art. 216. § 1^{er}. Lorsque le gestionnaire du réseau juge que les programmes journaliers d'accès introduits par le responsable d'accès mettent en danger l'équilibre de la zone de réglage ou la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, il informe le responsable d'accès des mesures à prendre et qu'il a l'intention de prendre en vertu de la présente Section.

§ 2. Cette obligation d'information visée au § 1^{er} vaut si les circonstances le permettent. Dans le cas contraire, le gestionnaire du réseau en motive la raison aux responsables d'accès concernés dans les plus brefs délais.

§ 3. Les responsables d'accès effectuent, le cas échéant, les modifications nécessaires communiquées par le gestionnaire du réseau conformément au § 1^{er}.

Art. 217. § 1^{er}. Dans le cas visé à l'article 216, nonobstant des modifications proposées par les responsables d'accès concernés, le gestionnaire du réseau peut notamment :

1° au jour « D-1 », refuser aux responsables d'accès impliqués, en tout ou partie, la mise en oeuvre au jour « D » d'un ou de plusieurs programmes journaliers d'accès; et/ou

2° au jour « D », suspendre, en tout ou partie, la mise en oeuvre d'un ou plusieurs programmes d'accès par les responsables d'accès impliqués.

§ 2. La décision prise par le gestionnaire du réseau visée au § 1^{er} doit être motivée et notifiée dans les meilleurs délais aux responsables d'accès concernés.

§ 3. Les modalités d'application des articles 216 et 217 sont déterminées par le gestionnaire du réseau dans le contrat de responsable d'accès.

Section II – Programme journalier d'accès pour une charge

Art. 218. § 1^{er}. Sauf dépôt du programme journalier d'accès du responsable d'accès chargé du prélèvement à son point de prélèvement, l'utilisateur du réseau raccordé dépose auprès du gestionnaire du réseau les programmes journaliers d'accès qui se rapportent au prélèvement de puissance active à son point de prélèvement au sein de la responsabilité d'équilibre des autres responsables d'accès.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, le gestionnaire du réseau notifie à l'utilisateur du réseau la procédure de dépôt du programme journalier d'accès visée à la Section I^{re} du présent Chapitre.

Art. 219. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau est uniquement tenu de prendre en considération le programme journalier d'accès déposé par l'utilisateur du réseau raccordé, si ce programme journalier d'accès est entériné par le responsable d'accès concerné.

§ 2. Le gestionnaire du réseau est tenu d'attribuer au responsable d'accès concerné le programme journalier d'accès, qu'il est tenu de prendre en considération conformément au § 1^{er}, pour ce qui concerne la responsabilité d'équilibre du responsable d'accès concerné comme définie à l'article 157.

§ 3. Dans les circonstances visées au § 1^{er} et en cas d'application du § 2 du présent article, l'utilisateur du réseau et le responsable d'accès concerné sont, en vertu du présent arrêté et sans autres formalités, tenus solidairement de l'ensemble de leurs obligations respectives à l'égard du gestionnaire du réseau.

Section III – Programme journalier d'accès pour une unité de production

Art. 220. Le responsable d'accès chargé de l'injection pour une unité de production dépose auprès du gestionnaire du réseau le programme journalier d'accès de cette unité de production.

Art. 221. Par dérogation à la Section I^{re}, pour l'accès d'une unité de production, le gestionnaire du réseau est autorisé à déterminer dans le contrat de coordination de l'appel des unités de production des procédures spécifiques qui diffèrent des procédures visées à la présente Section du présent Chapitre concernant les unités de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables et de cogénération.

Art. 222. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau applique aux programmes journaliers visés à la présente Section les procédures de coordination d'appel des unités de production prévues au Chapitre XIV du présent Titre.

§ 2. De netbeheerder geeft aan de betrokken toegangsverantwoordelijke op dag « D-1 » op het uur bepaald overeenkomstig het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden, kennis van elk dagelijks toegangsprogramma, in voorkomend geval, aangepast in functie van § 1 en uit te voeren door de toegangsverantwoordelijke.

Art. 223. Gedurende dag « D » kan de netbeheerder het dagelijks toegangsprogramma van elke productie-eenheid aanpassen overeenkomstig zijn coördinatieprogramma zoals bedoeld in Afdeling VII van Hoofdstuk XIV van deze Titel.

Afdeling IV – Dagelijks toegangsprogramma's met betrekking tot de vermogensuitwisselingen op het net

Art. 224. Voor elke vermogensuitwisseling in de regelzone met een andere toegangsverantwoordelijke alsook voor import en export van vermogen, dient de toegangsverantwoordelijke een dagelijks toegangsprogramma bij de netbeheerder in.

Art. 225. § 1. De netbeheerder behandelt de dagelijkse toegangsprogramma's met betrekking tot de vermogensuitwisselingen op het net overeenkomstig de afstemmingsregels.

§ 2. De netbeheerder bepaalt de afstemmingsregels bedoeld in § 1 in het contract van toegangsverantwoordelijke en onder meer, de bepalingen met betrekking tot het evenwicht tussen de uitwisselingen op het net.

§ 3. De netbeheerder kan de uitvoering van een dagelijks toegangsprogramma voor de toegang tot verbinding met de buitenlandse netten geheel of gedeeltelijk weigeren, onder meer wanneer dit toegangsprogramma geheel of gedeeltelijk niet conform is aan het dagelijks toegangsprogramma dat bij een buitenlandse netbeheerder neergelegd werd.

Art. 226. In afwijking van Afdeling I kan de netbeheerder in het contract van toegangsverantwoordelijke, voor wat betreft de toegang tot de verbindingen met de buitenlandse netten, rekening houdend met de regels en aanbevelingen die de interoperabiliteit van de Europese verbindingnetten en de energie-uitwisselingen binnen de regelzones regelen, en na raadpleging van de commissie, het volgende bepalen :

1° een andere tijdseenheid dan die voorzien in de eerste Afdeling van dit Hoofdstuk;

2° specifieke procedures die afwijken van de procedures voorzien in de eerste Afdeling van dit Hoofdstuk.

HOOFDSTUK XII – *Dagelijkse coördinatieprogramma's*

Art. 227. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie dient een dagelijks coördinatieprogramma in bij de netbeheerder voorafgaandelijk aan elke toegang tot het net.

Art. 228. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie bepaalt in het dagelijks coördinatieprogramma de aanpassingen van actief vermogen, ter verhoging of verlaging, beschikbaar voor de productie-eenheden, betreffende dag « D » overeenkomstig bepalingen voorzien in dit besluit met betrekking tot de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden.

Art. 229. Het dagelijks coördinatieprogramma met betrekking tot dag « D » wordt ten laatste op dag « D-1 » op een bepaald uur ingediend, volgens een procedure op transparante en niet discriminerende wijze bepaald door de netbeheerder in het contract van toegangsverantwoordelijke.

Art. 230. Het dagelijks coördinatieprogramma kan door de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie op dag « D-1 » voor het in het artikel 229 vastgesteld uur aangepast worden, volgens een bepaalde procedure en voorwaarden.

HOOFDSTUK XIII – *Ondersteunende diensten*

Afdeling I – Definitie

Art. 231. § 1. De « ondersteunende diensten » omvatten het geheel van de volgende diensten :

- de primaire regeling van de frequentie;
- de secundaire regeling van het evenwicht in de Belgische regelzone;
- de tertiaire reserve;
- de regeling van de spanning en van het reactief vermogen;
- het congestiebeheer; en
- de black-start dienst.

§ 2. Le gestionnaire du réseau notifie au responsable d'accès concerné, au jour « D-1 » à l'heure déterminée conformément au contrat de coordination de l'appel des unités de production, chaque programme journalier d'accès, le cas échéant, adapté en fonction du § 1^{er} et à mettre en oeuvre par ce responsable d'accès.

Art. 223. Durant le jour « D », le gestionnaire du réseau peut adapter le programme journalier d'accès de chaque unité de production conformément à son programme de coordination visé à la Section VII du Chapitre XIV du présent Titre.

eSection IV – Programmes journaliers d'accès relatifs aux échanges de puissance sur le réseau

Art. 224. Pour tout échange de puissance dans la zone de réglage avec un autre responsable d'accès ainsi que pour les importations et exportations de puissance, le responsable d'accès dépose auprès du gestionnaire du réseau un programme journalier d'accès.

Art. 225. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau traite les programmes journaliers d'accès relatifs aux échanges de puissance sur le réseau conformément aux règles de mise en concordance.

§ 2. Le gestionnaire du réseau détermine les règles de mise en concordance visées au § 1^{er} dans le contrat de responsable d'accès et, notamment, les dispositions relatives à l'équilibre entre les échanges sur le réseau.

§ 3. Le gestionnaire du réseau peut refuser, en tout ou partie, l'exécution d'un programme journalier d'accès pour l'accès aux interconnexions avec les réseaux étrangers, notamment si celui-ci ne concorde pas, en tout ou partie, avec le programme journalier d'accès déposé auprès d'un gestionnaire de réseau étranger.

Art. 226. Par dérogation à la Section I^{re}, en ce qui concerne l'accès aux interconnexions avec les réseaux étrangers, et en tenant compte des règles et recommandations qui régissent l'interopérabilité des réseaux interconnectés européens et les échanges d'énergie entre les zones de réglage, le gestionnaire du réseau est autorisé, après consultation de la commission, à déterminer ce qui suit dans le contrat du responsable d'accès :

1° une autre unité de temps que celle visée à la première Section du présent Chapitre;

2° des procédures spécifiques qui diffèrent des procédures visées à la première Section du présent Chapitre.

CHAPITRE XII – *Programmes journaliers de coordination*

Art. 227. Le responsable d'accès chargé de l'injection doit déposer chez le gestionnaire du réseau un programme journalier de coordination préalablement à tout accès au réseau.

Art. 228. Le responsable d'accès chargé de l'injection détermine, dans le programme journalier de coordination, les adaptations de puissance active, à la hausse ou à la baisse, disponibles sur les unités de production concernant le jour « D » conformément aux dispositions relatives à la coordination de l'appel des unités de production prévues par cet arrêté.

Art. 229. Le programme journalier de coordination relatif au jour « D » est déposé au plus tard le jour « D-1 » à une heure déterminée, selon une procédure et des conditions déterminées par le gestionnaire du réseau, de manière non discriminatoire et transparente, dans le contrat de responsable d'accès.

Art. 230. Le programme journalier de coordination peut être adapté par le responsable d'accès chargé de l'injection jusqu'au jour « D-1 » avant l'heure déterminée conformément à l'article 229, selon une procédure et des conditions déterminées.

CHAPITRE XIII – *Services auxiliaires*

Section I^{re} – Définition

Art. 231. § 1^{er}. Les « services auxiliaires » comprennent l'ensemble des services suivants :

- le réglage primaire de la fréquence;
- le réglage secondaire de l'équilibre de la zone de réglage belge;
- la réserve tertiaire;
- le réglage de la tension et de la puissance réactive;
- la gestion des congestions; et
- le service de black-start.

§ 2. De netbeheerder bepaalt de primaire, secundaire en tertiaire reserves rekening houdend met het hulpvermogen voor de installaties van kwalitatieve warmtekrachtkoppeling van minder dan 20 MW aangesloten op het transmissienet, het lokaal transmissienet of het distributienet.

§ 3. De netbeheerder is gehouden de ondersteunende diensten volgens de bepalingen van dit Hoofdstuk in te richten.

Afdeling II – Basisprincipes

Onderafdeling I – Algemeenheden

Art. 232. De netbeheerder ziet toe op de beschikbaarheid van en, in voorkomend geval, op de inwerkingstelling van de ondersteunende diensten :

- volgens objectieve, transparante en niet discriminerende procedures, die berusten op de marktregels; en
- overeenkomstig de operationele regels voorzien in dit besluit.

Art. 233. De netbeheerder evalueert en bepaalt het primair, secundair en tertiair reservevermogen dat bijdraagt tot het waarborgen van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net in de regelzone. Hij deelt zijn evaluatiemethode en het resultaat aan de commissie mee ter goedkeuring.

Onderafdeling II – Maatregelen in geval van onbeschikbaarheid van ondersteunde diensten

Art. 234. § 1. In het geval dat de netbeheerder veronderstelt of vaststelt dat het onmogelijk wordt om op de beschikbaarheid toe te zien en, in voorkomend geval, één of meerdere van de ondersteunende diensten aan een redelijke prijs in werking te stellen, inzonderheid wanneer de primaire, secundaire of tertiaire reserves niet voldoende zijn, volgens de voorgenomen hoeveelheden in art. 233, of wanneer de prijsaanbiedingen voor het geheel of een deel van deze diensten duidelijk onredelijk zijn, kan hij tijdelijk in de hierna aangeduide volgorde de volgende ondernemen handelingen :

1° hij legt aan de producenten en aan andere netgebruikers die door hem werden aangeduid in de regelzone, de terbeschikkingstelling op één of meerdere van deze diensten aan een billijke prijs;

2° hij bepaalt, in voorkomend geval, op individuele basis en op basis van transparante technische criteria, de hoeveelheid van één of meerdere van deze diensten die producenten of netgebruikers dienen te leveren of ter beschikking te stellen van de netbeheerder in functie van hun bestaande productiemiddelen. De netbeheerder licht de commissie en de minister in over zijn ondernomen handelingen, van toepassing in § 1.

§ 2. Indien hij dit noodzakelijk acht, stelt de netbeheerder een verslag op betreffende de situatie bedoeld in § 1 en deelt deze mee aan de minister.

Onderafdeling III – Controle van de beschikbaarheid van deze reserves

Art. 235. § 1. De netbeheerder controleert de effectieve terbeschikkingstelling van de primaire, secundaire en tertiaire reserves volgens modaliteiten die hij bepaalt en aan de commissie ter kennis geeft.

§ 2. De leverancier van een of meerdere ondersteunende diensten houdt de netbeheerder daadwerkelijk en schriftelijk op de hoogte van alle mogelijke onbeschikbaarheden om de ondersteunende diensten te leveren conform dit besluit.

Afdeling III – Primaire regeling van de frequentie

Art. 236. § 1. De netbeheerder bepaalt de technische specificaties betreffende de beschikbaarheid en de levering van het primaire reservevermogen voor de primaire regeling van de frequentie en geeft hiervan kennis aan de commissie.

§ 2. Voor het bepalen van die specificaties houdt hij onder meer rekening met de aanbevelingen en regels die de interoperabiliteit van de Europese verbindingnetten regelen.

Art. 237. § 1. De netbeheerder koopt het reservevermogen voor primaire regeling via een mededingingsprocedure en/of een aanbesteding.

§ 2. De leverancier van deze dienst waarborgt de automatische activering van het primair reservevermogen.

Art. 238. De modaliteiten met betrekking tot de beschikbaarheid en de levering van het primair reservevermogen bedoeld in artikel 237 worden door de netbeheerder bepaald en in één of meerdere contracten voor ondersteunende diensten gepreciseerd.

§ 2. Le gestionnaire du réseau détermine les réserves primaire, secondaire et tertiaire en tenant compte de la puissance de secours pour installation de cogénération de qualité de moins de 20 MW raccordées sur le réseau de transport, de transport local ou sur le réseau de distribution.

§ 3. Le gestionnaire du réseau est tenu de mettre en place les services auxiliaires selon les dispositions de ce Chapitre.

Section II – Principes de base

Sous-section I^{re} – Généralités

Art. 232. Le gestionnaire du réseau veille à la disponibilité et, le cas échéant, met en place les services auxiliaires :

- selon des procédures objectives, transparentes, non discriminatoires, et reposant sur les règles du marché et;
- conformément aux règles opérationnelles prescrites dans le présent arrêté.

Art. 233. Le gestionnaire du réseau évalue et détermine la puissance de réserve primaire, secondaire et tertiaire qui contribue à assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau dans la zone de réglage. Il communique pour approbation à la commission sa méthode d'évaluation et le résultat de celle-ci.

Sous-section II – Mesures en cas d'indisponibilité des services auxiliaires

Art. 234. § 1^{er}. Dans le cas où le gestionnaire du réseau présume ou constate l'impossibilité de veiller à la disponibilité et, le cas échéant, de mettre en place un ou plusieurs de ces services auxiliaires à un prix raisonnable, en particulier dans le cas où les réserves primaire, secondaire ou tertiaire ne sont pas suffisantes par rapport aux quantités visées à l'article 233 ou dans le cas où les offres de prix remises pour tout ou partie de ces services ne sont manifestement pas raisonnables, le gestionnaire du réseau peut, à titre temporaire et dans l'ordre indiqué ci-dessous, entreprendre les actions suivantes :

1° il impose aux producteurs et à d'autres utilisateurs du réseau désignés par lui dans la zone de réglage la mise à disposition d'un ou plusieurs de ces services à un prix raisonnable;

2° il détermine, le cas échéant, sur une base individuelle, et sur la base de critères techniques transparents, la quantité d'un ou plusieurs de ces services qu'un ou plusieurs producteurs ou utilisateurs du réseau doit fournir ou mettre à disposition du gestionnaire du réseau en fonction de leurs moyens de production existants. Le gestionnaire du réseau informe la commission et le ministre des actions qu'il a entreprises en application du § 1^{er}.

§ 2. S'il l'estime nécessaire, le gestionnaire du réseau fait rapport au ministre de la situation visée au § 1^{er}.

Sous-section III – Contrôle de la disponibilité des réserves

Art. 235. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau contrôle la mise à disposition effective des réserves primaire, secondaire et tertiaire selon des modalités qu'il fixe et communique à la commission.

§ 2. Le fournisseur d'un ou plusieurs services auxiliaires tient le gestionnaire du réseau informé effectivement et par écrit de toutes les indisponibilités éventuelles de fourniture des services auxiliaires conformément au présent arrêté.

Section III – Réglage primaire de la fréquence

Art. 236. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau détermine les spécifications techniques concernant la disponibilité et la fourniture de la puissance de réserve primaire pour le réglage primaire de la fréquence et les notifie à la commission.

§ 2. Pour déterminer ces spécifications, il tient compte notamment des règles et recommandations qui régissent l'interopérabilité des réseaux interconnectés européens.

Art. 237. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau achète la réserve de puissance pour réglage primaire par procédure de mise en concurrence et/ou par appel d'offres.

§ 2. Le fournisseur de ce service assure l'activation automatique de la puissance de réserve primaire.

Art. 238. Les modalités relatives à la disponibilité et à la fourniture de puissance de réserve primaire visée à l'article 237 sont déterminées par le gestionnaire du réseau et précisées dans un ou plusieurs contrats de services auxiliaires.

Art. 239. § 1. In het geval dat het in artikel 237 bedoelde primair reservevermogen dat aan de netbeheerder ter beschikking gesteld wordt, niet voldoende is voor het behoud van de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net, zijn de op het net aangesloten producenten gehouden, op verzoek van de netbeheerder, het primair reservevermogen, aan een billijke prijs op basis van criteria bepaald door de commissie, ter beschikking te stellen aan de netbeheerder, met naleving van de technische specificaties bedoeld in artikel 236.

§ 2. In dat geval, bepaalt de netbeheerder op individuele basis en op basis van technische en transparante criteria, de hoeveelheid die elke producent ter beschikking stelt en, in voorkomend geval, levert aan de netbeheerder.

Art. 240. Elke producent, overeenkomstig specificaties en modaliteiten van het contract voor ondersteunende diensten, verdeelt de primaire reserve waartoe hij zich verbonden heeft ter beschikking te stellen, over een voldoende aantal op het net aangesloten productie-eenheden teneinde de netbeheerder toe te laten de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net te waarborgen. Dit aantal productie-eenheden wordt op transparante en niet discriminerende wijze door de netbeheerder bepaald.

Art. 241. Het primair reservevermogen moet voor elke snelle of trage afwijking van frequentie ten opzichte van de instelfrequentie van het synchroon net kunnen geactiveerd worden.

Art. 242. Voor een onmiddellijke frequentieafwijking wordt het primair reservevermogen, samengesteld door elk van de leveranciers van de primaire regeling van de frequentie, als volgt geactiveerd :

1° wanneer maximaal 50 % van het primaire reservevermogen aan het net dient geleverd te worden, moet deze levering binnen 15 seconden na het begin van de frequentiestoring uitgevoerd zijn;

2° wanneer, tussen 50 % en 100 % van het primaire reservevermogen moet geleverd worden :

a) moet 50 % van het primair reservevermogen binnen de 15 seconden na het begin van de frequentiestoring worden geleverd; en

b) moet de rest binnen een tijd tussen de 15 en de 30 seconden na het begin van de frequentiestoring en evenredig met de resterende hoeveelheid geleverd worden.

3° wanneer 100 % van het reservevermogen aan het net geleverd moet worden, moet deze levering binnen de 30 seconden na het begin van de frequentiestoring verwezenlijkt worden.

4° het primair reservevermogen moet na zijn activering gedurende minstens 15 minuten in zijn geheel ononderbroken gehandhaafd kunnen worden.

Afdeling IV – Secundaire regeling voor het evenwicht van de regelzone

Art. 243. § 1. De netbeheerder koopt het reservevermogen voor de secundaire regeling via een mededingingsprocedure en/of aanbesteding. De netbeheerder bepaalt de technische specificaties betreffende de terbeschikkingstelling en de levering van dit vermogen.

§ 2. De leverancier van deze dienst activeert het secundaire reservevermogen op aanvraag van de netbeheerder.

Art. 244. § 1. De netbeheerder bepaalt en publiceert, overeenkomstig artikel 26, de benodigde hoeveelheden alsmede de technische specificaties betreffende de beschikbaarheid en levering van actief vermogen aan het net voor de secundaire regeling, hierna het « secundair reservevermogen » genoemd.

§ 2. Om de in § 1 bedoelde specificaties te bepalen houdt de netbeheerder, indien hij dit noodzakelijk acht, onder meer rekening met de regels en aanbevelingen die de interoperabiliteit van de Europese verbindingnetten regelen.

Art. 245. De modaliteiten met betrekking tot de beschikbaarheid en de levering van secundair reservevermogen, zoals bedoeld in artikel 244, worden door de netbeheerder bepaald en in één of meerdere contracten voor ondersteunende diensten gepreciseerd.

Art. 246. § 1. In het geval dat het secundair reservevermogen, bedoeld in artikel 243 en ter beschikking gesteld aan de netbeheerder, niet volstaat om de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net te handhaven, zijn de producenten die op het net zijn aangesloten gehouden, op verzoek van de netbeheerder, het secundair reservevermogen aan deze laatste aan een billijke prijs op basis van criteria bepaald door de commissie, ter beschikking te stellen en te leveren met naleving van de technische criteria bedoeld in artikel 244.

Art. 239. § 1^{er}. Au cas où la puissance de réserve primaire, visée à l'article 237 et mise à la disposition du gestionnaire du réseau, n'est pas suffisante par rapport au maintien de la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, les producteurs raccordés au réseau sont tenus, à la demande du gestionnaire du réseau de mettre à disposition du gestionnaire du réseau et de fournir, à un prix raisonnable défini sur la base de critères déterminés par la commission, la puissance de réserve primaire en respectant les spécifications techniques visées à l'article 236.

§ 2. Dans ce cas, le gestionnaire du réseau détermine sur une base individuelle et sur la base de critères techniques et transparents, la quantité que chaque producteur met à la disposition et, le cas échéant, fournit au gestionnaire du réseau.

Art. 240. Chaque producteur répartit, conformément aux spécifications et modalités du contrat de services auxiliaires, la réserve primaire qu'il s'est engagé à mettre à disposition, sur un nombre suffisant d'unités de production raccordées au réseau afin de permettre au gestionnaire du réseau d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau. Ce nombre d'unités de production est déterminé, de manière transparente et non discriminatoire, par le gestionnaire du réseau.

Art. 241. La puissance de réserve primaire doit pouvoir être activée pour tout écart de fréquence, lent ou rapide, par rapport à la fréquence de consigne du réseau synchrone.

Art. 242. Pour un écart de fréquence instantané, la puissance de réserve primaire constituée par chacun des fournisseurs du réglage primaire de la fréquence est activée comme suit :

1° lorsqu'au maximum 50 % de la puissance de réserve primaire doivent être fournis au réseau, cette fourniture doit être réalisée dans les 15 secondes après le début de l'écart de fréquence;

2° lorsqu'entre 50 % et 100 % de la puissance de réserve primaire doivent être fournis au réseau :

a) 50 % de la puissance de réserve primaire doivent être fournis dans les 15 secondes après le début de l'écart de fréquence; et

b) le complément doit être fourni dans un délai compris entre 15 et 30 secondes après le début de l'écart de fréquence et proportionnel à ce complément;

3° lorsque 100 % de la puissance de réserve primaire doivent être fournis au réseau, cette fourniture doit être réalisée dans les 30 secondes après le début de l'écart de fréquence;

4° la puissance de réserve primaire doit, après son activation, pouvoir être maintenue dans sa totalité sans interruption pendant 15 minutes au moins.

Section IV – Réglage secondaire pour l'équilibre de la zone de réglage

Art. 243. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau achète la réserve de puissance pour réglage secondaire par procédure de mise en concurrence et/ou par appel d'offres. Le gestionnaire du réseau détermine les spécifications techniques concernant la disponibilité et la fourniture de cette puissance.

§ 2. Le fournisseur de ce service active la puissance de réserve secondaire sur demande du gestionnaire du réseau.

Art. 244. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau détermine et publie conformément à l'article 26 les quantités nécessaires ainsi que les prescriptions techniques relatives à la disponibilité et la fourniture de puissance active pour le réglage secondaire, dénommé ci-après « puissance de réserve secondaire ».

§ 2. Pour déterminer les spécifications visées au § 1^{er}, le gestionnaire du réseau tient compte, notamment, des règles et recommandations qui régissent l'interopérabilité des réseaux interconnectés européens.

Art. 245. Les modalités relatives à la disponibilité et à la fourniture de puissance de réserve secondaire visée à l'article 244 sont déterminées par le gestionnaire du réseau et précisées dans un ou plusieurs contrats de services auxiliaires.

Art. 246. § 1^{er}. Au cas où la puissance de réserve secondaire, visée à l'article 243 et mise à la disposition du gestionnaire du réseau, n'est pas suffisante pour maintenir la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, les producteurs raccordés au réseau sont tenus, à la demande du gestionnaire du réseau, de mettre à la disposition de celui-ci et lui fournir, à un prix raisonnable défini sur la base de critères déterminés par la commission, la puissance de réserve secondaire en respectant les critères techniques visés à l'article 244.

§ 2. De beheerder van het transmissienet bepaalt, op individuele basis en op basis van technische en transparante criteria, de hoeveelheid die elke producent ter beschikking stelt en, in voorkomend geval, levert aan de netbeheerder.

Art. 247. Het secundair reservevermogen moet door de leverancier van deze ondersteunende dienst op elk moment opgestart kunnen worden overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 245.

Afdeling V – Compensatie van de kwartieronevenwichten

Art. 248. § 1. De netbeheerder waakt over de afwijking tussen het daadwerkelijk uitgewisseld actief vermogen en het geprogrammeerd actief vermogen met de buitenlandse regelzones.

§ 2. Het met de buitenlandse regelzones geprogrammeerd actief vermogen wordt op basis van dagelijkse toegangsprogramma's, bedoeld in Hoofdstuk XI van deze Titel bepaald en wordt afgestemd met de netbeheerders van de buitenlandse regelzones.

§ 3. De netbeheerder identificeert het met de buitenlandse regelzones daadwerkelijk uitgewisseld actief vermogen, onder meer op basis van metingen van het actief vermogen op de verbindingen van de regelzone met de buitenlandse regelzones.

Afdeling VI – Tertiaire reserve

Art. 249. § 1. De netbeheerder koopt het reservevermogen voor de tertiaire regeling via een mededingingsprocedure en/of aanbesteding. De netbeheerder bepaalt de technische specificaties betreffende de terbeschikkingstelling en de levering van dit vermogen.

§ 2. De leverancier van deze dienst activeert het tertiaire reservevermogen op aanvraag van de netbeheerder.

Art. 250. § 1. De netbeheerder bepaalt en publiceert, overeenkomstig artikel 26, de benodigde hoeveelheden alsmede de technische specificaties betreffende de beschikbaarheid en levering van actief vermogen aan het net voor de tertiaire regeling, hierna het « tertiaire reservevermogen » genoemd.

§ 2. Om de in § 1 bedoelde specificaties te bepalen houdt de netbeheerder, indien hij dit noodzakelijk acht, onder meer rekening met de regels en aanbevelingen die de interoperabiliteit van de Europese verbindingennetten regelen.

Art. 251. De modaliteiten met betrekking tot de beschikbaarheid en de levering van het tertiaire reservevermogen, zoals bedoeld in artikel 250, worden door de netbeheerder bepaald en in één of meerdere contracten voor ondersteunende diensten gepreciseerd.

Art. 252. § 1. In het geval dat het tertiaire reservevermogen, bedoeld in artikel 249 en ter beschikking gesteld aan de netbeheerder, niet volstaat om de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net te handhaven, zijn de producenten die op het net zijn aangesloten gehouden, op verzoek van de netbeheerder, het tertiaire reservevermogen aan deze laatste aan een billijke prijs op basis van criteria bepaald door de commissie, ter beschikking te stellen en te leveren met naleving van de technische criteria bedoeld in artikel 250.

§ 2. De netbeheerder bepaalt, op individuele basis en op basis van technische en transparante criteria, de hoeveelheid aan tertiair reservevermogen die elke producent ter beschikking stelt en, in voorkomend geval, levert aan de netbeheerder.

Art. 253. Het tertiaire reservevermogen moet door de leverancier van deze ondersteunende dienst op elk moment opgestart kunnen worden overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 251.

Art. 254. § 1. Elke toegangsverantwoordelijke deelt aan de netbeheerder de oorsprong, en de voornaamste karakteristieken en de hoeveelheid van tertiaire reservevermogen waarover hij beschikt of dat hij op de markt heeft afgesloten, mee om het gebrek aan zijn voorziening in de regelzone te verhelpen.

§ 2. In geval van gedeeltelijk of geheel gebrek van een productie-eenheid in de regelzone, licht de betrokken toegangsverantwoordelijke zonder verwijl de netbeheerder in, overeenkomstig de termijnen en procedures, bepaald bij dit besluit en wijst de maatregelen aan die hij genomen heeft om dit gebrek te verhelpen.

Art. 255. De terbeschikkingstelling van het tertiaire reservevermogen door de netbeheerder maakt het voorwerp uit van een tarief bepaald overeenkomstig artikel 12 van de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 256. Teneinde de afwijkingen bedoeld in artikel 248, § 1 te beperken, wendt de netbeheerder de middelen waarover hij beschikt aan overeenkomstig dit besluit.

§ 2. Le gestionnaire du réseau de transport détermine sur une base individuelle et sur la base de critères techniques et transparents, la quantité que chaque producteur met à la disposition et, le cas échéant, fournit au gestionnaire du réseau.

Art. 247. La puissance de réserve secondaire doit pouvoir être activée par le fournisseur de ce service à tout moment et selon les modalités visées à l'article 245.

Section V – Compensation des déséquilibres quart-horaire

Art. 248. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau surveille l'écart entre la puissance active effectivement échangée et la puissance active programmée avec les zones de réglage étrangères.

§ 2. La puissance active programmée avec les zones de réglage étrangères est déterminée sur la base des programmes journaliers d'accès visés au Chapitre XI du présent Titre et est mise en concordance avec les gestionnaires de réseau des zones de réglage étrangères.

§ 3. Le gestionnaire du réseau identifie la puissance active effectivement échangée avec les zones de réglage étrangères, notamment sur la base des mesures de la puissance active aux interconnexions de la zone de réglage avec les zones de réglage étrangères.

Section VI – Réserve tertiaire

Art. 249. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau achète la réserve de puissance pour réglage tertiaire par procédure de mise en concurrence et/ou par appel d'offres. Le gestionnaire du réseau détermine les spécifications techniques concernant la disponibilité et la fourniture de cette puissance.

§ 2. Le fournisseur de ce service active la puissance de réserve tertiaire sur demande du gestionnaire du réseau.

Art. 250. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau détermine et publie conformément à l'article 26 les quantités nécessaires ainsi que les prescriptions techniques relatives à la disponibilité et la fourniture de puissance active pour le réglage tertiaire, dénommé ci-après « puissance de réserve tertiaire ».

§ 2. Pour déterminer les spécifications visées au § 1^{er}, le gestionnaire du réseau tient compte, s'il l'estime nécessaire, notamment, des règles et recommandations qui régissent l'interopérabilité des réseaux interconnectés européens.

Art. 251. Les modalités relatives à la disponibilité et à la fourniture de puissance de réserve tertiaire visée à l'article 250 sont déterminées par le gestionnaire du réseau et précisées dans un ou plusieurs contrats de services auxiliaires.

Art. 252. § 1^{er}. Au cas où la puissance de réserve tertiaire, visée à l'article 249 et mise à la disposition du gestionnaire du réseau, n'est pas suffisante pour maintenir la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, les producteurs raccordés au réseau sont tenus, à la demande du gestionnaire du réseau, de mettre à la disposition de celui-ci et lui fournir, à un prix raisonnable défini sur la base de critères déterminés par la commission, la puissance de réserve tertiaire en respectant les critères techniques visés à l'article 250.

§ 2. Le gestionnaire du réseau détermine sur une base individuelle et sur la base de critères techniques et transparents, la quantité de puissance de réserve tertiaire que chaque producteur met à la disposition et, le cas échéant, fournit au gestionnaire du réseau.

Art. 253. La puissance de réserve tertiaire doit pouvoir être activée par le fournisseur de ce service à tout moment et selon les modalités visées à l'article 251.

Art. 254. § 1^{er}. Chaque responsable d'accès communique au gestionnaire du réseau l'origine, les principales caractéristiques et la quantité de réserve tertiaire dont il dispose ou qu'il a contractée sur le marché pour pallier à la défaillance de son approvisionnement dans la zone de réglage.

§ 2. En cas de défaillance partielle ou totale d'une unité de production dans la zone de réglage, le responsable d'accès concerné en informe le gestionnaire du réseau dans les délais et selon les procédures déterminées en conformité avec le présent arrêté et indique les mesures qu'il a prises en vue de pallier à cette défaillance.

Art. 255. La mise à disposition par le gestionnaire du réseau de la réserve tertiaire fait l'objet d'un tarif fixé conformément à l'article 12 de la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution.

Art. 256. Afin de limiter les écarts visés à l'article 248, § 1^{er}, le gestionnaire du réseau, met en oeuvre les moyens dont il dispose conformément au présent arrêté.

Afdeling VII – Regeling van de spanning en van het reactief vermogen

Art. 257. § 1. De netbeheerder bepaalt de specificaties inzake de beschikbaarheid en de levering van de regeling van de spanning en van het reactief vermogen.

§ 2. De beschikbaarheid en de levering van de regeling van de spanning en van het reactief vermogen bedoeld in § 1 worden aangekocht via een mededingingsprocedure en/of door aanbesteding.

§ 3. De modaliteiten met betrekking tot de beschikbaarheid en de levering van de regeling van de spanning en van het reactief vermogen bedoeld in § 1, worden door de netbeheerder, op transparante en niet discriminerende wijze, bepaald en in één of meerdere contracten voor ondersteunende diensten gepreciseerd.

§ 4. In het geval dat de regeling van de spanning en van het reactief vermogen dat aan de netbeheerder ter beschikking wordt gesteld, niet volstaat om de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net te handhaven, zijn de op het net aangesloten producenten gehouden, op verzoek van de netbeheerder, de regeling van de spanning en van het reactief vermogen aan deze laatste aan een billijke prijs op basis van criteria bepaald door de commissie, ter beschikking te stellen en te leveren, met naleving van de technische criteria bedoeld in dit besluit.

§ 5. De netbeheerder bepaalt, op individuele basis en op basis van technische en transparante criteria, de hoeveelheid die elke producent ter beschikking stelt en, in voorkomend geval, levert aan de netbeheerder.

Art. 258. De producent die de regeling van de spanning en van het reactief vermogen levert, moet voor elke regelende eenheid die actief vermogen injecteert :

1° over een reactief vermogen binnen de grenzen voorzien in het hierboven vermelde contract beschikken;

2° de vrije werking van de primaire spanningsregelaar binnen de hierboven voorziene grenzen niet belemmeren; en

3° zich naar de door de netbeheerder meegedeelde richtlijnen voor de productie van reactief vermogen schikken.

Art. 259. De producent die de regeling van de spanning en van het reactief vermogen levert, moet voor elke niet regelende eenheid die actief vermogen in het net injecteert, zich onverwijld naar de door de netbeheerder meegedeelde richtlijnen voor de productie van reactief vermogen schikken.

Art. 260. De richtlijnen bedoeld in artikel 259 komen overeen met de tussen de netbeheerder en de leverancier van deze ondersteunende dienst bepaalde niveaus.

Afdeling VIII – Black-start

Art. 261. Men verstaat onder de heropbouw van een net of « black-start dienst », de dienst die de beschikbaarheid van de productiemiddelen waarborgt, geschikt om te starten en om actief vermogen te leveren zonder over energie te beschikken dat van een net komt, om zodoende het herstarten van het systeem na ineenstorting toe te laten.

Art. 262. Zonder afbreuk te doen aan de heropbouwcode, bepaalt de netbeheerder de technische vereisten en de middelen bestemd om het net na een spanningsinstorting herop te bouwen.

Art. 263. § 1. De terbeschikkingstelling van middelen bestemd voor de heropbouw van het net worden op basis van een mededingingsprocedure en/of aanbesteding aangekocht.

§ 2. De modaliteiten met betrekking tot de terbeschikkingstelling van de middelen bestemd voor de heropbouw van het net worden door de netbeheerder bepaald en in één of meerdere contracten voor ondersteunende diensten gepreciseerd.

Art. 264. De contracten voor ondersteunende diensten bepalen de procedures met betrekking tot :

1° de controle van de beschikbaarheid en de geschiktheid van deze middelen bestemd voor de heropbouw van het net; en

2° de activering van deze middelen na een spanningsinstorting.

Afdeling IX – Congestiebeheer

Art. 265. § 1. Toeziende op het recht van voorrang aan de productie-installaties die gebruik maken van hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, neemt de netbeheerder de maatregelen waarover hij beschikt om op een veilige, betrouwbare en efficiënte wijze de elektriciteitsstromen op het net te beheren.

Section VII – Réglage de la tension et de la puissance réactive

Art. 257. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau détermine les spécifications concernant la disponibilité et la fourniture du réglage de la tension et de la puissance réactive.

§ 2. La disponibilité et la fourniture du réglage de la tension et de la puissance réactive visée au § 1^{er} font l'objet d'un achat soit par une procédure de mise en concurrence, et/ou par appel d'offres.

§ 3. Les modalités relatives à la disponibilité et à la fourniture de réglage de la tension et de la puissance réactive visées au § 1^{er} sont déterminées, de manière transparente et non discriminatoire, par le gestionnaire du réseau et précisées dans un ou plusieurs contrats de services auxiliaires.

§ 4. Au cas où le réglage de la tension et de la puissance réactive mis à la disposition du gestionnaire du réseau n'est pas suffisante pour maintenir la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, les producteurs raccordés au réseau sont tenus, à la demande du gestionnaire du réseau, de mettre à disposition de celui-ci et de lui fournir, à un prix raisonnable défini sur la base de critères déterminés par la commission, le réglage de la tension et de la puissance réactive en respectant les critères techniques visés au présent arrêté.

§ 5. Le gestionnaire du réseau détermine, sur une base individuelle et sur la base de critères techniques et transparents, la quantité que chaque producteur met à la disposition et, le cas échéant, fournit au gestionnaire du réseau.

Art. 258. Le producteur qui fournit du réglage de la tension et de la puissance réactive doit, pour chacune des unités réglantes qui injectent de la puissance active dans le réseau :

1° disposer d'une puissance réactive dans les limites prévues par le contrat précité;

2° ne pas entraver le fonctionnement du régulateur primaire de tension dans les limites prévues ci-avant; et

3° se conformer aux consignes de production de puissance réactive communiquées par le gestionnaire du réseau.

Art. 259. Le producteur qui fournit du réglage de la tension et de la puissance réactive, doit pour chacune des unités non réglantes qui injectent de la puissance active dans le réseau, se conformer, sans délai, aux consignes de production de puissance réactive communiquées par le gestionnaire du réseau.

Art. 260. Les consignes visées à l'article 259 correspondent aux niveaux convenus entre le gestionnaire du réseau et le fournisseur de ce service auxiliaire.

Section VIII – Black-start

Art. 261. On entend par reconstitution du réseau ou « service de black-start », le service qui assure la disponibilité des moyens de production aptes à démarrer et à délivrer la puissance active sans disposer d'énergie provenant d'un réseau, afin de permettre le redémarrage du système après un effondrement de celui-ci.

Art. 262. Sans préjudice du code de reconstitution, le gestionnaire du réseau détermine les exigences techniques et les moyens destinés à la reconstitution du réseau après un effondrement de celui-ci.

Art. 263. § 1^{er}. La mise à disposition de moyens destinés à la reconstitution du réseau fait l'objet d'un achat soit par une procédure de mise en concurrence et/ou par appel d'offres.

§ 2. Les modalités relatives à la mise à disposition de moyens destinés à la reconstitution du réseau sont déterminées par le gestionnaire du réseau et précisées dans un ou plusieurs contrats de services auxiliaires.

Art. 264. Les contrats de services auxiliaires précisent les procédures relatives :

1° au contrôle de la disponibilité et de l'aptitude de ces moyens destinés à la reconstitution du réseau; et

2° à l'activation de ces moyens après un effondrement de la tension.

Section IX – Gestion des congestions

Art. 265. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau met en oeuvre, en veillant à maintenir le droit de priorité aux installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables ou aux unités de cogénération, les moyens dont il dispose afin de gérer de manière sûre, fiable et efficace les flux d'électricité sur le réseau.

§ 2. Bij het voorbereiden van de exploitatie laten de maatregelen, bedoeld in § 1 onder meer, toe :

1° de inschakeling van de productie-eenheden overeenkomstig Hoofdstuk XIV te coördineren;

2° de onderbreking van de afname door een netgebruiker te voorzien in geval deze deelneemt aan het congestiebeheer;

3° een noodsituatie in te roepen overeenkomstig de onderafdeling V van Afdeling I van Hoofdstuk XV.

§ 3. Bij de exploitatie van het net door de netbeheerder, laten de maatregelen bedoeld in § 1 onder meer toe :

1° de inschakeling van de productie-eenheden te coördineren overeenkomstig Afdeling I van Hoofdstuk XIV;

2° indien noodzakelijk, de afname van een netgebruiker te onderbreken wanneer deze aan het congestiebeheer deelneemt;

3° een noodsituatie in te roepen overeenkomstig onderafdeling V van Afdeling I van Hoofdstuk XV.

Art. 266. § 1. De modaliteiten voor de onderbreking van de afname voorzien in artikel 265 worden overeengekomen tussen de netbeheerder en :

1° de netgebruiker in het aansluitingscontract; of

2° de toegangsverantwoordelijke in het toegangscontract.

§ 2. In het in § 1, 2°, voorziene geval, levert de toegangsverantwoordelijke het bewijs aan de netbeheerder dat hij deze vermogensonderbreking op het injectie- en/of afnamepunt kan mobiliseren. De netbeheerder beoordeelt de geldigheid van deze mobilisatie op transparante en niet discriminerende basis.

HOOFDSTUK XIV – Coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden

Afdeling I – Basisbeginselen

Art. 267. § 1. De netbeheerder en de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie, bepalen, na raadpleging van de commissie in het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden, onder meer de modaliteiten betreffende deze coördinatie overeenkomstig dit besluit.

§ 2. Het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden voorziet onder meer de volgende procedures :

1° het opstellen van de kalender voor « de indienstname en het buiten gebruik stellen van productie-eenheden » bedoeld in Afdeling III van dit Hoofdstuk;

2° het opstellen van het « revisieplan » bedoeld in Afdeling IV van dit Hoofdstuk;

3° het opstellen van het programma voor het « ter beschikking stellen van productie-eenheden » bedoeld in Afdeling V van dit Hoofdstuk;

4° het opstellen van het « productieplan van de productie-eenheden » bedoeld in Afdeling VI van dit Hoofdstuk; en

5° het neerleggen en het aanpassen van de « dagelijkse toegangsprogramma's » bedoeld in Afdeling VII van dit Hoofdstuk.

§ 3. In overeenkomst met artikel 8 van de wet van 29 april 1999, is de netbeheerder gehouden de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden volgens de bepalingen van dit Hoofdstuk uit te voeren.

§ 4. Indien de netbeheerder tot de bevinding komt dat de productiemiddelen ter beschikking gesteld door de betrokken toegangsverantwoordelijken volgens de bepalingen van dit Hoofdstuk, onvoldoende zijn om een permanent evenwicht te waarborgen tussen vraag en aanbod of om de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net te waarborgen, stelt de netbeheerder hiervan een verslag op dat hij ter kennis geeft aan de commissie en de minister.

Afdeling II – Specifieke bepalingen voor warmtekoppelingseenheden en hernieuwbare energie

Art. 268. § 1. Bij de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden geeft de netbeheerder overeenkomstig artikel 7, 1°, en artikel 11, 3°, van de wet van 29 april 1999, voorrang aan de productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken of warmtekoppeling rekening houdend met de veiligheid van de bevoorrading.

§ 2. Te dien einde en in de mate van het mogelijke rekening houdend met de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net, doet de netbeheerder beroep op de productie-eenheden bedoeld in § 1 op verzoek van de toegangsverantwoordelijken belast met de injectie van deze productie-eenheden.

§ 2. Lors de la préparation de la conduite les moyens visés au § 1^{er} permettent notamment :

1° de coordonner l'appel des unités de production conformément au Chapitre XIV;

2° de prévoir d'interrompre le prélèvement d'un utilisateur du réseau au cas où celui-ci participe à la gestion des congestions;

3° d'invoquer une situation d'urgence conformément à la Sous-Section V de la Section I du Chapitre XV.

§ 3. Lors de la conduite du réseau par le gestionnaire du réseau, les moyens visés au § 1^{er} permettent notamment :

1° de coordonner l'appel des unités de production conformément à la Section I^{re} du Chapitre XIV;

2° d'interrompre, lorsque nécessaire, le prélèvement d'un utilisateur du réseau au cas où celui-ci participe à la gestion des congestions;

3° d'invoquer une situation d'urgence conformément à la Sous-Section V de la Section I^{re} du Chapitre XV.

Art. 266. § 1^{er}. Les modalités de l'interruption du prélèvement visées à l'article 265 sont convenues entre le gestionnaire du réseau et :

1° l'utilisateur du réseau dans le contrat de raccordement; ou

2° le responsable d'accès dans le contrat d'accès.

§ 2. Dans le cas visé au § 1^{er}, 2°, le responsable d'accès fournit au gestionnaire du réseau la preuve qu'il peut mobiliser cette interruption de puissance au point d'injection et/ou de prélèvement. Le gestionnaire du réseau apprécie la validité de cette mobilisation de façon transparente et non discriminatoire.

CHAPITRE XIV – Coördinatie van de productie-eenheden

Section I^{re} – Principes de base

Art. 267. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau et le responsable d'accès chargé de l'injection précisent après consultation de la commission, dans le contrat de coordination de l'appel des unités de production, notamment les modalités concernant cette coordination conformément au présent arrêté.

§ 2. Le contrat de coordination de l'appel des unités de production prévoit notamment les procédures suivantes :

1° l'établissement du calendrier de « mise en service et de désaffectation d'unités de production » visé à la Section III du présent Chapitre;

2° l'établissement du « plan de révision » visé à la Section IV du présent Chapitre;

3° l'établissement du programme pour la « mise à disposition des unités de production » visé à la Section V du présent Chapitre;

4° l'établissement du « plan de production des unités de production » visé à la Section VI du présent Chapitre;

5° le dépôt et l'adaptation des « programmes journaliers d'accès » visés à la Section VII du présent Chapitre.

§ 3. Conformément à l'article 8 de la loi du 29 avril 1999, le gestionnaire du réseau est tenu d'effectuer la coordination de l'appel des unités de production selon les dispositions du présent Chapitre.

§ 4. Si le gestionnaire du réseau découvre que les moyens de production mis à disposition par les responsables d'accès concernés conformément aux dispositions du présent Chapitre sont insuffisants pour garantir un équilibre permanent entre l'offre et la demande ou pour garantir la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, le gestionnaire du réseau dresse un rapport de la situation qu'il présente à la connaissance de la commission et du ministre.

Section II – Dispositions particulières pour les unités de cogénération et énergies renouvelables

Art. 268. § 1^{er}. Lors de la coordination de l'appel des unités de production, le gestionnaire du réseau, conformément à l'article 7, 1°, et à l'article 11, 3°, de la loi du 29 avril 1999, le gestionnaire du réseau donne, compte tenu de la sécurité d'approvisionnement nécessaire, la priorité aux installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables ou aux unités de cogénération.

§ 2. A cette fin, et dans la mesure du possible eu égard à la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, le gestionnaire du réseau fait appel aux unités de production visées au § 1^{er} sur demande des responsables d'accès chargés de l'injection de ces unités de production.

§ 3. De inschakeling van de productie-eenheden bedoeld in § 2 maakt het voorwerp uit van een tarief.

*Afdeling III – Kalender voor
de « indienstname en de sluiting van productie-eenheden »*

Onderafdeling I – Kennisgeving van de kalender

Art. 269. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie geeft jaarlijks aan de netbeheerder kennis van de kalender voor de « indienstname en sluiting van productie-eenheden » voor de productie-eenheden waarvoor hij belast is met de injectie.

Art. 270. De datum van kennisgeving van de kalender bedoeld in artikel 269 en de volledige en exclusieve beschrijving van de voornoemde kalender en de uitvoeringsperiode worden door de netbeheerder, op transparante en niet discriminerende wijze, in het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden bepaald.

Onderafdeling II – Wijziging van de kalender

Art. 271. Na raadpleging van de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie, heeft de netbeheerder het recht om de kalender bedoeld in deze Afdeling tijdens de uitvoeringsperiode van de kalender te wijzigen.

Art. 272. § 1. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie kan tijdens de uitvoeringsperiode van de kalender aan de netbeheerder vragen om de kalender te wijzigen.

§ 2. In het geval bedoeld in § 1, kan de netbeheerder ofwel de kalender binnen een redelijke termijn wijzigen ofwel de wijziging, mits motivering, weigeren.

Art. 273. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie draagt alle kosten die door de netbeheerder ten gevolge van een wijziging aan de kalender gevraagd door de toegangsverantwoordelijke, opgelopen zijn. De netbeheerder vergoedt de kosten door de toegangsverantwoordelijke opgelopen ten gevolge van een wijziging geïnitieerd door de netbeheerder.

Art. 274. § 1. De netbeheerder heeft het recht om, indien noodzakelijk onder meer voor de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net, de ter kennis gebrachte kalender te weigeren.

§ 2. De netbeheerder geeft de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie kennis van zijn weigering, mits motivering.

Onderafdeling III – Behoud van de plichten

Art. 275. Niettegenstaande de wijziging en/of de weigering door de netbeheerder van een deel of het geheel van de kalender, blijft de toegangsverantwoordelijke die belast is met de injectie gehouden aan zijn plichten voorzien door en/of krachtens dit besluit ten opzichte van de netbeheerder en elke andere persoon, voor zover en in de mate waarin de toegangsverantwoordelijke door de wijziging en/of weigering, niet in de onmogelijkheid gebracht wordt om de redelijke middelen te voorzien en in werking te stellen om aan deze plichten te voldoen.

Afdeling IV – Revisieplan

Onderafdeling I – Kennisgeving van het revisieplan

Art. 276. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie geeft de netbeheerder jaarlijks kennis van een « revisieplan » voor de productie-eenheden waarvoor hij met de injectie belast is.

Art. 277. De datum van kennisgeving van het plan bedoeld in artikel 276, de volledige en exclusieve beschrijving van zijn inhoud en de uitvoeringsperiode worden door de netbeheerder, op transparante en niet discriminerende wijze, in het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden bepaald.

Onderafdeling II – Uitvoering van het revisieplan

Art. 278. Het aldus ter kennis gebrachte revisieplan mag de netbeheerder niet in een gehele of gedeeltelijke, tijdelijke of blijvende onmogelijkheid stellen om de in dit besluit bepaalde doeleinden te waarborgen, onder meer rekening houdend met de door de netbeheerder op het net geplande en reeds voorziene tussenkomsten.

Onderafdeling III – Wijzigingen van het revisieplan

Art. 279. § 1. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie kan tijdens de periode van uitvoering van het revisieplan aan de netbeheerder vragen om het revisieplan te wijzigen.

§ 2. In het geval bedoeld in § 1 heeft de netbeheerder het recht om, ofwel het plan binnen een redelijke termijn te wijzigen ofwel de wijziging, mits motivering, te weigeren.

§ 3. L'appel des unités de production visé au § 2 fait l'objet d'un tarif.

*Section III – Calendrier de « mise en service
et de désaffectation d'unités de production »*

Sous-section I^{re} – Notification du calendrier

Art. 269. Le responsable d'accès chargé de l'injection notifie, chaque année, au gestionnaire du réseau le calendrier de « mise en service et désaffectation d'unités de production » pour les unités de production pour lesquelles il est chargé de l'injection.

Art. 270. La date de la notification du calendrier visé à l'article 269, la description exhaustive et exclusive du calendrier précité et sa période d'exécution, sont déterminées par le gestionnaire du réseau, de manière transparente et non discriminatoire, dans le contrat de coordination d'appel des unités de production.

Sous-section II – Modification du calendrier

Art. 271. Après consultation du responsable d'accès chargé de l'injection, le gestionnaire du réseau peut, durant la période d'exécution du calendrier, modifier le calendrier visé à la présente Section.

Art. 272. § 1^{er}. Le responsable d'accès chargé de l'injection est autorisé, durant la période d'exécution du calendrier, à demander au gestionnaire du réseau de modifier le calendrier.

§ 2. Au cas visé au § 1^{er}, le gestionnaire du réseau soit modifie le calendrier dans des délais raisonnables, soit refuse la modification en motivant son refus.

Art. 273. Le responsable d'accès chargé de l'injection est tenu de tous les coûts encourus par le gestionnaire du réseau pour la modification du calendrier demandée par le responsable d'accès. Le gestionnaire du réseau indemnise les coûts encourus par le responsable d'accès suite à une modification initiée par le gestionnaire du réseau.

Art. 274. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau est autorisé, s'il l'estime nécessaire, et notamment en fonction de la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, à refuser le calendrier notifié.

§ 2. Le gestionnaire du réseau notifie son refus au responsable d'accès chargé de l'injection, en motivant son refus.

Sous-section III – Maintien des obligations

Art. 275. Nonobstant la modification et/ou le refus par le gestionnaire du réseau de l'entiereté ou d'une partie du calendrier, le responsable d'accès chargé de l'injection reste tenu de ses obligations prévues par et/ou en vertu du présent arrêté à l'égard du gestionnaire du réseau et à l'égard de toute autre personne, pour autant et dans la mesure où le responsable d'accès n'a pas été mis, suite à la modification et/ou au refus, dans l'impossibilité de prévoir et de mettre en oeuvre les moyens raisonnables afin de satisfaire à ces obligations.

Section IV – Plan de révision

Sous-section I^{re} – Notification du plan de révision

Art. 276. Le responsable d'accès chargé de l'injection notifie chaque année au gestionnaire du réseau un « plan de révision » pour les unités de production pour lesquelles il est chargé de l'injection.

Art. 277. La date de la notification du plan visé à l'article 276, la description exhaustive et exclusive de son contenu et sa période d'exécution sont déterminées par le gestionnaire du réseau, de manière transparente et non discriminatoire, dans le contrat de coordination de l'appel des unités de production.

Sous-section II – Mise en oeuvre du plan de révision

Art. 278. Le plan de révision ainsi notifié ne peut mettre le gestionnaire du réseau dans l'impossibilité, totale ou partielle, temporaire ou définitive, d'assurer les objectifs définis dans le présent arrêté, notamment en tenant compte des interventions sur le réseau que le gestionnaire du réseau a planifiées et prévues.

Sous-section III – Modifications du plan de révision

Art. 279. § 1^{er}. Le responsable d'accès chargé de l'injection peut, durant la période d'exécution du plan de révision, demander au gestionnaire du réseau de modifier le plan de révision.

§ 2. Au cas visé au § 1^{er}, le gestionnaire du réseau est autorisé soit à modifier le plan dans les délais raisonnables, soit à refuser la modification en motivant son refus.

Art. 280. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie is gehouden alle kosten, opgelopen door de netbeheerder ten gevolge van de wijziging aan het plan te dragen. De netbeheerder vergoedt de kosten door de toegangsverantwoordelijke opgelopen ten gevolge van een wijziging geïnitieerd door de netbeheerder.

Onderafdeling IV – Behoud van plichten

Art. 281. Niettegenstaande de wijziging en/of weigering door de netbeheerder van het geheel of gedeelte van het ter kennis gebrachte plan, blijft de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie, gehouden aan zijn plichten voorzien door en/of krachtens dit besluit ten opzichte van de netbeheerder en elke andere persoon, voor zover en in de mate waarin de toegangsverantwoordelijke door de wijziging en/of weigering, niet in de onmogelijkheid gebracht wordt om de redelijke middelen te voorzien en in werking te stellen om aan deze plichten te voldoen.

Afdeling V – Programma voor het ter beschikking stellen van productie-eenheden

Onderafdeling I – Kennisgeving van het programma voor het ter beschikking stellen van productie-eenheden

Art. 282. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie geeft elke week kennis aan de netbeheerder van een programma genoemd « programma voor het ter beschikking stellen van productie-eenheden », voor de productie-eenheden waarvoor hij belast is met de injectie.

Art. 283. De datum van kennisgeving van het programma bedoeld in vorig artikel 282, de volledige en exclusieve beschrijving van zijn inhoud en zijn uitvoeringsperiode worden door de netbeheerder, op transparante en niet discriminerende wijze, bepaald in het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden.

Onderafdeling II – Wijziging van het programma voor het ter beschikking stellen van productie-eenheden

Art. 284. § 1. Na raadpleging van de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie, kan de netbeheerder het programma bedoeld in artikel 282 wijzigen. In dat geval en op verzoek van de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie, motiveert de netbeheerder deze wijziging.

§ 2. De wijziging bedoeld in § 1 kan onder meer slaan op een terbeschikkingstelling van één of meerdere productie-eenheden die als dusdanig niet in het programma bedoeld in artikel 282, ter kennis wordt gegeven en die niet in revisie zijn.

Art. 285. § 1. De netbeheerder heeft het recht om, wanneer hij dat onder meer voor de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net nodig acht, het ter beschikking stellen van één of meerdere productie-eenheden te weigeren, die als beschikbaar waren aangegeven.

§ 2. De netbeheerder geeft kennis van zijn weigering aan de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie en motiveert zijn weigering.

Onderafdeling III – Behoud van plichten

Art. 286. Niettegenstaande de wijziging en/of weigering door de netbeheerder, geheel of gedeeltelijk, van het ter kennis gebrachte programma, blijft de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie, gehouden aan zijn plichten voorzien door en/of krachtens dit besluit ten opzichte van de netbeheerder en elke andere persoon, voor zover en in de mate waarin de toegangsverantwoordelijke door de wijziging en/of weigering, niet in de onmogelijkheid gebracht wordt om de redelijke middelen te voorzien en in werking te stellen om aan deze plichten te voldoen. De netbeheerder vergoedt de kosten door de toegangsverantwoordelijke opgelopen ten gevolge van een wijziging geïnitieerd door de netbeheerder.

Afdeling VI – Productieplan van de productie-eenheden

Onderafdeling I – Kennisgeving van het productieplan van de productie-eenheden

Art. 287. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie geeft elke week aan de netbeheerder kennis van een plan, « productieplan van de productie-eenheden » genaamd, voor de productie-eenheden waarvoor hij belast is met de injectie.

Art. 288. De datum van kennisgeving van het plan bedoeld in artikel 287, de volledige en exclusieve beschrijving van zijn inhoud en zijn uitvoeringsperiode worden door de netbeheerder, op transparante en niet discriminerende wijze, bepaald in het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden.

Art. 280. Le responsable d'accès chargé de l'injection est tenu de tous les coûts encourus par le gestionnaire du réseau par la modification du plan. Le gestionnaire du réseau indemnise les coûts encourus par le responsable d'accès suite à une modification initiée par le gestionnaire du réseau.

Sous-section IV – Maintien des obligations

Art. 281. Nonobstant la modification et/ou du refus par le gestionnaire du réseau de tout ou partie du plan notifié, le responsable d'accès chargé de l'injection reste tenu de ses obligations prévues par et/ou en vertu du présent arrêté à l'égard du gestionnaire du réseau et à l'égard de toute autre personne, pour autant et dans la mesure où le responsable d'accès n'a pas été mis, suite à la modification et/ou au refus, dans l'impossibilité de prévoir et de mettre en oeuvre les moyens raisonnables afin de satisfaire à ces obligations.

Section V – Programme pour la mise à disposition d'unités de production

Sous-section I^{re} - Notification du programme pour la mise à disposition d'unités de production

Art. 282. Le responsable d'accès chargé de l'injection notifie chaque semaine au gestionnaire du réseau un programme dénommé programme pour la « mise à disposition d'unités de production » pour les unités de production pour lesquelles il est chargé de l'injection.

Art. 283. La date de la notification du programme visé à l'article 282, la description exhaustive et exclusive de son contenu et sa période d'exécution sont déterminées par le gestionnaire du réseau, de manière transparente et non discriminatoire, dans le contrat de coordination d'appel des unités de production.

Sous-section II – Modification du programme pour la mise à disposition d'unités de production

Art. 284. § 1^{er}. Après consultation du responsable d'accès chargé de l'injection, le gestionnaire du réseau peut modifier ce programme visé à l'article 282. Dans ce cas, et à la demande du responsable d'accès chargé de l'injection, le gestionnaire du réseau motive cette modification.

§ 2. La modification visée au § 1^{er} peut porter notamment sur la mise à disposition d'une ou plusieurs unités de production qui n'ont pas été notifiées comme telles dans le programme visé à l'article 282 et qui ne sont pas en révision.

Art. 285. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau est autorisé, s'il l'estime nécessaire et ce notamment en fonction de la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, à refuser la mise à disposition d'une ou plusieurs unités de production qui étaient notifiées comme disponibles.

§ 2. Le gestionnaire du réseau notifie son refus au responsable d'accès chargé de l'injection et motive son refus.

Sous-section III – Maintien des obligations

Art. 286. Nonobstant la modification et/ou du refus par le gestionnaire du réseau de tout ou partie du programme notifié, le responsable d'accès chargé de l'injection reste tenu de ses obligations prévues par et/ou en vertu du présent arrêté à l'égard du gestionnaire du réseau et à l'égard de toute autre personne, pour autant et dans la mesure où le responsable d'accès n'a pas été mis, suite à la modification et/ou au refus, dans l'impossibilité de prévoir et de mettre en oeuvre les moyens raisonnables afin de satisfaire à ces obligations. Le gestionnaire du réseau indemnise les coûts encourus par le responsable d'accès suite à une modification initiée par le gestionnaire du réseau.

Section VI – Plan de production des unités de production

Sous-section I^{re} – Notification du plan de production des unités de production

Art. 287. Le responsable d'accès chargé de l'injection notifie chaque semaine au gestionnaire du réseau un plan, dénommé « plan de production des unités de production », pour les unités de production pour lesquelles il est chargé de l'injection.

Art. 288. La date de la notification du plan visé à l'article 287, la description exhaustive et exclusive de son contenu et sa période d'exécution sont déterminées par le gestionnaire du réseau, de manière transparente et non discriminatoire, dans le contrat de coordination d'appel des unités de production.

Onderafdeling II – Wijziging van het productieplan van de productie-eenheden

Art. 289. § 1. Na raadpleging van de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie heeft de netbeheerder het recht om het plan bedoeld in artikel 287 te wijzigen. In dat geval en op verzoek van de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie, motiveert de netbeheerder deze wijziging.

§ 2. De wijziging bedoeld in § 1 kan onder meer invloed hebben op de verplichting van injectie in het net vanuit één of meerdere productie-eenheden die geen deel uitmaken van het programma bedoeld in artikel 287 en die niet in herziening zijn.

Art. 290. § 1. De netbeheerder heeft het recht om, wanneer hij dat noodzakelijk acht, onder meer voor de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net, de injectie van de gehele of gedeeltelijke productie van één of meerdere productie-eenheden die van hoger vermeld plan deel uitmaakten, te weigeren.

§ 2. De netbeheerder geeft kennis van zijn weigering aan de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie en motiveert zijn weigering.

Onderafdeling III – Behoud van plichten

Art. 291. Niettegenstaande de wijziging en/of weigering door de netbeheerder, geheel of gedeeltelijk, van het ter kennis gebrachte programma, blijft de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie, gehouden aan zijn plichten voorzien door en/of krachtens dit besluit ten opzichte van de netbeheerder en elke andere persoon, voor zover en in de mate waarin de toegangsverantwoordelijke door de wijziging en/of weigering, niet in de onmogelijkheid gebracht wordt om de redelijke middelen te voorzien en in werking te stellen om aan deze plichten te voldoen. De netbeheerder vergoedt de kosten door de toegangsverantwoordelijke opgelopen ten gevolge van een wijziging geïnitieerd door de netbeheerder.

Afdeling VII – Neerlegging van het dagelijks toegangsprogramma en van het dagelijks coördinatieprogramma

Onderafdeling I – Neerlegging van de programma's

Art. 292. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie dient bij de netbeheerder het dagelijks toegangsprogramma en het dagelijks coördinatieprogramma in, voor de productie-eenheden waarvoor hij belast is met de injectie.

Onderafdeling II – Aanpassing van het dagelijks toegangsprogramma

Art. 293. § 1. De netbeheerder heeft het recht om de dagelijkse toegangsprogramma's aan te passen op basis van de beschikbare aanpassingen, opgesomd in het dagelijks coördinatieprogramma voorzien in Hoofdstuk XII van deze Titel.

§ 2. De toegangsverantwoordelijke is door de netbeheerder gehouden de aangevraagde aanpassingen uit te voeren overeenkomstig § 1 en overeenkomstig het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden.

§ 3. De aanpassingen bedoeld in § 2 maken het voorwerp uit van een afrekening tussen de betrokken toegangsverantwoordelijke en de netbeheerder op basis van een mededingingsprocedure en/of een aanbesteding.

Art. 294. In het geval dat de beschikbare aanpassingen op de productie-eenheden bedoeld in artikel 228, niet voldoende zijn om de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net te handhaven, zijn de door de netbeheerder op objectieve, transparante en niet discriminerende wijze aangeduide producenten gehouden de door hem bepaalde aanpassingen tegen redelijke kostprijs ter beschikking te stellen aan de netbeheerder.

Onderafdeling III – Behoud van plichten

Art. 295. Niettegenstaande de aanpassing door de netbeheerder van een geheel of gedeelte van de dagelijkse programma's bedoeld in artikel 292, blijft de toegangsverantwoordelijke, belast met de injectie, gehouden aan zijn plichten voorzien door en/of krachtens dit besluit ten opzichte van de netbeheerder, voor zover en in de mate waarin de toegangsverantwoordelijke door de wijziging en/of weigering, niet in de onmogelijkheid gebracht wordt om de redelijke middelen te voorzien en in werking te stellen om aan deze plichten te voldoen.

Sous-section II – Modification du plan de production des unités de production

Art. 289. § 1^{er}. Après consultation du responsable d'accès chargé de l'injection, le gestionnaire du réseau est autorisé à modifier le plan visé à l'article 287. Dans ce cas et à la demande du responsable d'accès chargé de l'injection, le gestionnaire du réseau motive cette modification.

§ 2. La modification visée au § 1^{er} peut porter notamment sur l'obligation d'injection dans le réseau au départ d'une ou plusieurs unités de production qui ne faisaient pas partie du programme visé à l'article 287 et qui ne sont pas en révision.

Art. 290. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau est autorisé, s'il l'estime nécessaire notamment en fonction de la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, à refuser d'injecter tout ou partie de la production d'une ou plusieurs unités de production qui faisaient partie du plan précité.

§ 2. Le gestionnaire du réseau notifie son refus au responsable d'accès chargé de l'injection et motive son refus.

Sous-section III – Maintien des obligations

Art. 291. Nonobstant la modification et/ou le refus par le gestionnaire du réseau de tout ou partie du programme notifié, le responsable d'accès chargé de l'injection reste tenu de ses obligations prévues par et/ou en vertu du présent arrêté à l'égard du gestionnaire du réseau et à l'égard de toute autre personne, pour autant et dans la mesure où le responsable d'accès n'a pas été mis, suite à la modification et/ou au refus, dans l'impossibilité de prévoir et de mettre en œuvre les moyens raisonnables afin de satisfaire à ces obligations. Le gestionnaire du réseau indemnise les coûts encourus par le responsable d'accès suite à une modification initiée par le gestionnaire du réseau.

Section VII – Dépôt du programme journalier d'accès et du programme journalier de coordination

Sous-section I^{re} – Dépôt des programmes

Art. 292. Le responsable d'accès chargé de l'injection dépose auprès du gestionnaire du réseau le programme journalier d'accès et le programme journalier de coordination, pour les unités de production pour lesquelles il est chargé de l'injection.

Sous-section II – Adaptation du programme journalier d'accès

Art. 293. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau est autorisé à adapter les programmes journaliers d'accès sur base des adaptations disponibles énumérées dans le programme journalier de coordination visé au Chapitre XII du présent Titre.

§ 2. Le responsable d'accès est tenu d'exécuter les adaptations demandées par le gestionnaire du réseau conformément au § 1^{er} et conformément au contrat de coordination d'appel des unités de production.

§ 3. Les adaptations visées au § 2 font l'objet d'un décompte entre le responsable d'accès concerné et le gestionnaire du réseau par procédure de mise en concurrence et/ou par appel d'offres.

Art. 294. Au cas où les adaptations disponibles sur les unités de production visées à l'article 228 ne sont pas suffisantes pour maintenir la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau les producteurs désignés par le gestionnaire du réseau de manière objective, transparente et non discriminatoire, sont tenus de mettre à la disposition du gestionnaire du réseau, à prix de revient raisonnable, les adaptations déterminées par celui-ci.

Sous-section III – Maintien des obligations

Art. 295. Nonobstant l'adaptation par le gestionnaire du réseau de tout ou partie des programmes journaliers visés à l'article 292, le responsable d'accès chargé de l'injection reste tenu de respecter ses obligations prévues par et/ou en vertu du présent arrêté à l'égard du gestionnaire du réseau, pour autant et dans la mesure où le responsable d'accès n'a pas été mis, suite à la modification et/ou au refus, dans l'impossibilité de prévoir et de mettre en œuvre les moyens raisonnables afin de satisfaire à ces obligations.

Onderafdeling IV – Controle

Art. 296. De netbeheerder controleert of de vermogens die door de toegangsverantwoordelijke ter kennis gegeven werden groter of gelijk zijn aan de afnamen op kwartierbasis met betrekking tot deze toegangsverantwoordelijke voor wat betreft :

- 1° de kalender voor de indienstname en sluiting van productie-eenheden;
- 2° het revisieplan;
- 3° het programma voor het ter beschikking stellen van productie-eenheden; en
- 4° het productieplan.

Art. 297. De netbeheerder voert de controle van de in artikel 296 bedoelde vermogens uit, hierbij onder meer rekening houdend met de toewijzing bedoeld in artikel 194.

HOOFDSTUK XV – Exploitatie van het net

Afdeling I – Algemene beginselen

Onderafdeling I – Tussenkomsten en schakelingen van de netgebruiker

Art. 298. § 1. De tussenkomsten en de schakelingen van de netgebruiker die de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net beïnvloeden, kunnen enkel uitgevoerd worden mits het voorafgaandelijk akkoord van de netbeheerder.

§ 2. In geval de netbeheerder weigert zijn akkoord te geven, geeft hij kennis van zijn gemotiveerde weigering aan de netgebruiker.

Onderafdeling II – Gegevensuitwisseling

Art. 299. Een uitwisseling in reële tijd van gegevens met betrekking tot de standen van de schakelaars en de metingen van het actief en het reactief vermogen heeft continu plaats tussen de netbeheerder en de netgebruiker volgens de in het aansluitingscontract bepaalde modaliteiten.

Onderafdeling III – Abnormale werking

Art. 300. De netgebruiker deelt aan de netbeheerder onverwijld alle informatie mee betreffende de abnormale werking van zijn installaties die onmiddellijk of op termijn de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net kan beïnvloeden. Hij verstrekt onverwijld iedere door de netbeheerder gevraagde bijkomende informatie.

Art. 301. De netbeheerder deelt onverwijld en onder voorbehoud van vertrouwelijkheid overeenkomstig Titel I, aan de betrokken netgebruikers de relevante informatie mee waarover hij beschikt met betrekking tot een abnormale werking van het net rekening houdend met de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net.

Art. 302. § 1. De door de netbeheerder genomen maatregelen, die noodzakelijk zijn om de uitbreiding van een storing, om een abnormale werking of om een kritische situatie met betrekking tot de installaties van de netgebruiker te vermijden, hebben de voorkeur.

§ 2. Niettegenstaande de uitvoering van de in § 1 bedoelde maatregelen, blijft de netgebruiker gehouden zijn rechten en plichten voorzien door dit besluit en/of krachtens de contracten met de netbeheerder afgesloten, na te leven.

Onderafdeling IV – Interventiemaatregelen in geval van een noodsituatie

Art. 303. In geval van een noodsituatie zoals bepaald in artikel 19 van dit besluit of bij een meervoudige incidentsituatie die niet opgenomen is in de voorbereiding van het exploitatieprogramma en die door toepassen van de regels van de kunst aangepast aan de omstandigheden met de middelen die ter beschikking staan van de netbeheerder, niet kan hersteld worden, ongeacht of deze door de netbeheerder zelf, een netgebruiker, een toegangs-verantwoordelijke, een andere netbeheerder of elke andere betrokken persoon wordt ingeroepen, beoordeelt de netbeheerder deze situatie en kan hij, alle nodige handelingen ondernemen rekening houdend met dit besluit, en in het bijzonder :

- 1° de levering van actief vermogen van de productie-eenheden wijzigen;
- 2° de levering van reactief vermogen van de productie-eenheden wijzigen;
- 3° het wijzigen of onderbreken van de afnamen op de afnamepunten volgens de contractuele bepalingen overeengekomen tussen de netbeheerder en de betrokken netgebruiker of de door hem aangeduide toegangs-verantwoordelijke;

Sous-section IV – Contrôle

Art. 296. Le gestionnaire du réseau contrôle si les capacités qui ont été notifiées par le responsable d'accès sont supérieures ou égales aux prélèvements à l'échelle du quart d'heure relatifs à ce responsable d'accès en ce qui concerne :

- 1° le calendrier de mise en service et de désaffectation d'unités de production;
- 2° le plan de révision;
- 3° le programme de mise à disposition des unités de production; et
- 4° le plan de production.

Art. 297. Le gestionnaire du réseau effectue le contrôle des capacités visées à l'article 296 en tenant compte notamment de l'attribution visée à l'article 194.

CHAPITRE XV – Conduite du réseau

Section I^e – Dispositions générales

Sous-section I – Interventions et manœuvres de l'utilisateur du réseau

Art. 298. § 1^{er}. Les interventions et manœuvres de l'utilisateur du réseau qui influencent la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau ne peuvent être effectuées sans l'accord préalable du gestionnaire du réseau.

§ 2. Au cas où le gestionnaire du réseau refuse de marquer son accord, il notifie son refus motivé à l'utilisateur du réseau.

Sous-section II – Echange de données

Art. 299. Un échange de données sur la position des engins et les mesures de la puissance active et réactive a lieu en temps réel et en permanence entre le gestionnaire du réseau et l'utilisateur du réseau selon les modalités définies dans le contrat de raccordement.

Sous-section III – Fonctionnement anormal

Art. 300. L'utilisateur du réseau communique sans délai au gestionnaire du réseau toute information concernant le fonctionnement anormal de ses installations qui peut influencer immédiatement ou à terme la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau. Il fournit sans délai tout complément d'information demandé par le gestionnaire du réseau.

Art. 301. Le gestionnaire du réseau communique sans délais, et sous réserve de confidentialité conformément au Titre I^{er}, aux utilisateurs de réseau concernés, l'information pertinente dont il a connaissance et relative à un fonctionnement anormal du réseau eu égard à la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau.

Art. 302. § 1^{er}. Les mesures prises par le gestionnaire du réseau, qui sont nécessaires pour empêcher la propagation d'une perturbation, d'un fonctionnement anormal ou d'une situation critique relatives aux installations de l'utilisateur de réseau, sont prioritaires.

§ 2. Nonobstant la mise en oeuvre des mesures visées au § 1^{er}, l'utilisateur du réseau reste tenu de respecter ses droits et obligations prévus par le présent arrêté et/ou en vertu des contrats conclus avec le gestionnaire du réseau.

Sous-section IV – Mesures d'intervention en cas de situation d'urgence

Art. 303. En cas de situation d'urgence tel que définie à l'article 19 du présent arrêté, ou lors d'une situation d'incidents multiples qui n'est pas reprise dans la préparation du programme d'exploitation et qui, malgré l'application des règles de l'art adaptées aux circonstances avec les moyens dont dispose le gestionnaire du réseau, ne peut être rétablie, que celle-ci soit invoquée par le gestionnaire du réseau lui-même, un utilisateur du réseau, un responsable d'accès, un autre gestionnaire de réseau ou toute autre personne concernée, le gestionnaire du réseau évalue cette situation et peut entreprendre toute action nécessaire, et en particulier :

- 1° modifier la fourniture de puissance active des unités de production;
- 2° modifier la fourniture de puissance réactive des unités de production;
- 3° modifier ou interrompre les prélèvements aux points de prélèvement selon les dispositions contractuelles convenues entre le gestionnaire du réseau et l'utilisateur du réseau concerné ou le responsable d'accès désigné par celui-ci;

4° de verbindingen met andere netten in de regelzone onderbreken;

5° de verbindingen met buitenlandse netten onderbreken; en

6° indien hij het nodig acht, de reddingscode in werking te stellen overeenkomstig Afdeling I van Hoofdstuk XVI en, inzonderheid de afnamen, wijzigingen of onderbreken volgens het afschakelplan.

Art. 304. De maatregelen genomen krachtens artikel 303 :

1° zijn tijdelijk;

2° zijn prioritair en kunnen door de netbeheerder op elk moment en zonder voorafgaande kennisgeving gewijzigd worden zolang de noodsituatie aanhoudt; en

3° worden zonder verwijl ter kennis gebracht van de commissie en maken het voorwerp uit van een specifiek verslag van de netbeheerder dat aan de commissie en de Minister wordt meegedeeld.

Afdeling II - Consignes voor exploitatie van productie-eenheden

Art. 305. § 1. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie is verplicht beroep te doen op productie-eenheden overeenkomstig dit besluit.

§ 2. Hij deelt onverwijld aan de netbeheerder alle informatie mee die de procedures voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden kan beïnvloeden.

Art. 306. Iedere toegangsverantwoordelijke belast met de injectie maakt aan de productie-eenheden waarvoor hij belast is met de injectie, de werkingsconsignes over. Hij geeft er gelijktijdig een kopij van aan de netbeheerder.

Art. 307. § 1. Indien de netbeheerder oordeelt dat alle of een gedeelte van de consignes bedoeld in het artikel 306 de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net in het gedrang kunnen brengen, deelt hij aan de toegangsverantwoordelijke belast met de injectie de wijzigingen van de consignes mee die deze laatste onverwijld door de betrokken productie-eenheden moet laten toepassen, overeenkomstig het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden.

§ 2. De toepassing van § 1 ontslaat de netgebruikers niet van hun plichten voorzien in dit besluit en/of krachtens de met de netbeheerder afgesloten contracten.

§ 3. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie is gehouden de kosten, opgelopen door de netbeheerder, te dragen in het geval deze consignes afwijken van het dagelijkse toegangsprogramma van deze toegangsverantwoordelijke.

Afdeling III - Reserve

Art. 308. De toegangsverantwoordelijke belast met de injectie brengt de netbeheerder binnen de drie minuten na het uitvallen van de productie-eenheid waarvoor hij belast is met de injectie, op de hoogte van het niet-geprogrammeerd, individueel, volledig of gedeeltelijk uitvallen van deze productie-eenheid waarbij hij de redenen en zijn beste vooruitzichten over de duur van de uitval meedeelt.

Art. 309. De reserve beschikbaar door een toegang op één of meerdere verbindingen met de buitenlandse netten wordt volgens de procedure voorzien in het toegangscontract opgestart.

Afdeling IV - Regeling van de spanning en van het reactief vermogen

Art. 310. § 1. De netbeheerder deelt aan de betrokken productie-eenheden de stelwaarden (of consignes) mee bestemd voor de regeling van de spanning en van het te injecteren of af te nemen reactief vermogen voor de regelende en niet regelende eenheden.

§ 2. De technische middelen aangewend voor de mededeling bedoeld in § 1 worden door de netbeheerder in het contract voor ondersteunende diensten bepaald.

Art. 311. Deze stelwaarden (of consignes) kunnen niet worden gewijzigd zonder voorafgaandelijk akkoord van de netbeheerder.

HOOFDSTUK XVI - Reddings- en heropbouwcodes

Afdeling I - Reddingscode

Art. 312. § 1. De netbeheerder stelt de reddingscode op die, in voorkomend geval, in het aansluitingscontract, het toegangscontract, het contract voor ondersteunende diensten of het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden wordt opgenomen. Hij deelt de reddingscode en zijn wijzigingen aan de commissie mee.

4° interrompre les interconnexions avec les autres réseaux dans la zone de réglage;

5° interrompre les interconnexions avec les réseaux étrangers;

6° s'il estime nécessaire, enclencher le code de sauvegarde conformément à la Section I du Chapitre XVI et, en particulier modifier ou interrompre les prélèvements selon le plan de délestage.

Art. 304. Les mesures prises en vertu de l'article 303 :

1° sont temporaires;

2° sont prioritaires, et peuvent être modifiées à tout moment et sans préavis par le gestionnaire du réseau tant que la situation d'urgence persiste;

3° sont notifiées à la commission dans les meilleurs délais et font l'objet de la part du gestionnaire du réseau d'un rapport spécifique transmis à la commission et au Ministre.

Section II - Consignes en exploitation pour les unités de production

Art. 305. § 1^{er}. Le responsable d'accès chargé de l'injection est tenu de faire appel aux unités de production conformément au présent arrêté.

§ 2. Il communique sans délai au gestionnaire du réseau toutes les informations qui peuvent influencer les procédures de coordination pour l'appel des unités de production.

Art. 306. Chaque responsable d'accès chargé de l'injection transmet aux unités de production pour lesquelles il est chargé de l'injection les consignes de fonctionnement. Il en communique simultanément une copie au gestionnaire du réseau.

Art. 307. § 1^{er}. Lorsque le gestionnaire du réseau estime que l'entière ou une partie des consignes visées à l'article 306 peut porter préjudice à la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, il communique au responsable d'accès chargé de l'injection les modifications à ces consignes que celui-ci doit faire appliquer sans délai par les unités de production concernées, conformément au contrat de coordination de l'appel des unités de production.

§ 2. L'application du § 1^{er} n'exonère pas les utilisateurs du réseau de leurs obligations prévues par le présent arrêté et/ou en vertu des contrats conclus avec le gestionnaire du réseau.

§ 3. Le responsable d'accès chargé de l'injection est tenu des frais encourus par le gestionnaire du réseau au cas où ces consignes s'écarteraient du programme journalier d'accès de ce responsable d'accès.

Section III - Réserve

Art. 308. Le responsable d'accès chargé de l'injection communique au gestionnaire du réseau, dans les trois minutes de l'arrêt de l'unité de production pour laquelle il est chargé de l'injection, tout arrêt non programmé, individuel, complet ou partiel de cette unité de production en précisant la raison ainsi que la meilleure prévision pour la durée de l'arrêt.

Art. 309. La réserve disponible par un accès à une ou plusieurs interconnexions avec les réseaux étrangers est activée selon la procédure prévue au contrat d'accès.

Section IV - Réglage de la tension et de la puissance réactive

Art. 310. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau communique aux unités de production concernées les consignes destinées au réglage de la tension et de la puissance réactive à injecter ou à prélever au réseau pour les unités réglantes et non réglantes.

§ 2. Les moyens techniques à mettre en œuvre pour la communication visée au § 1^{er} sont déterminés par le gestionnaire du réseau dans le contrat de services auxiliaires.

Art. 311. Ces consignes ne peuvent être modifiées sans l'accord préalable du gestionnaire du réseau.

CHAPITRE XVI - Codes de sauvegarde et de reconstitution

Section I^{re} - Code de sauvegarde

Art. 312. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau établit le code de sauvegarde qui est repris, le cas échéant, dans le contrat de raccordement, le contrat d'accès, le contrat de services auxiliaires ou le contrat de coordination d'appel des unités de production. Il notifie le code de sauvegarde, ainsi que ses modifications, à la commission.

§ 2. De reddingscode bepaalt onder meer de operationele procedures die toepasselijk zijn voor de toegangsverantwoordelijken, de netgebruikers en de andere netbeheerders in het geval bedoeld in artikel 303 en dit met het oog op, het waarborgen in de mate van het mogelijke, van de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net.

§ 3. De reddingscode stelt onder meer dat op het eerste verzoek van de netbeheerder, alle beschikbare productie-eenheden op elk moment door de toegangsverantwoordelijke moeten geactiveerd kunnen worden teneinde :

- 1° de levering van reactief vermogen te wijzigen;
- 2° de levering van actief vermogen te wijzigen.

§ 4. Indien, op basis van informatie waarover hij beschikt, de bepalingen voorzien in de § 3 de netbeheerder niet toelaten om de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het net te behouden, beslist deze over de toe te passen beleidslijn en heeft deze het recht om onder meer :

- 1° de afnamen te wijzigen of te onderbreken volgens het afschakelplan;
- 2° de verbindingen met buitenlandse netten te onderbreken;
- 3° de verbindingen met andere netten van de regelzone te onderbreken;
- 4° in voorkomend geval, de onverwijld toepassing van artikel 32 van de wet van 29 april 1999 te eisen.

§ 5. Op voorstel van de netbeheerder en na advies van de commissie en in overleg met de Minister van Economische Zaken, bepaalt de minister het afschakelplan voorzien in § 4, 1°.

De maatregelen vastgesteld in het kader van het afschakelplan mogen omvatten :

- 1° de verplichting voor de netbeheerder :
 - a) de afnames geheel of gedeeltelijk te onderbreken; een prioritaire lijst wordt opgesteld in het plan;
 - b) de verbindingen met buitenlandse netten te onderbreken;
 - c) de verbindingen met andere netten in de regelzone te onderbreken;
- 2° de verplichting voor de verbruikers of bepaalde categorieën van verbruikers, in gehele land of bepaalde delen ervan, de elektriciteit die zij afnemen van het net te verminderen binnen de vooropgestelde limieten;
- 3° het verbod elektriciteit te gebruiken voor bepaalde doeleinden.

De netbeheerder waarschuwt de betrokken ministers van de door deze zelfde paragraaf bedoelde maatregelen.

§ 6. De maatregelen bedoeld in § 5 moeten worden toegepast, hetzij in het gehele land, hetzij in een deel ervan overeenkomstig volgende criteria :

- 1° het invloedsniveau van de getroffen maatregelen;
- 2° de lokalisering van het probleem;
- 3° de graad van preventie en beveiliging;
- 4° in de mate van het mogelijke, het behoud van de integriteit van het net.

§ 7. De maatregelen bedoeld in § 5 moeten, voor wat betreft de primordiale behoeften van de natie die elektrische energie vereisen, in orde van prioriteit, het volgende klassement respecteren :

- 1° de ziekenhuizen en verzorgingscentra;
- 2° de klanten van de openbare distributie die overeenkomstig artikel 21 van de elektriciteitswet van 29 april 1999 genieten van een verplichting van openbare dienst;
- 3° de consumenten of categorieën van consumenten die genieten van een voorrangregime overeenkomstig de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 8. De Minister legt de modaliteiten met betrekking tot de aankondiging van de beperkende maatregelen bedoeld in § 5 bevolen door de netbeheerder vast, zonder dat de termijnen vereist voor deze publicatie echter de toepassing van de maatregelen kunnen opschorten of vertragen.

Art. 313. De reddingscode kan op elk moment door de netbeheerder worden gewijzigd. De aldus aangebrachte wijzigingen hebben slechts uitwerking op het ogenblik van de kennisgeving van deze wijzigingen door de netbeheerder aan de partijen met wie hij een contract heeft afgesloten, zoals bedoeld in artikel 312, § 1.

§ 2. Le code de sauvegarde fixe notamment les procédures opérationnelles applicables aux responsables d'accès, aux utilisateurs du réseau et aux autres gestionnaires de réseau dans le cas visé à l'article 303, et ce dans le but d'assurer, dans la mesure du possible, la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau.

§ 3. Le code de sauvegarde établit notamment qu'à la première demande du gestionnaire du réseau toutes les unités de production disponibles doivent pouvoir être activées à tout moment par le responsable d'accès afin de :

- 1° modifier la fourniture de puissance réactive;
- 2° modifier la fourniture de puissance active.

§ 4. Si, sur base des informations dont il dispose, les dispositions prévues au § 3 ne permettent pas au gestionnaire de réseau de sauvegarder la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau, celui-ci décide de la ligne de conduite à adopter et est autorisé notamment à :

- 1° modifier ou interrompre les prélèvements selon le plan de délestage;
- 2° interrompre les interconnexions avec les réseaux étrangers;
- 3° interrompre les interconnexions avec les autres réseaux dans la zone de réglage;
- 4° réclamer, le cas échéant, l'application sans délai de l'article 32 de la loi du 29 avril 1999.

§ 5. Sur proposition du gestionnaire du réseau et après avis de la commission et en concertation avec le Ministre de l'économie, le ministre arrête le plan de délestage visé au § 4, 1°.

Les mesures arrêtées dans le cadre du plan de délestage peuvent comporter :

- 1° l'obligation pour le gestionnaire du réseau :
 - a) d'interrompre tout ou partie des prélèvements; une liste prioritaire est dressée dans ce plan;
 - b) d'interrompre les interconnexions avec les réseaux étrangers;
 - c) d'interrompre les interconnexions avec les autres réseaux dans la zone de réglage.
- 2° l'obligation pour les consommateurs ou pour certaines catégories d'entre eux, dans l'ensemble du pays ou dans certaines parties de celui-ci, de réduire dans des limites déterminées, l'électricité qu'ils prélèvent au réseau;
- 3° l'interdiction d'utiliser l'électricité à certaines fins.

Le gestionnaire du réseau avertit les ministres concernés des mesures visées à ce même paragraphe.

§ 6. Les mesures visées au § 5 doivent être appliquées, soit dans l'ensemble du pays, soit dans une partie de celui-ci suivant les critères suivants :

- 1° le degré d'influence des mesures prises;
- 2° la localisation du problème;
- 3° le degré de prévention et préservation;
- 4° le maintien autant que faire se peut de l'intégrité du réseau.

§ 7. Les mesures visées au § 5 doivent respecter en ce qui concerne les besoins primordiaux de la nation qui requièrent de l'énergie électrique, dans l'ordre de priorité, le classement suivant :

- 1° les hôpitaux et centres de soin;
- 2° les clients de la distribution publique bénéficiant d'une obligation de service public conformément à l'article 21 de la loi électricité du 29 avril 1999;
- 3° les consommateurs ou catégories de consommateurs bénéficiant d'un régime de priorité conformément à la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix et à ses arrêtés d'exécution.

§ 8. Le Ministre fixe les modalités relatives à l'avertissement des mesures de restriction visées au § 5 décrétées par le gestionnaire du réseau sans toutefois que les délais exigés par cette publication puissent suspendre ou retarder l'application des mesures.

Art. 313. Le code de sauvegarde peut être modifié à tout moment par le gestionnaire du réseau. Les modifications ainsi apportées ne sortent leurs effets qu'au moment de la notification de ces modifications par le gestionnaire du réseau aux parties avec lesquelles il a conclu un contrat visé à l'article 312, § 1^{er}.

Afdeling II – Heropbouwcode

Art. 314. § 1. De netbeheerder stelt de heropbouwcode op, na raadpleging van de commissie, die, in voorkomend geval, in de contracten bedoeld in artikel 312, § 1 opgenomen wordt. De heropbouwcode en zijn wijzigingen worden aan de commissie meegedeeld.

§ 2. De heropbouwcode legt onder meer de operationele procedures vast die toepasselijk zijn op de toegangsverantwoordelijken, op de netgebruikers en op de andere netbeheerders, wanneer het geheel of een deel van het elektrisch systeem heropgebouwd moet worden.

§ 3. De heropbouwcode stelt onder meer dat, op het eerste verzoek van de netbeheerder, alle beschikbare productie-eenheden op elk moment door de toegangsverantwoordelijke opgestart moeten kunnen worden teneinde :

- 1° een toevoer van reactief vermogen te leveren;
- 2° een toevoer van actief vermogen te leveren.

§ 4. Op basis van informatie waarover hij beschikt, heeft de netbeheerder het recht om op elk moment geheel of gedeeltelijk één of meerdere afnamen te herstellen en/of te onderbreken met het oog op het zo snel mogelijk heropbouwen van de integriteit van het elektrisch systeem die de bepalingen voorzien in artikel 312 niet toelaten te redden en, in voorkomend geval, zonder uitstel de toepassing van artikel 32 van de wet van 29 april 1999 te vragen.

Art. 315. De heropbouwcode kan op elk moment door de netbeheerder worden gewijzigd. De aldus aangebrachte wijzigingen hebben slechts invloed op het ogenblik van de kennisgeving van deze wijzigingen door de netbeheerder aan de partijen met wie hij een contract heeft afgesloten zoals bedoeld in artikel 312, § 1.

Afdeling III – Simulatie en periodieke test

Art. 316. De netbeheerder heeft het recht om, in overleg met alle betrokken partijen en op kosten van de netbeheerder door simulatie en testprocedures, de efficiëntie te controleren van :

- 1° de procedures vervat in de reddingscode; en
- 2° de procedures vervat in de heropbouwcode.

HOOFDSTUK XVII – Warmtekrachtkoppelingseenheden en productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken

Art. 317. § 1. In afwijking van de bepalingen van het artikel 157, genieten de productie-eenheden die hernieuwbare energiebronnen en warmtekrachtkoppelingseenheden gebruiken, teneinde bij te dragen aan hun bevordering, van een tolerantie­marge met betrekking tot het evenwicht, geplaatst tussen het maximum en minimum niveau, dat afhangt van :

- 1° het soort van productie-eenheid;
- 2° de injectie van actief vermogen in het net; en
- 3° van P_{nom} van de productie-eenheid en van de plaats.

§ 2. Voor het overige gedraagt de toegangsverantwoordelijke zich conform aan de bepalingen voorzien in dit besluit en/of in gesloten contracten die op deze van toepassing zijn en, in voorkomend geval, met elke richtlijn van de netbeheerder, die in gezamenlijk overleg met de betrokken netgebruikers wordt bepaald.

Art. 318. § 1. Elke compensatie van een eventueel onevenwicht buiten het kader van de tolerantie­marge bedoeld in artikel 317, op schaal van kwartieren, is voor rekening van de betrokken toegangsverantwoordelijke, op basis van een tarief dat aan de voorwaarden in artikel 12 van de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten beantwoordt.

§ 2. Elke compensatie van een onevenwicht ten gevolge van een eventueel tekort aan productie van een installatie van warmtekrachtkoppeling van minder dan 20 MW of van een lokale productie maakt het voorwerp uit van een tarief.

Art. 319. De netbeheerder geeft, overeenkomstig artikel 11, 3°, van de wet van 29 april 1999, voorrang aan productie-installaties die hernieuwbare energiebronnen en warmtekrachtkoppelingseenheden gebruiken, rekening houdend met zekerheid van bevoorrading.

Section II – Code de reconstitution

Art. 314. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau établit le code de reconstitution après consultation de la commission lequel est repris, le cas échéant, dans les contrats visés à l'article 312, § 1^{er}. Le code de reconstitution, ainsi que ses modifications, sont notifiés à la commission.

§ 2. Le code de reconstitution fixe notamment les procédures opérationnelles applicables aux responsables d'accès, aux utilisateurs du réseau et aux autres gestionnaires de réseau lorsque l'entièreté ou une partie du système électrique doit être reconstituée.

§ 3. Le code de reconstitution établit notamment qu'à la première demande du gestionnaire du réseau toutes les unités de production mobilisables doivent pouvoir à tout moment être activées par le responsable d'accès afin de :

- 1° fournir un approvisionnement de puissance réactive;
- 2° fournir un approvisionnement de puissance active.

§ 4. Sur base des informations dont il dispose, le gestionnaire du réseau est autorisé à rétablir et/ou interrompre à tout moment, tout ou partie d'un ou de plusieurs prélèvements en vue de reconstituer dans les meilleurs délais l'intégrité du système électrique que les dispositions prévues à l'article 312 ne permettent pas de sauvegarder et, le cas échéant, suggérer l'application sans délai de l'article 32 de la loi du 29 avril 1999.

Art. 315. Le code de reconstitution peut être modifié à tout moment par le gestionnaire du réseau. Les modifications ainsi apportées ne sortent leurs effets qu'au moment de la notification de ces modifications par le gestionnaire du réseau aux parties avec lesquelles il a conclu un contrat visé à l'article 312, § 1^{er}.

Section III – Simulation et essai périodique

Art. 316. Le gestionnaire du réseau a le droit, en concertation avec toutes les parties concernées et aux frais du gestionnaire du réseau, par des procédures de simulation et d'essai, de contrôler l'efficacité :

- 1° des procédures de sauvegarde; et
- 2° des procédures de reconstitution.

CHAPITRE XVII – Unités de cogénération et installations de productions qui utilisent des sources d'énergie renouvelables

Art. 317. § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 157, les unités de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables et les unités de cogénération jouissent, aux fins de contribuer à leur promotion d'une plage de tolérance relative à l'équilibre, située entre un niveau maximum et minimum, qui dépend :

- 1° du type de l'unité de production; et
- 2° de l'injection de puissance active dans le réseau; et
- 3° du P_{nom} de l'unité de production et du site.

§ 2. Pour le surplus, le responsable d'accès se conforme aux dispositions prévues dans cet arrêté et/ou aux contrats passés en application de celui-ci et, le cas échéant, à toute instruction du gestionnaire du réseau élaborée en consultation avec les utilisateurs du réseau concernés.

Art. 318. § 1^{er}. Toute compensation d'un déséquilibre éventuel en dehors de la plage de tolérance visée à l'article 317, à l'échelle du quart d'heure est à charge du responsable d'accès concerné, sur base d'un tarif qui répond aux conditions de l'article 12 de la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Toute compensation d'un déséquilibre résultant d'un déficit éventuel de production d'une installation de cogénération de qualité de moins de 20 MW ou d'une production locale fait l'objet d'un tarif.

Art. 319. Le gestionnaire du réseau donne, conformément à l'article 11, 3°, de la loi du 29 avril 1999, la priorité aux installations de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables et aux unités de cogénération, en tenant compte de la sécurité d'approvisionnement.

TITEL V – Tellingen en metingen**HOOFDSTUK I – Meetuitrustingen****Afdeling I – Algemene beginselen**

Art. 320. § 1. De meetuitrustingen bedoeld in deze Titel zijn de uitrustingen waarop de netbeheerder een controle dient uit te oefenen teneinde de exploitatie van het transmissienet te verzekeren, alsook de facturatie in het kader van zijn taken.

§ 2. De meetuitrustingen moeten conform zijn met de technische criteria, met de regels die betrekking hebben op de inwerkingstelling, het gebruik, het doorgeven van meetgegevens en met de toegang tot installaties, voorzien in deze Titel.

§ 3. Het aansluitingscontract regelt de manier waarop de telling wordt uitgevoerd.

Art. 321. De netgebruiker dient, overeenkomstig de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten, de gepresteerde diensten te betalen, inbegrepen de toebehoren en algemene kosten, gepresteerd overeenkomstig de bepalingen van deze Titel en de contracten afgesloten krachtens dit besluit.

Art. 322. De contracten, afgesloten overeenkomstig dit besluit bepalen, ondermeer, de regels betreffende de meetuitrustingen, zoals de technische conformiteitscriteria en de regels betreffende de indienstname en het gebruik van de meetuitrustingen, de transmissie en de terbeschikkingstelling van de meetgegevens, de toegang tot de installaties en de betalingsmodaliteiten.

Afdeling II – Lokalisatie

Art. 323. De netbeheerder bepaalt in het aansluitingscontract de lokalisatie van de meetuitrustingen die worden geïnstalleerd onder meer :

1° op elke aansluiting, koppeling of productie-eenheid zodra een meetuistrusting nodig is om de hoeveelheid geïnjecteerde en/of afgenomen actieve en/of reactieve energie op de betreffende installatie te bepalen ten opzichte van het net en/of elke andere aansluiting of koppeling;

2° op de aansluiting of installatie van een netgebruiker zodra deze installatie een ondersteunende dienst aan het net levert;

3° op elke aansluiting of installatie van een netgebruiker zodra de netbeheerder van mening is dat deze installatie of de wijze van exploitatie ervan de veiligheid, de betrouwbaarheid of de efficiëntie van het net kan verstoren.

Afdeling III – Meetpunt

Art. 324. De meetuitrustingen worden op de installatie van de aansluiting of de installatie van een netgebruiker aangesloten op een punt, « meetpunt » genoemd in deze Titel.

Art. 325. Tellingen en metingen betreffende een aansluiting worden uitgevoerd op het meetpunt bepaald door deze Afdeling.

Art. 326. § 1. Voor de tellingen bedoeld in artikel 323, 1°, valt het meetpunt samen met het aansluitingspunt, behoudens andersluidende bepaling in het aansluitingscontract.

§ 2. Wanneer het in het aansluitingscontract bepaalde aansluitingspunt niet toelaat om de tellingen bedoeld in artikel 323, 1° overeenkomstig dit besluit uit te voeren, bepaalt de netbeheerder met de netgebruiker een ander meetpunt.

Art. 327. § 1. De netbeheerder en de netgebruiker bepalen het meetpunt voor de metingen bedoeld in de artikelen 323, 2° en 323, 3°.

§ 2. Bij ontstentenis van akkoord bepaalt de netbeheerder het meetpunt.

Afdeling IV – Eigendom

Art. 328. Wanneer de netbeheerder geen eigenaar van de meetuitrustingen is, is de netgebruiker gehouden alle bepalingen van dit besluit en van de contracten afgesloten op grond van dit besluit in verband met de meetuitrustingen na te leven of te laten naleven. De netgebruiker waarborgt aan de netbeheerder op elk ogenblik de toegang tot de meetuitrustingen en tot de meetgegevens.

TITRE V – Comptages et mesures**CHAPITRE I^{er} – Equipements et données de mesure****Section I^{re} – Principes généraux**

Art. 320. § 1^{er}. Les équipements de mesures au sens du présent titre sont les équipements sur lesquels le gestionnaire du réseau doit exercer un contrôle en vue d'assurer l'exploitation du réseau de transport et la facturation dans le cadre de ses missions.

§ 2. Les équipements de mesures doivent être conformes aux critères techniques, aux règles relatives à leur mise en oeuvre et utilisation, à la transmission des données de mesures et à l'accès aux installations, visés au présent Titre.

§ 3. Le contrat de raccordement règle la manière dont le comptage est effectué.

Art. 321. L'utilisateur du réseau est tenu de payer les services prestés, conformément à la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution, y compris fournitures et frais généraux, conformément aux dispositions du présent Titre et aux contrats conclus en vertu du présent arrêté.

Art. 322. Les contrats conclus conformément au présent arrêté déterminent notamment les règles régissant les équipements de mesure telles que les critères techniques de conformité et les règles relatives à la mise en oeuvre et à l'utilisation des équipements de mesure, à la transmission et la mise à disposition des données de mesure, à l'accès aux installations et aux modalités de paiement.

Section II – Localisation

Art. 323. Le gestionnaire du réseau détermine au contrat de raccordement la localisation des équipements de mesure, qui sont notamment installés :

1° sur chaque raccordement, interconnexion ou unité de production lorsqu'un équipement de mesure est nécessaire pour déterminer, par rapport au réseau ou à tout autre raccordement ou interconnexion, la quantité d'énergie active et/ou d'énergie réactive injectée et/ou prélevée sur l'installation concernée;

2° sur le raccordement ou l'installation d'un utilisateur du réseau lorsque cette installation fournit un service auxiliaire au réseau;

3° sur chaque raccordement ou installation d'un utilisateur du réseau lorsque le gestionnaire du réseau est d'avis que cette installation ou la façon dont elle est exploitée peut perturber la sécurité, la fiabilité ou l'efficacité du réseau.

Section III – Point de mesure

Art. 324. Les équipements de mesure sont connectés à l'installation de raccordement ou à l'installation d'un utilisateur du réseau en un point intitulé « point de mesure » dans le présent Titre.

Art. 325. Les comptages et mesures relatifs à un raccordement sont effectués au point de mesure déterminé par la présente Section.

Art. 326. § 1^{er}. Pour les comptages visés à l'article 323, 1°, le point de mesure coïncide avec le point de raccordement, sauf disposition contraire dans le contrat de raccordement.

§ 2. Lorsque le point de raccordement déterminé dans le contrat de raccordement ne permet pas d'effectuer les comptages visés à l'article 323, 1° conformément au présent arrêté, le gestionnaire du réseau détermine avec l'utilisateur un autre point de mesure.

Art. 327. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau et l'utilisateur du réseau déterminent le point de mesure pour les mesures mentionnées aux articles 323, 2° et 323, 3°.

§ 2. A défaut d'accord, le gestionnaire du réseau détermine le point de mesure.

Section IV – Propriété

Art. 328. Lorsque le gestionnaire du réseau n'est pas propriétaire des équipements de mesure, l'utilisateur du réseau est tenu de respecter ou de faire respecter toutes les dispositions du présent arrêté et des contrats conclus en vertu de celui-ci relatives aux équipements de mesure. L'utilisateur du réseau garantit au gestionnaire du réseau l'accès à tout moment aux équipements de mesure et aux données de mesure.

Afdeling V – Installatie

Art. 329. De installatie van de meetuitrustingen wordt verwezenlijkt overeenkomstig dit besluit en de contracten afgesloten krachtens dit besluit.

Art. 330. De netbeheerder en de netgebruiker bepalen de verantwoordelijke voor de installatie van de meetuitrustingen.

Afdeling VI – Verzegeling

Art. 331. § 1. De netbeheerder bepaalt de meetuitrustingen die verzegeld moeten worden en voert de plaatsing van de verzegeling uit of laat die uitvoeren.

§ 2. De verzegeling bedoeld in § 1 mag niet verbroken worden zonder voorafgaandelijke schriftelijke toestemming van de netbeheerder.

Afdeling VII – Registratie van de meetuitrustingen in het register der tellingen

Art. 332. § 1. De netbeheerder schrijft deze meetuitrustingen en hun technische karakteristieken in het « register der tellingen » in, wanneer de meetuitrustingen, gebruikt voor de metingen bedoeld in dit Hoofdstuk, conform zijn met dit besluit.

§ 2. Deze inschrijving bevestigt, tot bewijs van het tegendeel, de conformiteit van de meetuitrustingen met dit besluit op het ogenblik van de inschrijving.

§ 3. De netbeheerder verwijderd uit het register de meetuitrustingen die niet meer conform zijn met dit besluit.

*HOOFDSTUK II – Technische criteria en algemene procedures met betrekking tot de meetuitrustingen**Afdeling I – Technische criteria*

Art. 333. De netbeheerder bepaalt de technische criteria waaraan de meetuitrustingen conform dienen te zijn onder meer :

- 1° de toepasselijke normen;
- 2° de te meten grootheden en de gebruikte eenheden;
- 3° de periodiciteit van de metingen;
- 4° de nauwkeurigheid van de metingen; en
- 5° in voorkomend geval, de ontdubbeling van de meetuitrustingen.

Art. 334. De criteria worden in het aansluitingscontract of, in voorkomend geval, in het contract voor ondersteunende diensten gepreciseerd en goedgekeurd door de commissie.

Afdeling II – Algemene procedures

Art. 335. De netbeheerder bepaalt op objectieve, transparante en niet discriminerende wijze, de procedures met betrekking tot de meetuitrustingen die de netbeheerder en de netgebruiker in gebruik nemen en brengt deze onverwijld aan de commissie ter kennis.

*HOOFDSTUK III – Toegang tot de meetuitrustingen en de meetwaarden**Afdeling I – Toegang tot de meetuitrustingen en meetgegevens*

Art. 336. § 1. Elke persoon, inbegrepen de netgebruiker, die de installaties waar zich de meetuitrustingen bevinden, betreedt, is onder meer verantwoordelijk voor de naleving van de vertrouwelijkheid van de meetgegevens waartoe deze netgebruiker of deze andere personen toegang kunnen hebben.

§ 2. De toegang tot de meetinstrumenten mag niet tot gevolg hebben dat de veiligheid van het net verstoord wordt, noch dat schade aan personen of goederen wordt toegebracht.

Afdeling II – Toegang tot de meetuitrustingen en meetgegevens door de netbeheerder

Art. 337. De netgebruiker waarborgt dat de netbeheerder op elk ogenblik toegang heeft tot de meetuitrustingen, die zich in de installaties van een netgebruiker bevinden.

Art. 338. Overeenkomstig de bepalingen van Afdeling III van Hoofdstuk II van Titel I, respecteert de netbeheerder bij het betreden van de meetuitrustingen die zich bevinden in de installaties van de netgebruiker, de voorschriften aangaande de veiligheid van personen en goederen, die door de betrokken netgebruiker worden toegepast.

Section V – Installation

Art. 329. L'installation des équipements de mesure est réalisée conformément au présent arrêté et aux contrats conclus en vertu de celui-ci.

Art. 330. Le gestionnaire du réseau et l'utilisateur du réseau déterminent le responsable de l'installation des équipements de mesure.

Section VI – Scellés

Art. 331. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau détermine les équipements de mesure qui doivent être scellés et procède ou fait procéder à la mise en place des scellés.

§ 2. Les scellés visés au § 1^{er} ne peuvent pas être rompus sans le consentement écrit préalable du gestionnaire du réseau.

Section VII – Enregistrement des équipements de mesure dans le registre des comptages

Art. 332. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau inscrit les équipements de mesure et leurs spécificités techniques dans le « registre des comptages » lorsque les équipements de mesure utilisés pour les mesures visées au présent Chapitre sont conformes au présent arrêté.

§ 2. Cette inscription atteste, jusqu'à preuve du contraire, de la conformité des équipements de mesure au présent arrêté au moment de l'inscription.

§ 3. Le gestionnaire du réseau retire du registre des comptages les équipements de mesure qui ne sont plus conformes au présent arrêté.

*CHAPITRE II. – Critères techniques et procédures générales relatifs aux équipements de mesure**Section I^{re} – Critères techniques*

Art. 333. Le gestionnaire du réseau détermine les critères techniques auxquels les équipements de mesure doivent être conformes notamment :

- 1° les normes applicables;
- 2° les grandeurs à mesurer et les unités employées;
- 3° la périodicité des mesures;
- 4° la précision des mesures;
- 5° le cas échéant, le dédoublement des équipements de mesure.

Art. 334. Les critères sont précisés dans le contrat de raccordement ou, le cas échéant, dans le contrat de services auxiliaires et approuvés par la commission.

Section II – Procédures générales

Art. 335. Le gestionnaire du réseau détermine de manière objective, transparente et non discriminatoire les procédures relatives aux équipements de mesure que le gestionnaire du réseau et l'utilisateur de réseau mettent en oeuvre et notifie celles-ci sans délai à la commission.

*CHAPITRE III – Accès aux équipements de mesure et données de mesure**Section I^{re} – Accès aux équipements de mesure et aux données de mesure*

Art. 336. § 1^{er}. Toute personne, y compris l'utilisateur du réseau, qui accède aux installations où se trouvent des équipements de mesure est responsable notamment du respect de la confidentialité des données de mesure auxquelles cet utilisateur du réseau ou ces autres personnes peuvent avoir accès.

§ 2. L'accès aux instruments de mesure ne peut pas avoir pour conséquence de perturber la sécurité du réseau, ni ne peut engendrer des dommages aux personnes ou aux biens.

Section II – Accès aux équipements de mesure et données de mesure par le gestionnaire du réseau

Art. 337. L'utilisateur du réseau garantit au gestionnaire du réseau l'accès, à tout moment, aux équipements de mesure situés dans les installations d'un utilisateur du réseau.

Art. 338. Conformément aux dispositions de la Section III du Chapitre II du Titre I^{er}, le gestionnaire du réseau qui accède aux équipements de mesure situés dans les installations d'un utilisateur du réseau respecte les prescrits relatifs à la sécurité des personnes et des biens qui sont appliqués par l'utilisateur concerné.

HOOFDSTUK IV – *Controle van de meetuitrustingen door de netbeheerder*

Afdeling I – Nakijken van de conformiteit van de meetuitrustingen

Art. 339. De netbeheerder heeft het recht om de meetuitrustingen te controleren of te laten controleren op hun conformiteit met dit besluit en met de contracten afgesloten krachtens dit besluit.

Art. 340. Wanneer de controles, bedoeld in artikel 339, aantonen dat meetuitrustingen waarvan de netbeheerder geen eigenaar is, niet conform zijn met dit besluit of met de contracten afgesloten krachtens dit besluit, brengt of laat de netgebruiker deze meetuitrustingen in conformiteit brengen uiterlijk binnen de dertig dagen na de kennisgeving ervan door de netbeheerder.

Afdeling II – Controle van meetuitrustingen

Art. 341. § 1. Iedere betrokken persoon die met gemotiveerde reden meent dat een significante fout een meetgegeven dat door de netbeheerder overeenkomstig artikel 363 werd gecommuniceerd ongunstig heeft beïnvloed, brengt dit zonder verwijl aan de netbeheerder ter kennis.

§ 2. De persoon, bedoeld in § 1, vraagt, in voorkomend geval, schriftelijk aan de netbeheerder dat controles op de betrokken meetuitrustingen worden uitgevoerd en verbindt zich ertoe het geheel van de kosten, die daarop betrekking hebben, op zich te nemen zonder afbreuk te doen aan het artikel 346.

Art. 342. § 1. De persoon, bedoeld in artikel 341, § 2 en de netbeheerder bepalen in onderling akkoord welke controles uitgevoerd moeten worden en welke meetuitrustingen moeten worden gecontroleerd.

§ 2. Bij gebrek aan akkoord bepaalt, in voorkomend geval, de netbeheerder de vereiste controles en de modaliteiten ter zake.

§ 3. Wanneer de netbeheerder geen eigenaar is van de betrokken meetuitrustingen, brengt hij de aanvraag tot controle ervan aan de betrokken netgebruiker ter kennis.

§ 4. In ieder geval dienen de controles waarvan sprake in deze afdeling te voldoen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen.

Art. 343. § 1. Wanneer de netbeheerder geen eigenaar van de betrokken meetuitrustingen is, draagt de netgebruiker er zorg voor dat de controles bedoeld in artikel 342 worden uitgevoerd.

§ 2. De netbeheerder heeft het recht de controles uitgevoerd door de netgebruiker bedoeld in § 1 bij te wonen en/of eraan deel te nemen.

§ 3. De netgebruiker bedoeld in § 1, brengt het resultaat van de controles bedoeld in deze Afdeling uiterlijk tien werkdagen volgend op de controles aan de netbeheerder ter kennis.

Art. 344. Wanneer de netbeheerder eigenaar van de betrokken meetuitrustingen is, draagt de netbeheerder er zorg voor dat deze controles zoals bedoeld in artikel 342 worden uitgevoerd.

Art. 345. De netbeheerder bezorgt binnen de tien werkdagen volgend op de ontvangst van het resultaat van de controles, het resultaat aan de persoon die de controles heeft aangevraagd.

Art. 346. Wanneer de controles bedoeld in artikel 342 een significante fout aantonen :

1° worden de betrokken meetuitrustingen geacht niet conform te zijn aan dit besluit;

2° brengt de netbeheerder, indien hij eigenaar van de betreffende meetuitrustingen is, deze uiterlijk binnen de dertig dagen volgend op de kennisgeving bedoeld in artikel 345, in conformiteit, neemt de controlekosten ten laste en gaat, in voorkomend geval, over tot de verbetering van de facturatie die volgt uit de niet-conformiteit van de meetuitrustingen;

3° wanneer de netbeheerder geen eigenaar van de betrokken meetuitrustingen is, zorgt de betrokken netgebruiker ervoor dat zijn instrumenten in orde zijn uiterlijk binnen de dertig dagen na kennisgeving bedoeld in het artikel 345. De netgebruiker is gehouden tot de betaling van de gepresteerde diensten (inbegrepen de levering en algemene kosten) in het kader van de uitgevoerde controles en van het in conformiteit brengen van de meetuitrustingen inclusief de gepresteerde diensten in het kader van de verbetering van de meetgegevens en van het rechtzetten van de facturatie door de netbeheerder als gevolg van het niet conform zijn van de meetuitrustingen.

Art. 347. Bij afwezigheid van een significante fout dient de persoon die de controle vraagt de gepresteerde diensten in het kader van de controles te betalen.

CHAPITRE IV – *Contrôle des équipements de mesure par le gestionnaire du réseau*

Section I^{re} – Vérification de la conformité des équipements de mesure

Art. 339. Le gestionnaire du réseau est autorisé à contrôler ou faire contrôler la conformité des équipements de mesure visée par le présent arrêté et par les contrats conclus en vertu du présent arrêté.

Art. 340. Lorsque les contrôles visés à l'article 339 démontrent que des équipements de mesure, dont le gestionnaire du réseau n'est pas propriétaire, ne sont pas conformes aux dispositions du présent arrêté ou aux contrats conclus en vertu du présent arrêté, l'utilisateur du réseau met ou fait mettre ces équipements en conformité dans les trente jours suivant la notification à cet effet par le gestionnaire du réseau.

Section II – Contrôle des équipements de mesure

Art. 341. § 1^{er}. Toute personne concernée estimant de manière motivée qu'une erreur significative a affecté une donnée de mesure communiquée par le gestionnaire du réseau conformément à l'article 363, le notifie sans délai au gestionnaire du réseau.

§ 2. La personne visée au § 1^{er} demande, le cas échéant, par écrit au gestionnaire du réseau que des contrôles soient effectués sur les équipements de mesure concernés et s'engage à assumer l'ensemble des frais y afférents sans préjudice de l'article 346.

Art. 342. § 1^{er}. La personne visée à l'article 341, § 2 et le gestionnaire du réseau déterminent de commun accord les types de contrôle à effectuer et les équipements de mesure à contrôler.

§ 2. A défaut d'accord, le gestionnaire du réseau détermine, le cas échéant, les contrôles requis et les modalités en la matière.

§ 3. Lorsque le gestionnaire du réseau n'est pas propriétaire des équipements de mesure concernés, il notifie la demande de contrôle à l'utilisateur du réseau concerné.

§ 4. En tout cas, les contrôles dont il est question dans la présente section doivent satisfaire aux dispositions légales et réglementaires.

Art. 343. § 1^{er}. Lorsque le gestionnaire du réseau n'est pas propriétaire des équipements de mesure concernés, l'utilisateur du réseau veille à ce que les contrôles visés à l'article 342 soient effectués.

§ 2. Le gestionnaire du réseau est autorisé à assister et/ou à participer aux contrôles effectués par l'utilisateur du réseau visés au § 1^{er}.

§ 3. L'utilisateur du réseau visé au § 1^{er} notifie au gestionnaire du réseau le résultat des contrôles visés à la présente Section au plus tard dix jours ouvrables après leur réalisation.

Art. 344. Lorsque le gestionnaire du réseau est propriétaire des équipements de mesure concernés, le gestionnaire du réseau veille à ce que les contrôles visés à l'article 342 soient réalisés.

Art. 345. Le gestionnaire du réseau notifie dans les dix jours ouvrables suivant la réception du résultat des contrôles, à la personne qui les a demandés, le résultat de ces contrôles.

Art. 346. Lorsque les contrôles visés à l'article 342 démontrent l'existence d'une erreur significative :

1° les équipements de mesure concernés sont réputés non conformes au présent arrêté;

2° le gestionnaire du réseau, lorsqu'il est propriétaire des équipements de mesure concernés, met ces équipements en conformité au plus tard dans les trente jours suivant la notification visée à l'article 345, prend en charge le coût des contrôles et procède, le cas échéant, aux rectifications de facturation résultant de la non conformité des équipements de mesure;

3° lorsque le gestionnaire du réseau n'est pas propriétaire des équipements de mesure concernés, l'utilisateur du réseau concerné fait en sorte de mettre ces équipements en conformité au plus tard dans les trente jours suivant la notification visée à l'article 345. L'utilisateur du réseau est tenu de payer les services prestés (y compris fournitures et frais généraux) dans le cadre des contrôles effectués et de la mise en conformité y compris les services prestés dans le cadre de la correction des données de mesure et de la rectification des facturations par le gestionnaire du réseau résultant de la non conformité des équipements de mesure.

Art. 347. En l'absence d'une erreur significative, la personne qui demande les contrôles est tenue de payer les services prestés dans le cadre des contrôles.

HOOFDSTUK V – *Ijking van de meetuitrustingen**Afdeling I – Algemeen*

Art. 348. § 1. De ijking van de meetuitrustingen wordt uitgevoerd door een organisme dat de « Beltest » of een daaraan gelijkwaardige kwalificatie bezit op basis van een door de netbeheerder opgesteld lastenboek.

§ 2. Elke geïnteresseerde persoon kan een exemplaar van dit lastenboek bekomen mits betekening van een geschreven verzoek aan de netbeheerder.

Art. 349. De ijking van meetuitrustingen wordt uitgevoerd voorafgaand aan de indiening van de meetuitrustingen en daarna periodiek, overeenkomstig de voorschriften, bepaald door de netbeheerder in de contracten afgesloten krachtens dit besluit, en conform de Belgische wettelijke en reglementaire bepalingen.

Afdeling II – Ijking door de netgebruiker

Art. 350. § 1. Wanneer de netbeheerder geen eigenaar van de meetuitrustingen is, voert de netgebruiker op eigen kosten de ijking van deze meetuitrustingen uit of laat ze op eigen kosten uitvoeren.

§ 2. De netgebruiker bedoeld in § 1 laat binnen de twee weken volgend op elke ijking een verslag van de uitgevoerde ijkingen aan de netbeheerder bezorgen.

Afdeling III – Ijking door de netbeheerder

Art. 351. § 1. De netbeheerder voert de ijking van meetuitrustingen, met betrekking tot de aansluiting van de betrokken netgebruiker waarvan de netbeheerder eigenaar is, uit of laat ze uitvoeren.

§ 2. Op vraag van de netgebruiker verschaft de netbeheerder aan de netgebruiker, binnen de vijftien dagen volgend op deze vraag, een verslag over de ijkingen.

HOOFDSTUK VI – *Meetwaarden**Afdeling I – Periodiciteit van de meetwaarden*

Art. 352. § 1. De tellingen van actieve energie bedoeld in artikel 323, 1° worden per tijdsinterval uitgevoerd.

§ 2. In voorkomend geval wordt een onderscheid gemaakt tussen de actieve energie die de netgebruiker afneemt en de actieve energie die de netgebruiker injecteert.

Art. 353. § 1. De tellingen van reactieve energie bedoeld in artikel 323, 1° worden per tijdsinterval uitgevoerd.

§ 2. In voorkomend geval wordt een onderscheid gemaakt tussen de reactieve energie die de netgebruiker afneemt en de reactieve energie die de netgebruiker injecteert.

Art. 354. De tellingen bedoeld in artikel 323, 1°, worden uitgevoerd om ten minste te beantwoorden aan de tijdsintervallen bepaald door de netbeheerder in het aansluitingscontract.

Afdeling II – Inzameling van de meetwaarden

Art. 355. De netbeheerder verzamelt de meetgegevens op elektronische wijze in zijn centrale inzamelingsystemen voor meetgegevens, zoals bedoeld in artikel 323.

Art. 356. § 1. Wanneer de netbeheerder geen eigenaar van de meetuistrusting is, is de netgebruiker verantwoordelijk voor de transmissie van de meetgegevens naar de centrale inzamelingsystemen bedoeld in artikel 355 tot het inzamelingspunt, bepaald door de netbeheerder in de contracten afgesloten krachtens dit besluit.

§ 2. De netbeheerder mag voor de inzameling van de toegang tot de meetgegevens geen beroep doen op personen die producenten, toegangsverantwoordelijken, houders van een leverings-vergunning, tussenpersonen of bedrijven verbonden aan een van deze personen zijn.

Art. 357. De netbeheerder bepaalt de protocollen, formaten, coderingen en frequenties van de transmissie van meetgegevens bedoeld in de artikels 355 en 356 in de contracten afgesloten krachtens dit besluit.

Art. 358. Wanneer de netbeheerder geen eigenaar van de meetuitrustingen is en de inzameling overeenkomstig de artikelen 355, 356 en 357 onmogelijk is ten gevolge van een storing of van een defect van de meetuistrusting, inclusief de transmissie naar het inzamelingspunt, of ten gevolge van iedere andere oorzaak, heeft de netbeheerder ten allen tijde het recht, om op kosten van de netgebruiker, de meetgegevens van ieder ander gegeven ter plaatse op de betrokken meetuitrustingen te verzamelen met naleving van de voorschriften die betrekking hebben op de toegang tot deze uitrustingen.

CHAPITRE V – *Étalonnage des équipements de mesure**Section I^{re} – Généralités*

Art. 348. § 1^{er}. L'étalonnage des équipements de mesure est effectué par un organisme ayant la qualification « Beltest » ou une qualification équivalente sur base d'un cahier des charges établi par le gestionnaire du réseau.

§ 2. Toute personne intéressée peut, moyennant une demande écrite notifiée au gestionnaire du réseau obtenir un exemplaire de ce cahier des charges.

Art. 349. L'étalonnage des équipements de mesure est réalisé avant la mise en service des équipements de mesure et par la suite périodiquement, selon des modalités déterminées par le gestionnaire du réseau, dans les contrats conclus en vertu du présent arrêté et conformément aux dispositions légales et réglementaires belges.

Section II – Étalonnage par l'utilisateur du réseau

Art. 350. § 1^{er}. L'utilisateur du réseau réalise ou fait réaliser, à ses frais, l'étalonnage des équipements de mesure lorsque le gestionnaire du réseau n'est pas propriétaire des équipements de mesure concernés.

§ 2. L'utilisateur du réseau visé au § 1^{er} notifie au gestionnaire du réseau un rapport des étalonnages effectués dans les deux semaines suivant chaque étalonnage.

Section III – Étalonnage par le gestionnaire du réseau

Art. 351. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau réalise, ou fait réaliser, l'étalonnage des équipements de mesure relatifs au raccordement de l'utilisateur du réseau dont le gestionnaire du réseau est propriétaire.

§ 2. A la demande de l'utilisateur du réseau, le gestionnaire du réseau fournit un rapport des étalonnages effectués dans les quinze jours suivant cette demande.

CHAPITRE VI – *Données de mesure**Section I^{re} – Périodicité des mesures*

Art. 352. § 1^{er}. Les comptages d'énergie active visés à l'article 323, 1° sont effectués par intervalle de temps.

§ 2. Le cas échéant, une distinction est faite entre l'énergie active prélevée et l'énergie active injectée par l'utilisateur du réseau.

Art. 353. § 1^{er}. Les comptages de l'énergie réactive visés à l'article 323, 1° sont effectués par intervalle de temps.

§ 2. Le cas échéant, une distinction est faite entre l'énergie réactive prélevée et l'énergie réactive injectée par l'utilisateur du réseau.

Art. 354. Les comptages visés à l'article 323, 1°, sont effectués de manière à satisfaire, au minimum, aux intervalles de temps déterminés par le gestionnaire du réseau dans le contrat de raccordement.

Section II – Collecte des données de mesure

Art. 355. Le gestionnaire du réseau collecte les données de mesure mentionnées à l'article 323 de manière électronique dans ses systèmes centraux de collecte de données de mesure.

Art. 356. § 1^{er}. Lorsque le gestionnaire du réseau n'est pas propriétaire des équipements de mesure, l'utilisateur du réseau est responsable de la transmission des données de mesures vers les systèmes centraux de collecte de données visés à l'article 355, du réseau jusqu'au point de collecte défini par le gestionnaire du réseau dans les contrats conclus en vertu du présent arrêté.

§ 2. Le gestionnaire du réseau ne peut, pour la collecte des données de mesure et d'accès, faire appel qu'à des personnes qui ne sont ni producteurs, ni responsables d'accès, ni détenteurs d'autorisation de fourniture, ni intermédiaires, ni entreprises qui leur sont liées.

Art. 357. Le gestionnaire du réseau détermine les protocoles, les formats, l'encodage et les fréquences de la transmission des données de mesure visées aux articles 355 et 356 dans les contrats conclus en vertu du présent arrêté.

Art. 358. Lorsque le gestionnaire du réseau n'est pas propriétaire des équipements de mesure et qu'en raison d'une perturbation ou d'un défaut de l'équipement de mesure, l'obtention des données conformément aux articles 355, 356 et 357 ou la transmission vers le point de collection n'est pas possible, ou pour toute autre raison, le gestionnaire du réseau est autorisé, à tout moment, à collecter aux frais de l'utilisateur du réseau les données de mesure ou toute autre donnée, sur place, en consultant les équipements de mesure concernés dans le respect des prescriptions relatives à l'accès à ces équipements.

Afdeling III – Validatie van meetgegevens

Art. 359. De meetgegevens worden als gevalideerd beschouwd door de netbeheerder na de toepassing van de methodes bedoeld in deze Afdeling.

Art. 360. Wanneer de netbeheerder bepaalde meetgegevens niet ontvangen heeft of wanneer hij meent dat de meetgegevens in zijn bezit verkeerd, onleesbaar, onvolledig of niet aannemelijk zijn in functie van de validatiemethodes bepaald door de contracten gesloten krachtens dit besluit, bepaalt hij op redelijke wijze de waarde in functie van de gegevens waartoe hij redelijkerwijs toegang heeft.

Art. 361. § 1. Indien het meetpunt niet met het aansluitingspunt samenvalt, verbetert de netbeheerder de meetgegevens bedoeld in artikel 323, 1° om rekening te houden met de verliezen en iedere andere fout veroorzaakt door het niet samenvallen van de twee punten. Het geheel van deze verliezen en fouten wordt in deze Titel gezamenlijk als « systematische afwijking » omschreven.

§ 2. De netbeheerder bepaalt de berekeningsmethode voor de systematische afwijking die onder meer en in voorkomend geval gebaseerd is, ofwel :

1° op een berekening die rekening houdt met de kenmerken van de installaties tussen het meetpunt en het aansluitingspunt;

2° op de resultaten van de uitgevoerde controles op de betrokken installaties.

§ 3. De berekeningsmethode bedoeld in § 2 wordt in het aansluitingscontract bepaald.

Afdeling IV – Terbeschikkingstelling van toegangsgegevens met betrekking tot een injectie- en/of afnamepunt

Art. 362. De netbeheerder bepaalt de toegangsgegevens met betrekking tot de injecties en afnames voor elk injectie- en/of afnamepunt, op basis van de overeenkomstig Afdeling III van deze Titel gevalideerde gegevens.

Art. 363. De netbeheerder stelt de toegangsgegevens van iedere toegangsverantwoordelijke aan deze ter beschikking uitsluitend met het oog op facturatie tussen de netbeheerder en de betreffende toegangsverantwoordelijke. De gevalideerde gegevens worden ten minste op maandelijks basis en voor de voorbije maand aan deze geleverd.

Art. 364. De netbeheerder bepaalt in de contracten vastgelegd krachtens dit besluit de modaliteiten die voor deze terbeschikkingstelling van toepassing zijn.

Afdeling V – Archieven

Art. 365. Alle meetgegevens die aanleiding geven tot facturatie worden door de netbeheerder voor een periode van vijf jaar bewaard.

Art. 366. Voor de gegevens bedoeld in artikel 365 bewaart de netbeheerder de gevalideerde meetgegevens.

HOOFDSTUK VII – Diverse bepalingen

Art. 367. De meetuitrustingen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit in gebruik zijn maar die niet conform zijn met dit besluit en met de contracten gesloten krachtens dit besluit, mogen in gebruik blijven zover zij een netgebruiker, een toegangsverantwoordelijke, een netbeheerder of iedere andere persoon niet kunnen benadelen.

Art. 368. De meetuitrustingen die in dienst zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit en die niet conform zijn met dit besluit en de toepasselijke contractuele bepalingen, worden in conformiteit gebracht met dit besluit en de toepasselijke contractuele bepalingen en dit uiterlijk binnen de drie maanden na kennisgeving hiervan door de netbeheerder wanneer deze uitrustingen aan eender welke netgebruiker, toegangsverantwoordelijke, netbeheerder of aan elke andere persoon nadeel kunnen berokkenen.

Section III – Validation des données de mesure

Art. 359. Les données de mesure sont réputées validées par le gestionnaire du réseau après la mise en œuvre des méthodes visées à la présente section.

Art. 360. Lorsque le gestionnaire du réseau n'a pas reçu certaines données de mesure ou s'il estime que les données de mesure qui sont en sa possession sont erronées, illisibles, incomplètes ou non plausibles, en fonction des méthodes de validation établies dans les contrats conclus en vertu du présent arrêté, il détermine la valeur de manière raisonnable sur base des données auxquelles il a raisonnablement accès.

Art. 361. § 1^{er}. Lorsque le point de mesure ne coïncide pas avec le point de raccordement, le gestionnaire du réseau corrige les données de mesure mentionnées à l'article 323, 1° afin de tenir compte des pertes et de toute autre erreur induite par la non coïncidence des deux points. L'ensemble des pertes et erreurs en question est appelé dans ce Titre « déviation systématique ».

§ 2. Le gestionnaire du réseau détermine la méthode de calcul de la déviation systématique qui se base notamment et le cas échéant soit :

1° sur un calcul tenant compte des caractéristiques des installations entre le point de mesure et le point d'injection et/ou de prélèvement de raccordement;

2° sur les résultats de contrôles réalisés sur les installations concernées.

§ 3. La méthode de calcul visée au § 2 est précisée dans le contrat de raccordement.

Section IV – Mise à disposition des données d'accès relatives à un point d'injection et/ou de prélèvement

Art. 362. Le gestionnaire du réseau détermine les données d'accès relatives aux injections ou aux prélèvements pour chaque point d'injection et/ou de prélèvement sur base des données validées conformément à la Section III du présent Titre.

Art. 363. Le gestionnaire du réseau met les données d'accès relatives à chaque responsable d'accès à la disposition de ceux-ci aux seules fins de facturations entre le gestionnaire du réseau et le responsable d'accès concerné. Les données validées sont fournies au moins sur une base mensuelle et pour le mois précédent.

Art. 364. Le gestionnaire du réseau détermine, dans les contrats conclus en vertu du présent arrêté, les modalités applicables pour cette mise à disposition.

Section V – Archives

Art. 365. Toute donnée de mesure donnant lieu à une facturation est conservée par le gestionnaire du réseau pendant une période de cinq ans.

Art. 366. Pour les données visées à l'article 365, le gestionnaire du réseau conserve les données de mesure validées.

CHAPITRE VII – Dispositions diverses

Art. 367. Les équipements de mesure en service au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, et qui ne sont pas conformes au présent arrêté et aux contrats conclus en vertu du présent arrêté, peuvent rester en service pour autant qu'ils ne soient pas susceptibles de porter préjudice à un responsable d'accès, à un utilisateur du réseau, au gestionnaire du réseau ou à toute autre personne.

Art. 368. Les équipements de mesure en service au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui ne sont pas conformes au présent arrêté et aux dispositions contractuelles applicables, sont mis en conformité avec le présent arrêté et les dispositions contractuelles applicables au plus tard dans les trois mois suivant la notification du gestionnaire du réseau à cet effet lorsque ces équipements peuvent porter préjudice à tout autre utilisateur du réseau, à un responsable d'accès, au gestionnaire du réseau ou à toute autre personne.

TITEL VI – Specifieke bepalingen tussen de beheerders van het transmissienet en de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet in de regelzone

HOOFDSTUK I – Basisregels

Afdeling I – Verhouding van deze Titel tot andere Titels van dit Besluit

Art. 369. Om het recht van aansluiting op en toegang tot het transmissienet te bekomen, eerbiedigen de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet de bepalingen van deze Titel evenals deze van de andere Titels voor zover deze laatsten niet strijdig zijn met de bepalingen van deze Titel.

Afdeling II – Activiteiten van de netbeheerder

Onderafdeling I – Verhouding met de andere beheerders van het distributienet en van het plaatselijk transmissienet

Art. 370. Indien de netbeheerder het beheer of de exploitatie van een distributienet of van een plaatselijk transmissienet zou waarborgen, ziet hij erop toe zich van elk discriminerend gedrag ten aanzien van de andere beheerders van een distributienet of van een plaatselijk transmissienet te onthouden, onder meer voor wat betreft de gegevens en informatie waarvan hij de inzameling of de behandeling in zijn hoedanigheid van netbeheerder waarborgt.

Onderafdeling II – Interne organisatie van de netbeheerder

Art. 371. In het geval voorzien in het artikel 370 en zonder voorbehoud van de bepalingen die erin zijn voorzien, kan de netbeheerder alle gepaste maatregelen nemen betreffende zijn structuur van technisch en operationeel beheer, teneinde onder meer de beste efficiëntie te waarborgen van de activiteiten die hij uitoefent.

Afdeling III – Overleg en exploitatie

Art. 372. § 1. In het algemeen plegen de netbeheerder en de beheerders van distributienetten en van het plaatselijk transmissienet overleg betreffende :

1° de onderling noodzakelijke samenwerking bij de uitvoering van hun taken tot dewelke ze wettelijk of contractueel ten opzichte van de toegangsverantwoordelijken gehouden zijn;

2° alle aspecten van het contract van de toegangsverantwoordelijke die rechtstreekse of onrechtstreekse gevolgen voor de netbeheerder of voor de betrokken beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet kunnen doen ontstaan;

3° alle aspecten die rechtstreekse of onrechtstreekse gevolgen op de netbeheerder en op de beheerders van distributienetten en plaatselijk transmissienetten kunnen hebben, en in het bijzonder voor wat betreft :

a) de ontwikkeling, het onderhoud en de exploitatie van hun respectievelijke netten;

b) de ondersteunende diensten die de netbeheerder ter beschikking stelt aan de toegangsverantwoordelijken en de netgebruikers;

c) het evenwicht tussen de vraag naar en het aanbod van elektriciteit in de Belgische regelzone;

d) het technisch beheer van de elektriciteitsstromen op hun respectievelijke netten;

e) de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden aangesloten op hun respectievelijke netten;

f) de toegang tot hun respectievelijke netten door de toegangsverantwoordelijken;

g) de vertrouwelijkheid van de uitgewisselde gegevens.

Art. 373. § 1. De netbeheerder en de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet komen voor het sluiten van een exploitatiecontract overeen dat, onder andere, de rechten, de verplichtingen, alsook de procedures bepaalt met betrekking tot alle aspecten van de exploitatie die een rechtstreekse of onrechtstreekse invloed kunnen hebben op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van de betrokken netten, aansluitingen, of installaties van netgebruikers. Ze komen in hetzelfde exploitatiecontract de toepassingsmodaliteiten voor de reddings- en heropbouwcode overeen.

§ 2. De netbeheerder stelt de lijst op van de gegevens en informatie die hem ter beschikking moeten worden gesteld door de beheerders van distributienetten en van het plaatselijk transmissienet en die onontbeerlijk zijn om de taken voorzien in artikel 8 van de wet van 29 april 1999 te verzekeren. Hij deelt deze aan de commissie mee. Hij overlegt met de beheerder van deze netten teneinde de uitwisselingsmodaliteiten van deze gegevens en informatie overeen te komen.

TITRE VI – Modalités spécifiques entre le gestionnaire du réseau de transport et les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local de la zone de réglage

CHAPITRE I^{er} – Règles de base

Section I^{re} – Relation du présent Titre avec les autres Titres du présent Arrêté

Art. 369. Pour avoir droit au raccordement au réseau de transport et à l'accès à celui-ci, les gestionnaires de réseau de distribution et de transport local respectent les dispositions du présent Titre ainsi que celles des autres Titres pour autant que ces dernières ne soient pas incompatibles avec celles du présent Titre.

Section II – Activités du gestionnaire du réseau

Sous-section I^{re} – Relation avec les autres gestionnaires de réseau de distribution et de transport local

Art. 370. Le gestionnaire du réseau, au cas où il assurerait la gestion et/ou l'exploitation d'un réseau de distribution ou de transport local, veille à éviter tout comportement discriminatoire vis-à-vis d'autres gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local, notamment en ce qui concerne les données et informations dont il assure la collecte ou le traitement en tant que gestionnaire du réseau.

Sous-section II – Organisation interne du gestionnaire du réseau

Art. 371. Dans le cas visé à l'article 370, sans préjudice des dispositions y contenues, le gestionnaire du réseau est habilité à prendre les mesures adéquates en ce qui concerne sa structure de gestion technique et opérationnelle en vue d'assurer notamment la meilleure efficacité des activités qu'il exerce.

Section III – Concertation et exploitation

Art. 372. § 1^{er}. De façon générale, le gestionnaire du réseau se concerta avec les gestionnaires de réseau de distribution et de transport local concernant :

1° la collaboration qui est nécessaire à l'exécution des tâches auxquelles ils sont légalement ou contractuellement tenus vis-à-vis des responsables d'accès;

2° tous les aspects du contrat de responsable d'accès qui peuvent avoir des conséquences directes ou indirectes vis-à-vis du gestionnaire du réseau ou du gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local concerné;

3° tous les aspects pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes vis-à-vis du gestionnaire du réseau et un gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local, et en particulier concernant :

a) le développement, l'entretien et l'exploitation de leurs réseaux respectifs;

b) les services auxiliaires que le gestionnaire du réseau met à la disposition des responsables d'accès et des utilisateurs du réseau;

c) l'équilibre entre la demande et l'offre d'électricité dans la zone de réglage belge;

d) la gestion technique des flux d'électricité sur leurs réseaux respectifs;

e) la coordination de la mise en circuit des unités de production raccordées sur leurs réseaux respectifs;

f) l'accès à leurs réseaux respectifs par les responsables d'accès;

g) la confidentialité des données échangées.

Art. 373. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau se concerta avec les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local afin de conclure un contrat d'exploitation qui définit entre autres les droits, les obligations, ainsi que les procédures concernant tous les aspects de l'exploitation pouvant avoir une influence directe ou indirecte sur la sécurité, la fiabilité et l'efficacité des réseaux concernés, des raccordements ou des installations des utilisateurs du réseau. Ils conviennent dans ce même contrat d'exploitation de modalités de l'application des codes de sauvegarde et de reconstitution.

§ 2. Le gestionnaire du réseau établit la liste des données et informations dont il doit disposer de la part des gestionnaires de réseau de distribution et de transport local et qui sont indispensables pour assurer les missions visées à l'article 8 de la loi du 29 avril 1999. Il les communique à la commission. Il se concerta avec les gestionnaires de ces réseaux afin de convenir des modalités d'échange de ces données et informations.

HOOFDSTUK II – *Uitwisseling van gegevens tussen de netbeheerder en de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet*

Afdeling I – Jaarlijkse uitwisseling van gegevens

Art. 374. De uitwisseling van gegevens en informatie, bepaald in dit Hoofdstuk, moeten onder meer dienen om elke netbeheerder toe te laten het onderhoud, het technisch beheer, de elektriciteitsstromen en de planning van de netten te waarborgen.

Art. 375. § 1. Een keer per jaar, voor 31 oktober, en met het oog op het komende jaar, plegen de netbeheerder en elke beheerder van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet overleg inzake de volgende gegevens :

- de vooruitzichten voor het jaarlijks diagramma voor de piekbelasting per post, de groeicoëfficiënt inbegrepen;
- de groeicoëfficiënt per post;
- het in werking stellen, de buitenwerkingstelling of de wijzigingen in belastingen van de netgebruikers (afnames/injecties) hoger dan 5 MW;
- de datum van het industrieel inwerkingstellen en/of het stoppen van condensatorbatterijen die rechtstreeks met de post verbonden zijn;
- de permanente overschakeling van de belasting in het net van de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet als deze 10 % hoger zijn dan het gewaarborgd vermogen van een HS/MS post.

§ 2. Deze gegevens worden door de netbeheerder geanalyseerd en in het belastingsdiagram opgenomen en hebben onder meer tot doel om de netbeheerder toe te laten, in samenspraak met de betrokken beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet, de perioden te plannen waarin de verschillende voedingstransformatoren van het distributienet voor het komende jaar worden onderhouden.

§ 3. Het resultaat en de conclusies van deze analyse worden aan de betrokken beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet doorgegeven.

Afdeling II – Levering van gegevens in de week W-10

Art. 376. § 1. In de week W-10, donderdag, en wat betreft de komende week W, vullen de beheerders van het distributienet en van het plaatselijk transmissienet, in voorkomend geval en met het doel om bij te werken, de jaarlijkse gegevens aan, die aan de netbeheerder van het transmissienet doorgegeven zijn :

- het volledig wekelijks belastingsdiagram per post, met vermelding van de herziene groeicoëfficiënt;
- de groeicoëfficiënt herzien per post met aanduiding van de reden van het verschil ten opzichte van de voorgaande vooruitzichten;
- de bevestiging of de wijziging van de inwerkingstelling, buitenwerkingstelling of de wijziging van belasting van de netgebruikers (afnames/injecties) hoger dan 5 MW;
- de bevestiging of de wijziging van de datum van de inwerkingstelling en/of het stoppen van de condensatorbatterijen die rechtstreeks met de post verbonden zijn;
- de bevestiging of de wijziging van de datum van het eventueel veranderen van uurmarges met betrekking tot het voedingstarief voor particuliere distributiekanten;
- de bevestiging van de permanente overschakeling van belastingen waarvan hij kennis heeft;
- het tijdelijk voorzien overschakelen van de belastingen en de duurtijd van die overschakelingen (waarden bij de piek);
- de gekende en voorziene aanvragen voor parallelopname van MS.

§ 2. In samenspraak met de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet dienen deze gegevens onder meer om het onderhoudsplan van de komende week W vast te leggen en om het gebruik in het kader van de procedure van congestiebeheer en het beheer van de stromen voor te bereiden, onder voorbehoud van de aangepaste rechten op de nodige productie-eenheden. Het belastingsdiagram per HS/MS post, bijgewerkt door de netbeheerder, wordt aan de betrokken beheerder van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet doorgegeven.

§ 3. De planning wordt meegedeeld aan de betrokken beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet.

Afdeling III – Levering van gegevens in week W-1

Art. 377. § 1. In de week W-1, voor dinsdag 12 uur en voor wat betreft de komende week W, overleggen de netbeheerder en elke beheerder van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet teneinde de jaarlijkse/W-10 gegevens bij te werken door aan de netbeheerder de volgende gegevens te geven :

- het volledig wekelijks belastingsdiagram per post met de herziene groeicoëfficiënt ingevoegd;

CHAPITRE II – *Echange de données entre le gestionnaire du réseau et les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local*

Section I^e – Echange de données annuel

Art. 374. Les échanges de données et informations visés dans le présent Chapitre doivent notamment permettre à chaque gestionnaire de réseau d'assurer l'entretien, la gestion technique, les flux d'électricité et la planification des réseaux.

Art. 375. § 1^{er}. Une fois par an, avant le 31 octobre, et en ce qui concerne l'année à venir, le gestionnaire du réseau de transport et chaque gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local se concertent pour l'établissement des données suivantes :

- la prévision du diagramme annuel de la pointe de charge par poste et y intégrant le coefficient de croissance;
- le coefficient de croissance par point;
- la mise en service, la mise hors service ou les changements de charge des utilisateurs du réseau (prélèvements/injections) supérieurs à 5 MW;
- la date de mise en service industriel et/ou à l'arrêt des batteries de condensateurs directement raccordées au poste;
- les reports de charge permanents dans le réseau des gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local supérieurs à 10 % de la puissance garantie d'un poste HT/MT.

§ 2. Ces données sont analysées et intégrées par le gestionnaire du réseau dans le diagramme de charge et ont notamment pour but de permettre au gestionnaire du réseau de transport de planifier, en concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local concernés, les périodes d'entretien des différents transformateurs d'alimentation des réseaux de distribution pour l'année à venir.

§ 3. Le résultat et les conclusions de cette analyse sont transmis aux gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local concernés.

Section II – Fourniture de données en semaine W-10

Art. 376. § 1^{er}. En semaine W-10, le jeudi, et en ce qui concerne la semaine W à venir, les gestionnaires de réseau de distribution et de transport local se concertent en vue de, le cas échéant, compléter et mettre à jour, les données annuelles transmises au gestionnaire du réseau de transport :

- le diagramme de charge complet hebdomadaire par poste en y intégrant le coefficient de croissance revu;
- le coefficient de croissance revu par poste en indiquant la raison de l'écart par rapport à la prévision précédente;
- la confirmation ou la modification de la mise en service, hors service ou changement de charge des utilisateurs du réseau (prélèvements/injections) supérieurs à 5 MW;
- la confirmation ou la modification de la date de mise en service et/ou à l'arrêt des batteries de condensateurs directement raccordées au poste;
- la confirmation ou la modification de la date du changement éventuel des plages horaires relatives aux tarifs d'alimentation des clients résidentiels de la distribution;
- la confirmation des reports de charge permanents dont il a connaissance;
- les reports de charge temporaires prévus (valeur à la pointe) et la durée de ces reports;
- les demandes connues et prévues de prises de parallèle MT.

§ 2. Ces données servent notamment à fixer, en concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local, le planning d'entretien de la semaine W à venir et à préparer l'exploitation dans le cadre de la procédure de la gestion des flux des congestions en réservant les droits adéquats sur les unités de production nécessaires. Le diagramme de charge par poste HT/MT mis à jour par le gestionnaire du réseau est transmis au gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local concerné.

§ 3. Le planning est communiqué aux gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local concernés.

Section III – Fourniture de données en semaine W-1

Art. 377. § 1^{er}. En semaine W-1 pour mardi 12 heures, et en ce qui concerne la semaine W à venir, le gestionnaire du réseau et chaque gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local se concertent en vue de mettre, le cas échéant, à jour les données annuelles/W-10 en fournissant au gestionnaire du réseau de transport les données suivantes :

- le diagramme de charge complet hebdomadaire adapté par poste et y intégrant le coefficient de croissance revu;

– de groeicoëfficiënt herzien per post, met aanduiding van de reden van het verschil ten opzichte van de voorgaande vooruitzichten (inclusief de klimaatwijzigingen door de werking van de verwarming en van het airconditioningsysteem);

– de bevestiging of de wijziging van de datum van inwerkingstelling, buiten werkingstelling of wijziging van belasting van de netgebruiker (afname of injectie) hoger dan 5 MW;

– de bevestiging of de wijziging van de datum van de inwerkingstelling en/of het stoppen van de condensatorbatterijen die rechtstreeks met de post verbonden zijn;

– de bevestiging of de wijziging van de datum van eventuele wijziging van uurmarges met betrekking tot de voedingstarieven voor particuliere distributieafnemers;

– de bevestiging van de permanente overschakeling hoger dan 10 % van het gewaarborgd belastingsvermogen van een HS/MS post;

– de tijdelijke voorziene overschakelingen (waarden bij de piek) van de belastingen en de duur van deze overschakeling;

– de gekende en voorziene aanvragen voor parallelopname van MS.

§ 2. In samenspraak met de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet, dienen deze gegevens onder meer om de onderhoudsplanung van de komende week *W* op te stellen en om de exploitatie voor te bereiden in het kader van de procedure van congestiebeheer door het reserveren en/of wijzigen van de adequate rechten op de nodige productie-eenheden.

§ 3. De planning wordt meegedeeld aan de betrokken beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet.

Afdeling IV – Levering van gegevens in « D-1 »

Art. 378. § 1. In D-1, voormiddag en voor wat betreft de volgende dag, werken de netbeheerder en elke beheerder van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet in samenspraak en in voorkomend geval, de jaarlijkse W-10/W-1 gegevens bij :

– het volledig belastingsdiagram aangepast per post met vermelding van de herziene groeicoëfficiënt;

– het voorziene uur van de inwerkingstelling en/of het eventueel stoppen van de afnemers;

– het voorziene uur voor de industriële inwerkingstelling en/of het stoppen van condensatorbatterijen die rechtstreeks zijn verbonden met de post;

– het voorziene uur voor de permanente uitschakeling van belastingen;

– het voorziene uur voor het tijdelijk uitschakelen van belastingen en van de duur van de uitschakeling;

– het voorziene uur voor de aanvraag van parallelopname van MS.

§ 2. Deze gegevens dienen, onder andere, om het diagram met wijzigingen van de volgende dag voor te bereiden en om de ploegen die verantwoordelijk zijn voor de uitbating, te verwittigen rekening houdende met het congestiebeheer.

HOOFDSTUK III – Netaansluiting

Afdeling I – Functiemodaliteiten

Art. 379. De netbeheerder en de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet bepalen, in gemeenschappelijk akkoord, de modaliteiten van de bestelling, de monitoring en het onderhoud van de aansluitingsinstallaties op het net.

Afdeling II – Nieuwe aansluiting en aanpassing van oude aansluiting

Art. 380. § 1. De netbeheerder en de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet komen, minstens één keer per jaar, een jaarlijkse planning voor nieuwe aansluitingen of voor de aanpassing van oude aansluitingen overeen. De beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet geven hun nieuwe aansluitingsaanvragen door aan de netbeheerder teneinde aan de evolutie van hun afnemers te beantwoorden.

§ 2. De netbeheerder is, ten laatste binnen de twee maanden na het indienen van de aanvragen door de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet, gehouden de mogelijke oplossingen voor te stellen betreffende de aansluiting en de versterking van het net teneinde aan zijn aanvragen te beantwoorden. De netbeheerder en de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet komen in samenspraak tot de weerhouden oplossing.

– le coefficient de croissance revu par poste en indiquant la raison de l'écart par rapport à la prévision précédente (y compris les influences climatiques fonctionnement, des chauffages et systèmes d'air conditionné);

– la confirmation ou la modification de la mise en service, hors service ou changement de charge d'un utilisateur (prélèvement ou injection) supérieurs à 5 MW;

– la confirmation ou la modification de la date de mise en service et/ou à l'arrêt des batteries de condensateurs directement raccordées au poste;

– la confirmation ou la modification de la date du changement éventuel des plages horaires relatives aux tarifs d'alimentation des clients résidentiels de la distribution;

– la confirmation des reports de charge permanents supérieurs à 10 % de la puissance garantie d'un poste HT/MT;

– les reports de charge temporaires prévus (valeur à la pointe) et la durée de ces reports;

– les demandes connues et prévues de prises de parallèle MT.

§ 2. Ces données servent notamment à fixer, en concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local, le planning d'entretien de la semaine *W* à venir et pour préparer l'exploitation dans le cadre de la procédure de la gestion des congestions en réservant et/ou adaptant les droits adéquats sur les unités de production nécessaires.

§ 3. Le planning est communiqué aux gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local concernés.

Section IV – Fournitures de données en « D-1 »

Art. 378. § 1^{er}. En D-1, avant midi, et en ce qui concerne la journée du lendemain, le gestionnaire du réseau et chaque gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local se concertent en vue de mettre, le cas échéant, à jour les données annuelles/W-10 / W-1 :

– le diagramme de charge complet journalier adapté par poste en y intégrant le coefficient de croissance revu;

– l'heure prévue de mise en service et/ou à l'arrêt éventuelle de clients;

– l'heure prévue de mise en service industriel et/ou à l'arrêt des batteries de condensateurs directement raccordées au poste;

– l'heure prévue pour les reports de charge permanents;

– l'heure prévue pour les reports de charge temporaires et la durée de ces reports;

– l'heure prévue pour les demandes de prise de parallèle MT.

§ 2. Ces données servent à préparer le diagramme de charge du lendemain et avertir les équipes qui seront responsables de l'exploitation en tenant compte de la gestion des congestions.

CHAPITRE III – Raccordement au réseau

Section I^{re} – Modalités de fonctionnement

Art. 379. Le gestionnaire du réseau et les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local définissent, d'un commun accord, les modalités de la commande, du monitoring et de l'entretien des installations de raccordement au réseau.

Section II – Nouveau raccordement et adaptation d'ancien raccordement

Art. 380. § 1^{er}. Les gestionnaires du réseau et les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local conviennent, au moins une fois par an, d'une planification annuelle des nouveaux raccordements ou d'adaptation d'anciens raccordements. A cette fin, les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local communiquent au gestionnaire du réseau leurs nouvelles demandes de raccordement afin de satisfaire l'évolution de leur clientèle.

§ 2. Le gestionnaire du réseau est tenu, au plus tard dans les deux mois des demandes faites par les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local, de communiquer les solutions visant au raccordement ou au renforcement du réseau afin de satisfaire à ces demandes. Le gestionnaire du réseau et les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local se concertent afin de déterminer la solution retenue.

Art. 381. De netbeheerder sluit met de beheerders van de distributienetten of het plaatselijk transmissienet een aansluitingscontract af dat, onder andere, het vermogen bepaalt dat de netbeheerder ter beschikking stelt aan de betrokken beheerder van het distributienet of het plaatselijk transmissienet van elke verbinding tussen de respectievelijke netten en, in voorkomend geval, de evolutie van dit vermogen.

HOOFDSTUK IV – Toegang tot het net

Afdeling I – Kwaliteit

Art. 382. § 1. De netbeheerder waarborgt ten minste de norm voor kwaliteit EN50160 aan de beheerder van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet.

§ 2. De netbeheerder en de beheerders van distributienetten of van plaatselijk transmissienetten bepalen, na gezamenlijk akkoord, een aangepast bewakingsstelsel over de kwaliteit en de betrouwbaarheid van de bevoorrading.

Afdeling II – Ondersteunende diensten en reddingscodes

Art. 383. De netbeheerder en de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet leggen met een gezamenlijk akkoord de modaliteiten vast voor de wisselwerking tussen verschillende ondersteunende diensten en specifiek voor wat betreft de reddings-scenario's en scenario's van belastingsonderbreking.

Afdeling III – Werken en onderhoud van de netten

Art. 384. De netbeheerder en de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet bepalen, na gezamenlijk akkoord, de planning en modaliteiten van de werken en onderhoud van hun respectievelijke netten teneinde de zekerheid, de betrouwbaarheid en efficiëntie van hun netten te blijven waarborgen.

Afdeling IV – Productie-eenheden verbonden aan de distributienetten

Art. 385. § 1. Wanneer het wenselijk lijkt, bepalen de netbeheerder en de betrokken beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet een overeenkomst met betrekking tot de specifieke modaliteiten om productie-eenheden in te schakelen verbonden aan de distributienetten.

§ 2. Deze modaliteiten kunnen onder meer betrekking hebben op de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden verbonden aan de netten, het beheer van de congesties en de voorrang te geven aan de productie-eenheden die gebruik maken van hernieuwbare energiebronnen en warmtekrachtkoppeling.

Afdeling V – Opschorting van toegang voor een toegangsverantwoordelijke

Art. 386. Wanneer de netbeheerder kennis geeft van de opschorting van toegang of van de ontbinding van het toegangscontract overeenkomstig de modaliteiten voorzien in dit besluit, deelt de netbeheerder dit onmiddellijk mee aan de betrokken netbeheerder of netbeheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet.

HOOFDSTUK V – Metingen en telling

Art. 387. § 1. De netbeheerder en de beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet komen de bepalingen en de uitwisselingsmodaliteiten van metingen en tellingen overeen.

§ 2. De netbeheerder pleegt met de beheerders van het distributienet en het plaatselijk transmissienet overleg om de uitgewisselde energie per kwartuur van iedere toegangsverantwoordelijke, en in voorkomend geval van deze laatste netbeheerders, te bekomen ten einde onder meer het onevenwicht van iedere toegangsverantwoordelijke in de regelzone af te rekenen conform het tarief bepaald overeenkomstig artikel 12 van de wet van 29 april 1999 en haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 388. Teneinde zo goed mogelijk, onder meer, de elektriciteitsstromen, de verliezen en de spanningskwaliteit te kunnen beoordelen, worden bidirectionele meetuitrustingen en kwaliteitsopnameuitrustingen geïnstalleerd in samenspraak met de betrokken beheerders van het distributienet of van het plaatselijk transmissienet.

TITEL VII – Registratie van gegevens

HOOFDSTUK I – Algemeen

Art. 389. § 1. De tabel in bijlage 3 bij dit besluit bevat een lijst van gegevens die de netgebruiker, op eigen kosten, aan de netbeheerder dient over te maken overeenkomstig dit besluit.

§ 2. De netbeheerder kan op ieder ogenblik bijkomende gegevens aan de netgebruiker vragen die hij nodig acht om zijn taken tot een goed einde te brengen.

Art. 381. Le gestionnaire du réseau conclut avec chaque gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local un contrat de raccordement qui détermine entre autres la puissance que le gestionnaire du réseau met à disposition du gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local concerné à chaque interconnexion entre leurs réseaux respectifs, et le cas échéant, l'évolution de cette puissance.

CHAPITRE IV – Accès au réseau

Section I^{er} – Qualité

Art. 382. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau garantit au moins au gestionnaire de réseau de distribution ou de transport local la norme de qualité EN 50160.

§ 2. Le gestionnaire du réseau et les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local se concertent afin de fixer un système adapté de surveillance de la qualité et de la fiabilité de l'approvisionnement.

Section II – Services auxiliaires et codes de sauvegarde

Art. 383. Le gestionnaire du réseau de transport et les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local fixent par un accord les modalités d'interaction des différents services auxiliaires, et spécialement les scénarios de sauvegarde et de coupure de charge.

Section III – Travaux et entretien des réseaux

Art. 384. Le gestionnaire du réseau et les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local fixent en concertation les plannings et modalités des travaux et entretiens de leur réseau respectif afin de continuer à assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité de leurs réseaux.

Section IV – Unités de production connectées aux réseaux de distribution

Art. 385. § 1^{er}. Lorsque cela s'avère approprié, le gestionnaire du réseau et les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local concernés établissent une convention relative aux modalités spécifiques applicables à l'appel des unités de production d'électricité connectées aux réseaux de distribution.

§ 2. Ces modalités peuvent notamment porter sur la coordination de l'appel des installations de production connectées à ces réseaux, la gestion des congestions et la priorité donnée à des installations de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et de cogénération.

Section V – Suspension d'accès pour un responsable d'accès

Art. 386. Lorsque le gestionnaire de réseau notifie la suspension d'accès ou la résiliation du contrat d'accès conformément aux modalités du présent arrêté, le gestionnaire du réseau en informe immédiatement le ou les gestionnaires des réseaux de distribution ou de transport local concernés.

CHAPITRE V – Mesures et comptage

Art. 387. § 1. Le gestionnaire du réseau et les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local conviennent des dispositions et des modalités d'échange des mesures et comptages.

§ 2. Le gestionnaire du réseau se concerta avec les gestionnaires de réseau de distribution et de transport local pour recevoir l'énergie échangée par quart d'heure de chaque responsable d'accès, et le cas échéant de ces gestionnaires de réseaux, pour entre autres facturer le déséquilibre de chaque responsable d'accès dans la zone de réglage conformément au tarif déterminé conformément à l'article 12 de la loi du 29 avril 1999 et ses arrêtés d'exécution.

Art. 388. Afin d'évaluer au mieux notamment les flux, les pertes et la qualité de la tension, des comptages bidirectionnels et des enregistreurs de qualité sont mis en place, en concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution ou de transport local concernés.

TITRE VII – Enregistrement des données

CHAPITRE I^{er} – Généralités

Art. 389. § 1^{er}. Le tableau en annexe 3 du présent arrêté contient une liste des données qui doivent être fournies par l'utilisateur du réseau, à ses frais, au gestionnaire du réseau conformément au présent arrêté.

§ 2. Le gestionnaire du réseau peut à tout moment demander à l'utilisateur du réseau des données complémentaires qu'il juge nécessaires pour mener à bien ses tâches.

§ 3. Indien de netgebruiker van oordeel is dat bepaalde gegevens op hem niet van toepassing zijn, kan hij deze gegevens weglaten zonder afbreuk te doen aan de beslissing van de netbeheerder. Het weglaten van deze gegevens dient gemotiveerd en meegedeeld te worden aan de netbeheerder.

Art. 390. § 1. De eerste kolom van de tabel in bijlage 3 onderscheidt twee soorten aansluitingen : de aansluitingen van productie-eenheden (« Pr ») en de aansluitingen van belastingen (« Ch »).

§ 2. De netbeheerder kan op elk ogenblik, alle of een gedeelte van de technische gegevens of informatie van het soort « Pr » aansluitingen (productie-eenheden) aanvragen voor de aansluiting van een belasting geheel of gedeeltelijk gevoed door een lokale productie.

§ 3. De netbeheerder kan op elk ogenblik, alle of een gedeelte van de technische gegevens of informatie van het soort « Ch » aansluitingen (belastingen) aanvragen voor de aansluiting van een productie-eenheid die het geheel of een deel van een lokale belasting voedt.

Art. 391. De tweede kolom van de tabel in bijlage 3 is getiteld « Fase » en duidt de betrokken Titel van dit besluit aan en, in voorkomend geval, de fase van een procedure. De afkortingen « I » en « R » komen respectievelijk overeen met de fasen « Aanvraag voor een oriëntatiestudie » en « Aansluitingsaanvraag » bedoeld in Titel III; de afkorting « P » betreft de planning bedoeld in Titel II.

Art. 392. De derde kolom van de tabel in bijlage 3 is getiteld « Definitie » en beschrijft de technische gegevens of informatie voor het corresponderende aansluitingstype en de corresponderende fase. Wanneer een teken (*) in deze kolom voorkomt, duidt dit aan dat het conformiteitsgegeven kan weggelaten worden, op voorwaarde dat het merk en het type van de uitrustingen waarop het van toepassing is, gespecificeerd wordt.

Art. 393. De vierde kolom van de tabel in bijlage 3 is getiteld « Afkorting » en geeft de symbolische voorstelling van het gegeven of de informatie.

Art. 394. De vijfde kolom van de tabel in bijlage 3 is getiteld « Eenheid » en geeft de meeteenheid weer.

Art. 395. De zesde kolom van de tabel in bijlage 3 is getiteld « Periode » en geeft het aantal jaren van geldigheid weer waarvoor het gegeven of de informatie aan de netbeheerder is doorgegeven.

Art. 396. In geval van afwijking tussen de beschrijving van een gegeven of een informatie meegedeeld in de tabel in bijlage 3 en een andere beschrijving in een andere Titel van dit besluit geldt de beschrijving gegeven in de andere Titel.

Art. 397. De planningsgegevens in Titel II zijn deze die in bijlage 3 geïdentificeerd worden door het teken « P » in de kolom « Fase » en waarvoor in de kolom « Aansluitingstype » het teken « Ch » of « Pr » naargelang de aansluiting respectievelijk een belasting of een productie-eenheid betreft.

Art. 398. De planningsgegevens waarvan sprake in artikel 38 in het geval van inwerkingstelling of vermindering van het nominaal vermogen van productie-eenheid zijn deze die in bijlage 3 geïdentificeerd worden door het teken « R » in de kolom « Fase » en waarvoor in de kolom « Aansluitingstype » het teken « Ch » of « Pr » wordt gebruikt, naargelang de aansluiting een belasting of een productie-eenheid betreft.

Art. 399. De algemene technische gegevens of informatie waarvan sprake in de aanvraag voor een oriëntatiestudie voor een netaansluiting zijn deze die in bijlage 3 geïdentificeerd worden door het teken « I » in de kolom « Fase » en waarvoor in de kolom « Aansluitingstype » het teken « Ch » of « Pr » wordt gebruikt, naargelang de aansluiting een belasting of een productie-eenheid betreft.

Art. 400. De gedetailleerde technische gegevens of informatie waarvan sprake is in de aansluitingsaanvraag zijn deze die in bijlage 3 geïdentificeerd worden door het teken « R » in de kolom « Fase » en waarvoor in de kolom « Aansluitingstype » het teken « Ch » of « Pr » wordt gebruikt, naargelang de aansluiting een belasting of een productie-eenheid betreft.

HOOFDSTUK II – *Vorm van communicatie van gegevens of informatie*

Art. 401. De gegevens of informatie bedoeld in dit besluit worden ter kennis gebracht via elektronische post die het bewijs van verzending en van ontvangst toelaat te leveren of, uitzonderlijk, via aangestuurde zending met bewijs van ontvangst volgens een protocol gedefinieerd door de netbeheerder.

§ 3. Si l'utilisateur du réseau est d'avis que certaines données ne lui sont pas applicables, il peut omettre ces données sans préjudice de la décision du gestionnaire du réseau. L'omission doit être motivée et notifiée au gestionnaire du réseau.

Art. 390. § 1^{er}. La première colonne du tableau repris à l'annexe 3 distingue deux types de raccordements : les raccordements d'unités de production (« Pr ») et les raccordements de charges (« Ch »).

§ 2. Le gestionnaire du réseau peut demander, à tout moment, tout ou une partie des données ou informations techniques de type « Pr » (raccordements d'unités de production) pour le raccordement d'une charge alimentée en tout ou partie par une production locale.

§ 3. Le gestionnaire du réseau peut demander, à tout moment, tout ou une partie des données ou informations techniques de type « Ch » (raccordements de charges) pour le raccordement d'une unité de production qui alimente tout ou partie d'une charge locale.

Art. 391. La deuxième colonne du tableau repris à l'annexe 3 est intitulée « Phase » et désigne le Titre concerné du présent arrêté et, le cas échéant, la phase d'une procédure. Les sigles « I » et « R » correspondent respectivement aux phases « Demande d'étude d'orientation » et « Demande de raccordement » visées au Titre III; le sigle « P » est relatif à la planification visée au Titre II.

Art. 392. La troisième colonne du tableau repris à l'annexe 3 est intitulée « Définition » et décrit les données ou les informations techniques pour le type de raccordement et la phase correspondants. Lorsqu'un signe (*) figure dans cette colonne, il indique que la donnée correspondante peut être omise à condition de spécifier la marque et le type des équipements auxquels elle s'applique.

Art. 393. La quatrième colonne du tableau repris à l'annexe 3 est intitulée « Sigle » et donne la représentation symbolique de la donnée ou de l'information.

Art. 394. La cinquième colonne du tableau repris à l'annexe 3 est intitulée « Unité » et donne l'unité de la mesure.

Art. 395. La sixième colonne du tableau repris à l'annexe 3 est intitulée « Période » et établit le nombre d'années de validité pour lesquelles la donnée ou l'information est transmise au gestionnaire du réseau.

Art. 396. En cas de divergence entre la description d'une donnée ou d'une information communiquée dans le tableau repris à l'annexe 3 et une autre description dans un autre Titre du présent arrêté, la description donnée dans l'autre Titre prévaut.

Art. 397. Les données de planification au Titre II sont celles identifiées à l'annexe 3 par le signe « P » dans la colonne « Phase » et à propos desquelles, dans la colonne « Type de raccordement », le signe « Ch » ou « Pr » selon que le raccordement concerne respectivement une charge ou une unité de production.

Art. 398. Les données de planification en cas de mise en service ou de déclassement d'unité de production dont il est question à l'article 38 sont celles identifiées à l'annexe 3 par le signe « R » dans la colonne « Phase » et, à propos desquelles, dans la colonne « Type de raccordement », le signe « Ch » ou « Pr » est utilisé selon que le raccordement concerne respectivement une charge ou une unité de production.

Art. 399. Les données ou informations techniques générales dont il est question dans la demande d'étude d'orientation pour un raccordement au réseau sont celles identifiées à l'annexe 3 par le signe « I » dans la colonne « Phase » et, à propos desquelles, dans la colonne « Type de raccordement », le signe « Ch » ou « Pr » est utilisé selon que le raccordement concerne respectivement une charge ou une unité de production.

Art. 400. Les données ou informations techniques détaillées dont il est question dans la demande de raccordement sont celles identifiées à l'annexe 3 par le signe « R » dans la colonne « Phase » et, à propos desquelles, dans la colonne « Type de raccordement », le signe « Ch » ou « Pr » est utilisé selon que le raccordement concerne respectivement une charge ou une unité de production.

CHAPITRE II – *Forme de communication des données ou des informations*

Art. 401. Les données ou les informations visées par le présent arrêté sont notifiées par voie de courrier électronique permettant de fournir la preuve de la transmission et de la réception ou, exceptionnellement, par lettre recommandée avec accusé de réception selon un protocole défini par le gestionnaire du réseau.

HOOFDSTUK III – *Beginselen van opstelling van elektrische schema's*

Art. 402. § 1. De elektrische schema's zijn van het ééndraadstype op een A4 of A3 formaat.

§ 2. Alle uitrustingen en hoogspanningsinstallaties zijn aangeduid op de elektrische schema's via het gebruik van de symboliek IEC serie 617 of volgens elke andere symboliek meegedeeld door de netbeheerder.

§ 3. Een schema geeft de normale exploitatiesituatie van een site weer. In het normale exploitatieschema wordt de stand van de schakelapparatuur aangeduid.

Art. 403. § 1. De volgende uitrustingen dienen in het normale exploitatieschema opgenomen te zijn :

- 1° de railstellen;
- 2° de vermogensschakelaars;
- 3° de rail-, lijn-, kabel-, aardscheiders;
- 4° de toestellen voor het openen onder belasting;
- 5° de generatoren;
- 6° de vermogentransformatoren, met inbegrip van hun eventuele aardingswijze, en de aansluiting van de hulpwikkelingen;
- 7° de condensatorbatterijen;
- 8° de inductiespoelen;
- 9° de statische compensatoren (SVC);
- 10° de stroomtransformatoren (TI);
- 11° de spanningstransformatoren (TP); en
- 12° de overspanningsbegrenzers.

§ 2. In de mate van het mogelijke, wordt bij de opstelling van de ééndraadsschema's rekening gehouden met de geografische situatie van de toestellen. Toch wordt hun werkelijke schikking in de velden gerespecteerd.

§ 3. Het patroon omvat onder meer een gereserveerde plaats voor de nummers van het schema, voor de index van herziening en voor de datum.

TITEL VIII – Slotbepalingen

HOOFDSTUK I – *Strafbepalingen*

Art. 404. De niet-naleving van de bepalingen voorzien bij artikels 131 en 138 met betrekking tot de mededeling van informatie aan de netbeheerder wordt bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen en een geldboete van vijftig tot twintigduizend euro of met één van deze straffen alleen.

HOOFDSTUK II – *Permanente dialoog met de marktoperatoren*

Art. 405. De netbeheerder organiseert een permanente dialoog met de verschillende categorieën netgebruikers die op de Belgische elektriciteitsmarkt actief zijn en die met specifieke problemen verbonden met de invoering van dit besluit begaan zijn. Te dien einde ziet hij er onder meer op toe dat specifieke werkgroepen worden opgericht, dat de betrokken netgebruikers worden uitgenodigd en dat de waarnemingen en aanbevelingen die uit deze werkgroepen voortvloeien aan de minister worden doorgegeven. Deze aanbevelingen kunnen onder geen beding een of meerdere bepalingen van dit besluit wijzigen of vervangen.

Art. 406. De minister kan, in samenspraak met de netbeheerder en de commissie, deze laatste verzoeken om de werkingsregels van deze werkgroepen te bepalen of één of meerdere punten ter discussie in hun midden aan te brengen. Indien nodig, zal de minister deze werkingsregels vastleggen na overleg met de netbeheerder en met de commissie.

§ 2. De minister duidt een vertegenwoordiger van de Administratie voor de Energie aan om deel te nemen aan deze werkgroepen.

HOOFDSTUK III – *Inwerkingtreding*

Art. 407. Het koninklijk besluit van 27 juni 2001 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe wordt opgeheven.

Art. 408. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

CHAPITRE III – *Principes d'établissement des schémas électriques*

Art. 402. § 1^{er}. Les schémas électriques sont de type unifilaire suivant un format A4 ou A3.

§ 2. Tous les équipements et installations à haute tension sont indiqués sur les schémas électriques en adoptant la symbolique IEC série 617 ou par toute autre symbolique que notifie le gestionnaire du réseau.

§ 3. Un schéma reprend la situation normale d'exploitation du site. Le schéma d'exploitation normale indique la position des engins de coupure.

Art. 403. § 1^{er}. Les équipements suivants doivent être repris sur le schéma d'exploitation normale :

- 1° les jeux de barres;
- 2° les disjoncteurs;
- 3° les sectionneurs barres, lignes, câbles, de mise à la terre;
- 4° les organes de coupure en charge;
- 5° les générateurs;
- 6° les transformateurs de puissance, y compris leur mode de raccordement éventuel à la terre, et le raccordement des enroulements auxiliaires;
- 7° les batteries de condensateurs;
- 8° les bobines d'induction;
- 9° les compensateurs statiques (SVC);
- 10° les transformateurs de courant (TI);
- 11° les transformateurs de potentiel (TP); et
- 12° les limiteurs de surtension.

§ 2. Dans la mesure du possible, il est tenu compte de la situation géographique des engins dans l'établissement des schémas unifilaires. Cependant leur disposition réelle dans les travées doit être respectée.

§ 3. La cartouche comprend notamment une place réservée au numéro du schéma, à l'indice de révision et à la date.

TITRE VIII – Dispositions finales

CHAPITRE I^{er} – *Dispositions pénales*

Art. 404. Le non-respect des dispositions visées aux articles 131 et 138 relatives à la communication des informations au gestionnaire du réseau est sanctionné par une peine d'emprisonnement de huit jours et une amende de cinquante à vingt mille euros ou d'une de ces peines seulement.

CHAPITRE II – *Dialogue permanent avec les opérateurs du marché*

Art. 405. Le gestionnaire du réseau organise un dialogue permanent avec les différentes catégories d'utilisateurs du réseau et responsables d'accès actifs sur le marché belge de l'électricité et concernés par des problèmes spécifiques liés à la mise en oeuvre du présent arrêté. Pour ce faire, il veille notamment à mettre en place des groupes de travail spécifiques, à y inviter les utilisateurs du réseau concernés et à communiquer au ministre les observations ou recommandations qui en émanent. Ces recommandations ne peuvent en aucun cas modifier ou remplacer une ou plusieurs des dispositions du présent arrêté.

Art. 406. Le ministre peut demander au gestionnaire du réseau, en concertation avec celui-ci et la commission, de déterminer des règles de fonctionnement de ces groupes de travail ou de porter un ou plusieurs points en discussion en leur sein. Le cas échéant, le ministre fixe ces règles de fonctionnement après avis du gestionnaire du réseau et de la commission.

§ 2. Le ministre désigne un représentant de l'Administration de l'Energie pour participer à ces groupes de travail.

CHAPITRE III – *Entrée en vigueur*

Art. 407. L'arrêté royal du 27 juin 2001 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci est abrogé.

Art. 408. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 409. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister, Minister van Mobiliteit en Vervoer,
I. DURANT

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,
O. DELEUZE

—
Bijlage I

Technische karakteristieken van een installatie

Voor wat de niet vermelde karakteristieken betreft moeten de installaties de door de netbeheerder bepaalde en in het aansluitingscontract gepreciseerde normen respecteren.

Een gebruiker kan enkel afwijken van de hieronder vermelde waarden om gemotiveerde redenen en mits meegedeelde goedkeuring door de netbeheerder. Elke afwijking wordt vermeld in het van toepassing zijnde aansluitingscontract.

Art. 409. Notre Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre, Ministre de la Mobilité et des Transports,
I. DURANT

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,
O. DELEUZE

—
Annexe I

Caractéristiques techniques d'une installation

Pour les caractéristiques non mentionnées, les installations doivent respecter les normes déterminées par le gestionnaire du réseau et précisées dans le contrat de raccordement.

Un utilisateur du réseau peut dévier des données mentionnées ci-dessous uniquement pour des raisons motivées et sous condition de l'approbation notifiée du gestionnaire du réseau. Chaque déviation devra être signalée dans le contrat de raccordement applicable.

Spanningsniveau (kV)	Um Apparatuur (kV)	LIWV Uw (kV)		Vermogenschakelaars	Andere apparatuur		
					I thermisch		I dynamisch (kA)
Niveau de tension (kV)	Um Equipement (kV)	LIWV Uw (kV)		Disjoncteurs	Autres équipements		
					I thermique		I dynamique (kA)
				Isc (kA)	Durée	(kA)	
380	420	1550 ou 1425 (*)		50 ou 63 (*)	>= 1 s	50	125
220	245	1050		40	>= 1 s	40	100
150	170	750		40 ou 50 (*)	>= 1 s	40	100
70	82.5	Buiten zone Luik	380	20	>= 1 s	20	50
		Hors zone Liège					
		Zone Luik	380	31.5	>= 1 s	31.5	80
		Zone Liège					
36	40.5	200 ou ≥ 170 (*)		31.5	>= 1.2 s	31.5	80
30	36	170		31.5	>= 1.2 s	31.5	80
26	30	145		25	>= 2 s (1)	25	63
15	17.5	95		20	>= 2 s (1)	20	50
11-12	17.5	95		25	>= 2 s (1)	25	63
10	12	75		25	>= 2 s (1)	25	63
6	7.2	60		25	>= 2 s (1)	25	63

(*) : volgens de beslissing van de netbeheerder

(1) : corresponderend met de uitschakeltijd van de reservebeveiliging.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister, Minister van Mobiliteit en Vervoer,
I. DURANT

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,
O. DELEUZE

(*) : suivant décision gestionnaire du réseau.

(1) : correspondant au temps de déclenchement de la protection en réserve

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre, Ministre de la Mobilité et des Transports,
I. DURANT

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,
O. DELEUZE

Bijlage 2

Maximale foutafschakeltijd door beveiliging

Een netgebruiker kan enkel afwijken van de hieronder vermelde waarden om gemotiveerde redenen en mits meegeedeelde goedkeuring door de netbeheerder. Elke afwijking wordt vermeld in het van toepassing zijnde aansluitingscontract.

Annexe 2

Temps maximal d'élimination d'un défaut par protections

Un utilisateur du réseau peut dévier des données mentionnées ci-dessous uniquement pour des raisons motivées et sous condition de l'approbation notifiée du gestionnaire du réseau. Chaque déviation devra être signalée dans le contrat de raccordement applicable.

Spanningsniveau (kV)	LIJNEN, KABELS, TRANSFORMATOREN *								RAILFOOT			
	Basis (ms)	Weigering Beveiliging (ms)	Weigering Verm. Schakel (ms) l f. fout	Weigering Verm. Schakel (ms) meerf.	Reserve volgende lijn/kabel (ms)	Réserve volgend railstel (ms) ****		Herinschakeling luchtlijn (ms)		Basis (ms)	Reserve van de koppeling (ms)	
						l f. fout	meerf.	l f. fout	meerf.		l f. fout	meerf.
Niveau de tension (kV)	LIGNES, CABLES, TRANSFO *								DEFAULT JEUX DE BARRES			
	Base (ms)	Refus Protect (ms)	Refus Disj. (ms) déf. mono	Refus Disj. (ms) déf. poly	Réserve ligne/câble suivant (ms)	Réserve jeux de barres suivants (ms) ****		Réenclenchement ligne (ms)		Base (ms)	Réserve du couplage (ms)	
						déf. mono	déf. poly	mono.	Poly-phasé		déf. mono.	déf. poly
380	100	100	300	170	1000	500	250	1	10	100	250	170
220	120	120	-	-	1000	600	600	1	***	100	300	300
150	120	120	-	-	1000	600	600	1	***	100	300	300
70	120**	2250	-	-	1000	600	600	-	***	600	-	-
36	120	2250	-	-	1200	1200	1200	-	***	600	-	-
30	120	2250	-	-	1200	1200	1200	-	***	600	-	-
15	1100	3100	-	-	-	1800	1800	-	***	1800	-	-
12	1100	3100	-	-	-	1800	1800	-	***	1800	-	-
10	1100	3100	-	-	-	1800	1800	-	***	1800	-	-

* Transformator : spanningsniveau = nominale maximumspanning van de transformator

** Voor de lijnen geldt deze waarde voor het uiteinde het dichtst bij de fout; voor het andere uiteinde wordt een afschakeltijd van 500 ms toegelaten

*** Te bepalen door de netbeheerder in functie van de regelingsparameters van de beveiligingen van nabije installaties

**** Ook toepasbaar voor fout tussen stroomtransformator en vermogensschakelaar

Opmerking : Alle opgegeven tijden zijn de maximaal toegelaten waarden.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister, Minister van Mobiliteit en Vervoer,
I. DURANT

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,
O. DELEUZE

* Transformateur : niveau de tension = tension nominale max. du transformateur

** Pour les lignes, cette valeur est d'application pour l'extrémité située le plus proche du défaut; pour l'autre extrémité, un temps d'élimination de 500 ms est autorisé.

*** A déterminer par le gestionnaire du réseau en fonction des paramètres de réglage des protections des installations avoisinantes

**** Aussi applicable pour défaut entre transformateur de courant et disjoncteur

Remarque : Tous les temps sont les valeurs maximales permises.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre, Ministre de la Mobilité et des Transports,
I. DURANT

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,
O. DELEUZE

Bijlage 3
Tableau des données

De gegevens zijn :

Annexe 3
Tabel van gegevens

Les données sont :

Type Aansluiting	Fase	Definitie	Afkorting	Eenheid	Periode
Alle	Alle	Identificatie van de Aansluiting	IDENT		
Alle	Alle	Naam + Adres Gebruiker	NAAM + ADRES		
Ch	Alle	Belasting : Identificatie	CO_CH_NAME		
Ch	Alle	Belasting : Planning	CO_DATE_CONS	mm/yyyy	7 jaar
Ch	Alle	Belasting : Piek actief vermogen Gebruiker	CO_PUI_ACT	MW	7 jaar
Ch	Alle	Belasting : Jaarlijkse groei	CO_ACC_ACT	%	7 jaar
Ch	Alle	Belasting : Reactief bij de actieve piek	CO_PUI_REA	Mvar	7 jaar
Ch	Alle	Belasting : Cos Phi bij de actieve piek	CO_COSPHI		7 jaar
Ch	Alle	Belasting : Geïnstalleerd reactief compensatievermogen	CO_COMP	Mvar	7 jaar
Pr	Alle	Productie-eenheid : Naam & Nummer	PR_GEN_NAME		
Pr	Alle	Productie-eenheid : Code	PR_CODE		
Pr	Alle	Productie-eenheid : Revisiecyclus (standaard)	PR_CYCL_REVIS		7 jaar
Pr	Alle	Productie-eenheid : Beschikbaarheids-urrooster (indien speciaal)	PR_HORAIR_DISP		7 jaar
Pr	Alle	Generator : Normaal maximaal bruto actief vermogen	PR_PMAX_BR	MW	7 jaar
Pr	Alle	Generator : Verwacht geproduceerd vermogen	PR_PROD_PREV	MW	7 jaar
Pr	Alle	Generator : Gebruiksdiagram	PR_DIAG_UTIL		7 jaar
Pr	Alle	Generator : Technisch minimaal bruto actief vermogen	PR_PMIN_BR	MW	7 jaar
Pr	Alle	Generator : Bruto actief vermogen bij overbelasting (beperkte duur)	PR_PSURCH_BR	MW	7 jaar
Pr	Alle	Generator : Maximale tijdsduur van de overbelasting	PR_TSURCH	min	7 jaar
Pr	Alle	Generator : Cos phi bij het maximaal vermogen	PR_COSPHI_MAX		7 jaar
Alle	I,R	Type dossier	TYPE_DOSS	€ {List}	
Alle	I,R	Datum opening van het dossier	DATE_INI	Date	
Alle	I,R	Leveringspunt	PT_FOURNIT	Code P	
Ch	I,R	Belasting : Type van voeding	CO_TYP ALIM	€ {List}	
Ch	I,R	Belasting : Type van het contract	TYPE_CONTRAT	€ {List}	
Ch	I,R	Minimaal Kortsluitvermogen op het aansluitpunt.	PCC_LIM_INF	MVA	
Ch	I,R	Aard van de afname : Motorvermogen MS/Aantal + oud eenheidsvermogen	CO_NATPR_MOT_anc	Nb + MVA	
Ch	I,R	Aard van de afname : Motorvermogen MS/Aantal + nieuw eenheidsvermogen	CO_NATPR_MOT_nou	Nb + MVA	
Ch	I,R	Aard van de afname : Storende belasting type walselij	CO_NATPR_PERT_1	MW	
Ch	I,R	Aard van de afname : Storende belasting type boogoven	CO_NATPR_PERT_2	MW	
Ch	I,R	Aard van de afname : Storende belasting type vermogenelektronica	CO_NATPR_PERT_3	MW	
Ch	I,R	Aard van de afname : Storende belasting type eenfasige voeding	CO_NATPR_PERT_4	MW	
Ch	I,R	Aard van de afname : Storende belasting ander type	CO_NATPR_PERT_5	Type/MW	
Ch	I,R	Afnameritme : Type	CO_RYTPR_TYP	€ {List}	
Ch	I,R	Afnameritme : Manier	CO_RYTPR_MODE	€ {List}	
Ch	I,R	Voedingstransformator : Kortsluitreactantie	TR_XCC	%pu	
Pr	I,R	Productie-eenheid : Type	PR_TYP_UNITE	€ {List}	
Pr	I,R	Productie-eenheid : Brandstoftype(s) met voorziene %indien meerdere	PR_TYP_COMBUS		
Pr	I,R	Productie-eenheid : Model	PR_MODEL_UNITE		
Pr	I,R	Productie-eenheid : Type van gebruik : Eenheid al dan niet verbonden aan een industrieel proces	PR_TYPE_UTILIS		
Pr	I,R	Productie-eenheid : datum van eerste parallelneming met het net (voorziën)	PR_DATE_RACC	mm/yyyy	

Type Aansluiting	Fase	Definitie	Afkorting	Eenheid	Periode
Pr	I,R	Productie-eenheid : Datum van de eerste test op PMAX	PR_DATE_PMAX	mm/yyyy	
Pr	I,R	Productie-eenheid : Datum van industriële indienstneming (voorzien)	PR_DATE_MSI	mm/yyyy	
Pr	I,R	Generator : Nominale Referentiespanning aan de klemmen	PR_TENS_REF	kV	
Pr	I,R	Generator : Referentie schijnbaar vermogen	PR_PUIS_REF	MVA	
Pr	I,R	Generator : Maximale statorstroom bij standaard koeling	PR_I_REF	MVA	
Pr	I,R	Beschrijving en parameters van de standaardkoeling (bijvoorbeeld waterstofdruk, maximale temperatuur,...)	PR_TYPE_COOL		
Pr	I,R	Hulpdiensten : Type aansluiting	AUX_RACC		
Pr	I,R	Hulpdiensten : Actieve belasting bij maximaal vermogen	AUX_P_ACT_MAX	MW	
Pr	I,R	Hulpdiensten : Reactieve belasting bij maximaal vermogen	AUX_P_REA_MAX	Mvar	
Pr	I,R	Opvoertransformator : Referentie schijnbaarvermogen	TM_PUI_TFO	MVA	
Pr	I,R	Opvoertransformator : Nominale Spanning (kant hoogspanning)	TM_U1_TFO	kV	
Pr	I,R	Opvoertransformator : Nominale Spanning (kant laagspanning)	TM_U2_TFO	kV	
Pr	I,R	Opvoertransformator : Wikkelschema	TM_COUPL		
Pr	I,R	Opvoertransformator : Kortsluitreactantie	TM_XCC_TFO	%pu	
Pr	I,R	Opvoertransformator : Nullastverliezen	TM_PERT_0	kW	
Pr	I,R	Opvoertransformator : Verliezen bij maximaal vermogen	TM_PERT_MAX	kW	
Pr	I,R	Opvoertransformator : Standenwisselaar onder stroom en stroomloos	TM_CHANG_PRI		
Pr	I,R	Opvoertransformator : Koperverliezen	TM_PERT_CU	kW	
Pr	I,R	Opvoertransformator : Ijzerverliezen	TM_PERT_FE	kW	
Pr	I,R	Opvoertransformator : Magnetisatiestroom	TM_AMP_MAGN	A	
Alle	R	Principeschema van de aansluiting	RAC_SCHEM		
Alle	R	Aansluitingsveld : Referentie Fabrikant.	TRAV_REF_FABR		
Alle	R	Aansluitingsveld : Maximaal Spanning Um (*)	TRAV_UN	kV	
Alle	R	Aansluitingsveld : Nominale stroom (*)	TRAV_IN	A	
Alle	R	Aansluitingsveld : LIWV	TRAV_LIWV	kV	
Alle	R	Aansluitingsveld : Insulation Level Power frequency 1 min.	TRAV_NIV_ISOL	kV	
Alle	R	Aansluitingsveld : Thermische weerstand aan kortsluitstroom gedurende 1 seconde (*)	TRAV_ICC	kA	
Alle	R	Aansluitingsveld : Weerstand aan electrodynamische krachten (*)	TRAV_IDYN	kA	
Alle	R	Aansluitingsveld : Type hoofdbeveiliging	TRAV_TYP_PROTP		
Alle	R	Aansluitingsveld : Type reservebeveiliging	TRAV_TYP_PROTR		
Alle	R	Aansluitingsveld (vermogenschakelaar) : Afschakelbare kortsluitstroom (Isc)	TRAV_I_COUP	kA	
Alle	R	Aansluitingsveld (vermogenschakelaar) : Uitschakeltijd	TRAV_T_COUP	ms	
Alle	R	Hoogspanningskabel : Referentie Fabrikant	CAB_REF_FABR		
Alle	R	Hoogspanningskabel (*) : Type	CAB_TYP	€ {List}	
Alle	R	Hoogspanningskabel (*) : Doorsnede van de geleider	CAB_SECT	mm ²	
Alle	R	Hoogspanningskabel (*) : Minimale thermische weerstand aan kortsluitstroom	CAB_ICC	kA	
Alle	R	Hoogspanningskabel : Type van aarding van de mantel	CAB_MALT	€ {List}	
Alle	R	Hoogspanningskabel : Type van plaatsing	CAB_POSE	€ {List}	
Alle	R	Hoogspanningskabel : Plan van plaatsing	CAB_PLANPOSE		
Alle	R	Luchtlijn : Type van wapening	LI_ARMEM	€ {List}	
Alle	R	Luchtlijn : Type van geleider	LI_TYP	€ {List}	
Alle	R	Luchtlijn : Doorsnede van de geleiders	LI_SECT	mm ²	
Alle	R	Luchtlijn : Aantal geleiders per fase	LI_NB_COND		
Alle	R	Luchtlijn : Minimale thermische weerstand aan kortsluitstroom	LI_ICC	kA	
Alle	R	Luchtlijn : Inplantingsplan van de masten	LI_IMPL		

Type Aansluiting	Fase	Definitie	Afkorting	Eenheid	Periode
Alle	R	Luchtlijn : Langsprofiel van de verbinding	LI_PROFIL		
Alle	R	Luchtlijn : Bliksemdraad : type van de geleider	LI_CG_TYP	€ {List}	
Alle	R	Luchtlijn : Bliksemdraad : doorsnede van de geleider	LI_CG_SECT	mm ²	
Alle	R	Luchtlijn : Bliksemdraad : thermische weerstand aan kortsluitstroom	LI_CG_ICC	kA	
Ch	R	Belasting : Aansluitingspunt bij verlies van de hoofdaansluiting	CO_REPORT		
Ch	R	Beschrijving en parameters van het dynamisch gedrag van de belastingen	CO_DYN		
Ch	R	Spannings- en frequentiebeveiliging die een afschakeling veroorzaken.	CO_PROT_DELEST		
Ch	R	Voedingstransformator : Referentie Fabrikant	TR_REF_FABR		
Ch	R	Voedingstransformator : Nominaal vermogen volgens IEC-norm 354	TR_PUISS	MVA	
Ch	R	Voedingstransformator : Nominale Spanning (kant hoogspanning)	TR_U1	kV	
Ch	R	Voedingstransformator : Nominale Spanning (kant laagspanning)	TR_U2	kV	
Ch	R	Voedingstransformator : Type	TR_TYP	€ {List}	
Ch	R	Voedingstransformator : Wickelschema	TR_COUPL		
Ch	R	Voedingstransformator : Geluidsniveau gemeten volgens IEC-norm 551	TR_BRUIT	dBA	
Ch	R	Voedingstransformator : Nullastverliezen	TR_PERT_0	kW	
Ch	R	Voedingstransformator : Verliezen bij maximaal vermogen	TR_PERT_MAX	kW	
Ch	R	Voedingstransformator : Koperverliezen	TR_PERT_CU	kW	
Ch	R	Voedingstransformator : Ijzerverliezen	TR_PERT_FE	kW	
Ch	R	Voedingstransformator : Magnetisatiestroom	TR_AMP_MAGN	A	
Ch	R	Voedingstransformator : Wijze van aarding van de wikkelingen	TR_TERR	€ {List}	
Ch	R	Voedingstransformator : Type van de beveiligingen	TR_PROT		
Ch	R	Voedingstransformator : Lastenboek of receptieproef	TR_ESSAI		
Ch	R	Voedingstransformator : Inplantingsschema	TR_IMPL		
Ch	R	Voedingstransformator : Standenwisselaar	TR_CHANG_PRI		
Pr	R	Productie-eenheid : Karakteristieken van de beveiligingen van de groep	PR_PROT_GR		
Pr	R	Productie-eenheid : Starttijd bij koude start	PR_T_DEM_FR	min	
Pr	R	Productie-eenheid : Starttijd na 36 uur stilstand	PR_T_DEM_36	min	
Pr	R	Productie-eenheid : Starttijd bij warme start (nachtstilstand)	PR_T_DEM_CH	min	
Pr	R	Productie-eenheid : Aard van de HS aansluiting	PR_TYP_LIAIS		
Pr	R	Generator : Aantal poolparen	PR_PP		
Pr	R	Generator : Supplementaire verliezen in % basis vermogen	PR_PSUPPL	%pu	
Pr	R	Generator : Verzadiging : nominale rotorstroom (0), volgens de formule hieronder	PR_SAT_IFN0	A	
Pr	R	Generator : Verzadigingscoëfficiënt m, volgens de formule hieronder	PR_SAT_M		
Pr	R	Generator : Verzadigingscoëfficiënt n, volgens de formule hieronder	PR_SAT_N		
		$\frac{I}{I_0} = \frac{U}{U_{nom}} \times \left(1 + m \times \left(\frac{U}{U_{nom}} \right)^n \right)$			
Pr	R	Generator : Gelijkstroomweerstand van de statorwikkeling ⁽¹⁾	PR_RA	Ohm	
Pr	R	Generator : Synchrone, onverzadigde, directe reactantie ¹	PR_XDNS	%pu	
Pr	R	Generator : Transitorische, onverzadigde, directe reactantie ¹	PR_X1DNS	%pu	
Pr	I,R	Generator : Subtransitorische, onverzadigde, directe reactantie ¹	PR_X2DNS	%pu	
Pr	R	Generator : Synchrone, onverzadigde, quadratuur reactantie ¹	PR_XQNS	%pu	
Pr	R	Generator : Transitorische, onverzadigde, quadratuur reactantie ¹	PR_X1QNS	%pu	
Pr	R	Generator : Subtransitorische, onverzadigde, quadratuur reactantie ¹	PR_X2QNS	%pu	
Pr	R	Generator : Transitorische directe tijdsconstante ¹	PR_T1D	s	
Pr	R	Generator : Subtransitorische directe tijdsconstante ¹	PR_T2D	s	
Pr	R	Generator : Transitorische quadratuur tijdsconstante ¹	PR_T1Q	s	
Pr	R	Generator : Subtransitorische quadratuur tijdsconstante ¹	PR_T2Q	s	

Type Aansluiting	Fase	Definitie	Afkorting	Eenheid	Periode
Pr	R	Generator : Tijdsconstante van de stator ¹	PR_TA	s	
Pr	R	Generator : Lekreactantie van de stator ¹	PR_XL	%pu	
Pr	R	Generator : Reactantie van Potier ¹	PR_XP	%pu	
Pr	R	Generator : Tijdsconstante demper-wikkeling ¹	PR_TX	s	
Pr	R	Generator : Traagheidsmoment	PR_PD2_ALT	ton × m ²	
Pr	R	Productie-eenheid : Traagheidsmoment van het geheel turbine(s) + Generator	PR_PD2_ALT+TURB	ton × m ²	
Pr	R	Generator : Capability curves	PR_CAP_CURV		
Pr	R	Productie-eenheid : Functionele beschrijving en parameters van de snelheidsregelaar	PR_REGUL_VIT		
Pr	R	Productie-eenheid : Statisme van de snelheidsregelaar	PR_REG_VIT_G	MW/Hz	
Pr	R	Productie-eenheid : Functionele beschrijving en parameters van de spanningsregelaar	PR_REGUL_TENS		
Pr	R	Productie-eenheid : Dynamische karakteristieken van de over- en onderbetrachtigingsbegrenzers	PR_DYN_LIMIT		
Pr	R	Productie-eenheid : Functionele beschrijving en parameters van de controle van de bekrachtiging	PR_EXCIT		
Pr	R	Productie-eenheid : Functionele beschrijving en dynamische parameters van de aandrijfmachine van de generator en van zijn voeding (turbine + energiebron + regeling van de energiebron)	PR_ENTR_DYN		
Pr	R	Productie-eenheid : Vermogenbereik waarbinnen primaire regeling mogelijk is.	PR_REGL_PRIM		
Pr	R	Hulpdiensten : Oos Phi	AUX_COSPHI		
Pr	R	Hulpdiensten : Actief nullastvermogen	AUX_P_ACT_0	MW	
Pr	R	Opvoertransformator : Referentie Fabrikant	TM_REF_FABR		
Pr	R	Opvoertransformator : Aardingswijze van de wikkelingen	TM_TERR	€ {List}	
Pr	R	Opvoertransformator : Aardingsreactantie	TM_X_MALT	Ohm	
Pr	R	Opvoertransformator : Homopolaire reactantie	TM_X_HOM	%pu	
Pr	R	Opvoertransformator : Lastenboek of receptieproef	TM_ESSAI		
Pr	R	Opvoertransformator : Inplantingsschema	TM_IMPL		
Pr	P	Productie-eenheid : Planning industriële productie	PR_DATE_PROD	mm/yyyy	7 jaar

Type de raccordement	Phase	Définition	Sigle	Unité	Période
Tous	Toutes	Identification du Raccordement	IDENT		
Tous	Toutes	Nom + Adresse Utilisateur	NOM + ADRESSE		
Ch	Toutes	Consommation : Identifiant	CO_CH_NAME		
Ch	Toutes	Consommation : Planning	CO_DATE_CONS	mm/yyyy	7 ans
Ch	Toutes	Consommation : Pointe active Utilisateur	CO_PUI_ACT	MW	7 ans
Ch	Toutes	Consommation : Taux d'accroissement Annuel	CO_ACC_ACT	%	7 ans
Ch	Toutes	Consommation : Réactif à la pointe active	CO_PUI_REA	Mvar	7 ans
Ch	Toutes	Consommation : Cos Phi à la pointe active	CO_COSPHI		7 ans
Ch	Toutes	Consommation : Puissance installée en compensation du réactif	CO_COMP	Mvar	7 ans
Pr	Toutes	Unité de Production : Nom & Numéro	PR_GEN_NAME		
Pr	Toutes	Unité de Production : Code de l'Unité	PR_CODE		
Pr	Toutes	Unité de Production : Cycle de Révision (standard)	PR_CYCL_REVIS		7 ans
Pr	Toutes	Unité de Production : Horaire de disponibilité (si spécial)	PR_HORAIR_DISP		7 ans
Pr	Toutes	Générateur : Puissance active brute maximale normale	PR_PMAX_BR	MW	7 ans
Pr	Toutes	Générateur : Puissance de production attendue	PR_PROD_PREV	MW	7 ans
Pr	Toutes	Générateur : Diagramme d'utilisation	PR_DIAG_UTIL		7 ans
Pr	Toutes	Générateur : Puissance active brute au minimum technique	PR_PMIN_BR	MW	7 ans

Type de raccordement	Phase	Définition	Sigle	Unité	Période
Pr	Toutes	Générateur : Puissance active brute en surcharge (durée limitée)	PR_PSURCH_BR	MW	7 ans
Pr	Toutes	Générateur : Durée maximale de surcharge	PR_TSURCH	Min	7 ans
Pr	Toutes	Générateur : Cos phi à Puissance maximale	PR_COSPHI_MAX		7 ans
Tous	I,R	Type de dossier	TYPE_DOSS	€ {List}	
Tous	I,R	Date de démarrage du dossier	DATE_INI	Date	
Tous	I,R	Point de Fourniture	PT_FOURNIT	Code P	
Ch	I,R	Consommation : Type d'Alimentation	CO_TYP_ALIM	€ {List}	
Ch	I,R	Consommation : Type de contrat	TYPE_CONTRAT	€ {List}	
Ch	I,R	Puissance de Court-Circuit minimale au point de raccordement.	PCC_LIM_INF	MVA	
Ch	I,R	Nature du Prélèvement : Puissance Moteurs MT/Nombre + Val. unitaire ancienne	CO_NATPR_MOT_anc	Nb + MVA	
Ch	I,R	Nature du Prélèvement : Puissance Moteurs MT/Nombre + Val. unitaire nouvelle	CO_NATPR_MOT_nou	Nb + MVA	
Ch	I,R	Nature du Prélèvement : Charge Perturbatrice type Laminoir	CO_NATPR_PERT_1	MW	
Ch	I,R	Nature du Prélèvement : Charge Perturbatrice type Four à Arc	CO_NATPR_PERT_2	MW	
Ch	I,R	Nature du Prélèvement : Charge Perturbatrice type Electronique de Puissance	CO_NATPR_PERT_3	MW	
Ch	I,R	Nature du Prélèvement : Charge Perturbatrice type Alimentation monophasée	CO_NATPR_PERT_4	MW	
Ch	I,R	Nature du Prélèvement : Charge Perturbatrice type Autre	CO_NATPR_PERT_5	Type/MW	
Ch	I,R	Rythme Prélèvement : Type	CO_RYTTPR_TYP	€ {List}	
Ch	I,R	Rythme de Prélèvement : Mode	CO_RYTTPR_MODE	€ {List}	
Ch	I,R	Transformateur abaisseur : Réactance de court-circuit	TR_XCC	%pu	
Pr	I,R	Unité de Production : Type	PR_TYP_UNITE	€ {List}	
Pr	I,R	Unité de Production : Type(s) de combustible(s) avec % prévus si multiples	PR_TYP_COMBUS		
Pr	I,R	Unité de Production : Modèle	PR_MODEL_UNITE		
Pr	I,R	Unité de Production : Type utilisation : Unité liée ou non à un processus industriel	PR_TYPE_UTILIS		
Pr	I,R	Unité de Production : Date de première prise de parallèle au réseau (projet)	PR_DATE_RACC	mm/yyyy	
Pr	I,R	Unité de Production : Date de premier test à PMAX	PR_DATE_PMAX	mm/yyyy	
Pr	I,R	Unité de Production : Date de mise en service industriel (projet)	PR_DATE_MSI	mm/yyyy	
Pr	I,R	Générateur : Tension de référence nominale aux bornes	PR_TENS_REF	KV	
Pr	I,R	Générateur : Puissance apparente de référence	PR_PUIS_REF	MVA	
Pr	I,R	Générateur : Courant maximal avec refroidissement standard	PR_I_REF	MVA	
Pr	I,R	Description et paramètres du refroidissement standard (ex : pression hydrogène, température maximale,...)	PR_TYPE_COOL		
Pr	I,R	Auxiliaires : Type de raccordement	AUX_RACC		
Pr	I,R	Auxiliaires : Consommation active à Puissance maximale	AUX_P_ACT_MAX	MW	
Pr	I,R	Auxiliaires : Consommation réactive à Puissance maximale	AUX_P_REA_MAX	Mvar	
Pr	I,R	Transformateur élévateur : Puissance apparente de référence	TM_PUI_TFO	MVA	
Pr	I,R	Transformateur élévateur : Tension nominale (côté haute tension)	TM_U1_TFO	kV	
Pr	I,R	Transformateur élévateur : Tension nominale (côté basse tension)	TM_U2_TFO	kV	
Pr	I,R	Transformateur élévateur : Couplage	TM_COUPL		
Pr	I,R	Transformateur élévateur : Réactance de court-circuit	TM_XCC_TFO	%pu	
Pr	I,R	Transformateur élévateur : Pertes à vide	TM_PERT_0	kW	
Pr	I,R	Transformateur élévateur : Pertes à puissance maximale	TM_PERT_MAX	kW	

Type de raccordement	Phase	Définition	Sigle	Unité	Période
Pr	I,R	Transformateur élévateur : Changeur de prise en charge et hors charge	TM_CHANG_PRI		
Pr	I,R	Transformateur élévateur : Pertes cuivre	TM_PERT_CU	kW	
Pr	I,R	Transformateur élévateur : Pertes fer	TM_PERT_FE	kW	
Pr	I,R	Transformateur élévateur : Courant de magnétisation	TM_AMP_MAGN	A	
Tous	R	Schéma de Principe du Raccordement	RAC_SCHEM		
Tous	R	Travée de Raccordement : Référence Fabricant.	TRAV_REF_FABR		
Tous	R	Travée de Raccordement : Tension maximale Um (*)	TRAV_UN	kV	
Tous	R	Travée de Raccordement : Courant nominal (*)	TRAV_IN	A	
Tous	R	Travée de Raccordement : LIWV	TRAV_LIWV	kV	
Tous	R	Travée de Raccordement : Insulation Level Power frequency 1 min.	TRAV_NIV_ISOL	kV	
Tous	R	Travée de Raccordement : Tenue thermique au courant de court-circuit pendant 1 seconde (*)	TRAV_ICC	kA	
Tous	R	Travée de Raccordement : Tenue aux efforts électrodynamiques (*)	TRAV_IDYN	kA	
Tous	R	Travée de Raccordement : Type de la Protection principale	TRAV_TYP_PROTP		
Tous	R	Travée de Raccordement : Type de la Protection de réserve	TRAV_TYP_PROTR		
Tous	R	Travée de Raccordement (disjoncteur) : Courant de coupure (Isc)	TRAV_I_COUP	kA	
Tous	R	Travée de Raccordement (disjoncteur) : Temps de déclenchement	TRAV_T_COUP	msec	
Tous	R	Câbles à Haute Tension : Référence Fabricant	CAB_REF_FABR		
Tous	R	Câbles à Haute Tension (*) : Type	CAB_TYP	€ {List}	
Tous	R	Câbles à Haute Tension (*) : Section de l'âme conductrice	CAB_SECT	mm ²	
Tous	R	Câbles à Haute Tension (*) : Tenue thermique minimale au courant de court-circuit	CAB_ICC	kA	
Tous	R	Câbles à Haute Tension : Type de Mise à la Terre des écrans	CAB_MALT	ge {List}	
Tous	R	Câbles à Haute Tension : Type de pose	CAB_POSE	€ {List}	
Tous	R	Câbles à Haute Tension : Plan de pose	CAB_PLANPOSE		
Tous	R	Ligne aérienne : Type de l'armement	LI_ARMEM	€ {List}	
Tous	R	Ligne aérienne : Type des conducteurs	LI_TYP	€ {List}	
Tous	R	Ligne aérienne : Section des conducteurs	LI_SECT	mm ²	
Tous	R	Ligne aérienne : Nombre de conducteurs par phase	LI_NB_COND		
Tous	R	Ligne aérienne : Tenue thermique minimale au courant de court-circuit	LI_ICC	kA	
Tous	R	Ligne aérienne : Plan d'implantation des pylônes	LI_IMPL		
Tous	R	Ligne aérienne : Profil en long de la liaison	LI_PROFIL		
Tous	R	Ligne aérienne : Câble de garde : type conducteur	LI_CG_TYP	€ {List}	
Tous	R	Ligne aérienne : Câble de garde : section conducteur	LI_CG_SECT	mm ²	
Tous	R	Ligne aérienne : Câble de garde : tenue thermique minimale au courant de court-circuit	LI_CG_ICC	kA	
Ch	R	Consommation : Point de Raccordement en cas de perte du raccordement principal	CO_REPORT		
Ch	R	Description et paramètres du comportement dynamique des charges	CO_DYN		
Ch	R	Protection en tension et fréquence menant à un délestage	CO_PROT_DELEST		
Ch	R	Transformateur abaisseur : Référence fabricant	TR_REF_FABR		
Ch	R	Transformateur abaisseur : Puissance nominale selon la norme IEC 354	TR_PUISS	MVA	
Ch	R	Transformateur abaisseur : Tension nominale (côté HT)	TR_U1	kV	
Ch	R	Transformateur abaisseur : Tension nominale (côté BT)	TR_U2	kV	
Ch	R	Transformateur abaisseur : Type	TR_TYP	€ {List}	
Ch	R	Transformateur abaisseur : Couplage	TR_COUPL		
Ch	R	Transformateur abaisseur : Niveau de bruit mesuré selon la norme IEC 551	TR_BRUIT	dBA	
Ch	R	Transformateur abaisseur : Pertes à vide	TR_PERT_0	kW	
Ch	R	Transformateur abaisseur : Pertes à puissance maximale	TR_PERT_MAX	kW	
Ch	R	Transformateur abaisseur : Pertes cuivre	TR_PERT_CU	kW	
Ch	R	Transformateur abaisseur : Pertes fer	TR_PERT_FE	kW	
Ch	R	Transformateur abaisseur : Courant de magnétisation	TR_AMP_MAGN	A	

Type de raccordement	Phase	Définition	Sigle	Unité	Période
Ch	R	Transformateur abaisseur : Mode de raccordement à la terre des enroulements	TR_TERR	€ {List}	
Ch	R	Transformateur abaisseur : Type de Protections	TR_PROT		
Ch	R	Transformateur abaisseur : Cahier des Charges ou essais de réception	TR_ESSAI		
Ch	R	Transformateur abaisseur : Schéma d'implantation	TR_IMPL		
Ch	R	Transformateur abaisseur : Changeur de prise	TR_CHANG_PRI		
Pr	R	Unité de Production : Caractéristiques des Protections du groupe	PR_PROT_GR		
Pr	R	Unité de Production : Temps de démarrage à froid	PR_T_DEM_FR	min	
Pr	R	Unité de Production : Temps de démarrage après arrêt de 36 h	PR_T_DEM_36	min	
Pr	R	Unité de Production : Temps de démarrage à chaud (arrêt de nuit)	PR_T_DEM_CH	min	
Pr	R	Unité de Production : Nature de la liaison HT	PR_TYP_LIAIS		
Pr	R	Générateur : Nombre de paires de pôles	PR_PP		
Pr	R	Générateur : Pertes supplémentaires en % base Puissance	PR_PSUPPL	%pu	
Pr	R	Générateur : Saturation : Courant rotor nominal (0), suivant la formule ci-dessous	PR_SAT_IFN0	A	
Pr	R	Générateur : Coefficient de saturation m, suivant la formule ci-dessous	PR_SAT_M		
Pr	R	Générateur : Coefficient de saturation n, suivant la formule ci-dessous	PR_SAT_N		
		$\frac{I}{I_0} = \frac{U}{U_{nom}} \times \left(1 + m \times \left(\frac{U}{U_{nom}} \right)^n \right)$			
Pr	R	Générateur : Résistance de l'enroulement statorique en courant continu ⁽²⁾	PR_RA	Ohm	
Pr	R	Générateur : Réactance directe, non saturée, en mode synchrone ²	PR_XDNS	%pu	
Pr	R	Générateur : Réactance directe, non saturée, en mode transitoire ²	PR_X1DNS	%pu	
Pr	I,R	Générateur : Réactance directe, non saturée, en mode subtransitoire ²	PR_X2DNS	%pu	
Pr	R	Générateur : Réactance en quadrature, non saturée, en mode synchrone ²	PR_XQNS	%pu	
Pr	R	Générateur : Réactance en quadrature, non saturée, mode transitoire ²	PR_X1QNS	%pu	
Pr	R	Générateur : Réactance en quadrature, non saturée, en mode subtransitoire ²	PR_X2QNS	%pu	
Pr	R	Générateur : Constante de temps directe en mode transitoire ²	PR_T1D	s	
Pr	R	Générateur : Constante de temps directe en mode subtransitoire ²	PR_T2D	s	
Pr	R	Générateur : Constante de temps transversale en mode transitoire ²	PR_T1Q	s	
Pr	R	Générateur : Constante de temps transversale en mode subtransitoire ²	PR_T2Q	s	
Pr	R	Générateur : Constante de temps du stator ²	PR_TA	s	
Pr	R	Générateur : Réactance de fuite du stator ²	PR_XL	%pu	
Pr	R	Générateur : Réactance de Potier ²	PR_XP	%pu	
Pr	R	Générateur : Constante de temps de l'enroulement d'amortissement ²	PR_TX	s	
Pr	R	Générateur : Inertie	PR_PD2_ALT	ton × m ²	
Pr	R	Unité de Production : Inertie de l'ensemble turbine(s) + générateur	PR_PD2_ALT+TURB	ton × m ²	
Pr	R	Générateur : Capability curves	PR_CAP_CURV		
Pr	R	Unité de Production : Description fonctionnelle et Paramètres du régulateur de vitesse	PR_REGUL_VIT		
Pr	R	Unité de Production : Régulateur de Vitesse : Statisme	PR_REG_VIT_G	MW/Hz	
Pr	R	Unité de Production : Description fonctionnelle et Paramètres du régulateur de tension	PR_REGUL_TENS		
Pr	R	Unité de Production : Caractéristiques dynamiques des limiteurs de surexcitation et sous-excitation	PR_DYN_LIMIT		
Pr	R	Unité de Production : Description fonctionnelle et Paramètres du système de contrôle de l'excitation	PR_EXCIT		
Pr	R	Unité de Production : Description fonctionnelle et paramètres dynamiques de la machine d'entraînement du générateur et du système qui alimente celle-ci. (turbine + source d'énergie + réglage de la source)	PR_ENTR_DYN		
Pr	R	Unité de Production : Plage de puissance dans laquelle un réglage primaire est possible	PR_REGL_PRIM		

Type de raccordement	Phase	Définition	Sigle	Unité	Période
Pr	R	Auxiliaires : cos Phi	AUX_COSPHI		
Pr	R	Auxiliaires : Puissance active à vide	AUX_P_ACT_0	MW	
Pr	R	Transformateur élévateur : Référence fabricant	TM_REF_FABR		
Pr	R	Transformateur élévateur : Mode de mise à la terre des enroulements	TM_TERR	€ {List}	
Pr	R	Transformateur élévateur : Réactance de mise à la terre	TM_X_MALT	Ohm	
Pr	R	Transformateur élévateur : Réactance homopolaire	TM_X_HOM	%pu	
Pr	R	Transformateur élévateur : Cahier des Charges ou essai de réception	TM_ESSAI		
Pr	R	Transformateur élévateur : Schéma d'implantation	TM_IMPL		
Pr	P	Unité de Production : Planning de Production industrielle	PR_DATE_PROD	mm/yyyy	7 ans

Nota's

(1) Ter vervanging van de externe parameters van de generator zoals hierboven aangegeven, mag de gebruiker ook de interne parameters leveren, voor zover deze volstaan om de externe parameters af te leiden.

(2) En remplacement des paramètres externes du générateur, l'utilisateur peut également fournir les paramètres internes, suffisants pour déduire les paramètres externes.

Legende

« Pr » : productie-eenheden
 « Ch » : belastingen
 « I » : de fase « Aanvraag voor een oriëntatiestudie » van Titel III
 « Pr » : de fase « Planning » van Titel II

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister, Minister van Mobiliteit en Vervoer,
 I. DURANT
 De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,
 O. DELEUZE

Légende

« Pr » : unités de productions
 « Ch » : charges
 « I » : la phase « demande d'étude d'orientation » du Titre III
 « Pr » : la phase « Planification » du Titre II

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre, Ministre de la Mobilité et des Transports,
 I. DURANT
 Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,
 O. DELEUZE

N. 2002 — 4676

[C — 2002/11508]

29 NOVEMBER 2002. — Ministeriel besluit tot goedkeuring van de verordening nr. 13 van 4 november 2002 van de Controledienst voor de Verzekeringen die de verordening nr. 12 tot vaststelling van de regels betreffende de doorlopende inventaris van de dekkingswaarden wijzigt

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid op de artikelen 16, § 2, zesde lid, en 29, vierde en vijfde lid,

Besluit :

Artikel 1. Wordt goedgekeurd de verordening nr. 13 van 4 november 2002 van de Controledienst voor de Verzekeringen die de verordening nr. 12 tot vaststelling van de regels betreffende de doorlopende inventaris van de dekkingswaarden wijzigt.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 29 november 2002.

Ch. PICQUE

F. 2002 — 4676

[C — 2002/11508]

29 NOVEMBRE 2002. — Arrêté ministériel approuvant le règlement n° 13 du 4 novembre 2002 de l'Office de Contrôle des Assurances modifiant le règlement n° 12 de l'Office de Contrôle des Assurances fixant les règles concernant l'inventaire permanent des valeurs représentatives

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment l'article 16, § 2, sixième alinéa, et l'article 29, quatrième et cinquième alinéas,

Arrête :

Article 1^{er}. Est approuvé le règlement n° 13 du 4 novembre 2002 de l'Office de Contrôle des Assurances modifiant le règlement n° 12 de l'Office de Contrôle des Assurances fixant les règles concernant l'inventaire permanent des valeurs représentatives.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 novembre 2002.

Ch. PICQUE

Bijlage

Verordening nr.13 van de Controledienst voor de Verzekeringen die de verordening nr. 12 tot vaststelling van de regels betreffende de doorlopende inventaris van de dekkingswaarden wijzigt

De Controledienst voor de Verzekeringen,

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid op de artikelen 16, § 2, zesde lid, en 29, vierde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, een laatste maal gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 januari 2002, inzonderheid de artikelen 9, 10 en 11;

Gelet op de verordening nr. 12 van de Controledienst voor de Verzekeringen tot vaststelling van de regels betreffende de doorlopende inventaris van de dekkingswaarden;

Gelet op het advies van de Commissie voor Verzekeringen van 28 oktober 2002;

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Raad van de Controledienst voor de Verzekeringen, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 13 november 1975, inzonderheid op artikel 11,

Besluit :

Artikel 1. In de verwijzing (4) van de bijlagen 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5, 1.6 en 1.7 van de verordening nr. 12 van de Controledienst voor de Verzekeringen tot vaststelling van de regels betreffende de doorlopende inventaris van de dekkingswaarden, wordt tussen het eerste en het tweede streepje, volgend streepje ingelast : "Rechtstreekse zaken arbeidsongevallen "wet 10 april 1971"", code : 71.

Art. 2. In de verwijzing (8) van bijlage 1.1, in de verwijzing (6) van de bijlagen 1.2, 1.5, 1.6 en 1.7 en in de verwijzing (7) van de bijlagen 1.3 en 1.4 van dezelfde verordening nr. 12, worden de woorden "Griekse drachme Grd" weggelaten.

Art. 3. In de tabel II. B. "Uitsplitsing van de technische voorzieningen en schulden naar de oorspronkelijke munt" van bijlage 2 van dezelfde verordening nr. 12, worden de woorden "Griekse drachme Grd" weggelaten.

Art. 4. Het punt III. "Lijst van de verwijzingen betreffende de samenvattende opgave van de dekkingswaarden van de technische voorzieningen en schulden" van bijlage 2 van dezelfde verordening, wordt gewijzigd als volgt :

1° In de verwijzing (3) worden de woorden "Het behelst de rechtstreekse verzekeringen betreffende de takken 1 tot en met 18, zoals bedoeld in bijlage I van het algemeen reglement," vervangen door de woorden :

« Het behelst de rechtstreekse verzekeringen betreffende de takken 1 tot en met 18, zoals bedoeld in bijlage I van het algemeen reglement, met uitzondering van de verzekeringen tegen arbeidsongevallen bedoeld door de wet van 10 april 1971 betreffende de arbeidsongevallen;

— Rechtstreekse zaken arbeidsongevallen "wet 10 april 1971" - code 71.

Het behelst de rechtstreekse zaken betreffende de arbeidsongevallen bedoeld in de wet van 10 april 1971 betreffende de arbeidsongevallen".

2° In het tweede lid van de verwijzing (20) worden :

— de woorden "en "Arbidsongevallen (wet 3/7/67)"" ingelast tussen de woorden "B.O.A.R." en de woorden "Rechtstreekse verzekeringsverrichtingen in het buitenland", en

— de woorden "Rechtstreekse zaken arbeidsongevallen "wet 10 april 1971".

Zie bijlage bij het koninklijk besluit van 17 november 1994 betreffende de jaarrekening van de verzekeringsondernemingen : Hoofdstuk II, Sectie I. Gedetailleerde balans en Sectie II, I. Gedetailleerde technische rekening niet-leven, kolom "Rechtstreekse verzekeringsverrichtingen in België - "Arbidsongevallen (wet 10/4/71)" codes : 710.3102 + 610.211.01 + 611.111.01 + 612.211.01 + 619.1101 + het betrokken gedeelte van de balanspost 421.11;" tussen de woorden "balans 421.11;" en de woorden "Rechtstreekse zaken leven. ».

Art. 5. Deze verordening zal in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt samen met het uittreksel van het ministerieel besluit tot goedkeuring ervan.

Zij treedt in werking op 31 december 2002.

Brussel, 4 november 2002.

De Voorzitter,
Willy P. Lenaerts.

Annexe

Règlement n° 13 de l'Office de Contrôle des Assurances modifiant le Règlement n° 12 de l'Office de Contrôle des Assurances fixant les règles concernant l'inventaire permanent des valeurs représentatives

L'Office de Contrôle des Assurances,

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment l'article 16, § 2, sixième alinéa, et l'article 29, quatrième alinéa;

Vu l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 16 janvier 2002, notamment les articles 9, 10 et 11;

Vu le règlement n° 12 de l'Office de Contrôle des Assurances fixant les règles concernant l'inventaire permanent des valeurs représentatives;

Vu l'avis de la Commission des Assurances du 28 octobre 2002;

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil de l'Office de Contrôle des Assurances, approuvé par arrêté royal du 13 novembre 1975, notamment l'article 11,

Arrête :

Article 1^{er}. Au renvoi (4) des annexes 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5, 1.6 et 1.7 du règlement n° 12 de l'Office de Contrôle des Assurances fixant les règles concernant l'inventaire permanent des valeurs représentatives, le tiret suivant est inséré entre le premier et le deuxième tiret : "Affaires directes accidents du travail "loi 10 avril 1971""; code-gestion : 71.

Art. 2. Au renvoi (8) de l'annexe 1.1, au renvoi (6) des annexes 1.2, 1.5, 1.6 et 1.7 et au renvoi (7) des annexes 1.3 et 1.4 du même règlement n° 12, les mots "Drachme grecque Grd" sont supprimés.

Art. 3. Dans le tableau II. B. "Ventilation des provisions et dettes techniques d'après la monnaie d'origine" de l'annexe 2 du même règlement n° 12, les mots "Drachme grecque Grd" sont supprimés.

Art. 4. Le point III. "Liste des renvois relatifs à l'état récapitulatif des valeurs représentatives des provisions et des dettes techniques" de l'annexe 2 du même règlement n° 12 est modifié comme suit :

1° Dans le renvoi (3), les mots "Il s'agit des opérations en affaires directes relatives aux branches 1 à 18 incluses, visées en annexe I du règlement général;" sont remplacés par les mots :

« Il s'agit des opérations en affaires directes relatives aux branches 1 à 18 incluses, visées en annexe I du règlement général à l'exception des assurances contre les accidents du travail visées par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

— Affaires directes accidents du travail "loi 10 avril 1971", code-gestion 71.

Il s'agit des opérations directes relatives aux accidents du travail visées par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail".

2° Dans l'alinéa 2 du renvoi (20), sont insérés :

— les mots "et "Accidents du travail (loi 3/7/67)"" entre les mots "I.A.R.D." et les mots "et "Opérations d'assurance directe à l'étranger", et

— les mots "Affaires directes accidents du travail "loi 10 avril 1971".

Voir annexe à l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances : Chapitre II, Section I. Bilan détaillé et Section II, I. Compte technique détaillé non-vie, colonne "Opérations d'assurance directe en Belgique - "Accidents du travail (loi 10/4/71)" codes : 710.3102 + 610.211.01 + 611.111.01 + 612.211.01 + 619.1101 + la partie concernée du poste du bilan 421.11;" entre les mots "bilan 421.11;" et les mots "Affaires directes Vie. ».

Art. 5. Le présent règlement sera publié au *Moniteur belge* en même temps que l'extrait de l'arrêté ministériel qui l'approuve.

Il entre en vigueur le 31 décembre 2002.

Bruxelles, le 4 novembre 2002.

Le Président,
Willy P. Lenaerts.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2002 — 4677

[C — 2002/14341]

23 DECEMBER 2002. — Ministerieel besluit tot bepaling van de gevaarlijke goederen, bedoeld in artikel 48 bis 2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (A.D.R.) en zijn bijlagen, ondertekend te Genève op 30 september 1957, en goedgekeurd door de wet van 10 augustus 1960;

Gelet op de wet betreffende de politie van het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985 en 20 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid op artikel 48bis 2, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 november 1980 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 2002;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 mei 1996 tot bepaling van de gevaarlijke goederen bedoeld in artikel 48 bis 2. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

Overwegende dat de Gewestregeringen zijn betrokken bij het ontwerpen van dit besluit;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 juni 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 10 juli 2002;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 12 juli 2002 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State 34.343/4, gegeven op 16 december 2002 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het Europees verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen vanaf 1 januari 2003 geherstructureerd is en dat de inwerkingtreding van de nieuwe borden C24a, b en c betreffende het verbod van toegang voor voertuigen die bepaalde gevaarlijke goederen vervoeren voorzien is voor 31 maart 2003, moet, om de rechtszekerheid te verzekeren, een wijzigingsbepaling van voornoemd ministerieel besluit van 15 mei 1996 worden voorzien,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « ADR » : het Europees verdrag betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg en zijn bijlagen, getekend op 30 september 1957 te Genève en goedgekeurd door de wet van 10 augustus 1960;

2° « klassen » : de klassen van gevaarlijke goederen opgesomd in paragraaf 2.1.1.1 van het ADR;

3° « koninklijk besluit » : het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement van de politie op het wegverkeer;

4° « UNO nummer » : het identificatienummer van de stof zoals gedefinieerd in afdeling 1.2.1 van bijlage A bij het ADR;

5° « collo » : het eindproduct van de verpakking, klaar voor verzending zoals gedefinieerd in afdeling 1.2.1 van bijlage A bij het ADR;

6° « tank » : de houder zoals gedefinieerd in afdeling 1.2.1 van bijlage A bij het ADR;

7° « losgestort » : het vervoer van losgestorte stoffen zoals gedefinieerd in afdeling 1.2.1 van bijlage A bij het ADR.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2002 — 4677

[C — 2002/14341]

23 DECEMBRE 2002. — Arrêté ministériel déterminant les marchandises dangereuses visées par l'article 48 bis 2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière

La Ministre de la Mobilité et des Transports,

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.) et ses annexes, signés à Genève le 30 septembre 1957, et approuvés par la loi du 10 août 1960;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 21 juin 1985 et 20 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, notamment l'article 48 bis 2 inséré par l'arrêté royal du 25 novembre 1980 et modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mai 1996 déterminant les marchandises dangereuses visées par l'article 48 bis 2. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière;

Considérant que les Gouvernements de région ont été associés à l'élaboration du présent arrêté;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 juin 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 10 juillet 2002;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 12 juillet 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 34.343/4, donné le 16 décembre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses est restructuré à partir du 1^{er} janvier 2003 et que l'entrée en vigueur des nouveaux signaux C24a, b et c d'interdiction d'accès pour les véhicules transportant certaines marchandises dangereuses est prévue au 31 mars 2003, il y a lieu, en vue de garantir la sécurité juridique, de prévoir une disposition modifiant l'arrêté ministériel du 15 mai 1996 précité,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « ADR » : l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route et ses annexes, signés à Genève le 30 septembre 1957 et approuvés par la loi du 10 août 1960;

2° « classes » : les classes de marchandises dangereuses énumérées dans le paragraphe 2.1.1.1 de l'ADR;

3° « arrêté royal » : l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière;

4° « numéro ONU » : le numéro d'identification de la marchandise tel que défini à la section 1.2.1 de l'annexe A de l'ADR;

5° « colis » : le produit final de l'opération d'emballage prêt pour l'expédition tel que défini à la section 1.2.1 de l'annexe A de l'ADR;

6° « citerne » : le réservoir tel que défini à la section 1.2.1 de l'annexe A de l'ADR;

7° « vrac » : le transport en vrac tel que défini à la section 1.2.1 de l'annexe A de l'ADR.

Art. 2. § 1. De goederen die onder het bord C24a vallen, voorgesteld in artikel 68 van het koninklijk besluit, zijn stoffen die als gevaarlijk worden beschouwd door het ADR en die niet zijn vrijgesteld op grond van afdeling 1.1.3 van bijlage A bij het ADR.

§ 2. De goederen die onder bord C24b vallen, voorgesteld in artikel 68 van het koninklijk besluit, zijn de volgende :

1° de goederen vervoerd in colli of als voorwerpen en die niet zijn vrijgesteld op grond van afdeling 1.1.3 van bijlage A bij het ADR :

- van klasse 1,
- van klasse 4.1, met classificatiecode D of DT, of met UNO-nummer 2956, 3221 tot 3242 en 3251,
- van klasse 4.2,
- van klasse 5.2;

2° de goederen in tank of losgestort vervoerd, indien op het voertuig volgens afdeling 8.1.3 van bijlage B bij het ADR ten minste een etiket moet aangebracht worden volgens model nr. 2.1, 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1 of 5.2 zoals aangegeven in tabel A van bijlage A, hoofdstuk 3.2, van het ADR.

§ 3. De goederen die onder bord C24c vallen, voorgesteld in artikel 68 van het koninklijk besluit, zijn volgende goederen die niet vrijgesteld zijn door afdeling 1.1.3 van bijlage A bij het ADR :

1° de goederen van de klassen 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1, 5.2, 6.1, 6.2, 8 en 9 ongeacht de wijze van vervoer;

2° de volgende goederen van klasse 7 :

- de goederen met UNO- nummers 2912, 2913, 2919, 2977, 2978, 3321, 3322, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331 en 3333, de niet-splijtstoffen van de nucleaire brandstofcyclus en de radioactieve afvalstoffen, vervoerd in colli;
- de goederen vervoerd in tanks.

Art. 3. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 15 mei 1996 tot bepaling van de gevaarlijke goederen bedoeld in artikel 48 bis 2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moeten worden geraadpleegd :

1° hoofdstuk 1.2 van bijlage A bij het A.D.R. voor de definities van de termen "gevaarlijke goederen", « colli », « UNO-nummer », en « verpakingsgroep »;

2° hoofdstuk 2.1 van bijlage A bij het A.D.R. voor de definitie van de term "klasse";

3° paragraaf 2.2.2.1.3 van bijlage A bij het A.D.R. voor de definitie van de groep van stoffen van klasse 2.

Art. 1 bis. De gevaarlijke goederen bedoeld in artikel 48 bis 2. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 november 1980, 20 juli 1990 en 18 september 1991 zijn de volgende :

1° de goederen vervoerd in colli of als voorwerpen en die niet zijn vrijgesteld op grond van afdeling 1.1.3 van bijlage A bij het A.D.R. :

- van klasse 1,
 - met UNO-nummer 3064 van klasse 3,
 - met UNO-nummers 2555 tot 2557, 2907, 2956, 3221 tot 3242 en 3251 van verpakingsgroep I van klasse 4.1,
 - van klasse 4.2,
 - met UNO-nummer 2426 van klasse 5.1,
 - van klasse 5.2;
- 2° de goederen vervoerd in tanks :
- van de groepen F, TF of TFC van klasse 2,
 - van de verpakingsgroepen I en II van klasse 3,
 - van klasse 4.2,
 - met UNO-nummer 2426 van klasse 5.1,
 - van klasse 5.2,
 - met UNO-nummers 1092, 1098, 1143, 1163, 1182, 1185, 1238, 1239, 1244, 1251, 1259, 1613, 1695, 1994, 2334, 2382, 2407, 2438, 2480, 2482, 2484, 2485, 2606, 2929, 3279, 3294 van klasse 6.1,
 - met UNO-nummers 2401, 2734 en 2920 van verpakingsgroep I van klasse 8. ».

Art. 2. § 1^{er}. Les marchandises tombant sous le signal C24a représenté à l'article 68 de l'arrêté royal sont les marchandises considérées comme dangereuses par l'ADR et non exemptées par la section 1.1.3 de l'annexe A de l'ADR.

§ 2. Les marchandises tombant sous le signal C24b représenté à l'article 68 de l'arrêté royal sont les suivantes :

1° les marchandises transportées en colis ou comme objets et non exemptées par la section 1.1.3. de l'annexe A de l'ADR :

- de la classe 1,
- de la classe 4.1, code de classification D ou DT ou numéro ONU 2956, 3221 à 3242 et 3251,
- de la classe 4.2,
- de la classe 5.2;

2° les marchandises transportées en citerne ou en vrac si le véhicule est astreint, selon la section 8.1.3 de l'annexe B de l'ADR à porter au moins une étiquette de modèle n° 2.1, 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1 ou 5.2 comme mentionné dans le tableau A du chapitre 3.2 de l'annexe A de l'ADR.

§ 3. Les marchandises tombant sous le signal C24c représenté à l'article 68 de l'arrêté royal sont les marchandises suivantes non exemptées par la section 1.1.3 de l'annexe A de l'ADR :

1° les marchandises des classes 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1, 5.2, 6.1, 6.2, 8 et 9 quel que soit le type de transport;

2° les marchandises suivantes de la classe 7 :

- les marchandises de numéros ONU 2912, 2913, 2919, 2977, 2978, 3321, 3322, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331 et 3333, les substances non-fissiles du cycle combustible nucléaire et les déchets radioactifs transportés en colis;
- les marchandises transportées en citernes.

Art. 3. L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mai 1996 déterminant les marchandises dangereuses visées par l'article 48 bis 2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu de consulter :

1° le chapitre 1.2 de l'annexe A de l'A.D.R. pour les définitions des termes "marchandises dangereuses", "colis", "numéro ONU" et "groupe d'emballage";

2° le chapitre 2.1 de l'annexe A de l'A.D.R. pour la définition du terme "classe";

3° le paragraphe 2.2.2.1.3 de l'annexe A de l'A.D.R. pour la définition du groupe de matières de la classe 2.

Art. 1 bis. Les marchandises dangereuses visées par l'article 48 bis 2. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière modifié par les arrêtés royaux des 25 novembre 1980, 20 juillet 1990 et 18 septembre 1991, sont les suivantes :

1° les marchandises transportées en colis ou comme objets et non exemptées par la section 1.1.3 de l'annexe A de l'A.D.R. :

- de la classe 1,
 - de numéro ONU 3064 de la classe 3,
 - des numéros ONU 2555 à 2557, 2907, 2956, 3221 à 3242 et 3251 du groupe d'emballage I de la classe 4.1,
 - de la classe 4.2,
 - de numéro ONU 2426 de la classe 5.1,
 - de la classe 5.2;
- 2° les marchandises transportées en citerne :
- des groupes F, TF ou TFC de la classe 2,
 - des groupes d'emballage I et II de la classe 3,
 - de la classe 4.2,
 - de numéro ONU 2426 de la classe 5.1,
 - de la classe 5.2,
 - des numéros ONU 1092, 1098, 1143, 1163, 1182, 1185, 1238, 1239, 1244, 1251, 1259, 1613, 1695, 1994, 2334, 2382, 2407, 2438, 2480, 2482, 2484, 2485, 2606, 2929, 3279, 3294 de la classe 6.1,
 - des numéros ONU 2401, 2734 et 2920 du groupe d'emballage I de la classe 8. » .

Art. 4. Het ministerieel besluit van 15 mei 1996 tot bepaling van de gevaarlijke goederen bedoeld in artikel 48bis 2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 31 maart 2003 met uitzondering van artikel 3 dat in werking treedt op 1 januari 2003.

Brussel, 23 december 2002.

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Ch. PICQUE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

Art. 4. L'arrêté ministériel du 15 mai 1996 déterminant les marchandises dangereuses visées par l'article 48 bis 2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 mars 2003 à l'exception de l'article 3 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Bruxelles, le 23 décembre 2002.

La Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2002 — 4678

[C — 2002/23101]

20 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35, §§ 1 en 2, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995, 22 februari 1998, 24 december 1999, 10 augustus 2001 en 22 augustus 2002 en bij het koninklijk besluit van 25 april 1997;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 december 1988, 19 december 1990, 7 juni 1991, 19 december 1991, 11 januari 1993, 30 december 1993, 6 april 1995, 7 augustus 1995, 10 juni 1996, 8 augustus 1997, 10 november 1997, 20 maart 1998, 28 april 1998, 3 februari 1999, 9 juni 1999, 29 maart 2000, 15 juni 2001, 13 november 2001 en 28 februari 2002;

Gelet op de beslissing van de Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen van 6 februari 2002;

Gelet op de voorstellen van de Technische tandheelkundige raad, gedaan tijdens zijn vergadering van 7 februari 2002;

Gelet op het advies van de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering gegeven op 7 februari 2002;

Gelet op het advies van de Commissie voor begrotingscontrole gegeven op 20 februari 2002;

Gelet op de beslissing van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering van 4 maart 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 juli 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, van 24 oktober 2002;

Gelet op het advies 33.332/1 van de Raad van State gegeven op 7 november 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 5 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 december 1988, 19 december 1990, 7 juni 1991, 19 december 1991, 11 januari 1993, 30 december 1993, 6 april 1995, 7 augustus 1995, 10 juni 1996, 8 augustus 1997, 10 november 1997, 20 maart 1998, 28 april 1998, 3 februari 1999, 9 juni 1999, 29 maart 2000, 15 juni 2001, 13 november 2001 en 28 februari 2002 wordt de volgende wijziging aangebracht in de rubriek "Preventieve behandelingen": in de omschrijving van de verstrekking 301593 wordt het getal "24" vervangen door het getal "50".

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2002 — 4678

[C — 2002/23101]

20 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35, §§ 1^{er} et 2, modifiée par les lois des 20 décembre 1995, 22 février 1998, 24 décembre 1999, 10 août 2001 et 22 août 2002 et par l'arrêté royal du 25 avril 1997;

Vu l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment l'article 5, modifié par les arrêtés royaux des 23 décembre 1988, 19 décembre 1990, 7 juin 1991, 19 décembre 1991, 11 janvier 1993, 30 décembre 1993, 6 avril 1995, 7 août 1995, 10 juin 1996, 8 août 1997, 10 novembre 1997, 20 mars 1998, 28 avril 1998, 3 février 1999, 9 juin 1999, 29 mars 2000, 15 juin 2001, 13 novembre 2001 et 28 février 2002;

Vu la décision de la Commission nationale dento-mutualiste en date du 6 février 2002;

Vu les propositions du Conseil technique dentaire formulées au cours de sa réunion du 7 février 2002;

Vu l'avis émis par le Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité en date du 7 février 2002;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire donné en date du 20 février 2002;

Vu la décision du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité en date du 4 mars 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 juillet 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 24 octobre 2002;

Vu l'avis 34.332/1 du Conseil d'Etat, donné le 7 novembre 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 5 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, tel que modifié par les arrêtés royaux des 23 décembre 1988, 19 décembre 1990, 7 juin 1991, 19 décembre 1991, 11 janvier 1993, 30 décembre 1993, 6 avril 1995, 7 août 1995, 10 juin 1996, 8 août 1997, 10 novembre 1997, 20 mars 1998, 28 avril 1998, 3 février 1999, 9 juin 1999, 29 mars 2000, 15 juin 2001, 13 novembre 2001 et 28 février 2002 est apportée la modification suivante dans la rubrique "Traitements préventifs": dans le libellé de la prestation 301593, le nombre "24" est remplacé par le nombre "50".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU**

N. 2002 — 4679

[C — 2002/23038]

6 DECEMBER 2002. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van de legitimatiekaart van de inspecteurs en controleurs van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, gewijzigd bij de wet van 13 juli 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen, gewijzigd bij de wetten van 19 juli en 30 december 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de personeelsleden belast met de controle sinds 15 oktober 2002 naar het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen zijn overgedragen en dat de nieuwe bepalingen inzake de controle, bepaald bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, op 1 januari 2003 in werking treden, het voor de juridische veiligheid aangewezen is om aan voormelde personeelsleden zo snel mogelijk een legitimatiekaart te overhandigen waarmee zij in naam van het Agentschap hun inspecties kunnen uitvoeren en de daarbijhorende handelingen kunnen stellen,

Besluit :

Artikel 1. De gedelegeerd bestuurder van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen overhandigt aan de personeelsleden van het Agentschap en, in voorkomend geval aan de andere personen, die allebei in toepassing van artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen zijn aangeduid, een legitimatiekaart die volgens het bij dit besluit gevoegde model is opgesteld.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2002 — 4679

[C — 2002/23038]

6 DECEMBRE 2002. — Arrêté ministériel fixant le modèle de la carte de légitimation des inspecteurs et contrôleurs de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire

Le Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, modifiée par la loi du 13 juillet 2001;

Vu l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales, modifié par les lois des 19 juillet et 30 décembre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les agents de contrôle ont été transférés à l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire depuis le 15 octobre 2002 et que les nouvelles dispositions en matière de contrôle fixées par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2003, il s'indique, pour la sécurité juridique, de remettre au plus vite aux agents précités une carte de légitimation devant leur permettre d'effectuer, au nom de l'Agence, leurs inspections et les actes qui s'y rapportent,

Arrête :

Article 1^{er}. L'Administrateur délégué de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire remet aux membres du personnel de l'Agence et, le cas échéant, aux autres personnes, désignés en application de l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales, une carte de légitimation conçue conformément au modèle repris en annexe du présent arrêté.

Art. 2. De legitimatiekaart is rechthoekig, 85 mm lang en 54 mm breed.

Ze is beige en blauw.

Ze is geplastificeerd.

Art. 3. § 1. De volgende vermeldingen staan vooraan op de legitimatiekaart :

1° - bovenaan in het midden, op een blauwe achtergrond, de hoofding « Koninkrijk België »;

In de linkerbovenhoek, een kaart van België in de kleuren van de nationale vlag;

2° - in het midden, op de achtergrond, op een beige ondergrond, het logo van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en, in de drie nationale talen met voorrang voor de moedertaal van de titularis, de volgende melding : « De titularis is Rijksambtenaar of hiermee gelijkgesteld. Hij is gemachtigd deze hoedanigheid te laten gelden bij de uitoefening van zijn opdrachten. De gestelde overheden erkennen deze hoedanigheid en worden verzocht hem steun en bescherming te verlenen bij de uitoefening van zijn opdrachten. »;

3° in het Duits wordt de vermelding als volgt opgesteld : « Der Titular ist Staatsbeamter oder damit gleichgesetzt. Er ist dazu berechtigt diese Eigenschaft geltend zu machen. Die Behörden erkennen sie an und werden daher aufgefordert ihm Schutz und der Erfüllung seines Amtes zu gewähren. ».

§ 2. De volgende meldingen staan in de moedertaal van de titularis op de achterzijde van de legitimatiekaart :

1° - bovenaan rechts, op een blauwe ondergrond, de hoofding : « Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen »;

- de vlag in de nationale kleuren loopt dwars door de linkerbovenhoek;

2° - in het midden links, een identiteitsfoto van de titularis die minimum 20 mm op 30 mm groot is;

- in het midden rechts, op een beige en lichtblauwe ondergrond, de naam en voornaam van de houder, zijn identiteitsnummer evenals het nummer van zijn identiteitskaart;

3° - onderaan links, de vervaldatum en in de linkerhoek onderaan een vlag in de nationale kleuren;

- onderaan rechts de handtekening van de gedelegeerd bestuurder.

Art. 4. De geldigheidstermijn van de legitimatiekaart bedraagt vijf jaar.

Art. 5. De gedelegeerd bestuurder van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen legt de regels vast in geval van verlies, diefstal, misbruik, beschadiging en intrekking van de legitimatiekaart.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Brussel, 6 december 2002.

J. TAVERNIER

Art. 2. La carte de légitimation est de forme rectangulaire, d'une longueur de 85 mm et d'une largeur de 54 mm.

Elle est de couleur beige et bleue.

Elle est plastifiée.

Art. 3. § 1^{er}. Les mentions suivantes figurent au recto de la carte de légitimation :

1° - en haut au centre, sur fond bleu, l'entête « Royaume de Belgique »;

- dans le coin supérieur gauche, une carte de Belgique aux couleurs du drapeau national;

2° - au centre, en arrière plan, sur fond beige, le sigle de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et, dans les trois langues nationales avec priorité à la langue du titulaire, la mention suivante : « Le titulaire est agent de l'Etat ou assimilé. Il est autorisé à faire valoir cette qualité dans l'exercice de ses fonctions. Les autorités constituées le reconnaissent et sont invitées à lui prêter aide et protection dans l'exercice de ses fonctions. »;

3° la mention est rédigée comme suit en allemand : « Der Titular ist Staatsbeamter oder damit gleichgesetzt. Er ist dazu berechtigt diese Eigenschaft geltend zu machen. Die Behörden erkennen sie an und werden daher aufgefordert ihm Schutz und der Erfüllung seines Amtes zu gewähren. ».

§ 2. Les mentions suivantes figurent, dans la langue du titulaire, au verso de la carte de légitimation :

1° - au dessus, vers la droite, sur fond bleu, l'entête « Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire »;

- le coin supérieur gauche est barré par le drapeau aux couleurs nationales;

2° - au centre, vers la gauche, une photo d'identité du titulaire d'une taille minimale de 20 mm sur 30 mm;

- au centre, vers la droite, sur fond beige et bleu clair, les nom et prénom du détenteur, son numéro d'identification ainsi que le numéro de sa carte d'identité;

3° - en dessous, à gauche, la date d'expiration de la carte et, dans le coin inférieur gauche, un drapeau aux couleurs nationales;

- en dessous, à droite, la signature de l'administrateur délégué.

Art. 4. La durée de validité de la carte de légitimation est de cinq ans.

Art. 5. L'Administrateur délégué de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire fixe les règles concernant la perte, le vol, l'abus, la détérioration et le retrait de la carte de légitimation.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003

Bruxelles, le 6 décembre 2002.

J. TAVERNIER

Royaume de Belgique	
<p>.. Le titulaire est agent de l'Etat ou assimilé. Il est autorisé à faire valoir cette qualité dans l'exercice de ses fonctions. Les autorités constituées la reconnaissent et sont invitées à lui prêter leur aide et protection dans l'exercice de ses fonctions.</p> <p>.. De titularis is Rijksambtenaar of hiermee gelijkgesteld. Hij is gemachtigd deze hoedanigheid te laten gelden bij de uitoefening van zijn opdrachten. De gestelde overheden erkennen deze hoedanigheid en worden verzocht hem steun en bescherming te verlenen bij de uitoefening van zijn opdrachten.</p> <p>.. Der Titular ist Staatsbeamter oder damit gleichgesetzt. Er ist dazu berechtigt diese Eigenschaft geltend zu machen. Die Behörden erkennen sie an und werden daher aufgefordert ihm Schutz und der Erfüllung seines Amtes zu gewähren.</p>	

Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire	
PHOTO	
<p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>	
expire le	L'Administrateur Délégué

Koninkrijk België	
<p>.. De titularis is Rijksambtenaar of hiermee gelijkgesteld. Hij is gemachtigd deze hoedanigheid te laten gelden bij de uitoefening van zijn opdrachten. De gestelde overheden erkennen deze hoedanigheid en worden verzocht hem steun en bescherming te verlenen bij de uitoefening van zijn opdrachten.</p> <p>.. Le titulaire est agent de l'Etat ou assimilé. Il est autorisé à faire valoir cette qualité dans l'exercice de ses fonctions. Les autorités constituées la reconnaissent et sont invitées à lui prêter leur aide et protection dans l'exercice de ses fonctions.</p> <p>.. Der Titular ist Staatsbeamter oder damit gleichgesetzt. Er ist dazu berechtigt diese Eigenschaft geltend zu machen. Die Behörden erkennen sie an und werden daher aufgefordert ihm Schutz und der Erfüllung seines Amtes zu gewähren.</p>	

Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen	
FOTO	
<p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>	
vervaldatum	Gedelegeerd Bestuurder

Königreich Belgien	
<p>.. Der Titular ist Staatsbeamter oder damit gleichgesetzt. Er ist dazu berechtigt diese Eigenschaft geltend zu machen. Die Behörden erkennen sie an und werden daher aufgefordert ihm Schutz und der Erfüllung seines Amtes zu gewähren.</p> <p>.. Le titulaire est agent de l'Etat ou assimilé. Il est autorisé à faire valoir cette qualité dans l'exercice de ses fonctions. Les autorités constituées la reconnaissent et sont invitées à lui prêter leur aide et protection dans l'exercice de ses fonctions.</p> <p>.. De titularis is Rijksambtenaar of hiermee gelijkgesteld. Hij is gemachtigd deze hoedanigheid te laten gelden bij de uitoefening van zijn opdrachten. De gestelde overheden erkennen deze hoedanigheid en worden verzocht hem steun en bescherming te verlenen bij de uitoefening van zijn opdrachten.</p>	

Föderaleagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette	
FOTO	
<p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>	
dieses läuft ab	Geschäftsführende

Modèle de la carte de légitimation

Model van de legitimatiekaart

N. 2002 — 4680

[C — 2002/23115]

18 DECEMBER 2002. — Ministerieel besluit tot aanduiding van de statutaire en contractuele personeelsleden van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen belast met de uitvoering van de bepalingen van de wetten, besluiten en reglementen van de Europese Unie die onder de bevoegdheid van het Agentschap vallen

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, gewijzigd bij de wet van 13 juli 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen, gewijzigd bij de wetten van 19 juli en 30 december 2001, inzonderheid op artikel 3, lid 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2002 tot oprichting van een voorlopige cel bij het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 december 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de overdracht naar het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen van de personeelsleden van het Ministerie van Middenstand en Landbouw, van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu evenals van het Instituut voor veterinaire keuring sinds 15 oktober 2002 effectief is;

Dat, om het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door voormeld Agentschap in werking te kunnen doen treden, het aan te raden is onverwijld het personeel aan te duiden, belast met de controle, volgens dezelfde procedures, op alle producten en operatoren die aan 15 verschillende wetten onderworpen zijn,

Besluit :

Artikel 1. De statutaire en contractuele personeelsleden, belast met inspectie- en controleopdrachten, overgedragen naar de bij het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen opgerichte voorlopige cel of hierdoor aangeworven, worden aangeduid om toezicht uit te oefenen op de uitvoering van de wetten, besluiten en reglementen van de Europese Unie die onder de bevoegdheid van dit Agentschap vallen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Brussel, 18 december 2002.

J. TAVERNIER

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2002 — 4681

[C — 2002/23050]

12 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit houdende oprichting van de Programmatorische Federale Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 mei 2001 betreffende de aanduiding en de invulling van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 2, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 1 december 2000;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 21 november 2002 van het Sectorcomité XII;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 oktober 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 november 2002;

F. 2002 — 4680

[C — 2002/23115]

18 DECEMBRE 2002. — Arrêté ministériel désignant les agents statutaires et contractuels de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire chargés de surveiller l'exécution des dispositions des lois, arrêtés et règlements de l'Union européenne qui relèvent des compétences de l'Agence

Le Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, modifiée par la loi du 13 juillet 2001;

Vu l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales, modifié par les lois des 19 juillet et 30 décembre 2001, notamment l'article 3, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2002 créant une cellule provisoire auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le transfert à l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire des agents du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, ainsi que de l'Institut d'expertise vétérinaire est effectif depuis le 15 octobre 2002;

Qu'afin de pouvoir faire entrer en vigueur l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence précitée, il s'indique de désigner sans délai, le personnel chargé de contrôler, selon les mêmes procédures, l'ensemble des produits et des opérateurs soumis à 15 lois différentes,

Arrête :

Article 1^{er}. Les agents statutaires et contractuels, chargés de missions d'inspection et de contrôle, transférés dans la cellule provisoire créée auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ou recrutés par celle-ci sont désignés pour surveiller l'exécution des lois, arrêtés et règlements de l'Union européenne, qui relèvent des compétences de ladite Agence.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Bruxelles, le 18 décembre 2002.

J. TAVERNIER

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2002 — 4681

[C — 2002/23050]

12 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal portant création du Service public fédéral de programmation Intégration et Economie sociales, Lutte contre la Pauvreté

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 mai 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux, notamment l'article 2, § 2;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral, notamment l'article 9;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 1^{er} décembre 2000;

Vu l'avis motivé du 21 novembre 2002 du Comité de Secteur XII;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 octobre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 novembre 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 25 oktober 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie en van Onze Minister belast met het Grootstedenbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bij de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid wordt, onder het gezag van de minister tot wiens bevoegdheid de maatschappelijke integratie en sociale economie behoren, de Programmatorische Federale Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie opgericht. Deze voert de bevoegdheden uit zoals omschreven in artikel 2, §1, 9° van het koninklijk besluit van 23 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid.

Art. 2. De Programmatorische Federale Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie heeft tot opdracht :

1° de armoedebestrijding :

— voorbereiding, uitwerking en coördinatie van het Belgische en Europese beleid;

— project- en programmamanagement;

— onderzoek van de aanvragen om subsidiëring;

2° de sociale economie :

— voorbereiding, uitwerking en coördinatie van het beleid;

— project- en programmamanagement;

— regelgeving en financieringsmaatregelen;

3° het stedelijk beleid :

— voorbereiding, uitwerking en coördinatie van het beleid;

— project- en programmamanagement;

— financieringsmaatregelen;

4° de maatschappelijke integratie :

— voorbereiding, uitwerking en coördinatie van het beleid;

— juridische ondersteuning van en betaling van toelagen aan de OCMW's;

— betaling van toelagen aan derden;

— controle op het gebruik van de toelagen;

5° de voogdij over het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers

6° de opvolging van het Europees Sociaal Fonds

Art. 3. Het organogram van de Programmatorische Federale Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie bevat :

1° de voorzitter;

2° 2 managementfuncties -1;

3° 4 managementfuncties -2.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie en Onze Minister belast met Grootstedenbeleid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting, Maatschappelijke integratie
en Sociale economie,
J. VANDE LANOTTE

De minister belast met het Grootstedenbeleid,
Ch. PICQUE

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 octobre 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale et de Notre Ministre chargé de la Politique des grandes villes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Auprès du Service public fédéral Sécurité sociale est créé, sous l'autorité du ministre qui a l'intégration et l'économie sociales dans ses attributions, le Service public fédéral de programmation Intégration et Economie sociales, Lutte contre la Pauvreté. Celui-ci exerce les compétences telles que décrites à l'article 2, §1, 9° de l'arrêté royal du 23 mai 2001 portant création du Service public fédéral Sécurité sociale.

Art. 2. Le Service public fédéral de programmation Intégration et Economie sociales, Lutte contre la Pauvreté a pour mission :

1° la lutte contre la pauvreté :

— préparation, élaboration et coordination de la politique belge et européenne;

— gestion de programmes et de projets;

— examen des demandes de subvention;

2° l'économie sociale :

— préparation, élaboration et coordination de la politique;

— gestion de programmes et de projets;

— réglementation et mesures de financement;

3° la politique des villes :

— préparation, élaboration et coordination de la politique;

— gestion de programmes et de projets;

— mesures de financement;

4° l'intégration sociale :

— préparation, élaboration et coordination de la politique;

— soutien juridique et paiement des allocations aux CPAS;

— paiement des allocations aux tiers;

— contrôle de l'utilisation des allocations;

5° la tutelle de l'Agence fédérale d'Accueil des demandeurs d'asile

6° le suivi du Fonds social européen

Art. 3. L'organigramme du Service public fédéral de programmation Intégration et Economie sociales, Lutte contre la Pauvreté comprend :

1° le président;

2° 2 fonctions de management -1;

3° 4 fonctions de management -2.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale et Notre Ministre chargé de la Politique des grandes villes sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget, de l'Intégration sociale
et de l'Economie sociale,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre chargé de la Politique des grandes villes
Ch. PICQUE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2002 — 4682

[C — 2002/00904]

17 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de taalkaders van de eerste en tweede taaltrappen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43ter;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, inzonderheid op de bijlage bij dat besluit;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 oktober 2002 houdende organisatie van de federale politie;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 november 2002 houdende de personeelsformatie van de federale politie;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2002 tot vaststelling van de betrekkingen van de personeelsleden van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie die de eerste en tweede taaltrap vormen, met het oog op de toepassing van artikel 43ter van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;

Gelet op het advies nr. 34.212/I/PF van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 24 oktober 2002;

Overwegende dat voldaan werd aan de voorschriften van artikel 54, tweede lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat het artikel 246bis van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zoals ingevoegd door de wet van 30 december 2001, voorschrijft dat de aanwijzingen bij de centrale diensten van de federale politie en bij de algemene inspectie van de federale politie en de lokale politie tot 31 december 2002 mogen plaatsvinden zonder taalkaders.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De betrekkingen van de eerste en tweede taaltrappen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie worden als volgt in taalkaders verdeeld :

Taaltrappen — Degrés linguistiques	Nederlands kader — Cadre néerlandais	Frans kader — Cadre français
	Percentage betrekkingen — Pourcentage d'emplois	Percentage betrekkingen — Pourcentage d'emplois
1	50	50
2	50	50

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2002 — 4682

[C — 2002/00904]

17 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal fixant les cadres linguistiques des premier et deuxième degrés linguistiques de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43ter;

Vu l'arrêté royal du 3 septembre 2000 concernant le commissaire général et les directions générales de la police fédérale;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, notamment l'annexe de cet arrêté;

Vu l'arrêté royal du 17 octobre 2002 portant organisation de la police fédérale;

Vu l'arrêté ministériel du 7 novembre 2002 fixant le cadre du personnel de la police fédérale;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2002 déterminant les emplois des membres du personnel de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale qui constituent les premier et deuxième degrés linguistiques, en vue de l'application de l'article 43ter des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

Vu l'avis n° 34.212/I/PF de la Commission permanente de Contrôle linguistique, donné le 24 octobre 2002;

Considérant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article 54, alinéa 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'article 246bis de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, tel qu'inséré par la loi du 30 décembre 2001, prescrit que les affectations au sein des services centraux de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale peuvent s'effectuer jusqu'au 31 décembre 2002 sans cadres linguistiques.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les emplois des premier et deuxième degrés linguistiques de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale sont répartis comme suit en cadres linguistiques :

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 31 december 2002.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2002.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

N. 2002 — 4683

[C — 2002/00905]

17 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de betrekkingen van de personeelsleden van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie die de eerste en tweede taaltrappen vormen, met het oog op de toepassing van artikel 43ter van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43ter;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op artikel 98;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, inzonderheid op de bijlage bij dat besluit;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 oktober 2002 houdende organisatie van de federale politie;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 november 2002 houdende de personeelsformatie van de federale politie;

Gelet op het advies nr. 34.212/I/PF van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 24 oktober 2002;

Overwegende dat voldaan werd aan de voorschriften van artikel 54, tweede lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat het artikel 246bis van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zoals ingevoegd door de wet van 30 december 2001, voorschrijft dat de aanwijzingen bij de centrale diensten van de federale politie en bij de algemene inspectie van de federale politie en de lokale politie tot 31 december 2002 mogen plaatsvinden zonder taalkaders;

Gelet op advies 34.435/2 van de Raad van State, „gegeven op 27 november 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Met het oog op de toepassing op de personeelsleden van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie van artikel 43ter van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, worden de eerste en tweede taaltrappen vastgesteld als volgt :

1°) de eerste taaltrap is samengesteld uit de ambten van :

a) commissaris-generaal;

b) inspecteur-generaal;

c) directeurs-generaal;

d) adjunct-directeurs-generaal;

2°) de tweede taaltrap is samengesteld uit de ambten van :

a) directeurs;

b) adjunct-inspecteurs-generaal.

F. 2002 — 4683

[C — 2002/00905]

17 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal déterminant les emplois des membres du personnel de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale qui constituent les premier et deuxième degrés linguistiques, en vue de l'application de l'article 43ter des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43ter;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment l'article 98;

Vu l'arrêté royal du 3 septembre 2000 concernant le commissaire général et les directions générales de la police fédérale;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, notamment l'annexe de cet arrêté;

Vu l'arrêté royal du 17 octobre 2002 portant organisation de la police fédérale;

Vu l'arrêté ministériel du 7 novembre 2002 fixant le cadre du personnel de la police fédérale;

Vu l'avis n° 34.212/I/PF de la Commission permanente de Contrôle linguistique, donné le 24 octobre 2002;

Considérant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article 54, alinéa 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'article 246bis de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, tel qu'inséré par la loi du 30 décembre 2001, prescrit que les affectations au sein des services centraux de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale peuvent s'effectuer jusqu'au 31 décembre 2002 sans cadres linguistiques.

Vu l'avis 34.435/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 novembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. En vue de l'application aux membres du personnel de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale de l'article 43ter des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les premier et deuxième degrés linguistiques sont déterminés de la manière suivante :

1°) le premier degré linguistique est constitué par les fonctions de :

a) commissaire général;

b) inspecteur général;

c) directeurs généraux;

d) directeurs généraux adjoints;

2°) le deuxième degré linguistique est constitué par les fonctions de :

a) directeurs;

b) inspecteurs généraux adjoints.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 31 december 2002.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2002.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
BUDGET EN BEHEERSCONTROLE
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2002 — 4684

[C — 2002/02322]

23 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit houdende gedeeltelijke verdeling van de provisionele kredieten ingeschreven op het programma 19-40-3 van de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2002 en bestemd tot dekking van de uitgaven verbonden aan de toekenning van een toelage aan de personeelsleden belast met het ontwikkelen van projecten in sommige overheidsdiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 december 2001 houdende de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2002, inzonderheid op artikel 2.19.7;

Gelet op de wet van 12 juli 2002 houdende eerste aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 oktober 1999 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden belast met het ontwikkelen van projecten in sommige overheidsdiensten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 augustus 2000;

Overwegende dat op het programma 19-40-3 van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2002 een niet-gesplitst provisioneel krediet is ingeschreven ten belope van 769.000,00 € bestemd tot de dekking van de uitgaven verbonden aan de toekenning van een toelage aan de personeelsleden belast met het ontwikkelen van projecten in sommige overheidsdiensten;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een niet-gesplitst krediet ten belope van 477.731,90 € wordt afgenomen van het provisioneel krediet ingeschreven op het programma 19-40-3 (basisallocatie 31.01.01) van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2002 en wordt verdeeld overeenkomstig de bijgevoegde tabel.

De in de tabel vermelde bedragen worden gevoegd bij de kredieten welke onder de betrokken programma's en basisallocaties zijn uitgetrokken voor het begrotingsjaar 2002.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE
De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de Openbare Besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2002 — 4684

[C — 2002/02322]

23 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit au programme 19-40-3 du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2002 et destiné à couvrir les dépenses liées à l'octroi d'une allocation aux membres du personnel chargés du développement de projets au sein de certains services publics

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 décembre 2001 contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2002, notamment l'article 2.19.7;

Vu la loi du 12 juillet 2002 contenant le premier ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 2002;

Vu l'arrêté royal du 19 octobre 1999 accordant une allocation aux membres du personnel chargés du développement de projets au sein de certains services publics, modifié par l'arrêté royal du 12 août 2000;

Considérant qu'un crédit non dissocié provisionnel de 769.000,00€ destiné à couvrir des dépenses liées à l'octroi d'une allocation aux membres du personnel chargés du développement de projets au sein de certains services publics, est inscrit au programme 19-40-3 du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un crédit non dissocié d'un montant de 477.731,90 € est prélevé du crédit provisionnel inscrit au programme 19-40-3 (allocation de base 31.01.01) du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2002 et est réparti conformément au tableau ci-annexé.

Les montants figurant dans ce tableau sont rattachés aux crédits prévus pour l'année budgétaire 2002 aux programmes et allocations de base concernés.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre du Budget et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE
Le Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de
l'Administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage bij het Koninklijk Besluit voor de gedeeltelijke verdeling van het provisioneel krediet dat werd ingeschreven op het programma 19-40-3 voor het begrotingsjaar 2002

Annexe à l'arrêté royal portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit au programme 19-40-3 pour l'année budgétaire 2002

Wettelijke artikels — Articles légaux			Projecten — Projets	Niet-gesplitste kredieten — Crédits non dissociés	Activiteiten — Activités	Basisallocaties (en check-digits) — Allocations de base (et check-digits)
Departementen — Départements	Afdelingen — Divisions	Programma's — Programmes				
02	40	0	- Bezoldigingen en allerhande toelagen: vast en stage-doend statutair personeel - Rémunérations et allocations généralement quelconques: personnel statutaire définitif et stagiaire	12949.95	1	11.03(11)
02	40	0	- Bezoldigingen en allerhande toelagen: ander dan statutair personeel - Rémunérations et allocations généralement quelconques: personnel autre que statutaire	1284.48	1	11.04(12)
02	41	0	- Bezoldigingen en allerhande toelagen: ander dan statutair personeel - Rémunérations et allocations généralement quelconques: personnel autre que statutaire	1539.11	1	11.04(39)
04	40	0	- Bezoldigingen en allerhande toelagen: vast en stage-doend statutair personeel - Rémunérations et allocations généralement quelconques: personnel statutaire définitif et stagiaire	40820.34	1	11.03(12)
04	40	0	- Bezoldigingen en allerhande toelagen: ander dan statutair personeel - Rémunérations et allocations généralement quelconques: personnel autre que statutaire	18153.02	1	11.04(13)
04	53	0	- Bezoldigingen en allerhande toelagen: ander dan statutair personeel - Rémunérations et allocations généralement quelconques: personnel autre que statutaire	1695.82	1	11.04(73)

Wettelijke artikels — Articles légaux			Projecten — Projets	Niet-gesplitste kredieten — Crédits non dissociés	Activiteiten — Activités	Basisallocaties (en check-digits) — Allocations de base (et check-digits)
Departementen — Départements	Afdelingen — Divisions	Programma's — Programmes				
04	54	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	10917.42	1	11.03(02)
04	40	2	- Dotatie bestemd om de werkingskos- ten te dekken van het Selectiebureau van de Federale Overheid - Dotation destinée à couvrir les frais de fonctionnement du Bureau de Sélection de l'Administration fédérale	93900.67	0	4101(77)
11	60	1	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	3047.6	1	11.03(22)
12	51	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	6095.2	0	11.03(22)
13	55	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	1904.75	1	11.03(82)
14	41	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	4952.35	1	11.03(44)

Wettelijke artikels — Articles légaux			Projecten — Projets	Niet-gesplitste kredieten — Crédits non dissociés	Activiteiten — Activités	Basisallocaties (en check-digits) — Allocations de base (et check-digits)
Departementen — Départements	Afdelingen — Divisions	Programma's — Programmes				
16	50	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	1904.75	1	11.03(94)
16	60	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	3047.6	1	11.03(78)
18	40	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	14437.87	1	11.03(19)
18	60	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	20073.05	1	11.03(74)
18	61	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	6476.1	1	11.03(04)
18	61	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	1904.75	1	11.03(74)

Wettelijke artikels — Articles légaux			Projecten — Projets	Niet-gesplitste kredieten — Crédits non dissociés	Activiteiten — Activités	Basisallocaties (en check-digits) — Allocations de base (et check-digits)
Departementen — Départements	Afdelingen — Divisions	Programma's — Programmes				
18	80	3	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	10361.76	1	11.03(11)
23	40	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	8228.48	1	11.03(44)
23	56	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	4548.96	1	11.03(17)
26	40	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	13646.88	1	11.03(23)
26	40	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : ander dan stat- utair personeel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel autre que statutaire	5112.69	1	11.04(24)
26	51	4	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	7099.19	1	11.03(82)

Wettelijke artikels — Articles légaux			Projecten — Projets	Niet-gesplitste kredieten — Crédits non dissociés	Activiteiten — Activités	Basisallocaties (en check-digits) — Allocations de base (et check-digits)
Departementen — Départements	Afdelingen — Divisions	Programma's — Programmes				
26	54	4	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	7268.46	1	11.03(82)
26	55	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	15475.38	1	11.03(40)
26.	55	4	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : ander dan sta- tutair personeel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel autre que statutaire	29142.33	2	11.04(22)
26	55	3	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	2133.28	1	11.03(19)
26	57	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	2133.28	1	11.03(94)
26	59	1	Toelage Nationaal Instituut voor Oor- logsinvaliden Subside Institut National des Invali- des de Guerre	88229.06	2	4135(78)

Wettelijke artikels — Articles légaux			Projecten — Projets	Niet-gesplitste kredieten — Crédits non dissociés	Activiteiten — Activités	Basisallocaties (en check-digits) — Allocations de base (et check-digits)
Departementen — Départements	Afdelingen — Divisions	Programma's — Programmes				
31	40	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	15718.18	1	11.03(74)
32	41	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	10644.16	1	11.03(53)
32	67	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	4548.96	1	11.03(76)
33	40	0	- Bezoldigingen en allerhande toela- gen : vast en stage- doend statutair per- soneel - Rémunérations et allocations générale- ment quelconques : personnel statutaire définitif et stagaire	8336.02	1	11.03(75)

Gegeven te Brussel, 23 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de Openbare Besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de
l'Administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

COUR D'ARBITRAGE

F. 2002 — 4685

[2002/200004]

Arrêt n° 181/2002 du 11 décembre 2002

Numéro du rôle : 2280

En cause : le recours en annulation des articles 7 et 60 du décret de la Région wallonne du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, introduit par la s.a. Electrabel.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, R. Henneuse, L. Lavrysen, J.-P. Snappe et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 24 octobre 2001 et parvenue au greffe le 25 octobre 2001, la s.a. Electrabel, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, boulevard du Régent 8, et qui a fait élection de domicile à 1050 Bruxelles, avenue Louise 523, a introduit un recours en annulation des articles 7 et 60 du décret de la Région wallonne du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (publié au *Moniteur belge* du 1^{er} mai 2001).

II. *La procédure*

Par ordonnance du 25 octobre 2001, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 22 novembre 2001.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 30 novembre 2001.

Par ordonnance du 21 décembre 2001, le président M. Melchior a prorogé de quinze jours le délai pour l'introduction d'un mémoire, à la suite de la demande du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001.

Cette ordonnance a été notifiée au Gouvernement wallon par lettre recommandée à la poste le 21 décembre 2001.

Le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 21 janvier 2002.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 24 janvier 2002.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 25 février 2002.

Par ordonnances des 27 mars et 26 septembre 2002, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 24 octobre 2002 et 24 avril 2003 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 9 octobre 2002, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 6 novembre 2002, après avoir invité les parties à adresser à la Cour, pour le 30 octobre 2002 au plus tard, leurs observations écrites sur les questions suivantes :

« L'article 60 du décret entrepris est-il entré en vigueur ? »

Si tel n'est pas le cas, quel est encore l'intérêt de la partie requérante ? »

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 15 octobre 2002.

Des observations écrites ont été introduites par :

- le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 29 octobre 2002.

- la partie requérante, par lettre recommandée à la poste le 30 octobre 2002.

A l'audience publique du 6 novembre 2002 :

- ont comparu :

. Me F. Tulkens, avocat au barreau de Bruxelles, qui comparaisait également *loco* Me P. Gérard, avocat à la Cour de cassation, pour la partie requérante;

. Me J. Sambon, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement wallon;

- les juges-rapporteurs R. Henneuse et E. Derycke ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

Premier moyen dirigé contre l'article 7 du décret

A.1. Le premier moyen est pris de la violation, par l'article 7 du décret de la Région wallonne du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, des articles 10 et 11 de la Constitution, de la violation des principes d'égalité et de non-discrimination et en particulier de l'absence de pertinence ou de proportion de la mesure litigieuse au regard du but poursuivi. La partie requérante reproche à cet article de disposer que le capital du candidat gestionnaire du réseau de distribution - gestionnaire qui doit être une personne morale de droit public et qui peut prendre la forme d'une intercommunale - ou celui du gestionnaire de réseau doit être détenu à concurrence de 51 p.c. minimum par les communes et le cas échéant par les provinces.

Second moyen dirigé contre l'article 60 du décret

A.2. Un second moyen est pris de la violation par l'article 60 du décret de la Région wallonne précité des articles 10 et 11 de la Constitution et en particulier de l'absence de pertinence ou de proportion de la mesure entreprise au regard du but poursuivi. En effet, selon l'article 60, une société dont l'actionnaire majoritaire de droit privé détient directement ou indirectement la majorité du capital d'une intercommunale assurant la gestion du réseau, conformément à l'article 57, alinéa 3, ne peut se voir attribuer la licence de fourniture visée à l'article 30, § 2. En l'espèce, la disposition entreprise a pour effet d'interdire d'attribuer une licence de fourniture à une société dont l'actionnaire majoritaire de droit privé détient directement ou indirectement la majorité du capital d'une intercommunale assurant la gestion du réseau.

— B —

Quant aux dispositions entreprises et aux objectifs du décret

B.1.1. L'article 7 du décret de la Région wallonne du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité dispose :

« Au minimum 51 % des parts représentatives du capital du candidat gestionnaire du réseau de distribution sont détenus par les communes et, le cas échéant, par les provinces. Il en sera de même en ce qui concerne le capital du gestionnaire du réseau de distribution. Les statuts du gestionnaire du réseau de distribution ne pourront prévoir aucun plafond en ce qui concerne la détention des parts représentatives du capital par les communes et les provinces. »

B.1.2. L'article 60 du décret précité dispose :

« Une société dont l'actionnaire majoritaire de droit privé détient directement ou indirectement la majorité du capital d'une intercommunale assurant la gestion du réseau conformément à l'article 57, alinéa 3, ne peut se voir attribuer la licence de fourniture visée à l'article 30, § 2. »

B.2. Le décret attaqué s'inscrit dans le contexte de la politique générale de la libéralisation des services publics menée par la Communauté européenne, en particulier dans le secteur de l'électricité. Cette politique inscrite dans la directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 consiste à veiller à ce que les entreprises d'électricité soient exploitées dans la perspective d'un marché concurrentiel et compétitif et qu'elles s'abstiennent de toute discrimination. Cette directive est mise en œuvre, en Belgique, par la loi du 29 avril 1999 « relative à l'organisation du marché de l'électricité » pour ce qui concerne les compétences fédérales et, pour ce qui concerne la Région wallonne, par le décret attaqué. A cette fin, le décret précité distingue dorénavant le producteur d'électricité, le gestionnaire du réseau et, enfin, le vendeur au client final.

Quant au premier moyen dirigé contre l'article 7

B.3.1. Dans son mémoire en réponse, la partie requérante a déclaré se désister du premier moyen dirigé contre l'article 7 précité du décret de la Région wallonne.

B.3.2. Rien n'empêche la Cour, en l'espèce, de décréter ce désistement.

Quant au second moyen dirigé contre l'article 60

B.4. Le second moyen est dirigé contre l'article 60 du décret précité en tant qu'il interdit, dans une période transitoire de douze mois suivant l'entrée en vigueur du décret, que la licence de fourniture aux clients éligibles soit accordée à une société privée détentrice de plus de 50 p.c. du capital d'une intercommunale assurant la gestion du réseau.

L'article précité violerait les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il utiliserait un critère non pertinent et disproportionné, à savoir « détenir directement ou indirectement la majorité du capital d'une intercommunale assurant la gestion du réseau ».

B.5.1. Selon l'article 2, 19°, du décret attaqué, le client éligible est « le client final qui a, en vertu de l'article 27 ou en vertu de la législation d'une autre région ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne, le droit d'acheter de l'électricité à un fournisseur de son choix et, à ces fins, le droit d'obtenir un accès au réseau de distribution ». L'article 30, § 2, du même décret dispose que « tout fournisseur d'électricité aux clients éligibles est soumis à l'octroi d'une licence préalable délivrée par le ministre ». Cette procédure de délivrance de la licence de fourniture aux clients éligibles est justifiée dans l'exposé des motifs du décret par ceci que « le fournisseur aux clients éligibles doit démontrer son honorabilité, son expérience, ses capacités techniques et financières ainsi que la qualité de son organisation afin de garantir la bonne réalisation de ses missions. De plus, le candidat fournisseur aux clients éligibles doit prouver son indépendance juridique et de gestion à l'égard des gestionnaires de réseaux. Il doit également attester de sa capacité à remplir les obligations de service public qui lui seront imposées » (Doc., Parlement wallon, 2000-2001, n° 177/1, pp. 19-20).

Dans l'attente de la désignation des gestionnaires de réseaux, laquelle intervient dans les douze mois de l'entrée en vigueur du décret, ce sont, aux termes de l'article 57, alinéa 3, du décret, les régies et intercommunales de distribution électrique constituées avant la parution du décret au *Moniteur belge* qui sont chargées de la gestion du réseau de distribution.

B.5.2. C'est pendant cette même période transitoire que l'article 60 attaqué devait s'appliquer. La Cour constate cependant et les parties confirment dans leur note d'observations introduite à la demande de la Cour que l'arrêté du Gouvernement fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 60 du décret du 12 avril 2001 n'a toujours pas été publié au *Moniteur belge*.

En l'absence de la publication de la date d'entrée en vigueur de l'article 60 entrepris, la période transitoire de douze mois s'étant écoulée depuis l'entrée en vigueur, le 25 octobre 2001, des autres dispositions du décret, la partie requérante n'a plus d'intérêt à demander l'annulation de l'article précité.

Par ces motifs,

la Cour

1. décrète le désistement du recours en tant qu'il vise l'article 7 du décret de la Région wallonne du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2. rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 11 décembre 2002.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

M. Melchior

ARBITRAGEHOF

N. 2002 — 4685

[2002/200004]

Arrest nr. 181/2002 van 11 december 2002

Rolnummer : 2280

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 7 en 60 van het decreet van het Waalse Gewest van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, ingesteld door de n.v. Electrabel.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, R. Henneuse, L. Lavrysen, J.-P. Snappe en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 24 oktober 2001 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 25 oktober 2001, heeft de n.v. Electrabel, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Regentlaan 8, die keuze van woonplaats heeft gedaan te 1050 Brussel, Louizalaan 523, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 7 en 60 van het decreet van het Waalse Gewest van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 mei 2001).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 25 oktober 2001 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 22 november 2001 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 november 2001.

Bij beschikking van 21 december 2001 heeft voorzitter M. Melchior, naar aanleiding van het verzoek van de Waalse Regering van 20 december 2001, de termijn voor het indienen van een memorie met vijftien dagen verlengd.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de Waalse Regering bij op 21 december 2001 ter post aangetekende brief.

De Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, heeft een memorie ingediend bij op 21 januari 2002 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 24 januari 2002 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 25 februari 2002 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 27 maart en 26 september 2002 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 24 oktober 2002 en 24 april 2003.

Bij beschikking van 9 oktober 2002 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 6 november 2002, na de partijen te hebben verzocht tegen uiterlijk 30 oktober 2002 hun schriftelijke opmerkingen over de volgende vragen aan het Hof te doen toekomen :

« Is artikel 60 van het bestreden decreet in werking getreden ?

Indien zulks niet het geval is, wat is dan nog het belang van de verzoekende partij ? »

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 15 oktober 2002 ter post aangetekende brieven.

Schriftelijke opmerkingen zijn ingediend door :

- de Waalse Regering, bij op 29 oktober 2002 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partij, bij op 30 oktober 2002 ter post aangetekende brief.

Op de openbare terechtzitting van 6 november 2002 :

- zijn verschenen :

. Mr. F. Tulkens, advocaat bij de balie te Brussel, tevens *loco* Mr. P. Gérard, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de verzoekende partij;

. Mr. J. Sambon, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Waalse Regering;

- hebben de rechters-verslaggevers R. Henneuse en E. Derycke verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

— A —

Eerste middel gericht tegen artikel 7 van het decreet

A.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending door artikel 7 van het decreet van het Waalse Gewest van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, uit de schending van het gelijkheids- en niet-discriminatiebeginsel en in het bijzonder uit de ontstentenis van relevantie of evenredigheid van de bestreden maatregel ten aanzien van het nagestreefde doel. De verzoekende partij verwijt dat artikel dat het kapitaal van de kandidaat-distributienetbeheerder - beheerder die een publiekrechtelijk rechtspersoon moet zijn en die de vorm kan aannemen van een intercommunale - of dat van de netbeheerder voor minimum 51 pct. in het bezit moet zijn van de gemeenten en in voorkomend geval van de provincies.

Tweede middel gericht tegen artikel 60 van het decreet

A.2. Een tweede middel is afgeleid uit de schending, door artikel 60 van het voormelde decreet van het Waalse Gewest, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en in het bijzonder uit de ontstentenis van relevantie of evenredigheid van de bestreden maatregel ten aanzien van het nagestreefde doel. Volgens artikel 60 mag een vennootschap waarvan de privaatrechtelijke meerderheidsaandeelhouder rechtstreeks of onrechtstreeks de meerderheid van het kapitaal bezit van een intercommunale die belast is met het beheer van het net overeenkomstig artikel 57, derde lid, de in artikel 30, § 2, bedoelde leveringsvergunning niet krijgen. Te dezen heeft de bestreden bepaling tot gevolg dat ze verbiedt dat een leveringsvergunning wordt toegekend aan een vennootschap waarvan de privaatrechtelijke meerderheidsaandeelhouder rechtstreeks of onrechtstreeks de meerderheid van het kapitaal bezit van een intercommunale die het beheer van het net verzekert.

— B —

Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de doelstellingen van het decreet

B.1.1. Artikel 7 van het decreet van het Waalse Gewest van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt bepaalt :

« De gemeenten en, in voorkomend geval, de provincies bezitten minstens 51 % van de aandelen die het kapitaal van de kandidaat-distributienetbeheerder vertegenwoordigen. Hetzelfde geldt voor het kapitaal van de distributienetbeheerder. De statuten van de distributienetbeheerder mogen niet voorzien in een maximumaantal wat betreft het bezit door de gemeenten en provincies van de aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen. »

B.1.2. Artikel 60 van het bestreden decreet bepaalt :

« Een vennootschap waarvan de privaatrechtelijke meerderheidsaandeelhouder rechtstreeks of onrechtstreeks de meerderheid van het kapitaal bezit van een intercommunale die belast is met het beheer van het net overeenkomstig artikel 57, derde lid, mag de in artikel 30, § 2, bedoelde leveringsvergunning niet krijgen. »

B.2. Het bestreden decreet past in de context van het door de Europese Gemeenschap gevoerde algemene beleid van liberalisering van de openbare diensten, in het bijzonder in de elektriciteitssector. Dat beleid, dat vervat is in de richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996, bestaat erin erover te waken dat de elektriciteitsbedrijven worden uitgebaat in het vooruitzicht van een elektriciteitsmarkt met mededinging en dat zij zich van elke discriminatie onthouden. Die richtlijn is in België in werking gesteld bij de wet van 29 april 1999 « betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt » wat de federale bevoegdheden betreft, en bij het bestreden decreet wat het Waalse Gewest betreft. Hiertoe maakt het voormelde decreet voortaan een onderscheid tussen de elektriciteitsproducent, de netbeheerder en ten slotte de verkoper aan de eindafnemer.

Ten aanzien van het eerste middel gericht tegen artikel 7

B.3.1. In haar memorie van antwoord heeft de verzoekende partij verklaard afstand te doen van het eerste middel dat tegen het voormelde artikel 7 van het decreet van het Waalse Gewest is gericht.

B.3.2. Niets belet te dezen dat het Hof die afstand toewijst.

Ten aanzien van het tweede middel gericht tegen artikel 60

B.4. Het tweede middel is gericht tegen artikel 60 van het voormelde decreet, in zoverre het verbiedt dat, in een overgangperiode van twaalf maanden volgend op de inwerkingtreding van het decreet, aan een privaatrechtelijke vennootschap die meer dan 50 pct. van het kapitaal bezit van een intercommunale die is belast met het beheer van het net, de leveringsvergunning voor de in aanmerking komende afnemer wordt toegekend.

Het voormelde artikel zou de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden in zoverre het een niet relevant en onevenredig criterium zou aanwenden, namelijk « rechtstreeks of onrechtstreeks de meerderheid bezitten van het kapitaal van een intercommunale die belast is met het beheer van het net ».

B.5.1. Volgens artikel 2, 19^o, van het bestreden decreet is de in aanmerking komende afnemer « elke afnemer die krachtens artikel 27 of krachtens de wetgeving van een ander Gewest of van een andere lidstaat van de Europese Unie het recht heeft om elektriciteit te kopen aan [de] distributeur van zijn keuze en, te dien einde, het recht heeft om toegang te krijgen tot het transmissienet ». Artikel 30, § 2, van hetzelfde decreet bepaalt dat « elke persoon die elektriciteit aan de in aanmerking komende afnemers levert [...] onderworpen [is] aan de toekenning van een voorafgaande vergunning afgeleverd door de Minister ». Die procedure van toekenning van de leveringsvergunning aan de in aanmerking komende afnemers wordt in de memorie van toelichting van het decreet verantwoord als volgt : « de leverancier aan de in aanmerking komende afnemers moet zijn eerbaarheid, zijn ervaring en zijn technische en financiële capaciteiten aantonen, alsmede de kwaliteit van zijn organisatie, teneinde de goede uitvoering van zijn opdrachten te garanderen. Bovendien moet de kandidaat-leverancier aan de in aanmerking komende afnemers zijn onafhankelijkheid op juridisch- en beheersvlak bewijzen ten aanzien van de netwerkbeheerders. Hij moet tevens verklaren dat hij bekwaam is om verplichtingen van openbare dienstverlening die hem zullen worden opgelegd na te komen » (Parl. St., Waals Parlement, 2000-2001, nr. 177/1, pp. 19-20).

In afwachting van de aanwijzing van de netbeheerders, die gebeurt twaalf maanden na de inwerkingtreding van het decreet, zijn het, luidens artikel 57, derde lid, van het decreet, de regioën en intercommunales voor elektrische distributie die opgericht zijn vóór de bekendmaking van het decreet in het *Belgisch Staatsblad*, die belast zijn met het beheer van de distributienet.

B.5.2. Het is tijdens die overgangperiode dat het aangevochten artikel 60 moest worden toegepast. Het Hof stelt echter vast, en de partijen bevestigen dat in hun nota met opmerkingen die is ingediend op verzoek van het Hof, dat het besluit van de Regering tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 60 van het decreet van 12 april 2001 nog steeds niet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Bij ontstentenis van de bekendmaking van de datum van inwerkingtreding van het bestreden artikel 60, en aangezien de overgangperiode van twaalf maanden verlopen is sinds de inwerkingtreding op 25 oktober 2001 van de andere bepalingen van het decreet, heeft de verzoekende partij geen belang meer om de vernietiging van het voormelde artikel te vorderen.

Om die redenen,
het Hof

1. wijst de afstand van het beroep toe, in zoverre het artikel 7 van het decreet van het Waalse Gewest van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt beoogt;
2. verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 11 december 2002.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
M. Melchior

SCHIEDSHOF

D. 2002 — 4685

[2002/200004]

Urteil Nr. 181/2002 vom 11. Dezember 2002

Geschäftsverzeichnisnummer 2280

In Sachen: Klage auf Nichtigklärung der Artikel 7 und 60 des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, erhoben von der Electrabel AG.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, R. Henneuse, L. Lavrysen, J.-P. Snappe und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 24. Oktober 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 25. Oktober 2001 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Electrabel AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, boulevard du Régent 8, die in 1050 Brüssel, avenue Louise 523, Domizil erwähnt hat, Klage auf Nichtigklärung der Artikel 7 und 60 des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. Mai 2001).

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 25. Oktober 2001 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 22. November 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. November 2001.

Durch Anordnung vom 21. Dezember 2001 hat der Vorsitzende M. Melchior auf Antrag der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 die für die Einreichung eines Schriftsatzes vorgesehene Frist um fünfzehn Tage verlängert.

Diese Anordnung wurde der Wallonischen Regierung mit am 21. Dezember 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die Wallonische Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, hat mit am 21. Januar 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 24. Januar 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagende Partei hat mit am 25. Februar 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 27. März und vom 26. September 2002 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 24. Oktober 2002 bzw. 24. April 2003 verlängert.

Durch Anordnung vom 9. Oktober 2002 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 6. November 2002 anberaumt, nachdem die Parteien aufgefordert wurden, dem Hof spätestens bis zum 30. Oktober 2002 ihre schriftlichen Bemerkungen zu den folgenden Fragen zukommen zu lassen:

«Ist Artikel 60 des angefochtenen Dekrets in Kraft getreten?

Wenn nicht, welches ist dann noch das Interesse der klagenden Partei?»

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwältinnen mit am 15. Oktober 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Schriftliche Bemerkungen wurden eingereicht von

- der Wallonischen Regierung, mit am 29. Oktober 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der klagenden Partei, mit am 30. Oktober 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 6. November 2002

- erschienen

. RA F. Tulkens, in Brüssel zugelassen, ebenfalls *loco* RA P. Gérard, beim Kassationshof zugelassen, für die klagende Partei,

. RA J. Sambon, in Brüssel zugelassen, für die Wallonische Regierung,

- haben die referierenden Richter R. Henneuse und E. Derycke Bericht erstattet,

- wurde die vorgenannten Rechtsanwältinnen angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

— A —

Erster Klagegrund gegen Artikel 7 des Dekrets

A.1. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß von Artikel 7 des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegen die Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung sowie insbesondere die fehlende Sachdienlichkeit und Verhältnismäßigkeit der angefochtenen Maßnahme gegenüber der Zielsetzung. Die klagende Partei bemängelt, daß dieser Artikel vorsehe, das Kapital des zukünftigen Betreibers des Verteilernetzes - wobei dieser Betreiber eine juristische Person öffentlichen Rechts sein müsse und die Form einer Interkommunale annehmen könne - oder dasjenige des Netzbetreibers müsse zu mindestens 51 Prozent im Besitz der Gemeinden oder gegebenenfalls der Provinzen sein.

Zweiter Klagegrund gegen Artikel 60 des Dekrets

A.2. Ein zweiter Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß von Artikel 60 des obengenannten Dekrets der Wallonischen Region gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung sowie insbesondere die fehlende Sachdienlichkeit und Verhältnismäßigkeit der angefochtenen Maßnahme gegenüber der Zielsetzung. Gemäß Artikel 60 sei nämlich eine Gesellschaft, deren Mehrheitsaktionär privaten Rechts direkt oder indirekt die Mehrheit des Kapitals einer Interkommunale besitze, die gemäß Artikel 57 Absatz 3 den Betrieb des Netzes gewährleistet, nicht berechtigt, die in Artikel 30 § 2 vorgesehene Versorgungslizenz zu erhalten. Im vorliegenden Fall habe die angefochtene Bestimmung zur Folge, daß die Vergabe einer Versorgungslizenz an eine Gesellschaft verboten sei, deren privatrechtlicher Mehrheitsaktionär direkt oder indirekt im Besitz der Kapitalmehrheit einer den Netzbetrieb gewährleistenden Interkommunale sei.

— B —

In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und die Zielsetzungen des Dekrets

B.1.1. Artikel 7 des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts bestimmt:

«Mindestens 51 % der Kapitalanteile des zukünftigen Betreibers des Verteilernetzes werden von den Gemeinden und ggf. von den Provinzen gehalten. Das gleiche gilt für das Kapital des Betreibers des Verteilernetzes. In den Satzungen des Betreibers des Verteilernetzes darf kein Höchstbetrag für den Besitz von Kapitalanteilen durch die Gemeinden und Provinzen vorgesehen werden.»

B.1.2. Artikel 60 des angefochtenen Dekrets bestimmt:

«Eine Gesellschaft, deren Mehrheitsaktionär privaten Rechts direkt oder indirekt die Mehrheit des Kapitals einer Interkommunale besitzt, die gemäß Artikel 57, Absatz 3 den Betrieb des Netzes gewährleistet, ist nicht berechtigt, die in Artikel 30, § 2 erwähnte Versorgungslizenz zu erhalten.»

B.2. Das angefochtene Dekret fügt sich in den Kontext der allgemeinen Politik der Europäischen Gemeinschaft zur Liberalisierung des öffentlichen Dienstes ein, insbesondere im Elektrizitätssektor. Diese in der Richtlinie 96/92/EWG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Dezember 1996 festgelegte Politik besteht darin, darauf zu achten, daß die Elektrizitätsunternehmen im Hinblick auf die Verwirklichung eines wettbewerbsorientierten und wettbewerbsfähigen Marktes betrieben werden und auf jegliche Diskriminierung verzichten. Diese Richtlinie wird in Belgien hinsichtlich der föderalen Zuständigkeiten durch das Gesetz vom 29. April 1999 «über die Organisation des Elektrizitätsmarktes» und hinsichtlich der Wallonischen Region durch das angefochtene Dekret umgesetzt. Hierzu unterscheidet das obenerwähnte Dekret nunmehr zwischen dem Stromerzeuger, dem Netzbetreiber und dem Verkäufer an den Endverbraucher.

In bezug auf den ersten Klagegrund gegen Artikel 7

B.3.1. In ihrem Erwidierungsschriftsatz hat die klagende Partei erklärt, den ersten Klagegrund gegen den obenerwähnten Artikel 7 des Dekrets der Wallonischen Region zurückzunehmen.

B.3.2. Nichts hindert im vorliegenden Fall den Hof daran, diese Klagerücknahme zu bewilligen.

In bezug auf den zweiten Klagegrund gegen Artikel 60

B.4. Der zweite Klagegrund ist gegen Artikel 60 des obenerwähnten Dekrets gerichtet, insofern er es in einem Übergangszeitraum von zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten des Dekrets verbietet, daß die Versorgungslizenz für die zugelassenen Kunden einer privatrechtlichen Gesellschaft erteilt werde, die mehr als 50 Prozent des Kapitals einer den Netzbetrieb gewährleistenden Interkommunale besitze.

Der obenerwähnte Artikel verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, da er ein nicht sachdienliches und unverhältnismäßiges Kriterium anwende, das nämlich darin bestehe, «direkt oder indirekt die Mehrheit des Kapitals einer Interkommunale [...], die [...] den Betrieb des Netzes gewährleistet», zu besitzen.

B.5.1. Gemäß Artikel 2 19° des angefochtenen Dekrets ist der zugelassene Kunde «jeder Endverbraucher, der aufgrund von Artikel 27 oder der Gesetzgebung einer anderen Region bzw. eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union das Recht hat, Elektrizität von einem von ihm gewählten Stromversorger zu kaufen sowie das Recht, zu diesem Zweck [...] einen Zugang zum Verteilernetz zu erhalten». Artikel 30 § 2 desselben Dekrets besagt: «Jeder Stromversorger, der den gebundenen Kunden Strom liefert, unterliegt vorher der Gewährung einer von dem Minister ausgestellten Lizenz». Dieses Verfahren zur Ausstellung der Versorgungslizenz für zugelassene Kunden wird in der Begründung des Dekrets wie folgt gerechtfertigt: «Der Stromversorger zugelassener Kunden muß seine Ehrbarkeit, seine Erfahrung, seine technischen und finanziellen Kapazitäten sowie seine Organisationsqualität nachweisen, um die ordnungsgemäße Ausführung seiner Aufgaben zu gewährleisten. Außerdem muß der sich bewerbende Versorger der zugelassenen Kunden seine rechtliche und geschäftsführende Unabhängigkeit von den Netzbetreibern nachweisen. Er muß ebenfalls bescheinigen, daß er fähig ist, die ihm auferlegten Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes zu erfüllen» (Parl. Dok., Wallonisches Parlament, 2000-2001, Nr. 177/1, SS. 19-20).

In Erwartung der Bezeichnung der Netzbetreiber, die innerhalb von zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten des Dekrets erfolgt, werden aufgrund von Artikel 57 Absatz 3 des Dekrets die vor der Veröffentlichung des Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* gegründeten Regiebetriebe und Interkommunale für Stromverteilung mit dem Betrieb des Verteilernetzes beauftragt.

B.5.2. Während derselben Übergangszeit sollte der angefochtene Artikel 60 des Dekrets Anwendung finden. Der Hof stellt jedoch fest und die Parteien bestätigen in ihren auf Bitte des Hofes eingereichten schriftlichen Bemerkungen, daß der Erlaß der Regierung zur Festlegung des Datums des Inkrafttretens von Artikel 60 des Dekrets vom 12. April 2001 immer noch nicht im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist.

Da das Datum des Inkrafttretens des angefochtenen Artikels 60 nicht veröffentlicht worden ist und die Übergangszeit von zwölf Monaten seit dem Inkrafttreten der anderen Bestimmungen des Dekrets am 25. Oktober 2001 verstrichen ist, hat die klagende Partei kein Interesse mehr an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung des obenerwähnten Artikels.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

1. bewilligt die Klagerücknahme, insofern sie sich auf Artikel 7 des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts bezieht;
2. weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 11. Dezember 2002.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Vorsitzende,
M. Melchior

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 4686

[C — 2002/36580]

13 DECEMBER 2002. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 15 juli 2002 tot vaststelling van de tarieven van het loodsgeld en andere vergoedingen en kosten voor loodsverrichtingen in het Belgische loodsvaarwater

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 19 april 1995 betreffende de organisatie en de werking van de loodsdienst van het Vlaamse Gewest en betreffende het brevet van havenloods, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 15 juli 2002 tot vaststelling van de tarieven van het loodsgeld en andere vergoedingen en kosten voor loodsverrichtingen in het Belgische loodsvaarwater;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de Begroting, gegeven op 10 december 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er tussen de Nederlandse en de Vlaamse minister die de loodsdienst onder hun bevoegdheid hebben, een akkoord werd bereikt tot aanpassing van de loodsgeldtarieven per 1 januari 2003 in de Scheldemonden en op het kanaal Gent-Terneuzen;

Overwegende dat het noodzakelijk is, om reden van gelijke behandeling, het loodstarief in het Belgische loodsvaarwater gelijktijdig en in dezelfde mate als in de Scheldemonden en op het kanaal Gent-Terneuzen te wijzigen;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De bijlage bij het besluit van de Vlaamse regering van 15 juli 2002 tot vaststelling van de tarieven van het loodsgeld en andere vergoedingen en kosten voor loodsverrichtingen in het Belgische loodsvaarwater wordt vervangen door de bijlage die is gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor het Vervoer, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 december 2002.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

Bijlage

EURO								
	Tarief Z	Tarief B						
diepgang in dm kolom 1	loodstarief uit of naar zee kolom 2	tot en met 7 zeemijl kolom 3	8 tot en met 11 zeemijl kolom 4	12 tot en met 17 zeemijl kolom 5	18 tot en met 25 zeemijl kolom 6	26 tot en met 35 zeemijl kolom 7	36 tot en met 47 zeemijl kolom 8	48 tot en met 61 zeemijl kolom 9
25 en minder	151	38	44	54	60	67	77	83
26	162	39	49	57	62	72	80	91
27	170	43	50	58	66	77	83	92
28	176	44	54	61	72	80	91	99
29	187	46	57	65	73	83	92	102
30	196	49	58	67	78	87	99	106
31	202	50	60	72	80	91	102	111

EURO								
	Tarief Z	Tarief B						
diepgang in dm kolom 1	loodstarief uit of naar zee kolom 2	tot en met 7 zeemijl kolom 3	8 tot en met 11 zeemijl kolom 4	12 tot en met 17 zeemijl kolom 5	18 tot en met 25 zeemijl kolom 6	26 tot en met 35 zeemijl kolom 7	36 tot en met 47 zeemijl kolom 8	48 tot en met 61 zeemijl kolom 9
32	214	54	62	73	83	98	106	118
33	220	56	65	78	87	99	110	121
34	229	57	67	80	91	102	115	128
35	236	58	72	82	98	106	119	130
36	248	61	73	87	99	111	123	136
37	261	65	78	91	105	118	130	143
38	273	67	82	98	110	122	136	150
39	285	72	83	99	111	129	142	156
40	298	73	91	105	119	134	147	163
41	316	79	98	111	128	143	160	174
42	337	83	102	119	135	151	170	187
43	358	91	106	123	143	162	178	199
44	379	98	111	131	151	170	191	207
45	398	99	119	141	160	178	200	220
46	428	106	129	150	174	193	215	236
47	459	115	140	162	186	206	230	254
48	491	122	146	174	197	221	247	273
49	520	130	156	184	207	236	261	286
50	554	140	164	193	220	248	277	304
51	592	146	175	206	235	265	297	325
52	631	159	190	220	254	284	315	348
53	672	169	200	235	269	303	335	371
54	708	177	214	249	284	319	356	393
55	753	190	225	263	300	336	377	414
56	799	199	239	280	319	358	398	442
57	848	214	254	297	336	382	423	468
58	894	224	269	314	357	404	446	494
59	942	235	283	331	377	423	473	518
60	1000	250	300	349	398	449	499	550
61	1047	263	312	366	420	473	524	577
62	1095	274	329	385	440	494	547	604
63	1144	287	340	400	458	515	571	629
64	1190	300	356	416	478	538	598	656
65	1242	309	371	432	495	559	619	684
66	1287	322	386	450	515	580	644	709
67	1335	335	400	467	535	604	669	733
68	1384	347	415	484	554	623	691	762
69	1432	360	428	499	571	644	714	789
70	1480	369	444	519	591	666	742	813
71	1519	380	455	533	605	684	759	838
72	1571	393	471	549	628	708	787	863
73	1618	404	486	567	647	726	808	891
74	1669	418	501	583	667	752	834	917
75	1718	429	516	602	686	774	858	947
76	1768	442	529	618	708	796	886	974

EURO								
	Tarief Z	Tarief B						
diepgang in dm kolom 1	loodstarief uit of naar zee kolom 2	tot en met 7 zeemijl kolom 3	8 tot en met 11 zeemijl kolom 4	12 tot en met 17 zeemijl kolom 5	18 tot en met 25 zeemijl kolom 6	26 tot en met 35 zeemijl kolom 7	36 tot en met 47 zeemijl kolom 8	48 tot en met 61 zeemijl kolom 9
77	1817	453	541	636	725	817	907	998
78	1866	470	560	653	746	839	934	1027
79	1915	479	574	667	766	861	958	1051
80	1966	491	590	687	787	886	982	1081
81	2013	503	604	703	805	905	1007	1107
82	2065	518	618	724	826	929	1033	1136
83	2113	526	634	739	845	949	1056	1162
84	2160	539	649	758	867	974	1081	1189
85	2211	554	663	774	886	995	1106	1218
86	2264	567	680	791	904	1020	1130	1246
87	2311	580	692	808	924	1038	1156	1269
88	2360	591	708	826	944	1065	1179	1298
89	2409	602	724	845	962	1084	1205	1327
90	2460	616	739	858	982	1106	1228	1352
91	2481	620	744	868	992	1116	1243	1367
92	2534	633	759	888	1014	1140	1268	1394
93	2581	645	775	902	1032	1162	1292	1419
94	2629	659	790	921	1054	1184	1315	1446
95	2678	669	801	938	1071	1207	1339	1476
96	2729	681	818	954	1089	1228	1364	1501
97	2775	694	831	972	1110	1251	1387	1527
98	2827	705	848	989	1129	1272	1414	1555
99	2875	718	861	1003	1150	1293	1438	1581
100	2924	731	878	1024	1168	1315	1461	1609
101	2942	734	883	1028	1179	1323	1473	1617
102	2993	749	896	1045	1197	1347	1495	1646
103	3040	760	911	1064	1215	1368	1520	1672
104	3086	772	928	1079	1235	1389	1544	1701
105	3138	784	940	1097	1255	1410	1569	1724
106	3147	786	943	1101	1259	1415	1574	1729
107	3157	788	946	1105	1263	1421	1578	1735
108	3166	791	949	1108	1267	1426	1583	1741
109	3175	793	952	1112	1271	1431	1587	1747
110	3185	795	955	1116	1275	1436	1592	1753
111	3224	807	967	1128	1289	1449	1612	1774
112	3268	817	982	1143	1306	1472	1635	1798
113	3314	829	995	1159	1325	1490	1658	1823
114	3360	841	1008	1177	1345	1512	1678	1849
115	3406	852	1020	1191	1360	1533	1702	1874
116	3453	863	1036	1206	1381	1553	1726	1898
117	3497	874	1047	1224	1398	1574	1746	1923
118	3543	887	1062	1239	1416	1592	1773	1949
119	3588	897	1076	1256	1434	1613	1795	1973
120	3634	909	1090	1273	1453	1635	1816	1998
121	3677	918	1101	1286	1472	1656	1841	2024

EURO								
	Tarief Z	Tarief B						
diepgang in dm kolom 1	loodstarief uit of naar zee kolom 2	tot en met 7 zeemijl kolom 3	8 tot en met 11 zeemijl kolom 4	12 tot en met 17 zeemijl kolom 5	18 tot en met 25 zeemijl kolom 6	26 tot en met 35 zeemijl kolom 7	36 tot en met 47 zeemijl kolom 8	48 tot en met 61 zeemijl kolom 9
122	3723	931	1115	1303	1490	1676	1862	2050
123	3772	942	1130	1318	1508	1695	1885	2072
124	3813	953	1144	1335	1527	1715	1907	2098
125	3860	964	1158	1351	1543	1736	1930	2123
126	3905	978	1171	1369	1564	1757	1954	2148
127	3950	988	1185	1382	1580	1777	1975	2175
128	3997	998	1199	1399	1599	1799	1998	2197
129	4044	1008	1213	1415	1615	1817	2020	2223
130	4087	1024	1225	1432	1635	1842	2045	2249
131	4133	1033	1239	1448	1652	1860	2065	2273
132	4178	1043	1255	1462	1673	1881	2089	2299
133	4225	1055	1267	1479	1689	1900	2110	2323
134	4269	1068	1280	1492	1709	1923	2135	2348
135	4316	1079	1297	1511	1726	1944	2159	2373
136	4361	1090	1306	1527	1745	1963	2180	2400
137	4406	1101	1319	1543	1762	1983	2201	2422
138	4453	1114	1335	1557	1782	2004	2226	2448
139	4496	1125	1350	1574	1798	2025	2249	2474
140	4544	1135	1364	1590	1816	2045	2271	2499
141	4592	1147	1377	1607	1834	2065	2293	2524
142	4639	1159	1391	1623	1854	2087	2319	2552
143	4686	1171	1406	1640	1874	2108	2341	2577
144	4733	1184	1418	1658	1893	2130	2367	2603
145	4779	1196	1434	1673	1911	2149	2391	2630
146	4827	1205	1449	1689	1930	2172	2412	2656
147	4876	1218	1462	1705	1949	2192	2438	2679
148	4922	1230	1478	1722	1967	2213	2460	2707
149	4968	1243	1490	1737	1986	2237	2484	2733
150	5015	1255	1503	1757	2005	2257	2507	2756
151	5064	1267	1519	1773	2025	2279	2532	2782
152	5111	1277	1533	1787	2045	2299	2554	2810
153	5158	1289	1547	1803	2062	2322	2578	2836
154	5205	1300	1564	1821	2081	2341	2602	2862
155	5251	1313	1575	1835	2098	2365	2625	2885
156	5299	1323	1589	1854	2120	2383	2649	2914
157	5346	1338	1602	1871	2137	2405	2673	2939
158	5393	1347	1617	1887	2156	2425	2696	2968
159	5440	1359	1631	1904	2175	2448	2719	2992
160	5487	1370	1647	1919	2192	2469	2742	3017
161	5535	1385	1659	1936	2213	2491	2766	3044
162	5583	1393	1675	1954	2232	2510	2789	3070
163	5628	1406	1688	1970	2249	2533	2815	3094
164	5676	1417	1702	1986	2269	2554	2837	3121
165	5722	1432	1715	2003	2287	2576	2860	3146
166	5770	1443	1731	2018	2308	2596	2883	3174

EURO								
	Tarief Z	Tarief B						
diepgang in dm kolom 1	loodstarief uit of naar zee kolom 2	tot en met 7 zeemijl kolom 3	8 tot en met 11 zeemijl kolom 4	12 tot en met 17 zeemijl kolom 5	18 tot en met 25 zeemijl kolom 6	26 tot en met 35 zeemijl kolom 7	36 tot en met 47 zeemijl kolom 8	48 tot en met 61 zeemijl kolom 9
167	5817	1453	1745	2035	2325	2618	2909	3197
168	5863	1464	1757	2051	2346	2637	2930	3225
169	5911	1479	1774	2067	2365	2661	2956	3250
170	5958	1489	1786	2086	2381	2679	2977	3276
171	6005	1501	1800	2102	2401	2702	3002	3303
172	6053	1512	1815	2120	2420	2723	3025	3327
173	6099	1526	1830	2134	2440	2743	3049	3354
174	6145	1536	1845	2149	2457	2766	3072	3380
175	6193	1548	1857	2167	2475	2787	3096	3406
176	6240	1558	1872	2184	2494	2809	3118	3433
177	6287	1573	1887	2200	2514	2830	3144	3457
178	6335	1583	1900	2217	2533	2849	3167	3483
179	6382	1592	1914	2234	2552	2871	3191	3510
180	6429	1607	1930	2249	2570	2891	3213	3536
181	6476	1620	1944	2267	2588	2914	3237	3562
182	6523	1630	1957	2282	2607	2935	3260	3588
183	6569	1642	1972	2299	2626	2957	3285	3612
184	6618	1652	1986	2318	2645	2977	3307	3640
185	6663	1667	1998	2332	2663	2998	3331	3663
186	6712	1678	2013	2348	2682	3018	3354	3692
187	6758	1689	2028	2366	2702	3041	3379	3716
188	6807	1701	2040	2381	2722	3061	3400	3745
189	6852	1714	2055	2397	2740	3084	3425	3767
190	6899	1723	2068	2415	2756	3102	3448	3793
191	6945	1736	2082	2431	2778	3127	3473	3820
192	6995	1746	2096	2448	2796	3146	3497	3846
193	7040	1761	2110	2463	2815	3168	3519	3869
194	7089	1773	2125	2479	2835	3188	3544	3897
195	7136	1784	2139	2497	2853	3212	3566	3923
196	7181	1795	2153	2514	2871	3232	3589	3948
197	7229	1808	2168	2530	2890	3253	3614	3976
198	7276	1817	2182	2547	2910	3274	3639	4002
199	7324	1831	2196	2563	2929	3293	3661	4026
200	7370	1842	2211	2578	2945	3315	3684	4056

Toepassing van het B-tarief voor de afstanden van 62 zeemijl of meer :

- van 62 tot en met 69 zeemijl : tarief kolom 9 + 1 x tarief kolom 3;
- van 70 tot en met 77 zeemijl : tarief kolom 9 + 2 x tarief kolom 3, enzovoort.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Vlaamse regering van 13 december 2002 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 15 juli 2002 tot vaststelling van de tarieven van het loodsgeld en andere vergoedingen en kosten voor loodsverrichtingen in het Belgische loodsvaarwater.

Brussel, 13 december 2002.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2002 — 4686

[C — 2002/36580]

13 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juillet 2002 fixant les tarifs des droits de pilotage et autres indemnités et frais pour les opérations de pilotage dans les eaux de pilotage belges

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 19 avril 1995 relatif à l'organisation et au fonctionnement du service de pilotage de la Région flamande et relatif au brevet de pilote de port, notamment l'article 12;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juillet 2002 fixant les tarifs des droits de pilotage et autres indemnités et frais pour les opérations de pilotage dans les eaux de pilotage belges;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget, donné le 10 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le Ministre néerlandais et le Ministre flamand ayant le service de pilotage dans leurs attributions ont atteint un accord visant l'adaptation des tarifs des droits de pilotage dans les bouches de l'Escaut et sur le canal Gand-Terneuzen à partir du 1^{er} janvier 2003;

Considérant qu'il est nécessaire, afin d'adopter un régime identique, de modifier simultanément dans la mesure du possible, les tarifs des droits de pilotage dans la même mesure que dans les bouches de l'Escaut et sur le canal Gand-Terneuzen;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juillet 2002 fixant les tarifs des droits de pilotage et autres indemnités et frais pour les opérations de pilotage dans les eaux de pilotage belges est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant les Transports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 décembre 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,

S. STEVAERT

Annexe

EURO								
	Tarif Z	Tarif B						
tirant d'eau en dm colonne 1	tarif du pilotage de ou vers la mer colonne 2	7 milles nautiques compris colonne 3	de 8 à 11 milles nautiques compris colonne 4	de 12 à 17 milles nautiques compris colonne 5	de 18 à 25 milles nautiques compris colonne 6	de 26 à 35 milles nautiques compris colonne 7	de 36 à 47 milles nautiques compris colonne 8	de 48 à 61 milles nautiques compris colonne 9
25 et moins	151	38	44	54	60	67	77	83
26	162	39	49	57	62	72	80	91
27	170	43	50	58	66	77	83	92
28	176	44	54	61	72	80	91	99
29	187	46	57	65	73	83	92	102
30	196	49	58	67	78	87	99	106
31	202	50	60	72	80	91	102	111
32	214	54	62	73	83	98	106	118
33	220	56	65	78	87	99	110	121
34	229	57	67	80	91	102	115	128
35	236	58	72	82	98	106	119	130
36	248	61	73	87	99	111	123	136
37	261	65	78	91	105	118	130	143
38	273	67	82	98	110	122	136	150

EURO								
	Tarif Z	Tarif B						
tirant d'eau en dm colonne 1	tarif du pilotage de ou vers la mer colonne 2	7 milles nautiques compris colonne 3	de 8 à 11 milles nautiques compris colonne 4	de 12 à 17 milles nautiques compris colonne 5	de 18 à 25 milles nautiques compris colonne 6	de 26 à 35 milles nautiques compris colonne 7	de 36 à 47 milles nautiques compris colonne 8	de 48 à 61 milles nautiques compris colonne 9
39	285	72	83	99	111	129	142	156
40	298	73	91	105	119	134	147	163
41	316	79	98	111	128	143	160	174
42	337	83	102	119	135	151	170	187
43	358	91	106	123	143	162	178	199
44	379	98	111	131	151	170	191	207
45	398	99	119	141	160	178	200	220
46	428	106	129	150	174	193	215	236
47	459	115	140	162	186	206	230	254
48	491	122	146	174	197	221	247	273
49	520	130	156	184	207	236	261	286
50	554	140	164	193	220	248	277	304
51	592	146	175	206	235	265	297	325
52	631	159	190	220	254	284	315	348
53	672	169	200	235	269	303	335	371
54	708	177	214	249	284	319	356	393
55	753	190	225	263	300	336	377	414
56	799	199	239	280	319	358	398	442
57	848	214	254	297	336	382	423	468
58	894	224	269	314	357	404	446	494
59	942	235	283	331	377	423	473	518
60	1000	250	300	349	398	449	499	550
61	1047	263	312	366	420	473	524	577
62	1095	274	329	385	440	494	547	604
63	1144	287	340	400	458	515	571	629
64	1190	300	356	416	478	538	598	656
65	1242	309	371	432	495	559	619	684
66	1287	322	386	450	515	580	644	709
67	1335	335	400	467	535	604	669	733
68	1384	347	415	484	554	623	691	762
69	1432	360	428	499	571	644	714	789
70	1480	369	444	519	591	666	742	813
71	1519	380	455	533	605	684	759	838
72	1571	393	471	549	628	708	787	863
73	1618	404	486	567	647	726	808	891
74	1669	418	501	583	667	752	834	917
75	1718	429	516	602	686	774	858	947
76	1768	442	529	618	708	796	886	974
77	1817	453	541	636	725	817	907	998
78	1866	470	560	653	746	839	934	1027
79	1915	479	574	667	766	861	958	1051
80	1966	491	590	687	787	886	982	1081
81	2013	503	604	703	805	905	1007	1107
82	2065	518	618	724	826	929	1033	1136

EURO								
	Tarif Z	Tarif B						
tirant d'eau en dm	tarif du pilotage de ou vers la mer	7 milles nautiques compris	de 8 à 11 milles nautiques compris	de 12 à 17 milles nautiques compris	de 18 à 25 milles nautiques compris	de 26 à 35 milles nautiques compris	de 36 à 47 milles nautiques compris	de 48 à 61 milles nautiques compris
colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5	colonne 6	colonne 7	colonne 8	colonne 9
83	2113	526	634	739	845	949	1056	1162
84	2160	539	649	758	867	974	1081	1189
85	2211	554	663	774	886	995	1106	1218
86	2264	567	680	791	904	1020	1130	1246
87	2311	580	692	808	924	1038	1156	1269
88	2360	591	708	826	944	1065	1179	1298
89	2409	602	724	845	962	1084	1205	1327
90	2460	616	739	858	982	1106	1228	1352
91	2481	620	744	868	992	1116	1243	1367
92	2534	633	759	888	1014	1140	1268	1394
93	2581	645	775	902	1032	1162	1292	1419
94	2629	659	790	921	1054	1184	1315	1446
95	2678	669	801	938	1071	1207	1339	1476
96	2729	681	818	954	1089	1228	1364	1501
97	2775	694	831	972	1110	1251	1387	1527
98	2827	705	848	989	1129	1272	1414	1555
99	2875	718	861	1003	1150	1293	1438	1581
100	2924	731	878	1024	1168	1315	1461	1609
101	2942	734	883	1028	1179	1323	1473	1617
102	2993	749	896	1045	1197	1347	1495	1646
103	3040	760	911	1064	1215	1368	1520	1672
104	3086	772	928	1079	1235	1389	1544	1701
105	3138	784	940	1097	1255	1410	1569	1724
106	3147	786	943	1101	1259	1415	1574	1729
107	3157	788	946	1105	1263	1421	1578	1735
108	3166	791	949	1108	1267	1426	1583	1741
109	3175	793	952	1112	1271	1431	1587	1747
110	3185	795	955	1116	1275	1436	1592	1753
111	3224	807	967	1128	1289	1449	1612	1774
112	3268	817	982	1143	1306	1472	1635	1798
113	3314	829	995	1159	1325	1490	1658	1823
114	3360	841	1008	1177	1345	1512	1678	1849
115	3406	852	1020	1191	1360	1533	1702	1874
116	3453	863	1036	1206	1381	1553	1726	1898
117	3497	874	1047	1224	1398	1574	1746	1923
118	3543	887	1062	1239	1416	1592	1773	1949
119	3588	897	1076	1256	1434	1613	1795	1973
120	3634	909	1090	1273	1453	1635	1816	1998
121	3677	918	1101	1286	1472	1656	1841	2024
122	3723	931	1115	1303	1490	1676	1862	2050
123	3772	942	1130	1318	1508	1695	1885	2072
124	3813	953	1144	1335	1527	1715	1907	2098
125	3860	964	1158	1351	1543	1736	1930	2123
126	3905	978	1171	1369	1564	1757	1954	2148

EURO								
	Tarif Z	Tarif B						
tirant d'eau en dm	tarif du pilotage de ou vers la mer	7 milles nautiques compris	de 8 à 11 milles nautiques compris	de 12 à 17 milles nautiques compris	de 18 à 25 milles nautiques compris	de 26 à 35 milles nautiques compris	de 36 à 47 milles nautiques compris	de 48 à 61 milles nautiques compris
colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5	colonne 6	colonne 7	colonne 8	colonne 9
127	3950	988	1185	1382	1580	1777	1975	2175
128	3997	998	1199	1399	1599	1799	1998	2197
129	4044	1008	1213	1415	1615	1817	2020	2223
130	4087	1024	1225	1432	1635	1842	2045	2249
131	4133	1033	1239	1448	1652	1860	2065	2273
132	4178	1043	1255	1462	1673	1881	2089	2299
133	4225	1055	1267	1479	1689	1900	2110	2323
134	4269	1068	1280	1492	1709	1923	2135	2348
135	4316	1079	1297	1511	1726	1944	2159	2373
136	4361	1090	1306	1527	1745	1963	2180	2400
137	4406	1101	1319	1543	1762	1983	2201	2422
138	4453	1114	1335	1557	1782	2004	2226	2448
139	4496	1125	1350	1574	1798	2025	2249	2474
140	4544	1135	1364	1590	1816	2045	2271	2499
141	4592	1147	1377	1607	1834	2065	2293	2524
142	4639	1159	1391	1623	1854	2087	2319	2552
143	4686	1171	1406	1640	1874	2108	2341	2577
144	4733	1184	1418	1658	1893	2130	2367	2603
145	4779	1196	1434	1673	1911	2149	2391	2630
146	4827	1205	1449	1689	1930	2172	2412	2656
147	4876	1218	1462	1705	1949	2192	2438	2679
148	4922	1230	1478	1722	1967	2213	2460	2707
149	4968	1243	1490	1737	1986	2237	2484	2733
150	5015	1255	1503	1757	2005	2257	2507	2756
151	5064	1267	1519	1773	2025	2279	2532	2782
152	5111	1277	1533	1787	2045	2299	2554	2810
153	5158	1289	1547	1803	2062	2322	2578	2836
154	5205	1300	1564	1821	2081	2341	2602	2862
155	5251	1313	1575	1835	2098	2365	2625	2885
156	5299	1323	1589	1854	2120	2383	2649	2914
157	5346	1338	1602	1871	2137	2405	2673	2939
158	5393	1347	1617	1887	2156	2425	2696	2968
159	5440	1359	1631	1904	2175	2448	2719	2992
160	5487	1370	1647	1919	2192	2469	2742	3017
161	5535	1385	1659	1936	2213	2491	2766	3044
162	5583	1393	1675	1954	2232	2510	2789	3070
163	5628	1406	1688	1970	2249	2533	2815	3094
164	5676	1417	1702	1986	2269	2554	2837	3121
165	5722	1432	1715	2003	2287	2576	2860	3146
166	5770	1443	1731	2018	2308	2596	2883	3174
167	5817	1453	1745	2035	2325	2618	2909	3197
168	5863	1464	1757	2051	2346	2637	2930	3225
169	5911	1479	1774	2067	2365	2661	2956	3250
170	5958	1489	1786	2086	2381	2679	2977	3276

EURO								
	Tarif Z	Tarif B						
tirant d'eau en dm colonne 1	tarif du pilotage de ou vers la mer colonne 2	7 milles nautiques compris colonne 3	de 8 à 11 milles nautiques compris colonne 4	de 12 à 17 milles nautiques compris colonne 5	de 18 à 25 milles nautiques compris colonne 6	de 26 à 35 milles nautiques compris colonne 7	de 36 à 47 milles nautiques compris colonne 8	de 48 à 61 milles nautiques compris colonne 9
171	6005	1501	1800	2102	2401	2702	3002	3303
172	6053	1512	1815	2120	2420	2723	3025	3327
173	6099	1526	1830	2134	2440	2743	3049	3354
174	6145	1536	1845	2149	2457	2766	3072	3380
175	6193	1548	1857	2167	2475	2787	3096	3406
176	6240	1558	1872	2184	2494	2809	3118	3433
177	6287	1573	1887	2200	2514	2830	3144	3457
178	6335	1583	1900	2217	2533	2849	3167	3483
179	6382	1592	1914	2234	2552	2871	3191	3510
180	6429	1607	1930	2249	2570	2891	3213	3536
181	6476	1620	1944	2267	2588	2914	3237	3562
182	6523	1630	1957	2282	2607	2935	3260	3588
183	6569	1642	1972	2299	2626	2957	3285	3612
184	6618	1652	1986	2318	2645	2977	3307	3640
185	6663	1667	1998	2332	2663	2998	3331	3663
186	6712	1678	2013	2348	2682	3018	3354	3692
187	6758	1689	2028	2366	2702	3041	3379	3716
188	6807	1701	2040	2381	2722	3061	3400	3745
189	6852	1714	2055	2397	2740	3084	3425	3767
190	6899	1723	2068	2415	2756	3102	3448	3793
191	6945	1736	2082	2431	2778	3127	3473	3820
192	6995	1746	2096	2448	2796	3146	3497	3846
193	7040	1761	2110	2463	2815	3168	3519	3869
194	7089	1773	2125	2479	2835	3188	3544	3897
195	7136	1784	2139	2497	2853	3212	3566	3923
196	7181	1795	2153	2514	2871	3232	3589	3948
197	7229	1808	2168	2530	2890	3253	3614	3976
198	7276	1817	2182	2547	2910	3274	3639	4002
199	7324	1831	2196	2563	2929	3293	3661	4026
200	7370	1842	2211	2578	2945	3315	3684	4056

Application du tarif B pour les distances de 62 milles nautiques ou plus :

- de 62 à 69 milles nautiques compris : tarif colonne 9 + 1 x tarif colonne 3;
- de 70 à 77 milles nautiques compris : tarif colonne 9 + 2 x tarif colonne 3, etc.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juillet 2002 fixant les tarifs des droits de pilotage et autres indemnités et frais pour les opérations de pilotage dans les eaux de pilotage belges.

Bruxelles, le 13 décembre 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAEL

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Énergie,

S. STEVAERT

N. 2002 — 4687

[C - 2002/36581]

13 DECEMBER 2002. — Besluit van de Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie en de Nederlandse minister van Verkeer en Waterstaat houdende wijziging van de bijlage bij het Besluit loodsgelden en loodsvergoedingen Scheldereglement

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie

en

de Nederlandse minister van Verkeer en Waterstaat,

Gelet op artikel 24, eerste lid, van het Scheldereglement,

Besluiten :

Artikel 1. De bijlage bij het Besluit loodsgelden en loodsvergoedingen Scheldereglement wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003 en wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en de *Nederlandse Staatscourant*.

Brussel, 13 december 2002

De Vlaamse minister.

Den Haag,

De Nederlandse minister.

Bijlage

EURO								
	Tarief Z	Tarief B						
diepgang in dm kolom 1	loodstarief uit of naar zee kolom 2	tot en met 7 zeemijl kolom 3	8 tot en met 11 zeemijl kolom 4	12 tot en met 17 zeemijl kolom 5	18 tot en met 25 zeemijl kolom 6	26 tot en met 35 zeemijl kolom 7	36 tot en met 47 zeemijl kolom 8	48 tot en met 61 zeemijl kolom 9
25 en minder	151	38	44	54	60	67	77	83
26	162	39	49	57	62	72	80	91
27	170	43	50	58	66	77	83	92
28	176	44	54	61	72	80	91	99
29	187	46	57	65	73	83	92	102
30	196	49	58	67	78	87	99	106
31	202	50	60	72	80	91	102	111
32	214	54	62	73	83	98	106	118
33	220	56	65	78	87	99	110	121
34	229	57	67	80	91	102	115	128
35	236	58	72	82	98	106	119	130
36	248	61	73	87	99	111	123	136
37	261	65	78	91	105	118	130	143
38	273	67	82	98	110	122	136	150
39	285	72	83	99	111	129	142	156
40	298	73	91	105	119	134	147	163
41	316	79	98	111	128	143	160	174
42	337	83	102	119	135	151	170	187
43	358	91	106	123	143	162	178	199
44	379	98	111	131	151	170	191	207
45	398	99	119	141	160	178	200	220
46	428	106	129	150	174	193	215	236
47	459	115	140	162	186	206	230	254
48	491	122	146	174	197	221	247	273
49	520	130	156	184	207	236	261	286
50	554	140	164	193	220	248	277	304
51	592	146	175	206	235	265	297	325
52	631	159	190	220	254	284	315	348
53	672	169	200	235	269	303	335	371

EURO								
	Tarief Z	Tarief B						
diepgang in dm kolom 1	loodstarief uit of naar zee kolom 2	tot en met 7 zeemijl kolom 3	8 tot en met 11 zeemijl kolom 4	12 tot en met 17 zeemijl kolom 5	18 tot en met 25 zeemijl kolom 6	26 tot en met 35 zeemijl kolom 7	36 tot en met 47 zeemijl kolom 8	48 tot en met 61 zeemijl kolom 9
54	708	177	214	249	284	319	356	393
55	753	190	225	263	300	336	377	414
56	799	199	239	280	319	358	398	442
57	848	214	254	297	336	382	423	468
58	894	224	269	314	357	404	446	494
59	942	235	283	331	377	423	473	518
60	1000	250	300	349	398	449	499	550
61	1047	263	312	366	420	473	524	577
62	1095	274	329	385	440	494	547	604
63	1144	287	340	400	458	515	571	629
64	1190	300	356	416	478	538	598	656
65	1242	309	371	432	495	559	619	684
66	1287	322	386	450	515	580	644	709
67	1335	335	400	467	535	604	669	733
68	1384	347	415	484	554	623	691	762
69	1432	360	428	499	571	644	714	789
70	1480	369	444	519	591	666	742	813
71	1519	380	455	533	605	684	759	838
72	1571	393	471	549	628	708	787	863
73	1618	404	486	567	647	726	808	891
74	1669	418	501	583	667	752	834	917
75	1718	429	516	602	686	774	858	947
76	1768	442	529	618	708	796	886	974
77	1817	453	541	636	725	817	907	998
78	1866	470	560	653	746	839	934	1027
79	1915	479	574	667	766	861	958	1051
80	1966	491	590	687	787	886	982	1081
81	2013	503	604	703	805	905	1007	1107
82	2065	518	618	724	826	929	1033	1136
83	2113	526	634	739	845	949	1056	1162
84	2160	539	649	758	867	974	1081	1189
85	2211	554	663	774	886	995	1106	1218
86	2264	567	680	791	904	1020	1130	1246
87	2311	580	692	808	924	1038	1156	1269
88	2360	591	708	826	944	1065	1179	1298
89	2409	602	724	845	962	1084	1205	1327
90	2460	616	739	858	982	1106	1228	1352
91	2481	620	744	868	992	1116	1243	1367
92	2534	633	759	888	1014	1140	1268	1394
93	2581	645	775	902	1032	1162	1292	1419
94	2629	659	790	921	1054	1184	1315	1446
95	2678	669	801	938	1071	1207	1339	1476
96	2729	681	818	954	1089	1228	1364	1501
97	2775	694	831	972	1110	1251	1387	1527
98	2827	705	848	989	1129	1272	1414	1555

EURO								
	Tarief Z	Tarief B						
diepgang in dm	loodstarief uit of naar zee	tot en met 7 zeemijl	8 tot en met 11 zeemijl	12 tot en met 17 zeemijl	18 tot en met 25 zeemijl	26 tot en met 35 zeemijl	36 tot en met 47 zeemijl	48 tot en met 61 zeemijl
kolom 1	kolom 2	kolom 3	kolom 4	kolom 5	kolom 6	kolom 7	kolom 8	kolom 9
99	2875	718	861	1003	1150	1293	1438	1581
100	2924	731	878	1024	1168	1315	1461	1609
101	2942	734	883	1028	1179	1323	1473	1617
102	2993	749	896	1045	1197	1347	1495	1646
103	3040	760	911	1064	1215	1368	1520	1672
104	3086	772	928	1079	1235	1389	1544	1701
105	3138	784	940	1097	1255	1410	1569	1724
106	3147	786	943	1101	1259	1415	1574	1729
107	3157	788	946	1105	1263	1421	1578	1735
108	3166	791	949	1108	1267	1426	1583	1741
109	3175	793	952	1112	1271	1431	1587	1747
110	3185	795	955	1116	1275	1436	1592	1753
111	3224	807	967	1128	1289	1449	1612	1774
112	3268	817	982	1143	1306	1472	1635	1798
113	3314	829	995	1159	1325	1490	1658	1823
114	3360	841	1008	1177	1345	1512	1678	1849
115	3406	852	1020	1191	1360	1533	1702	1874
116	3453	863	1036	1206	1381	1553	1726	1898
117	3497	874	1047	1224	1398	1574	1746	1923
118	3543	887	1062	1239	1416	1592	1773	1949
119	3588	897	1076	1256	1434	1613	1795	1973
120	3634	909	1090	1273	1453	1635	1816	1998
121	3677	918	1101	1286	1472	1656	1841	2024
122	3723	931	1115	1303	1490	1676	1862	2050
123	3772	942	1130	1318	1508	1695	1885	2072
124	3813	953	1144	1335	1527	1715	1907	2098
125	3860	964	1158	1351	1543	1736	1930	2123
126	3905	978	1171	1369	1564	1757	1954	2148
127	3950	988	1185	1382	1580	1777	1975	2175
128	3997	998	1199	1399	1599	1799	1998	2197
129	4044	1008	1213	1415	1615	1817	2020	2223
130	4087	1024	1225	1432	1635	1842	2045	2249
131	4133	1033	1239	1448	1652	1860	2065	2273
132	4178	1043	1255	1462	1673	1881	2089	2299
133	4225	1055	1267	1479	1689	1900	2110	2323
134	4269	1068	1280	1492	1709	1923	2135	2348
135	4316	1079	1297	1511	1726	1944	2159	2373
136	4361	1090	1306	1527	1745	1963	2180	2400
137	4406	1101	1319	1543	1762	1983	2201	2422
138	4453	1114	1335	1557	1782	2004	2226	2448
139	4496	1125	1350	1574	1798	2025	2249	2474
140	4544	1135	1364	1590	1816	2045	2271	2499
141	4592	1147	1377	1607	1834	2065	2293	2524
142	4639	1159	1391	1623	1854	2087	2319	2552
143	4686	1171	1406	1640	1874	2108	2341	2577

EURO								
	Tarief Z	Tarief B						
diepgang in dm kolom 1	loodstarief uit of naar zee kolom 2	tot en met 7 zeemijl kolom 3	8 tot en met 11 zeemijl kolom 4	12 tot en met 17 zeemijl kolom 5	18 tot en met 25 zeemijl kolom 6	26 tot en met 35 zeemijl kolom 7	36 tot en met 47 zeemijl kolom 8	48 tot en met 61 zeemijl kolom 9
144	4733	1184	1418	1658	1893	2130	2367	2603
145	4779	1196	1434	1673	1911	2149	2391	2630
146	4827	1205	1449	1689	1930	2172	2412	2656
147	4876	1218	1462	1705	1949	2192	2438	2679
148	4922	1230	1478	1722	1967	2213	2460	2707
149	4968	1243	1490	1737	1986	2237	2484	2733
150	5015	1255	1503	1757	2005	2257	2507	2756
151	5064	1267	1519	1773	2025	2279	2532	2782
152	5111	1277	1533	1787	2045	2299	2554	2810
153	5158	1289	1547	1803	2062	2322	2578	2836
154	5205	1300	1564	1821	2081	2341	2602	2862
155	5251	1313	1575	1835	2098	2365	2625	2885
156	5299	1323	1589	1854	2120	2383	2649	2914
157	5346	1338	1602	1871	2137	2405	2673	2939
158	5393	1347	1617	1887	2156	2425	2696	2968
159	5440	1359	1631	1904	2175	2448	2719	2992
160	5487	1370	1647	1919	2192	2469	2742	3017
161	5535	1385	1659	1936	2213	2491	2766	3044
162	5583	1393	1675	1954	2232	2510	2789	3070
163	5628	1406	1688	1970	2249	2533	2815	3094
164	5676	1417	1702	1986	2269	2554	2837	3121
165	5722	1432	1715	2003	2287	2576	2860	3146
166	5770	1443	1731	2018	2308	2596	2883	3174
167	5817	1453	1745	2035	2325	2618	2909	3197
168	5863	1464	1757	2051	2346	2637	2930	3225
169	5911	1479	1774	2067	2365	2661	2956	3250
170	5958	1489	1786	2086	2381	2679	2977	3276
171	6005	1501	1800	2102	2401	2702	3002	3303
172	6053	1512	1815	2120	2420	2723	3025	3327
173	6099	1526	1830	2134	2440	2743	3049	3354
174	6145	1536	1845	2149	2457	2766	3072	3380
175	6193	1548	1857	2167	2475	2787	3096	3406
176	6240	1558	1872	2184	2494	2809	3118	3433
177	6287	1573	1887	2200	2514	2830	3144	3457
178	6335	1583	1900	2217	2533	2849	3167	3483
179	6382	1592	1914	2234	2552	2871	3191	3510
180	6429	1607	1930	2249	2570	2891	3213	3536
181	6476	1620	1944	2267	2588	2914	3237	3562
182	6523	1630	1957	2282	2607	2935	3260	3588
183	6569	1642	1972	2299	2626	2957	3285	3612
184	6618	1652	1986	2318	2645	2977	3307	3640
185	6663	1667	1998	2332	2663	2998	3331	3663
186	6712	1678	2013	2348	2682	3018	3354	3692
187	6758	1689	2028	2366	2702	3041	3379	3716
188	6807	1701	2040	2381	2722	3061	3400	3745

EURO								
	Tarief Z	Tarief B						
diepgang in dm kolom 1	loodstarief uit of naar zee kolom 2	tot en met 7 zeemijl kolom 3	8 tot en met 11 zeemijl kolom 4	12 tot en met 17 zeemijl kolom 5	18 tot en met 25 zeemijl kolom 6	26 tot en met 35 zeemijl kolom 7	36 tot en met 47 zeemijl kolom 8	48 tot en met 61 zeemijl kolom 9
189	6852	1714	2055	2397	2740	3084	3425	3767
190	6899	1723	2068	2415	2756	3102	3448	3793
191	6945	1736	2082	2431	2778	3127	3473	3820
192	6995	1746	2096	2448	2796	3146	3497	3846
193	7040	1761	2110	2463	2815	3168	3519	3869
194	7089	1773	2125	2479	2835	3188	3544	3897
195	7136	1784	2139	2497	2853	3212	3566	3923
196	7181	1795	2153	2514	2871	3232	3589	3948
197	7229	1808	2168	2530	2890	3253	3614	3976
198	7276	1817	2182	2547	2910	3274	3639	4002
199	7324	1831	2196	2563	2929	3293	3661	4026
200	7370	1842	2211	2578	2945	3315	3684	4056

In de volgende gevallen moet een gezagvoerder van een schip de daarbij vermelde loodsvergoedingen betalen :

1° als een aangevraagde loods wordt afbesteld of onverrichterzake moet terugkeren : 106 euro;

2° als een oponthoud plaatsheeft van meer dan een uur na het tijdstip waarop de loods voor het vertrek van het schip aan boord moest zijn of als meer dan een uur wordt afgeweken van het ingevolge artikel 13, eerste lid, van het Scheldereglement, aangekondigde tijdstip van aankomst bij een van de loodskruisposten : 53 euro voor elk uur of gedeelte daarvan dat volgt op het eerste uur tot maximaal 1.272 euro voor het eerste etmaal en 636 euro voor elke 12 uur - of gedeelte daarvan - van elk volgend etmaal. Dat geldt eveneens, als gedurende de loodsreis een loodswissel heeft plaatsgevonden en die loodsreis daarna niet wordt voortgezet binnen de tijdsduur van een uur, alsmede voor elk oponthoud van meer dan een uur gedurende de loodsreis.

Dat is niet van toepassing als het oponthoud een gevolg is van :

- a) weersomstandigheden ter plaatse;
- b) het schutten;
- c) de stand van het getij;
- d) gebreken van het schip, die ontstaan zijn gedurende de loodsreis;

3° als een gezagvoerder van een ten anker liggend schip gebruikmaakt van de diensten van een loods, omdat hij daartoe krachtens wettelijk voorschrift verplicht is, of omdat hij daarom heeft verzocht : 53 euro voor elk uur of gedeelte daarvan tot maximaal 1.272 euro voor het eerste etmaal en 636 euro voor elke 12 uur - of gedeelte daarvan - van elk volgend etmaal;

4° als een gezagvoerder na een volbrachte loodsreis een loods aan boord houdt : 53 euro voor elk uur of gedeelte daarvan tot maximaal 1.272 euro voor het eerste etmaal en 636 euro voor elke 12 uur - of gedeelte daarvan - van elk volgend etmaal;

5° als een loods niet op een voor die reis gebruikelijke beloodsingsplaats wordt ontscheept, maar door de gezagvoerder naar zee wordt meegenomen, ongeacht of op die zeereis loodsdienst wordt of kan worden verricht : 1.272 euro per etmaal of gedeelte daarvan, te rekenen vanaf het tijdstip van het passeren van die gebruikelijke beloodsingsplaats tot dat van terugkeer op de gebruikelijke plaats van waaruit hij zijn diensten aanvangt;

6° als een gezagvoerder een loods aan boord wenst te nemen op een andere dan de voor die reis gebruikelijke beloodsingsplaats ter hoogte van het zeegat in kwestie : 1.272 euro per etmaal of gedeelte daarvan, te rekenen vanaf het tijdstip waarop de loods de gebruikelijke plaats van waaruit hij zijn diensten aanvangt, heeft verlaten, tot het tijdstip waarop het door hem geloodste schip is aangekomen daar waar de gezagvoerder in normale omstandigheden een loods aan boord had kunnen nemen, ongeacht of op de zeereis loodsdienst is of kon worden verricht;

7° als een loods bij het maken van een reis na het verlaten van het zeegat aan boord wordt gehouden, met de bedoeling hem dit schip vervolgens door hetzelfde zeegat weer naar binnen te laten loodsen, ongeacht of op de zeereis loodsdienst is of kon worden verricht en ongeacht of op die reis een haven wordt aangedaan : 1.272 euro per etmaal of gedeelte daarvan, te rekenen tussen de tijdstippen van het uitgaand en binnenkomend passeren van het punt waar de loods in normale omstandigheden aan boord komt of van boord gaat;

8° als een loods, ten gevolge van zijn komst aan boord van een besmet schip, in een observatie-inrichting of ziekenhuis aan wal is moeten worden opgenomen : 1.272 euro per etmaal of gedeelte daarvan, te rekenen vanaf het tijdstip waarop hij is opgenomen, vermeerderd met de uit die opname voortvloeiende kosten;

Gezien om gevoegd te worden bij het "Besluit loodsgelden en loodsvergoedingen Scheldereglement".

Brussel, 13 december 2002.

De Vlaamse minister.

Den Haag,

De Nederlandse minister.

TRADUCTION

F. 2002 — 4687

[C — 2002/36581]

13 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie et du Ministre néerlandais de "Verkeer en Waterstaat" portant modification de l'annexe à l'arrêté relatif aux tarifs des droits de pilotage et aux indemnités de pilotage du Règlement de l'Escaut

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,

et

le Ministre néerlandais de "Verkeer en Waterstaat";

Vu l'article 1^{er}, premier alinéa, du Règlement de l'Escaut,

Arrêtent :

Article 1^{er}. L'annexe à l'arrêté relatif aux tarifs des droits de pilotage et aux indemnités de pilotage du Règlement de l'Escaut est remplacée par l'annexe au présent arrêté.**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et est publié au *Moniteur belge* et au "*Nederlandse Staatscourant*".

Bruxelles, le 13 décembre 2002.

Le Ministre flamand.

La Haye,

Le Ministre néerlandais.

Annexe

EUR								
	Tarif Z	Tarif B						
tirant d'eau en dm	tarif du pilotage de ou vers la mer	7 milles nautiques compris	de 8 à 11 milles nautiques compris	de 12 à 17 milles nautiques compris	de 18 à 25 milles nautiques compris	de 26 à 35 milles nautiques compris	de 36 à 47 milles nautiques compris	de 48 à 61 milles nautiques compris
colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5	colonne 6	colonne 7	colonne 8	colonne 9
25 et moins	151	38	44	54	60	67	77	83
26	162	39	49	57	62	72	80	91
27	170	43	50	58	66	77	83	92
28	176	44	54	61	72	80	91	99
29	187	46	57	65	73	83	92	102
30	196	49	58	67	78	87	99	106
31	202	50	60	72	80	91	102	111
32	214	54	62	73	83	98	106	118
33	220	56	65	78	87	99	110	121
34	229	57	67	80	91	102	115	128
35	236	58	72	82	98	106	119	130
36	248	61	73	87	99	111	123	136
37	261	65	78	91	105	118	130	143
38	273	67	82	98	110	122	136	150
39	285	72	83	99	111	129	142	156
40	298	73	91	105	119	134	147	163
41	316	79	98	111	128	143	160	174
42	337	83	102	119	135	151	170	187
43	358	91	106	123	143	162	178	199
44	379	98	111	131	151	170	191	207
45	398	99	119	141	160	178	200	220
46	428	106	129	150	174	193	215	236
47	459	115	140	162	186	206	230	254
48	491	122	146	174	197	221	247	273

EUR								
	Tarif Z	Tarif B						
tirant d'eau en dm	tarif du pilotage de ou vers la mer	7 milles nautiques compris	de 8 à 11 milles nautiques compris	de 12 à 17 milles nautiques compris	de 18 à 25 milles nautiques compris	de 26 à 35 milles nautiques compris	de 36 à 47 milles nautiques compris	de 48 à 61 milles nautiques compris
colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5	colonne 6	colonne 7	colonne 8	colonne 9
49	520	130	156	184	207	236	261	286
50	554	140	164	193	220	248	277	304
51	592	146	175	206	235	265	297	325
52	631	159	190	220	254	284	315	348
53	672	169	200	235	269	303	335	371
54	708	177	214	249	284	319	356	393
55	753	190	225	263	300	336	377	414
56	799	199	239	280	319	358	398	442
57	848	214	254	297	336	382	423	468
58	894	224	269	314	357	404	446	494
59	942	235	283	331	377	423	473	518
60	1000	250	300	349	398	449	499	550
61	1047	263	312	366	420	473	524	577
62	1095	274	329	385	440	494	547	604
63	1144	287	340	400	458	515	571	629
64	1190	300	356	416	478	538	598	656
65	1242	309	371	432	495	559	619	684
66	1287	322	386	450	515	580	644	709
67	1335	335	400	467	535	604	669	733
68	1384	347	415	484	554	623	691	762
69	1432	360	428	499	571	644	714	789
70	1480	369	444	519	591	666	742	813
71	1519	380	455	533	605	684	759	838
72	1571	393	471	549	628	708	787	863
73	1618	404	486	567	647	726	808	891
74	1669	418	501	583	667	752	834	917
75	1718	429	516	602	686	774	858	947
76	1768	442	529	618	708	796	886	974
77	1817	453	541	636	725	817	907	998
78	1866	470	560	653	746	839	934	1027
79	1915	479	574	667	766	861	958	1051
80	1966	491	590	687	787	886	982	1081
81	2013	503	604	703	805	905	1007	1107
82	2065	518	618	724	826	929	1033	1136
83	2113	526	634	739	845	949	1056	1162
84	2160	539	649	758	867	974	1081	1189
85	2211	554	663	774	886	995	1106	1218
86	2264	567	680	791	904	1020	1130	1246
87	2311	580	692	808	924	1038	1156	1269

EUR								
	Tarif Z	Tarif B						
tirant d'eau en dm	tarif du pilotage de ou vers la mer	7 milles nautiques compris	de 8 à 11 milles nautiques compris	de 12 à 17 milles nautiques compris	de 18 à 25 milles nautiques compris	de 26 à 35 milles nautiques compris	de 36 à 47 milles nautiques compris	de 48 à 61 milles nautiques compris
colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5	colonne 6	colonne 7	colonne 8	colonne 9
88	2360	591	708	826	944	1065	1179	1298
89	2409	602	724	845	962	1084	1205	1327
90	2460	616	739	858	982	1106	1228	1352
91	2481	620	744	868	992	1116	1243	1367
92	2534	633	759	888	1014	1140	1268	1394
93	2581	645	775	902	1032	1162	1292	1419
94	2629	659	790	921	1054	1184	1315	1446
95	2678	669	801	938	1071	1207	1339	1476
96	2729	681	818	954	1089	1228	1364	1501
97	2775	694	831	972	1110	1251	1387	1527
98	2827	705	848	989	1129	1272	1414	1555
99	2875	718	861	1003	1150	1293	1438	1581
100	2924	731	878	1024	1168	1315	1461	1609
101	2942	734	883	1028	1179	1323	1473	1617
102	2993	749	896	1045	1197	1347	1495	1646
103	3040	760	911	1064	1215	1368	1520	1672
104	3086	772	928	1079	1235	1389	1544	1701
105	3138	784	940	1097	1255	1410	1569	1724
106	3147	786	943	1101	1259	1415	1574	1729
107	3157	788	946	1105	1263	1421	1578	1735
108	3166	791	949	1108	1267	1426	1583	1741
109	3175	793	952	1112	1271	1431	1587	1747
110	3185	795	955	1116	1275	1436	1592	1753
111	3224	807	967	1128	1289	1449	1612	1774
112	3268	817	982	1143	1306	1472	1635	1798
113	3314	829	995	1159	1325	1490	1658	1823
114	3360	841	1008	1177	1345	1512	1678	1849
115	3406	852	1020	1191	1360	1533	1702	1874
116	3453	863	1036	1206	1381	1553	1726	1898
117	3497	874	1047	1224	1398	1574	1746	1923
118	3543	887	1062	1239	1416	1592	1773	1949
119	3588	897	1076	1256	1434	1613	1795	1973
120	3634	909	1090	1273	1453	1635	1816	1998
121	3677	918	1101	1286	1472	1656	1841	2024
122	3723	931	1115	1303	1490	1676	1862	2050
123	3772	942	1130	1318	1508	1695	1885	2072
124	3813	953	1144	1335	1527	1715	1907	2098
125	3860	964	1158	1351	1543	1736	1930	2123
126	3905	978	1171	1369	1564	1757	1954	2148

EUR								
	Tarif Z	Tarif B						
tirant d'eau en dm	tarif du pilotage de ou vers la mer	7 milles nautiques compris	de 8 à 11 milles nautiques compris	de 12 à 17 milles nautiques compris	de 18 à 25 milles nautiques compris	de 26 à 35 milles nautiques compris	de 36 à 47 milles nautiques compris	de 48 à 61 milles nautiques compris
colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5	colonne 6	colonne 7	colonne 8	colonne 9
127	3950	988	1185	1382	1580	1777	1975	2175
128	3997	998	1199	1399	1599	1799	1998	2197
129	4044	1008	1213	1415	1615	1817	2020	2223
130	4087	1024	1225	1432	1635	1842	2045	2249
131	4133	1033	1239	1448	1652	1860	2065	2273
132	4178	1043	1255	1462	1673	1881	2089	2299
133	4225	1055	1267	1479	1689	1900	2110	2323
134	4269	1068	1280	1492	1709	1923	2135	2348
135	4316	1079	1297	1511	1726	1944	2159	2373
136	4361	1090	1306	1527	1745	1963	2180	2400
137	4406	1101	1319	1543	1762	1983	2201	2422
138	4453	1114	1335	1557	1782	2004	2226	2448
139	4496	1125	1350	1574	1798	2025	2249	2474
140	4544	1135	1364	1590	1816	2045	2271	2499
141	4592	1147	1377	1607	1834	2065	2293	2524
142	4639	1159	1391	1623	1854	2087	2319	2552
143	4686	1171	1406	1640	1874	2108	2341	2577
144	4733	1184	1418	1658	1893	2130	2367	2603
145	4779	1196	1434	1673	1911	2149	2391	2630
146	4827	1205	1449	1689	1930	2172	2412	2656
147	4876	1218	1462	1705	1949	2192	2438	2679
148	4922	1230	1478	1722	1967	2213	2460	2707
149	4968	1243	1490	1737	1986	2237	2484	2733
150	5015	1255	1503	1757	2005	2257	2507	2756
151	5064	1267	1519	1773	2025	2279	2532	2782
152	5111	1277	1533	1787	2045	2299	2554	2810
153	5158	1289	1547	1803	2062	2322	2578	2836
154	5205	1300	1564	1821	2081	2341	2602	2862
155	5251	1313	1575	1835	2098	2365	2625	2885
156	5299	1323	1589	1854	2120	2383	2649	2914
157	5346	1338	1602	1871	2137	2405	2673	2939
158	5393	1347	1617	1887	2156	2425	2696	2968
159	5440	1359	1631	1904	2175	2448	2719	2992
160	5487	1370	1647	1919	2192	2469	2742	3017
161	5535	1385	1659	1936	2213	2491	2766	3044
162	5583	1393	1675	1954	2232	2510	2789	3070
163	5628	1406	1688	1970	2249	2533	2815	3094
164	5676	1417	1702	1986	2269	2554	2837	3121
165	5722	1432	1715	2003	2287	2576	2860	3146

EUR								
	Tarif Z	Tarif B						
tirant d'eau en dm	tarif du pilotage de ou vers la mer	7 milles nautiques compris	de 8 à 11 milles nautiques compris	de 12 à 17 milles nautiques compris	de 18 à 25 milles nautiques compris	de 26 à 35 milles nautiques compris	de 36 à 47 milles nautiques compris	de 48 à 61 milles nautiques compris
colonne 1	colonne 2	colonne 3	colonne 4	colonne 5	colonne 6	colonne 7	colonne 8	colonne 9
166	5770	1443	1731	2018	2308	2596	2883	3174
167	5817	1453	1745	2035	2325	2618	2909	3197
168	5863	1464	1757	2051	2346	2637	2930	3225
169	5911	1479	1774	2067	2365	2661	2956	3250
170	5958	1489	1786	2086	2381	2679	2977	3276
171	6005	1501	1800	2102	2401	2702	3002	3303
172	6053	1512	1815	2120	2420	2723	3025	3327
173	6099	1526	1830	2134	2440	2743	3049	3354
174	6145	1536	1845	2149	2457	2766	3072	3380
175	6193	1548	1857	2167	2475	2787	3096	3406
176	6240	1558	1872	2184	2494	2809	3118	3433
177	6287	1573	1887	2200	2514	2830	3144	3457
178	6335	1583	1900	2217	2533	2849	3167	3483
179	6382	1592	1914	2234	2552	2871	3191	3510
180	6429	1607	1930	2249	2570	2891	3213	3536
181	6476	1620	1944	2267	2588	2914	3237	3562
182	6523	1630	1957	2282	2607	2935	3260	3588
183	6569	1642	1972	2299	2626	2957	3285	3612
184	6618	1652	1986	2318	2645	2977	3307	3640
185	6663	1667	1998	2332	2663	2998	3331	3663
186	6712	1678	2013	2348	2682	3018	3354	3692
187	6758	1689	2028	2366	2702	3041	3379	3716
188	6807	1701	2040	2381	2722	3061	3400	3745
189	6852	1714	2055	2397	2740	3084	3425	3767
190	6899	1723	2068	2415	2756	3102	3448	3793
191	6945	1736	2082	2431	2778	3127	3473	3820
192	6995	1746	2096	2448	2796	3146	3497	3846
193	7040	1761	2110	2463	2815	3168	3519	3869
194	7089	1773	2125	2479	2835	3188	3544	3897
195	7136	1784	2139	2497	2853	3212	3566	3923
196	7181	1795	2153	2514	2871	3232	3589	3948
197	7229	1808	2168	2530	2890	3253	3614	3976
198	7276	1817	2182	2547	2910	3274	3639	4002
199	7324	1831	2196	2563	2929	3293	3661	4026
200	7370	1842	2211	2578	2945	3315	3684	4056

Dans les cas suivants, le commandant d'un navire doit payer les indemnités de pilotage mentionnées en marge :

1° lorsqu'un pilote demandé est décommandé ou doit retourner sans avoir agi en sa qualité de pilote : 106 euros;
 2° lorsqu'il y a une immobilisation de plus d'une heure après le moment où le pilote du navire aurait dû être à bord ou lorsqu'il est dérogé de plus d'une heure du moment d'arrivée à une des stations d'attache annoncé en vertu de l'article 13, premier alinéa : 53 euros pour chaque heure ou partie d'heure suivant la première heure jusqu'au maximum 1.272 euros pour la première période de 24 heures et 636 euros pour chaque période de 12 heures – ou partie de cette période – de chaque période de 24 heures suivante. Il en est de même lorsqu'il y a eu un changement de pilote pendant la course de pilotage et que cette dernière n'est pas poursuivie dans un délai d'une heure, ainsi que chaque fois qu'intervient une immobilisation de plus d'une heure pendant la course de pilotage.

Ce principe ne s'applique pas lorsque l'immobilisation est la suite :

- a) de conditions atmosphériques sur place;
- b) d'un éclusage;
- c) des marées;
- d) de défauts au navire, survenus pendant la course de pilotage;

3° lorsque le commandant d'un navire ancré fait usage des services d'un pilote, soit par ce qu'il est obligé en vertu d'une prescription légale, soit parce qu'il l'a demandé : 53 euros pour chaque heure ou partie d'heure jusqu'au maximum 1.272 euros pour la première période de 24 heures et 636 euros pour chaque période de 12 heures – ou partie de cette période – de chaque période de 24 heures suivante;

4° lorsqu'après la fin d'une course de pilotage, le capitaine garde un pilote à bord : 53 euros pour chaque heure ou partie d'heure jusqu'au maximum 1.272 euros pour la première période de 24 heures et 636 euros pour chaque période de 12 heures – ou partie de cette période – de chaque période de 24 heures suivante;

5° lorsqu'un pilote n'est pas débarqué à un endroit de pilotage usuel, mais lorsqu'il est emmené en mer par le commandant, ou qu'au cours de ce voyage en mer le service de pilotage soit ou puisse être assuré : 1.272 euros par période de 24 heures ou partie de cette dernière, à compter à partir du moment du passage à cet endroit usuel de pilotage jusqu'au retour à cet endroit de pilotage usuel à partir d'où il entame ses services de pilotage;

6° lorsqu'un commandant souhaite prendre un pilote à bord à un autre endroit que l'endroit de pilotage usuel pour ce voyage au droit de la passe en mer en question : 1.272 euros par période de 24 heures ou partie de cette dernière, à compter à partir du moment où le pilote a quitté l'endroit usuel d'où il entame ses services, jusqu'au moment où le navire qu'il pilote est arrivé là où le commandant aurait pu prendre un pilote à bord dans des circonstances normales, que lors de ce voyage en mers des services de pilotage sont ou auraient pu être assurés.

7° lorsqu'un pilote est tenu à bord lors d'un voyage après avoir quitté la passe en mer en vue de lui faire piloter le navire en rentrant par la même passe, que lors de ce voyage des services de pilotage sont ou auraient pu être assurés, ou que pendant ce voyage, il est escale ou pas dans un port : 1.272 euros par période de 24 heures ou partie de cette dernière, à compter entre les moments du passage sortant et entrant à l'endroit où le pilote embarque ou débarque dans des circonstances normales;

8° lorsqu'un pilote doit, à la suite de son arrivée à bord d'un navire de mer contaminé, être recueilli à terre dans un hôpital ou un établissement d'observation : 1.272 euros par période de 24 heures ou partie de cette dernière à compter à partir du moment où il est admis, majorés des frais résultant de son admission.

Vu pour être annexé à l'arrêté relatif aux droits et indemnités de pilotage du Règlement de l'Escaut.

Bruxelles, le 13 décembre 2002.

Le Ministre flamand.

La Haye,

Le Ministre néerlandais.

N. 2002 — 4688

[C — 2002/36633]

18 DECEMBER 2002. — Ministerieel besluit houdende beëindiging van de visserij op kabeljauw in de i.c.e.s.-gebieden II, IV

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,

Gelet op verordening (EG) nr. 2555/2001 van de Raad van 18 december 2001 tot vaststelling voor 2002, van de vangstmogelijkheden voor sommige visbestanden en groepen visbestanden die in de wateren van de Gemeenschap en, voor vaartuigen van de Gemeenschap, in andere wateren met vangstbeperkingen van toepassing zijn, en tot vaststelling van de bij de visserij in acht te nemen voorschriften;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, vervangen bij de bijzondere wet van 13 juli 2001;

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning wordt gemachtigd maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971, 18 juli 1973, 22 april 1999 en 3 mei 1999;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983, 29 december 1990 en 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, inzonderheid artikel 18;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 13 juli 2001 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat voor het jaar 2002 het quotum van kabeljauw in de i.c.e.s.-gebieden II, IV nagenoeg volledig werd aangeland en dat er nog kabeljauw aan boord is van vissersvaartuigen, die heden de visserijactiviteit beoefenen, dient daarom zonder verwijl de visserij op kabeljauw in deze gebieden stopgezet te worden teneinde de door de EG toegestane vangsten niet te overschrijden;

Overwegende dat aan de gewesten met ingang van 1 januari 2002 bevoegdheden op het gebied van zeevisserij zijn toegewezen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de continuïteit van de opdrachten als overheidsdienst te verzekeren met inachtneming van de verplichtingen die door de Europese en internationale regelgeving op het gebied van de zeevisserij werden opgelegd,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. vissersvaartuig : een vaartuig vermeld in de « Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen »;
2. i.c.e.s.-gebieden : de in de mededeling van de EG-Commissie in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 24 december 1985 en 31 december 1985 bepaalde gebieden en sectoren.

Art. 2. Het nationale quotum van kabeljauw in de i.c.e.s.-gebieden II, IV wordt geacht volledig te zijn gebruikt.

De visserij op kabeljauw in de wateren van de i.c.e.s.-gebieden II, IV is verboden voor alle vissersvaartuigen alsmede het aan boord houden, het overladen en het lossen van kabeljauw gevangen in deze wateren, na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en treedt buiten werking op 31 december 2002, om 24 uur.

Brussel, 18 december 2002.

V. DUA

TRADUCTION

F. 2002 — 4688

[C — 2002/36633]

18 DECEMBRE 2002. — Arrêté ministériel portant la cessation de la pêche du cabillaud dans les zones II, IV

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,

Vu le règlement (CE) n° 2555/2001 du Conseil du 18 décembre 2001 établissant pour 2002 les possibilités de pêche et les conditions associées pour certains stocks halieutiques et groupe de stocks halieutiques, applicables dans les eaux communautaires et, pour les navires communautaires, dans les eaux soumises à des limitations de capture;

Vu la loi spécifique du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, V, remplacée par la loi spéciale du 13 juillet 2001;

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971, 18 juillet 1973, 22 avril 1999 et 3 mai 1999;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983, 29 décembre 1990 et 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2001 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que pour l'année 2002 le quota du cabillaud dans les zones-c.i.e.m II, IV a été presque entièrement débarqué et vue que du cabillaud se trouve encore à bord de bateaux de pêche actuellement en activité, il y a lieu de cesser sans retard la pêche du cabillaud dans ces zones afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CE;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de la pêche maritime à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions de service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne et internationale dans le domaine de la pêche maritime,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1. bateau de pêche : un bateau repris dans la « Liste officielle des navires de pêche belges »;
2. zones-c.i.e.m : les zones et secteurs déterminés dans la communication de la Commission-CE dans le *Journal officiel des Communautés européennes* des 24 décembre 1985 et 31 décembre 1985.

Art. 2. Le quota national du cabillaud dans les zones-c.i.e.m II, IV est réputé avoir été épuisé.

Dans les eaux de les zones-c.i.e.m II, IV il est interdit pour tous les bateaux de pêche, de pêcher, de retenir à bord, de transborder et de débarquer du cabillaud capturé dans ces eaux après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2002, à 24 heures.

Bruxelles, le 18 décembre 2002.

V. DUA

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 4689

[C — 2002/29626]

19 DECEMBRE 2002. — Décret relatif au désendettement de la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives du décret-programme du 17 juillet 1998 portant diverses mesures concernant la gestion budgétaire, les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et la promotion de la santé*

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret-programme du 17 juillet 1998 portant diverses mesures concernant la gestion budgétaire, les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et la promotion de la santé est remplacé comme suit : « Il est créé un organisme d'intérêt public dénommé Fonds pour l'égalisation des budgets et pour le désendettement de la Communauté française. »

Art. 2. Dans les articles 2, 3 et 4 du même décret les termes « Fonds d'égalisation des budgets de la Communauté française » sont remplacés par les termes « Fonds pour l'égalisation des budgets et pour le désendettement de la Communauté française ».

Art. 3. L'article 2 du même décret est complété comme suit : « Les montants versés au Fonds pour l'égalisation des budgets et pour le désendettement de la Communauté française par la Communauté française en application du décret du 19 décembre 2002 relatif au désendettement de la Communauté française ne peuvent être attribués à la Communauté française que pour le financement du désendettement. »

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives au désendettement*

Art. 4. La Communauté française affectera pour le financement du désendettement, au Fonds pour l'égalisation des budgets et pour le désendettement de la Communauté française, les montants suivants avant toute détermination des marges : 17.500.000 euros en 2005, 25.000.000 d'euros en 2006, 50.000.000 d'euros en 2007, 75.000.000 d'euros en 2008 et 100.000.000 d'euros en 2009 et 2010.

Art. 5. Le plan de désendettement déterminé à l'article 4 ne peut être amendé par le Conseil de la Communauté française que sur la base d'un mémoire justificatif déposé par le Gouvernement, motivant spécialement son projet de dérogation et proposant un nouveau plan de désendettement poursuivant le même désendettement cumulé au terme de l'année 2010.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

—————
Note

(1) *Session 2002-2003* :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 309-1. — Rapport, n° 309-2.

Comptes rendu intégraux. — Discussion. Séance du 10 décembre 2002. — Adoption. Séance du 11 décembre 2002.

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 4689

[C — 2002/29626]

19 DECEMBER 2002. — Decreet betreffende de schuldafbouw van de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen van het programmadecreet van 17 juli 1998 houdende diverse maatregelen inzake budgettair beheer, begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en gezondheidspromotie*

Artikel 1. Artikel 1, eerste lid, van het programmadecreet van 17 juli 1998 houdende diverse maatregelen inzake budgettair beheer, begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en gezondheidspromotie wordt als volgt vervangen : "Er wordt een instelling van openbaar nut opgericht onder de benaming "Fonds voor de egalitatie van de begrotingen en voor de schuldafbouw van de Franse Gemeenschap. »

Art. 2. In artikelen 2, 3 en 4 van hetzelfde decreet worden de woorden "Egalisatiefonds van de begrotingen van de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "Fonds voor de egalitatie van de begrotingen en voor de schuldafbouw van de Franse Gemeenschap".

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld : "De bedragen gestort aan het Fonds voor de egalitatie van de begrotingen en voor de schuldafbouw van de Franse Gemeenschap krachtens het decreet betreffende de schuldafbouw van de Franse Gemeenschap kunnen enkel aan de Franse Gemeenschap worden toegewezen voor de financiering van de schuldafbouw. »

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen aangaande de schuldafbouw*

Art. 4. De Franse Gemeenschap zal, vóór de marges worden vastgelegd, volgende bedragen toewijzen aan het Fonds voor de egalitatie van de begrotingen en voor de schuldafbouw van de Franse Gemeenschap voor de financiering van de schuldafbouw : 17.500.000 euro in 2005, 25.000.000 euro in 2006, 50.000.000 euro in 2007, 75.000.000 euro in 2008 en 100.000.000 euro in 2009 en 2010.

Art. 5. Het schuldafbouwplan zoals bepaald in artikel 4 kan door de Raad van de Franse Gemeenschap enkel worden gewijzigd op grond van een verslag van de Regering waarin in het bijzonder haar afwijking wordt gemotiveerd en waarin een nieuw schuldafbouwplan wordt voorgesteld voor dezelfde schuldafbouw die werd gecumuleerd op het einde van 2010.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2003.

Verkundigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 19 december 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten
toegewezen aan de « ONE »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003 :**Stukken van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 309-1. — Verslag, nr. 309-2.*Integralen verslagen.* — Bepreking. Vergadering van 10 december 2002. — Aanneming. Vergadering van 11 december 2002.

F. 2002 — 4690

[S — C — 2002/29628]

19 DECEMBRE 2002. — Décret modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Missions*

Article 1^{er}. A l'article 3 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-télévision belge de la Communauté française, insérer in fine de l'alinéa 6, la phrase suivante : « L'entreprise veille en outre à assurer l'information dans sa dimension régionale et de proximité ainsi que la valorisation de la vie culturelle et associative. »

CHAPITRE II. — *Elaboration du contrat de gestion*

Art. 2. Dans l'article 9 du même décret, il est inséré un § *3bis*, rédigé comme suit :

« § *3bis*. Un an avant l'expiration du contrat de gestion, le Gouvernement sollicite l'avis du Conseil de la Communauté française sur les éléments constitutifs du prochain contrat de gestion. Dans les six mois, le Conseil de la Communauté française remet ses recommandations au Gouvernement. A l'expiration de ce délai, le Gouvernement peut entamer les négociations avec l'entreprise. »

CHAPITRE III. — *Le conseil d'administration*

Art. 3. Dans l'article 11 du même décret, un paragraphe *2bis*, rédigé comme suit, est inséré :

« *2bis*. Les administrateurs sont élus parmi les personnes qui justifient de diplômes ou compétences adéquats, d'une intégrité et d'une connaissance de la gestion publique. »

Art. 4. Un article *11bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article *11bis*. Dans l'année qui suit leur désignation, l'entreprise organise pour les administrateurs un cycle de formation permanente relatif à l'évolution du statut et de la fonction d'administrateur public au regard des évolutions législatives, sociales, réglementaires et de gestion en la matière.

Le conseil d'administration adopte et transmet annuellement au ministre de tutelle un rapport d'information sur les formations suivies par les administrateurs publics. »

Art. 5. L'article 12, § 1^{er}, 4^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o avec la qualité de membre du personnel de l'entreprise ou d'une de ses filiales; ».

Art. 6. L'article 12, § 1^{er}, 5^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 5^o avec l'exercice de toute fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel en raison de l'exercice de la fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou une organisation exerçant une activité en concurrence directe avec celles de l'entreprise, à l'exception des mandats exercés en qualité de représentant désigné par l'entreprise dans ses filiales; ».

Art. 7. L'article 12, § 1^{er}, 6^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 6^o avec l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide; ».

Art. 8. L'article 12, § 1^{er}, du même décret est complété comme suit :

« 8^o avec la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de l'entreprise; »

Art. 9. Dans l'article 12, § 3, du même décret, les mots « ou à la demande du Gouvernement » sont insérés après les mots « sur avis motivé du conseil d'administration ».

Art. 10. L'article 14, § 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les articles 61, 521, 523, § 1^{er}, 523, § 2, 526, 529 de la loi contenant le code des sociétés du 7 mai 1999 sont applicables par analogie au conseil d'administration. »

CHAPITRE IV. — *Administrateur général et directeurs généraux*

Art. 11. § 1^{er}. L'article 17, § 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement arrête le profil de fonction de l'administrateur général. »

§ 2. Dans l'article 17 du même décret, il est inséré des § *2bis*, § *2ter* et § *2quater*, rédigés comme suit :

« § *2bis*. L'administrateur général est désigné par le Gouvernement dans le respect de la procédure suivante :

1^o le Gouvernement arrête la lettre de mission de l'administrateur général sur proposition du conseil d'administration. Cette lettre comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs à atteindre;

2^o le Gouvernement lance un appel à candidature :

a) interne par voie d'affichage aux valves de l'entreprise et;

b) externe par voie de publication dans trois journaux quotidiens nationaux francophones.

Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet culturel et de gestion par chaque candidat;

3^o un collège de quatre experts externes désignés par le conseil d'administration, remet à ce dernier un avis sur chaque candidature dans un délai d'un mois;

4^o après avis de ce collège, le conseil d'administration présélectionne au maximum trois candidats, dans un délai d'un mois;

5^o le Gouvernement soumet à l'audition du Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel le(s) candidat(s) présélectionné(s). Les modalités d'organisation de cette audition sont fixées par le Collège d'autorisation et de contrôle. Le Collège remet un avis au Gouvernement dans le mois de sa saisine;

6^o après sa désignation par le Gouvernement, l'administrateur général présente son projet culturel et de gestion au Conseil de la Communauté française, dans les trois mois, selon les modalités fixées par celui-ci.

Le Gouvernement arrête la procédure visée au présent paragraphe.

§ *2ter*. Le mandat de l'administrateur général est de six ans. L'administrateur général fait l'objet d'une évaluation, en milieu et fin de mandat, par un collège de quatre experts externes désignés par le conseil d'administration.

Une évaluation défavorable entraîne une délibération motivée à prendre par le Gouvernement sur le maintien ou la révocation de celui-ci dans sa fonction d'administrateur général. La délibération ne peut intervenir qu'après audition de l'administrateur général par le Gouvernement.

Dans le cas où l'évaluation de fin de mandat est favorable, le Gouvernement peut renouveler le mandat de l'administrateur général sortant, selon la procédure visée au § 2bis, 5° et 6°, laquelle ne s'applique qu'à ce dernier.

§ 2quater. Sans préjudice du § 2ter, l'administrateur général ne peut être démis ou révoqué que par arrêté du Gouvernement, pris sur avis conforme du conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers et après avoir été entendu par le Gouvernement. »

Art. 12. § 1^{er}. L'article 17, § 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le conseil d'administration arrête le nombre, les fonctions et les attributions des directeurs généraux sur proposition de l'administrateur général. »

§ 2. Dans l'article 17 du même décret, il est inséré des § 3bis, § 3ter, § 3quater et § 3quinquies, rédigés comme suit :

« § 3bis. Ceux-ci sont désignés par le conseil d'administration dans le respect de la procédure suivante :

1° le conseil d'administration, sur proposition de l'administrateur général, arrête le profil de fonction et la lettre de mission de chaque directeur général. Cette lettre comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs à atteindre;

2° il lance un appel à candidature interne et externe, notamment par voie de publication dans trois journaux quotidiens nationaux francophones, selon les modalités déterminées par le conseil d'administration. Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet par chaque candidat;

3° un collège composé de l'administrateur général et de quatre experts externes désignés par le conseil d'administration, remet au comité permanent un avis sur chaque candidature, dans un délai d'un mois;

4° après avis de ce collège, le comité permanent soumet une présélection de maximum trois candidats au conseil d'administration.

§ 3ter. Le mandat de directeur général est de six ans.

En milieu et fin de mandat, chaque directeur général fait l'objet d'une évaluation par un collège composé de l'administrateur général et de quatre experts externes désignés par le conseil d'administration.

Une évaluation défavorable entraîne une délibération motivée à prendre par le conseil d'administration sur le maintien ou la révocation de celui-ci dans sa fonction de directeur général. La délibération ne peut intervenir qu'après audition du directeur général par le conseil d'administration.

Dans le cas où l'évaluation de fin de mandat est favorable, le conseil d'administration peut renouveler le mandat du directeur général.

§ 3quater. Sans préjudice du § 3ter, un directeur général ne peut être démis ou révoqué que par décision de deux tiers des membres du conseil d'administration et après avoir été entendu par le conseil d'administration.

§ 3quinquies. L'administrateur général, assisté des directeurs généraux, assure la coordination dans la mise en œuvre des principes généraux tels que définis à l'article 8, § 2, du présent décret. »

Art. 13. § 1^{er}. L'article 17, § 4, du même décret est abrogé.

§ 2. L'article 17, § 6, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Les articles 12, § 1^{er}, 1° à 3°, 5° à 8° et § 2, ainsi que l'article 14, § 3 et § 4, s'appliquent, s'il y a lieu, à l'administrateur général et aux directeurs généraux. »

§ 3. L'article 17, § 7, du même décret est abrogé.

CHAPITRE V. — *Les autres fonctions de direction, chefs de rédaction et rédacteurs en chef*

Art. 14. Une section IIIbis, rédigée comme suit, est insérée dans le chapitre III du même décret :

« Section IIIbis : Autres fonctions de direction, chefs de rédaction et rédacteurs en chef.

« Art. 17bis. § 1^{er}. Le conseil d'administration arrête le nombre, les fonctions et les attributions des directeurs sous lien hiérarchique direct d'un directeur général sur proposition de l'administrateur général.

§ 2. Ceux-ci sont désignés par le conseil d'administration dans le respect de la procédure suivante :

1° le conseil d'administration, sur proposition de l'administrateur général, arrête le profil de fonction et la lettre de mission de chaque directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général. Cette lettre comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs à atteindre;

2° il lance un appel à candidature interne ou interne et externe, selon les modalités qu'il détermine. Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet par chaque candidat;

3° un collège composé de l'administrateur général et de trois experts désignés par le conseil d'administration, remet au comité permanent un avis sur chaque candidature, dans un délai d'un mois;

4° après avis de ce collège, le comité permanent soumet une présélection de maximum trois candidats au conseil d'administration.

§ 3. Le mandat de chaque directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général est de six ans.

En milieu et fin de mandat, chaque directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général fait l'objet d'une évaluation par l'administrateur général assisté des directeurs généraux.

Une évaluation défavorable entraîne une délibération motivée à prendre par le conseil d'administration sur le maintien ou la révocation de celui-ci dans sa fonction de directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général. La délibération ne peut intervenir qu'après audition du directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général par le conseil d'administration.

Dans le cas où l'évaluation de fin de mandat est favorable, le conseil d'administration peut renouveler le mandat du directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général.

§ 4. Sans préjudice du § 3, un directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général ne peut être démis ou révoqué que par décision de deux tiers des membres du conseil d'administration et après avoir été entendu par le conseil d'administration.

§ 5. L'article 12, § 1^{er}, 1° à 3°, 5°, 6°, 7°, et § 2, ainsi que l'article 14, § 3 et § 4, s'appliquent aux fonctions de directeur sous lien hiérarchique direct d'un directeur général. »

Art. 17^{ter}. § 1^{er}. Sur proposition de l'administrateur général, le conseil d'administration arrête le nombre, les fonctions et les attributions des directeurs autres que ceux visés aux articles 17 et 17^{bis}, ainsi que le nombre, les fonctions et les attributions des chefs de rédaction et des rédacteurs en chef.

§ 2. Ceux-ci sont désignés par le conseil d'administration dans le respect de la procédure suivante :

1° le conseil d'administration arrête, sur proposition de l'administrateur général, le profil de fonction et la lettre de mission de chaque directeur, des chefs de rédaction et des rédacteurs en chef. Cette lettre comporte la définition précise des missions générales de gestion et les objectifs à atteindre;

2° il lance un appel à candidature interne ou interne et externe, selon les modalités qu'il détermine. Cet appel exige notamment le dépôt d'un projet par chaque candidat;

3° l'administrateur général, assisté le cas échéant de trois experts désignés par le conseil d'administration, remet au comité permanent un avis sur chaque candidature, dans un délai d'un mois. Sur proposition du conseil d'administration, le Gouvernement arrête les fonctions pour lesquelles l'administrateur général se fait assister de trois experts;

4° après avis de ce collège, le comité permanent soumet une présélection de maximum trois candidats au conseil d'administration.

§ 3. Les directeurs, les chefs de rédaction et les rédacteurs en chef sont désignés dans le cadre d'un mandat. Ce mandat est de six ans.

§ 4. Chaque directeur, chef de rédaction et rédacteur en chef fait l'objet d'une évaluation en milieu et fin de mandat, par l'administrateur général ou son représentant assisté du supérieur hiérarchique direct de la personne évaluée. Une évaluation défavorable entraîne une délibération motivée à prendre par le conseil d'administration sur le maintien ou la révocation de celui-ci dans sa fonction de directeur, de chef de rédaction ou de rédacteur en chef. La délibération ne peut intervenir qu'après audition de la personne intéressée par le conseil d'administration.

Dans le cas où l'évaluation de fin de mandat est favorable, le conseil d'administration peut renouveler le mandat des directeurs visés au § 1^{er}, des chefs de rédaction et des rédacteurs en chef.

§ 5. Sans préjudice du § 3, un directeur visé au § 1^{er}, un chef de rédaction ou un rédacteur en chef ne peut être démis ou révoqué que par décision de deux tiers des membres du conseil d'administration et après avoir été entendu par le conseil d'administration.

CHAPITRE VI. — Centres régionaux de production

Art. 15. Dans l'article 18, § 1^{er}, du même décret la phrase « le conseil d'administration attribue par priorité aux centres régionaux de production l'élaboration des programmes d'information locale et régionale, ainsi que des programmes de nature à refléter les spécificités régionales et locales » est supprimée.

Art. 16. L'article 18, § 2, § 3 et § 4, du même décret est supprimé.

Art. 17. § 1^{er}. Dans l'article 16, § 2, du même décret les mots « et les responsables de centres régionaux de production » sont supprimés.

§ 2. Dans l'article 19, § 2, 2°, du même décret les mots « et responsables de centres régionaux » sont supprimés.

CHAPITRE VII. — La commission paritaire

Art. 18. L'article 19, § 1^{er}, 7°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 7° l'organisation, tous les quatre ans, des élections des délégués représentant le personnel de l'entreprise, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, ».

Art. 19. Un 10° et un 11°, rédigés comme suit, sont insérés dans l'article 19, § 1^{er}, du même décret :

« 10° la concertation préalable à l'adoption de dispositions réglementaires ou au dépôt de projets de décret par le Gouvernement ayant trait à des questions relatives au personnel de l'entreprise;

11° l'examen de tout dossier relatif à l'accomplissement des dispositions du contrat de gestion. »

Art. 20. L'article 19, § 2, 3°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 3° de huit délégués élus par l'ensemble des membres effectifs du personnel de l'entreprise.

Les candidats délégués sont présentés par les organisations représentatives du personnel. Est considérée comme organisation représentative du personnel, l'organisation syndicale :

a) affiliée à une organisation inter-professionnelle représentative des travailleurs constituée sur le plan national, représentée au conseil national du travail;

b) qui défend les intérêts de toutes les catégories du personnel de l'entreprise;

c) compte un nombre d'affiliés représentant au moins un certain pourcentage des membres du personnel de l'entreprise. Ce pourcentage minimum est arrêté par le Gouvernement.

Le contrôle de représentativité des organisations syndicales est exercé par la commission visée à l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française.

Sans préjudice de l'application de la législation sociale, la candidature aux élections de délégués du personnel et le mandat de délégué ne peuvent entraîner ni préjudices, ni avantages spéciaux pour celui qui la présente ou qui l'exerce. Le conseil d'administration arrête les modalités de cette disposition sur proposition de la commission paritaire. »

Art. 21. § 1^{er}. Un 5°, rédigé comme suit, est inséré dans l'article 19, § 2, du même décret :

« 5° du Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions, ou de ses délégués dûment mandatés, uniquement dans les cas visés aux 5°, 10° et 11° du § 1^{er}. »

§ 2. Un 6°, rédigé comme suit, est inséré dans l'article 19, § 2, du même décret :

« Les délégations syndicale et patronale peuvent chacune se faire accompagner d'un expert. »

Art. 22. § 1^{er}. Dans l'article 19, § 5, du même décret, les mots « et 7° » sont supprimés.

§ 2. L'article 19, § 5, alinéa 5, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les matières visées à l'article 19, § 1^{er}, 2°, le conciliateur social est saisi d'office, si les majorités spéciales ad hoc visées au paragraphe 6 n'ont pas pu être réunies dans les délais visés au paragraphe 6. »

Art. 23. L'article 19, § 6, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les matières visées à l'article 19, § 1^{er}, 2°, la négociation se termine dans le délai de 30 jours à compter de celui de la réunion au cours de laquelle le point est abordé pour la première fois.

Le Président peut réduire ce délai jusqu'à 10 jours s'il estime qu'un point doit être traité dans l'urgence.

Le délai de 30 jours peut être prolongé de commun accord entre les délégations.

Pour les matières susvisées, la commission paritaire émet ses avis à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Ces avis lient le conseil d'administration.

Si la majorité des deux tiers n'a pu être réunie et après l'expiration d'un délai de 2 mois prenant cours à partir du jour où le conciliateur social a été saisi conformément au paragraphe 5 et en l'absence de conciliation, le conseil d'administration a la faculté d'adopter ladite proposition sans l'avis de la Commission paritaire. »

Art. 24. Un § 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'article 19 du même décret :

« § 6bis. Pour les cas visés au 5°, 10° et 11° du § 1^{er}, par dérogation au § 3, la commission paritaire est convoquée chaque fois que le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions en fait la demande au Président. Pour les cas visés au 5° et 10° du § 1^{er}, la saisine de la commission paritaire est obligatoire.

Par dérogation aux §§ 4 et 6, elle émet dans les cas visés au 5°, 10° et 11° du § 1^{er}, un avis motivé dans un délai d'un mois à dater de la réception des projets ou des dossiers. Lorsque le ministre justifie l'urgence, le délai est porté à 10 jours.

Cet avis se présente sous la forme d'un protocole qui résume la discussion et acte soit l'avis unanime de la commission paritaire, soit la position respective des parties.

Pour le cas visé au 10° du § 1^{er}, le Gouvernement est lié par le protocole lorsque celui-ci a reçu l'accord de toutes les parties.

Le § 5 n'est pas applicable dans les cas visés au 5°, 10° et 11° du § 1^{er}.

CHAPITRE VIII. — *Comptabilité analytique*

Art. 25. L'article 22, § 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'entreprise établit une comptabilité analytique.

Si elle exerce des activités qui ne relèvent pas de sa mission de service public, telle que précisée dans le contrat de gestion, l'entreprise tient des comptes séparés pour ces activités. A cette fin, elle définit clairement les principes de comptabilité analytique permettant une imputation correcte des charges et des produits correspondant à celles-ci. Ces principes sont approuvés par le conseil d'administration.

Les filiales de l'entreprise qui poursuivent à la fois une mission de service public et une autre mission de nature commerciale, tiennent des comptes séparés pour ces activités. A cette fin, elles définissent clairement les principes de comptabilité analytique permettant une imputation correcte des charges et des produits correspondant à celles-ci. Ces principes sont approuvés par le conseil d'administration. »

Le présent article vise à transposer la directive 2000/52/CE du 26 juillet 2001 modifiant la directive 80/723/CEE du 25 juin 1980 relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques.

CHAPITRE IX. — *Rapport annuel*

Art. 26. Dans l'article 23, § 2, il est inséré un 5° rédigé comme suit :

« 5° Un rapport sur les activités et comptes de ses filiales visées à l'article 6, § 1^{er}. »

CHAPITRE X. — *Personnel*

Art. 27. L'article 29 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 5. 1^{er}. L'entreprise peut avoir recours à du personnel contractuel afin :

1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2° de remplacer des agents en cas d'absence totale ou partielle, qu'ils soient ou non en activité de service, quand la durée de cette absence implique un remplacement et dont les modalités sont fixées dans le statut;

3° d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques dont la liste est arrêtée par le Gouvernement;

4° de pourvoir à l'exécution de tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, toutes les deux pertinentes pour les tâches à exécuter.

§ 2. Les titulaires de fonctions soumises à mandat par le présent décret sont recrutés sous le régime de statutaire temporaire.

§ 3. Le conseil d'administration arrête, sur proposition de l'administrateur général, les procédures d'appel à candidatures et de sélection du personnel. »

Art. 28. L'article 30 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. Le conseil d'administration arrête la procédure d'appel aux candidatures, d'examen des projets et de sélection des candidats prévues aux articles 17, § 3bis, 17bis, § 2, et 17ter, § 2, ainsi que les modalités d'évaluation prévues aux articles 17, § 2ter, 17, § 3ter, 17bis, § 3, et 17ter, § 4. »

CHAPITRE XI. — *Collège des commissaires*

L'article 32, § 5, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Les articles 133, 137, 138, 139 et 140 de la loi contenant le code des sociétés du 7 mai 1999 sont applicables aux collèges des commissaires aux comptes.

Le collège délibère conformément aux règles ordinaires des assemblées délibérantes. »

CHAPITRE XII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 29. En dérogation de l'article 19, § 2, du décret 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF modifié par le présent décret et jusqu'aux premières élections visées à l'article 17 du présent décret :

1° la commission paritaire est composée :

a) du président du conseil d'administration;

b) de l'administrateur général et de huit personnes désignées par le conseil d'administration sur proposition de l'administrateur général parmi celles qui exercent des fonctions de direction au sein de l'entreprise, après consultation des directeurs généraux;

c) de neuf délégués représentant le personnel de l'entreprise;

2° les neuf délégués visés sous 1°, c) sont présentés par les organisations syndicales représentatives;

3° chacune des organisations syndicales représentatives a au minimum un représentant;

4° chaque organisation syndicale représentative veille, lorsqu'elle a plus d'un représentant, à ce qu'une représentation équilibrée du personnel émanant des centres régionaux de production soit assurée;

5° est considérée comme représentative du personnel de l'entreprise, l'organisation syndicale :

a) affiliée à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail;

b) qui défend les intérêts de toutes les catégories du personnel de l'entreprise;

6° les délégations patronale et syndicale peuvent chacune se faire accompagner d'un expert.

Art. 30. L'administrateur général en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent décret poursuit son mandat jusqu'au 18 février 2008.

Art. 31. § 1^{er}. Tous les mandats attribués sur base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 1995 ou, pour la première fois, sur base des articles 17, § 3, et 18, § 2, du décret du 14 juillet 1997 prennent fin à dater de l'entrée en vigueur du présent décret. Les personnes disposant d'un mandat sus-visé ainsi que les personnes exerçant d'autres fonctions de direction sans mandat, continueront à exercer leur fonction jusqu'au moment où les procédures de recrutement prévues dans le présent décret seront arrivées à leur terme.

§ 2. L'agent qui exerce un mandat au moment de l'entrée en vigueur du présent décret conserve son droit au traitement prévu dans la convention conclue avec l'entreprise jusqu'au terme de celle-ci.

§ 3. Les postes définis à mandat en vertu du présent décret font l'objet d'une suppression d'emploi. La suppression de l'emploi occupé par l'agent ne peut donner lieu à la perte de la qualité d'agent ou au licenciement. Le statut fixe une procédure de réaffectation des agents dont l'emploi est supprimé. L'agent en réaffectation conserve ses droits au traitement et à ses titres à la carrière. La période de réaffectation est prise en considération pour l'ancienneté administrative et pécuniaire.

Art. 32. Par dérogation, à l'article 27 du présent décret modifiant l'article 29 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF en y ajoutant un, § 2, dans l'attente de l'adoption du statut temporaire par l'entreprise, les titulaires de fonctions soumises à mandat par le présent décret pourront être recrutés sous le régime contractuel.

Le titulaire d'une fonction soumise à mandat engagé sous régime contractuel en application de l'alinéa 1^{er} qui, au moment de sa désignation à cette fonction, était nommé à titre définitif, est mis en congé d'office pour l'exercice d'une tâche visée à l'article 27 du présent décret modifiant l'article 29, § 1^{er}, 4°, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF pendant la durée du mandat.

Art. 33. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003* :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 344-1. — Amendements de commission, n° 344-2. — Rapport, n° 344-3. Amendements de séance, n° 344-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 11 décembre 2002.

VERTALING

N. 2002 — 4690

[C — 2002/29628]

19 DECEMBER 2002. — Decreet tot wijziging van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Opdrachten

Artikel 1. In artikel 3 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » wordt in lid 6 in fine de volgende zin ingevoegd : « Het bedrijf zorgt bovendien voor de informatie op regionaal en nabijheidsvlak alsook voor de herwaardering van het cultureel en verenigingsleven. ».

HOOFDSTUK II. — Uitwerking van het beheerscontract

Art. 2. In artikel 9 van hetzelfde decreet wordt een § 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3bis. Eén jaar voordat het beheerscontract verstreken is, vraagt de regering het advies aan van de Raad van de Franse Gemeenschap over de bestanddelen van het volgende beheerscontract. Binnen de 6 maanden brengt de Raad van de Franse Gemeenschap zijn aanbevelingen aan de Regering uit. Bij het verstrijken van die termijn, kan de Regering de onderhandelingen met het bedrijf ondernemen. »

HOOFDSTUK III. — De Raad van bestuur

Art. 3. In artikel 11 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. De bestuurders worden gekozen onder personen die het bewijs leveren van diploma's of de geschikte bekwaamheid, van integriteit en kennis inzake overheidsbeheer. »

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 11bis. In het jaar volgend op hun aanstelling, organiseert het bedrijf voor de bestuurders een cyclus voor permanente vorming in verband met de evolutie van het statuut en het ambt van overheidsbestuurder, rekening houdend met de evolutie op wetgevings-, sociaal, verordening- en beheersvlak op dat gebied.

Elk jaar neemt de raad van bestuur een informatieverslag aan over de door de overheidsbestuurders gevolgde opleiding en zendt dit aan de Minister door. »

Art. 5. Artikel 12, § 1, 4°, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° met de hoedanigheid van personeelslid van het bedrijf of van één van zijn filialen; ».

Art. 6. Artikel 12, § 1, 5°, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° met de uitoefening van elk ambt waarbij een conflict van persoonlijk of functioneel belang kan ontstaan omwille van de uitoefening van het ambt of van het feit dat de bestuurder geïnteresseerd is bij een maatschappij of een organisatie die een activiteit uitoefent die in rechtstreekse concurrentie met die van het bedrijf is, met uitzondering van de mandaten die worden uitgeoefend als vertegenwoordiger aangewezen door het bedrijf in zijn filialen. ».

Art. 7. Artikel 12, § 1, 6°, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6° met het behoren tot een instelling die de democratische beginselen niet naleeft die inzonderheid verwoord zijn in het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide. »

Art. 8. Artikel 12, § 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« 8° met de hoedanigheid van externe adviseur of regelmatige adviserend specialist bij het bedrijf; ».

Art. 9. In artikel 12, § 3 van hetzelfde decreet, worden de woorden « of op aanvraag van de Regering » ingevoegd na de woorden « op een met redenen omkleed advies van de raad van bestuur ».

Art. 10. Artikel 14, § 3, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De artikelen 61, 521, 523 § 1, 523 § 2, 526, 529 van de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen zijn van overeenkomstige toepassing op de raad van bestuur. »

HOOFDSTUK IV. — Administrateur-generaal en directeurs-generaal

Art. 11. § 1. Artikel 17, § 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Op de voordracht van de raad van bestuur, stelt de Regering het ambtsprofiel van de administrateur-generaal vast. »

§ 2. In artikel 17 van hetzelfde decreet, worden de § 2bis, § 2ter en § 2quater, ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. De administrateur-generaal wordt door de Regering aangesteld met inachtneming van de volgende procedure :

1° de Regering stelt het opdrachtenblad van de administrateur-generaal vast op de voordracht van de raad van bestuur. Dat blad omvat de nauwkeurige bepaling van de algemene beheersopdrachten en de te bereiken doelstellingen;

2° de Regering doet een oproep tot de kandidaten :

a) die behoren tot het bedrijf, door middel van berichten op de aanplakborden van het bedrijf en,

b) die niet behoren tot het bedrijf, door middel van een bekendmaking in drie Franstalige nationale dagbladen.

Die oproep vermeldt inzonderheid dat iedere kandidaat een cultureel en beheersproject indient.

3° een college van vier door de raad van bestuur aangestelde externe deskundigen brengt aan die raad een advies uit over elke kandidatuur binnen een termijn van één maand;

4° na advies van dat college, selecteert de raad van bestuur hoogstens drie kandidaten, binnen een termijn van één maand, voor.

5° de Regering laat de voorgeselecteerde kandidaten verhoren door het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector.

De nadere regels voor de organisatie van dat verhoor worden door het College voor vergunning en controle vastgesteld.

Het College brengt de Regering een advies uit binnen de maand nadat die aanvraag werd ingediend;

6° nadat de administrateur-generaal door de Regering is aangesteld, legt hij zijn cultureel en beheersproject aan de Raad van de Franse Gemeenschap binnen de drie maanden voor volgens de door deze nader te bepalen regels.

De Regering stelt de nadere regels bedoeld bij deze paragraaf vast.

§ 2ter. Het mandaat van de administrateur-generaal duurt zes jaar. De administrateur-generaal wordt, in het midden en op het einde van de periode van het mandaat, geëvalueerd door een college van vier door de raad van bestuur aangestelde externe deskundigen.

Een ongunstige evaluatie heeft een met redenen omklede beslissing tot gevolg die door de Regering te nemen is over het behoud van die in zijn ambt van administrateur-generaal of over zijn ontslag uit dat ambt.

Daarover kan alleen worden beraadslaagd nadat de administrateur-generaal door de Regering werd gehoord.

Als de evaluatie op het einde van het mandaat gunstig is, dan kan de Regering het mandaat van de aftredende administrateur-generaal vernieuwen, volgens de in § 2bis, 5° en 6° bedoelde procedure, die alleen op deze van toepassing is.

§ 2quater. Onverminderd § 2ter, kan de administrateur-generaal van zijn ambt ontheven of uit zijn ambt alleen ontslagen worden bij besluit van de Regering, genomen op eensluidend advies van de raad van bestuur die met een tweederde-meerderheid beslist en nadat hij door de Regering werd gehoord. »

Art. 12. § 1. Artikel 17, § 3, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De raad van bestuur stelt het aantal, de functies en de bevoegdheden van de directeurs-generaal vast op voorstel van de administrateur-generaal. »

§ 2. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden § 3bis, § 3ter, § 3quater en § 3quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3bis. Die worden door de raad van bestuur aangesteld met inachtneming van de volgende procedure :

1° de raad van bestuur, op voorstel van de administrateur-generaal, stelt het ambtsprofiel en het opdrachtenblad van iedere directeur-generaal vast. Dat blad omvat de nauwkeurige bepaling van de algemene beheersopdrachten en de te bereiken doelstellingen;

2° hij doet een oproep tot de interne en externe kandidaten, inzonderheid door middel van een bekendmaking in drie Franstalige nationale dagbladen, volgens door de raad van bestuur nader te bepalen regels. Die oproep gaat inzonderheid gepaard met het indienen van een project door iedere kandidaat;

3° een college, samengesteld uit de administrateur-generaal en vier door de raad van bestuur aangestelde externe deskundigen, brengt aan het vast comité een advies over iedere kandidatuur uit, binnen een termijn van één maand;

4° na het advies van dat college te hebben uitgebracht, legt het vast comité een preselectie van hoogstens drie kandidaten aan de raad van bestuur voor.

§ 3ter. Het mandaat van directeur-generaal duurt zes jaar.

In het midden en op het einde van het mandaat, wordt iedere directeur-generaal geëvalueerd door een college, samengesteld uit de administrateur-generaal en vier door de raad van bestuur aangestelde externe deskundigen.

Een ongunstige evaluatie heeft tot gevolg dat een met redenen omklede beslissing door de raad van bestuur na beraadslaging wordt genomen over het behoud van die in zijn ambt van directeur-generaal of over zijn ontslag uit dat ambt. De beraadslaging kan alleen plaatsvinden nadat de directeur-generaal door de raad van bestuur werd gehoord.

Als de evaluatie op het einde van het mandaat gunstig is, kan de raad van bestuur het mandaat van de directeur-generaal vernieuwen.

§ 3quater. Onverminderd § 3ter, kan een directeur-generaal van zijn ambt ontheven of uit zijn ambt alleen ontslagen worden bij een beslissing van twee derde van de leden van de raad van bestuur en nadat hij door de raad van bestuur werd gehoord.

§ 3quinquies. De administrateur-generaal, bijgestaan door twee directeurs-generaal, zorgt voor de coördinatie bij de toepassing van de algemene beginselen bepaald in artikel 8, § 2, van dit decreet. »

Art. 13. § 1. Artikel 17, § 4, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

§ 2. Artikel 17, § 6, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 6. De artikelen 12, § 1, 1° tot 3°, 5° tot 8° en § 2, alsook artikel 14, § 3 en § 4, zijn, in voorkomend geval, van toepassing op de administrateur-generaal en op de directeurs-generaal. »

§ 3. Artikel 17, § 7, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *De andere directieambten, redactiechefs en hoofdredacteurs*

Art. 14. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een afdeling IIIbis ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling IIIbis. — Andere directieambten, redactiechefs en hoofdredacteurs

« Art. 17bis. § 1. De raad van bestuur stelt het aantal, de functies en de bevoegdheden van de directeurs vast die onder rechtstreeks hiërarchisch verband met een directeur-generaal staan, op voorstel van de administrateur-generaal.

§ 2. Die worden door de raad van bestuur aangesteld met inachtneming van de volgende procedure :

1° de raad van bestuur, op de voordracht van de administrateur-generaal, stelt het ambtsprofiel en het opdrachtenblad vast van iedere directeur die onder rechtstreeks hiërarchisch verband met een directeur-generaal staat. Dat blad omvat de nauwkeurige bepaling van de algemene beheersopdrachten en van de te bereiken doelstellingen;

2° hij doet een oproep tot interne of externe kandidaten, volgens door hem nader te bepalen regels. Die oproep gaat inzonderheid gepaard met het indienen van een project door iedere kandidaat;

3° een college, samengesteld uit de administrateur-generaal en drie door de raad van bestuur aangestelde deskundigen, brengt aan het vast comité een advies over elke kandidatuur uit, binnen een termijn van één maand;

4° na het advies van dat college te hebben ingewonnen, legt het vast comité een voorselectie van hoogstens drie kandidaten aan de raad van bestuur voor.

§ 3. Het mandaat van iedere directeur die onder rechtstreeks hiërarchisch verband met een directeur-generaal staat, duurt zes jaar.

In het midden en op het einde van het mandaat, wordt iedere directeur die onder rechtstreeks hiërarchisch verband met een directeur-generaal staat, geëvalueerd door de administrateur-generaal, bijgestaan door de directeurs-generaal.

Een ongunstige evaluatie heeft tot gevolg dat een met redenen omklede beslissing na beraadslaging door de raad van bestuur wordt genomen over het behoud van die in zijn ambt van directeur onder rechtsreeks hiërarchisch verband met een directeur-generaal of over zijn ontslag uit dat ambt. De beraadslaging kan alleen plaatsvinden nadat de directeur onder rechtstreeks hiërarchisch verband met een directeur-generaal door de raad van bestuur werd gehoord.

Als de evaluatie op het einde van het mandaat gunstig is, kan de raad van bestuur het mandaat van de directeur onder rechtstreeks hiërarchisch verband met een directeur-generaal vernieuwen.

§ 4. Onverminderd § 3, kan een directeur onder rechtstreeks hiërarchisch verband met een directeur-generaal alleen van zijn ambt ontheven of uit zijn ambt ontslagen worden bij een beslissing van twee derde van de leden van de raad van bestuur en nadat hij door de raad van bestuur werd gehoord.

§ 5. Artikel 12, § 1, 1° tot 3°, 5°, 6°, 7° en § 2, alsook artikel 14, § 3 en § 4 zijn van toepassing op de functies van directeur onder rechtsreeks hiërarchisch verband met een directeur-generaal. »

Art. 17ter. § 1. Op de voordracht van de administrateur-generaal stelt de raad van bestuur het aantal, de functies en de bevoegdheden vast van de andere directeurs dan deze die bedoeld zijn in de artikelen 17 en 17bis, alsook het aantal, de functies en de bevoegdheden van de redactiechefs en de hoofdredacteurs.

§ 2. Die worden door de raad van bestuur aangesteld met inachtneming van de volgende procedure :

1° de raad van bestuur, op de voordracht van de administrateur-generaal, stelt het ambtsprofiel en het opdrachtenblad vast van iedere directeur, van de redactiechefs en de hoofdredacteurs. Dat blad omvat de nauwkeurige bepaling van de algemene beheersopdrachten en van de te bereiken doelstellingen;

2° hij doet een oproep tot interne of externe kandidaten, volgens door hem nader te bepalen regels. Die oproep gaat inzonderheid gepaard met het indienen van een project door iedere kandidaat;

3° de administrateur-generaal, in voorkomend geval bijgestaan door drie deskundigen die door de raad van bestuur worden aangewezen, brengt aan het vast comité een advies over elke kandidatuur, binnen een termijn van één maand, uit. Op de voordracht van de raad van bestuur stelt de Regering de functies vast waarvoor de administrateur-generaal zich door drie deskundigen laat bijstaan.

4° na het advies van de administrateur-generaal te hebben ingewonnen, legt het vast comité een voorselectie van hoogstens drie kandidaten aan de raad van bestuur voor.

§ 3. De directeurs, de redactiechefs en de hoofdredacteurs worden aangesteld in het kader van een mandaat. Dat mandaat duurt zes jaar.

§ 4. Iedere directeur, redactiechef en hoofdredacteur wordt in het midden en op het einde van het mandaat geëvalueerd door de administrateur-generaal of diens vertegenwoordiger, bijgestaan door de onmiddellijke hiërarchische meerdere van de geëvalueerde persoon.

Een ongunstige evaluatie heeft tot gevolg dat een met redenen omklede beslissing na beraadslaging door de raad van bestuur wordt genomen over het behoud van die in zijn ambt van directeur, redactiechef of hoofdredacteur of over zijn ontslag uit dat ambt. De beraadslaging kan alleen plaatsvinden nadat de betrokken persoon door de raad van bestuur werd gehoord.

Als de evaluatie op het einde van het mandaat gunstig is, kan de raad van bestuur het mandaat vernieuwen van de directeurs bedoeld in § 1, van de redactiechefs en de hoofdredacteurs. »

§ 5. Onverminderd § 3, kan een directeur bedoeld in § 1, een redactiechef of een hoofdredacteur alleen van zijn ambt ontheven of uit zijn ambt ontslagen worden bij een beslissing van twee derde van de leden van de raad van bestuur en nadat hij door de raad van bestuur werd gehoord.

HOOFDSTUK VI. — Regionale productiecentra

Art. 15. In artikel 18, § 1 van hetzelfde decreet wordt de zin « de raad van bestuur kent bij voorrang aan de regionale productiecentra het opbouwen van lokale en regionale informatieprogramma's toe, alsook van programma's die de regionale en lokale specificiteiten weerspiegelen » geschrapt.

Art. 16. Artikel 18, § 2, § 3 en § 4 van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

Art. 17. § 1. In artikel 16, § 2 van hetzelfde decreet worden de woorden « en de verantwoordelijken van de regionale productiecentra » geschrapt.

§ 2. In artikel 19, § 2, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden « en de verantwoordelijken van de regionale centra » geschrapt.

HOOFDSTUK VII. — Paritaire commissie

Art. 18. Artikel 19, § 1, 7° van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7° het organiseren, om de vier jaar, van de verkiezingen voor de afgevaardigden die het bedrijfspersoneel vertegenwoordigen, volgens de door de Regering nader te bepalen regels; ».

Art. 19. In artikel 19, § 1, van hetzelfde decreet worden een 10° en een 11° ingevoegd, luidend als volgt :

« 10° het overleg vóór de aanneming van verordeningbepalingen of vóór het indienen van ontwerpen van decreet door de Regering met betrekking tot vragen in verband met het bedrijfspersoneel;

11° het onderzoek van elk dossier betreffende de naleving van de bepalingen van het beheerscontract. »

Art. 20. Artikel 19, § 2, 3°, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° acht afgevaardigden gekozen door alle werkende personeelsleden van het bedrijf.

De afgevaardigde kandidaten worden voorgedragen door de representatieve organisaties van het personeel. Als representatieve organisatie van het personeel wordt beschouwd, de vakorganisatie die :

- a) aangesloten is bij een interprofessionele representatieve werknemersorganisatie die op nationaal vlak opgericht is en die in de nationale arbeidsraad vertegenwoordigd is;
- b) de belangen van alle categorieën van het bedrijfspersoneel behartigt;
- c) een aantal aangeslotenen telt die ten minste een behoorlijk percentage van de personeelsleden van het bedrijf vertegenwoordigen. Dat minimumpercentage wordt door de Regering vastgesteld.

De controle van de representativiteit van de vakorganisaties wordt uitgeoefend door de commissie bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Onverminderd de toepassing van de sociale wetgeving, kunnen de kandidatuur voor de verkiezing van afgevaardigden van het personeel en het mandaat van afgevaardigde niet tot gevolg hebben dat deze die zich kandidaat stelt of die het mandaat uitoefent nadelen zou ondergaan of speciale voordelen zou genieten. De raad van bestuur stelt de nadere regels voor die bepaling vast op de voordracht van de paritaire commissie. »

Art. 21. § 1. In artikel 19, § 2, van hetzelfde decreet wordt een 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, of diens behoorlijk gemachtigde vertegenwoordigers, uitsluitend in de gevallen bedoeld in 5°, 10° en 11° van § 1. »

§ 2. In artikel 19, § 2, van hetzelfde decreet wordt een 6° ingevoegd, luidend als volgt :

« De delegaties van vakbonden en werkgeversorganisaties kunnen zich, elk afzonderlijk, door een deskundige laten begeleiden. »

Art. 22. § 1. In artikel 19, § 5, van hetzelfde decreet worden de woorden « en 7° » geschrapt.

§ 2. Artikel 19, § 5, lid 5, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 19, § 1, 2°, wordt de zaak bij de sociaal bemiddelaar van ambtswege aanhangig gemaakt, indien de ad hoc bijzondere meerderheden bedoeld in § 6 niet konden worden bereikt binnen de termijnen bedoeld in paragraaf 6. »

Art. 23. Artikel 19, § 6, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 19, § 1, 2°, eindigt de onderhandeling binnen een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf de dag waarop het punt voor de eerste keer wordt besproken.

De Voorzitter kan die termijn tot 10 dagen verminderen als hij oordeelt dat een punt dringend moet worden behandeld.

De termijn van 30 dagen kan in gemeen overleg met de delegaties worden verlengd.

Voor de bedoelde aangelegenheden brengt de commissie haar adviezen uit bij een twee derdemeerderheid van de uitgebrachte stemmen. Deze adviezen zijn bindend voor de raad van bestuur.

Indien de twee derde-meerderheid niet bereikt is en bij het verstrijken van een termijn van 2 maanden die loopt vanaf de dag waarop de zaak bij de sociaal bemiddelaar aanhangig werd gemaakt overeenkomstig paragraaf 5, en bij gebrek aan bemiddeling, heeft de raad van bestuur de mogelijkheid om het voorstel aan te nemen zonder het advies van de paritaire commissie. »

Art. 24. In artikel 19 van hetzelfde decreet wordt een § 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6bis. Voor de gevallen bedoeld in 5°, 10° en 11° van § 1, in afwijking van § 3, wordt de paritaire commissie telkens bijeengeroepen als de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort dit aan de Voorzitter aanvraagt. Voor de gevallen bedoeld in 5° en 10° van § 1, moet de zaak bij de paritaire commissie aanhangig worden gemaakt.

In afwijking van de §§ 4 en 6, brengt zij in de gevallen bedoeld in 5°, 10° en 11° van § 1, een met redenen omkleed advies uit binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de projecten of de dossiers. Wanneer de Minister bewijst dat er dringende noodzakelijkheid bestaat, wordt de termijn op 10 dagen gebracht.

Dat advies wordt uitgebracht in de vorm van een protocol dat de bespreking samenvat en ofwel bevestigt het eenparige advies van de paritaire commissie ofwel stelt vast dat elke partij een verschillende stelling heeft.

Voor het geval bedoeld in 10° van § 1, is de Regering gebonden door het protocol wanneer alle partijen met dit protocol hebben ingestemd.

Paragraaf 5 is niet van toepassing in de gevallen bedoeld in 5°, 10° en 11° van § 1. »

HOOFDSTUK VIII. — *Analytische boekhouding*

Art. 25. Artikel 22, § 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het bedrijf voert een analytische boekhouding.

Indien het bedrijf activiteiten uitoefent die niet ressorteren onder zijn opdracht van openbare dienst, zoals die in het beheerscontract wordt bepaald, houdt het rekening met de afzonderlijke rekeningen voor die activiteiten. Daartoe bepaalt het duidelijk de beginselen van de analytische boekhouding die een correcte aanrekening mogelijk maken van de lasten en van de opbrengsten die met deze overeenstemmen. Die beginselen worden door de raad van bestuur goedgekeurd.

De filialen van het bedrijf die tegelijk een opdracht van openbare dienst en een andere opdracht van commerciële aard uitoefenen, voeren afzonderlijke rekeningen voor die activiteiten. Daartoe bepalen zij duidelijk de beginselen van de analytische boekhouding die een correcte aanrekening mogelijk maken van de lasten en van de opbrengsten die met deze overeenstemmen. Die beginselen worden door de raad van bestuur goedgekeurd. »

Dit artikel heeft tot doel de richtlijn 2000/52/EG van 26 juli 2001 tot wijziging van de richtlijn 80/723/EEG van 25 juni 1980 betreffende de doorzichtigheid in de financiële betrekkingen tussen lidstaten en openbare bedrijven om te zetten.

HOOFDSTUK IX. — *Jaarlijks verslag*

Art. 26. In artikel 23, § 2, wordt een 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° Een verslag over de activiteiten en rekeningen van zijn filialen bedoeld in artikel 6, § 1. »

HOOFDSTUK X. — *Personeel*

Art. 27. Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het bedrijf kan een beroep doen op contractueel personeel om :

1° in te spelen op uitzonderlijke en tijdelijke behoeften inzake personeel, of het om het voeren van in tijd beperkte acties, of om een buitengewone werkoverlast gaat;

2° ambtenaren te vervangen bij volledige of gedeeltelijke afwezigheid, of zij al dan niet in dienstactiviteit zijn, wanneer de duur van die afwezigheid een vervanging tot gevolg heeft waarvan de nadere regels in het statuut vastgesteld zijn;

3° bijkomende of specifieke opdrachten te verrichten waarvan de lijst door de Regering vast te stellen is;

4° te voorzien in de uitvoering van opdrachten waarvoor een bijzondere kennis of een brede ervaring van hoog niveau vereist zijn, die beide nuttig zijn voor de uit te voeren opdrachten.

§ 2. De titularissen van ambten waarvoor een mandaat vereist is krachtens dit decreet, worden onder het stelsel van tijdelijk statutair personeelslid aangeworven.

§ 3. De raad van bestuur stelt, op de voordracht van de administrateur-generaal, de procedures voor de oproep tot de kandidaten en voor de selectie van het personeel. »

Art. 28. Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 30. De raad van bestuur stelt de procedure voor de oproep tot de kandidaten vast, voor het onderzoek van de projecten en de selectie van de kandidaten bedoeld in de artikelen 17, § 3bis, 17bis, § 2 en 17ter, § 2 alsook de nadere regels voor de evaluatie bedoeld in de artikelen 17, § 2ter, 17, § 3 ter, 17bis, § 3 en 17ter, § 4. »

HOOFDSTUK XI. — *College van Commissarissen*

Art. 29. Artikel 32, § 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 5. De artikelen 133, 137, 138, 139 en 140 van de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen zijn van toepassing op de colleges van commissarissen der rekeningen.

Het college beraadslaagt overeenkomstig de gewone regels van de beraadslagende vergaderingen. »

HOOFDSTUK XII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 30. In afwijking van artikel 19, § 2, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), gewijzigd bij dit decreet, en tot de eerste verkiezingen bedoeld in artikel 17 van dit decreet :

1° de paritaire commissie is samengesteld uit :

a) de voorzitter van de raad van bestuur;

b) de administrateur-generaal en acht personen aangesteld door de raad van bestuur op de voordracht van de administrateur-generaal onder de personen die directieambten binnen het bedrijf uitoefenen, na raadpleging van de directeurs-generaal;

c) negen afgevaardigden die het personeel van het bedrijf vertegenwoordigen;

2° de negen afgevaardigden bedoeld onder 1°, c) worden voorgedragen door de representatieve vakorganisaties;

3° elk van de representatieve vakorganisaties heeft ten minste één vertegenwoordiger;

4° wanneer elke representatieve vakorganisatie meer dan één vertegenwoordiger heeft, zorgt zij voor een evenwichtige vertegenwoordiging van het personeel dat uit de regionale productiecentra afkomstig is;

5° als representatieve organisatie van het personeel van het bedrijf wordt beschouwd, de vakorganisatie die :

a) aangesloten is bij een vakorganisatie die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is;

b) die de belangen behartigt van alle categorieën van het personeel van het bedrijf;

6° de werkgeversorganisaties en de vakorganisaties kunnen zich door een deskundige laten begeleiden.

Art. 31. De administrateur-generaal die in functie is wanneer dit decreet in werking treedt, zet zijn mandaat voort tot 18 februari 2008.

Art. 32. § 1. Alle mandaten die worden toegekend op grond van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 mei 1995 of, voor de eerste keer, op grond van de artikelen 17, § 3 en 18, § 2, van het decreet van 14 juli 1997, eindigen op de datum van inwerkingtreding van dit decreet. De personen die één van de bovenvermelde mandaten uitoefenen alsook de personen die andere directieambten zonder mandaat uitoefenen, oefenen hun ambt verder uit totdat de wervingsprocedures bedoeld in dit decreet zullen zijn voleindigd.

§ 2. De ambtenaar die een mandaat uitoefent op de datum van inwerkingtreding van dit decreet behoudt zijn recht op de wedde bepaald in de overeenkomst die met het bedrijf gesloten is tot het verstrijken van deze.

§ 3. Voor de posten die krachtens dit decreet als mandaatposten worden bepaald, zullen betrekkingen worden afgeschaft. Door de afschaffing van de betrekking die door de ambtenaar wordt bekleed, verliest deze niet de hoedanigheid van ambtenaar of wordt deze niet ontslagen. Het statuut stelt een procedure vast voor de reffectatie van de ambtenaren wier betrekking afgeschaft is. De ambtenaar die voor reffectatie in aanmerking komt, behoudt zijn aanspraken op de wedde en op zijn loopbaan. De periode voor de reffectatie wordt in aanmerking genomen voor de administratieve en geldelijke anciënniteit.

Art. 33. Bij wijze van afwijking, in artikel 27 van dit decreet houdende wijziging, door toevoeging van een § 2, van artikel 29 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de RTBF, in afwachting van de goedkeuring van het statuut van tijdelijk personeelslid door het bedrijf, kunnen de titularissen van ambten die krachtens dit decreet als mandaatambten worden bepaald, onder het stelsel van contractueel personeelslid worden aangeworven.

De titularis van een mandaatambt die met toepassing van lid 1 in contractueel verband wordt aangeworven en die, op het ogenblik van zijn aanwijzing voor dat ambt in vast verband benoemd is, krijgt van ambtswege verlof voor de uitoefening van een opdracht bedoeld in artikel 27 van dit decreet houdende wijziging van artikel 29, § 1, 4°, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de RTBF gedurende de periode van het mandaat.

Art. 34. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 19 december 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « ONE »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003 :*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 344-1. — Commissieamendementen nr. 344-2. — Verslag, nr. 344-3. Vergaderingsamendementen, nr. 344-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 december 2002.

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2002 — 4691

[2002/33104]

4. NOVEMBER 2002 — Dekret zur Zustimmung zum Stabilisierungs- und Assoziierungsabkommen zwischen den Europäischen Gemeinschaften und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der ehemaligen jugoslawischen Republik Mazedonien andererseits, zu den Anhängen I, II, III, IV, V, VI und VII, die Protokolle 1, 2, 3, 4 und 5 sowie zur Schlussakte, unterzeichnet in Luxemburg am 9. April 2001 (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft das Folgende angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es :

Einziger Artikel. Das Stabilisierungs- und Assoziierungsabkommen zwischen den Europäischen Gemeinschaften und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der ehemaligen jugoslawischen Republik Mazedonien andererseits, die Anhänge I, II, III, IV, V, VI und VII, die Protokolle 1, 2, 3, 4 und 5 und die Schlussakte, unterzeichnet in Luxemburg am 9. April 2001, sind uneingeschränkt wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 4. November 2002.

Der Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport,

K.-H. LAMBERTZ

Der Minister für Unterricht und Ausbildung, Kultur und Tourismus,

B. GENTGES

Der Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz,
Gesundheit und Soziales,

H. NIESSEN

(1) *Sitzungsperiode 2002-2003.*

Dokumente des Rates: 100 (2001-2002) Nr. 1 Dekretentwurf

Ausführlicher Bericht: Diskussion und Abstimmung - Sitzung vom 4. November 2002.

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 2002 — 4691

[2002/33104]

4 NOVEMBRE 2002. — Décret portant assentiment à l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, ses Annexes I, II, III, IV, V, VI et VII, les Protocoles 1, 2, 3, 4 et 5 ainsi que l'Acte final, faits à Luxembourg le 9 avril 2001 (1)

Le Conseil de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, ses Annexes I, II, III, IV, V, VI et VII, les Protocoles 1, 2, 3, 4 et 5 ainsi que l'Acte final, faits à Luxembourg le 9 avril 2001, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Eupen, le 4 novembre 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports,
K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, de la Culture et du Tourisme,
B. GENTGES

Le Ministre de la Jeunesse et de la Famille, de la Protection des Monuments,
de la Santé et des Affaires sociales,
H. NIESSEN

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil : 100 (2001-2002) n° 1. Projet de décret. - Rapport intégral.

Discussion et vote. Séance du 4 novembre 2002.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 4691

[2002/33104]

4 NOVEMBER 2002. — Decreet houdende goedkeuring van de Stabilisatie- en Associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en de voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië, anderzijds, en de Bijlagen I, II, III, IV, V, VI en VII, de Protocollen 1, 2, 3, 4 en 5, en de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 9 april 2001 (1)

De Raad van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De Stabilisatie- en Associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun lid-Staten, enerzijds, en de voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië, anderzijds, de Bijlagen I, II, III, IV, V, VI en VII, de Protocollen 1, 2, 3, 4 en 5 en de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 9 april 2001 zullen volkomen uitwerking hebben.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen, 4 november 2002.

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
De Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme,
B. GENTGES

De Minister van Jeugd en Gezin, Monumentenzorg,
Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
H. NIESSEN

(1) *Zitting 2002-2003.*

Bescheiden van de Raad : 100 (2001-2002) nr. 1. Ontwerp van decreet.

Integraal verslag : Bespreking en aanneming, Zitting van 4 november 2002.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 4692

[C — 2002/28220]

28 NOVEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux clients devenant éligibles et au contrôle de leur éligibilité

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 8, § 3, et 27;

Vu l'arrêté du 21 mars 2002 relatif aux clients devenant éligibles et au contrôle de leur éligibilité;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux clients devenant éligibles et au contrôle de leur éligibilité est entré en vigueur et que les modifications apportées par le présent arrêté lèvent une ambiguïté entre l'article 6 et l'article 8, 3^e, vu que les délais de préavis visant une même situation sont d'un mois à l'article 6 et de 15 jours à l'article 8, 3^e;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 8, 3^e, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux clients devenant éligibles et au contrôle de leur éligibilité, les mots « 15 jours » sont remplacés par « un mois ».**Art. 2.** Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 novembre 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 4692

[C — 2002/28220]

28. NOVEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 über die zugelassenen Kunden und die Kontrolle ihrer Zulassungsbedingungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 8 § 3 und 27;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 über die zugelassenen Kunden und die Kontrolle ihrer Zulassungsbedingungen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der Erlass vom 21. März 2002 über die zugelassenen Kunden und die Kontrolle ihrer Zulassungsbedingungen in Kraft getreten ist und dass die durch den vorliegenden Erlass vorgenommenen Abänderungen eine Zweideutigkeit zwischen dem Artikel 6 und dem Artikel 8, 3^e beheben, da die Kündigungsfristen für eine gleiche Situation in Artikel 6 einen Monat und in Artikel 8, 3^e 15 Tage betragen;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 8, 3^e des Erlasses vom 21. März 2002 über die zugelassenen Kunden und die Kontrolle ihrer Zulassungsbedingungen werden die Wörter "von 15 Tagen" durch die Wörter "von einem Monat" ersetzt.**Art. 2** - Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.**Art. 3** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 28. November 2002

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 4692

[C — 2002 /28220]

28 NOVEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de in aanmerking komende klanten en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 8, § 3, en 27;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de in aanmerking komende klanten en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de in aanmerking komende klanten en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen, in werking is getreden en dat de bij dit besluit aangebrachte wijzigingen een dubbelzinnigheid verwijderen tussen artikel 6 en artikel 8, 3°, aangezien de opzegtermijn met betrekking tot dezelfde toestand respectievelijk één maand in artikel 6 bedraagt en vijftien dagen in artikel 8, 3°;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 8, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de in aanmerking komende klanten en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen, worden de woorden "vijftien dagen" vervangen door de woorden "één maand".

Art. 2. De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 28 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS



F. 2002 — 4693

[C — 2002/28218]

28 NOVEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment le chapitre X;

Vu l'arrêté du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte est entré en vigueur et que les modifications apportées par le présent arrêté concerne les conditions à remplir pour qu'un organisme puisse être agréé en tant qu'organisme de contrôle, à savoir les critères d'indépendance envisagés par le système BELTEST;

Considérant que les organismes de contrôle sont en cours d'agrément;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte, les mots « A ou » sont insérés entre les mots « de type » et « C ».

Art. 2. A l'article 25, 1°, 2° tiret, du même arrêté, les mots « A ou » sont insérés entre les mots « de type » et « C ».

Art. 3. Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 novembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 4693

[C — 2002/28218]

**28. NOVEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des Kapitels X;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der Erlass vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms in Kraft getreten ist und dass die durch den vorliegenden Erlass vorgenommenen Abänderungen die Bedingungen betreffen, die zu erfüllen sind, damit ein Organismus als Prüfstelle zugelassen werden kann, das heißt die durch das System BELTEST geplanten Unabhängigkeitskriterien;

In der Erwägung, dass die Prüfstellen dabei sind, zugelassen zu werden;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms werden die Wörter "A oder" zwischen die Wörter "des Typs" und "C" eingefügt.

Art. 2 - In Artikel 25 1^o 2^{ter} Strich desselben Erlasses werden die Wörter "A oder" zwischen die Wörter "des Typs" und "C" eingefügt.

Art. 3 - Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 28. November 2002

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

VERTALING

N. 2002 — 4693

[C — 2002 /28218]

28 NOVEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op hoofdstuk X;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het besluit van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit, in werking is getreden en dat de bij dit besluit aangebrachte wijzigingen betrekking hebben op de voorwaarden die door een instelling vervuld moeten worden om als keuringsinstelling erkend te kunnen worden, meer bepaald de onafhankelijkheidscriteria zoals omschreven in de algemene BELTEST-criteria;

Overwegende dat de keuringsinstellingen momenteel het voorwerp uitmaken van een erkenningsprocedure;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit, worden de woorden "A of" ingevoegd tussen de woorden "van het type" en "C".

Art. 2. In artikel 25, 1^o, tweede streepje, van hetzelfde besluit worden de woorden "A of" ingevoegd tussen de woorden "van het type" en "C".

Art. 3. De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 28 november 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

F. 2002 — 4694

[C — 2002/28219]

**28 NOVEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la redevance pour occupation du domaine public par le réseau électrique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 20 et 59;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne du 11 juillet 2002;

Vu la délibération du Gouvernement du 26 juin 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.889/2/V du Conseil d'Etat, donné le 4 septembre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Des dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « décret » : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2° « Ministre » : le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions;

3° « Administration » : la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

Les définitions figurant à l'article 2 du décret sont applicables aux termes du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *De la déclaration d'occupation du domaine public*

Art. 2. Avant le 31 mars de chaque année, tout gestionnaire de réseau est tenu de déclarer à l'Administration tous les éléments nécessaires à l'établissement de la redevance pour l'occupation du domaine public par le réseau dont il assure la gestion.

Art. 3. La déclaration est établie, en deux exemplaires, au moyen du formulaire dont le modèle figure en annexe au présent arrêté. Le formulaire est également disponible sur support informatique.

Le formulaire de la déclaration est complété conformément aux indications qui y figurent et est certifié exact, daté et signé.

Art. 4. La déclaration est envoyée par lettre recommandée ou remise contre récépissé à l'Administration. Elle peut également être envoyée par courrier électronique recommandé.

CHAPITRE III. — *De l'établissement de la redevance*

Art. 5. Pour l'établissement du montant de la redevance selon la formule $R = M * kWh_{GR} * (0,6K + 0,4L)$, les définitions visées à l'article 20, alinéa 2, sont complétées comme suit :

1. kWh_{GR} : les kWh injectés sur le réseau en question du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année (n-1) par les gestionnaires de réseau et les producteurs connectés au réseau diminués des kWh transférés à d'autres réseaux;

2. K : le nombre de kWh relevés sur le territoire de la commune est déterminé sur la base des clients finals ou des points de consommation de clients finals établis physiquement sur le territoire de la commune.

En cas de relevé de consommation mensuel, il s'agit de la somme des kWh consommés du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année (n-1).

En cas de relevé de consommation annuel, il s'agit des kWh figurant sur la facture définitive pour l'année (n-1);

3. L : la longueur des lignes électriques situées sur le territoire de la commune est déterminée sur la base de la longueur des voiries équipées et du tracé géographique des lignes électriques situées en dehors des voiries; les lignes aériennes et souterraines situées, soit du même côté, soit de part et d'autre de l'axe de la voirie, constituent une seule ligne électrique;

4. M est fixé à 2 euros par MWh.

Art. 6. L'Administration vérifie la déclaration.

Si la déclaration est incomplète, l'Administration en avise le gestionnaire de réseau, par recommandé, dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la déclaration.

Le gestionnaire de réseau dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande de l'Administration pour adresser, par recommandé, les compléments d'information.

Art. 7. L'Administration établit, sur la base des éléments déclarés, les montants des redevances dues aux communes.

Art. 8. L'Administration notifie au gestionnaire de réseau les montants des redevances dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la déclaration ou, le cas échéant, de la réception des compléments d'information demandés en application de l'article 6. Elle informe chaque commune et, le cas échéant, la personne morale de droit public visée à l'article 13 du montant de la redevance qui lui est due.

CHAPITRE IV. — *Des recours*

Art. 9. La commune ou le gestionnaire de réseau dispose d'un délai de trente jours, à compter de la réception de la notification visée à l'article 8, pour introduire un recours auprès du Ministre. Les montants des redevances ne peuvent être considérés comme définitifs avant l'expiration de ce délai.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé par lettre recommandée ou remis contre récépissé à l'Administration. Il peut également être envoyé par courrier électronique recommandé.

4. K (1) et. L (2) :

Identification des communes (liste)	Nombre des kWh relevés	Longueur en mètres des lignes électriques établies sur tout ou partie du territoire de la commune	Montant de la redevance

Certifié exacte.

Date :

Signature :

Notes

(1) Pour le calcul de K, il faut tenir compte des clients finals ou des points de consommation de clients finals établis physiquement sur le territoire de la commune concernée.

En cas de relevé de consommation mensuel, il s'agit de la somme des kWh consommés du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année n-1.

En cas de relevé de consommation annuel, il s'agit des kWh figurant sur la facture définitive du client final pour l'année n-1.

(2) Pour la détermination de L, il faut tenir compte de la longueur des voiries équipées, à laquelle il faut ajouter le tracé des lignes électriques situées en-dehors de la voirie. Les lignes aériennes et souterraines situées, soit du même côté soit de part et d'autre de l'axe de la voirie, constituent une seule ligne électrique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2002 relatif à la redevance pour occupation du domaine public par le réseau électrique.

Namur, le 28 novembre 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 4694

[C - 2002/28219]

**28. NOVEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Gebühr für die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das Elektrizitätsnetz**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 20 und 59;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vom 11. Juli 2002;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 2002 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 4. September 2002 abgegebenen Gutachtens 33.889/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o "Dekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2^o "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

3^o "Verwaltung": die Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region.

Die in Artikel 2 angegebenen Definitionen finden Anwendung auf die Begriffe des vorliegenden Erlasses.

KAPITEL II — Erklärung zur Benutzung des öffentlichen Eigentums

Art. 2 - Vor dem 31. März eines jeden Jahres ist jeder Netzbetreiber verpflichtet, der Verwaltung eine Erklärung bezüglich aller Angaben vorzulegen, die zur Festsetzung der Gebühr für die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das von ihm bewirtschaftete Netz erforderlich sind.

Art. 3 - Die Erklärung wird mittels des Formulars, dessen Muster in der Anlage des vorliegenden Erlasses vorzufinden ist, in zwei Exemplaren aufgestellt. Das Formular ist ebenfalls auf Datenträger verfügbar.

Das Erklärungsformular wird gemäß den Anweisungen ausgefüllt, die es beinhaltet, und für richtig bescheinigt, datiert und unterzeichnet.

Art. 4 - Die Erklärung wird der Verwaltung per Einschreiben zugesandt oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt. Sie kann ebenfalls per elektronische Post gegen Empfangsbestätigung zugestellt werden.

KAPITEL III — Festsetzung der Gebühr

Art. 5 - Zur Festsetzung der Höhe der Gebühr gemäß der Formel $R = M \cdot kWh_{GR} \cdot (0,6K + 0,4L)$ werden die in Artikel 20, Absatz 2 erwähnten Definitionen folgendermaßen ergänzt:

1. kWh_{GR} : die von den Netzbetreibern und den angeschlossenen Erzeugern zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember des Jahres (n-1) in das betroffene Netz eingespeisten kWh, abzüglich der in andere Netze übertragenen kWh;

2. K: die Anzahl der auf dem Gebiet der Gemeinde gemessenen kWh wird auf der Grundlage der physisch auf dem Gebiet der Gemeinde ansässigen Endverbraucher oder der Verbrauchsstellen der Endverbraucher bestimmt.

Bei einer monatlichen Verbrauchserfassung handelt es sich um die Summe der vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des Jahres (n-1) verbrauchten kWh.

Bei einer jährlichen Verbrauchserfassung handelt es sich um die in der Endrechnung für das Jahr (n-1) angegebenen kWh;

3. L: die Länge der sich auf dem Gebiet der Gemeinde befindenden elektrischen Leitungen wird auf der Grundlage der Länge der ausgerüsteten Straßennetze und der geographischen Trasse der außerhalb der Straßennetze gelegenen elektrischen Leitungen bestimmt; die ober- und unterirdischen Leitungen, die entweder auf der gleichen Straßennachse oder beidseitig der Straßennachse liegen, bilden eine einzige elektrische Leitung;

4. M wird auf 2 Euro je MWh festgelegt.

Art. 6 - Die Erklärung wird von der Verwaltung überprüft.

Wenn die Erklärung unvollständig ist, setzt die Verwaltung den Netzbetreiber innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt der Erklärung per Einschreiben davon in Kenntnis.

Der Netzbetreiber verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt der Anforderung der Verwaltung, um die zusätzlichen Auskünfte per Einschreiben einzusenden.

Art. 7 - Die Verwaltung setzt die Höhe der an die Gemeinden zu zahlenden Gebühren fest.

Art. 8 - Die Verwaltung stellt dem Netzbetreiber innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt der Erklärung oder gegebenenfalls ab dem Erhalt der in Anwendung des Artikels 6 geforderten zusätzlichen Auskünfte die Höhe der Gebühren zu. Sie setzt jede Gemeinde und gegebenenfalls die in Artikel 13 erwähnte juristische Person öffentlichen Rechts von der Höhe der ihr zu zahlenden Gebühr in Kenntnis.

KAPITEL IV — Einsprüche

Art. 9 - Die Gemeinde oder der Netzbetreiber verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt der in Artikel 8 erwähnten Zustellung, um bei dem Minister Einspruch einzulegen. Vor Ablauf dieser Frist können die Beträge der Gebühren nicht als endgültig betrachtet werden.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch per Einschreiben eingesandt oder gegen Empfangsbescheinigung bei der Verwaltung ausgehändigt. Er kann ebenfalls per elektronische Post gegen Empfangsbestätigung zugestellt werden.

Art. 10 - Der Einspruch wird von der Verwaltung untersucht.

Wenn zusätzliche Auskünfte erforderlich sind, setzt die Verwaltung den Netzbetreiber innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs per Einschreiben davon in Kenntnis.

Auf Anforderung der Verwaltung ist der Netzbetreiber verpflichtet, dieser jegliche, zur Bestimmung der zur Berechnung der kWh_{GR} , K und L beitragenden Angaben erforderliche Unterlage oder Auskunft im Hinblick auf deren Überprüfung zu übermitteln.

Der Netzbetreiber verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt der Anforderung der Verwaltung, um die zusätzlichen Auskünfte per Einschreiben einzusenden.

Art. 11 - Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs oder gegebenenfalls ab dem Erhalt der in Anwendung des Artikels 10 geforderten zusätzlichen Auskünfte unterbreitet die Verwaltung dem Minister einen Beschlussvorschlag. Der Netzbetreiber oder die Gemeinde werden auf deren Anfrage von der Verwaltung angehört.

Art. 12 - Der Minister stellt der Gemeinde oder dem Netzbetreiber innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Beschlussvorschlags seinen Beschluss per Einschreiben zu.

KAPITEL V — Zahlung der Gebühren und Verzugszinsen

Art. 13 - Der Netzbetreiber zahlt die Gebühren jeweils zur Hälfte vor dem 30. Juni und dem 31. Dezember des Jahres n, auf das sich die Gebühren beziehen.

Die Zahlung erfolgt bei jeder Gemeinde oder bei jeglicher anderen, von ihr bezeichneten juristischen Person.

Art. 14 - Jeglicher Verzug, der dem Netzbetreiber wegen der verspäteten Übermittlung der Erklärung, der von der Verwaltung angeforderten Auskünfte und der Zahlung der Gebühr an die Gemeinden zuzuschreiben ist, gibt Anspruch auf Verzugszinsen zu einem um drei Punkte erhöhten gesetzlichen Zinssatz zugunsten der betroffenen Gemeinden.

Art. 15 - Die Gebühr stellt einen Zuschlag zu den Benutzungskosten des Netzes dar und wird in übertragene kWh ausgeschrieben.

KAPITEL VI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 16 - Zur Berechnung der Höhe der Gebühr für das Jahr 2003 wird die Länge der sich auf dem Gebiet der Gemeinde befindenden elektrischen Leitungen auf der Grundlage der Länge der sich auf dem Gebiet der Gemeinde befindenden Straßennetze bestimmt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2002 über die Gebühr für die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das Elektrizitätsnetz als Anlage beigefügt zu werden.
Namur, den 28. November 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

VERTALING

N. 2002 — 4694

[C — 2002/28219]

**28 NOVEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de retributie voor de bezetting van het openbaar domein door het elektriciteitsnet**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 20 en 59;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 11 juli 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 26 juni 2002 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies 33.889/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 4 september 2002 krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° "Minister" : de Minister bevoegd voor Energie;

3° "bestuur" : de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De definities in artikel 2 van het decreet zijn van toepassing op de termen van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Aangifte met betrekking tot de bezetting van het openbaar domein*

Art. 2. Vóór 31 maart van ieder jaar dient elke netbeheerder het bestuur alle gegevens mede te delen die nodig zijn voor de vaststelling van de retributie wegens bezetting van het openbaar domein door het net waarvan hij het beheer op zich neemt.

Art. 3. De aangifte wordt in twee exemplaren opgesteld door middel van het formulier waarvan het model bij dit besluit gevoegd is. Het formulier is ook op een elektronische informatiedrager beschikbaar.

Het formulier van de aangifte wordt ingevuld overeenkomstig de erop vermelde aanwijzingen en wordt voor echt verklaard met datum en handtekening.

Art. 4. De aangifte wordt bij aangetekend schrijven ingediend bij het bestuur of tegen ontvangstbewijs afgegeven. Het kan ook aan de hand van een elektronisch bericht met ontvangstmelding worden verstuurd.

HOOFDSTUK III. — *Vaststelling van de retributie*

Art. 5. Voor de vaststelling van de retributie volgens de formule $R = M \cdot kWh_{GR} \cdot (0,6K + 0,4L)$, worden de in artikel 20, tweede lid, bedoelde definities aangevuld als volgt :

1. kWh_{GR} : de kWh die van 1 januari tot 31 december van het jaar n-1 op het bedoelde net door de netbeheerders en de op het net aangesloten producenten worden gebracht, verminderd met de naar andere netten overgedragen kWh;

2. K : het aantal kWh opgenomen op het grondgebied van de gemeente wordt bepaald op grond van de eindafnemers of de verbruikspunten van eindafnemers die op het grondgebied van de gemeente fysiek gevestigd zijn.

Indien het verbruik maandelijks wordt gemeten, worden de van 1 januari tot 31 december van het jaar (n-1) verbruikte kWh opgeteld.

Indien het verbruik jaarlijks wordt gemeten, komen de voor het jaar (n-1) op de definitieve factuur voorkomende kWh in aanmerking.

3. L : de lengte van de elektrische lijnen geplaatst op het grondgebied van de gemeente wordt bepaald op grond van de lengte van de uitgeruste wegen en op het geografisch tracé van de lijnen die buiten de wegen geplaatst zijn; de bovengrondse en ondergrondse lijnen die ofwel aan dezelfde kant, ofwel aan beide zijden van de weg liggen, vormen één enkele elektrische leiding;

4. M is vastgesteld op 2 euro per MWh.

Art. 6. Het bestuur controleert de aangifte.

Indien de aangifte onvolledig is, brengt het bestuur de netbeheerder bij aangetekend schrijven hiervan op de hoogte binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aangifte. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag van het bestuur moet de netbeheerder de aanvullende informatie bij aangetekend schrijven versturen.

Art. 7. Op grond van de aangegeven elementen bepaalt het bestuur de bedragen van de aan de gemeenten verschuldigde retributies.

Art. 8. Het bestuur stelt de netbeheerder in kennis van de bedragen van de retributies binnen vijftien dagen na ontvangst van de aangifte of, in voorkomend geval, na ontvangst van de krachtens artikel 6 aangevraagde aanvullende informatie. Het bestuur stelt iedere gemeente en, in voorkomend geval, de in artikel 13 bedoelde publiekrechtelijke rechtspersoon in kennis van het bedrag van de hen verschuldigde retributie.

HOOFDSTUK IV. — *Beroepen*

Art. 9. De gemeente of de netbeheerder kan binnen dertig dagen na ontvangst van de in artikel 8 bedoelde kennisgeving een beroep bij de Minister instellen. Vóór het verstrijken van deze termijn mogen de bedragen van de retributies niet worden geacht definitief te zijn.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep bij aangetekend schrijven ingediend bij het bestuur of tegen ontvangstbewijs afgegeven. Het kan ook aan de hand van een elektronisch bericht met ontvangstmelding worden verstuurd.

Art. 10. Het bestuur onderzoekt het beroep.

Indien een aanvullende informatie noodzakelijk is, brengt het bestuur de netbeheerder bij aangetekend schrijven hiervan op de hoogte binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het beroep.

Op verzoek van het bestuur en met het oog op een verificatie dient de netbeheerder ieder document of iedere inlichting te verstrekken die nodig zijn voor het bepalen van de gegevens die in de berekening van de kWh_{CR}, K en L in aanmerking komen.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag van het bestuur moet de netbeheerder de aanvullende informatie bij aangetekend schrijven versturen.

Art. 11. Het bestuur legt de Minister een voorstel van beslissing voor binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep of in voorkomend geval, na ontvangst van de aanvullende informatie aangevraagd krachtens artikel 10. Het bestuur hoort de netbeheerder of de gemeente die erom verzoekt.

Art. 12. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het voorstel van beslissing stelt de Minister de gemeente en de netbeheerder in kennis van zijn beslissing bij aangetekend schrijven.

HOOFDSTUK V. — *Betaling van de retributies en van de nalatigheidsinterest*

Art. 13. De netbeheerder betaalt de helft van de retributies vóór 30 juni en de overige helft vóór 31 december van het jaar n waarop de retributies betrekking hebben.

De uitbetaling wordt bij iedere gemeente of iedere door haar aangewezen rechtspersoon verricht.

Art. 14. Iedere aan de netbeheerder te wijten vertraging wegens de laattijdige verstrekking van de aangifte, het laattijdig verlenen van de door het bestuur gevraagde informatie en de laattijdige betaling van de retributie aan de gemeenten geeft aanleiding tot de betaling van nalatigheidsinterest ten gunste van de betrokken gemeenten tegen de wettelijke rentevoet, vermeerderd met drie punten.

Art. 15. De retributie vormt een overlast voor de kosten voor het gebruik van het net, die in overgedragen kWh wordt uitgedrukt.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 16. Voor de berekening van het bedrag van de retributie voor 2003 wordt de lengte van de op het grondgebied van de gemeente geplaatste elektrische lijnen bepaald op grond van de lengte van de op het grondgebied van de gemeente aangelegde wegen.

Art. 17. De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 18. Artikel 20, eerste lid tot en met derde lid, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, en onderhavig besluit treden in werking op 1 januari 2003.

Namen, 28 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

Bijlage

Formulier voor de aangifte met betrekking tot de bezetting van het openbaar domein

1. Identificatie van de netbeheerder :

2. Jaar (n-1) : 01 januari tot 31 december 200... :

3. kWh_{GR} :

Identificatie : — van de op het net aangesloten producenten — van de netbeheerders ("GRT", "GRTL" en aangrenzende "GRD")	KWh die op het net gebracht zijn	KWh die van het net overgedragen zijn

4. K (1) et. L (2) :

Identificatie van de gemeenten (lijst)	Aantal van de gemeten kWh	Lengte in meter van de elektrische leidingen die op het gehele grondgebied van de gemeente of een deel hiervan geplaatst zijn	Bedrag van de retributie

Voor echt verklaard.

Datum :

Handtekening :

 Nota's

(1) Voor de berekening van K, moet rekening worden gehouden met de eindafnemers of de verbruikspunten van de eindafnemers die op het grondgebied van de betrokken gemeente fysiek gevestigd zijn.

Indien het verbruik maandelijks wordt gemeten, worden de van 1 januari tot 31 december van het jaar (n-1) verbruikte kWh opgeteld.

Indien het verbruik jaarlijks wordt gemeten, komen de voor het jaar (n-1) op de definitieve factuur van de eindafnemer voorkomende kWh in aanmerking.

(2) Om L te bepalen moet rekening worden gehouden met de lengte van de uitgeruste wegen samen met het tracé van de lijnen die buiten de wegen geplaatst zijn. De bovengrondse en ondergrondse lijnen die ofwel aan dezelfde kant, ofwel aan beide zijden van de wegen, vormen een enige elektrische leiding.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2002 betreffende de retributie voor de bezetting van het openbaar domein door het elektriciteitsnet.

Namur, 28 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C – 2002/11502]

9 DECEMBER 2002. — Ministerieel besluit tot erkenning van coöperatieve vennootschappen

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 september 1986, 25 februari 1996 en 10 november 1996,

Besluit :

Artikel 1. Wordt erkend in de commissie der landbouwcoöperaties, met ingang van 1 oktober 2002, de volgende coöperatieve vennootschap :

2013 L.M.O s.c.r.i.s, à Bende — Durbuy;

Art. 2. Wordt erkend in de commissie der dienstencoöperaties met ingang van 1 oktober 2002, de volgende coöperatieve vennootschap :

2014 Fédération Wallonne de Services (FWS-AGRICO-SUD-LUX) s.c. à Etalle;

Art. 3. De erkenningen in vorige artikelen vermeld, blijven geldig tot 31 mei 2003.

Brussel, 9 december 2002.

Ch. PICQUE

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C – 2002/11502]

9 DECEMBRE 2002. — Arrêté ministériel portant agrément de sociétés coopératives

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, modifié par les arrêtés royaux des 24 septembre 1986, 25 février 1996 et 10 novembre 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. Est agréée dans la commission des coopératives agricoles, avec effet le 1^{er} octobre 2002, la société coopérative suivante :

2013 L.M.O s.c.r.i.s, à Bende-Durbuy;

Art. 2. Est agréée dans la commission des coopératives de services, avec effet le 1^{er} octobre 2002, la société coopérative suivante :

2014 Fédération wallonne de Services (FWS-AGRICO-SUD-LUX) s.c. à Etalle;

Art. 3. Les agréments mentionnés aux articles précédents restent valables jusqu'au 31 mai 2003.

Bruxelles, le 9 décembre 2002.

Ch. PICQUE

[C – 2002/11503]

9 DECEMBER 2002. — Ministerieel besluit tot erkenning van coöperatieve vennootschappen

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 september 1986, 25 februari 1996 en 10 november 1996,

Besluit :

Artikel 1. Worden erkend in de commissie der landbouwcoöperaties, met ingang van 1 oktober 2002, de volgende twee coöperatieve vennootschappen :

6001 Imparadis s.c.r.i.s,
à Gouvy;

6002 P'Tigalet s.c.r.i.s,
à Neufchâteau-Longlier;

Art. 2. Wordt erkend in de commissie der verbruiskoöperaties, met ingang van 1 oktober 2002, de volgende coöperatieve vennootschap :

6000 Thuiszorg Infocentrum c.v.
à Hasselt;

Art. 3. De erkenningen in vorige artikelen vermeld, blijven geldig tot 31 mei 2003.

Brussel, 9 december 2002.

Ch. PICQUE

[C – 2002/11503]

9 DECEMBRE 2002. — Arrêté ministériel portant agrément de sociétés coopératives

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, modifié par les arrêtés royaux des 24 septembre 1986, 25 février 1996 et 10 novembre 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont agréées dans la commission des coopératives agricoles, avec effet le 1^{er} octobre 2002, les deux sociétés coopératives suivantes :

Art. 2. Est agréée dans la commission des coopératives de consommation, avec effet le 1^{er} octobre 2002, la société coopérative suivante :

Art. 3. Les agréments mentionnés aux articles précédents restent valables jusqu'au 31 mai 2003.

Bruxelles, le 9 décembre 2002.

Ch. PICQUE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[2002/14328]

Wijziging van de normen en voorschriften inzake de veiligheid van de spoorweginfrastructuur en haar gebruik

Bij ministerieel besluit van 16 december 2002 wordt het hierna genoemde reglement goedgekeurd :

— het Algemeen Reglement voor het Gebruik van de Spoorweginfrastructuur (ARGSI) - bundel 6.1.8. - "Exploitatie in geval van onderbreking van de blokverbindingen".

Dit reglement ligt ter inzage op het Directoraat-generaal Vervoer te Land van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, Kantersteen 12 te 1000 Brussel.

[2002/14329]

Wijziging van de normen en voorschriften inzake de veiligheid van de spoorweginfrastructuur en haar gebruik

Bij ministerieel besluit van 12 december 2002 worden de hierna genoemde reglementen goedgekeurd :

1. bundel 6.1.9 "Maatregelen te nemen in geval van vertraging, incident, in nood verkeren, ongeval of abnormale toestand";

2. bundel 5.1.1 "Gemeenschappelijke voorschriften voor alle categorieën van treinen", derde bijvoegsel, dat in de versie van voornoemde reglement, goedgekeurd bij ministerieel besluit van 1 maart 2002, ter vervanging komt van de bladzijden 7, 8, 11 en 12;

3. bundel 6.1.5 "De rangeerdienst", eerste bijvoegsel, dat in de versie van voornoemde reglement, goedgekeurd bij ministerieel besluit van 2 september 2002, ter vervanging komt van de bladzijden 31 tot en met 34.

Bij hetzelfde besluit worden de volgende reglementen opgeheven :

1. het bericht 24N/2001 van 27 december 2001 "Warme Asbussen - Detectie en te nemen maatregelen", goedgekeurd bij ministerieel besluit van 21 februari 2002.

2. de hiernagenoemde reglementen van het Algemeen Reglement van de Exploitatie (ARE), goedgekeurd bij ministerieel besluit van 26 maart 1999;

— rubriek 3.2 van bundel 123.10;

— hoofdstuk 2 van bundel 123.20;

— rubriek 6.3 en hoofdstuk 8 van bundel 123.24;

— rubrieken 1.4, 2.4, 2.5, 3.1.3 (2^e alinea) en 3.4 van bundel 123.25;

— hoofdstukken 5, 6, 7, de rubrieken 8.3 en 8.4 van hoofdstuk 8 en de bijlagen 2 en 3 van bundel 123.26;

— bundel 123.32 behalve de rubriek 5.3 en de bijlage 3;

— de omzendbrief 27T/1996 van 9 april 1996 (E374 en E375).

Deze wijzigingen liggen ter inzage op het Directoraat-generaal Vervoer te Land van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, Kantersteen 12 te 1000 Brussel.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[2002/14328]

Modification des normes et prescriptions afférentes à la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

Par arrêté ministériel du 16 décembre 2002 est approuvé le règlement mentionné ci-après :

— le Règlement général pour l'Utilisation de l'Infrastructure ferroviaire (RGUIF) - fascicule 6.1.8. - "Exploitation en cas d'interruption des communications de block".

Ce règlement peut être consulté à la Direction générale Transport terrestre du Service public fédéral Mobilité et Transports, Cantersteen 12, 1000 Bruxelles.

[2002/14329]

Modification des normes et prescriptions afférentes à la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

Par arrêté ministériel du 12 décembre 2002 sont approuvés les règlements mentionnés ci-après :

1. le fascicule 6.1.9 "Les mesures à prendre en cas de retard, d'incident, de détresse, d'accident ou de situation anormale";

2. le fascicule 5.1.1 "Les dispositions communes à toutes les catégories de trains", troisième supplément, remplaçant dans la version approuvée par l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2002, les pages 7, 8, 11 et 12;

3. le fascicule 6.1.5 "Le service des manœuvres", premier supplément, remplaçant dans la version approuvée par l'arrêté ministériel du 2 septembre 2002, les pages 31 à 34.

Par le même arrêté sont abrogés les règlements suivants :

1. l'avis 24R/2001 du 27 décembre 2001 "Boîtes chaudes - Détection et mesures à prendre après détection", approuvé par l'arrêté ministériel du 21 février 2002.

2. les règlements mentionnés ci-après du Règlement général de l'Exploitation (RGE), approuvés par l'arrêté ministériel du 26 mars 1999 :

— la rubrique 3.2 du fascicule 123.10;

— le chapitre 2 du fascicule 123.20;

— la rubrique 6.3 et le chapitre 8 du fascicule 123.24;

— les rubriques 1.4, 2.4, 2.5, 3.1.3 (2^e alinéa) et 3.4 du fascicule 123.25;

— les chapitres 5, 6, 7, les rubriques 8.3 et 8.4 du chapitre 8 ainsi que les annexes 2 et 3 du fascicule 123.26;

— le fascicule 123.32 sauf la rubrique 5.3 et l'annexe 3;

— la circulaire 27/T/1996 du 9 avril 1996 (E 374 et E 375).

Ces modifications peuvent être consultées à la Direction générale Transport terrestre du Service public fédéral Mobilité et Transports, Cantersteen 12, 1000 Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2002/10188]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 17 december 2002 :

— is het koninklijk besluit van 22 oktober 2002, waarbij Mevr. De Hert, A.-S., licentiaat in de rechten, werd benoemd tot adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, als niet-bestaande beschouwd;

— is benoemd tot eerstaanwezende adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, de heer Willems, H., adjunct-griffier bij deze rechtbank, met ingang van 1 januari 2003;

— is benoemd tot griffier bij het vrederecht van het derde kanton Brugge, Mevr. Keersgieter, L., griffier bij het vrederecht van de tweede kanton Brugge;

— is benoemd tot adjunct-secretaris bij het federaal parket, de heer Van Wanzele, G., voorlopig benoemd beambte bij de griffie van het vrederecht van het kanton Zomergem;

— is benoemd tot eerstaanwezende adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, Mevr. Tholet, R., adjunct-secretaris bij dit parket, met ingang van 1 november 2002;

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2002/10188]

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 17 décembre 2002 :

— l'arrêté royal du 22 octobre 2002, par lequel Mme De Hert, A.-S., licenciée en droit, a été nommée greffier adjoint au tribunal de première instance d'Anvers, est considéré comme non avenue;

— est nommé greffier adjoint principal au greffe du tribunal de première instance d'Hasselt, M. Willems, H., greffier adjoint à ce tribunal, à partir du 1^{er} janvier 2003;

— est nommé greffier à la justice de paix du troisième canton de Bruges, Mme De Keersgieter, L., greffier à la justice de paix du deuxième canton de Bruges;

— est nommé secrétaire adjoint au parquet fédéral, M. Van Wanzele, G., employé à titre provisoire au greffe de la justice de paix du canton de Zomergem;

— est nommé secrétaire adjoint principal au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Charleroi, Mme Tholet, R., secrétaire adjoint à ce parquet, à partir du 1^{er} novembre 2002;

Bij ministerieel besluit van 20 december 2002 is een einde gesteld aan de opdracht tot adjunct-griffier bij het vredegerecht van het kanton Sprimont, van Mevr. Seleck, F., beambte bij de griffie van het vredegerecht van dit kanton, met ingang van 31 december 2002, 's avonds.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres: Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

[2002/10190]

Rechterlijke Orde

Bij ministeriële besluiten van 19 december 2003 :

— is de duur van de stage van Mevr. Beckers, E., gerechtelijk stagiair, verlengd in de arbeidsrechtbank te Turnhout, voor een periode van zes maanden, met ingang van 9 januari 2003;

— is de duur van de stage van Mevr. Leiser, M., gerechtelijk stagiair, verlengd in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, voor een periode van zes maanden, met ingang van 13 januari 2003;

— is de duur van de stage van Mevr. Vermeir, A., gerechtelijk stagiair, verlengd in de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, voor een periode van zes maanden, met ingang van 14 januari 2003;

— is de duur van de stage van Mevr. Pirotte, N., gerechtelijk stagiair, verlengd in de rechtbank van eerste aanleg te Luik, voor een periode van zes maanden, met ingang van 25 januari 2003;

— is de duur van de stage van Mevr. Engels, A.-M., gerechtelijk stagiair, verlengd in de rechtbank van eerste aanleg te Marche-en-Famenne, voor een periode van zes maanden, met ingang van 29 januari 2003;

— is de duur van de stage van Mevr. Baes, M., gerechtelijk stagiair, verlengd in de rechtbank van eerste aanleg te Namen, voor een periode van zes maanden, met ingang van 13 januari 2003.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres: Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU**

[2002/23025]

22 NOVEMBER 2002. — Ministerieel besluit houdende de erkenning van stagemeesters in de huisartsgeneeskunde

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 13 maart 1985, 12 augustus 1985, van 13 juni 1986 en van 16 maart 1999, inzonderheid op artikel 39, § 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1991 tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van de stagemeesters in de huisartsgeneeskunde,

Besluit :

Artikel 1. Onderstaande artsen worden erkend als stagemeester in de huisartsgeneeskunde voor een termijn van twee jaar :

Dr. Chaidron, Ph., Sombreffe;

Dr. Frèteur, Ramegnies-Chin;

Dr. Fripiat, B., Seraing;

Dr. Muller, G., Esch-Alzette, Groothertogdom Luxemburg;

Dr. Steichen, J., Esch-Alzette, Groothertogdom Luxemburg;

Dr. Verhaeghen, M., Nobressart.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van 22 november 2002.

Brussel, 22 november 2002.

J. TAVERNIER

Par arrêté ministériel du 20 décembre 2002, il est mis fin à la délégation aux fonctions de greffier adjoint à la justice de paix du canton de Sprimont, de Mme Seleck, F., employé au greffe de la justice de paix de ce canton.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

[2002/10190]

Ordre judiciaire

Par arrêtés ministériels du 19 décembre 2002 :

— la durée du stage de Mme Beckers, E., stagiaire judiciaire, est prolongée au tribunal du travail de Turnhout, pour une période de six mois prenant cours le 9 janvier 2003;

— la durée du stage de Mme Leiser, M., stagiaire judiciaire, est prolongée au tribunal de première instance de Bruxelles, pour une période de six mois prenant cours le 13 janvier 2003;

— la durée du stage de Mme Vermeir, A., stagiaire judiciaire, est prolongée au tribunal de première instance de Termonde, pour une période de six mois prenant cours le 14 janvier 2003;

— la durée du stage de Mme Pirotte, N., stagiaire judiciaire, est prolongée au tribunal de première instance de Liège, pour une période de six mois prenant cours le 25 janvier 2003;

— la durée du stage de Mme Engels, A.-M., stagiaire judiciaire, est prolongée au tribunal de première instance de Marche-en-Famenne, pour une période de six mois prenant cours le 29 janvier 2003;

— la durée du stage de Mme Baes, M., stagiaire judiciaire, est prolongée au tribunal de première instance de Namur, pour une période de six mois prenant cours le 13 janvier 2003.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[2002/23025]

22 NOVEMBRE 2002. — Arrêté ministériel portant l'agrément des maîtres de stage en médecine générale

Le Ministre de la Santé publique,

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes modifié par les arrêtés royaux du 13 mars 1985, du 12 août 1985, du 13 juin 1986 et du 16 mars 1999, notamment l'article 39, § 2;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1997 déterminant les critères de l'agrément des maîtres de stage en médecine générale,

Arrête :

Article 1^{er}. Les médecins mentionnés ci-après sont agréés en qualité de maîtres de stage en médecine générale pour une durée de deux ans :

Dr Chaidron, Ph., Sombreffe;

Dr Frèteur, D., Ramegnies-Chin;

Dr Fripiat, B., Seraing;

Dr Muller, G., Esch-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg;

Dr Steichen, J., Esch-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg;

Dr Verhaeghen, M., Nobressart.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 22 novembre 2002.

Bruxelles, le 22 novembre 2002.

J. TAVERNIER

[2002/23026]

22 NOVEMBER 2002. — Ministerieel besluit houdende de verlenging van de erkenning van stagemeesters in de huisartsgeneeskunde

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 8 augustus 1984, 13 maart 1985, van 12 augustus 1985, van 13 juni 1986 en van 16 maart 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1997 tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van de stagemeesters in de huisartsgeneeskunde;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 november 1997 houdende de erkenning van stagemeesters in de huisartsgeneeskunde,

Besluit :

Artikel 1. De erkenning van onderstaande arts als stagemeester in de huisartsgeneeskunde wordt verlengd voor een termijn van vijf jaar :

Dr. Geys W., Scherpenheuvel-Zichem.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van 29 september 2002.

Brussel, 22 november 2002.

J. TAVERNIER

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[2002/23084]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Technische raad voor diagnostische middelen en verzorgingsmiddelen, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Benoeming van de leden

Bij koninklijk besluit van 10 december 2002, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, worden benoemd tot leden van de Technische raad voor diagnostische middelen en verzorgingsmiddelen, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering :

1° als vertegenwoordigers van de verzekeringstellingen :

de dames Goovaerts, C., Petit, Ch., Reginster, N., Van Rompaey, B., Widera, I. en Zamurovic, D., en de heer Hutsebaut, L., in de hoedanigheid van werkende leden en Mevr. Detiège, M. en de heren Baeyens, P., Boly, J., Clinckers, C., De Swaef, N., Hanon, A., Van den Bremt, Ch., in de hoedanigheid van plaatsvervangende leden;

2° als vertegenwoordigers van de faculteiten der geneeskunde van de Belgische universiteiten :

Mevr. Casteels, M.-R., de heren Boeynants, J.-M., Colardyn, F., De Clercq, H., Deprez, P., Lambert, J., Larbuisson, R., in de hoedanigheid van werkende leden en de dames Baleriaux, D., De Decker, Gh., Latinne, D., Praet, M., Van Acker, K., Venneman, I. en de heer Laekeman, G., in de hoedanigheid van plaatsvervangende leden;

3° als vertegenwoordigers van de representatieve beroepsverenigingen van het apothekerskorps en van de representatieve beroepsorganisaties van de ziekenhuisapothekers :

de dames Prohoroff, F., Snackers, F., Wouters, D.-M., en de heer Cornely, M.-H., in de hoedanigheid van werkende leden en de dames Adriansen, A.; De Pourcq, L.; de heren Denecker, J.; Verlinden, A., in de hoedanigheid van plaatsvervangende leden;

4° als vertegenwoordigers van de representatieve beroepsorganisaties van het geneesherenkorps :

de heer Léonard, J.-P., in de hoedanigheid van werkend lid;

5° als vertegenwoordigers van de representatieve beroepsorganisaties van de verpleegkundigen :

de heren Geys, L., Theunissen, M., in de hoedanigheid van werkende leden en de dames Debaille, R., Vervoort, Y., in de hoedanigheid van plaatsvervangende leden;

6° als leden aangewezen door de Minister van Sociale zaken :

Mevr. Wyns, I., in de hoedanigheid van werkend lid en Mevr. Goetschalckx, R., in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid;

7° als leden aangewezen door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft :

Mevr. Deurinck, C., in de hoedanigheid van werkend lid;

de heer Bauwin, P., in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid.

[2002/23026]

22 NOVEMBRE 2002. — Arrêté ministériel portant la prolongation de l'agrégation des maîtres de stage en médecine générale

Le Ministre de la Santé publique,

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes modifié par les arrêtés royaux du 8 août 1984, du 13 mars 1985, du 12 août 1985, du 13 juin 1986 et du 16 mars 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1997 déterminant les critères de l'agrément des maîtres de stage en médecine générale;

Vu l'arrêté ministériel du 5 novembre 1997 portant l'agrégation des maîtres de stage en médecine générale,

Arrête :

Article 1^{er}. L'agrégation du médecin ci-après en qualité de maître de stage en médecine générale est prolongée pour une durée de cinq ans :

Dr. Geys W., Scherpenheuvel-Zichem.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 29 septembre 2002.

Bruxelles, le 22 novembre 2002.

J. TAVERNIER

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[2002/23084]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Conseil technique des moyens diagnostiques et de matériel de soins, institué auprès du Service des soins de santé. — Nomination des membres

Par arrêté royal du 10 décembre 2002, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, sont nommés membres du Conseil technique des moyens diagnostiques et de matériel de soins, institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité :

1° au titre de représentants des organismes assureurs :

Mmes Goovaerts, C., Petit, Ch., Reginster, N., Van Rompaey, B., Widera, I., Zamurovic, D. M. Hutsebaut, L. en qualité de membres effectifs et Mme Detiège, M. et MM. Baeyens, P. Boly, J., Clinckers, C., De Swaef, N., Hanon, A. et Van den Bremt, Ch., en qualité de membres suppléants;

2° au titre de représentants des facultés de médecine des universités de Belgique :

Mme Casteels, M.-R. et MM. Boeynants, J.-M., Colardyn, F., De Clercq, H., Deprez, P., Lambert, J. et Larbuisson, R., en qualité de membres effectifs et Mmes Baleriaux, D., De Decker, Gh., Latinne, D., Praet, M., Van Acker, K. et Vanneman, I. et M. Laekeman, G., en qualité de membres suppléants;

3° au titre de représentants des associations professionnelles représentatives du corps des pharmaciens et des associations professionnelles représentatives des pharmaciens hospitaliers :

Mmes Prohoroff, F., Snackers, F., Wouters, D.-M. et M. Cornely, M.-H., en qualité de membres effectifs et Mmes Adriansen, A. De Pourcq, L. et MM. Denecker, J. et Verlinden, A., en qualité de membres suppléants;

4° Au titre de représentants des associations professionnelles représentatives du corps des médecins :

M. Léonard, J.-P., en qualité de membre effectif;

5° Au titre de représentants des organisations professionnelles représentatives des praticiens de l'art infirmier :

MM. Geys, L. et Theunissen, M., en qualité de membres effectifs et Mmes Debaille, R. et Vervoort, Y., en qualité de membres suppléants;

6° Au titre de membres désignés par le Ministre ayant les Affaires sociales dans ses attributions :

Mme Wyns, I., en qualité de membre effectif et Mme Goetschalckx, R., en qualité de membre suppléant;

7° au titre de membres désignés par le Ministre ayant la Santé publique dans ses attributions :

Mme Deurinck, C., en qualité de membre effectif;

M. Bauwin, P., en qualité de membre suppléant.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 2002/13482]

Besluiten betreffende de leden van de paritaire comités

Paritair Comité voor de non-ferro metalen

Bij koninklijk besluit van 14 november 2002, dat in werking treedt op 4 december 2002, worden Mevr. Berit ASKHEIM, te Luik, en de heer Michaël DUBOIS, te Borgworm, als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie, tot gewone leden benoemd van het Paritair Comité voor de non-ferro metalen, respectievelijk ter vervanging van de heer Hugo RAVESLOOT, te Theux, en Mevr. Marie-Claire LHOEST, te Borgworm, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen.

Paritair Comité voor het cementbedrijf

Bij koninklijk besluit van 14 november 2002, dat in werking treedt op 4 december 2002 :

wordt Mevr. Florence BIAUME, te Watermaal-Bosvoorde, als vertegenwoordigster van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor het cementbedrijf, ter vervanging van de heer Ivan SURY, te Waterloo, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen;

wordt Mevr. Clelia VALENTINO, te Bergen, als vertegenwoordigster van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Roger HIANCE, te Bitsingen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen.

Paritair Subcomité voor de cementfabrieken

Bij koninklijk besluit van 14 november 2002, dat in werking treedt op 4 december 2002 :

wordt de heer Paul GROENINCKX, te Edingen, plaatsvervangend lid van het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Jacques GOLD, te Waterloo, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Michel KREMER, te Gruson (Frankrijk), als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Fernand LAMPROYE, te Bergen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Philippe RENSON, te Oupeye, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Paul GROENINCKX, te Edingen, die tot gewoon lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

worden de heer Jean-Luc GOSSELIN, te Fontaine-l'Evêque, en Mevrn. Florence BIAUME, te Watermaal-Bosvoorde, en Clelia VALENTINO, te Bergen, als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangende leden benoemd van dit subcomité, respectievelijk ter vervanging van de heren François VALET, te Zinnik, Ivan SURY, te Waterloo, en Roger HIANCE, te Bitsingen, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen.

Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking

Bij koninklijk besluit van 14 november 2002, dat in werking treedt op 4 december 2002 :

wordt de heer Guy VAN STEERTEGEM, te Evere, plaatsvervangend lid van het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Walter SCHOENMAEKERS, te Olen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 2002/13482]

Arrêtés concernant les membres des commissions paritaires

Commission paritaire des métaux non-ferreux

Par arrêté royal du 14 novembre 2002, qui entre en vigueur le 4 décembre 2002, Mme Berit ASKHEIM, à Liège, et M. Michaël DUBOIS, à Waremme, sont nommés, en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs, membres effectifs de la Commission paritaire des métaux non-ferreux, en remplacement respectivement de M. Hugo RAVESLOOT, à Theux, et Mme Marie-Claire LHOEST, à Waremme, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs.

Commission paritaire des industries du ciment

Par arrêté royal du 14 novembre 2002, qui entre en vigueur le 4 décembre 2002 :

Mme Florence BIAUME, à Watermael-Boitsfort, est nommée, en qualité de représentante d'une organisation d'employeurs, membre effectif de la Commission paritaire des industries du ciment, en remplacement de M. Ivan SURY, à Waterloo, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; elle achèvera le mandat de son prédécesseur;

Mme Clelia VALENTINO, à Mons, est nommée, en qualité de représentante d'une organisation d'employeurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de M. Roger HIANCE, à Bassenge, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; elle achèvera le mandat de son prédécesseur.

Sous-commission paritaire pour les fabriques du ciment

Par arrêté royal du 14 novembre 2002, qui entre en vigueur le 4 décembre 2002 :

M. Paul GROENINCKX, à Enghien, membre suppléant de la Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre effectif de cette sous-commission, en remplacement de M. Jacques GOLD, à Waterloo, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Michel KREMER, à Gruson (France), est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre effectif de cette sous-commission, en remplacement de M. Fernand LAMPROYE, à Mons, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Philippe RENSON, à Oupeye, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de cette sous-commission, en remplacement de M. Paul GROENINCKX, à Enghien, qui est nommé membre effectif; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Jean-Luc GOSSELIN, à Fontaine-l'Evêque, et Mmes Florence BIAUME, à Watermael-Boitsfort et Clelia VALENTINO, à Mons, sont nommés, en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs, membres suppléants de cette sous-commission, en remplacement respectivement de MM. François VALET, à Soignies, Ivan SURY, à Waterloo, et Roger HIANCE, à Bassenge, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs.

Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois

Par arrêté royal du 14 novembre 2002, qui entre en vigueur le 4 décembre 2002 :

M. Guy VAN STEERTEGEM, à Evere, membre suppléant de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre effectif de cette commission, en remplacement de M. Walter SCHOENMAEKERS, à Olen, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

wordt de heer Walter DE BATSELIER, te Dendermonde, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Guy VAN STEERTEGEM, te Evere, die tot gewoon lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

worden de heer Michel VAN DE VYVERE, te Wingene, en Mevr. Linda VANDER MAELEN, te Bever, als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangende leden benoemd van dit comité, respectievelijk ter vervanging van de heer Valentin ENGELEN, te Beringen, en Mevr. Ingrid VANACKER, te Maldegem, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen.

—————

*Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen
en de sociale werkplaatsen*

Bij koninklijk besluit van 14 november 2002, dat in werking treedt op 4 december 2002, wordt de heer Guy LEMMENS, te Ukkel, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen, ter vervanging van de heer Baudouin GAUTIER, te Sint-Genesius-Rode, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

—————

Paritair Comité voor het stads- en streekvervoer

Bij koninklijk besluit van 14 november 2002, dat in werking treedt op 4 december 2002, wordt Mevr. Chantal VERDONCK, te Huldenberg, als vertegenwoordigster van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Comité voor het stads- en streekvervoer, ter vervanging van Mevr. Eliane DE GREEF, te Affligem, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die haar had voorgedragen; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen.

—————

Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

Bij koninklijk besluit van 4 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002, wordt de heer Michaël DUFRANE, te Anderlecht, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, ter vervanging van Mevr. Valérie CLEEREN, te Wezembeek-Oppem, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die haar had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

—————

Aanvullend Nationaal Paritair Comité voor de bedienden

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juni 2002 :

wordt de heer Hugues BERLEMONT, te Rixensart, plaatsvervangend lid van het Aanvullend Nationaal Paritair Comité voor de bedienden, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Jan VAN HOLM, te Leuven, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt Mevr. Anja DE BIE, te Keerbergen, als vertegenwoordigster van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Paul CARLIER, te Anderlecht, die de leeftijdsgrens heeft bereikt; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen;

wordt de heer Eddy DANO, te Eigenbrakel, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Willy SIMONS, te Steenokkerzeel, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

M. Walter DE BATSELIER, à Termonde, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de M. Guy VAN STEERTEGEM, à Evere, qui est nommé membre effectif; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Michel VAN DE VYVERE, à Wingene, et Mme Linda VANDER MAELEN, à Biévène, sont nommés, en qualité de représentants d'une organisation d'employeurs, membres suppléants de cette commission, en remplacement respectivement de M. Valentin ENGELEN, à Beringen, et Mme Ingrid VANACKER, à Maldegem, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs.

—————

*Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté
et les ateliers sociaux*

Par arrêté royal du 14 novembre 2002, qui entre en vigueur le 4 décembre 2002, M. Guy LEMMENS, à Uccle, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre suppléant de la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux, en remplacement de M. Baudouin GAUTIER, à Rhode-Saint-Genèse, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————

Commission paritaire du transport urbain et régional

Par arrêté royal du 14 novembre 2002, qui entre en vigueur le 4 décembre 2002, Mme Chantal VERDONCK, à Huldenberg, est nommée, en qualité de représentante de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de la Commission paritaire du transport urbain et régional, en remplacement de Mme Eliane DE GREEF, à Affligem, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présentée; elle achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

Par arrêté royal du 4 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002, M. Michaël DUFRANE, à Anderlecht, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en remplacement de Mme Valérie CLEEREN, à Wezembeek-Oppem, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présentée; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————

Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui produit ses effets le 1^{er} juin 2002 :

M. Hugues BERLEMONT, à Rixensart, membre suppléant de la Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre effectif de cette commission, en remplacement de M. Jan VAN HOLM, à Louvain, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

Mme Anja DE BIE, à Keerbergen, est nommée, en qualité de représentante de l'organisation d'employeurs, membre effectif de cette commission, en remplacement de M. Paul CARLIER, à Anderlecht, qui a atteint la limite d'âge; elle achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Eddy DANO, à Braine-l'Alleud, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre effectif de cette commission, en remplacement de M. Willy SIMONS, à Steenokkerzeel, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

wordt Mevr. Michèle CLAUS, te Elsene, als vertegenwoordigster van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Hugues BERLEMONT, te Rixensart, die tot gewoon lid wordt benoemd; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen;

wordt de heer Dirk TEMPELS, te Oudergem, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Paul SOETE, te Dilbeek, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van de provincie Waals-Brabant

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat uitwerking heeft met ingang van 22 oktober 2002 :

wordt de heer Jean-Claude HUMBERT, te Virton, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van de provincie Waals-Brabant, ter vervanging van de heer Jacques MICHIELS, te Namen, die tot plaatsvervangend lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Jacques MICHIELS, te Namen, gewoon lid van dit subcomité, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Maurice CORBISIER, te Bernissart, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat uitwerking heeft met ingang van 25 oktober 2002, wordt de heer Michaël DUFRANE, te Anderlecht, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, ter vervanging van Mevr. Valérie CLEEREN, te Wezembeek-Oppem, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die haar had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in de provincie Henegouwen en de kwartsietgroeven in de provincie Waals-Brabant

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002 :

wordt de heer Jean-Claude HUMBERT, te Virton, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in de provincie Henegouwen en de kwartsietgroeven in de provincie Waals-Brabant, ter vervanging van de heer Jacques MICHIELS, te Namen, die tot plaatsvervangend lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Jacques MICHIELS, te Namen, gewoon lid van dit subcomité, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Paul LOOTENS, te Pont-à-Celles, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Mme Michèle CLAUS, à Ixelles, est nommée, en qualité de représentante de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de M. Hugues BERLEMONT, à Rixensart, qui est nommé membre effectif; elle achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Dirk TEMPELS, à Auderghem, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de M. Paul SOETE, à Dilbeek, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui produit ses effets le 22 octobre 2002 :

M. Jean-Claude HUMBERT, à Virton, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon, en remplacement de M. Jacques MICHIELS, à Namur, qui est nommé membre suppléant; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Jacques MICHIELS, à Namur, membre effectif de cette sous-commission, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette sous-commission, en remplacement de M. Maurice CORBISIER, à Bernissart, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui produit ses effets le 25 octobre 2002, M. Michaël DUFRANE, à Anderlecht, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, en remplacement de Mme Valérie CLEEREN, à Wezembeek-Oppem, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présentée; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Sous-commission paritaire des carrières de porphyre de la province de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002 :

M. Jean-Claude HUMBERT, à Virton, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire des carrières de porphyre de la province de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon, en remplacement de M. Jacques MICHIELS, à Namur, qui est nommé membre suppléant; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Jacques MICHIELS, à Namur, membre effectif de cette sous-commission, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette sous-commission, en remplacement de M. Paul LOOTENS, à Pont-à-Celles, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Paritair Subcomité voor het bedrijf der porselein-aarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002 :

wordt de heer Jean-Claude HUMBERT, te Virton, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, ter vervanging van de heer Jacques MICHIELS, te Namen, die tot plaatsvervangend lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Jacques MICHIELS, te Namen, gewoon lid van dit subcomité, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Thierry TONON, te Namen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Subcomité voor het bedrijf der marmergroeven en -zagerijen op het gehele grondgebied van het Rijk

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002 :

wordt de heer Jean-Claude HUMBERT, te Virton, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der marmergroeven en -zagerijen op het gehele grondgebied van het Rijk, ter vervanging van de heer Jacques MICHIELS, te Namen, die tot plaatsvervangend lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Jacques MICHIELS, te Namen, gewoon lid van dit subcomité, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Paul LOOTENS, te Pont-à-Celles, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Subcomité voor het bedrijf der leisteengroeven, coticulegroeven en groeven van slijpsteen voor scheermessen in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002, wordt de heer Jean-Claude HUMBERT, te Virton, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der leisteengroeven, coticulegroeven en groeven van slijpsteen voor scheermessen in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, ter vervanging van de heer Jacques MICHIELS, te Namen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor het bouwbedrijf

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002 :

wordt de heer Freddy SCHOOF, te Dendermonde, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf, ter vervanging van de heer Franz ARMAND, te Morlanwelz, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Paul ANSEEUW, te Antwerpen, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van Mevr. Fabienne DEVILERS, te Charleroi, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die haar had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002 :

M. Jean-Claude HUMBERT, à Virton, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, en remplacement de M. Jacques MICHIELS, à Namur, qui est nommé membre suppléant; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Jacques MICHIELS, à Namur, membre effectif de cette sous-commission, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette sous-commission, en remplacement de M. Thierry TONON, à Namur, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières et scieries de marbres de tout le territoire du Royaume

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002 :

M. Jean-Claude HUMBERT, à Virton, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières et scieries de marbres de tout le territoire du Royaume, en remplacement de M. Jacques MICHIELS, à Namur, qui est nommé membre suppléant; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Jacques MICHIELS, à Namur, membre effectif de cette sous-commission, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette sous-commission, en remplacement de M. Paul LOOTENS, à Pont-à-Celles, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Sous-commission paritaire de l'industrie des ardoisières, des carrières de coticules et pierres à rasoir des provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002, M. Jean-Claude HUMBERT, à Virton, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire de l'industrie des ardoisières, des carrières de coticules et pierres à rasoir des provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, en remplacement de M. Jacques MICHIELS, à Namur, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire de la construction

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002 :

M. Freddy SCHOOF, à Termonde, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre effectif de la Commission paritaire de la construction, en remplacement de M. Franz ARMAND, à Morlanwelz, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Paul ANSEEUW, à Anvers, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de Mme Fabienne DEVILERS, à Charleroi, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présentée; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Paritair Subcomité voor de metaalhandel

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002, wordt de heer Bernard DESPINEUX, te Eupen, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel, ter vervanging van de heer Yannick DOCQUIER, te Geer, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de bedienden uit de papiernijverheid

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002 :

wordt de heer Leopold PLESTERS, te Lovendegem, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor de bedienden uit de papiernijverheid, ter vervanging van de heer François CLERINX, te Oosterzele, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Ben DEBOGNIES, te Halle, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Frans SELS, te Sint-Katelijne-Waver, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002, wordt de heer Gert VAN HEES, te Herent, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs, ter vervanging van de heer Fernand DE VliegHER, te Melle, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de bedienden uit de internationale handel, het vervoer en de aanverwante bedrijfstakken

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002, wordt Mevr. Gabrielle SONNET, te Plombières, als vertegenwoordigster van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor de bedienden uit de internationale handel, het vervoer en de aanverwante bedrijfstakken, ter vervanging van de heer Peter SCHLEMBACH, te Kreuzau-Drove (Duitsland), wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen.

Paritair Subcomité voor de privé-ziekenhuizen

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002, wordt de heer Yves HELLENDORFF, te Seneffe, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de privé-ziekenhuizen, ter vervanging van de heer Albert CARTON, te Watermaal-Bosvoorde, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002 :

wordt Mevr. Patricia PIETTE, te Ottignies-Louvain-la-Neuve, plaatsvervangend lid van het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten, als vertegenwoordigster van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Louis LAMBERT, te Fernelmont, die tot plaatsvervangend lid wordt benoemd; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen;

Sous-commission paritaire pour le commerce du métal

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002, M. Bernard DESPINEUX, à Eupen, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal, en remplacement de M. Yannick DOCQUIER, à Geer, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire des employés de l'industrie papetière

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002 :

M. Leopold PLESTERS, à Lovendegem, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Commission paritaire des employés de l'industrie papetière, en remplacement de M. François CLERINX, à Oosterzele, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Ben DEBOGNIES, à Hal, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de M. Frans SELS, à Sint-Katelijne-Waver, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002, M. Gert VAN HEES, à Herent, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de la Commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné, en remplacement de M. Fernand DE VliegHER, à Melle, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire pour les employés du commerce international, du transport et des branches d'activité connexes

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002, Mme Gabrielle SONNET, à Plombières, est nommée, en qualité de représentante d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Commission paritaire pour les employés du commerce international, du transport et des branches d'activité connexes, en remplacement de M. Peter SCHLEMBACH, à Kreuzau-Drove (Allemagne), dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; elle achèvera le mandat de son prédécesseur.

Sous-commission paritaire pour les hôpitaux privés

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002, M. Yves HELLENDORFF, à Seneffe, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire pour les hôpitaux privés, en remplacement de M. Albert CARTON, à Watermael-Boitsfort, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002 :

Mme Patricia PIETTE, à Ottignies-Louvain-la-Neuve, membre suppléant de la Commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement, est nommée, en qualité de représentante d'une organisation de travailleurs, membre effectif de cette commission, en remplacement de M. Louis LAMBERT, à Fernelmont, qui est nommé membre suppléant; elle achèvera le mandat de son prédécesseur;

wordt de heer Louis LAMBERT, te Fernelmont, gewoon lid van dit comité, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van Mevr. Patricia PIETTE, te Ottignies-Louvain-la-Neuve, die tot gewoon lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

—————

Paritair Comité voor het gas- en elektriciteitsbedrijf

Bij koninklijk besluit van 6 december 2002, dat in werking treedt op 13 december 2002 :

wordt de heer Jan VAN WIJNGAERDEN, te Leuven, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor het gas- en elektriciteitsbedrijf, ter vervanging van de heer Eddy HEYMAN, te Ninove, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Peter VANAUTRIJVE, te Kluisbergen, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Albert BETTENS, te Ternat, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

M. Louis LAMBERT, à Fernelmont, membre effectif de cette commission, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de Mme Patricia PIETTE, à Ottignies-Louvain-la-Neuve, qui est nommée membre effectif; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

—————

Commission paritaire de l'industrie du gaz et de l'électricité

Par arrêté royal du 6 décembre 2002, qui entre en vigueur le 13 décembre 2002 :

M. Jan VAN WIJNGAERDEN, à Louvain, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Commission paritaire de l'industrie du gaz et de l'électricité, en remplacement de M. Eddy HEYMAN, à Ninove, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Peter VANAUTRIJVE, à Kluisbergen, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de M. Albert BETTENS, à Ternat, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

—————

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

—————

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C - 2002/36632]

17 DECEMBER 2002. — Ministerieel besluit houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, vervangen bij de bijzondere wet van 13 juli 2001;

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning wordt gemachtigd maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971, 18 juli 1973, 22 april 1999 en 3 mei 1999;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983, 29 december 1990 en 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 december 1994, 4 mei 1995, 4 augustus 1996, 2 december 1996, 13 september 1998, 3 februari 1999, 13 mei 1999, 20 december 1999 en 20 augustus 2000, inzonderheid artikel 18;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 13 juli 2001 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende het feit dat voor het jaar 2003 vangstbeperkingen moeten vastgesteld worden teneinde de aanvoer te spreiden, en er bijgevolg zonder verwijl behoudsmaatregelen moeten getroffen worden teneinde de door de EG toegestane vangsten niet te overschrijden;

Overwegende dat aan de gewesten met ingang van 1 januari 2002 bevoegdheden op het gebied van zeevisserij zijn toegewezen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de continuïteit van de opdrachten als overheidsdienst te verzekeren met inachtneming van de verplichtingen die door de Europese en internationale regelgeving op het gebied van de zeevisserij werden opgelegd;

Overwegende dat de vangstbeperkingen voor de tongvisserij in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) moeten vastgesteld worden in functie van de vangsten in de referentie periode 1998-2000 en in functie van het motorvermogen;

Overwegende dat een wezenlijk aandeel van de groep vissersvaartuigen van 221 kW of minder aan de vloot werd onttrokken gedurende de referentieperiode;

Overwegende dat in de jaren 1998, 1999 en 2000 de groep vissersvaartuigen van 221 kW of minder gemiddeld 30 % van het tongquotum in de Noordzee en Schelde-estuarium heeft opgevist en de groep van meer dan 221 kW gemiddeld 70 %, zodat dan ook een overeenstemmend gedeelte van het tongquotum in de Noordzee en Schelde-estuarium moet kunnen opgevist worden door elk van deze groepen vissersvaartuigen;

Overwegende dat de groep vissersvaartuigen van meer dan 221 kW integraal de beschikbare quota in de i.c.e.s.-gebieden buiten de Noordzee en Schelde-estuarium kan opvissen;

Overwegende dat een betere spreiding van de aanvoer van tong, schol, kabeljauw en schelvis kan bewerkstelligd worden door het instellen van een gespreide verdeling van de beschikbare quota in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) alsook door het instellen van maximale vangsten per kalenderdag, per vaartdag of per uur in bepaalde i.c.e.s.-gebieden en door het instellen van een maximum aantal vaartdagen per jaar voor de vissersvaartuigen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° vissersvaartuig : een vaartuig vermeld in de "Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen";

2° i.c.e.s.-gebieden : de in de mededeling van de EG-Commissie in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 24 december 1985 en 31 december 1985 bepaalde gebieden en sectoren;

3° visvergunning : visvergunning zoals bepaald in het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden;

4° vaartdag : een periode op zee zoals bepaald bij ministerieel besluit van 4 januari 1946 tot vaststelling der forfaitaire bedragen van bezoldiging op grond van dewelke de bijdragen voorzien bij artikel 3 der besluitwet van 28 december 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders berekend worden, wat betreft de werkgevers en werknemers verbonden door een aanwervingscontract voor de zeevisserij;

5° motorvermogen : motorvermogen desgevallend verhoogd met het bijkomend motorvermogen, vermeld op de visvergunning;

6° speciaal visdocument : speciaal visdocument zoals bedoeld in verordening (EG) nr. 1627/94 van de Raad van 27 juni 1994 tot vaststelling van algemene bepalingen inzake speciale visdocumenten;

7° gewichten in kg : productgewicht bekomen na lossen en sorteren van de vangsten.

Art. 2. Het totale tongquotum in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium), voorbehouden aan de vissersvaartuigen met een motorvermogen van 221 kW of minder bedraagt, voor de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003, 360 ton.

Bij uitputting van dit quotum is het aan die vissersvaartuigen tot en met 31 december 2003 verboden nog tong aan te voeren uit de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium).

Art. 3. Het totale tongquotum in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) voorbehouden aan de vissersvaartuigen met een motorvermogen van meer dan 221 kW bedraagt, voor de periode van 1 januari 2003 tot en met 30 juni 2003, 480 ton.

Bij uitputting van dit quotum is het aan die vissersvaartuigen tot en met 30 juni 2003 verboden nog tong aan te voeren uit de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium).

Art. 4. Vanaf 1 januari 2003 tot en met 30 juni 2003 is het verboden dat in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) de tongvangst van een vissersvaartuig een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 2 500 kg, vermeerderd met een hoeveelheid die gelijk is aan 10 kg vermenigvuldigd met het motorvermogen van het vissersvaartuig, uitgedrukt in kW.

In afwijking van vorig lid is het in de periode vanaf 1 januari 2003 tot en met 30 september 2003 verboden, dat in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) de tongvangst van een vissersvaartuig, die de passieve visserij bedrijft, namelijk de vissersvaartuigen N.95, O.369 en O.554, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 4 000 kg, vermeerderd met een hoeveelheid die gelijk is aan 13 kg vermenigvuldigd met het motorvermogen van het vissersvaartuig, uitgedrukt in kW.

Art. 5. In afwijking van artikel 4, lid 1, is het vanaf 1 januari 2003 tot en met 31 oktober 2003 verboden dat in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) de tongvangst van een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 2 500 kg, vermeerderd met een hoeveelheid die gelijk is aan 25 kg vermenigvuldigd met het motorvermogen van het vissersvaartuig, uitgedrukt in kW.

Art. 6. § 1. Indien de hoeveelheden tong, zoals bedoeld in de artikelen 4 en 5, door het vissersvaartuig worden overschreden, kan de visvergunning die aan het vissersvaartuig werd afgeleverd, gedurende een aantal opeenvolgende dagen ingetrokken worden. Per 500 kg overschrijding wordt de visvergunning één dag ingetrokken.

Onverminderd de bepalingen van het eerste lid wordt de minimumperiode van intrekking van de visvergunning vastgesteld op vijf dagen.

De periode van intrekking van de visvergunning treedt in werking op de derde dag volgende op die van de notificatie van de intrekking van de visvergunning per aangetekend schrijven door de Dienst Zeevisserij aan de eigenaar van het betrokken vissersvaartuig. Tijdens deze periode moet het vissersvaartuig inactief liggen in een Belgische vissershaven.

Het maximale aantal vaartdagen zoals bepaald in artikel 18 wordt verminderd met het aantal dagen intrekking van de visvergunning.

§ 2. De door een vissersvaartuig overschreden hoeveelheid tong in een bepaalde periode vermenigvuldigd met een strafcoëfficiënt van 1,2 wordt in mindering gebracht op de hoeveelheid tong die aan het vissersvaartuig wordt toegekend in de eerstvolgende periode.

In afwijking met vorig lid wordt de door een vissersvaartuig van 221 kW of minder overschreden hoeveelheid tong in de periode 1 januari 2003 tot en met 31 oktober 2003 vermenigvuldigd met een strafcoëfficiënt van 1,2 in mindering gebracht op de hoeveelheid tong die aan het vissersvaartuig wordt toegekend vanaf 1 januari 2004.

Art. 7. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 mogen de tongvangsten van de vissersvaartuigen per zeereis, in het betrokken i.c.e.s.-gebied de volgende hoeveelheden niet overschrijden :

12 kg per vol uur aanwezigheid in het i.c.e.s.-gebied VIIa ingeval het motorvermogen 221 kW of minder bedraagt;

24 kg per vol uur aanwezigheid in het i.c.e.s.-gebied VIIa ingeval het motorvermogen meer dan 221 kW bedraagt;

10 kg per vol uur aanwezigheid in het i.c.e.s.-gebied VIIf,g ingeval het motorvermogen 221 kW of minder bedraagt;

20 kg per vol uur aanwezigheid in het i.c.e.s.-gebied VIIf,g ingeval het motorvermogen meer dan 221 kW bedraagt;

15 kg per vol uur aanwezigheid in de i.c.e.s.-gebieden VIId ingeval het motorvermogen 221 kW of minder bedraagt;

30 kg per vol uur aanwezigheid in de i.c.e.s.-gebieden VIId ingeval het motorvermogen meer dan 221 kW bedraagt;
1 200 kg per kalenderdag in het i.c.e.s.-gebied VIIIh,j,k.
Wanneer 50 % van de quota zijn opgevist vóór 1 juli 2003, wordt de visserij voor bovenvermelde gebieden gesloten.

Art. 8. De visserij in de i.c.e.s.-gebieden VIIa,b is verboden in de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003.

Art. 9. Het vissen, het aan boord houden en de aanvoer van schol met een lengte van minder dan 27 cm is verboden.

Art. 10. § 1. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden VIId,e verboden dat de totale scholvangst per zeereis gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 350 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die visreis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 2. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden VIId,e verboden dat de totale scholvangst per zeereis gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 700 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die visreis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 3. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden VIIf,g verboden dat de totale scholvangst per zeereis gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 240 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die visreis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 4. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden VIIf,g verboden dat de totale scholvangst per zeereis gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 480 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die visreis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 5. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden VIIa en VIII verboden dat de totale scholvangst per zeereis gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 500 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die visreis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 6. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden VIIa en VIII verboden dat de totale scholvangst per zeereis gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 1 000 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die visreis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 7. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden VIIIh,j,k verboden dat de totale scholvangst per zeereis gerealiseerd door een vissersvaartuig een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 1 200 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die visreis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

Art. 11. § 1. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 maart 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale scholvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 300 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 2. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 maart 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden II,IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale scholvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 600 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

Art. 12. De hoeveelheid tong, schol, kabeljauw en schelvis die aan een vissersvaartuig wordt toegewezen, is niet overdraagbaar naar een ander vissersvaartuig.

Art. 13. Aan de vissersvaartuigen van de Scheldevissers-vloot die enkel binnengaats mogen vissen, worden geen hoeveelheden tong, schol, kabeljauw en schelvis in de i.c.e.s.-gebieden II,IV (Noordzee en Schelde-estuarium) toegekend. Alle andere vissersvaartuigen, met uitzondering van de vissersvaartuigen van de Scheldevissersvloot die de toelating hebben om in het Schelde-estuarium te vissen, is het verboden tong, schol kabeljauw en schelvis te vangen op de Westerschelde, binnengaats.

Art. 14. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is de visserij verboden in het i.c.e.s.-gebied IIIa (Skagerrak).

In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het verboden haring te vissen in de i.c.e.s.-gebieden I, II.

In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het verboden tong te vissen in het i.c.e.s.-gebied VIIe.

Art. 15. § 1. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 maart 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden II,IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale kabeljauwvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder en dat volgens de « Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 2003 » is uitgerust met de boomkor, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 100 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 2. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 maart 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden II,IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale kabeljauwvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW en dat volgens de « Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 2003 » is uitgerust met de boomkor, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 200 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 3. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 maart 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden II,IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale kabeljauwvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig dat volgens de « Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 2003 » niet is uitgerust met de boomkor, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 350 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 4. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden VII, VIII verboden dat de totale kabeljauwvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder en dat volgens de « Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 2003 » is uitgerust met de boomkor, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 50 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 5. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden VII, VIII verboden dat de totale kabeljauwvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW en dat volgens de « Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 2003 » is uitgerust met de boomkor, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 100 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 6. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden VII, VIII verboden dat de totale kabeljauwvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig dat volgens de « Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 2003 » niet is uitgerust met de boomkor, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 350 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 7. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het voor alle vissersvaartuigen verboden de spanvisserij op kabeljauw te beoefenen.

Art. 16. § 1. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in alle i.c.e.s.-gebieden verboden dat de totale schelvisvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 100 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 2. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in alle i.c.e.s.-gebieden verboden dat de totale schelvisvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 200 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

Art. 17. In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het verboden dat de totale makreelvangsten per zeereis door een vissersvaartuig een hoeveelheid overschrijden die gelijk is aan 50 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis.

In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het verboden dat de totale haringvangsten per zeereis door een vissersvaartuig een hoeveelheid overschrijden die gelijk is aan 50 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis.

In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het verboden dat de totale heekvangsten per zeereis door een vissersvaartuig een hoeveelheid overschrijden die gelijk is aan 50 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis.

In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale botvangsten per zeereis door een vissersvaartuig een hoeveelheid overschrijden die gelijk is aan 80 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

Onverminderd de bepalingen van het vorige lid is het in de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 verboden dat in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) de totale vangsten van bot en schar per zeereis door een vissersvaartuig een hoeveelheid overschrijden die gelijk is aan 400 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale vangsten van tongschar en witje per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder, een hoeveelheid overschrijden die gelijk is aan 200 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale vangsten van tongschar en witje per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW, een hoeveelheid overschrijden die gelijk is aan 400 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

In de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 januari 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale wijtingvangsten per zeereis door een vissersvaartuig een hoeveelheid overschrijden die gelijk is aan 250 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

In de periode van 1 februari 2003 tot en met 31 december 2003 is het in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale wijtingvangsten per zeereis door een vissersvaartuig dat volgens de « Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 2003 » is uitgerust met de boomkor, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 40 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

Art. 18. In de loop van het jaar 2003 is het verboden voor alle vissersvaartuigen in de eerste viermaandelijke periode, die een aanvang neemt op 1 januari 2003, meer dan vijftientig vaartdagen te realiseren.

De onbenutte vaartdagen kunnen naar de eerstvolgende viermaandelijke periode in 2003 worden overgedragen.

Bovendien is het in de eerste viermaandelijke periode van het jaar 2003 verboden om met een vissersvaartuig, dat ingevolge het reglement inzake zeevaartinspectie meer dan een etmaal (24 uur) op zee mag blijven, en dat volgens de "Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 2003" is uitgerust met de boomkor meer dan vijfenzeventig vaartdagen te realiseren in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium). De vaartdagen verzeulen door een vissersvaartuig gedurende een visreis, waarvan de vangsten en de aanvoer voor meer dan de helft bestaan uit garnaal worden niet meegeteld.

Indien de gehele vangst van een zeereis volgens het EG-visserijlogboek is gerealiseerd in de i.c.e.s.-gebieden Vb, VI, VII en VIII, dan wordt het totale aantal vaartdagen van die zeereis niet aangerekend als vaartdagen gerealiseerd in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) voor zover de aanwezigheid in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) gedurende die zeereis niet meer dan twaalf uren bedraagt.

Art. 19. § 1. Vanaf overschrijding met twee vaartdagen door een vissersvaartuig van het maximaal toegelaten aantal vaartdagen, bedoeld in artikel 18, lid 1, worden deze vaartdagen in mindering gebracht van het maximaal toegelaten aantal vaartdagen van de volgende viermaandelijke periode. Het aantal in mindering te brengen vaartdagen wordt vermeerderd met één vaartdag per twee vaartdagen overschrijding. Wanneer de overschrijding gebeurt in de laatste viermaandelijke periode van 2003 wordt het aantal in mindering te brengen vaartdagen afgetrokken van het aantal vaartdagen dat vanaf 1 januari 2004 aan dat vissersvaartuig zal worden toegekend.

§ 2. Bij herhaling van de overschrijding van het maximaal aantal toegelaten vaartdagen wordt het aantal overschreden vaartdagen in tweevoud afgetrokken.

§ 3. Vanaf overschrijding met twee vaartdagen door een vissersvaartuig van het maximaal toegelaten aantal vaartdagen, bedoeld in artikel 18, lid 3, worden deze vaartdagen in mindering gebracht op het totaal aantal vaartdagen dat vanaf 1 mei 2003 aan dat vissersvaartuig zal worden toegekend. Bovendien kan de visvergunning die aan het vissersvaartuig werd toegekend per dag overschrijding één dag worden ingetrokken.

Art. 20. Een vissersvaartuig mag per kalenderdag uit meerdere i.c.e.s.-gebieden tong en/of schol en/of kabeljauw en/of schelvis vissen en aanvoeren, voor zover in deze i.c.e.s.-gebieden voor deze soorten een quotum beschikbaar is en voor zover voor elk van deze soorten aan de hoogste vangstbepalingen voor deze kalenderdag voldaan is.

Art. 21. In geval van overtredingen van de artikelen 7 tot en met 17 of van de beperkingen aangebracht aan de visvergunningen kan de visvergunning die aan het vissersvaartuig werd afgeleverd voor een periode van vijf opeenvolgende dagen worden ingetrokken.

De periode van intrekking van de visvergunning treedt in werking op de derde dag volgend op die van de notificatie van de intrekking van de visvergunning per aangetekend schrijven door de Dienst Zeevisserij aan de eigenaar van het betrokken vissersvaartuig. Tijdens deze periode moet het vissersvaartuig inactief liggen in een Belgische vissershaven. Het maximale aantal vaartdagen zoals bepaald in artikel 18 wordt verminderd met het aantal dagen van intrekking van de visvergunning.

Art. 22. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit en van de beperkingen aangebracht aan de visvergunningen worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 12 april 1957, waarbij de Koning wordt gemachtigd maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee en van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003 en treedt buiten werking op 31 december 2003, om 24 uur, met uitzondering van de artikelen 6 en 19.

Brussel, 17 december 2002.

V. DUA

—
TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

[C - 2002/36632]

17 DECEMBRE 2002. — Arrêté ministériel portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,

Vu la loi spécifique du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, V, remplacée par la loi spéciale du 13 juillet 2001;

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971, 18 juillet 1973, 22 avril 1999 et 3 mai 1999;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983, 29 décembre 1990 et 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, modifié par les arrêtés royaux des 15 décembre 1994, 4 mai 1995, 4 août 1996, 2 décembre 1996, 13 septembre 1998, 3 février 1999, 13 mai 1999, 20 décembre 1999 et 20 août 2000, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2001 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que pour l'année 2003 des limitations de captures pour la pêche doivent être fixées afin d'étaler les débarquements, il est nécessaire, en conséquence, de prendre sans retard des mesures de conservation afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CE;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de la pêche maritime à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions de service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne et internationale dans le domaine de la pêche maritime;

Considérant que les limitations de captures pour la pêche des soles dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) doivent être fixées en fonction des captures réalisées dans la période de référence 1998-2000 et en fonction de la puissance motrice;

Considérant qu'une part significative du groupe de bateaux de pêche de 221 kW ou moins a été retiré de la flotte pendant la période de référence;

Considérant qu'au cours des années 1998, 1999 et 2000, le groupe de bateaux de pêche de 221 kW ou moins a pêché en moyenne 30 % du quota de soles en Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut et le groupe de plus de 221 kW en moyenne 70 %, que dès lors une partie correspondante du quota de soles en Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut doit pouvoir être pêchée par chacun de ces groupes de bateaux de pêche;

Considérant que le groupe des bateaux de pêche de plus de 221 kW peut pêcher intégralement les quotas disponibles dans les zones-c.i.e.m. autres que la Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut;

Considérant qu'un meilleur étalement des débarquements de soles, de plies, de cabillauds et d'églefins peut être réalisé en instituant une répartition étalée des quotas disponibles dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), ainsi qu'en instituant des maxima de captures par jour civil, par jour de navigation ou par heure dans certaines zones-c.i.e.m. et en instituant un nombre maximum de jours de navigation par an pour les bateaux de pêche,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° bateau de pêche : un bateau repris dans la "Liste officielle des navires de pêche belges";

2° zones-c.i.e.m. : les zones et secteurs déterminés dans la communication de la Commission CE dans le *Journal officiel des Communautés européennes* des 24 décembre 1985 et 31 décembre 1985;

3° licence de pêche : licence de pêche déterminée par l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche;

4° jour de navigation : une période sur mer déterminée par l'arrêté ministériel du 4 janvier 1946 fixant les taux forfaitaires de rémunération sur base desquels sont calculées les cotisations prévues à l'article 3 de l'arrêté loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, en ce qui concerne les employeurs et les travailleurs liés par un contrat d'engagement pour la pêche maritime;

5° puissance motrice : la puissance motrice majorée le cas échéant de la puissance motrice additionnelle mentionnée sur la licence de pêche;

6° permis de pêche spécial : permis de pêche spécial, tel que visé au règlement (CE) n° 1627/94 du Conseil du 27 juin 1994 établissant les dispositions générales relatives aux permis de pêche spéciaux;

7° poids en kg : poids de produit obtenu après débarquement et triage des prises.

Art. 2. Le quota total de soles dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) réservé pour les bateaux de pêche ayant une force motrice inférieure ou égale à 221 kW, est de 360 tonnes pour la période du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003 inclus.

A l'épuisement de ce quota et ce jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit à ces bateaux de pêche de débarquer de la sole provenant des zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut).

Art. 3. Le quota total de soles dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), réservé pour les bateaux de pêche ayant une force motrice supérieure à 221 kW, est de 480 tonnes pour la période du 1^{er} janvier 2003 au 30 juin 2003 inclus.

A l'épuisement de ce quota et ce jusqu'au 30 juin 2003, il est interdit à ces bateaux de pêche de débarquer de la sole provenant des zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut).

Art. 4. A partir du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 30 juin 2003 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), les captures de soles d'un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 2500 kg, majorée d'une quantité égale à 10 kg multiplié par la puissance du bateau de pêche exprimée en kW.

En dérogation à l'alinéa précédent, il est interdit et ce, depuis le 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 30 septembre 2003 inclus, que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), les captures de soles d'un bateau de pêche, qui exerce la pêche passive, notamment les bateaux de pêche N.95, O.369 et O.554, dépassent une quantité égale à 4000 kg, majorée d'une quantité égale à 13 kg multipliée par la puissance motrice du bateau de pêche, exprimée en kW.

Art. 5. En dérogation à l'article 4, alinéa 1^{er}, il est interdit et ce, depuis le 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 octobre 2003 inclus, que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), les captures de soles d'un bateau de pêche d'une puissance motrice inférieure ou égale à 221 kW dépassent une quantité égale à 2500 kg, majorée d'une quantité égale à 25 kg multipliée par la puissance motrice du bateau de pêche, exprimée en kW.

Art. 6. § 1^{er}. Si les quantités de soles, comme mentionnées aux articles 4 et 5, sont dépassées par le bateau de pêche, la licence de pêche qui a été délivrée au bateau de pêche peut être retirée pendant un nombre de jours consécutifs. Par 500 kg de dépassement, la licence de pêche est retirée d'un jour.

Sans préjudice des dispositions du premier alinéa, la période de retrait minimale de la licence de pêche est fixée à cinq jours.

La période de retrait de la licence de pêche entre en vigueur le troisième jour suivant celui de la notification du retrait de la licence de pêche par pli recommandé par le Service Pêche maritime au propriétaire du bateau de pêche concerné. Pendant cette période le bateau de pêche doit être inactif dans un port de pêche belge.

Le nombre maximum de jours de navigation comme prévus dans l'article 18 est diminué par le nombre de jours de retrait de la licence de pêche.

§ 2. Le dépassement de la quantité de soles dans une période déterminée d'un bateau de pêche multiplié par un coefficient de pénalisation de 1,2 est déduit de la quantité de soles qui sera attribuée au bateau de pêche pour la période suivante.

En dérogation à l'alinéa précédent le dépassement de la quantité de soles de la période 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 octobre 2003 inclus d'un bateau de pêche d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW multiplié par un coefficient de pénalisation de 1,2 est déduit de la quantité de soles qui sera attribuée au bateau de pêche pour la période à partir du le 1^{er} janvier 2004.

Art. 7. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus et ce, dans la zone-c.i.e.m. concernée les captures de soles des bateaux de pêche par voyage en mer ne peuvent dépasser les quantités suivantes :

12 kg par heure entière de présence dans la zone-c.i.e.m. VIIa en cas d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW;

24 kg par heure entière de présence dans la zone-c.i.e.m. VIIa en cas d'une puissance motrice supérieure à 221 kW;

10 kg par heure entière de présence dans la zone-c.i.e.m. VIII,f,g en cas d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW;

20 kg par heure entière de présence dans la zone-c.i.e.m. VIII,f,g en cas d'une puissance motrice supérieure à 221 kW;

15 kg par heure entière de présence dans les zones-c.i.e.m. VIII,d en cas d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW;

30 kg par heure entière de présence dans les zones-c.i.e.m. VIII,d en cas d'une puissance motrice supérieure à 221 kW;

1.200 kg par jour civil dans la zone-c.i.e.m. VIII,h,j,k.

Quand 50 % des quota est pêché avant le 1^{er} juillet 2003 la pêche dans les zones susmentionnées est fermée.

Art. 8. La pêche dans les zones-c.i.e.m. VIIIa,b est interdite dans la période du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003 inclus.

Art. 9. Il est interdit de pêcher, de retenir à bord et de débarquer de la plie d'une longueur de moins de 27 cm.

Art. 10. § 1^{er}. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VIII,d,e que les captures totales de plies par voyage en mer réalisées par un bateau de pêche d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW dépassent une quantité, égale à 350 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 2. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VIII,d,e que les captures totales de plies par voyage en mer réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW dépassent une quantité, égale à 700 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 3. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VIII,f,g que les captures totales de plies par voyage en mer réalisées par un bateau de pêche d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW dépassent une quantité, égale à 240 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 4. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VIII,f,g que les captures totales de plies par voyage en mer réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW dépassent une quantité, égale à 480 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 5. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VIIa et VIII que les captures totales de plies par voyage en mer réalisées par un bateau de pêche d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW dépassent une quantité, égale à 500 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 6. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VIIa et VIII que les captures totales de plies par voyage en mer réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW dépassent une quantité, égale à 1000 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 7. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VIIh,j,k que les captures totales de plies par voyage en mer réalisées par un bateau de pêche dépassent une quantité, égale à 1200 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

Art. 11. § 1^{er}. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 mars 2003 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de plies par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 300 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 2. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 mars 2003 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de plies par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 600 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

Art. 12. La quantité de soles, de plies, de cabillauds et d'églefins qui est attribuée à un bateau de pêche n'est pas transférable à un autre bateau de pêche.

Art. 13. Aux bateaux de pêche de la flotte de pêche de l'Escaut, qui ne peuvent pratiquer que la pêche dans les passes, il n'est pas attribué des quantités de soles, de plies, de cabillauds et d'églefins dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut). Il est interdit aux autres bateaux de pêche, à l'exception des bateaux de pêche de la flotte de pêche de l'Escaut qui ont l'autorisation de pêcher dans l'Estuaire de l'Escaut, de capturer de la sole, de la plie, du cabillaud et de l'églefin dans les passes de l'Escaut.

Art. 14. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus la pêche est interdite dans la zone-c.i.e.m. IIIa (Skagerrak).

Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus il est interdit de pêcher du hareng dans les zones c.i.e.m. I, II.

Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus il est interdit de pêcher de la sole dans la zone c.i.e.m. VIIe.

Art. 15. § 1^{er}. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 mars 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) que les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 221 kW et qui est repris sur la « Liste officielle des navires de pêche belges 2003 » comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 100 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 2. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 mars 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) que les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW et qui est repris sur la « Liste officielle des navires de pêche belges 2003 » comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 200 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 3. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 mars 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) que les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche qui n'est pas repris sur la « Liste officielle des navires de pêche belges 2003 » comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 350 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 4. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VII, VIII que les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 221 kW et qui est repris sur la « Liste officielle des navires de pêche belges 2003 » comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 50 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 5. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VII, VIII que les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW et qui est repris sur la « Liste officielle des navires de pêche belges 2003 » comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 100 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 6. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VII, VIII que les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche qui n'est pas repris sur la « Liste officielle des navires de pêche belges 2003 » comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 350 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 7. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit à tous les bateaux de pêche de pratiquer le chalutage aux cabillauds en bœufs.

Art. 16. § 1^{er}. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans toutes les zones-c.i.e.m., que les captures totales d'églefins par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 100 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question;

§ 2. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans toutes les zones-c.i.e.m., que les captures totales d'églefins par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 200 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

Art. 17. Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit que les captures totales de maquereaux par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 50 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer.

Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit que les captures totales de harengs par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 50 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer.

Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit que les captures totales de merlus par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 50 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer.

Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II,IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de flets communs par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 80 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II,IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de flets communs et de limandes par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 400 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer et ce pendant la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus dans les zones-c.i.e.m. en question.

Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II,IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de soles limandes et de plies cynoglosses par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche, dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 200 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de soles limandes et de plies cynoglosses par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche, dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 400 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

Dans la période du 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 janvier 2003 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de merlans par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 250 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

Dans la période du 1^{er} février 2003 jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, il est interdit dans les zones c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) que les captures totales de merlans par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche, qui est repris sur la « Liste officielle des navires de pêche belges 2003 » comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 40 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

Art. 18. Au cours de l'année 2003, il est interdit à tous les bateaux de pêche de réaliser dans la première période de quatre mois, qui prend cours le 1^{er} janvier 2003, plus de quatre-vingt cinq jours de navigation.

Les jours de navigation non utilisés peuvent être transférés à la prochaine période de quatre mois de 2003.

En outre il est interdit au cours de la première période de quatre mois de l'année 2003 de réaliser plus de septante-cinq jours de navigation dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) avec un bateau de pêche repris sur la « Liste officielle des navires de pêche belges 2003 » comme équipé pour la pêche au chalut à perches et qui, suite au règlement concernant l'inspection maritime peut rester plus de 24 heures en mer. Les jours de navigation réalisés par un bateau de pêche pendant un voyage en mer, pour lequel les prises et les apports consistent pour plus que la moitié en crevettes, ne sont pas pris en compte.

Si toutes les captures d'un voyage en mer, selon le journal de bord-CE, sont réalisées dans les zones-c.i.e.m. Vb, VI, VII et VIII, le nombre total de jours de navigation de ce voyage en mer n'est pas pris en compte comme jours de navigation réalisés dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) pour autant que la présence dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) au cours de ce voyage en mer ne soit pas plus de douze heures.

Art. 19. § 1^{er}. A partir d'un dépassement de deux jours de navigation du nombre de jours de navigation maxima autorisés mentionné à l'article 18, 1^{er} alinéa, par un bateau de pêche, ces jours de navigation sont déduits du nombre de jours de navigation maxima de la période suivante de quatre mois. Le nombre de jours de navigation à déduire est majoré d'un jour de navigation par deux jours de navigation de dépassement. Lorsque le dépassement a lieu dans la dernière période de quatre mois de l'année 2003, le nombre de jours de navigation à déduire sera déduit du nombre de jours de navigation qui sera attribué à ce bateau de pêche à partir du 1^{er} janvier 2004.

§ 2. En cas de récurrence du dépassement du nombre de jours de navigation maxima, le nombre de jours de navigation de dépassement est déduit en double.

§ 3. A partir d'un dépassement de deux jours de navigation du nombre de jours de navigation maxima autorisés mentionné à l'article 18, alinéa 3, par un bateau de pêche, ces jours de navigation sont déduits du nombre total de jours de navigation qui sera attribué à ce bateau de pêche à partir du 1^{er} mai 2003. La licence de pêche, qui a été délivrée au bateau de pêche peut être retirée d'un jour par jour de dépassement.

Art. 20. Un bateau de pêche peut par jour civil pêcher et débarquer des soles et/ou des plies et/ou des cabillauds et/ou d'églefins en provenance des différentes zones c.i.e.m. pour autant qu'un quota de ces espèces soit disponible dans ces zones-c.i.e.m. et pour autant que pour chacun des ces espèces les limitations de pêche pour ce jour civil soient respectées.

Art. 21. En cas d'infractions aux articles 7 à 17, ainsi qu'aux limitations apportées aux licences de pêche, la licence de pêche qui a été délivrée au bateau de pêche peut être retirée pour une période de cinq jours consécutifs.

La période de retrait de la licence de pêche entre en vigueur le troisième jour suivant celui de la notification du retrait de la licence de pêche par pli recommandé par le Service Pêche maritime au propriétaire du bateau de pêche concerné. Pendant cette période le bateau de pêche doit être inactif dans un port de pêche belge. Le nombre de jours de navigation comme prévus dans l'article 18 est diminué par le nombre de jours de retrait de la licence de pêche.

Art. 22. Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux limitations apportées aux licences de pêche sont recherchées, constatées et punies, conformément aux dispositions de la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer ainsi que la loi du 28 mars 1975 relative au commerce de produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2003, à 24 heures, à l'exception des articles 6 et 19.

Bruxelles, le 17 décembre 2002.

V. DUA

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[2002/200008]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par deux jugements du 10 octobre 2002 en cause de I. Mata et J. Obonga Kamonyonge contre les centres publics d'aide sociale de Saint-Josse-ten-Noode et de Saint-Gilles, dont les expéditions sont parvenues au greffe de la Cour d'arbitrage le 25 octobre 2002, le Tribunal du travail de Bruxelles a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou conjointement avec :

- les articles 23 et 191 de la Constitution
- les articles 2, 3, 24, 26 et 27 de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée à New York le 20 novembre 1989, lus isolément ou en combinaison avec l'article 4 de la même Convention
- l'article 11.1 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels fait à New York le 19 décembre 1966, lu isolément ou en combinaison avec l'article 2.1 du même Pacte
- l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales signée à Rome le 4 novembre 1950,

en ce qu'il limite le droit à l'aide sociale à l'aide médicale urgente à l'égard d'étrangers mineurs séjournant illégalement sur le territoire du Royaume, et que ce faisant :

1° il traite différemment d'une part les étrangers mineurs séjournant illégalement sur le territoire, et d'autre part les Belges mineurs ainsi que les étrangers mineurs séjournant légalement sur le territoire, l'objectif poursuivi par cette différence de traitement étant d'inciter les étrangers séjournant illégalement sur le territoire à quitter volontairement celui-ci, ce que des mineurs se trouvent en principe dans l'impossibilité de faire en raison de leur jeune âge;

2° il traite de la même manière des personnes qui se trouvent dans des situations différentes, à savoir d'une part, des étrangers majeurs qui peuvent en principe quitter volontairement le territoire du Royaume et, d'autre part, des étrangers mineurs qui se trouvent en principe dans l'impossibilité de le faire en raison de leur jeune âge ? »

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 2548 et 2549 du rôle de la Cour et ont été jointes.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux.

ARBITRAGEHOF

[2002/200008]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij twee vonnissen van 10 oktober 2002 in zake I. Mata en J. Obonga Kamonyonge tegen de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van Sint-Joost-ten-Node en Sint-Gillis, waarvan de expedities ter griffie van het Arbitragehof zijn ingekomen op 25 oktober 2002, heeft de Arbeidsrechtbank te Brussel de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met :

- de artikelen 23 en 191 van de Grondwet
- de artikelen 2, 3, 24, 26 en 27 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, gesloten in New York op 20 november 1989, afzonderlijk of in samenhang gelezen met artikel 4 van datzelfde Verdrag
- artikel 11.1 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, opgemaakt te New York op 19 december 1966, afzonderlijk of in samenhang gelezen met artikel 2.1 van datzelfde Verdrag
- artikel 3 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, ondertekend in Rome op 4 november 1950,

in zoverre het het recht op maatschappelijke hulpverlening beperkt tot de dringende medische hulpverlening voor minderjarige buitenlanders die illegaal op het grondgebied van het Rijk verblijven, en het zodoende :

1° enerzijds, de minderjarige buitenlanders die illegaal op het grondgebied verblijven en, anderzijds, de minderjarige Belgen, alsook de minderjarige buitenlanders die legaal op het grondgebied verblijven, op verschillende wijze behandelt, waarbij het doel van dat verschil in behandeling erin bestaat de buitenlanders die illegaal op het grondgebied verblijven, ertoe aan te moedigen vrijwillig dat grondgebied te verlaten, wat minderjarigen in principe onmogelijk kunnen doen, gelet op hun jonge leeftijd;

2° personen die zich in verschillende situaties bevinden, namelijk, enerzijds, meerderjarige buitenlanders die in principe het grondgebied van het Rijk vrijwillig kunnen verlaten en, anderzijds, minderjarige buitenlanders die dat in principe onmogelijk kunnen doen, gelet op hun jonge leeftijd, op gelijke wijze behandelt ? »

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 2548 en 2549 van de rol van het Hof en werden samengevoegd.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

SCHIEDSHOF

[2002/200008]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

In zwei Urteilen vom 10. Oktober 2002 in Sachen I. Mata und J. Obonga Kamonyonge gegen die Öffentlichen Sozialhilfeszentren Saint-Josse-ten-Noode und Saint-Gilles, deren Ausfertigungen am 25. Oktober 2002 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen sind, hat das Arbeitsgericht Brüssel folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfeszentren gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit

- den Artikeln 23 und 191 der Verfassung,
- den Artikeln 2, 3, 24, 26 und 27 des am 20. November 1989 in New York abgeschlossenen Übereinkommens über die Rechte des Kindes, an sich oder in Verbindung mit Artikel 4 desselben Übereinkommens,
- Artikel 11 Absatz 1 des am 19. Dezember 1966 in New York abgeschlossenen Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, an sich oder in Verbindung mit Artikel 2 Absatz 1 desselben Paktes,
- Artikel 3 der am 4. November 1950 in Rom abgeschlossenen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten,

indem er die Sozialhilfe für minderjährige Ausländer, die sich illegal auf dem Staatsgebiet aufhalten, auf dringende medizinische Hilfe beschränkt und somit

1° die minderjährigen Ausländer, die sich illegal auf dem Staatsgebiet aufhalten, einerseits und die minderjährigen Belgier sowie die minderjährigen Ausländer, die sich legal auf dem Staatsgebiet aufhalten, andererseits unterschiedlich behandelt, wobei dieser Behandlungsunterschied zum Ziel hat, die Ausländer, die sich illegal auf dem Staatsgebiet aufhalten, zu veranlassen, das Staatsgebiet freiwillig zu verlassen, was für Minderjährige angesichts ihres jungen Alters in Prinzip unmöglich ist, und

2° Personen, die sich in unterschiedlichen Situationen befinden, nämlich die volljährigen Ausländer, die in Prinzip das Staatsgebiet freiwillig verlassen können, einerseits und die minderjährigen Ausländer, die grundsätzlich nicht dazu in der Lage sind, andererseits auf gleiche Weise behandelt?»

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 2548 und 2549 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen und verbunden.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

ARBITRAGEHOF

[2002/200011]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 oktober 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 oktober 2002, heeft de b.v.b.a. Spielothek België, met zetel te 2000 Antwerpen, Verbindingsdok-Oostkaai 13, beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 mei 2002), wegens schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 31 oktober 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 4 november 2002, hebben de « Union professionnelle interprovinciale de l'automatique », met zetel te 4000 Luik, rue des Bayards 22-24, de n.v. Centrale des Jeux, met zetel te 6220 Heppignies, Zone industrielle de Fleurus-Heppignies, de b.v.b.a. Taverne ansoise, met zetel te 4430 Ans, rue Walthère Jamar 351, en de n.v. Brussels Pool, met zetel te 7780 Ploegsteert, Marktplaats 1, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3, § 1, tweede lid, 6, § 1, 2°, 7, 21 en 39 van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 mei 2002), wegens schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 2552 en 2555 van de rol van het Hof en werden samengevoegd.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

COUR D'ARBITRAGE

[2002/200011]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 octobre 2002 et parvenue au greffe le 29 octobre 2002, la s.p.r.l. Spielothek België, dont le siège est établi à 2000 Anvers, Verbindingsdok-Oostkaai 13, a introduit un recours en annulation totale ou partielle de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie nationale (publiée au *Moniteur belge* du 4 mai 2002), pour cause de violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 31 octobre 2002 et parvenue au greffe le 4 novembre 2002, l'Union professionnelle interprovinciale de l'automatique, dont le siège est établi à 4000 Liège, rue des Bayards 22-24, la s.a. Centrale des Jeux, dont le siège est établi à 6220 Heppignies, zone industrielle de Fleurus-Heppignies, la s.p.r.l. Taverne ansoise, dont le siège est établi à 4430 Ans, rue Walthère Jamar 351, et la s.a. Brussels Pool, dont le siège est établi à 7780 Ploegsteert, place du Marché 1, ont introduit un recours en annulation des articles 3, § 1^{er}, alinéa 2, 6, § 1^{er}, 2°, 7, 21 et 39 de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie nationale (publiée au *Moniteur belge* du 4 mai 2002), pour cause de violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 2552 et 2555 du rôle de la Cour et ont été jointes.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux.

SCHIEDSHOF

[2002/200011]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 28. Oktober 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. Oktober 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Spielothek België GmbH, mit Sitz in 2000 Antwerpen, Verbindingsdok-Oostkaai 13, Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 19. April 2002 zur Rationalisierung der Arbeitsweise und Verwaltung der Nationallotterie (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. Mai 2002), wegen Verstoßes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 31. Oktober 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 4. November 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben die « Union professionnelle interprovinciale de l'automatique », mit Sitz in 4000 Lüttich, rue des Bayards 22-24, die Centrale des jeux AG, mit Sitz in 6220 Heppignies, Zone industrielle de Fleurus-Heppignies, die Taverne ansoise GmbH, mit Sitz in 4430 Ans, rue Walthère Jamar 351, und die Brussels Pool AG, mit Sitz in 7780 Ploegsteert, place du Marché 1, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 § 1 Absatz 2, 6 § 1 Nr. 2, 7, 21 und 39 des Gesetzes vom 19. April 2002 zur Rationalisierung der Arbeitsweise und Verwaltung der Nationallotterie (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. Mai 2002), wegen Verstoßes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 2552 und 2555 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen und verbunden.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

ARBITRAGEHOF

[2002/200012]

Bericht vorgeschrieben bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij arrest nr. 111.802 van 23 oktober 2002 in zake E. Steppe tegen de Belgische Staat en in aanwezigheid van G. Molle, N. Devroede en C. Pensis, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 13 november 2002, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 151, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het gold tot zijn opheffing en vervanging door de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk en in samenhang gelezen met artikel 32 van de Grondwet, doordat die wetsbepaling niet voorziet in een kennisgeving van het voorafgaand advies en de voordracht aan de betrokken kandidaat, terwijl artikel 259ter, § 1, tweede lid, voor andere benoemingen tot een rechterlijk ambt, in die kennisgeving en in de mogelijkheid om zijn opmerkingen voor te leggen en om gehoord te worden wel voorziet ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 2569 van de rol van het Hof.

De griffier,
L. Potoms.

COUR D'ARBITRAGE

[2002/200012]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par arrêt n° 111.802 du 23 octobre 2002 en cause de E. Steppe contre l'Etat belge et en présence de C. Molle, N. Devroede et C. Pensis, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 13 novembre 2002, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 151, alinéa 3, du Code judiciaire, tel qu'il était en vigueur jusqu'à son abrogation et son remplacement par la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, lus séparément et en combinaison avec l'article 32 de la Constitution, en ce que cette disposition légale ne dispose pas que l'avis préalable et la présentation doivent être notifiés au candidat concerné, alors que, pour les nominations à d'autres fonctions judiciaires, l'article 259ter, § 1^{er}, deuxième alinéa, prévoit cette notification ainsi que la possibilité de soumettre ses observations et d'être entendu ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 2569 du rôle de la Cour.

Le greffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[2002/200012]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

In seinem Urteil Nr. 111.802 vom 23. Oktober 2002 in Sachen E. Steppe gegen den Belgischen Staat und in Anwesenheit von C. Molle, N. Devroede und C. Pensis, dessen Ausfertigung am 13. November 2002 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Verstößt Artikel 151 Absatz 3 des Gerichtsgesetzbuches in der vor seiner Abänderung bzw. Ersetzung durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des zweiten Teils des Gerichtsgesetzbuches, betreffend den Hohen Justizrat, die Ernennung und Bezeichnung von Magistraten und die Einführung eines Beurteilungssystems geltenden Fassung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit

Artikel 32 der Verfassung, indem diese Gesetzesbestimmung keine Notifikation des vorangehenden Gutachtens und des Vorschlags an den jeweiligen Kandidaten vorsieht, während Artikel 259ter § 1 Absatz 2 für andere Ernennungen zu einem Richteramt wohl eine Notifikation und die Möglichkeit, Anmerkungen vorzubringen und angehört zu werden, vorsieht?»

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 2569 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,
L. Potoms.

ARBITRAGEHOF

[2002/200013]

Bericht vorgeschrieben bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij vonnis van 5 november 2002 in zake M. Vandersyppe en anderen tegen de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 14 november 2002, heeft de Politie rechtbank te Leper de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Bevat artikel 29bis van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, zoals het is ingevoerd bij de wet van 30 maart 1994 en gewijzigd bij de wet van 13 april 1995, een met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet strijdig discriminerend onderscheid tussen de gebruikers van de openbare weg of van terreinen die toegankelijk zijn voor het publiek of slechts voor een zeker aantal personen die het recht hebben om er te komen, die geen bestuurder zijn van een motorrijtuig en die het slachtoffer zijn van een verkeersongeval, waarin een trein is betrokken, enerzijds, en de gebruikers van diezelfde openbare weg of van terreinen, die geen bestuurders zijn van een motorrijtuig en die het slachtoffer zijn van een verkeersongeval waarin een motorrijtuig is betrokken dat zich niet op spoorstaven voortbeweegt en die de in dat artikel vermelde bepalingen wel kunnen doen gelden, anderzijds ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 2570 van de rol van het Hof.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

COUR D'ARBITRAGE

[2002/200013]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par jugement du 5 novembre 2002 en cause de M. Vandersyppe et autres contre la Société nationale des Chemins de Fer belges, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 14 novembre 2002, le tribunal de police d'Ypres a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 29bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, tel qu'il a été introduit par la loi du 30 mars 1994 et modifié par la loi du 13 avril 1995, comprend-il une discrimination contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution entre les usagers de la voie publique ou de terrains ouverts au public et les terrains non publics mais ouverts à un certain nombre de personnes ayant le droit de les fréquenter, qui ne sont pas conducteurs d'un véhicule automoteur, victimes d'un accident de la circulation dans lequel est impliqué un train, d'une part, et les usagers des mêmes voies publiques ou terrains qui ne sont pas conducteurs d'un véhicule automoteur, victimes d'un accident de la circulation dans lequel est impliqué un véhicule automoteur ne circulant pas sur une voie ferrée, lesquels peuvent se prévaloir des dispositions contenues dans cet article, d'autre part ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 2570 du rôle de la Cour.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux.

SCHIEDSHOF

[2002/200013]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

In seinem Urteil vom 5. November 2002 in Sachen M. Vandersyppe und anderer gegen die Nationale Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen, dessen Ausfertigung am 14. November 2002 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Polizeigericht Ypern folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Beinhaltet Artikel 29bis des Gesetzes vom 21. November 1989 über die Kraftfahrzeug-Haftpflichtversicherung, so wie eingeführt durch das Gesetz vom 30. März 1994 und abgeändert durch das Gesetz vom 13. April 1995, eine im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehende Diskriminierung zwischen jenen Benutzern der öffentlichen Straße oder für die Öffentlichkeit zugänglicher Gelände und nicht öffentlicher, aber für eine bestimmte Anzahl von Berechtigten zugänglicher Gelände, die, ohne Lenker eines Kraftfahrzeugs zu sein, Opfer eines Verkehrsunfalls sind, an dem ein Zug beteiligt ist, einerseits und jenen Benutzern derselben öffentlichen Straßen oder Gelände, die, ohne Lenker eines Kraftfahrzeugs zu sein, Opfer eines Verkehrsunfalls sind, an dem ein nicht auf Schienen laufendes Kraftfahrzeug beteiligt ist, wobei letztere sich auf die in diesem Artikel enthaltenen Bestimmungen berufen können, andererseits?»

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 2570 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[2002/11522]

Prijzen van het aardgas voor de maand december 2002

De parameters Iga en Igd voorzien bij het ministerieel besluit van 12 december 2001 houdende reglementering van de prijzen voor aardgas zijn voor de maand december 2002 respectievelijk vastgesteld op de volgende waarden :

Iga = 0,7850
Igd = 1,4122

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[2002/11522]

Prix du gaz naturel pour le mois de décembre 2002

Les paramètres Iga et Igd prévus par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2001 portant réglementation des prix du gaz naturel sont, pour le mois de décembre 2002, fixés respectivement aux valeurs ci-après :

Iga = 0,7850
Igd = 1,4122

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2002/14340]

23 DECEMBER 2002. — Ministeriele Omzendbrief betreffende de plaatsing van de verkeersborden die betrekking hebben op verkeersbeperkingen voor vervoer van gevaarlijke goederen (A.D.R.)

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,

De Minister van Economie,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Aan de wegbeheerders,

Het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (koninklijk besluit van 1 december 1975) is op 18 december 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 25 december 2002) gewijzigd, o.m. op het gebied van de signalisatie die toegangsbeperkingen inhoudt voor voertuigen die gevaarlijke goederen vervoeren.

Tot op dit ogenblik bestond alleen het verkeersbord C24 dat de ontplofbare en brandbare stoffen verbiedt.

Het bord was destijds ingevoerd om het hoofd te bieden aan punctuele problemen die vooral verband hielden met de structuur van bepaalde kunstwerken (tunnels) in een zeer specifieke context.

De nieuwe signalisatie treedt in werking op 31 maart 2003 en voortaan worden drie verkeersborden in de reglementering opgenomen.

Van meet af aan moet worden verduidelijkt dat het verkeersbord C24 niet gehandhaafd kon worden, aangezien het niet conform het Verdrag van Wenen en het Akkoord van Genève inzake Verkeerstekens is.

Anderzijds bleek het gewenst te zijn uit deze internationale reglementering het geheel aan bestaande borden te weerhouden om een antwoord te geven op specifieke noden op het terrein.

De wegbeheerders beschikken dan over drie verkeersborden die beperkingen inhouden, ofwel van algemene aard betreffende ADR goederen, ofwel betreffende ontplofbare of ontvlambare stoffen, ofwel betreffende gevaarlijke waterverontreinigende stoffen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2002/14340]

23 DECEMBRE 2002. — Circulaire ministérielle relative au placement de la signalisation portant restrictions de la circulation du transport des marchandises dangereuses (A.D.R.)

La Ministre de la Mobilité et des Transports,

Le Ministre de l'Economie,

Le Ministre de l'Intérieur,

Aux gestionnaires de voirie,

Le règlement général sur la police de la circulation routière (arrêté royal du 1^{er} décembre 1975) vient en date du 18 décembre 2002 (*Moniteur belge* du 25 décembre 2002) de subir certaines modifications et notamment en matière de signalisation portant restrictions d'accès aux véhicules transportant des marchandises dangereuses

Jusqu'à présent, seul existait le signal C24 interdisant les matières explosibles et inflammables.

Le signal avait été retenu en son temps pour répondre à des problèmes ponctuels liés tout particulièrement à la structure de certains ouvrages d'art (tunnels) dans des conditions très spécifiques.

La nouvelle signalisation entre en vigueur le 31 mars 2003 et ce sont désormais trois signaux qui sont consacrés par la réglementation générale.

D'entrée de jeu, il convient de préciser que l'on ne pouvait plus maintenir notre signal C24 non conforme aux Convention de Vienne et Accord de Genève en matière de Signalisation routière.

Par ailleurs, il convenait de retenir de cette réglementation internationale le panel complet des signaux existants aux fins de répondre à des problèmes pointus sur le terrain.

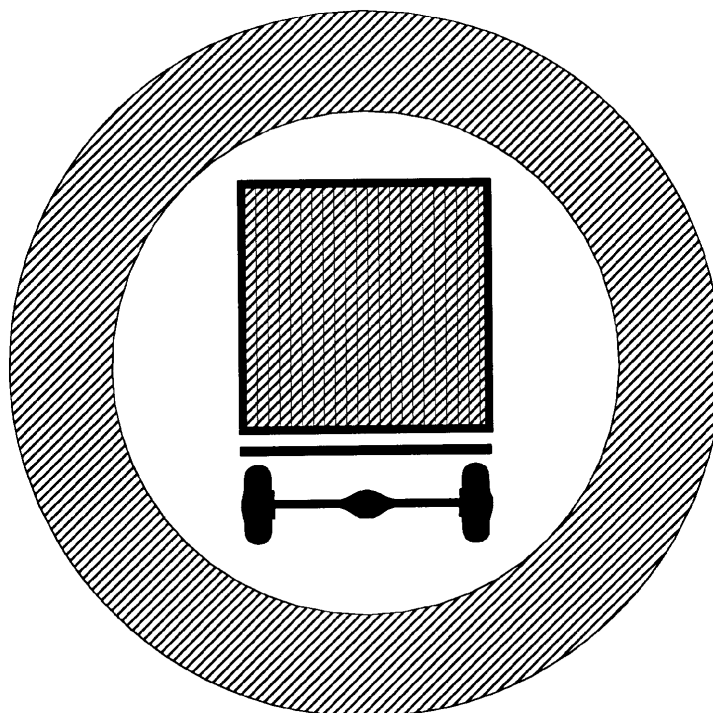
Dès lors, les gestionnaires de voirie disposent de trois signaux portant restrictions soit générale aux produits ADR, soit aux marchandises explosibles ou inflammables, soit aux marchandises dangereuses de nature à polluer les eaux.

Ze worden hierna weergegeven :

Les voici :

C24a

C 24a



Verboden toegang voor bestuurders van voertuigen die de gevaarlijke goederen, bepaald door de voor vervoer van gevaarlijke goederen bevoegde Ministers, vervoeren.

Accès interdit aux conducteurs de véhicules transportant les marchandises dangereuses déterminées par les Ministres compétents en matière de transport des marchandises dangereuses.

C24b

C24b

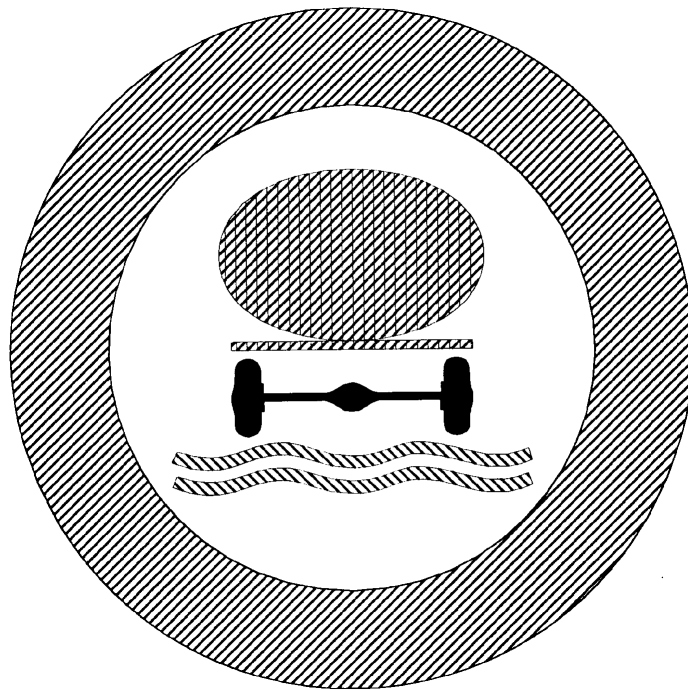


Verboden toegang voor bestuurders van voertuigen die de gevaarlijke ontvlambare of ontplofbare stoffen, bepaald door de voor vervoer van gevaarlijke goederen bevoegde Ministers, vervoeren.

Accès interdit aux conducteurs de véhicules transportant les marchandises dangereuses inflammables ou explosibles déterminées par les Ministres compétents en matière de transport des marchandises dangereuses.

C24c

C24c



Verboden toegang voor bestuurders van voertuigen die de gevaarlijke waterverontreinigende stoffen, bepaald door de voor vervoer van gevaarlijke goederen bevoegde Ministers, vervoeren.

Samengevat :

- het bord C24a heeft betrekking op alle gevaarlijke goederen, bedoeld in het ADR Verdrag;
- het bord C24b heeft enkel betrekking op de ontvlambare of ontplofbare stoffen;
- het bord C24c heeft enkel betrekking op de stoffen die van aard zijn het grondwater te verontreinigen.

Tegelijkertijd bepaalt een ministerieel besluit van 23 december 2002 (*Belgisch Staatsblad* van 28 december 2002) de goederen die nader bedoeld worden door de borden C24b en c, terwijl anderzijds het bord C24a algemeen is.

In bijlage bij deze omzendbrief komen op niet-exhaustieve wijze de klassen van stoffen voor die al dan niet door de nieuwe borden bedoeld zijn.

Overigens zijn zowel de Directie Vervoer gevaarlijke goederen als de diensten, gespecialiseerd voor het vervoer van radioactieve of ontplofbare stoffen (zie nuttige adressen in punt 4 hierna), te uwer beschikking voor alle bijkomende inlichtingen.

Buiten het feit dat de Belgische regelgeving aldus in overeenstemming wordt gebracht met de internationale reglementering, behoort te worden nagegaan wat de doeleinden van die wijzigingen zijn, hun implicaties en de nadere regels van gebruik van deze signalisatie op de openbare weg :

1. Doeleinden.

Het gaat in de allereerste plaats om aanvulling van de verkeersborden, bestemd voor plaatsing door de wegbeheerders.

Al is het allereerste doel de verkeersveiligheid en de veiligheid van de weginfrastructuur, toch treden hier ook de aspecten van milieubescherming en algemene veiligheid op de voorgrond.

De aangereikte instrumenten moeten bedachtzaam en in verhouding met de bestaande risico's gehanteerd worden; deze omzendbrief schenkt er extra aandacht aan.

Er mag dus niet systematisch gebruik worden gemaakt van deze instrumenten.

2. Gevolgen.

Er dient te worden herinnerd aan het feit dat voertuigen die gevaarlijke goederen vervoeren, wanneer zij in doorgaand verkeer zijn, de autosnelwegen moeten volgen, behalve in geval van noodzaak. (Art. 48bis, 1. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer).

Accès interdit aux conducteurs de véhicules transportant les marchandises dangereuses de nature à polluer les eaux déterminées par les Ministres compétents en matière de transport des marchandises dangereuses.

En résumé :

- le C24a vise toutes les marchandises dangereuses visées par l'A.D.R.;
- le C24b ne vise que les marchandises inflammables ou explosibles;
- le C24c ne vise que les marchandises qui sont de nature à polluer les eaux.

Parallèlement un arrêté ministériel du 23 décembre 2002 (*Moniteur belge* du 28 décembre 2002) détermine les matières visées plus particulièrement par les signaux C24b et c, le signal C24a étant quant à lui général.

En annexe à la présente circulaire figurent de manière non exhaustive les familles de produits visés ou non par les nouveaux signaux.

Par ailleurs, tant la Direction des Transports de Marchandises dangereuses que les Services spécialisés pour le transport de matières radioactives ou explosibles (voir adresses utiles au point 4 ci-dessous) sont à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Outre le fait de remettre la réglementation belge en conformité avec les instruments internationaux, il y a lieu de vérifier quels sont à la fois les buts poursuivis par ces modifications, leurs implications et les modalités d'utilisation de cette signalisation sur la voie publique :

1. Des buts poursuivis.

Il s'agit avant tout d'outils complétant le panel des signaux à destination des gestionnaires de voirie.

Si le but premier est avant tout la sécurité de la circulation et de l'infrastructure routières, les aspects environnementaux et ceux liés à la sécurité générale sont évidemment pris en compte.

Il s'agit d'outils à utiliser de manière raisonnée et proportionnée aux risques auxquels il faut faire face; la présente circulaire s'y attachera particulièrement.

En l'occurrence leur usage ne peut être systématique.

2. Des implications.

Pour rappel, les véhicules transportant des marchandises dangereuses lorsqu'ils sont en transit doivent emprunter les autoroutes en priorité sauf en cas de nécessité. (Article 48bis, 1. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière).

Er is natuurlijk een ruim deel dat geen gebruik maakt van het autosnelwegennet, gewoon omdat het instaat voor plaatselijke levering van goederen die als gevaarlijk worden beschouwd (huishoudbrandstof, gas, radioactieve stoffen, enz...)

Dit laatste aspect moet stellig in overweging worden genomen wanneer aan een verbod wordt gedacht.

Het verbod moet ook gemoduleerd worden volgens het type van goederen dat beoogd moet worden :

- ofwel alle gevaarlijke goederen die opgenomen zijn in het ADR Akkoord (bord C24a);
- ofwel de ontvlambare en/of ontplofbare stoffen (bord C24b);
- ofwel de stoffen die het grondwater kunnen verontreinigen (bord C24c).

De verkeersborden C24a, b en c kunnen een zonale draagwijdte krijgen.

De niet-naleving van deze signalisatie is gekwalificeerd als zware overtreding.

3. Nadere regels inzake gebruik.

3.1. Objectieve identificatie van de problemen.

Alvorens een verbodsmaatregel in te voeren behoort een inventaris van de toestand op het grondgebied van de gemeente te worden opgemaakt.

Wanneer men dan te maken heeft met plaatselijke leveringen van gevaarlijke goederen in zones die bijzondere risico's bieden voor verontreinigende, ontplofbare of ontvlambare stoffen, dan is het geen goede oplossing om in maatregelen te voorzien, aangezien die maatregelen meteen afgezwakt moeten worden : om reden van levering moet dan nl. automatisch in plaatselijk verkeer worden voorzien.

Het zijn dus de openbare wegen of zones met objectieve risico's op het gebied van de algemene veiligheid, zowel die van het verkeer als van het milieu, die voor onderzoek in aanmerking komen.

Het kan dus vooral gaan om het volgende :

- kunstwerken (tunnels), wat betreft de ontvlambare of ontplofbare stoffen;
- kritieke zones voor spaarbekkens van water;
- zones die uiterst gevoelig zijn op het ecologisch gebied;
- bepaalde stedelijke zones in de omgeving van industriezones,...

Dit zijn slechts enkele voorbeelden.

Ze zijn echter wel betekenisvol in het kader van een restrictieve - en bijgevolg geloofwaardige - benadering inzake toepassing van de maatregelen.

Elk geval moet nauwkeurig worden onderzocht.

Elk verbod - zelfs al is het beperkt tot doorgaand verkeer, hierdoor ruimte latend voor het plaatselijk verkeer - moet worden onderzocht rekening houdend met (een) realistische alternatieve route(s). Er mag geen probleemverschuiving zijn.

De aanbevolen inventaris houdt in dat een grondig "oorsprong - bestemmingsonderzoek" wordt gedaan want dit is de enige manier om het probleem objectief aan te pakken.

3.2. Specifieke maatregelen voor ontplofbare en radioactieve stoffen.

3.2.1. In functie van de aard en de hoeveelheid springstoffen schrijft de Dienst der Springstoffen in zijn vervoersvergunningen een reisweg voor waarvan niet mag worden afgeweken. De plaatsing van de verkeersborden C24a, C24b en C24c kan hier voor mogelijke problemen zorgen. Dit kan gaan om bijvoorbeeld de bevoorrading van steengroeven met verschillende types springstoffen van de klasse 1 of de bevoorrading van verffabrikanten met bevochtigde nitrocellulose van de klasse 4.1. Het kan ook transitvervoer van deze goederen betreffen.

Alvorens een verbodsmaatregel in te voeren is overleg met Dienst der Springstoffen nodig.

3.2.2. Bij de plaatsing van zowel het bord C24a als C24c is er toch een speciale aandacht nodig voor de nucleaire industrie in België, voornamelijk de regio van Doel (Beveren), Tihange (Hoei) en Mol-Dessel. De plaatsing van deze borden kan grote gevolgen hebben, aangezien de kerncentrales en de in Mol-Dessel gelegen producenten van kernbrandstof afhankelijk zijn van de levering en afvoer van materialen uit de nucleaire brandstofcyclus.

3.3. Toepassing van de maatregelen.

Bij de uitvoering van de maatregelen, al dan niet met zonale signalisatie, moet dus rekening worden gehouden met de werkelijke toestand ter plaatse en in voorkomend geval moet de signalisatie worden aangevuld met een toelating tot gebruik voor « plaatselijk verkeer, » ofwel een beperkende maatregel (plaatselijke bediening, aanwonenden en/of leveranciers).

Il existe bien évidemment une partie non négligeable de ce trafic qui n'empruntera pas le réseau autoroutier parce qu'assurant une distribution locale de produits considérés comme dangereux (fuel ménager, gaz, matières radioactives, etc...)

Ce dernier aspect est à prendre en compte de manière impérative dès lors qu'une interdiction est envisagée.

L'interdiction doit aussi être modulée selon le type de produit à viser :

- soit tous les produits dangereux repris dans l'Accord ADR (signal C24a);
- soit les produits inflammables et/ou explosibles (signal C24b);
- soit les produits susceptibles de polluer les eaux (signal C24c).

La validité zonale peut être conférée aux signaux C24a, b et c.

Le non-respect de cette signalisation est considéré comme une infraction grave.

3. Des modalités d'utilisation.

3.1. Identification objective des problèmes.

Préalablement à l'instauration d'une mesure d'interdiction, il convient de procéder à un inventaire de la situation sur le territoire de la commune.

Dès lors que l'on se trouve en présence d'une distribution locale de produits dangereux dans des zones présentant des risques particuliers pour les produits polluants, explosibles ou inflammables, il est inadéquat de prendre des mesures puisqu'elles devront être automatiquement ponctuées d'autorisation de circulation locale pour des raisons de livraison.

Seront donc à examiner les voies publiques ou les zones présentant des risques objectifs sur le plan de la sécurité générale tant de la circulation que de l'environnement.

En l'occurrence, il peut s'agir notamment :

- d'ouvrages d'art (tunnels) pour les produits inflammables ou explosibles;
- de zones critiques pour la captation d'eau;
- de zones extrêmement sensibles sur le plan écologique;
- de certaines zones urbanisées aux abords de zones industrielles,...

Ce ne sont en l'occurrence que quelques exemples.

Ils sont toutefois représentatifs d'une approche restrictive - et partant crédible - de l'application de ces mesures.

Chaque cas doit faire l'objet d'un examen pointu.

Toute interdiction - même si elle se limite au transit et partant autorise encore la circulation locale - doit être examinée en fonction d'itinéraire(s) alternatif(s) réaliste(s). Il ne s'agit pas de déplacer les problèmes.

L'inventaire préconisé suppose une enquête exhaustive "origine - destination" car il s'agit de la seule manière d'aborder objectivement le problème.

3.2. Mesures particulières aux matières explosibles et radioactives.

3.2.1. En fonction de la nature et de la quantité d'explosifs, le Service des Explosifs prescrit toujours dans ses autorisations de transport un itinéraire dont on ne peut s'écarter. L'installation des panneaux de signalisation C24a, C24b et C24c peut éventuellement causer des problèmes. Par exemple, pour l'approvisionnement des carrières en divers explosifs de la classe 1 ou l'approvisionnement des fabricants de peintures ou encres en nitrocellulose humidifiée de la classe 4.1. Le transport de ces marchandises en transit peut aussi être concerné.

Toute mesure d'interdiction doit être précédée d'une concertation avec le Service des Explosifs

3.2.2. Lors du placement des signaux C24a et C24c une attention particulière est nécessaire pour le secteur nucléaire en Belgique et plus particulièrement les régions de Doel (Beveren), Tihange (Huy) et Mol-Dessel. Le placement de ces signaux peut avoir des conséquences sérieuses étant donné que les centrales nucléaires situées dans ces régions et les fabricants de combustibles nucléaires situés à Mol-Dessel sont dépendant des livraisons et des évacuations des matériaux du cycle de combustible nucléaire.

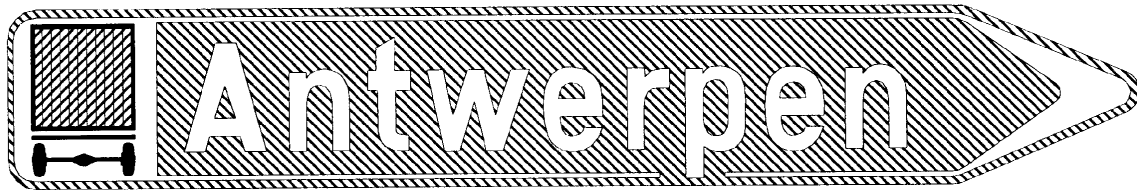
3.3. De l'application des mesures.

La mise en œuvre des mesures arrêtées que ce soit de la signalisation zonale ou non devra donc prendre en compte les réalités du terrain et être complétée le cas échéant par une autorisation pour la "circulation locale" ou une mesure restrictive (desserte locale, riverains et/ou fournisseurs).

In sommige gevallen kan het principe in aanmerking worden genomen van een vermelding "behoudens vergunning", wanneer de invoering ervan realistisch is en deze toch wel zeer restrictieve vermelding gegronnd is.

Het is wenselijk dat de alternatieve route(s) gesignaleerd wordt (worden). De bewegwijzering zou in dat geval worden aangevuld met het symbool van het weerhouden verkeersbord C24.

Voorbeeld :



3.4. Administratieve regeling.

Aangezien het om een signalisatie gaat die een verbod invoert, moet het aanvullend reglement, deugdelijk gemotiveerd, ter goedkeuring worden voorgelegd.

Intussen zal wellicht een wetsontwerp houdende verschillende bepalingen inzake verkeersveiligheid gefinaliseerd zijn waarin de voorgedij over de aanvullende reglementen afgeschaft en vervangen wordt door andere bepalingen, gebeurlijk voorgeschreven door de Gewesten.

Niettemin blijven de hoofdlijnen van deze omzendbrief behouden (1)

Het is wenselijk, alvorens reglementen terzake vast te stellen, overleg te plegen met de beheerder van de gewestwegen en zelfs met andere gemeenten voor wie de genomen maatregel van invloed zou zijn.

3.5. Het is alleszins nodig advies in te winnen bij de Dienst der Springstoffen en het kan ook nuttig zijn, in voorkomend geval de Directie Vervoer Gevaarlijke Goederen en het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle te contacteren.

4. Nuttige adressen.

4.1. Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer

- Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid.

Dienst Verkeersveiligheid.

Wetstraat 155

Blok A -1040 Brussel

Tel : 02-287 44 13 - 02-287 44 06

Fax : 02-287 44 00

E-mail : karel.hofman@mobiliteit.fgov.be

- Directoraat-generaal Vervoer te Land.

Directie Vervoer gevaarlijke goederen.

Wetstraat 155

Blok A - 1040 Brussel

Tel : 02-287 44 93 tot 97

Fax : 02-287 45 10

E-mail : claude.renard@mobiliteit.fgov.be

4.2. Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie

Bestuur Kwaliteit en Veiligheid. - Dienst der Springstoffen.

NGIII - Koning Albert II-laan 16

1000 Brussel

Tel : 02-206 48 02 - 02-206 48 03 - 02-206 49 06

Fax : 02-206 57 51

E-mail. explo@mineco.fgov.be

L'on pourra dans certains cas retenir le principe d'une mention "sauf autorisation" dès lors que son organisation est réaliste et que cette mention très restrictive est fondée.

Il est souhaitable que le ou les itinéraire(s) alternatif(s) soi(en)t balisé(s). La signalisation de direction serait dans ce cas complétée par le symbole du signal C24 retenu.

Exemple :

3.4. Aspects administratifs.

Comme il s'agit d'une signalisation d'interdiction, le règlement complémentaire dûment motivé est à soumettre à l'approbation de tutelle.

Entre-temps, un projet de loi portant diverses modifications en matière de sécurité routière aura peut-être abouti et l'exercice de la tutelle sur les règlements complémentaires sera supprimé et remplacé par d'autres dispositions édictées éventuellement par les Régions.

Toutefois, les lignes directrices de la présente circulaire restent en l'état. (1)

Préalablement à la prise de règlements de l'espèce, il est souhaitable que des concertations aient lieu avec le gestionnaire des voiries régionales ou avec d'autres communes qui seraient impliquées par la mesure prise.

3.5. Il est nécessaire de demander l'avis du Service des Explosifs comme il peut s'avérer utile de prendre contact, le cas échéant, avec la Direction Transport de Marchandises dangereuses et l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

4. Adresses utiles.

4.1. Service public fédéral Mobilité et Transports

- Direction générale Mobilité et Sécurité routière.

Service Sécurité routière.

Rue de la Loi, 155

Bloc A - 1040 Bruxelles

Tél : 02-287 44 13 - 02-287 44 15

Télécopie : 02-287 44 00

E-mail : jacques.casier@mobiliteit.fgov.be

- Direction générale Transport terrestre.

Direction Transports de Marchandises dangereuses.

Rue de la Loi, 155

Bloc A - 1040 Bruxelles

Tél : 02- 287 44 93 à 97

Télécopie : 02-287 45 10

E-mail : claude.renard@mobiliteit.fgov.be

4.2. Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie

Administration de la Qualité et de la Sécurité - Service des Explosifs.

NGIII - Bld du Roi Albert II 16

1000 Bruxelles

Tél : 02-206 48 01 - 02-206 48 05 - 02-206 49 05

Télécopie : 02-206 57 51

E-mail : explo@mineco.fgov.be

4.3. Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle
Ravensteinstraat 36
1000 Brussel
Tel : 02-289 21 81 of 02-289 21 83
Fax : 02-289 21 82
E-mail : info@fanc.fgov.be

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

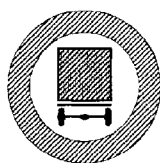
Nota

(1) Wetsontwerp houdende verschillende bepalingen inzake verkeersveiligheid - Kamer van volksvertegenwoordigers - Doc 50 1915/001 van 9 juli 2002.

Bijlage bij de ministeriële omzendbrief van 23 december 2002 betreffende de plaatsing van de verkeersborden die betrekking hebben op verkeersbeperkingen voor vervoer van gevaarlijke goederen (A.D.R.)

1. Niet beperkende lijst van de ondernemingen waarvoor de plaatsing van de verkeersborden C24a gevolgen heeft.

C24 a



Verboden toegang voor alle voertuigen voorzien van oranje schilden en die alle gevaarlijke goederen in colli of tanks vervoeren

Gevolgen :

De plaatsing van het verkeersbord C24 a belet de bevoorrading van :

- opslagplaatsen van brandstoffen : benzine, stookolie en gasolie (fuel), propaan verpakt in tanks, vaten of in flessen;
- tankstations : benzine, stookolie en gasolie (fuel), propaan;
- doe-het-zelf handelszaken en verfwinkels : vernissen, lakken, oplosmiddelen, verdunningsmiddelen en afbijtmiddelen verpakt in colli;
- fabrieken en opslagplaatsen : van ontplofbare stoffen, munitie en vuurwerk;
- fabrieken : van sommige verven, inkten en kunststoffen;
- hospitalen : zuurstof voor patiënten, radioactieve stoffen voor diagnose en voor kankertherapie;
- particulieren : brandstoffen zoals stookolie en gasolie (fuel), propaan verpakt in tanks of in flessen;
- personen die een ademhalingsstoel nodig hebben : zuurstofflessen;
- textielsector, de voedingsnijverheid, de papier- en tabaksector : radioactieve bronnen voor verschillende controles tijdens de productieprocessen;
- onderzoekslaboratoria : gevaarlijke stoffen voor wetenschappelijke analyses;
- kerncentrales : nucleaire brandstof;
- fabrikanten van kernbrandstof : radioactieve stoffen zoals uranium als grondstof voor de fabricatie van kernbrandstof;
- radioactieve bronnen voor mobiele toepassingen zoals : lasnaadcontroles op werven, stabiliteitsonderzoek van de ondergrond tijdens werkzaamheden, niet destructieve analyse van materialen.

4.3. Agence fédérale de Contrôle nucléaire
Rue Ravenstein 36
1000 Bruxelles
Tél : 02-289 21 81 ou 02-289 21 83
Télécopie : 02-289 21 82
E-mail : info@fanc.fgov.be

La Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

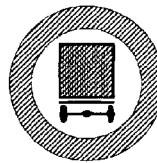
Note

(1) Projet de loi portant diverses dispositions en matière de sécurité routière - Chambre des Représentants - Doc 50 1915/001 du 9 juillet 2002.

Annexe a la circulaire ministérielle du 23 décembre 2002 relative au placement de la signalisation portant restrictions de la circulation du transport des marchandises dangereuses (A.D.R.)

1. Liste non exhaustive d'entreprises concernées par les signaux C24a.

C24 a



Interdiction d'accès à tous les véhicules munis de panneaux orange et transportant toutes les marchandises dangereuses conditionnées en colis ou en citernes

Conséquences :

Le placement du signal C24 a empêche l'approvisionnement :

- des dépôts de carburant : essence, fuel, propane conditionnés en citernes ou en fûts ou en bonbonnes;
- des stations services : essence, fuel, propane;
- des commerces de bricolage et de peintures : vernis, émaux solvants, décapants, diluants conditionnés en colis;
- des fabriques et des dépôts : de substances explosives, de munitions et d'artifices;
- des fabriques : de certains types de peinture, d'encre et de matière plastique;
- des hôpitaux : oxygène pour les patients, substances radioactives pour le diagnostic ou pour la thérapie contre le cancer;
- des particuliers : combustibles tels que fuel, propane conditionnés en citernes ou bouteilles;
- des personnes nécessitant une aide respiratoire : bouteilles d'oxygène;
- des secteurs du textile, de l'alimentation, du papier, du tabac : sources radioactives pour divers contrôles pendant leur production;
- des laboratoires de recherche : substances dangereuses utilisées pour des analyses scientifiques;
- des centrales nucléaires : des combustibles nucléaires;
- des fabricants de combustibles nucléaires : substances radioactives, entre autre de l'uranium, comme matière brute pour la fabrication des combustibles nucléaires;
- des sources radioactives pour des applications mobiles : contrôle des soudures sur les chantiers, analyse de stabilité du sol pendant des travaux, analyse non destructive des matériaux.

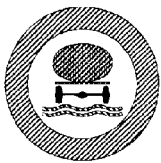
2. Niet beperkende lijst van de ondernemingen waarvoor de plaatsing van de verkeersborden C24b gevolgen heeft.
C24 b



Verboden toegang voor alle voertuigen voorzien van oranje schilden en die ontplofbare goederen verpakt in colli of brandbare goederen verpakt in tanks vervoeren

Gevolgen :

- De plaatsing van het verkeersbord C24 b belet de bevoorrading van :
- opslagplaatsen van brandstoffen : benzine, stookolie en gasolie (fuel), gas verpakt in tanks;
 - tankstations : benzine, stookolie en gasolie (fuel), propaan;
 - fabrieken en opslagplaatsen : van ontplofbare stoffen, munitie en vuurwerk;
 - fabrieken : van sommige verven, inkten en kunststoffen;
 - particulieren : brandstoffen zoals stookolie en gasolie (fuel), propaan verpakt in tanks; maar laat de bevoorrading toe van :
 - opslagplaatsen van brandstoffen : benzine, stookolie en gasolie (fuel), propaan verpakt in vaten of in flessen;
 - doe-het-zelf handelszaken en verfwinkels : vernissen, lakken, oplosmiddelen, verdunningsmiddelen en afbijtmiddelen verpakt in colli;
 - hospitalen : zuurstof voor patiënten;
 - particulieren : brandstoffen zoals stookolie en gasolie (fuel), propaan verpakt in vaten of in flessen
 - personen; die een ademhalingstoestel nodig hebben : zuurstofflessen.
3. Niet beperkende lijst van de ondernemingen waarvoor de plaatsing van de verkeersborden C24c gevolgen heeft.
C24c



Verboden toegang voor alle voertuigen voorzien van oranje schilden, die vloeibare of vaste gevaarlijke goederen verpakt in colli of in tanks vervoeren en die de wateren kunnen verontreinigen

Gevolgen :

- De plaatsing van het verkeersbord C24 c belet bevoorrading van :
- opslagplaatsen van brandstoffen : benzine, stookolie en gasolie (fuel) verpakt in tanks of in vaten;
 - tankstations : benzine, stookolie en gasolie (fuel);
 - doe-het-zelf handelszaken en verfwinkels : vernissen, lakken, oplosmiddelen, verdunningsmiddelen en afbijtmiddelen verpakt in colli;
 - particulieren : stookolie en gasolie (fuel) verpakt in tanks;
 - fabrieken : van sommige verven, inkten en kunststoffen;
 - kerncentrales : nucleaire brandstof;
 - fabrikanten van kernbrandstof : radioactieve stoffen zoals uranium als grondstof voor de fabricatie van kernbrandstof;

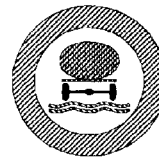
2. Liste non exhaustive d'entreprises concernées par les signaux C24b.
C24 b



Interdiction d'accès à tous les véhicules munis de panneaux orange et transportant des marchandises dangereuses explosibles conditionnées en colis ou inflammables conditionnées en citernes

Conséquences :

- Le placement du signal C24 b empêche l'approvisionnement :
- des dépôts de carburant : essence, fuel, gaz conditionnés en citernes;
 - des stations services : essence, fuel, propane;
 - des fabriques et des dépôts : de substances explosives, de munitions et d'artifices;
 - des fabriques : de certains types de peinture, d'encre et de matière plastique;
 - des particuliers : combustibles tels que fuel, propane conditionnés en citernes; mais autorise l'approvisionnement :
 - des dépôts de carburant : essence, fuel, propane conditionnés en fûts ou en bouteilles;
 - des commerces de bricolage et de peintures : vernis, émaux solvants, décapants, diluants conditionnés en colis;
 - des hôpitaux : oxygène pour les patients;
 - des particuliers : combustibles tel que fuel, propane conditionnés en fûts ou bouteilles;
 - des personnes nécessitant une aide respiratoire : bouteilles d'oxygène.
3. Liste non exhaustive d'entreprises concernées par les signaux C24c.
C24c



Interdiction d'accès à tous les véhicules munis de panneaux orange et transportant des marchandises dangereuses liquides ou solides conditionnées en colis ou en citernes et susceptibles de polluer leseaux

Conséquences :

- Le placement du signal C24 c empêche l'approvisionnement :
- des dépôts de carburant : essence, fuel conditionnés en citernes ou en fûts;
 - des stations services : essence, mazout(fuel);
 - des commerces de bricolage et de peintures : vernis, émaux solvants, décapants, diluants conditionnés en colis;
 - des particuliers : fuel conditionné en citernes;
 - des fabriques : de certains types de peinture, d'encre et de matière plastique;
 - des centrales nucléaires : des combustibles nucléaires;
 - des fabricants de combustibles nucléaires : substances radioactives, entre autre de l'uranium, comme matière brute pour la fabrication des combustibles nucléaires;

maar laat de bevoorrading toe van :

- opslagplaatsen van brandstoffen : alleen propaan verpakt in tanks of in flessen;
- tankstations : alleen propaan;
- handelszaken van vuurwerk verpakt in colli;
- hospitalen : zuurstof voor patiënten, radioactieve stoffen voor diagnose en voor kankertherapie;
- particulieren : alleen brandstoffen zoals propaan verpakt in tanks of in flessen;
- personen die een ademhalingstoestel nodig hebben : zuurstofflessen;
- textielsector, de voedingsnijverheid, de papier en tabakssector : radioactieve bronnen voor verschillende controles tijdens de productieprocessen;
- onderzoekslaboratoria : gevaarlijke stoffen voor wetenschappelijke analyses;
- radioactieve bronnen voor mobiele toepassingen zoals : lasnaadcontroles op werven, stabiliteitsonderzoek van de ondergrond tijdens werkzaamheden, niet destructieve analyse van materialen.

mais autorise l'approvisionnement :

- des dépôts de carburant : uniquement propane conditionné en citernes ou en bouteilles;
- des stations services : uniquement propane;
- des commerces d'artifices conditionnés en colis;
- des hôpitaux : oxygène pour les patients, substances radioactives pour la diagnose ou pour la thérapie contre le cancer;
- des particuliers : combustibles uniquement propane conditionné en citernes ou bouteilles;
- des personnes nécessitant une aide respiratoire : bouteilles d'oxygène;
- des secteurs du textile, de l'alimentation, du papier, du tabac : sources radioactives pour divers contrôles pendant leur production;
- des laboratoires de recherche : substances dangereuses utilisées pour des analyses scientifiques;
- des sources radioactives pour des applications mobiles : contrôle des soudures sur les chantiers, analyse de stabilité du sol pendant des travaux, analyse non destructive des matériaux.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2002/10187]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

- griffier bij het vreedegerecht van het tweede kanton Brugge : 1;
- adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen : 1;
- beambte :
 - bij de griffie van het vreedegerecht van het kanton Zomergem : 1;
 - bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel : 1, vanaf 1 januari 2003.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, worden gericht binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

[2002/10189]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 403 van 21 december 2002, tweede editie, blz. 57842, moet de titel : « Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie » vernietigd worden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2002/10187]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

- greffier à la justice de paix du deuxième canton de Bruges : 1;
- greffier adjoint au tribunal de première instance d'Anvers : 1;
- employé :
 - au greffe de la justice de paix du canton de Zomergem : 1;
 - au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles : 1, à partir du 1^{er} janvier 2003.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. II., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

[2002/10189]

Ordre judiciaire. — Places vacantes. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 403 du 21 décembre 2002, deuxième édition, p. 57842, le titre : « Service public fédéral Personnel et Organisation » doit être considéré comme nul et non avenu.

[2002/10186]

Gerechtelijke Diensten. — Bericht

Bij koninklijk besluit d.d. 10 augustus 2001 werden de afdelingen van de rechtbank van koophandel te Dendermonde nl. Aalst, Dendermonde & Sint-Niklaas, afgeschaft met ingang vanaf 1 januari 2003.

Alle gerechtelijke procedures en administratieve verrichtingen zullen vanaf voormelde datum gelokaliseerd zijn op de zetel van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde.

Tijdens de periode van verhuis - 2 januari 2003 t.e.m. 10 januari 2003 - zal de griffie enkel open zijn voor zéér dringende, gerechtelijke aangelegenheden (neerleggen van besluiten - akte van beroep - e.d.). De terechtzittingen zullen tijdens de gemelde periode evenwel doorgaan m.b.t. de tot 31 december 2002 op rol gestelde zaken.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[2002/03541]

Documentatie verkrijgbaar bij de Administratie van het Kadaster, de Registratie en de Domeinen. — Jaar 2003

De hierna opgesomde publicaties rechtstreeks bekomen worden ofwel op het verkoopkantoor, Masuiplein 13, 1000 Brussel, tel. : 02-201 04 89 (e-mail : AlgemZegelwBrussel.akred@minfin.fed.be) ofwel door voorafgaande storting op postrekening nr. 679-2003428-87 van « Documentatie Kadaster, Registratie en Domeinen », Masuiplein 13, 1000 Brussel.

Het verkoopkantoor is toegankelijk voor het publiek van maandag tot vrijdag van 9 tot 12 uur.

De intekenaars door storting of overschrijving worden verzocht, bij hun betaling, nauwkeurig op te geven of ze het bestelde werk of drukwerk in het Nederlands of in het Frans wensen te ontvangen.

Iedere intekenaar wordt verzocht iedere adreswijziging te laten kennen aan de dienst « Documentatie en drukwerken » en bij ieder bericht of betaling het referentienummer te vermelden.

Bij vertraging in de verdeling of bij het niet-verschijnen van de publicatie, zal noch een verdragingsinterest noch enige vergoeding van welke aard ook, kunnen geëist worden van de Administratie. In voorkomend geval zal enkel de betaalde prijs, zonder enige verhoging, worden terugbetaald.

I. Onderrichtingen van algemeen belang verkocht per abonnement.

Bij wijze van jaarabonnement kan er ingetekend worden op de door de Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen gepubliceerde aanschrijvingen die een tekst of een commentaar bevatten van de wetten en besluiten inzake inkomen, registratie-, successie- en zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen.

De prijs van het abonnement is voor het jaar 2003 vastgesteld op 15 EUR (1).

II. Publicaties verkocht buiten abonnement.

Degenen die over het basiswerk beschikken krijgen bericht bij het verschijnen van een nieuwe bijwerking.

A. Registratie-, successie- en zegelrechten.

1. a) Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten (bijgewerkt 2002) :

werk met map	12,50 EUR
--------------------	-----------
- b) Wetboek der successierechten (bijgewerkt 2001) :

werk met map	12,50 EUR
--------------------	-----------
- c) Wetboek der zegelrechten (bijgewerkt 2002)

werk met map	6,50 EUR
--------------------	----------
2. Internationale overeenkomsten betreffende de heffing van registratie- en successierechten 2,25 EUR
3. Repertorium RJ (beslissingen inzake registratie-, hypotheek-, griffie-, successie- en zegelrechten) (2002) :

werk (9 delen) met mappen : bijgewerkt 4 keer per jaar	151 EUR
--	---------
4. Sector registratie. Tabel der diensten en alfabetische lijst van de gemeenten van het Rijk met vermelding van het kantoor der registratie, van het kantoor der hypotheek en der bijzondere bevoegdheden waar van zij afhangen (bijgewerkt 1998) :

werk met map	27 EUR
--------------------	--------

MINISTERE DES FINANCES

[2002/03541]

Documentation mise en vente par l'administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines. — Année 2003

Les publications citées ci-après peuvent être obtenues soit directement au bureau de vente, place Masui 13, à 1000 Bruxelles, tél. : 02-201 04 89 (e-mail : AtelGenTimbreBruxelles.aced@minfin.fed.be) soit par versement préalable au compte courant postal n° 679-2003428-87 de « Documentation Cadastre, Enregistrement et Domaines, place Masui 13, 1000 Bruxelles ».

Le bureau de vente est accessible au public du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures.

Les souscripteurs par virement ou versement sont priés de préciser, à l'appui de leur paiement, s'ils désirent recevoir le texte français ou le texte néerlandais de l'ouvrage ou de l'imprimé commandé.

Chaque souscripteur est prié de faire connaître tout changement d'adresse au service « Documentation et imprimés » et de mentionner la référence d'inscription lors de chaque communication ou paiement.

En cas de retard de distribution ou de non parution d'une publication, aucun intérêt de retard ni aucune indemnité de quelque nature que ce soit, ne pourront être réclamés à l'administration. Le cas échéant, seul le prix payé, sans aucune autre majoration, pourra faire l'objet d'un remboursement.

I. Informations d'intérêt général vendues par abonnement.

L'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines assure un service d'abonnement annuel aux circulaires contenant des textes légaux et des commentaires en matière de revenu cadastral, de droits d'enregistrement, de succession, de timbre et de taxes assimilées au timbre.

Le coût de l'abonnement est fixé à 15 EUR (1).

II. Publications vendues hors abonnement.

Les détenteurs de l'ouvrage de base sont automatiquement avertis de la parution des mises à jour.

A. Droits d'enregistrement, de succession et de timbre.

1. a) Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (mis à jour 2002) :

ouvrage avec classeur	12,50 EUR
-----------------------------	-----------
- b) Code des droits de succession (mis à jour 2001)

ouvrage avec classeur	12,50 EUR
-----------------------------	-----------
- c) Code des droits de timbre (mis à jour 2002)

ouvrage avec classeur	6,50 EUR
-----------------------------	----------
2. Conventions internationales relatives à la perception des droits d'enregistrement et des droits de succession 2,25 EUR
3. Répertoire RJ (décisions en matière de droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe, de succession et de timbre) (2002) :

ouvrage (9 tomes) avec classeurs : mis à jour 4 fois par an	151 EUR
---	---------
4. Secteur Enregistrement. Tableau des services et liste alphabétique des communes du Royaume, avec indication du bureau de l'enregistrement et du bureau des hypothèques et des attributions spéciales dont elles dépendent (mis à jour 1998) :

ouvrage avec classeur	27 EUR
-----------------------------	--------

B. Met het zegel gelijkgestelde taksen.

Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen en Algemene Verordening (bijgewerkt 2002) :

werk met map 8 EUR

C. Kadaster.

Het Belgisch kadaster en de belasting op het inkomen uit onroerende goederen (2002) :

ingebonden werk 10 EUR

D. Handleidingen.

1. « Cursus van successierechten » (bijgewerkt 2001) :
werk met 2 mappen 53 EUR
2. « Cursus van registratie-, hypotheek- en griffierechten (bijgewerkt 2000) :
werk met 2 mappen 40 EUR
3. « Huwelijksvermogensstelsels » - DC III-5 (1989) :
werk met 2 mappen 38 EUR
4. « Waardebepaling van de voornaamste categorieën van roerende waarden » (1995) :
werk met map 15,50 EUR
5. « Inpandgeving voorrechten en hypotheke » DC III 17-18 (bijgewerkt 2001) :
werk met map 18,50 EUR
6. « Bestuursgoederenrecht » (uitgave 2000) :
werk met map 10 EUR
7. « Cursus van burgerlijk recht en van handelsrecht - De vennootschappen (bijgewerkt 2002) :
werk met 2 mappen 45 EUR

E. Fiscale CD-ROM.

De Administratie van Fiscale Zaken, in samenwerking met de fiscale uitvoeringsadministraties van het Ministerie van Financiën, geeft jaarlijks drie tweetalige bijwerkingen van de CD-Rom uit, welke de vigerende fiscale wetgeving bevatten.

De aankoopprijs van de CODIFISC (3 bijwerkingen) bedraagt 37 EUR en kan als volgt bekomen worden :

1. ter plaatse aan de loketten van het Kantoor voor verkoop van publicaties van het Hoofdbestuur der ondernemings- en inkomensfiscaliteit, Rijksadministratief Centrum, Financietoren, Kruidtuinlaan 50, bus 61, 1010 Brussel (tel. 02-210 38 16 en fax. : 02-210.41 18) tegen betaling in geld of met gewaarborgde cheque (openingsuren : van maandag tot vrijdag van 9 tot 12 uur en van 13 uur tot 15 u. 45 m.);

2. na storting of overschrijving op de postrekening nr. 679-2004098-78 van het Hoofdbestuur der ondernemings- en inkomensfiscaliteit, 1010 Brussel, met de vermelding « Bestelling Codifisc ». Na ontvangst van het bedrag op voormelde postrekening wordt de CD-Rom per post toegestuurd.

Opmerking : voor zendingen naar het buitenland zijn voormelde prijzen te verhogen met de op het ogenblik van de aankoop geldende posttarieven.

Nota

(1) De inschrijving op een jaarabonnement sluit elke mogelijkheid van opzeg en terugbetaling in de loop van het jaar uit.

B. Taxes assimilées au timbre.

Codes des taxes assimilées au timbre et Règlement général (mis à jour 2002) :

ouvrage avec classeur 8 EUR

C. Cadastre.

Le cadastre belge et l'impôt sur le revenu des biens immeubles (2002) :

ouvrage broché 10 EUR

D. Manuels.

1. « Cours de droits de succession » (mis à jour 2001) :
ouvrage avec 2 classeurs 53 EUR
2. « Cours de droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe » (mis à jour 2000) :
ouvrage avec 2 classeurs 40 EUR
3. « Régimes matrimoniaux » - D.C. III 5 (1989) :
ouvrages avec 2 classeurs 38 EUR
4. « Evaluation des principales catégories de valeurs mobilières » (1995) :
ouvrage avec classeur 15,50 EUR
5. « Les sûretés et la loi hypothécaire » - D.C. III 17-18 (mis à jour 2001) :
ouvrage avec classeur 18,50 EUR
6. « Droit administratif des biens » (édité en 2000) :
ouvrage avec classeur 10 EUR
7. « Cours de droit civil et de droit commercial - Les sociétés (mis à jour 2002) :
ouvrage avec 2 classeurs 45 EUR

E. CD-Rom fiscal.

L'Administration des Affaires fiscales édite, en collaboration avec les administrations fiscales de gestion du Ministère des Finances, un CD-Rom fiscal bilingue comprenant la législation fiscale.

Le prix du CODIFISC (3 mises à jour) est fixé à 37 EUR. Il peut être obtenu :

1. soit contre paiement en espèces ou par chèque garanti, aux guichets du Bureau de vente des publications de l'Administration centrale de la fiscalité des entreprises et des revenus, Cité administrative de l'Etat, Tour des Finances, boulevard du Jardin Botanique 50, bte 61, 1010 Bruxelles (tél : 02-210 38 16 et fax. : 02-210 41 18 - heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 9 à 12 heures et 13 heures à 15 h 45 m);

2. soit par virement ou versement au compte courant postal n° 679-2004098-78 de l'Administration centrale de la fiscalité des entreprises et des revenus, 1010 Bruxelles, en mentionnant « commande Codifisc ». Dès réception du montant de la commande au compte courant ci-dessus, celle-ci sera expédiée par la poste.

Remarque : pour les envois à l'étranger, les prix précités seront majorés selon le tarif postal en vigueur au moment de l'achat.

Note

(1) La souscription d'un abonnement annuel exclut toute possibilité de renonciation et de remboursement en cours d'année.

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

Vacatures academisch personeel

Vacature nr. : RG/2002/039.

Faculteit : rechtsgeleerdheid.

Betrekking : zelfstandig academisch personeel.

Intern of extern : extern.

Mandaat : deeltijds docent of gastprofessor (10 %).

Ingangsdatum : 1 oktober 2003.

Duur : 3 academiejaren, hernieuwbaar.

Vakgebied : rechten.

Omschrijving :

Onderwijs : « Major Issues in Private International Law », 26 uur hoorcollege, one year Master in International and Comparative Law (verplicht vak). Enig jaar gediplomeerde in de gespecialiseerde studies in het Internationaal en Europees recht (keuzeopleidingsonderdeel). Onderzoek : in het vakgebied.

Vereisten :

Onverminderd de wettelijke bepalingen wordt het diploma van doctor met proefschrift of van geaggregeerde hoger onderwijs vereist. De faculteit behoudt zich het recht voor de kandidaten, voor zover nodig, een proefles te laten geven.

Contactpersoon : prof. dr. H. Casman, decaan.

Contact telefoon : 02-629 25 43.

Contact e-mail : helene.casman@vub.ac.be.

Naam decaan : prof. dr. H. Casman, decaan.

Inwachtingstermijn : één maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan gedownload worden op het internetadres <http://www.vub.ac.be/DP/AP.html> of bekomen worden op de dienst personeel (tel. 02-629 20 02) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (20026)

Vacature nr. : GF/2002/015.

Faculteit : geneeskunde en farmacie.

Betrekking : ZAP (zelfstandig academisch personeel).

Intern of extern : extern.

Mandaat : 10 %.

Ingangsdatum : academiejaar 2002-2003.

Duur : 30 september 2005.

Vakgebied : farmacie.

Omschrijving :

Onderwijs : GF-FAFY-8451 : Farmaceutische Technologie WPO : 60, 2e jaar apotheker GF-INTG-5823 : Inleiding tot de medische wetenschappen HOC : 30 : Medische terminologie en inleiding tot de farmaceutische wetenschappen, 1e jaar kandidaat in de medische sociale wetenschappen en 2e jaar in de medische sociale wetenschappen, variant B onderzoek op gebied van de dermato-cosmetiek.

Vereisten :

Doctor in de farmaceutische wetenschappen met specialisatie in de farmaceutische technologie.

Contactpersoon : prof. dr. Y. Michotte.

Contact telefoon : 02-477 47 48.

Contact e-mail : ymichot@minf.vub.ac.be

Naam decaan : prof. dr. A. Van Steirteghem.

Inwachtingstermijn : één maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan gedownload worden op het internetadres <http://www.vub.ac.be/DP/AP.html> of bekomen worden op de dienst personeel (tel. 02-629 20 02) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (20027)

Vacature nr. : GF/2002/014.

Faculteit : geneeskunde en farmacie.

Betrekking : ZAP (zelfstandig academisch personeel).

Intern of extern : extern.

Mandaat : 10 %.

Ingangsdatum : academiejaar 2002-2003.

Duur : 30 september 2005.

Vakgebied : farmacie.

Omschrijving :

Onderwijs : GF-FAFY-6381 : Toxicokinetiek en -dynamiek HOC : 20, WPO : 10, 1e jaar GGS Arbeidsgeneeskunde GF-MEKO-93 6 : Toxicology, Ecotoxicology and Risk Assessment (K) HOC : 30 : Toxicology - Postgraduate diploma in Human Ecology Onderzoek op gebied van de moleculaire toxicologie.

Vereisten :

Doctor in de farmaceutische wetenschappen met specialisatie in de moleculaire toxicologie.

Contactpersoon : prof. dr. Y. Michotte.

Contact telefoon : 02-477 47 48.

Contact e-mail : ymichot@minf.vub.ac.be.

Naam decaan : prof. dr. A. Van Steirteghem.

Inwachtingstermijn : één maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan gedownload worden op het internetadres <http://www.vub.ac.be/DP/AP.html> of bekomen worden op de dienst personeel (tel. 02-629 20 02) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (20028)

Vacature nr. : GF/2002/013.

Faculteit : geneeskunde en farmacie.

Betrekking : ZAP (zelfstandig academisch personeel).

Intern of extern : extern.

Mandaat : 20 %.

Ingangsdatum : academiejaar 2002-2003.

Duur : 30 september 2005.

Vakgebied : farmacie.

Omschrijving :

Onderwijs : GF-FABI-5841 : Kwalitatieve en kwantitatieve analytische scheikunde, theorie HOC : 15 : analytische scheikunde GF-FABI-5842 : Kwalitatieve en kwantitatieve analytische scheikunde, practica WPO : 50 : analytische scheikunde. Deze beide delen van de opleidingsonderdelen worden gedoceerd in het 1e jaar apotheker als PGO. GF-FABI-8106 : Farmaceutische technologie HOC : 5 uur : Optimalisatie GF-FASC-10436 : Keuzepakket : Topics uit analyse, technologie en klinisch onderzoek HOC : 15 : Optimalisatie beide OO worden gedoceerd in de GGS industriële farmacie onderzoek : leiding van het onderzoek in de sectie « Scheidingsmethoden » van de vakgroep FABI.

Vereisten :

Doctor in de farmaceutische wetenschappen met specialisatie in de analytische scheikunde.

Contactpersoon : prof. dr. Y. Michotte.

Contact telefoon : 02-477 47 48.

Contact e-mail : ymichot@minf.vub.ac.be.

Naam decaan : prof. dr. A. Van Steirteghem.

Inwachtingstermijn : één maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan gedownload worden op het internetadres <http://www.vub.ac.be/DP/AP.html> of bekomen worden op de dienst personeel (tel. 02-629 20 02) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (20029)

Vacature nr. : GF/2002/012.

Faculteit : geneeskunde en farmacie.

Betrekking : ZAP (zelfstandig academisch personeel).

Intern of extern : extern.

Mandaat : 10 %.

Ingangsdatum : academiejaar 2002-2003.

Duur : 30 september 2005.

Vakgebied : farmacie.

Omschrijving :

Onderwijs : Bijdrage bij het onderwijs in de farmacologie voor de richtingen arts, apotheker en biomedische wetenschappen onderzoek op het gebied van de experimentele neurofarmacologie.

Vereisten :

Doctor in de farmaceutische wetenschappen met specialisatie in de farmacologie.

Contactpersoon : prof. dr. Y. Michotte.

Contact telefoon : 02-477 47 48.

Contact e-mail : ymichot@minf.vub.ac.be.

Naam decaan : prof. dr. A. Van Steirteghem.

Inwachtingstermijn : één maand na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan gedownload worden op het internetadres <http://www.vub.ac.be/DP/AP.html> of bekomen worden op de dienst personeel (tel. 02-629 20 02) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (20030)

Vacature nr. : GF/2002/011.

Faculteit : geneeskunde en farmacie.

Betrekking : AAP.

Intern of extern : extern.

Mandaat : één of meerdere mandaten met een totaal van 30 %.

Ingangsdatum : zo spoedig mogelijk.

Duur : 2 jaar, hernieuwbaar.

Vakgebied : tandheelkunde.

Omschrijving :

Onderwijs : Begeleiding van de studenten bij het onderwijs orthodontie onderzoek : In ditzelfde gebied.

Vereisten :

Diploma licentiaat tandheelkunde, tandarts. Specifieke kennis van orthodontie is een vereiste.

Contactpersoon : de heer B. Vande Vannet.

Contact telefoon : 02-477 49 01.

Contact e-mail : bart.Vande Vannet@gf.vub.ac.be.

Naam decaan : prof. dr. A. Van Steirteghem.

Inwachtingstermijn : veertien dagen na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan gedownload worden op het internetadres <http://www.vub.ac.be/DP/AP.html> of bekomen worden op de dienst personeel (tel. 02-629 20 02) van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel. Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (20031)

UNIVERSITE DE LIEGE

Faculté des sciences

Doctorat en sciences

M. Denis Baurain, licencié en sciences botaniques, présentera le mercredi 15 janvier 2003, à 15 heures, à l'auditoire de l'Institut de Botanique, bâtiment B22 au Sart Tilman, l'examen en vue de l'obtention du grade académique de docteur en sciences.

Cette épreuve consistera en la défense publique d'une dissertation intitulée : « Clonage, caractérisation et étude de la régulation transcriptionnelle du gène Aox1 encodant l'oxydase alternative chez *Chlamydomonas reinhardtii* ». (20032)

Faculté de médecine—
Agrégation de l'enseignement supérieur

M. Eric Lifrange, docteur en médecine, chirurgie et accouchements et docteur en sciences cliniques subira devant la Faculté de médecine, en sa séance publique et solennelle, le vendredi 10 janvier 2003, à 17 h 30 m, la dernière épreuve de l'examen d'agrégé de l'enseignement supérieur.

Cette épreuve, qui aura lieu aux amphithéâtres du C.H.U., auditoire Roskam, consistera en une leçon sur le sujet : « L'impact des stéroïdes sexuels sur le sein normal et pathologique », destinée aux étudiants du troisième cycle. (20033)

Erasmushogeschool Brussel

Externe vacature @/02/ATP/01

Betrekking : Adviseur Informatica - graad A2.

Karakter : Vacante betrekking, vatbaar voor benoeming.

Vereiste diploma's : Houder zijn van een diploma van academisch onderwijs of hoger onderwijs van academisch niveau.

Volume van de opdracht : 100 %

Functie :

Analyse van problemen.

Ontwikkelen van intranet-applicaties.

Netwerkbeheer.

Opzet & beheer van web-, database-, mail-, proxy-, file-, RAS&Authentication-servers in een Microsoft-omgeving.

Profiel :

Informaticus.

Kennis van internet-technologieën : Internet Information Server, HTML, dynamic HTML, Cascaded Style Sheets, Active Server Pages, JavaScript, Java-applets, XML....

Grondige kennis van TCP/IP netwerken.

Database-kennis (zowel ontwikkeling als beheer) : Access 2000, SQL Server en Oracle.

Kennis van enkele programmeertalen (Visual Basic, Java, ASP, C++,...) en Microsoft Office.

Teamplayer.

Ingangsdatum : 1 februari 2003.

Duur : tot de vaste benoeming voor zover deze gebeurt in de loop van 2003 of anders tot 31 december 2003.

Externe vacature @/02/ATP/02

Betrekking : Hoofddeskundige - graad B2.

Karakter : Vacante betrekking, vatbaar voor benoeming.

Vereiste diploma's : Houder zijn van een diploma van hoger onderwijs van korte type.

Volume van de opdracht : 100 %

Functie :

volgt de werkzaamheden binnen de dienst informatica op;

ontwikkeling van databanken & applicaties (MS Access en SQL Server);

verzorgt ondersteuning voor de gebruikers voor Windows & de pakketten Word, Excel, Access, Outlook en Internet Explorer;

beheert de e-mail-adressen : aanmaak, problemen en communicaties hieromtrent;

zorgt voor de uitvoer & opvolging van bestellingen;

beheert de voorraad van gebruiksgoederen;

werkt in team om te komen tot de uitbouw en de bedrijfszekere exploitatie van het netwerk van de Erasmushogeschool Brussel;

onderhoudt goede contacten met andere diensten en departementen.

Profiel :

is creatief;

is resultaatgericht;

werkt in teamverband;

is communicatievaardig;

heeft onderzoeksingesteldheid;

beschikt over een analytisch en synthetisch denkvermogen;

bezit een goede vakkennis in :

ontwikkeling via MS Access en Sql Server;

ontwikkeling en ondersteuning in Office 97 : Word; Excel, Access;

database design en -normalisatie,

Windows NT, Internet, Outlook.

Ingangsdatum : 1 februari 2003.

Duur : tot de vaste benoeming voor zover deze gebeurt in de loop van 2003 of anders tot 31 december 2003.

Externe vacature @/02/ATP/03

Betrekking : 100 % hoofddeskundige, B2, dienst financiën.

Karakter : Vacant - vatbaar voor benoeming.

Vereiste diploma's : Houder zijn van een diploma van hoger onderwijs van één cyclus, richting handel en boekhouden.

Volume van de opdracht : 100 %

Functie :

invoeren van bestanden in de boekhouding en opstellen van gede-centraliseerde dossiers;

afsluiten van boekingsperiodes en opstellen van de jaarrekening;

ondersteuning bij begrotingsopmaak;

ondersteuning bij opstellen en bijwerken van nieuwe en bestaande procedures;

aanmaken van diverse rapporten.

Profiel :

Voor toegang tot het ambt gelden de algemene toelatingsvoorwaarden, zoals vermeld in art. 89 en 90 van het hogescholendecreet van 13 juli 1994;

ervaring met computerboekhouden;

kennis van boekhoudwetgeving;

kennis van de decretale bepalingen met in het bijzonder deze die betrekking hebben op de financiële rapportering;

kunnen werken met Windows en met Microsoft Office;

is creatief;

is resultaatgericht;

kan werken in teamverband;

is communicatievaardig;

beschikt over een analytisch en synthetisch denkvermogen.

Ingangsdatum : 1 februari 2003.

Duur : tot de vaste benoeming voor zover deze gebeurt in de loop van 2003 of anders tot 31 december 2003.

Externe vacature F/02/ATP/01

Betrekking : 100 % hoofddeskundige, B2; begeleiding muziekprojecten.

Karakter : Vacante - vatbaar voor benoeming.

Vereiste diploma's : Houder zijn van een diploma van één cyclus.

Volume van de opdracht : 100 %

Functie :

studenten in projecten indelen;

externe professionele musici werven;

aanwezigheden opvolgen tijdens de repetities.

Profiel :

Zin voor orde en structuur.

Organisatorisch talent.

Actieve kennis van Frans en Engels (vooral mondeling).

Ingangsdatum : 1 februari 2003.

Duur : tot de vaste benoeming voor zover deze gebeurt in de loop van 2003 of anders tot 31 december 2003.

Externe vacature F/02/ATP/02

Betrekking : 50 % deskundige, B1; begeleiding muziekprojecten.

Karakter : niet-vacant - niet vatbaar voor benoeming.

Vereiste diploma's : Houder zijn van een diploma van hoger onderwijs van één cyclus.

Volume van de opdracht : 50 %

Functie :

Administratieve ondersteuning voor de diensten productie, externe communicatie en boekhouding.

Zelfstandig brieven opstellen.

Concertkalenders opstellen.

Contracten maken.

Lay-out van affiches, dossiers en programmaboeken.

Eerste hulp bij computerproblemen.

Onderhoud van databases.

Profiel :

kunnen werken met Windows en met Microsoft Office.

Basiskennis van Frans en Engels.

Ingangsdatum : 1 februari 2003.

Duur : tot de terugkeer van de titularis en uiterlijk tot 31 december 2003.

Kandidaatstelling :

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht een dossier samen te stellen bestaande uit een sollicitatiebrief met curriculum vitae, afschriften van diploma's, attesten tot staving van de pedagogische en/of andere ervaring binnen het vakgebied en attesten van beroepservaring binnen en buiten het onderwijs.

Dit alles dient per aangetekend schrijven verstuurd te worden naar Erasmushogeschool Brussel, t.a.v. de heer Frank Roos, algemeen directeur, Nijverheidskaai 170, 1070 Brussel, en dit tot en met 15 januari 2003, met vermelding van het nummer van de vacature waarvoor men zich kandidaat stelt. Het dossier* kan ook op de hoofdzetel tegen ontvangstbewijs overgemaakt worden aan Mevr. Meeus, medewerker- algemeen directeur.

Voor meer inlichtingen betreffende deze vacatures kunt u terecht bij Mevr. A. Meeus, tel. 02-559 02 68, tijdens de kantooruren).

*Uiteraard geldt dit niet voor de personeelsleden van wie er reeds een volledig dossier aanwezig is op de Centrale Administratie. Betrokkenen dienen dit wel te melden in hun sollicitatiebrief. (20034)

Universiteit Gent

—
Vacatures

(zie <http://aivwww.rug.ac.be/Personneelsdienst/vacatures.html>)
Assisteren academisch personeel

Bij de faculteit diergeneeskunde is volgend mandaat te begeben : het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van één jaar die hernieuwbaar is.

DI09

Een betrekking van deeltijds praktijkassistent (60 %) bij de vakgroep Geneeskunde en klinische biologie van de kleine huisdieren (tel. 09-264 77 00)

Profiel van de kandidaat :

diploma van dierenarts;

bij voorkeur houder zijn van het diploma 'Diplomate of the European College of Veterinary Internal Medicine - Companion Animals' of een daarmee gelijkgesteld diploma;

overige beroepsactiviteiten uitoefenen die bijdragen tot de kwaliteit van het praktijkgebonden onderwijs.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het praktijkgericht onderwijs;

medewerking aan de uitbouw van een afdeling 'Intensieve Zorgen';

begeleiding van interns en residents;

medewerking aan wetenschappelijke klinische studies.

De kandidaturen, met curriculum vitae en een afschrift van het vereiste diploma moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de Directie Personeel en Organisatie van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 10 januari 2002. (20035)

Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)

—
Gemeente Anzegem

Bijzonder plan van aanleg. — Openbaar onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Anzegem maakt bekend dat overeenkomstig de bepalingen van de wet van 18 mei 1999 inzake de organisatie van de ruimtelijke ordening, gewijzigd door latere wetten en decreten en de uitvoering ervan, Het B.P.A. nr. 13 — Anzegem « Sectorale B.P.A. zonevreemde bedrijven 2^e fase » (2^e ontwerp) door de gemeenteraad van Anzegem, voorlopig aangenomen in zitting van 9 december 2002, ter inzage ligt op de dienst grondgebiedzaken — ruimtelijke ordening, elke werkdag tijdens de normale kantooruren vanaf 6 januari 2003 tot en met 6 februari 2003.

Al wie omtrent dit plan bezwaren of opmerkingen heeft, kan deze schriftelijk overmaken aan het college van burgemeester en schepenen, gemeentehuis, Dorp, te 8570 Anzegem, tegen uiterlijk 6 februari 2003, te 12 uur.

Anzegem, 16 december 2002.

(35326)

Aankondigingen – Annonces**VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES****Vermetten Kasseihandel, naamloze vennootschap,
Balendijk 234, 3900 Lommel**

H.R. Hasselt 85352 — BTW 451.061.282

Daar de buitengewone algemene vergadering van 16 december 2002 niet in getal was, worden de aandeelhouders verzocht de tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Crolla, te Lommel, Kerkplein 20-22, op 8 januari 2003, om 14 uur. Deze vergadering zal geldig beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen. Agenda: 1. Kapitaalverhoging met 79,86 euro om het te brengen op 186.000 euro door incorporatie van reserves zonder creatie van nieuwe aandelen. 2. Aanpassing statuten aan nieuwe Wb. Venn. 3. Machtiging tot coördinatie statuten.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten.
(35327) De raad van bestuur.

**Chaussures Jean Delaere, naamloze vennootschap,
Peperstraat 9-11, 9600 Ronse**

H.R. Oudenaarde 22296 — BTW 419.517.575

Een buitengewone algemene vergadering zal gehouden worden ter studie van notaris Philippe Flamant, te Ronse, Karel Vandendoorenstraat 12, op 7 januari 2003, om 9 u 30 m, met volgende agenda:

a) Kapitaalverhoging ad eenendertigduizend dertien euro en éenen-dertig cent (31.013,31 EUR) door incorporatie van beschikbare reserves om het te brengen van dertigduizend negenhonderd zesentachtig euro en negenentwintig cent (30.986,69 EUR) naar tweeënzestigduizend euro (62.000 EUR).

b) Omzetting van het kapitaal in euro.

c) Aanpassing van de statuten aan de meest recente wijzigingen van de vennootschapswetgeving.

d) Coördinatie van de statuten.

e) Coördinatie van de statuten.

Zich richten naar de statuten. (35328)

**Champfleur, société anonyme,
ferme de Grosse 156, 5300 Coutisse**

R.C. Namur 54709 — T.V.A. 429.280.329

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 6 janvier 2003, à 10 heures. — Ordre du jour: 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (35329)

**Progrès-Films, société anonyme,
rue Royale 243, 1210 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 224458 — T.V.A. 402.237.620

N'ayant pas atteint le quorum réunissant la moitié au moins du capital social lors de notre assemblée générale extraordinaire du 16 décembre 2002, MM. les actionnaires sont priés d'assister à une deuxième assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'étude du notaire Dauwe, Paul, située avenue des Paradisiens 24, 1160 Bruxelles, le mercredi 8 janvier 2003, à 14 heures.

Ordre du jour:

1. Changement d'adresse du siège social.
2. Proposition de dissolution de la société.
3. Rapport justificatif du conseil d'administration.
4. Rapport de l'expert-comptable externe.
5. Nomination du liquidateur (détermination de la mission, des pouvoirs et des responsabilités).
6. Approbation des comptes annuels au 16 décembre 2002.
7. Affectation du résultat.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale extraordinaire, les actionnaires doivent être en possession de leur(s) titre(s) le jour de l'assemblée. Tout propriétaire d'actions peut se faire représenter à l'assemblée générale extraordinaire par un fondé de pouvoir spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister. — Titre IV/article 12 des statuts.

Tout actionnaire peut obtenir gratuitement sur la production de son titre, 15 jours au moins avant l'assemblée générale extraordinaire, une copie de ces documents au siège social de la société.

Président du conseil d'administration,
M. Moins, Jacques.

(35330)

Le conseil d'administration.

**Etilux, société anonyme,
rue de l'Espérance 42, 4000 Liège**

R.C. Liège 117466 — T.V.A. 412.681.550

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée du 9 décembre 2002, une seconde assemblée extraordinaire se réunira en l'étude de Me Lambinet, rue du Condroz 36, à 5590 Ciney, le 7 janvier 2003, à 16 h 30 m.

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social sur base du rapport spécial du conseil d'administration.
2. Rapport du conseil d'administration dans le cadre de l'article 633 du Code des sociétés.
3. Augmentation du capital par apport en nature.
4. Rapport spécial du conseil d'administration relatif à cette augmentation de capital et rapport du commissaire. (35331)

**Tissage A. Flamme, société anonyme
rue Roger Salengro 35, 7700 Mouscron**

Tournai 52797 — T.V.A. 401.238.619

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 7 janvier 2002, à 11 heures, au siège de la société à Mouscron, rue Roger Salengro 35, ayant comme ordre du jour:

1. Proposition d'augmenter le capital par incorporation de créances appartenant à un actionnaire.

Prise de connaissance du rapport du commissaire conformément à l'article 602 du Code des sociétés portant sur la description de chaque apport en nature et sur le mode d'évaluation adopté, en rapport avec l'augmentation de capital proposée.

Prise de connaissance du rapport du conseil d'administration conformément à l'article 602 du Code des sociétés portant sur l'intérêt que présente pour la société tant les apports que l'augmentation de capital proposée.

Proposition d'augmentation du capital social à concurrence de quatre cent quarante-six mille cent septante-trois euros septante cents (446.173,70 EUR) pour le porter de cinq cent six mille six cent trente-deux euros (506.632,00 EUR) à neuf cent cinquante deux mille huit cent cinq euros septante cents (952.805,70 EUR), par la création de huit cent nonante-neuf actions nouvelles (899), entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale, et dont la valeur par action a été fixée à quatre cent nonante-six euros et trente cents (496,30 EUR), identiques aux actions existantes, de même nature et offrant les mêmes droits et avantages, participant aux bénéfices prorata temporis, par apport, par

un actionnaire, la société anonyme "Corefi" d'une créance exigible majorée d'intérêts qu'elle possède sur la société "Tissage A. Flamme" pour un montant total d'apport de quatre cent quarante-six mille cent septante trois euros septante cents (446.173,70 EUR).

Proposition de décision : L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre cent quarante-six mille cent septante-trois euros septante cents (446.173,70 EUR) pour le porter de cinq cent six mille six cent trente-deux euros (506.632,00 EUR) à neuf cent cinquante deux mille huit cent cinq euros septante cents (952.805,70 EUR), par la création de huit cent nonante-neuf actions nouvelles (899), entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale, et dont la valeur par action a été fixée à quatre cent nonante-six euros et trente cents (496,30 EUR), identiques aux actions existantes, de même nature et offrant les mêmes droits et avantages, participant aux bénéfices prorata temporis, par apport, par un actionnaire, la société anonyme "Corefi" d'une créance exigible majorée d'intérêts qu'elle possède sur la société "Tissage A. Flamme" pour un montant total d'apport de quatre cent quarante-six mille cent septante-trois euros septante cents (446.173,70 EUR).

2. Sous la condition suspensive de l'augmentation du capital ci-avant, proposition de remplacement du texte de l'alinéa premier de l'article cinq des statuts pour le mettre en concordance avec la décision d'augmentation du capital qui précède, et l'obligation en vertu du code des sociétés de convertir le capital social en Euros, par le texte suivant :

"Article 5. Le capital social est fixé à neuf cent cinquante deux mille huit cent cinq euros septante cents (952.805,70 EUR), représenté par deux mille cinquante et une actions (2 051 actions) ordinaires sans désignation de valeur nominale, dénommées actions A, et quarante quatre actions privilégiées sans droit de vote, dénommées actions B, d'une valeur de trois cent quatre-vingt sept Euros trente-trois cents (387,33 EUR) par action, émises conformément à l'arrêté royal numéro 20 du vingt-trois mars mil neuf cent quatre-vingt-deux, modifié par l'arrêté royal numéro 112 du dix-sept décembre mil neuf cent quatre-vingt-deux."

Proposition de décision : "L'assemblée décide de remplacer l'alinéa premier de l'article cinq des statuts par le texte suivant :

"Article 5. Le capital social est fixé à neuf cent cinquante deux mille huit cent cinq euros septante cents (952.805,70 EUR), représenté par deux mille cinquante et une actions (2 051 actions) ordinaires sans désignation de valeur nominale, dénommées actions A, et quarante quatre actions privilégiées sans droit de vote, dénommées actions B, d'une valeur de trois cent quatre-vingt sept euros trente-trois cents (387,33 EUR) par action, émises conformément à l'arrêté royal numéro 20 du vingt-trois mars mil neuf cent quatre-vingt-deux, modifié par l'arrêté royal numéro 112 du dix-sept décembre mil neuf cent quatre-vingt-deux."

3. Proposition de modifier les articles 7, 15, 20, 27, 31, 33, 37 et 42 des statuts pour les mettre en conformité avec le nouveau Code des sociétés.

4. Pouvoirs.

Proposition de décision : L'assemblée décide d'attribuer au notaire Claude Renson, pour accomplir toutes les formalités conséquentes aux décisions à prendre dont mention ci-avant.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale extraordinaire, les actionnaires propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres 5 jours francs avant la date de l'assemblée, au siège de la société. (35332)

**Société de Commerce, de Participation et d'Investissements,
en abrégé : « Socoparin », société anonyme, à 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 311995

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 16 janvier 2003, à 11 heures, au siège social, rue des Drapiers 31, à Ixelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer à l'article 23 des statuts. (35333)

**Immobilière du Quai aux Briques, société anonyme,
rue de Flandres 75, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 494822 — T.V.A. 431.595.857

Assemblée générale ordinaire le 15 janvier 2003, à 16 heures, au siège social, rue de Flandres 75, à 1000 Bruxelles. — Ordre du jour :
1. Rapport de gestion des administrateurs et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs et commissaire. 5. Démission et nomination statutaires. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (35334)

**Société wallonne de Gestion et de Participation,
en abrégé : « Sogepa », société anonyme,**

Siège social : boulevard d'Avroy 38, à 4000 Liège

R.C. Liège 176951

Convocation à l'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire se tiendra le 30 décembre 2002, à 14 heures, en l'étude de M. le notaire A. Deliège, rue Neuve 6, à 4032 Chênée.

Cette assemblée aura pour ordre du jour :

1. Modification de l'article 31 des statuts en ce qu'il fixera l'exercice social du 1^{er} juillet au 30 juin suivant.

2. Dispositions transitoires en ce que l'exercice social qui a débuté le 1^{er} janvier 2002 sera clôturé au 30 juin 2003.

3. Modification de l'article 26 des statuts en ce que, conformément au point 1 ci-avant, l'assemblée générale statutaire sera dorénavant fixée le troisième vendredi du mois de novembre. (35335)

**Agfa-Gevaert, naamloze vennootschap,
Septestraat 27, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 163653 — BTW 404.021.727

Oproeping tot de buitengewone algemene vergadering

Op 13 januari 2003, om 9 uur, vindt op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, Septestraat 27, te 2640 Mortsel, de buitengewone algemene vergadering van de vennootschap plaats waarop de aandeelhouders worden uitgenodigd.

Aangezien de hieronder vermelde agenda van de buitengewone algemene vergadering enkel wijzigingen aan de statuten van de vennootschap als voorwerp heeft, moet ten minste de helft van het maatschappelijk kapitaal aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Indien de helft van het maatschappelijk kapitaal niet aanwezig of vertegenwoordigd is, zal een tweede buitengewone algemene vergadering worden bijengeroepen met dezelfde agenda als de eerste, die zal gehouden worden op 31 januari 2003. Deze vergadering zal geldig kunnen beslissen over de voorgestelde statutenwijzigingen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen. Wanneer op basis van het aantal neergelegde aandelen vaststaat dat het hierboven vermeld quorum niet bereikt is, zal dit in de pers gepubliceerd worden.

1. De agenda van de buitengewone algemene vergadering luidt als volgt :

Hernieuwing van de machtiging tot inkoop van eigen aandelen vervat in de tweede paragraaf van artikel 14 van de statuten.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit de machtiging tot inkoop van eigen aandelen vervat in de tweede paragraaf van artikel 14 van de statuten te hernieuwen en bijgevolg de datum van "vierentwintig april tweeduizend en een" in de tweede paragraaf van artikel 14 van de statuten te vervangen door "dertien januari tweeduizend en drie".

2. Uitdrukkelijke vermelding in de eerste paragraaf van artikel 15 van de statuten van de aanwezigheid van onafhankelijke bestuurders in de raad van bestuur van de vennootschap.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit op het einde van de eerste paragraaf van artikel 15 van de statuten de volgende zin

toe te voegen : "Ten minste drie leden van de raad van bestuur zijn onafhankelijke bestuurders."

3. Toevoeging van een nieuwe vijfde paragraaf in artikel 15 van de statuten met betrekking tot de benoeming van onafhankelijke bestuurders, met het oog op de aanpassing van de statuten aan de wet van 2 augustus 2002 houdende wijzigingen van het Wetboek van vennootschappen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit de volgende nieuwe vijfde paragraaf in artikel 15 van de statuten toe te voegen : "De onafhankelijke bestuurders vermeld in de eerste paragraaf van dit artikel moeten voldoen aan de criteria vermeld in artikel 524, § 4, Wetboek van vennootschappen en worden benoemd overeenkomstig de procedure bepaald in voormeld artikel. Het benoemingsbesluit maakt melding van de motieven op grond waarvan de hoedanigheid van onafhankelijk bestuurder wordt toegekend."

4. Schrapping van artikelen 18 en 19 van de statuten met betrekking tot tegenstrijdige belangen en vermogensvoordelen voor een belangrijke aandeelhouder, met het oog op de aanpassing van de statuten aan de wet van 2 augustus 2002 houdende wijzigingen van het Wetboek van vennootschappen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit artikelen 18 en 19 van de statuten te schrappen.

5. Wijziging van artikel 21, 2°, van de statuten met betrekking tot comités die de raad van bestuur kan oprichten, met het oog op de aanpassing van de statuten aan de wet van 2 augustus 2002 houdende wijzigingen van het Wetboek van vennootschappen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit artikel 21, 2°, van de statuten te vervangen door de volgende tekst : "De raad van bestuur kan in zijn midden en onder zijn aansprakelijkheid één of meer adviserende comités oprichten zoals onder meer een remuneratiecomité en een auditcomité. De raad bepaalt de samenstelling, de bevoegdheden en de opdrachten van deze comités en regelt de werking ervan."

6. Wijziging van artikel 23 van de statuten met betrekking tot het dagelijks bestuur en instelling van een Directiecomité overeenkomstig artikel 524bis van het Wetboek van vennootschappen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit artikel 23 van de statuten te vervangen door de volgende tekst : "De raad van bestuur kan zijn bestuursbevoegdheden overdragen aan een Directiecomité, zonder dat deze overdracht betrekking kan hebben op het algemeen beleid van de vennootschap of op alle handelingen die op grond van andere bepalingen van de wet aan de raad van bestuur zijn voorbehouden. Wanneer een Directiecomité wordt ingesteld is de raad van bestuur belast met het toezicht op het Directiecomité. Het Directiecomité legt verantwoording af en rapporteert aan de raad van bestuur op elke vergadering van de raad van bestuur. Het Directiecomité bestaat uit ten minste 2 personen, die al dan niet bestuurder zijn. De voorwaarden voor de aanstelling van de leden van het Directiecomité, hun ontslag, hun bezoldiging, de duur van hun opdracht en de werkwijze van het Directiecomité worden bepaald door de raad van bestuur."

7. Wijziging van artikel 22 van de statuten met betrekking tot volmachten, met het oog op de aanpassing van dit artikel aan het gewijzigde artikel 23.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit artikel 22 van de statuten te wijzigen als volgt : "De raad van bestuur en het Directiecomité mogen specifieke bevoegdheden aan één of meer personen van hun keuze toekennen."

8. Toevoeging van een nieuw artikel 23 van de statuten met betrekking tot tegenstrijdige belangen, met het oog op de aanpassing van de statuten aan de wet van 2 augustus 2002 houdende wijzigingen van het Wetboek van vennootschappen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit een nieuw artikel 23 aan de statuten toe te voegen als volgt : "Tegenstrijdig belang. Indien een bestuurder een rechtstreeks of onrechtstreeks belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met een beslissing of verrichting die tot de bevoegdheid behoort van de raad van bestuur, dient hij te handelen en wordt de procedure gevolgd overeenkomstig artikel 523 Wetboek van vennootschappen. Wanneer meerdere bestuurders in deze omstandigheid verkeren, en de vigerende wetgeving hen verbiedt aan de beraadslaging of de stemming dienaangaande deel te nemen, zal dit besluit geldig kunnen genomen worden door de overblijvende bestuurders, zelfs indien deze niet het in artikel 17, 1°, eerste lid van de statuten vereiste quorum vormen voor de beraadslagingen en stemmingen van de raad van bestuur. Indien een lid van het Directiecomité een rechtstreeks of onrechtstreeks belang van

vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met een beslissing of verrichting die tot de bevoegdheid behoort van het Directiecomité, licht het lid de raad van bestuur in. Alleen de raad van bestuur keurt de beslissing of verrichting goed en volgt daartoe in voorkomend geval de procedure omschreven in artikel 523, § 1, Wetboek van vennootschappen."

9. Toevoeging van een nieuw artikel 24 van de statuten met betrekking tot groepsinterne belangenconflicten, met het oog op de aanpassing van de statuten aan de wet van 2 augustus 2002 houdende wijzigingen van het Wetboek van vennootschappen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit een nieuw artikel 24 aan de statuten toe te voegen als volgt : "Groepsinterne belangenconflicten. Op de beslissingen en verrichtingen die verband houden met de in artikel 524 Wetboek van vennootschappen vermelde betrekkingen van de vennootschap met een verbonden vennootschap, met uitzondering van haar dochtervennootschappen, en met de in voormeld artikel vermelde betrekkingen tussen een dochtervennootschap van de vennootschap en een vennootschap die met die dochtervennootschap verbonden is maar geen dochtervennootschap is van die dochtervennootschap, wordt de procedure bepaald in artikel 524 Wetboek van vennootschappen toegepast."

10. Toevoeging van een nieuw artikel 25 van de statuten met betrekking tot rechtspersonen als lid van de raad van bestuur of het Directiecomité, met het oog op de aanpassing van de statuten aan de wet van 2 augustus 2002 houdende wijzigingen van het Wetboek van vennootschappen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit een nieuw artikel 25 aan de statuten toe te voegen als volgt : "Rechtspersonen als lid van de raad van bestuur of het Directiecomité.

Wanneer een rechtspersoon aangewezen wordt tot bestuurder of lid van het Directiecomité, benoemt deze onder zijn vennoten, zaakvoerders, bestuurders of werknemers een vaste vertegenwoordiger die belast wordt met de uitvoering van de opdracht in naam en voor rekening van de rechtspersoon. Deze vertegenwoordiger moet aan dezelfde voorwaarden voldoen en is burgerrechtelijk aansprakelijk en strafrechtelijk verantwoordelijk alsof hij zelf de betrokken opdracht in eigen naam en voor eigen rekening zou volbrengen, onverminderd de hoofdelijke aansprakelijkheid van de rechtspersoon die hij vertegenwoordigt. Deze laatste mag zijn vertegenwoordiger niet ontslaan zonder tegelijk een opvolger te benoemen."

11. Wijziging van de eerste zin van artikel 24 van de statuten met betrekking tot de vertegenwoordiging van de vennootschap, met het oog op de aanpassing van dit artikel aan het gewijzigde artikel 23.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit de eerste zin van artikel 24 van de statuten te wijzigen als volgt : "De vennootschap wordt geldig vertegenwoordigd, in en buiten rechte, met inbegrip van de akten voor dewelke de tussenkomst van een openbaar ambtenaar vereist is, hetzij door twee bestuurders samen optredend, hetzij, binnen het kader van het dagelijks bestuur, door twee leden van het Directiecomité."

12. Vervanging van de verwijzingen in de statuten naar de "commissaris(sen)-revisor(en)" door verwijzingen naar de "commissaris(sen)" met het oog op de aanpassing van de statuten aan het Wetboek van vennootschappen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit de verwijzingen naar de "commissaris(sen)-revisor(en)" in de statuten te vervangen door verwijzingen naar de "commissaris(sen)".

13. Wijziging van de tweede zin van artikel 25 van de statuten met betrekking tot de benoeming van de commissaris van de vennootschap.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit de tweede zin van artikel 25 van de statuten te wijzigen als volgt : "Zij worden benoemd door de algemene vergadering onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren voor een termijn van drie jaar."

14. Toevoeging van een nieuw vijfde en zesde lid in artikel 26 van de statuten met betrekking tot de toelating tot de algemene vergadering, met het oog op de aanpassing van de statuten aan de wet van 2 augustus 2002 houdende wijzigingen van het Wetboek van vennootschappen, en hernummering van het bestaande vierde lid als zevende lid in artikel 26 van de statuten.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit een nieuw vijfde en zesde lid in artikel 26 van de statuten toe te voegen en het bestaande vierde lid te hernummeren als zevende lid in artikel 26 van de statuten, als volgt : "5° In afwijking van hetgeen hierboven bepaald is in 2°, 3° en 4° van dit artikel worden de houders van aandelen toegelaten tot de algemene vergadering en kunnen zij er hun stemrecht uitoefenen indien zij het bewijs leveren dat zij op de vijfde werkdag

voor de algemene vergadering (de "registratiedatum") om 24 uur aandeelhouder zijn, ongeacht het aantal aandelen waarvan zij houder zijn op de dag van de algemene vergadering. Zaterdag worden niet beschouwd als werkdagen voor de toepassing van dit artikel. In een door de raad van bestuur aangewezen register wordt ingeschreven over hoeveel aandelen elke geregistreerde aandeelhouder beschikt op de registratiedatum om 24 uur. Bij de oproeping tot de algemene vergadering wordt de registratiedatum vermeld alsmede de wijze waarop de aandeelhouders zich kunnen laten registreren.

6° De raad van bestuur kan bepalen dat de toelatingsvoorwaarden bepaald in 2°, 3° en 4° van dit artikel niet van toepassing zijn en dat iedere houder van aandelen moet voldoen aan de voorwaarden bepaald in 5° van dit artikel om toegelaten te worden tot de algemene vergadering.

7° Een aanwezigheidslijst, waarop de namen van de aandeelhouders en het aantal van hun aandelen voorkomen, wordt door ieder van hun of door hun lasthebbers ondertekend, voor zij ter vergadering binnenkomen."

15. Wijziging van de eerste paragraaf van artikel 28, 2°, van de statuten met betrekking tot de bijeenroeping van de algemene vergadering van de vennootschap, met het oog op de aanpassing van dit artikel aan het gewijzigde artikel 26 van de statuten en de wet van 2 augustus 2002 houdende wijzigingen van het Wetboek van vennootschappen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit de eerste paragraaf van artikel 28 van de statuten te wijzigen als volgt : "De oproepingen tot de algemene vergadering geschieden door middel van aankondiging van de agenda die eenmaal ten minste vijftien dagen vóór de vergadering of, in voorkomend geval, de registratiedatum vermeld in artikel 28, 5°, van onderhavige statuten opgenomen wordt in het *Belgisch Staatsblad*, en dan tweemaal met een tussentijd van ten minste acht dagen, en de tweede maal ten minste vijftien dagen vóór de vergadering of, in voorkomend geval, de registratiedatum vermeld in artikel 28, 5°, van onderhavige statuten, in een landelijk verspreid blad en in een blad uit de streek waar de vennootschap haar zetel heeft. Ingeval een nieuwe oproeping nodig is en de datum van de tweede vergadering werd vermeld in de eerste oproeping, moet de tweede aankondiging ten minste acht dagen vóór de vergadering of, in voorkomend geval, de registratiedatum vermeld in artikel 28, 5° van onderhavige statuten plaatsvinden."

16. Vaststellen van overgangsbepalingen met betrekking tot de voorgestelde wijzigingen aan de statuten, met het oog op de aanpassing van de statuten aan de inwerkingtreding van de wet van 2 augustus 2002 houdende wijzigingen van het Wetboek van vennootschappen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit de volgende overgangsbepalingen vast te stellen : "Overgangsbepalingen artikel 15, vijfde lid, en artikel 24 van onderhavige statuten zijn voor het eerst van toepassing voor de boekjaren die ingaan na 31 december 2003. De criteria bepaald in artikel 524, § 4, tweede lid, 1°, van het Wetboek van vennootschappen, waarnaar verwezen wordt in artikel 15, vijfde lid, van onderhavige statuten zijn niet van toepassing voor de benoeming van de eerste onafhankelijke bestuurders. Vóór de voormelde datum van inwerkingtreding luidt artikel 24 van onderhavige statuten als volgt : Vermogensvoordeel voor een belangrijke aandeelhouder. Wanneer de raad van bestuur dient te beslissen over een agendapunt dat ertoe aanleiding kan geven dat een rechtstreeks of onrechtstreeks vermogensvoordeel wordt verleend aan een aandeelhouder die een beslissende invloed of een invloed van betekenis uitoefent op de aanwijzing van de bestuurders van de vennootschap, zal de procedure bepaald in de toepasselijke wettelijke voorschriften gevolgd worden."

17. Verlenen van volmacht voor de coördinatie en hernummering van de statuten, alsmede de formaliteiten bij het handelsregister en bij de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering besluit aan [twee leden van de raad van bestuur, met recht van indeplaatsstelling,] een volmacht te verlenen voor de coördinatie en hernummering van de statuten, alsmede de formaliteiten bij het handelsregister en bij de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde.

De houders van aandelen aan toonder die de (eerste) buitengewone algemene vergadering wensen bij te wonen of zich op de zitting wensen te laten vertegenwoordigen, worden verzocht, overeenkomstig artikel 26, 2°, van de statuten, hun aandelen neer te leggen op de voormelde maatschappelijke zetel of bij een kantoor van de BBL bank en dit vanaf 3 januari 2003 tot en met uiterlijk 8 januari 2003.

De houders van aandelen op naam dienen de vennootschap (juridische afdeling) uiterlijk op 8 januari 2003 bij gewone brief in te lichten omtrent hun voornemen de vergaderingen bij te wonen en met hoeveel aandelen zij aan de stemming wensen deel te nemen.

De houders van effecten op rekening dienen eveneens uiterlijk op 8 januari 2003, in een kantoor van de BBL bank of op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, een attest neer te leggen opgesteld door een erkende rekeninghouder of vereffeningsinstelling, dat de onbeschikbaarheid bevestigt van de aandelen tot op datum van de algemene vergadering.

De aandeelhouders die zich wensen te laten vertegenwoordigen, dienen gebruik te maken van de volmacht die door de raad van bestuur, overeenkomstig artikel 28 van de statuten, werd opgesteld en waarvan een exemplaar op de maatschappelijke zetel te verkrijgen is. Op eenvoudig telefonisch verzoek (juridische afdeling) wordt een exemplaar opgestuurd naar de aandeelhouder. Andere volmachten zullen niet aanvaard worden. De volmachten dienen uiterlijk op 9 januari 2003 op de maatschappelijke zetel van de vennootschap (juridische afdeling) gedeponneerd te zijn.

(35336)

De raad van bestuur.

**Afga-Gevaert, société anonyme,
Septestraat 27, 2640 Mortsels**

R.C. Anvers 163653 — T.V.A. 404.021.727

Convocation à l'assemblée générale extraordinaire

Le 13 janvier 2003, à 9 heures, l'assemblée générale extraordinaire de la société, à laquelle sont invités les actionnaires, se tiendra au siège social de la société situé Septestraat 27, à 2640 Mortsels.

Etant donné que l'ordre du jour mentionné ci-après a uniquement pour objet la modification des statuts de la société, la moitié au moins du capital social doit être présente ou représentée. Si la moitié du capital social n'est pas présente ou représentée, une seconde assemblée générale extraordinaire sera convoquée le 31 janvier 2003 avec le même ordre du jour que la première. Cette assemblée pourra décider valablement des modifications des statuts proposées, quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées. Sur la base des actions déposées, s'il est établi que le quorum susmentionné n'est pas atteint, cela sera publié dans la presse.

L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant :

1. Renouvellement du mandat pour l'achat d'actions propres stipulé au paragraphe 2 de l'article 14 des statuts.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide de renouveler le mandat pour l'achat d'actions propres stipulé au paragraphe 2 de l'article 14 des statuts et par conséquent de remplacer la date du "vingt-quatre avril deux mille un" qui figure dans le paragraphe 2 de l'article 14 des statuts par "treize janvier deux mille trois".

2. Mention expresse dans le premier paragraphe de l'article 15 des statuts de la présence d'administrateurs indépendants au conseil d'administration de la société.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide d'ajouter la phrase suivante à la fin du premier paragraphe de l'article 15 des statuts : "Au moins trois membres du conseil d'administration sont des administrateurs indépendants."

3. Ajout d'un cinquième paragraphe à l'article 15 des statuts relatif à la désignation des administrateurs indépendants, afin d'adapter les statuts à la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide d'ajouter le cinquième paragraphe suivant à l'article 15 des statuts : "Les administrateurs indépendants mentionnés au premier paragraphe de cet article doivent satisfaire aux critères définis à l'article 524, § 4, du Code des sociétés et sont désignés conformément à la procédure fixée dans cet article. La décision de désignation mentionnera les motifs sur la base desquels la qualité d'administrateur indépendant a été accordée."

4. Suppression des articles 18 et 19 des statuts relatifs aux intérêts contradictoires et aux avantages patrimoniaux pour un actionnaire important, afin d'adapter les statuts à la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide de supprimer les articles 18 et 19 des statuts.

5. Modification de l'article 21, 2° des statuts relatif aux comités que le conseil d'administration peut constituer, afin d'adapter les statuts à la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide de remplacer l'article 21,

2° des statuts par le texte suivant : "Le conseil d'administration peut constituer, dans son sein et sous sa responsabilité, un ou plusieurs comités consultatifs, notamment un comité chargé de la rémunération et un comité chargé de l'audit. Le conseil détermine la composition, les compétences et les missions de ces comités et en définit le fonctionnement."

6. Modification de l'article 23 des statuts relatif à l'administration quotidienne et instauration d'un comité de direction conformément à l'article 524bis du Code des sociétés.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide de remplacer l'article 23 des statuts par le texte suivant : "Le conseil d'administration peut déléguer ses compétences en matière d'administration à un comité de direction, à l'exception des compétences relatives à la politique générale de la société ou de toutes les opérations qui sont réservées au conseil d'administration en vertu d'autres dispositions de la loi.

Si un comité de direction est instauré, le conseil d'administration est chargé de la surveillance de ce comité de direction. Le comité de direction rend des comptes et fait rapport au conseil d'administration lors de chaque réunion du conseil d'administration.

Le comité de direction se compose d'au moins deux personnes, qui sont des administrateurs ou non. Les conditions pour la désignation des membres du comité de direction, pour leur révocation, leur rémunération, la durée de leur mission et le fonctionnement du comité de direction sont fixées par le conseil d'administration."

7. Modification de l'article 22 des statuts relatif aux mandats, afin d'adapter cet article à l'article 23 modifié.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide de modifier l'article 22 des statuts comme suit : "Le conseil d'administration et le comité de direction peuvent accorder des compétences spécifiques à une ou plusieurs personnes de leur choix."

8. Ajout d'un nouvel article 23 des statuts relatif aux intérêts contradictoires, afin d'adapter les statuts à la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide d'ajouter un nouvel article 23 aux statuts, rédigé comme suit : "intérêt contraire.

Si un administrateur a un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale qui est contraire à une décision ou à un acte qui relève de la compétence du conseil d'administration, il doit agir conformément à l'article 523 du Code des sociétés et la procédure qui y est décrite sera suivie. Si plusieurs administrateurs sont dans ce cas et que la législation en vigueur leur interdit de participer aux débats ou au vote à ce sujet, cette décision pourra être prise valablement par les autres administrateurs, même si ceux-ci ne forment pas le quorum exigé à l'article 17, 1°, alinéa premier des statuts pour les débats et les votes du conseil d'administration.

Si un membre du comité de direction a un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale qui est contraire à une décision ou à un acte qui relève de la compétence du comité de direction, le membre en informe le conseil d'administration. Seul le conseil d'administration approuve la décision ou l'acte et suit le cas échéant la procédure décrite à l'article 523, § 1, du Code des sociétés."

9. Ajout d'un nouvel article 24 des statuts relatif aux conflits internes d'intérêts, afin d'adapter les statuts à la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide d'ajouter un nouvel article 24 aux statuts, rédigé comme suit : "Conflits internes d'intérêt La procédure définie à l'article 524 du Code des sociétés sera suivie pour les décisions et actes concernant les relations

de la société avec une société liée mentionnées à l'article 524 du Code des sociétés, à l'exception de ses filiales, et concernant les relations mentionnées à l'article précité entre une filiale de la société et une société qui est liée à cette filiale mais qui n'est pas une filiale de cette filiale."

10. Ajout d'un nouvel article 25 des statuts relatif aux personnes morales en tant que membres du conseil d'administration ou du comité de direction, afin d'adapter les statuts à la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide d'ajouter un nouvel article 25 aux statuts, rédigé comme suit : "Les personnes morales en tant que membres du conseil d'administration ou du comité de direction.

Si une personne morale est désignée comme administrateur ou membre du comité de direction, elle nommera un représentant permanent parmi ses associés, gérants, administrateurs ou salariés, qui sera chargé de l'exécution de la mission au nom et pour compte de la personne morale. Ce représentant doit satisfaire aux mêmes conditions et il porte la même responsabilité civile et pénale que s'il s'acquittait de sa mission en son nom et pour son propre compte, sous réserve de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Cette dernière ne peut décharger son représentant sans désigner en même temps un successeur."

11. Modification de la première phrase de l'article 24 des statuts relative à la représentation de la société, afin d'adapter cet article à l'article 23 modifié.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide de modifier la première phrase de l'article 24 des statuts comme suit : "La société est valablement représentée, au niveau judiciaire et extrajudiciaire, y compris dans les actes qui exigent l'intervention d'un fonctionnaire public, soit par deux administrateurs agissant conjointement, soit, dans le cadre de l'administration quotidienne, par deux membres du comité de direction."

Remplacement des références faites dans les statuts au(x) "commissaire(s)-réviseur(s)" par des références au(x) "commissaire(s)", afin d'adapter les statuts au Code des sociétés.

12. Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide de remplacer les références au(x) "commissaire(s)-réviseur(s)" dans les statuts par des références au(x) "commissaire(s)".

13. Modification de la deuxième phrase de l'article 25 des statuts relative à la désignation du commissaire de la société.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide de modifier la deuxième phrase de l'article 25 des statuts comme suit : "Ils sont désignés par l'assemblée générale parmi les membres de l'institut des réviseurs d'entreprises pour un délai de trois ans."

14. Ajout d'un cinquième et sixième alinéa à l'article 26 des statuts relatifs à l'admission à l'assemblée générale, afin d'adapter les statuts à la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés, et nouvelle numérotation du quatrième alinéa actuel en septième alinéa de l'article 26 des statuts.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide d'ajouter un cinquième et sixième alinéa à l'article 26 des statuts et de changer la numérotation du quatrième alinéa actuel en septième alinéa de l'article 26 des statuts, comme suit :

"5° Contrairement à ce qui est stipulé ci-dessus aux alinéas 2°, 3° et 4° du présent article, les actionnaires sont admis à l'assemblée générale et peuvent exercer leur droit de vote s'ils prouvent qu'ils sont actionnaires le cinquième jour ouvrable avant l'assemblée générale à minuit (la "date d'enregistrement"), quel que soit le nombre d'actions dont ils sont porteurs le jour de l'assemblée générale. Les samedis ne sont pas considérés comme jours ouvrables pour l'application du présent article.

Le nombre d'actions dont dispose chaque actionnaire à la date d'enregistrement à minuit sera inscrit dans un registre désigné par le conseil d'administration.

La date d'enregistrement sera mentionnée dans la convocation à l'assemblée générale, ainsi que la façon dont les actionnaires peuvent se faire enregistrer.

6° Le conseil d'administration peut décider que les conditions d'admission fixées aux alinéas 2°, 3° et 4° du présent article ne sont pas applicables et que chaque actionnaire doit satisfaire aux conclusions stipulées à l'alinéa 5° du présent article pour être admis à l'assemblée générale.

7° Une liste des présences, sur laquelle figurera le nom des actionnaires et le nombre de leurs actions, sera signée par chacun de leurs ou par leur mandataire(s) avant d'entrer à l'assemblée."

Modification du premier paragraphe de l'article 28, 2°, des statuts relatif à la convocation de l'assemblée générale de la société, afin d'adapter cet article à l'article 26 modifié des statuts et à la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés.

15. Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide de modifier le premier paragraphe de l'article 28 des statuts comme suit : "Les convocations à l'assemblée générale se font par l'annonce de l'ordre du jour qui est publiée une fois au *Moniteur belge* au moins quinze jours avant l'assemblée ou, le cas échéant, la date d'enregistrement mentionnée à l'article 28, 5°, des présents statuts, puis deux fois à un intervalle d'au moins huit jours et la deuxième fois au moins quinze jours avant l'assemblée ou, le cas échéant, la date d'enregistrement mentionnée à l'article 28, 5°, des présents statuts, dans un journal diffusé au niveau national et dans un journal de la région où la société a son siège. Au cas où une nouvelle convocation serait nécessaire et que la date de la seconde assemblée était mentionnée dans la première convocation, la seconde annonce doit avoir lieu au moins huit jours avant l'assemblée ou, le cas échéant, la date d'enregistrement mentionnée à l'article 28, 5° des présents statuts."

16. Fixation de dispositions transitoires relatives aux modifications proposées des statuts, afin d'adapter les statuts à l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide de fixer les dispositions transitoires suivantes : "Dispositions transitoires

L'article 15, alinéa 5 et l'article 24 des présents statuts s'appliqueront pour la première fois aux exercices qui commenceront après le 31 décembre 2003. Les critères définis à l'article 524, § 4, alinéa 2, 1°, du Code des sociétés, auquel il est fait référence dans l'article 15, alinéa 5 des présents statuts ne s'appliquent pas à la désignation des premiers administrateurs indépendants. Avant la date susmentionnée d'entrée en vigueur, l'article 24 des présents statuts est rédigé comme suit : **Avantage patrimonial pour un actionnaire important.** Lorsque le conseil d'administration doit prendre une décision sur un point de l'ordre du jour qui peut avoir effet d'octroyer un avantage patrimonial direct ou indirect à un actionnaire qui a une influence décisive ou une influence significative sur la désignation des administrateurs de la société, la procédure définie dans les prescriptions légales applicables sera suivie."

17. Octroi de mandat pour la coordination et la nouvelle numérotation des statuts, ainsi que pour les formalités auprès du registre du commerce et auprès de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée.

Proposition soumise à la décision : l'assemblée générale décide d'octroyer un mandat à [deux membres du conseil d'administration, avec droit de subrogation] pour la coordination et la nouvelle numérotation des statuts, ainsi que pour les formalités à effectuer auprès du registre du commerce et auprès de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les titulaires d'actions au porteur qui souhaitent assister à la (première) assemblée générale extraordinaire ou se faire représenter à cette réunion sont priés, conformément à l'article 26, 2°, des statuts, de déposer leurs actions au siège social susmentionné ou dans un bureau de la banque BBL, et ceci du 3 janvier 2003 au 8 janvier 2003.

Les titulaires d'actions nominatives doivent informer la société (service juridique) pour le 8 janvier 2003 au plus tard par lettre ordinaire de leur intention d'assister aux assemblées et le nombre d'actions avec lequel ils souhaitent participer au vote.

Les titulaires de titres sur compte doivent également déposer pour le 8 janvier 2003 au plus tard dans un bureau de la banque BBL ou au siège social susmentionné une attestation établie par un titulaire de compte agréé ou par un établissement de règlement qui confirme l'indisponibilité des actions jusqu'à la date de l'assemblée générale.

Les actionnaires qui souhaitent se faire représenter doivent utiliser le mandat qui a été établi par le Conseil d'administration, conformément à l'article 28 des statuts, et dont un exemplaire est disponible au siège social. Sur simple demande téléphonique (service juridique), un exemplaire sera envoyé à l'actionnaire. Aucun autre mandat ne sera accepté. Les mandats doivent être déposés au siège social (service juridique) de la société au plus tard le 9 janvier 2003.
(35337) Le conseil d'administration.

**ABL Top-Projects, naamloze vennootschap,
Joos de ter Beerstlaan 70, 8740 Pittem**

H.R. Brugge 71334 — BTW 439.844.817

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 11.01.2003 om 17 uur. AGENDA : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30.09.2002. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (94752)

**Bedrijvenpark T.A.E., naamloze vennootschap,
Doornikse Heirweg 156, 9700 Oudenaarde**

BTW 448.228.783

Jaarvergadering op 10.01.2003 om 17.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30.06.2002. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (94753)

**Bonte, naamloze vennootschap,
Zeswegenstraat 84, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 95337 — BTW 418.755.334

Jaarvergadering op 09.01.2003 om 15.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30.09.2002. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Herbenoeming van bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (94754)

**Braboikos, naamloze vennootschap,
Zwijnaardsesteenweg 21C, 9000 Gent**

H.R. Gent 169032 — BTW 449.865.610

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 10.01.2003 om 17 uur. AGENDA : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31.07.2002. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (94755)

**Canadian Construction System, naamloze vennootschap,
Zonnebeekseweg 88, 8900 Ieper**

H.R. Ieper 30348 — BTW 419.207.274

Jaarvergadering op 11.01.2003 om 14 uur, in de zetel. — Agenda : Verslagen raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31.07.2002 en aanwending resultaat. Kwijting bestuurders. Herbenoeming bestuurders. Bezoldigingen bestuurders. Aandelen te deponeren in de zetel van de vennootschap. (94756)

**Catalpa, naamloze vennootschap,
De Vlasvink 5, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 122845

De aandeelhouders worden in jaarvergadering bijeengeroepen op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 11.01.2003 om 11 uur. — Agenda : 1. Verslaggeving door het bestuursorgaan. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 30.09.2002. 3. Bezoldigingen bestuurders. 4. Resultaatbestemming. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoeming bestuurders. 7. Rondvraag. Om geldig aanwezig of vertegenwoordigd te zijn dienen de wettelijke en statutaire bepalingen nageleefd te worden. Neerlegging van de aandelen geschiedt op de maatschappelijke zetel. (94757) De raad van bestuur.

**Covent, naamloze vennootschap,
Bierbeekstraat 56, 3052 Blanden**

H.R. Leuven 106550 — NN 449.906.190

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op zaterdag 11.01.2003 om 15 uur. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30.09.2002. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (94758)

**Dehan, naamloze vennootschap,
Hazewindstraat 9, 8600 Diksmuide**

H.R. Veurne 34147 — BTW 449.052.887

Jaarvergadering op 11.01.2003 om 11 uur, op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30.09.2002. 2. Kwijting aan de bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (94759)

**Demaran, naamloze vennootschap,
Hoogstraat 39, 2830 Willebroek**

H.R. Mechelen 69725 — BTW 442.794.310

De jaarvergadering zal worden gehouden op 10.01.2003 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31.07.2002. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan bestuurders; 5. Ontslag en benoeming bestuurders; 6. Diversen. (94760)

**Elvama, naamloze vennootschap,
Slypsstraat 4, 8880 Ledegem**

H.R. Kortrijk 119875 — BTW 438.490.181

Jaarvergadering op 11.01.2003 om 11.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30.09.2002. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (94761)

**Emverma, naamloze vennootschap,
Gentsestraat 110, 8890 Moorslede**

H.R. Ieper 32591 — BTW 439.100.687

Jaarvergadering op 11.01.2003 om 11.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30.09.2002. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (94762)

**Etablissements Kempeneer J., naamloze vennootschap,
Ninoofsesteenweg 657, 1701 Dilbeek**

H.R. Brussel 477202 — BTW 428.344.971

Jaarvergadering op 10.01.2003 om 15.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaar- en resultatenrekening per 31.10.2002. 2. Bespreking aanwending resultaat. 3. Kwijting bestuurders voor hun mandaat. 4. Ontslag, benoemingen bestuurders. 5. Varia. (94763)

**Fabim, naamloze vennootschap,
Posteernestraat 15, 9000 Gent**

H.R. Gent 158568 — NN 441.010.005

Jaarvergadering op 10.01.2003 om 11 uur, op de zetel. — Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31.08.2002. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Varia. Zie statuten. (94764)

**Garage Geldhof, naamloze vennootschap,
Hoogstraat 53, 9940 Evergem**

H.R. Gent 133076 — BTW 423.034.717

Jaarvergadering op 11.01.2003 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30.09.2002. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (94765)

**Gebico, naamloze vennootschap,
Schouwburgplein 12, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 131793 — BTW 451.925.968

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 11.01.2003 om 18 uur, ten zetel.

AGENDA : 1. Verslag Raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2002. 3. Bestemming resultaat. 4. Decharge bestuurders. 5. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (94766)

**Imma, naamloze vennootschap,
Oude Molenstraat 141, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 60274 — BTW 434.763.403

Oproeping aan de aandeelhouders tot de buitengewone algemene vergadering van de naamloze vennootschap Imma, op 08.01.2003 om 14 uur, op het kantoor van notaris De Graef, te 2400 Mol, Collegestraat 55.

De agenda heeft de volgende punten :

1. Wijziging van de zetel. 2. Wijziging van artikel 19 - externe vertegenwoordiging. 3. Ontslag - Decharge - Benoeming bestuurders. 4. Goedkeuring van de volledig herwerkte tekst van de statuten om deze in overeenstemming te brengen met de thans vigerende vennootschapswetgeving en met de voorgaande wijzigingen. (94767)

**Manège Ter Holst, naamloze vennootschap,
Ter Holst, 47, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 464062 — BTW 426.284.514

De aandeelhouders worden verzocht deel te nemen aan de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders die plaats zal vinden ten kantore van notaris Olivier Timmermans, te Sint-Agatha-Berchem, Josse Goffinlaan 16, op 9 januari 2003, om 11 uur.

De vergadering heeft tot agenda :

1. Wijziging van de naam van de vennootschap tot « TER HOLST PAARDENHOUDERIJ », in de Franse taal « ECURIE DE TER HOLST ».

2. Verplaatsing van de maatschappelijke zetel naar Sint-Lambrechts-Woluwe (1200 Brussel), Vergotesquare, 19.

3. Wijziging van het maatschappelijk doel :

Bijzonder verslag van de raad van bestuur ter rechtvaardiging van de voorgestelde wijziging van het maatschappelijk doel. In bijlage van dit verslag blijft een toestand van de activa en de passiva van de vennootschap op 31 oktober 2002 eraan gehecht.

Het voorstel tot wijziging van het maatschappelijk doel luidt als volgt : afschaffing van de volgende drie alinea's :

« — de uitbating van een rijschool;

— de aankoop, de verkoop, de verhuring, de uitvoer en de invoer van paarden, het materiaal en de nodige uitrusting voor de gezegde uitbating;

— de uitbating van restaurants, snack-bars, cafés-brouwerijen en private clubs,

en vervanging van de afgeschafte alinea's door de volgende twee alinea's :

— het houden, fokken, opleiden en verhandelen van paarden;

— het uitbaten van stallingen en aanhorigheden die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van bovenvermelde activiteit. »

4. Goedkeuring van nieuwe, aan de hierboven vermelde wijzigingen en aan het Wetboek van vennootschappen aangepaste statuten, zowel in de franse als in de Nederlandse taal.

5. Benoeming van een bestuurder.

6. Volmachten. (94768)

**Medisch Administratief Centrum (M.A.C.), naamloze vennootschap,
E. Vlietinckstraat 20b, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 49538 — BTW 449.634.689

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op zaterdag 11.01.2003 om 14 uur. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30.09.2002. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan de bestuurders 4. Ontslag en benoemingen. 5. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (94769)

**Minerva, naamloze vennootschap,
Koerselsesteenweg 33, 3580 Beringen**

H.R. Hasselt 68446 — BTW 431.580.714

De aandeelhouders worden uitgenodigd op een buitengewone algemene vergadering op 09.01.2003 om 9.30 uur, ten overstaan van notaris Philip Goossens, met standplaats te Opglabbeek, weg naar Zwartberg 24, om te beraadslagen over de hierna volgende agenda :

1. Aanpassing postnummer stad Beringen in artikel 2 der statuten.

2. Omzetting van het kapitaal in 334.656,25 euro.

3. Kapitaalverhoging ten belope van 343,75 euro, door incorporatie van beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

4. Afschaffing van de mogelijkheid voorzien in het artikel 5 der statuten m.b.t. het toegestaan kapitaal en aanpassing van de artikelen 5 en 10 der statuten.

5. Aanpassing van de tekst van de statuten aan de wetswijzigingen van 13 april 1995.

6. Wijziging artikel 20 der statuten in geval van belangenconflict.

7. Aanpassing van de statuten aan de tekst van het nieuwe Wetboek van Vennootschappen.

8. Ontslag als bestuurders aangeboden door de heer VANROY, Franky, wonende te 3580 Beringen, Lummenseweg 2, en door Mevr. BRUYNINX Christel, wonende te 3580 Beringen, Lummenseweg 2.

9. Kwijting mandaten der bestuurders en verlenging van hun mandaten, met uitzondering van de mandaten van de heer Vanroy Franky en van mevrouw Bruyninx Christel, tot na de sluiting van de jaarvergadering in 2007.

10. Benoeming van mevrouw DEKENS, Lutgarde, wonende te 3720 Kortesseem, Kerselarestraat nummer 54 als bestuurder tot na de sluiting van de jaarvergadering in 2007.

11. Opdracht aan de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten.

12. Opdracht aan notaris Philip Goossens tot coördinatie van de statuten. (94770)

**Nolf Grafiek, naamloze vennootschap,
Plataanlaan 6 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 125956

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op 11.01.2003 om 10 uur, op de zetel van de vennootschap. — Dagorde : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening per 30.09.2002 3. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. (94771)

**PAS, naamloze vennootschap,
President Kennedypark 16, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 128998 — BTW 449.615.289

Aangezien de eerste vergadering niet in getal was, worden de aandeelhouders en de bestuurders verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel te Kortrijk, President Kennedypark 16, op vrijdag 10.01.2003, om 11 uur, met als agenda :

1. Kapitaalverhoging met dertigduizend vijfhonderd dertien euro éénendertig eurocent (30.513,31 EUR) om het kapitaal te brengen van dertigduizend negenhonderd zesentachtig euro negenezestig eurocent (30.986,69 EUR) op eenenzestigduizend vijfhonderd euro (61.500,00 EUR) door incorporatie uit de beschikbare reserves, zonder nieuwe aandelen te creëren.

2. Vaststelling van de kapitaal verhoging hiervoor.

3. Voorstel door de vergadering tot (her)formulering van de modaliteiten van uitoefening van het voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in speciën, van de bijeenkomsten, samenstelling, bevoegdheid en werking van de raad van bestuur, van de modaliteiten van benoeming en bezoldiging van bestuurders en commissarissen, van bijeenkomsten en werking van de algemene vergadering, van de toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering, van de winstverdeling en de aflossing van het kapitaal, dit alles zoals bepaald in het zesde besluit hierna.

4. Voorstel tot het aannemen van volledig nieuwe statuten, dit in overeenstemming met de voorgaande besluiten en de statuten te actualiseren ingevolge het nieuwe wetboek van vennootschappen, met onder meer verwijdering van alle verwijzingen in de statuten naar de vennootschappenwet.

5. Machtiging aan de raad van bestuur om alle genomen besluiten uit te voeren, opdracht aan de notaris tot het opmaken van de coördinatie van de statuten. (94772)

**Pype Interieur, naamloze vennootschap,
Waterpoortstraat, 8900 Ieper**

H.R. Ieper 30834 — BTW 429.590.828

Jaarvergadering op 11.01.2003 om 11 uur, in de zetel. — Agenda : Verslagen raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31.07.2002 en aanwending resultaat. Kwijting bestuurders. Herbenoeming bestuurders. Bezoldigingen bestuurders. Aandelen te deponeren in de zetel van de vennootschap. (94773)

**"Summa", naamloze vennootschap,
Frankrijklei 119, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 346712 — BTW 452.285.759

De aandeelhouders van de naamloze vennootschap SUMMA worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 08.01.2003 om 15.00 uur, te 1000 Brussel, Lloyd Georgelaan 11, voor het ambt van notaris Carl Ockerman, Geassocieerd notaris, vennoot van de burgerlijke vennootschap met vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "Berquin, Ockerman, Deckers, Spruyt & van der Vorst, geassocieerde notarissen", met zetel te 1000 Brussel, Lloyd Georgelaan 11, met volgende dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur houdende voorstel tot uitbreiding van het maatschappelijk doel van de vennootschap waarbij een omstandige verantwoording van de voorgestelde wijziging wordt gegeven, in uitvoering van artikel 559 van het Wetboek van vennootschappen. Bij dit verslag is een staat van activa en passiva van de vennootschap die niet ouder is dan drie maand.
2. Uitbreiding van het maatschappelijk doel en aanpassing van het overeenkomstig artikel van de statuten.
3. Aanpassing van de statuten aan de huidige wetgeving.
4. Ontslag en benoeming bestuurders.
5. Volmacht tot wijziging van de inschrijving in het handelsregister en bij de — BTW .
6. Diversen. (94774)

**Valtho, naamloze vennootschap,
Alice Nahonsstraat 19, 2580 Putte**

H.R. Mechelen 71189 — NN 446.090.825

Hierbij wordt U vriendelijk verzocht om de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal plaatsvinden te maatschappelijke zetel, 10.01.2003 om 20.00 uur, om over de volgende agenda te beraadslagen. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders en boekhouder. 4. Ontslagen en benoemingen vna bestuurders. 5. Toepassing van artikel 633 van het Wetboek van vennootschappen (alarm-procedure). 6. Allerlei. In overeenstemming met artikel 32 van de statuten worden de aandeelhouders, die de vergadering wensen bij te wonen verzocht hun aandelen aan toonder neer te leggen bij de maatschappelijke zetel en dit ten laatste op 5 januari 2003. (94775)

Voor de vennootschap.

**Vereno, naamloze vennootschap,
Hoge Barrièrestraat 10, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 130010 — BTW 450.415.342

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering van de vennootschap die zal doorgaan op 9 januari 2003 om 11.00 uur, op kantoor van notaris Peter Verstraete aan de Sint-Amandsstraat 129 te 8800 Roeselare, met volgende agenda :

1. Wijziging van artikel 5 van de statuten, onder meer de afschaffing van één aandeel zonder vermindering van het kapitaal.
2. Wijziging van artikel 7 van de statuten, onder meer de invoeging van een overdrachtsbeperking van de aandelen.
3. Wijziging van de statuten van de vennootschap inzake de stortingsplicht van niet-volgestorte aandelen, de ondeelbaarheid van effecten, zegellegging.
4. Wijziging van artikel 9 van de statuten, onder meer de mogelijkheid om slechts 2 bestuurders aan te stellen.
5. Wijziging van artikel 10 inzake de bijeenkomsten en de beraadslaging van de raad van bestuur.
6. Wijziging van artikel 12 inzake bevoegdheden, handtekeningen, vertegenwoordiging en dagelijks bestuur.

7. Aanpassing van de artikelen 24 en 25 van de statuten aan de nieuwe wetgeving inzake ontbinding en vereffening.

8. Wijziging inzake de oproeping, het stemrecht en de besluitvorming van de algemene vergadering.

9. Aanpassing van de volledige statuten aan de reparatiewet van 13 april 1995, aan het nieuwe wetboek van vennootschappen en aan de wet van 2 augustus 2002 houdende wijziging van het wetboek van vennootschappen, onder meer invoeging mogelijkheid tot aanstelling directiecomité; en bij deze gelegenheid de omwerking, de herformulering, de hernummering, de aanpassing van de statuten aan de vigerende terminologie, de omzetting van bedragen in euro, de doorvoering van bepaalde aanvullingen en/of vereenvoudigingen, zonder evenwel te raken aan de essentiële bepalingen van de statuten.

10. Coördinatie van de statuten.

11. Toekenning van volmacht voor de nodige aanpassingen bij het handelsregister en de bevoegde — BTW diensten.

12. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de bepalingen van de statuten. (94776)

De raad van bestuur.

**Wimac, naamloze vennootschap,
Gentsestraat 110, 8890 Moorslede**

H.R. Ieper 32592 — BTW 439.102.667

Jaarvergadering op 11.01.2003 om 11.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30.09.2002. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (94777)

**Wolf Luc, naamloze vennootschap,
Burg. Potiaulaan 2, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 46156 — NN 444.814.878

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal plaatshebben op maandag 11.01.2003 om 17 uur, ten maatschappelijke zetel. AGENDA : Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30.06.2002. Bestemming van het resultaat. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. Rondvraag. (94778)

**Wymo, naamloze vennootschap,
Beitemstraat 2, 8690 Moorslede**

H.R. Ieper 26536 — BTW 415.618.868

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 11.01.2003 om 15.00 uur. — Agenda : 1. Melding toepassing artikel 523 Wetboek van Vennootschappen. 2. Verslag raad van bestuur en commissaris. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31.07.2002. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders en commissaris. 6. Benoemingen. Zich richten naar de statuten. (94779)

**Meral, naamloze vennootschap,
Fruithoflaan 17, bus 16, 2600 Berchem**

H.R. Antwerpen 348577 — BTW 407.661.997

De aandeelhouders worden opgeroepen tot de buitengewone algemene vergadering op het kantoor van notaris Segers, te Weelde (Ravels), Moleneinde 14, op 08/01/2003, om 11 uur, met volgende agenda : 1. Verhoging van het kapitaal met 12.422,00 euro om het te brengen op 62.000,00 euro door incorporatie van overgedragen winst in het kapitaal ten belope van gemeld bedrag, zonder creatie van nieuwe aandelen, maar door het optrekken van de nominale waarde

van de bestaande aandelen. Wijziging art. 5 statuten. 2. Wijziging maatschappelijk doel. Voorafgaandelijk desbetreffend verslag van de raad van bestuur met staat van activa en passiva per 30/11/2002. Wijziging art.3 statuten. Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar artikel 23 van de statuten. De aandeelhouders wiens stemrecht werd geschorst worden gewezen op de bepalingen van art.543, 2°, W.Venn. (35553)

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Gemeente Puurs

De gemeente Puurs is op zoek naar een (m/v) adjunct-diensthooft financiële dienst (statutair).

Functie :

U levert de financiële expertise voor het bestuur, hebt de leiding over een aantal werkzaamheden van de financiële dienst en vervangt de ontvanger tijdens diens afwezigheid. Daarnaast werkt u mee aan verschillende projecten.

Profiel :

U beschikt over een diploma licentiaat TEW, handelsingenieur, handels- of economische wetenschappen. Wij zoeken een gedreven realisator die houdt van een uitdaging en die vernieuwing niet schuwt.

De beginwedde situeert zich tussen 2.355 en 3.665 euro/maand, afhankelijk van de rechtstreeks nuttige ervaring (zowel openbaar als privé).

De specifieke toelatings- en aanwervingsvoorwaarden, de functiebeschrijving en het examenprogramma kunt u aanvragen op de personeelsdienst (e-mail : personeelsdienst@puurs.be, tel. 03-890 76 83).

Kandidaturen dienen per aangetekende zending, ten laatste op 13 januari 2003, verstuurd te worden naar het college van burgemeester en schepenen, Hoogstraat 29, 2870 Puurs. (35337)

Gemeente Balen

Het gemeentebestuur van Balen stelt volgende betrekking vacant : één personeelsconsulent (m/v).

Zijn/haar hoofdtaken zijn : het als deskundige beheersen van alle aspecten m.b.t. loonadministratie en aanverwante, het formuleren van beleidsondersteunende adviezen (gesubsidieerde projecten), opvolgen en implementatie van wetgeving betreffende loonadministratie en andere hem toevertrouwde taken, en uitvoerende taken naar weddenverwerking toe.

Wij bieden een vaste betrekking en de uitbouw van een loopbaan binnen het B-niveau.

Aanwervingsvoorwaarden :

Diplomavereiste :

Houder zijn van een diploma hoger onderwijs van het korte type, hoger onderwijs van één cyclus of hoger onderwijs voor sociale promotie.

Andere :

slagen in een bekwaamheidsproef;

afleggen van een psychotechnische proef met vermelding "geschikt" als resultaat;

in het bezit zijn van rijbewijs B.

Nadere inlichtingen omtrent de vacature, o.m. algemene aanwervingsvoorwaarden, examenprogramma en functiebeschrijving zijn te bekomen op de personeelsdienst van het gemeentehuis, tel. 014-81 99 23.

Er zal een wervingsreserve worden aangelegd voor een periode van 3 jaar.

De kandidaturen, met vermelding van vacaturnummer 1.127.1, dienen samen met een voor eensluidend verklaard afschrift van het vereiste diploma, curriculum vitae en een kopie van het rijbewijs :

ofwel aangetekend te worden verzonden naar het college van burgemeester en schepenen, Vredelaan 1, 2490 Balen, en uiterlijk te worden gepost op 16 januari 2003;

ofwel ten laatste op 16 januari 2003 tegen ontvangstbewijs te worden afgegeven op het gemeentehuis van Balen, personeelsdienst, Vredelaan 1, 2490 Balen. (35338)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Wijnegem

Aanwerving van een deeltijds maatschappelijk werk(st)er voor de sociale dienst van het O.C.M.W. van Wijnegem.

Het O.C.M.W. van Wijnegem beschikt over een ruim aanbod van diensten (sociale dienst, thuisdiensten, dienst voor schuldbemiddeling, rust- en verzorgingstehuis,...).

U bent een medewerker van de sociale dienst die zelfstandig en in teamverband kan werken.

U staat in voor de maatschappelijke dienstverlening aan kwetsbare bevolkingsgroepen.

U doet budgetbeheer en geeft budgetbegeleiding aan personen die betalingsmoeilijkheden ondervinden.

U beschikt over een diploma van maatschappelijk assistent(e) of gegradueerde sociaal verpleegkundige of hiermee gelijkgesteld.

Alle bijkomende inlichtingen kunnen telefonisch aangevraagd worden op het nummer 03-355 32 90. Belangstellenden richten hun sollicitatiebrief, samen met een curriculum vitae en een kopie van hun diploma aan Mevr. Pacquée-Rombouts, voorzitter van het O.C.M.W. van Wijnegem, Koolsveldlaan 94, te 2110 Wijnegem. Kandidaturen dienen ten laatste op 17 januari 2003 op het O.C.M.W. toe te komen. (35339)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Lier

Het O.C.M.W. van Lier gaat over tot de aanwerving met een contract van bepaalde duur (tot 31 januari 2004) van een diensthooft voor de technische dienst - niveau A.

De kandidaten moeten in het bezit zijn van een diploma van industrieel ingenieur bouwkunde.

Vereist is de kennis van de wetgeving op de overheidsopdrachten, reglementering m.b.t. huisvesting, Vlare I, II, ARAB, brandveiligheid.

Eventuele bijkomende inlichtingen zijn te bekomen op het secretariaat van het O.C.M.W. (tel. 03-491 39 11).

De kandidaturen moeten uiterlijk op 14 januari 2003 met aangetekend schrijven verzonden worden naar de voorzitter van het O.C.M.W., Mechelsestraat 14, te 2500 Lier.

De kandidaten zullen uitgenodigd worden voor een sollicitatiegesprek. (35340)

Universitair Ziekenhuis Gent

Het Universitair Ziekenhuis Gent is één van de belangrijkste verzorgingsinstellingen van België.

Als openbare instelling van de Vlaamse Gemeenschap paren we traditie aan innovatie, combineren we professionalisme met uitstraling.

Daarvoor zorgen meer dan 4000 enthousiaste, gekwalificeerde medewerkers: medici, paramedici en verpleegkundigen, maar ook universitair geschoolden in andere disciplines, administratief en technisch personeel.

Het UZ Gent organiseert binnenkort vergelijkende aanwervingsexamens voor de hierna vermelde functies, in contractueel dienstverband (met mogelijkheid tot een latere aanstelling in vast dienstverband):

Bij de afdeling informatica van het departement financiën en administratie:

informatici:

stysteem-, netwerk- en databasebeheer;

programma-ontwikkeling;

projectcoördinator ocs.

gegradueerden in de informatica.

Bij de afdeling personeel van het departement financiën en administratie:

stafmedewerker-jurist (licentiaat of doctor in de rechten).

Bij het departement medisch-technische diensten:

IVF-arts (afdeling verloskunde en vrouwenziekten):

universitair medewerkers bij het neuromusculair referentiecentrum

licentiaat biotechnologie

licentiaat logopedie.

Bij de dienst voor preventie en bescherming op het werk:

preventieadviseur niveau 1

Bij het departement verpleging:

logistiek assistenten (in het bezit zijn van het attest van logistiek assistent in het kader van de sociale maribel 1, conform het ministerieel besluit van 17 juni 1997, van toepassing in de ziekenhuizen en de psychiatrische verzorgingstehuizen en afgeleverd door de VDAB).

Bij het departement apotheek en zorglogistiek:

technisch medewerker (apotheek-technicus)

geschoold werkman (centrale sterilisatie)

Bij de afdeling gebouwen en technische diensten:

gegradueerde (toezichter bouw)

technisch medewerker (elektriciteit).

Bovenvermelde functies zijn te begeven zowel voor vrouwelijke als mannelijke kandidaten in voltijds en deeltijds dienstverband.

Laatstejaarsstudenten kunnen eveneens kandideren.

De inschrijvingsformulieren en alle verdere inlichtingen zijn te verkrijgen bij de afdeling personeel van het UZ Gent (De Pintelaan 185 te 9000 Gent), tel. 09-240 41 17, fax. 240 39 59, e-mail: AFDELING.PERSONEEL@uzgent.BE-WWW.UZGENT.BE).

Uiterste inschrijvingsdatum: maandag 27 januari 2003 (16 uur). (35341)

Stad Mechelen

De stad Mechelen werft volgend personeelslid aan:

voltijds statutair consulent minderhedenbeleid (m/v)

Jouw belangrijk takenpakket:

ondersteunt de ontwikkeling en verfijning van het stedelijk minderhedenbeleid;

technisch-inhoudelijke uitwerking van projecten;

neemt deel aan interne en externe (lokale) overlegfora;

verstrekt informatie en advies aan verenigingen.

Jouw profiel:

basisvoorwaarden voor deze functie op niveau B, zijn:

houder zijn van een diploma hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of diploma hoger onderwijs 1 cyclus

ofwel

kandidaatsdiploma of -getuigschrift uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie, ofwel door de Belgische universiteiten met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, de bij de wet ermee gelijkgestelde instellingen of de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type

ofwel

hoger onderwijs voor sociale promotie gekoppeld aan een diploma hoger secundair onderwijs of gelijkwaardig.

De voorkeur wordt gegeven aan een diploma in de sociale richting.

daarnaast heb je een grondige kennis over de werking van een gemeente;

kennis van welzijnsbeleid en welzijnsorganisaties is een pluspunt;

je bent sterk in communicatie en organisatie en bent een flexibele, klantgerichte en assertieve teambuilder.

Een volledige taakomschrijving met meer uitgebreid profiel vind je op www.mechelen.be

Ons aanbod:

Naast een interessante verloning:

1.884,34 euro bruto of 1.207,47 euro netto (ongehuwd), zijn er ook nog een aantal extra-legale voordelen (hospitalisatieverzekering, maaltijdcheques, fietsvergoeding,...). Je kan eveneens genieten van een interessante verlofregeling.

Interesse?

Meer informatie en kandidaturen richten tot:

Dienst personeel, administratie en wedden, Stad Mechelen

Beffersstraat 25-27 te 2800 Mechelen

tel. 015-29 78 32 - fax. 015-29 78 38

e-mail: aanwerving.stad@mechelen.be

Wij verwachten jouw sollicitatie met curriculum vitae, afschrift diploma en bewijs van goed zedelijk gedrag dat niet ouder dan 3 maanden mag zijn, ten laatste op 11 januari 2003 (postdatum). (35342)

PIDPA

Pidpa is een dynamisch bedrijf dat volop evolueert. Als nutsbedrijf zorgt Pidpa voor de productie en distributie van drinkwater. Hierbij leveren wij een totale service aan 65 gemeenten van de provincie Antwerpen. Een 600-tal gemotiveerde medewerkers voorzien dagelijks meer dan 1 miljoen mensen van zuiver drinkwater. De dynamische en milieubewuste aanpak van Pidpa zorgt voor een aangename werkomgeving.

In opvolging van de huidige directeur-generaal zoeken wij een (m/v) directeur-generaal.

Uw functie :

De eindverantwoordelijkheid voor het algemeen beleid van Pidpa ligt in uw handen. Met uw zakelijk inzicht en strategische kijk verwoordt u een inspirerende missie en coherente visie. Aldus zorgt u niet enkel voor een dienstverlening die anticipeert en inspeelt op de klantenverwachtingen van de toekomst maar bestendigt u ook de optimale werksfeer.

Onder uw impuls evolueert de organisatie verder tot een moderne bedrijf. Samen met uw managementteam staat u in voor de ontwikkeling, uitwerking en implementatie van strategieën en doelstellingen op korte en lange termijn voor de diverse beleidsdomeinen.

Met uw goed ontwikkeld procesmatig inzicht detecteert u opportuniteiten voor optimalisatie, en initieert en begeleidt u de nodige veranderingsprocessen. Door uw charismatische leiderschapstijl en diplomatische houding drukt u met een begeesterende impact deze processen op een resultaatgerichte wijze door, waarbij u oog heeft voor communicatie met alle betrokken partijen.

U speelt een vooraanstaande rol in het overleg en de onderhandelingen met andere binnenlandse en buitenlandse watermaatschappijen. Verder zorgt u ervoor dat Pidpa ook in de toekomst een gewaardeerd gesprekspartner is bij bredere maatschappelijke socio-economische vraagstukken.

U rapporteert aan de raad van bestuur en de voorzitter van de raad van bestuur.

Openstaan voor schaalvergroting waarin u een belangrijke verantwoordelijkheid wil opnemen.

Uw profiel :

U bent houder van een universitair diploma, aangevuld met een MBA of de bereidheid deze te behalen binnen 2 jaar na indienstreding. U hebt immers een uitgesproken strategisch businessgericht denken.

U hebt ten minste 10 jaar ervaring in een leidinggevende topfunctie en koppelt een resultaatgerichte en begeesterende leiderschapstijl aan een diplomatische en communicatiegerichte houding.

U hebt ervaring in het opzetten, uitwerken en finaliseren van change-management projecten.

U bent Belg of heeft de nationaliteit van een andere lidstaat van de Europese Unie.

U hebt een getuigschrift van goed zedelijk gedrag.

Kennis van de sector is niet verplicht, maar u dient wel bereid te zijn zich op korte tijd in te werken.

Ons aanbod :

Een functie op topniveau binnen een belangrijke speler op de markt van drinkwatermaatschappijen.

Een klantgerichte organisatie waarin de nieuwste technologieën op de voet worden gevolgd.

Een team van competente medewerkers in een aangename werksfeer.

Een contract van onbepaalde duur.

Een concurrentieel salarispakket.

Solliciteren :

Indien u geïnteresseerd bent in deze functie, stuur uw sollicitatiebrief met curriculum vitae en een fotocopy van uw diploma's naar TMP De Witte & Morel, t.a.v. de heer Timmermans, Moutstraat 56, 9000 Gent (tel. 09-243 89 95). In uw kandidatuurstelling dient u duidelijk toe te lichten of u aan de deelnemingsvereisten voldoet. De uiterste inschrijvingsdatum is vrijdag 17 januari 2003. (35343)

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Actes judiciaires et extraits de jugements

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil

*Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire*

Vrederecht van het achtste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het achtste kanton Antwerpen, verleend op 18 december 2002, werd Van Brussel, Ken, geboren te Rumst op 20 mei 1977, ongehuwd, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Sint-Amadeus, Deurnestraat 252, te 2640 Mortsel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Johan Van Steenwinkel, advocaat te 2020 Antwerpen, er kantoorhoudende Jan Van Rijswijcklaan 164.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 12 december 2002.

Berchem (Antwerpen), 18 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Arthur Jespers. (70207)

Bij beschikking van de vrederechter van het achtste kanton Antwerpen, verleend op 17 december 2002, werd Staes, Marie-José Augusta Stephania Anna, weduwe van de heer Neut, geboren op 11 februari 1915, verblijvende in de instelling R.V.T. Mayerhof, Fredericusstraat 89, te 2640 Mortsel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Dirk De Herdt, advocaat te 2640 Mortsel, er kantoorhoudende Molenstraat 34.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 11 juli 2002.

Berchem (Antwerpen), 18 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Arthur Jespers. (70208)

Vrederecht van het negende kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het negende kanton Antwerpen, verleend op 17 december 2002, werd Van Doren, Leo Frans, geboren te Antwerpen op 5 oktober 1912, gehuwd, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Borsbeekhof, Borsbeekstraat 11, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, zijn dochter : Van Doren, Anna Frans, gepensioneerde, geboren te Lier op 9 april 1937, wonende te 2160 Wommelgem, Keerbaan 79.

Het verzoekschrift werd neergelegd op 2 december 2002.

Borgerhout (Antwerpen), 17 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Dillen, Marcel.
(70209)

Vrederecht van het kanton Asse

Beschikking d.d. 3 december 2002 :

verklaart Van Wittenberghe, Henk, geboren te Gent op 12 mei 1970, wonende te 1730 Asse, Gasthuisstraat 5, bus 19, niet in staat zelf zijn goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : De Valck, David, advocaat, met kantoor te 1730 Asse, Broekeweg 34.

Asse, 17 december 2002.

De afgevaardigde-adjunct-griffier, (get.) Bruylant, Nico. (70210)

Vrederecht van het kanton Herentals

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herentals, verleend op 11 december 2002, rep. 3313/2002, werd Bogaerts, Jozefa, geboren op 3 januari 1930, gedomicilieerd te 2200 Herentals, Beukenlaan 19, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Verhestraeten, Marie-Josée, wonende te 2200 Herentals, Beukenlaan 19.

Herentals, 18 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de eerstaanwezende adjunct-griffier, (get.) Erica Burm. (70211)

Vrederecht van het kanton Kraainem-Sint-Genesius-Rode, zetel Genesius-Rode

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kraainem-Sint-Genesius-Rode, zetel Sint-Genesius-Rode, d.d. 10 december 2002, werd Debremaeker, Liliane, geboren te Sint-Genesius-rode op 29 augustus 1947, wonende te 1640 Sint-Genesius-Rode, Paddenstraat 3, bus 3, niet in staat verklaard haar goederen te beheren.

Voegen toe als voorlopig bewindvoerder : Debremaeker, Eric, wonende te 9420 Erondegem, Kapelhofstraat 20.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 25 november 2002.

Sint-Genesius-Rode, 18 december 2002.

De afgevaardigde adjunct-griffier, (get.) Kestemont, Marie-Louise. (70212)

Vrederecht van het kanton Lennik

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lennik, verleend op 12 december 2002, werd Van Den Eeckhoudt, Francine, geboren te Borchtlombeek op 15 mei 1949, gedomicilieerd en verblijvende te 1761 Borchtlombeek, Weverstraat 177, bus 2, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Vos, Jozef, wonende te 1761 Borchtlombeek, Weverstraat 117, bus 2.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 12 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (70213)

Vrederecht van het kanton Leuven-1

Beschikking d.d. 18 december 2002 :

verklaart Van Es, Martine Noëlla Renée, geboren te Elsene op 3 februari 1954, journaliste, wonende te 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Karenberg 31, opgenomen in de instelling U.C. Sint-Jozef v.z.w., Leuvensesteenweg 517, te 3070 Kortenberg, niet in staat zelf de goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Beelen, Robert Louis Theodore, geboren te Tienen op 28 april 1953, advocaat, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 24.

Leuven, 18 december 2002.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) Temperville, Karine. (70214)

Beschikking d.d. 18 december 2002 :

verklaart Beeck, Maarten Sonja Jan, geboren te Brussel op 23 december 1978, student, wonende te 1861 Wolvertem, Peter Breugellaan 45, verblijvende in het U.C. Sint-Jozef, Leuvensesteenweg 517, te 3070 Kortenberg, niet in staat zelf de goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Beelen, Robert Louis Theodore, geboren te Tienen op 28 april 1953, advocaat, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 24.

Leuven, 18 december 2002.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) Temperville, Karine. (70215)

Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 12 december 2002, werd Dietermann, Erika, geboren te Duitsland op 20 september 1927, wonende te 3800 Sint-Truiden, Schurhovensteenweg 32, verblijvende in het regionaal ziekenhuis Sint-Trudo, Campus Sint-Anna, Stenaertberg 3, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Reymen, Geert, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Stippelstraat 8.

Sint-Truiden, 13 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (70216)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 12 december 2002, werd Vandael, Roger, geboren te Neerpelt op 2 december 1951, wonende te 3800 Sint-Truiden, Halmaalweg 2, niet in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vandael, Ronan, bediende, wonende te 3941 Eksel, Weverstraat 44.

Sint-Truiden, 13 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (70217)

Vrederecht van het kanton Tongeren-Voeren,
zetel Tongeren

Beschikking d.d. 11 december 2002 :

verklaart Neiss, Philomena, van Belgische nationaliteit, geboren te Tongeren op 4 januari 1918, zonder beroep, wonende te 3700 Tongeren, Dijkstraat 120 (rustoord Sint-Jacobus), niet in staat zelf haar goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Jorissen, Stefan, advocaat, kantoorhoudende te 3770 Herderen, Tongersesteenweg 88.

Tongeren, 18 december 2002.

(Get.) Clerinx, Gabrielle. (70218)

Vrederecht van het kanton Veurne-Nieuwpoort,
zetel Veurne

Beschikking d.d. 12 december 2002 :

verklaart Debuck, Sophie, geboren te Roeselare op 25 februari 1981, verblijvende in « Havenzate », v.z.w. te 8630 Veurne, Noordstraat 136, niet in staat zelf haar goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Decadt, Johan, advocaat, wonende te 8630 Veurne, Duinkerkestraat 34.

Veurne, 18 december 2002.

De griffier, (get.) Candaele, Hugo. (70219)

Beschikking d.d. 12 december 2002 :

verklaart Veramme, Maurice, geboren te Lo op 22 november 1918, gepensioneerd landbouwer, wonende te 8647 Lo-Reninge, Willem Van Loolaan 9, opgenomen in de instelling Huize Maria Troost, Iepersesteenweg 98A, te 8630 Veurne, niet in staat zelf zijn goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Vermeersch, Ruth, advocaat, kantoorhoudend te 8630 Veurne, Kaaiplaats 10.

Veurne, 18 december 2002.

De griffier, (get.) Candaele, Hugo. (70220)

Beschikking d.d. 12 december 2002 :

verklaart Florizoone, Stefaan, geboren te Leuven op 12 april 1978, wonende te 8691 Gijverinkhove, Ekestraat 6, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Ziekenhuis Onze-Lieve-Vrouw, Koning Albert I-laan 8, te 8200 Sint-Michiels, niet in staat zelf zijn goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Decadt, Johan, advocaat, wonende te 8630 Veurne, Duinkerkestraat 34.

Veurne, 18 december 2002.

De griffier, (get.) Candaele, Hugo. (70221)

Vrederecht van het kanton Willebroek

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Willebroek, verleend op 16 december 2002, werd De Moerloose-Gossart, Marilyne, geboren te Boussu op 8 januari 1958, verblijvende te 2890 Lippelo, 's Gravenkasteel, Lippelodorp 4, wonende te 1861 Wolvertem, Nieuwenrodestraat 12, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Smet, Etienne, wonende te 1861 Wolvertem, Nieuwenrodestraat 12.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 9 december 2002.

Willebroek, 17 december 2002.

De griffier, (get.) Lemmens, Danny. (70222)

Vrederecht van het kanton Wetteren-Zele,
zetel Zele

Beschikking d.d. 11 december 2002 :

verklaart Berckmoes, Susanna Coesarina, geboren te Zele op 13 oktober 1920, wonende te 9240 Zele, Rotstraat 81, niet in staat zelf haar goederen te beheren;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Heirwegh, Rose Marie, verpleegster-vroedvrouw, wonende te 9240 Zele, Rotstraat 81.

Zele, 18 december 2002.

De hoofdgriffier, (get.) Aper, Christelle. (70223)

Vrederecht van het kanton Zomergem

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zomergem, verleend op 17 december 2002, werd Bracke, Simonne, geboren te Petegem-aan-de-Leie op 22 november 1927, weduwe van Pieters, Lucien, wonende te 9850 Nevele, Graaf van Hoornestraat 26, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder, met de algemene bevoegdheid zoals voorzien in artikel 488bis, f, § 1, § 3 en § 5, van het Burgerlijk Wetboek : Le Fevere de Ten Hove, Damien, advocaat te 9000 Gent, Voldersstraat 32.

Zomergem, 18 december 2002.

De adjunct-griffier, (get.) Martens, Linda. (70224)

Justice de paix du canton de Gembloux-Eghezée, siège de Gembloux

Par ordonnance rendue le 9 décembre 2002 par le juge de paix du canton de Gembloux-Eghezée, siège de Gembloux, le nommé M. Winant, Guy, né le 2 février 1947 à Gembloux, domicilié rue Chapelle Dieu 37, à 5030 Gembloux, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Renier, Paul, avocat, avenue des Combattants 38, à 5030 Gembloux.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Denil, Véronique. (70225)

Justice de paix du canton de Huy II - Hannut, siège de Hannut

Suite à la requête déposée au greffe, par ordonnance de Mme le juge de paix du second canton judiciaire de Huy, siège de Hannut, en date du 12 décembre 2002, Mme Robert, Flore, née à Trognée le 23 novembre 1906, célibataire, pensionnée, domiciliée à Braives-Cipllet, home Les Cytises, rue Genon 19, a été déclarée actuellement incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Murielle Paquot, avocat à Hannut, rue de Tirlemont 4.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) L. Barchy. (70226)

Suite à la requête déposée au greffe, par ordonnance de Mme le juge de paix du second canton judiciaire de Huy, siège de Hannut, en date du 17 décembre 2002, Mlle Nadia Criquillon, née à Namur le 15 décembre 1984, célibataire, domiciliée à Wasseiges - Acosse, ruelle du Ry 6, a été déclarée actuellement hors d'état de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Philippe Criquillon, domicilié à Wasseiges - Acosse, ruelle du Ry 6.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) L. Barchy. (70227)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 20 novembre 2002, une ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, rendue le 4 décembre 2002 a déclaré Pe, Pietro, de nationalité italienne, né le 29 juin 1973, à Toano (Italie), pensionné, domicilié à 4460 Horion-Hozémont, rue de la Station 15, incapable de gérer ses biens et cette personne a, en conséquence, été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Pe, Fabrice, né le 30 avril 1965, infographiste, domicilié à 4342 Hognoul, rue chaussée 86.

Liège, le 17 décembre 2002.

Le greffier, (signé) Gillis, Monique. (70228)

Justice de paix du canton de Mouscron-Comines-Warneton, siège de Mouscron

Suite à la requête déposée le 19 novembre 2002, par ordonnance du juge de paix du canton de Mouscron-Comines-Warneton, siège de Mouscron, rendue le 10 décembre 2002, Mme Lovigny, Fernande, veuve de M. Marcel Deseure, née le 22 mai 1921, à Nieppe (France), domiciliée au nursing homme Saint-Joseph, rue Jean Beaucarne 10, à 7712 Herseaux, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Vloebérgs, Martine, dont les bureaux sont sis rue de la Justice 5, à 7500 Tournai.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Bausier, G. (70229)

Justice de paix du premier canton de Namur

Suite à la requête déposée le 21 novembre 2002, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, rendue le 11 décembre 2002, M. Servais, Marcel, né le 8 janvier 1920 à Namur, domicilié place de Boneffe 11, à 5310 Eghezée, résidant C.H.R. de Namur, avenue Albert I^{er} 185, à 5000 Namur, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Isabelle Zombek, avocat à Jambes, rue de Dave 45.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Hernalsteen, Michel. (70230)

Suite à la requête déposée le 29 novembre 2002, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, rendue le 11 décembre 2002, Mme Monmart, Claudine, née le 26 juin 1944, domiciliée rue des Carmes 33, à 5000 Namur, résidant Hôpital du Beau Vallon, rue de Bricgnot 205, à 5002 Saint-Servais, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Isabelle Zombek, avocat à Jambes, rue de Dave 45.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Hernalsteen, Michel. (70231)

Suite à la requête déposée le 28 novembre 2002, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Namur, rendue le 11 décembre 2002, Mme Roland, Carmen, née le 16 octobre 1929, domiciliée rue de Coppin 31, à 5100 Jambes, résidant Hôpital du Beau Vallon, rue de Bricgnot 205, à 5002 Saint-Servais, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Isabelle Zombek, avocat à Jambes, rue de Dave 45.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Hernalsteen, Michel. (70232)

Justice de paix du canton de Péruwelz-Leuze-en-Hainaut, siège de Péruwelz

Suite à la requête déposée le 11 septembre 2002, par ordonnance du juge de paix du canton de Péruwelz-Leuze-en-Hainaut, rendue le 16 décembre 2002, Mme Durieux, Andrée, née le 21 avril 1931 à Wiers, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Dumont, Roger, domicilié rue du Ponsart 41, à 7600 Péruwelz.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Wallez, Pascale. (70233)

Justice de paix du canton de Soignies-Le Rœulx, siège de Soignies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies-Le Rœulx, siège de Soignies du 10 décembre 2002, sur requête déposée le 3 décembre 2002, le nommé Renaut, Walter, né le 14 juillet 1918 à Montignies-lez-Lens, domicilié rue de la Roche 1, à 7870 Montignies-lez-Lens, résidant C.H.R. de la Haute Senne, boulevard Roosevelt 17, à 7060 Soignies, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Yolande Van Liefferinge, domiciliée à 7870 Montignies-Lez-Lens, rue de Neufvilles 9.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Godart, Anne-Marie. (70234)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du canton de Tournai, rendue le 16 décembre 2002, M. Leclercq, Charles, né le 11 mai 1918 à Tournai, domicilié à 7500 Tournai, rue Dame Odile 26, résidant C.H.R. site hôpital S.6, boulevard Lalaing 39, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Duquesne, Fernand, inspecteur de police, domicilié à 7500 Tournai, Résidence Lelubre, allée 3, 10.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (70235)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, rendue le 16 décembre 2002, M. Kopec, Jimmy, né le 1^{er} décembre 1980 à Charleroi, domicilié à 6060 Gilly, rue du Marabout 34, résidant Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », pavillon « Les Genêts », rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Herinne, Eric, avocat, dont le cabinet est établi à 6000 Charleroi, rue Tumelaire 23.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (70236)

Justice de paix du premier canton de Wavre

Suite à la requête déposée le 15 octobre 2002, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Wavre, rendue le 5 décembre 2002, Deknop, Jeanine, née le 24 janvier 1933, domiciliée à 1630 Linkebeek, chaussée d'Alseberg 91, résidant à l'établissement Clinique Dr. Derscheid, chaussée de Tervueren, à 1310 La Hulpe, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Van de Laer, Olivier, domicilié à 5000 Namur, place d'Hastedon 4, bte 1.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Smekens, Viviane. (70237)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Vrederecht van het kanton Geraardsbergen-Brakel,
zetel Geraardsbergen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Geraardsbergen-Brakel, zetel Geraardsbergen, verleend op 18 december 2002, werd een einde gesteld aan de opdracht van Van Zeebroeck, Sven, student, wonende te Lennik, Ninoofsesteenweg 264, als voorlopig bewindvoerder over Watripont, Joannes Theophiel, gepensioneerde, weduwnaar van De Koninck, Alice, geboren te Ninove op 14 augustus 1927, in leven laatst wonende te Ninove, Sint-Marcellusstraat 12 (Rusthuis « Carpe Diem »), ingevolge het overlijden van de beschermde persoon op 12 november 2002 te Ninove.

Geraardsbergen, 18 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Borgenon, Christiane. (70238)

Vrederecht van het kanton Merelbeke

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Merelbeke, verleend op 16 december 2002, werd een einde gesteld aan de opdracht van Kesteleyn, Tessa, secretaresse, wonende te 9881 Bellem, Schoolstraat 8, als voorlopig bewindvoerder over Kesteleyn, André, geboren te Gent op 20 januari 1929, wonende te 9040 Gent, Antwerpsesteenweg 776, overleden te Gent op 17 november 2002.

Merelbeke, 18 december 2002.

Voor eensluidend afschrift: de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson. (70239)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix de complément du canton d'Uccle, en date du 13 décembre 2002, il a été constaté que par le décès, survenu le 25 novembre 2002, de Mme Maurice, Alice Constance, née à Warnant le 20 avril 1920, résidant à la Résidence « Lycée Français », avenue du Lycée Français 6, à 1180 Uccle, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de Me Yvan Boels, avocat, ayant son cabinet à 1060 Saint-Gilles, rue de Suisse 15.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Goies, Pascal. (70240)

Friedensgericht des Kantons Sankt Vith

Durch Beschluss des Herrn Friedensrichters des Friedensgerichts Sankt Vith vom 16. Dezember 2002 wurde festgestellt, dass gemäß Schreiben des Standesbeamten der Gemeinde Amel vom 11. Dezember 2002 die unter vorläufige Verwaltung stehende Frau Margaretha Servais, Ehefrau des Herrn Albert Etienne am 10. Dezember 2002 in Sankt Vith verstorben ist.

Angesichts des Todes der Vorgenannten ist die Frau Patricia Etienne, wohnhaft in 1020 Brüssel, avenue Jean Sobieski 46, welche durch Beschluß vom 6. Februar 2002 als deren vorläufiger Verwalter bezeichnet wurde von ihrer Funktion als deren vorläufiger Verwalter entbunden.

Für gleichlautenden Auszug: (gez.) Raymond Neven, Chefgreffier. (70241)

Durch Beschluss des Herrn Friedensrichters des Friedensgerichts Sankt Vith vom 16. Dezember 2002 wurde festgestellt, dass gemäß Sterbeurkunde der Gemeinde Yvoir vom 11. Dezember 2002 die unter vorläufige Verwaltung stehende Frau Marie-Louise Burton, am 9. Dezember 2002 in Yvoir (Godinne) verstorben ist.

Angesichts des Todes der Vorgenannten ist der Herr Ludwig Pothen, wohnhaft in 4760 Büllingen (Mürringen), am Jöstrich 16, welche durch Beschluss vom 30. Oktober 2002 als deren vorläufiger Verwalter bezeichnet wurde von seiner Funktion als deren vorläufiger Verwalter entbunden.

Für gleichlautenden Auszug: (gez.) Raymond Neven, Chefgreffier. (70242)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Vrederecht van het kanton Deinze

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deinze, verleend op 26 juni 1992, werd Saelens, Marcel, geboren te Poeke op 16 februari 1930, gedomicilieerd te 9060 Zelzate, Suikerkaai 87, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Tevels, Ernest Marcel, advocaat, wonende te 9800 Deinze, Gentstraat 35, bus 2.

Bij beschikking van deze zetel, d.d. 8 februari 2002, werd voornoemde ingevolge overlijden vervangen als voorlopig bewindvoerder door Standaert, Pascale, advocaat, wonende te 9870 Zulte, Kerkstraat 30.

Deinze, 20 februari 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Dora Stevens. (70243)

Vrederecht van het tweede kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Gent, verleend op 13 december 2002, werd vanaf 13 december 2002, Nichels, Frank, advocaat, wonende te 9831 Sint-Martens-Latem (Deurle), Pontstraat 88, als voorlopig bewindvoerder over Van Den Rijse, Remi, geboren te Letterhoutem op 19 augustus 1931, gedomicilieerd en verblijvende te 9050 Gent (Ledeberg), Walstraat 1, in het Rust- en Verzorgingstehuis « De Vijvers », Centrum voor Senioren, en dit ter vervanging van Van Hoecke, Frank, advocaat, met kantoor te 9000 Gent, Steendam 43, die was aangewezen bij beschikking van 30 maart 2001 (ARV. 206/2001).

Gent, 17 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) M. Van hecke. (70244)

Vrederecht van het kanton Lennik

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lennik, verleend op 6 december 2002, werd Ducreton, Lucienne, wonende te 8660 De Panne, Albert Dumontlaan 10/1, aangesteld als nieuwe voorlopige bewindvoerder over de goederen van de heer Pilet, Johan, gedomicilieerd te 8690 Alveringem, Nieuwstraat 47, doch verblijvende in de instelling Nursing 't Venster, Willem Elsschotstraat 19, te 8870 Emelgem, gezien Pilet, Daniel, in leven laatst wonende te 8660 De Panne, Albert Dumontlaan 10/1, aangesteld als voorlopig bewindvoerder bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Sint-Kwintens-Lennik, d.d. 4 oktober 1995, overleden is te De Panne op 21 november 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (70245)

Vrederegerecht van het kanton Zomergem

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zomergem, verleend op 17 december 2002, werd Mevr. Hoes, Andrea, wonende te 9910 Ursel (Knesselare), Vrekemstraat 84, aangesteld bij beschikking d.d. 9 oktober 2001, als voorlopige bewindvoerder over Van der Aa, Bertha, geboren te Hoboken op 22 augustus 1924, weduwe, wonende te 9910 Ursel, Vrekemstraat 84, op haar verzoek ontslagen van haar opdracht vanaf de datum van aanvaarding door de nieuwe voorlopige bewindvoerder.

Aan de beschermde persoon werd als nieuwe voorlopige bewindvoerder toegevoegd Mr. De Muylt, Ingrid, advocaat te 9990 Maldegem, Koningin Astridlaan 34, met de algemene bevoegdheid zoals voorzien in artikel 488bis, f, § 1, § 3 en § 5, van het Burgerlijk Wetboek.

Zomergem, 18 december 2002.

De hoofdgriffier, (get.) Maes, Henri. (70246)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 12 décembre 2002, M. Gysen, Johan, domicilié à 7504 Tournai (Froidmont), chaussée de Douai 94, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un nouvel administrateur provisoire en la personne de Me Pochart, Jean-Philippe, avocat, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Childéric 47, en remplacement de M. Tony Gysen, domicilié à 7504 Tournai (Froidmont), chaussée de Douai 94.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (70247)

Justice de paix du canton de Huy II-Hannut, siège de Hannut

Par ordonnance de Mme le juge de paix du second canton judiciaire de Huy, siège de Hannut, rendue le 17 décembre 2002, Me Murielle Paquot, avocat à Hannut, domiciliée à Hannut, rue de Tirlémont 4, a été nommée, en remplacement de Me Hélène Bourguignon, avocat à Huy, en qualité d'administrateur provisoire de Mme Hélène Waha, née à Schaerbeek le 18 janvier 1964, épouse de Born, René, domiciliée à Braives (Fumal), rue de l'Eglise 23, laquelle a été déclarée actuellement incapable de gérer ses biens.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) L. Barchy. (70248)

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek**Publication prescrite par l'article 793 du Code civil***Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire*

Bij verklaring afgelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 12 december 2002, heeft Mevr. Ideler, Karin Marianne Armanda, geboren te Sint-Niklaas, op 25 februari 1961, wonende te 8200 Brugge (Sint-Michiels), Velodroomstraat 132, handelend in haar hoedanigheid van moeder en wettelijke vertegenwoordiger van haar drie minderjarige kinderen, te weten :

1. Cool, Sofie Nicole Ingrid, geboren te Knokke-Heist, op 14 april 1990;

2. Cool, Stefanie Kirstin Patsy, geboren te Knokke-Heist, op 16 december 1991;

3. Cool, Kelly Ingrid Hannelore, geboren te Knokke-Heist, op 4 november 1993;

de nalatenschap van wijlen Mevr. Vanhoutte, Simonne Gabrielle Thérèse, geboren te Sint-Michiels op 25 november 1932, in leven ongehuwd, laatst wonende te 8200 Brugge (int-Michiels), Park de Rode Poort 84, doch verblijvende in het Psychiatrisch Ziekenhuis Onze-Lieve-Vrouw, Koning Albert I-laan 8, te 8200 Brugge (Sint-Michiels), en overleden te Brugge op 10 december 2001, aanvaard onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Piet Denys, te 8020 Ruddervoorde, (Gemeente Oostkamp), Torhoutsestraat 69.

Oostkamp (Ruddervoorde), 19 december 2002.

(Get.) Piet Denys, notaris. (35344)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 20 december 2002, hebben :

Carvers, Agnes Maria Emma, geboren te Antwerpen op 12 april 1952, wonende te 7911 Frasnes-lez-Anvaing, chemin d'Ellignies 46;

Carvers, Eric Jozef Emma, geboren te Antwerpen op 17 juni 1953, wonende te 9000 Gent, Kikvorsstraat 199;

Carvers, Maria Dymphna Simonne, geboren te Antwerpen op 24 juni 1954, wonende te 9000 Gent, Kettingstraat 70 C;

Carvers, Jozef Cyriel, geboren te Brasschaat op 24 januari 1957, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Eksterstraat 10;

Carvers, Caroline Albertina, geboren te Brasschaat op 19 november 1959, wonende te 8500 Geraardsbergen, Hogeweg 43;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Carvers, Constant Karel, geboren te Wuustwezel op 13 december 1930, in leven laatst wonende te 2990 Wuustwezel, Gasthuisstraat 11, en overleden te Wuustwezel op 1 januari 2000.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van Roevens, Joseph, notaris te 2930 Brasschaat, Door Verstraetelei 38.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 20 december 2002.

De griffier, (get.) R. Aerts. (35345)

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 19 december 2002, hebben :

Penneman, Ronny Emiel Lily, geboren te Mortsel op 17 mei 1972, wonende te 2060 Antwerpen, Erwtenstraat 14A;

Penneman, Vicky Jules Nelly, geboren te Mortsel op 12 oktober 1973, wonende te 2930 Brasschaat, Kapelsesteenweg 328;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap en het legaat, hen vermaakt bij testament verleden te Mortsel voor notaris De Smedt, Wim, met standplaats te Wommelgem, in datum van 8 mei 2000, te aanvaarden van wijlen Van Der Schueren, Louise Françoise, geboren te Antwerpen op 30 maart 1926, in leven laatst wonende te 2640 Mortsel, Edegemsestraat 253, en overleden te Merksem op augustus 2002.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van De Smedt, Wim, notaris, kantoorhoudende te 2160 Wommelgem, Rollebeekstraat 10.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 19 december 2002.

De griffier, (get.) R. Aerts. (35346)

Rechtbank van eerste aanleg te Leuven

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 19 december 2002, heeft :

Mevr. Carla, Casseau, wonende te 3210 Linden, Burchtlaan 10, handelend als gevolmachtigde van Kustermans, Philomene, geboren te Bost op 8 juli 1934, wonende te 3300 Tienen, Aststraat 59, handelend in eigen naam;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Hayen, Stephanie, geboren te Bost op 22 november 1915, in leven laatst wonende te 3300 Tienen, Aststraat 59, en overleden te Tienen op 12 december 2002.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Albert Janssens, notaris te 3300 Tienen, Spiegelstraat 12.

Leuven, 19 december 2002.

De adjunct-griffier, (get.) K. Grisez. (35347)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 19 december 2002, hebben :

Asselberghs, Theo Joseph Ghislaine, geboren te Keerbergen op 7 november 1940, wonende te 3010 Leuven (Kessel-Lo), Koningin Astridlaan 56, handelend in eigen naam;

Asselberghs, Maria Louisa Wilhelmina, geboren te Keerbergen op 14 juni 1937, wonende te 3111 Rotselaar (Wezemaal), Rigessel 50, handelend in eigen naam;

Asselberghs, Flora Julienne Ghislaine, geboren te Mechelen op 26 september 1941, wonende te Penvénan (22) Frankrijk, Le Sémaphore 3, handelend in eigen naam,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Loffens, Coleta, geboren te Geel op 10 januari 1912, in leven laatst wonende te 3001 Heverlee, Populierlaan 10, en overleden te Leuven op 18 december 2002.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Tuerlinckx, notaris te 3150 Haacht, Werchtersesteenweg 27.

Leuven, 19 december 2002.

De adjunct-griffier, (get.) K. Grisez. (35348)

Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 20 december 2002, heeft Mr. Verreth, Jan, notaris, wonende te 2820 Rijmenam, Sleestraat 13, handelend in zijn hoedanigheid van bijzondere gevolmachtigde, ingevolge volmacht hem verleend te Evergem-Sleidinge, op 14 november 2002, voor en in naam van Hulpia, Romain, wonende te 9940 Evergem, Meistraat 31, handelend in zijn hoedanigheid van voogd over De Graef, Alexander Adriaan, geboren te Brasschaat op 28 oktober 1960, wonende te 9831 Sint-Martens-Latem (Deurle), Pontstraat 12, verlengd minderjarig verklaard bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 28 januari 1982, hiertoe gemachtigd bij beschikking d.d. 21 oktober 2002 van de vrederechter van het derde kanton Gent;

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Peeters, Gerarda Hendrika Gabriella, geboren te Essen op 15 februari 1930, in leven laatst wonende te 2570 Duffel, Stationsstraat 22C, en overleden te Duffel op 26 mei 2001.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen bij de heer Hulpia, Romain, Meistraat 31, 9940 Evergem.

Mechelen, 20 december 2002.

De griffier : (get.) A. Meynaerts. (35349)

Rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, op 19 december 2002, hebben :

1. Mevr. Cesteleyn, Hilda Oda Gerarda Cecile, geboren te Zottegem op 21 maart 1953, wonende te Zottegem, Tweekerkenstraat 41;

2. Mej. Ysebaert, Barbara Rachel Denise, geboren te Zottegem op 2 oktober 1984, wonende te Zottegem, Tweekerkenstraat 41,

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Ysebaert, Eddy Sylvain Serafien, geboren te Zottegem op 25 juni 1954, in leven laatst wonende te 9620 Zottegem, Tweekerkenstraat 41, en overleden te Dilbeek op 10 oktober 2001.

Ten einde deze wordt keuze van woonst gedaan ten kantore van Mr. Goedertier, notaris, met kantoor te Zottegem, Meerlaan 17.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van de opneming in het *Belgisch Staatsblad* van de onderhavige bekendmaking, bij aangetekend schrijven te richten aan de voormelde gekozen woonplaats.

Oudenaarde, 19 december 2002.

De griffier-hoofd van dienst : (get.) P. Van der Hauwaert. (35350)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, op 19 december 2002, heeft Bogaert, Marianne Thérèse Jeanne Simonne, notarieel medewerkster, geboren te Antwerpen op 14 mei 1973, wonende te 2500 Lier, Leopoldplein 27/3;

handelende als gevolmachtigde van :

Bogaert, Marc, notaris met standplaats te 2440 Geel, Pas 264;

handelende in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder, hiertoe aangewezen bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, d.d. 2 april 1992, over Hanssens, Liliane Louise Raymonde, zonder beroep, geboren te Elsene op 21 oktober 1930, gedomicilieerd en verblijvende te 2440 Geel, Pas 200;

handelende in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder, hiertoe aangewezen bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, d.d. 15 september 1998, over Hanssens, Yolande Henriette Rolande, zonder beroep, geboren te Elsene op 10 september 1933, gedomicilieerd en verblijvende te 2440 Geel, Pas 200;

tevens handelende ingevolge machtigingen hem verleend, en dit in toepassing van artikel 488bis, f), par. 3e), van het Burgerlijk Wetboek, door de vrederechter van het kanton Mol, ingevolge beschikkingen d.d. 1 oktober 2002;

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Hanssens, Roland Edouard Joseph, geboren te Elsene op 13 december 1929, in leven laatst wonende te 2440 Geel, Pas 200, en overleden te Geel op 16 september 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van de heer Bogaert, Marc, notaris met standplaats te 2440 Geel, Pas 264.

Turnhout, 19 december 2002.

De griffier : (get.) W. Van der Veken. (35351)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 02-2222 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 20 décembre 2002 :

1. M. Verbruggen, Jack Charles Jean Robert, né à Etterbeek le 22 décembre 1947, domicilié à 1180 Uccle, rue Edith Cavell 193;

2. M. Verbruggen, Luc Pierre Jack Robert, né à Schaerbeek le 22 juillet 1957, domicilié à 1640 Rhode-Saint-Genèse 45,

en leur nom personnel, ont déclaré accepter la succession sous bénéfice d'inventaire de Verbruggen, Robert Egide Louis Charles, né à Saint-Josse-ten-Noode le 26 juin 1917, de son vivant domicilié à Bruxelles, avenue de la Croix Rouge 2, et décédé le 12 avril 2002 à Bruxelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à Me Willems, Eric, notaire à 9000 Gent, Brabant-dam 143.

Bruxelles, le 20 décembre 2002.

Le greffier, (signé) Philippe Mignon. (35352)

Tribunal de commerce de Charleroi

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 11 décembre 2002 :

Aujourd'hui, le 11 décembre 2002, comparait au greffe civil du tribunal de première instance séant à Charleroi, province de Hainaut, et pardevant nous, Myriam Vandercapelle, greffier adjoint délégué : Creton, Georges, domicilié à 1470 Genappe, rue Ry d'Hez 12, lequel comparant déclare, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de Paul, Jean, de son vivant domicilié à Ransart, rue de la Bassée 60, et décédé le 19 avril 2002 à Gilly.

Dont acte dressé à la demande formelle, du comparant qu'après lecture faite nous avons signé avec lui.

Cet avis doit être adressé Me Thielen, Joëlle, notaire, de résidence à 6220 Fleurus, chaussée de Charleroi 241.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Charleroi, le 18 décembre 2002.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Myriam Vandercapelle. (35353)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 18 décembre 2002 :

Aujourd'hui, le 18 décembre 2002, comparait au greffe civil du tribunal de première instance séant à Charleroi, province de Hainaut, et pardevant nous, Huguette Mathy, greffier adjoint : Mme Troquet, Christine, domiciliée à 6530 Thuin, rue du Chêne 9, agissant en sa qualité de mère et porteuse de l'autorité parentale de sa fille mineure : Mlle Lecomte, Marie, née à Nivelles le 7 février 1994, domiciliée avec sa mère, à ce dûment autorisée en vertu de l'ordonnance du juge de paix du canton de Thuin du 27 novembre 2002, laquelle comparante déclare, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de Lecomte, Michel, de son vivant domicilié à Thuin, rue du Chêne 9, et décédé le 20 mai 2002 à Thuin.

Dont acte dressé à la demande formelle, de la comparante qu'après lecture faite nous avons signé avec elle.

Cet avis doit être adressé à Me Anne Ruelle, notaire, de résidence à 6530 Thuin, drève des Alliés 106.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Charleroi, le 18 décembre 2002.

Le greffier adjoint, (signé) Hugues Mathy. (35354)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 21 novembre 2002 :

M. Pierre Derzelle, domicilié à Bourlers, rue de Poteaupré 3, agissant en vertu d'un pouvoir de substitution donné le 18 novembre 2002, par :

Me Vincent Maillard, notaire, de résidence à Chimay, rue de Forges 2, lequel agit en sa qualité de mandataire spécial, en vertu d'une procuration donnée le 18 novembre 2002, par :

Mme Bertieaux, Nadine, domiciliée à Momignies, rue de l'Eau d'Anor 27, agissant en sa qualité de parent exerçant l'autorité parentale à l'égard de :

Guislain, Julie, née à Chimay le 20 septembre 1989;

Guislain, Dominique, née à Chimay le 20 septembre 1989;

Guislain, Mindy, née à Chimay le 17 juillet 1994,

à ce dûment autorisée par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Chimay en date du 25 octobre 2002, a déclaré, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement, la succession de M. Guislain, Claude, en son vivant domicilié à Momignies, rue de l'Eau d'Anor 27, et décédé à Momignies le 26 août 2002.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Maillard, Vincent, de résidence à Chimay, rue de Forges 2.

Charleroi, le 20 décembre 2002.

Le greffier adjoint délégué, (signé) M. Vandercapelle. (35355)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 19 décembre 2002 :

Aujourd'hui, le 19 décembre 2002, comparait au greffe civil du tribunal de première instance séant à Charleroi, province de Hainaut, et pardevant nous, Hugues Mathy, greffier adjoint, Mme Muyltermans, Josiane, domiciliée à 5660 Brûly-de-Pesche, rue Haut Brûly 42/4, agissant en qualité de mère, titulaire de l'autorité parentale de Muyltermans, Philippe, né le 14 septembre 1986 à Chimay, domicilié rue du Haut Brûly 42/4, à 5660 Brûly-de-Pesche, à ce dûment autorisée en vertu de l'ordonnance du juge de paix du canton de Couvin-Philippeville du 12 décembre 2002, laquelle comparante déclare, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de Beschuyt, Monique, de son vivant domiciliée à Châtelet, rue de Fleurus 290, et décédé le 5 novembre 2002 à Châtelet.

Dont acte dressé à la demande formelle, de la comparante qu'après lecture faite nous avons signé avec elle.

Cet avis doit être adressé à Me Olivier Vandenbroucke, notaire, de résidence à 6220 Lambusart, rue Baudouin 55.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Charleroi, le 19 décembre 2002.

Le greffier adjoint, (signé) Hugues Mathy. (35356)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 17 décembre 2002, aujourd'hui le 17 décembre 2002, comparait au greffe civil du tribunal de première instance séant à Charleroi, province de Hainaut et par-devant nous, Hugues Mathy, greffier adjoint :

Mme Ruggenberg, Elisabeth, domiciliée à 6044 Roux, rue Emile Vandervelde 32, agissant en son nom personnel, et en qualité de détentrice de l'autorité parentale de la mineure prolongée :

Mlle Glineur, Isabelle, née à Gosselies le 13 septembre 1965, domiciliée à 6044 Roux, rue Emile Vandervelde 32;

à ce dûment autorisée par ordonnance du juge de paix du quatrième canton de Charleroi du 19 septembre 2002.

Laquelle comparante déclare, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de Glineur, Raymond, de son vivant domicilié à Roux, rue Emile Vandervelde 32, et décédé le 21 mai 2002 à Farciennes.

Dont acte dressé à la demande formelle, de la comparante qu'après lecture faite, nous avons signé avec elle.

Cet avis doit être adressé à Me Philippe Butaye, notaire de résidence à 6044 Roux, place Gambetta 43.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Charleroi, le 17 décembre 2002.

Le greffier adjoint, (signé) Hugues Mathy. (35357)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 17 décembre 2002, aujourd'hui le 17 décembre 2002, comparait au greffe civil du tribunal de première instance séant à Charleroi, province de Hainaut et par-devant nous, Hugues Mathy, greffier adjoint :

M. Van Cleemput, Marc, domicilié à 6200 Châtelet, rue du Grandchamp 2 agissant en son nom personnel, et conjointement avec Mme Guilmot, Delphine, en qualité de titulaires de l'autorité parentale sur : Van Cleemput, Elise, née à Charleroi (D1) le 22 avril 2002, domiciliée à 6200 Châtelet, rue du Grandchamp 2;

à ce dûment autorisés par ordonnance du juge de paix du canton de Châtelet du 11 octobre 2002.

Lequel comparant déclare, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de Van Cleemput, Marcel, de son vivant domicilié à Châtelet, rue de Namur 4-6, et décédé le 25 août 2002 à Charleroi.

Dont acte dressé à la demande formelle du comparant qu'après lecture faite, nous avons signé avec lui.

Cet avis doit être adressé à M. Marc Van Cleemput, domicilié à 6200 Châtelet, rue du Grandchamp 2.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Charleroi, le 17 décembre 2002.

Le greffier adjoint, (signé) Hugues Mathy. (35358)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 16 décembre 2002, aujourd'hui le 16 décembre 2002, comparait au greffe civil du tribunal de première instance séant à Charleroi, province de Hainaut et par-devant nous, H. Mathy, greffier adjoint :

Mme La Corte, Lydia, domiciliée à 6061 Charleroi, rue Saint-Charles 20, agissant en son nom personnel.

Laquelle comparante déclare, en langue française accepter mais sous bénéfice d'inventaire la succession de Van Wallendal-Van de Castele, Marie-Louise, de son vivant domiciliée à 6061 Montignie-sur-Sambre, rue T'serclaes de Tilly 2/0013, et décédée le 14 août 2002 à Bouge.

Dont acte dressé à la demande formelle de la comparante qu'après lecture faite, nous avons signé avec elle.

Cet avis doit être adressé à Me Dumont, Michel, notaire de résidence à 6000 Charleroi, boulevard Audent 26.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Charleroi, le 16 décembre 2002.

Le greffier adjoint, (signé) H. Mathy. (35359)

Tribunal de première instance de Liège

L'an 2002, le 20 décembre, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparé :

Me Counerotte, Cora, avocat, de résidence quai de Rome 94, à 4000 Liège, porteuse d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de :

Spinette, Christiane, née à Liège le 15 juin 1954, domiciliée avenue Bois le Comte 35, à 4140 Gomzée-Andoumont, agissant en sa qualité de titulaire de l'autorité parentale sur sa fille mineure d'âge :

Gauthoye, Karine, née à Liège le 29 novembre 1985, domiciliée avec sa mère;

et à ce, autorisée par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Sprimont en date du 20 septembre 2002, ordonnance qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte.

Laquelle comparante a déclaré, ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Gauthoye, Jean-Pierre Paul Hubert Marie Joseph, né à Ougrée le 24 juin 1946, de son vivant domicilié à Gomzée-Andoumont, avenue Bois le Comte 35, et décédé le 2 juin 2002 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Mottard, Roger, notaire de résidence rue Adrien Materne 99, à 4460 Grâce-Hollogne.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service, (signature illisible). (35360)

Tribunal de première instance de Neufchâteau

Par acte reçu le 29 novembre 2002 au greffe du tribunal de première instance de Neufchâteau, China, Kathy, née le 10 février 1977 et China, Raphaël, né le 28 avril 1975, domiciliés à Grande-Mormont 13, Houffalize, ont accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de China, André Auguste Joseph Ghislain, né à Nadrin le 12 avril 1950, domicilié à Bastogne, rue G. Delperdange 116, décédé le 24 mai 2002 à Liège.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé adressé dans les trois mois de la présente insertion à Me M. Hebette, notaire à 6660 Houffalize, rue de Liège 28, où les déclarants font élection de domicile.

Le greffier en chef, (signé) C. Ansay. (35361)

Gerechtigd akkoord – Concordat judiciaire

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 18 décembre 2002, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi octroie à la S.A. L'Adret, dont le siège social est sis à 6041 Gosselies, rue de l'Observatoire 111, R.C. Charleroi 192083, le bénéfice du sursis définitif jusqu'au 18 mars 2003.

Il appartiendra au commissaire au sursis, M. Pascal Lambotte, domicilié à 5070 Fosses-la-Ville, avenue Champ Stoné 15, de poursuivre sa mission conformément aux articles 36 et suivants de la loi du 17 juillet 1997 sur le concordat judiciaire.

Le greffier, (signé) Ch. Ghislain. (Pro deo) (35362)

Par jugement du 18 décembre 2002, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi octroie à la S.A. Sogemaire, dont le siège social est sis à 6041 Gosselies, rue de l'Observatoire 111, R.C. Charleroi 118116, le bénéfice du sursis définitif jusqu'au 18 juillet 2003.

Il appartiendra au commissaire au sursis, M. Pascal Lambotte, domicilié à 5070 Fosses-la-Ville, avenue Champ Stoné 15, de poursuivre sa mission conformément aux articles 36 et suivants de la loi du 17 juillet 1997 sur le concordat judiciaire.

Le greffier, (signé) Ch. Ghislain. (Pro deo) (35363)

Faillissement – Faillite

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 17 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op aangifte (bekentenis) (art. 11 F.W.), van Result Consulting B.V.B.A., Nieuwelaan 69, 1853 Strombeek-Bever, H.R. Brussel 629836, BTW 464.295.448.

Handelsactiviteit : studie-, organisatie en raadgevend bureau.

Rechter-commissaris : M. Geeraerts.

Curator : Van de Mierop, Ilse, Wafelaertstraat 47-51, 1060 Brussel-6.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35364)

In datum van 17 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de B.V.B.A. Canabo, Leuvensesteenweg 51, 1910 Kampenhout, H.R. Brussel 455674, BTW 424.936.808.

Handelsactiviteit : houtzagerij.

Rechter-commissaris : M. Geeraerts.

Curator : Van de Mierop, Ilse, Wafelaertstraat 47-51, 1060 Brussel-6.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35365)

In datum van 17 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de B.V.B.A. T.M.S. Industrie, Sterstraat 1/B, 1620 Drogenbos, H.R. Brussel 642464, BTW 471.764.745.

Handelsactiviteit : metallurgie.

Rechter-commissaris : M. Geeraerts.

Curator : Van de Mierop, Ilse, Wafelaertstraat 47-51, 1060 Brussel-6.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35366)

In datum van 17 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op aangifte (bekentenis) art. 11 F.W.), van De Backer, Carlos Camiel Paul, Stationsstraat 86, 1770 Liedekerke, H.R. Brussel 634855, BTW 749.370.728.

Handelsactiviteit : plaatsen van sectionale poorten.

Rechter-commissaris : L. Vanderschriek.

Curator : Vanderleenen, Anna-Maria, Ernest Allardstraat 35-37, 1000 Brussel-Stad.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35367)

In datum van 17 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op aangifte (bekentenis) art. 11 F.W.), van Polat Fevzi, « Best Trans », Vlaanderenstraat 32, 1800 Vilvoorde, H.R. Brussel 612601, BTW 578.778.214.

Handelsactiviteit : transport + snack.

Rechter-commissaris : L. Vanderschriek.

Curator : Vanderleenen, Anna-Maria, Ernest Allardstraat 35-37, 1000 Brussel-Stad.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35368)

In datum van 17 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op aangifte (bekentenis) art. 11 F.W.), van de B.V.B.A. Best Transport, Vlaanderenstraat 32, 1800 Vilvoorde, H.R. Brussel 638494, BTW 467.024.811.

Handelsactiviteit : transport.

Rechter-commissaris : L. Vanderschriek.

Curator : Vanderleenen, Anna-Maria, Ernest Allardstraat 35-37, 1000 Brussel-Stad.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35369)

In datum van 17 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op aangifte (bekentenis) art. 11 F.W.), van Embourg, Irène Pauline Louise Marie, « Restaurant Rondenbos », Bodegemstraat 225, 1700 Dilbeek, H.R. Brussel 573286, BTW 748.246.518.

Handelsactiviteit : restaurant.

Rechter-commissaris : L. Vanderschriek.

Curator : Vanderleenen, Anna-Maria, Ernest Allardstraat 35-37, 1000 Brussel-Stad.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35370)

In datum van 17 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de B.V.B.A. Reba, Brusselstraat 328, 1702 Groot-Bijgaarden, H.R. Brussel 642371.

Handelsactiviteit : fast food-zaken, snackbars, frituren en dergelijke.

Rechter-commissaris : L. Vanderschriek.

Curator : Vanderleenen, Anna-Maria, Ernest Allardstraat 35-37, 1000 Brussel-Stad.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35371)

In datum van 17 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op dagvaarding, van de C.V.B.A. Italbike, Marjoleinstraat 37, 1982 Elewijt, H.R. Brussel 546812, BTW 444.445.783.

Handelsactiviteit : groothandel in rijwielen.

Rechter-commissaris : M.-M. Buelens.

Curator : Vanneuville, Hugo, Marcel Thiry laan 200, 1200 Brussel-20.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35372)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 17 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Carvell, avenue des Saisons 100-102, bte 30, 1050 Ixelles, R.C. Bruxelles 636526, T.V.A. 458.971.861.

Objet social : salon de coiffure, organisation de séminaires.

Juge-commissaire : M.-M. Buelens.

Curateur : Vanneuville, Hugo, avenue Marcel Thiry 200, 1200 Bruxelles-20.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 22 janvier 2003, à 14 heures, en la salle G.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (35373)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 17 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op aangifte (bekentenis) (art. 11 F.W.), van de B.V.B.A. Carvell, Jaargetijdenlaan 100-102, bus 30, 1050 Elsene, H.R. Brussel 636526, BTW 458.871.861.

Handelsactiviteit : kapsalon, organiseren van seminaries.

Rechter-commissaris : M.-M. Buelens.

Curator : Vanneuville, Hugo, Marcel Thiry laan 200, 1200 Brussel-20.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35373)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 18 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Dynamodus, avenue Parmentier 185, 1150 Woluwe-Saint-Pierre, R.C. Bruxelles 624337, T.V.A. 463.180.443.

Objet social : bureau d'étude d'organisation et de conseil.

Juge-commissaire : Fr. Wiser.

Curateur : Ensch, Ysabelle, avenue Louise 349, bte 17, 1050 Bruxelles-5.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 22 janvier 2003, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (35374)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 18 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op bekentenis, van de B.V.B.A. Dynamodus, Parmentierlaan 185, 1150 Sint-Pieters-Woluwe, H.R. Brussel 624337, BTW 463.180.443.

Handelsactiviteit : studie-, organisatie en raadgevend bureau.

Rechter-commissaris : Fr. Wiser.

Curator : Ensch, Ysabelle, Louizalaan 349, bus 17, 1050 Brussel-5.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35374)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 18 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur aveu, de la S.A. Tempos, rue de Laeken 56, 1000 Bruxelles-Ville, R.C. Bruxelles 224056, T.V.A. 403.411.320.

Objet social : articles d'horlogerie.

Juge-commissaire : Fr. Wiser.

Curateur : Ensch, Ysabelle, avenue Louise 349, bte 17, 1050 Bruxelles-5.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 22 janvier 2003, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (35375)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 18 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op bekenenis, van de N.V. Tempos, Lakenstraat 56, 1000 Brussel-Stad, H.R. Brussel 224056, BTW 403.411.320.

Handelsactiviteit : uurwerkenartikelen.

Rechter-commissaris : Fr. Wiser.

Curator : Ensch, Ysabelle, Louizalaan 349, bus 17, 1050 Brussel-5.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35375)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 18 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Horeca Center, clos de la Pastourelle 15, bte 3, 1140 Evere, R.C. Bruxelles 641627, T.V.A. 470.759.806.

Objet social : horeca.

Juge-commissaire : H. Courtin.

Curateur : Ensch, Ysabelle, avenue Louise 349, bte 17, 1050 Bruxelles-5.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 22 janvier 2003, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (35376)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 18 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op bekenenis, van de B.V.B.A. Horeca Center, Herdersliedgaaude 15, bus 3, 1140 Evere, H.R. Brussel 641627, BTW 470.759.806.

Handelsactiviteit : horeca.

Rechter-commissaris : H. Courtin.

Curator : Ensch, Ysabelle, Louizalaan 349, bus 17, 1050 Brussel-5.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35376)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 18 décembre 2002 a été prononcé la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Boutique Chouette, chaussée de Waterloo 499, 1050 Ixelles, R.C. Bruxelles 571489, T.V.A. 449.143.256.

Objet social : tissus d'ameublement.

Juge-commissaire : H. Courtin.

Curateur : Ensch, Ysabelle, avenue Louise 349, bte 17, 1050 Bruxelles-5.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue de la Régence 4, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 22 janvier 2003, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, R. Tielemans. (35377)

Rechtbank van koophandel te Brussel

In datum van 18 december 2002 werd uitgesproken de faillietverklaring, op bekenenis, van de B.V.B.A. Boutique Chouette, Waterloosesteenweg 499, 1050 Elsene, H.R. Brussel 571489, BTW 449.143.256.

Handelsactiviteit : bekledingstoffen.

Rechter-commissaris : H. Courtin.

Curator : Ensch, Ysabelle, Louizalaan 349, bus 17, 1050 Brussel-5.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, Regentschapsstraat 4, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 22 januari 2003, te 14 uur, in de zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, R. Tielemans. (35377)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Belgian House of Business N.V., Belgiëlei 174, 2018 Antwerpen-1, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële-, handels-, fiscale- of sociale aangelegenheden, H.R. Antwerpen 237385, BTW 424.659.961, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Curator : Mr. Joris, Wilfried, Marktplein 22, 2110 Wijnegem.

Datum van de staking van betaling : 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (35378)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Patloc Corporation vennootschap naar het recht van de staat Delaware, met zetel te Delaware, 19810 U.S.A., Wilmington New Castle County, 701 Renner Road, en inrichting te 2900 Schoten, Plantijnlei 55/1, onderneming voor het plaatsen van ijzerwerk, metalen luiken en metalen schrijnwerk, H.R. Antwerpen 323397, BTW 459.747.831, op bekenenis, failliet verklaard.

Curator : Mr. Van Impe, Bruno, Generaal Slingenerlaan 107, 2100 Deurne (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (35379)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Royale Watches B.V.B.A., Falconplein 42, 2000 Antwerpen-1, kleinhandel in fantasiejuwelen en verlichtingsartikelen, H.R. Antwerpen 340764, BTW 461.817.196, op bekentenis, failliet verklaard.

Curator : Mr. Meylemans, Jef, Kroonstraat 44, 2140 Borgerhout (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (35380)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is L & L Interieur B.V.B.A., Jennevallaan 30, 2530 Boechout, onderneming voor warmte- en geluidsisolatie, H.R. Antwerpen 344412, BTW 474.391.069, op bekentenis, failliet verklaard.

Curator : Mr. Verfaillie, Christine, Amerikalei 128, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (35381)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Becalor B.V.B.A., Middelmolenlaan 36-38, 2100 Deurne (Antwerpen), onderneming voor het herstellen van elektrische huishoudelijke toestellen, H.R. Antwerpen 177848, BTW 400.885.855, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Curator : Mr. Mattheessens, Pieter, Plantin en Moretuslei 12, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (35382)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Camargue coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, Italiëlei 59A, 2000 Antwerpen-1, bestaat enkel voor haar maatschappelijke zetel, H.R. Antwerpen 276533, BTW 439.956.366, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Curator : Mr. Joris, Wilfried, Marktplein 22, 2110 Wijnegem.

Datum van de staking van betaling : 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (35383)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Herba Design B.V.B.A., Brederodestraat 2, 2018 Antwerpen-1, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 429.552.424, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Curator : Mr. Kips, Marc, Lange Gasthuisstraat 27, 2000 Antwerpen.

Datum van de staking van betaling : 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (35384)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Dali Handels- en Exploitatiemaatschappij N.V., Terninckstraat 21, bus 1, 2000 Antwerpen-1, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 459.888.381, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Curator : Mr. Kips, Marc, Lange Gasthuisstraat 27, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (35385)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Tomin B.V.B.A., Duinstraat 62, bus 3, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 324647, BTW 461.352.190, patrimoniumvennootschap, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Curator : Mr. Laugs, Guy, Mechelsesteenweg 12/8, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (35386)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Mappa Mundo Hasselt B.V.B.A., Lange Lobroekstraat 8, 2060 Antwerpen-6, niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 474.906.456, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Curator : Mr. Laugs, Guy, Mechelsesteenweg 12/8, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (35387)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Verma Trading International N.V., in vereffening, Brugstraat 16, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 297848, BTW 450.531.049, op bekentenis, failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief.

Vereffenaar : Mr. J. Van De Vyver, Eglantierlaan 1, bus 27, 2020 Antwerpen.

Datum van de staking van betaling : 19 december 2002.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (35388)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is P.D.W. coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, in vereffening, Kerkstraat 169, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 279768, BTW 442.411.159, op bekenenis, failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief.

Vereffenaar: Mr. B. Van Impe, Generaal Slingeneyerlaan 107, 2100 Deurne.

Datum van de staking van betaling: 17 december 2002.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De adjunct-griffier: M. Caers. (Pro deo) (35389)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Triple D Computers N.V., Molenberglei 12, unit 2, 2627 Schelle, groothandel in computers en randapparatuur, H.R. Antwerpen 339841, BTW 451.975.260, op bekenenis, failliet verklaard.

Curatoren: Mr. Van Meensel, Eric, Paleisstraat 12-14, 2018 Antwerpen-1, en Mr. Meylemans, Jef, Kroonstraat 44, 2140 Borgerhout (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling: 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie: vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen: 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier: M. Caers. (35390)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Deuk Techniek België B.V.B.A., Bijkhoevelaan 3, 2110 Wijnegem, werkplaats voor het herstellen van koetswerk, H.R. Antwerpen 325437, BTW 461.380.696, op bekenenis, failliet verklaard.

Curator: Mr. Lyen, Reinhilde, Marktplein 7, 2110 Wijnegem.

Datum van de staking van betaling: 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie: vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen: 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier: M. Caers. (35391)

Bij vonnis in datum van 19 december 2002 is Arcobel N.V., Bleekhofstraat 119/8H, 2140 Borgerhout (Antwerpen), groothandel in niet elders genoemde machines, toestellen en werktuigen, H.R. Antwerpen 240726, BTW 425.731.812, op bekenenis, failliet verklaard.

Curator: Mr. Lyen, Reinhilde, Marktplein 7, 2110 Wijnegem.

Datum van de staking van betaling: 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie: vóór 17 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen: 12 februari 2003, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De adjunct-griffier: M. Caers. (35392)

Bij vonnis in datum van 18 december 2002 is de datum van staking der betalingen in het faillissement Panatec N.V., Belgiëlei 174, 2018 Antwerpen-1, BTW 444.250.595, uitgesproken op 5 februari 2002, op 5 augustus 2001 teruggebracht.

Curator: Mr. Haaren, Anne-Marie, advocaat, Peter Benoitlaan 15, 2550 Kontich.

De adjunct-griffier: M. Caers. (Pro deo) (35393)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van de tijdelijke eerste kamer bis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, d.d. 18 december 2002, werd, op bekenenis, het faillissement uitgesproken van Van den Eynde, Wim Louisa Marcel, geboren te Reet op 4 september 1970, en wonende te 8420 De Haan, Sparrenbospad 16, met handelsuitbating te 8420 De Haan (Wenduine), Zeedijk 24, met als handelsbenaming « Brasilia », H.R. Brugge 91389, voor de verkoop van dranken voor, in het algemeen, consumptie ter plaatse, eventueel in combinatie met energerlei vorm van amusement door: cafés, bars, nachtclubs, bierhallen, enz.; verkoop aan de toeg van eetwaren en dranken die ter plaatse verbruikt worden en, in het algemeen in een wegwerpverpakking aangeboden worden in tearooms, ijssalons en dergelijke, BTW 769.178.821.

De datum van staking van betaling is vastgesteld op 18 december 2002.

Tot curator werd aangesteld: Mr. Johan Mermuys, advocaat te 8490 Jabbeke, Aartrijksesteenweg 1C.

De aangiften van schuldvordering dienen neergelegd te worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te 8000 Brugge, Kazernevest 3, vóór 17 januari 2003.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsgrijpen op 3 februari 2003, om 9 uur, in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Brugge, achteraan zaal N, op de eerste verdieping van het gerechtsgebouw, Kazernevest 3.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) L. Demets. (35393)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis van de derde kamer van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, werd op 18 december 2002, het faillissement uitgesproken van Mercier, Nathalie, geboren te Carvin (Frankrijk) op 19 mei 1968, wonende te 8400 Oostende, Middenlaan 92, doch verblijvende te 8800 Roeselare, Wilgenstraat 54, H.R. Oostende 56629, voor spijshuis onder de benaming « Petit Bruxelles », met uitbating te 8400 Oostende, Middenlaan 92, BTW 781.225.429.

De datum van staking van betaling is vastgesteld op 18 december 2002.

Tot curator werd aangesteld: Mr. Marianne Van Gheluwe, advocaat te 8400 Oostende, Stockholmstraat 27.

De aangiften van schuldvordering dienen neergelegd te worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te 8400 Oostende, Canada-plein, vóór 18 januari 2003.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal plaatsgrijpen op vrijdag 24 januari 2003, om 16 u. 30 m., in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, de eerste verdieping van het gerechtsgebouw te 8400 Oostende, Canada-plein.

Voor eensluidend verklaard uittreksel: de griffier, (get.) H. Crombez. (35394)

De rechtbank spreekt het volgende vonnis uit:

Herzien het vonnis van deze rechtbank d.d. 17 februari 2000, waarbij Kyriazis, Jean, wordt failliet verklaard.

Gelet op het verslag van de heer Luc Devisch, rechter-commissaris van dit faillissement, over de omstandigheden van het faillissement en het ongunstig advies van het openbaar ministerie in verband met de verschoonbaarheid.

Overwegende dat alle verrichtingen in dit faillissement ten einde zijn; dat overeenkomstig art. 79 Faillissementswet de slotvergadering werd gehouden op 16 augustus 2000, waarop de aanwezige schuldeisers over de verschoonbaarheid van de gefailleerde hebben geadviseerd zich te gedragen naar het oordeel van de rechtbank.

Op deze gronden, de rechtbank,

Beslissend overeenkomstig artikel 80 van de Faillissementswet.

Gelet op artikel 2 en volgende van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Op verslag van de rechter-commissaris en na advies van het openbaar ministerie.

Verklaart voor gesloten door vereffening, het faillissement van Kyrizis, Jean, wonende te 8400 Oostende, Boekareststraat 10.

Verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar, gezien hij werd veroordeeld voor een in artikel 81 van de Faillissementswet voorkomend feit.

Zegt dat er geen redenen voorhanden zijn om de publicatie van dit vonnis in het *Belgisch Staatsblad* te bevelen.

Kosten ten laste van de massa.

Staat de voorlopige tenuitvoerlegging van huidig vonnis toe.

Aldus beslist en uitgesproken ter openbare en gewone terechtzitting van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, derde kamer, in datum van 5 oktober 2000.

Tegenwoordig : F. Deschoolmeester, rechter; N. Haesaert en M.-S. Bulcke, rechters in handelszaken; A. Toune, griffier-hoofd van dienst.

Eensluitend verklaard afschrift kosteloos afgeleverd aan de heer Kyriazis, Jean, ingevolge artikel 80 Gerechtelijk Wetboek.

Oostende, 8 november 2000.

De griffier : (onleesbare handtekening) (35395)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Baby & Kids Fashion B.V.B.A., kleinhandel, Vlasmarkt 36, 9200 Dendermonde, H.R. Dendermonde 49479, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer De Geest, Ignace, wonende te 9160 Lokeren, Kerkstraat 1.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms. (Pro deo) (35397)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Unitra N.V., transportonderneming, Industriepark Zwaarveld 9, 9220 Hamme (O.-Vl.), H.R. Dendermonde 35051, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer Verbeke, Geert, wonende te 9190 Stekene, Hulsterstraat Noord 1.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms. (Pro deo) (35398)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Van Damme, Mark, carrosserie, Baasrodestraat 2, 9280 Lebbeke, H.R. Dendermonde 35386, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms. (Pro deo) (35399)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Jefrina B.V.B.A., onderneming onroerende goederen, Eekhoekstraat 7, 9250 Waasmunster, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

In toepassing van artikel 74 van de faillissementswet wordt de uitvoering van het voormeld vonnis gedurende één maand geschorst vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer Jacobs, Roger, wonende te 2980 Zoersel (Halle), Rietakker.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms. (Pro deo) (35400)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van B.V.B.A. Zora, horeca, Kleinbroekstraat 58, 9220 Hamme (O.-Vl.), gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

In toepassing van artikel 74 van de faillissementswet wordt de uitvoering van het voormeld vonnis gedurende één maand geschorst vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer De Clippeleir, wonende te 9220 Hamme, Kleinbroekstraat 58.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms. (Pro deo) (35401)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 18 december 2002, werd de N.V. Escapade, Steenbergstraat 10, 9230 Wetteren, niet ingeschreven in het H.R. Dendermonde, in staat van faillissement verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Marc Tackaert.

Curator : Mr. Petra Seymoens, Gentsesteenweg 108-110, 9200 Dendermonde.

Datum staking van betalingen : 12 december 2002, onder voorbehoud van art. 12, lid 2, F.W.

Indienen van de schuldvorderingen met bewijsstukken, uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf datum faillissementsvonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op dinsdag 28 januari 2003.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms. (Pro deo) (35402)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Zelensis B.V.B.A., drankgelegheid, Statieplein 20, 9200 Dendermonde, H.R. Dendermonde 54918, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer Desmet, Jean Pierre, wonende te 9250 Waasmunster, Grote Baan 42.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms. (Pro deo) (35403)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van National & International Transactions B, Brusselsesteenweg 168, bus 1, 9280 Lebbeke, H.R. Dendermonde 56228, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : Mevr. Van Hove, Birgit, wonende te 9200 Dendermonde, Schippersdijk 10, en de heer Renda, Francesco, wonende te 9255 Buggenhout, Boksheide 1.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35404)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van De Corte, Luc, drankgelegenheid, Fabriekstraat 9, 9200 Dendermonde, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

In toepassing van artikel 74 van de faillissementswet wordt de uitvoering van het voormeld vonnis gedurende één maand geschorst vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35405)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van de B.V.B.A. Annef, kleinhandel in kleding, Opwijksestraat 147, 9280 Lebbeke, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

In toepassing van artikel 74 van de faillissementswet wordt de uitvoering van het voormeld vonnis gedurende één maand geschorst vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : Mevr. Inge Jacobs, wonende te 9310 Baardegem, Jan Frans Fonckstraat 16A.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35406)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Rija Drinks B.V.B.A., handel in allerhande, Vrankrijkstraat 66, 9200 Schoonaarde, H.R. Dendermonde 49147, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer Tas, Hugo, wonende te Casa Ros Beiaard, Pda Alcocons 28, 03570 Villajoyosa (Spanje).

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35407)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Vermeir, Frankie, drankgelegenheid, Hoofdstraat 29A, 9200 Appels (Dendermonde), H.R. Dendermonde 57987, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35408)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Van den Berghe, Anneke, drankgelegenheid, Oude Vest 99, 9200 Dendermonde, H.R. Dendermonde 56264, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35409)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Peeleman, Geert, bakkerij, Buisstraat 85, 9200 Dendermonde, H.R. Dendermonde 55241, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35410)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Belma International N.V., groothandel in textielwaren, Bergveld 1, 9255 Buggenhout, H.R. Dendermonde 47154, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer Khawan, Mohammed Mouhssen, zonder gekende woon- of verblijfplaats in België.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35411)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van De Coninck L. I.V. B.V.B.A., Palingbotterstraat 14, 9200 Baasrode, H.R. Dendermonde 37214, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer De Coninck, Lieven, wonende te 9200 Dendermonde (Baasrode), Palingbotterstraat 14-16.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35412)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Corect Computing N.V., Baasrodestraat 115, 9200 Baasrode, H.R. Dendermonde 861, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer De Bondt, Tony, wonende te 1840 Londerzeel, Mechelsestraat 55.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35413)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van AA Plastics B.V.B.A., verkoop van kunststof, Cooremanneken 2, 9200 Dendermonde, H.R. Dendermonde 50551, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer D'Hondt, Peter, wonende te 9310 Meldert, Goosenbroeck 22.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35414)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van de B.V.B.A. Helene Des Champs, confectie en groothandel in dameslingerie, Stationsstraat 115, 9260 Schellebelle, H.R. Dendermonde 46623, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer Van de Velde, Emiel, wonende te D-90587 Obermichelbach, Am Pharrgarten 2a.

Voor eensluitend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35415)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Cabrita N.V., Lindestraat 7, 9240 Zele, H.R. Dendermonde 49134, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer Tack, Pierre, wonende te 1790 Affligem, Exterenberg 1.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35416)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Van Royen B.V.B.A., restaurant, Veldstraat 32, 9250 Waasmunster, H.R. Dendermonde 54895, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer Van Royen, Kristof, wonende te 1300 Westkapelle.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35417)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Smekens-De Troch VOF, zelfstandig gerant, Oordegemsesteenweg 55, 9230 Wetteren, H.R. Dendermonde 55052, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer Smekens, Laurent, en Mevr. De Troch, Karina, beiden wonende te 9230 Wetteren, Oordegemsesteenweg 55.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35418)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Snookerpaleis Gentbrugge B.V.B.A., Fitness Center, Nieuwstraat 37, 9230 Wetteren, H.R. Dendermonde 52313, gesloten verklaard bij vereffening.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Identiteit van de personen die als vereffenaars worden beschouwd : de heer D'Haene, Eddy, wonende te 9000 Gent, Henleykaai 91.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Chr. Borms.
(Pro deo) (35419)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 17 december 2002, werd het faillissement van de B.V.B.A. Sweet Way, Oostveldstraat 58, bus 5, 9900 Eeklo, H.R. Gent 195201, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt beschouwd als vereffenaars volgens vennootschapdossier :

Gaston Speybrouck, Heirweg 59, te 9270 Laarne.

Anne Verhaegen, Heirweg 59, te 9270 Laarne.

De hoofdgriffier : (get.) H. Vanmaldeghem. (35420)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 17 december 2002, werd het faillissement van de B.V.B.A. Vani, Ottergemsesteenweg 267, bus 9, 9000 Gent, H.R. Gent 154715, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Worden beschouwd als vereffenaars volgens vennootschapdossier :

Willy Van Nieuwenhuyze, Zakstraat 55, te 9190 Sinaai.

Danny Van Nieuwenhuyze, Heyveldstraat 231, te Sint-Amandsberg.

De hoofdgriffier : (get.) H. Vanmaldeghem. (35421)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 17 december 2002, werd het faillissement van de B.V.B.A. Bureau voor Industriële Psychologie, Koning Albertlaan 37, 9000 Gent, H.R. Gent 188117, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt beschouwd als vereffenaar volgens vennootschapdossier :

Frank De Cock, Lousbergskaaï 164, te 9000 Gent.

De hoofdgriffier : (get.) H. Vanmaldeghem. (35422)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 17 december 2002, werd het faillissement van de B.V.B.A. Arsto, Antwerpsesteenweg 999, 9041 Oostakker, H.R. Gent 196358, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt beschouwd als vereffenaar volgens vennootschapdossier :

Arnoldus Kwisthout, Joostenstraat 1, te 4551 Sas van Gent.

De hoofdgriffier : (get.) H. Vanmaldeghem. (35423)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 17 december 2002, werd het faillissement van de B.V.B.A. Call Europe, Conduitsteeg 1/A, 9000 Gent, H.R. Gent 188111, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt beschouwd als vereffenaar volgens vennootschapdossier :

Terence Montague Moore, 66 Carpenters Wood Drive - Chorleywood, Herts WD3, 5RW (Groot-Brittanië).

De hoofdgriffier : (get.) H. Vanmaldeghem. (35424)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 17 december 2002, werd het faillissement van Euro Container Trucking, Muidepoort 104, 9000 Gent, H.R. Gent 140170, door vereffening beëindigd.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt beschouwd als vereffenaar volgens vennootschapdossier :

Françine Lenssens, Zeebruggelaan 68, te 8380 Lissewege.

De hoofdgriffier : (get.) H. Vanmaldeghem. (35425)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 17 december 2002, werd het faillissement van Van Durme Engeneering B., Bisschop P. Damantlaan 42, 9080 Lochristi, H.R. Gent 157098, door vereffening beëindigd.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Wordt beschouwd als vereffenaar volgens vennootschapdossier :

Marc Van Durme, Bisschop P. Damantlaan 42, te 9080 Lochristi.

De hoofdgriffier : (get.) H. Vanmaldeghem. (35426)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 18 december 2002, werden de faillissementen Hair Line Design B.V.B.A., H.R. Gent 159222; Standaert, Erna, H.R. Gent 137345, en Govaert, Robert, H.R. Gent 109163, Visserij 210, 9000 Gent, door vereffening beëindigd.

De gefailleerden werden niet verschoonbaar verklaard.

Wordt beschouwd als vereffenaar :

Erna Standaert, thans wonende te 9550 Herzele, Dennenlaan 37, bus 4.

De hoofdgriffier : (get.) H. Vanmaldeghem. (35427)

Bij vonnis d.d. 19 december 2002, op bekentenis, vijfde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake LN Technics B.V.B.A., onderneming voor import en export, tussenpersoon in de handel en diensten, speciale technieken in de bouw zoals liften, airconditionering, branddetectie, inbraakpreventie, domotica, elektriciteit, sanitair, immobiëlen, renovatiewerken, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9820 Merelbeke, Mijleekstraat 19, H.R. Gent 190252, BTW 464.078.781.

Rechter-commissaris : de heer Daniël Van de Velde.

Datum staking van de betalingen : 1 december 2002.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 16 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 30 januari 2003, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Peter Van Caenegem, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Savaanstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (35428)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van 17 december 2002, van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, werd in staat van faillissement verklaard de N.V. Callens Textielfabriek, met maatschappelijke zetel aan de Moorseelestraat 102, te 8500 Kortrijk, H.R. Kortrijk 125, BTW 405.320.240, fabricatie van stofferingsweefsels.

Rechter-commissaris : de heer Marcel Holvoet, rechter in handelszaken.

Curatoren : Mr. Sabine Vanneste, advocate te 8770 Ingelmunster, Weststraat 5, en Mr. Johan Vynckier, advocaat te 8500 Kortrijk, Louis Robbeplein 2.

De staking van betaling werd vastgesteld : op 17 december 2002.

Schuldvorderingen in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 16 januari 2003.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen : op vrijdag 14 december 2003, om 15 u. 30 m., ter rechtbank van koophandel te 8500 Kortrijk, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41.

Een curator : (get.) Johan Vynckier. (35429)

Bij vonnis van de vierde kamer, d.d. 16 december 2002, werd het faillissement van Sleeporama B.V.B.A., Kortrijksesteenweg 516, te 8793 Sint-Eloois-Vijve, H.R. Kortrijk 130431, door vereffening beëindigd.

Als vermoedelijke vereffenaar wordt beschouwd :

Gyselinck, Kathy, Statiestraat 207/7, 8810 Lichtervelde.

De griffier : (get.) Lefebvre, Brigitte. (35430)

Bij vonnis van de tweede kamer, d.d. 17 december 2002, werd, op bekentenis, failliet verklaard de N.V. Callens Textielfabriek, Moorseelestraat 102, te 8500 Kortrijk, H.R. Kortrijk 125, BTW 405.320.240, fabricatie van stofferingsweefsels.

Rechter-commissaris : Holvoet, Marcel.

Curatoren : Mr. Vanneste, Sabine, Weststraat 5, 8770 Ingelmunster, en Mr. Vynckier, Johan, Louis Robbeplein 2, 8500 Kortrijk.

Datum van de staking van betaling : 17 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 januari 2003.

Nazicht van de schuldvorderingen : 14 februari 2003, te 15 u. 30 m., zaal A, rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41, 8500 Kortrijk.

De griffier : (get.) Engels, Koen. (35431)

Bij vonnis van de tweede kamer, d.d. 17 december 2002, werd, op bekentenis, failliet verklaard de N.V. Callens Textiel, Moorseelestraat 102, te 8500 Kortrijk, H.R. Kortrijk 140596, BTW 460.358.040, holdingmaatschappij.

Rechter-commissaris : Holvoet, Marcel.

Curatoren : Mr. Vanneste, Sabine, Weststraat 5, 8770 Ingelmunster, en Mr. Vynckier, Johan, Louis Robbeplein 2, 8500 Kortrijk.

Datum van de staking van betaling : 17 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 16 januari 2003.

Nazicht van de schuldvorderingen : 14 februari 2003, te 15 u. 45 m., zaal A, rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41, 8500 Kortrijk.

De griffier : (get.) Engels, Koen. (Pro deo) (35432)

Bij vonnis van de buitengewone zitting, eerste kamer, d.d. 19 december 2002, werd het faillissement van De Schuyter, Bernice Marcella Maria, Zwevegensestraat 82, te 8500 Kortrijk, geboren op 5 februari 1943, H.R. Kortrijk 89912, afgesloten wegens gebrek aan activa. De gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

Als vermoedelijke vereffenaar wordt beschouwd :

Mevr. Bernice De Schuyter, thans wonende te 8400 Oostende, Torhoutsesteenweg 255A.

De griffier : (get.) Patricia Vanwettere. (Pro deo) (35433)

Bij vonnis van de vijfde kamer, d.d. 18 december 2002, werd, op bekentenis, failliet verklaard de N.V. Herman Management, Fabriekstraat 11, te 8560 Wevelgem, H.R. Kortrijk 123342, BTW 443.339.191, onderneming in onroerende goederen, onderneming voor het beheer van beleggingen en vermogens.

Rechter-commissaris : De Poot, Pol.

Curator : Mr. Willaert, Herman, Meensesteenweg 289, 8501 Bissegem.

Datum van de staking van betaling : 18 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 15 januari 2003.

Nazicht van de schuldvorderingen : 7 februari 2003, te 14 uur, zaal A, rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41, 8500 Kortrijk.

De e.a. adjunct-griffier : (get.) Ch. Busschaert. (Pro deo) (35434)

Bij vonnis van de vijfde kamer, d.d. 18 december 2002, werd, op bekentenis, failliet verklaard de B.V.B.A. Unitec, in vereffening, Steenstratenlaan 14, te 8500 Kortrijk, H.R. Kortrijk 140387, BTW 459.953.709, groothandel in machinetoebereiden.

Rechter-commissaris : De Poot, Pol.

Curator : Mr. Debusschere, Eddy, President Rooseveltplein 1, 8500 Kortrijk.

Datum van de staking van betaling : 18 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 15 januari 2003.

Nazicht van de schuldvorderingen : 7 februari 2003, te 14 u. 30 m., zaal A, rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41, 8500 Kortrijk.

De e.a. adjunct-griffier : (get.) Ch. Busschaert. (Pro deo) (35435)

Bij vonnis van de tweede kamer, d.d. 18 december 2002, werd, op bekenenis, failliet verklaard Jacobs, Beni, De Vlasvink 17, te 8560 Wevelgem, geboren op 31 maart 1962, H.R. Kortrijk 129258, BTW 533.568.096, koerierdienst.

Rechter-commissaris : De Poot, Pol.

Curator : Mr. Willaert, Herman, Meensesteenweg 289, 8501 Bissegem.

Datum van de staking van betaling : 18 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 15 januari 2003.

Nazicht van de schuldvorderingen : 7 februari 2003, te 14 u. 15 m., zaal A, rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41, 8500 Kortrijk.

De e.a. adjunct-griffier : (get.) Ch. Busschaert. (Pro deo) (35436)

Bij vonnis van de vijfde kamer, d.d. 18 december 2002, werd, bij dagvaarding, failliet verklaard de N.V. The Globe of Life, Wulfbergstraat 6, te 8550 Zwevegem, H.R. Kortrijk 127243, BTW 447.301.543, tussenpersoon in de handel.

Rechter-commissaris : De Poot, Pol.

Curator : Mr. Debusschere, Eddy, President Rooseveltplein 1, 8500 Kortrijk.

Datum van de staking van betaling : 18 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 15 januari 2003.

Nazicht van de schuldvorderingen : 7 februari 2003, te 14 u. 45 m., zaal A, rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41, 8500 Kortrijk.

De e.a. adjunct-griffier : (get.) Ch. Busschaert. (Pro deo) (35437)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 19 december 2002, werd de B.V.B.A. Willems-Hoste, met zetel te 3001 Heverlee, Interleuvenlaan 62, zone 2, en met als activiteiten : uitbating van een restaurant onder de benaming « Try-It bij De Mosselboer », H.R. Leuven 75475, BTW 438.452.371, in staat van faillissement verklaard.

Curatoren : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108/a, en Mr. K. Vanstipelen, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108A.

Rechter-commissaris : P. Peeters.

Staking van de betalingen : 19 december 2002.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 10 januari 2003, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 20 januari 2003, te 14 u. 15 m.

De griffier, (onleesbare handtekening.) (Pro deo) (35438)

Rechtbank van koophandel te Veurne

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, van 18 december 2002, werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Sea Flower, destijds met maatschappelijke zetel te 8670 Koksijde-Oostduinkerke, Zeedijk 486, H.R. Veurne 36008, afgesloten wegens ontoereikend actief waardoor de voormelde vennootschap wordt ontbonden en haar vereffening onmiddellijk wordt afgesloten.

Wordt als vereffenaar beschouwd, overeenkomstig artikel 185 van het Wetboek van vennootschappen : Mevr. Van Molle, Chantal, wonende te 2000 Antwerpen, Haarstraat 26.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) E. Niville. (Pro deo) (35439)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, van 18 december 2002, werden de verrichtingen van het faillissement van de C.V. Nautic Constructions Nieuwpoort, in vereffening, destijds met maatschappelijke en uitbatingszetel te 8620 Nieuwpoort, Marktstraat 40, P.B. 10, H.R. Veurne 29575, afgesloten door vereffening waardoor de voormelde vennootschap wordt ontbonden en haar vereffening onmiddellijk wordt afgesloten.

Wordt als vereffenaar beschouwd, overeenkomstig artikel 185 van het Wetboek van vennootschappen, de zaakvoerder/vereffenaar : Mevr. Colette Stienon du Pré, wonende te 5032 Gembloux, R. de Marsannay-la-Côte, Bothey, 78.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) E. Niville. (Pro deo) (35440)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, van 18 december 2002, werden de verrichtingen van het faillissement van de C.V.H.O.A. Shamrock Services, destijds met maatschappelijke zetel te 8670 Koksijde-Oostduinkerke, Trumelet Faberstraat 11, H.R. Veurne 35113, afgesloten wegens ontoereikend actief waardoor de voormelde vennootschap wordt ontbonden en haar vereffening onmiddellijk wordt afgesloten.

Wordt als vereffenaar beschouwd, overeenkomstig artikel 185 van het Wetboek van vennootschappen : de heer Vlummens, Rafaël, wonende te 8600 Oostkerke, Cayennestraat 4.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) E. Niville. (Pro deo) (35441)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, van 18 december 2002, werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Hippos, destijds met maatschappelijke en uitbatingszetel te 8670 Koksijde-Oostduinkerke, Albert I-laan 76, H.R. Veurne 36376, afgesloten wegens ontoereikend actief, waardoor de voormelde vennootschap wordt ontbonden en haar vereffening onmiddellijk wordt afgesloten.

Wordt als vereffenaar beschouwd, overeenkomstig artikel 185 van het Wetboek van vennootschappen : Mevr. Tourlouse, Janique, wonende te 8670 Oostduinkerke, Theresialaan 2/GV1.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) E. Niville. (Pro deo) (35442)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, van 18 december 2002, werden de verrichtingen van het faillissement van de N.V. Buzz Technologies, destijds met maatschappelijke zetel te 8620 Nieuwpoort, Kaaistraat 1, H.R. Veurne 19229, afgesloten wegens ontoereikend actief waardoor de voormelde vennootschap wordt ontbonden en haar vereffening onmiddellijk wordt afgesloten.

Worden als vereffenaars beschouwd, overeenkomstig artikel 185 van het Wetboek van vennootschappen: de heer Buelens, Peter, wonende te 1880 Kapelle-op-den-Bos, Bormstraat 41/1, en de heer Homs, Georges, wonende te 1000 Brussel, Nieuwland 8.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) E. Niville.
(Pro deo) (35443)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Veurne, van 18 december 2002, werden de verrichtingen van het faillissement van Denys, Ingmar, geboren te Rheinbach (Duitsland) op 23 april 1961, destijds wonende te 8670 Koksijde-Oostduinkerke, Toekomstlaan 1, H.R. Veurne 31050, afgesloten door vereffening, waarbij de gefailleerde vennootschap werd verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) E. Niville.
(Pro deo) (35444)

Tribunal de commerce d'Arlon

Par jugement du 19 décembre 2002, le tribunal de commerce d'Arlon a déclaré en faillite, sur aveu, M. Bernard, Christophe, né à Verdun (France) le 27 septembre 1971, domicilié à 6700 Arlon, rue de Hachy 26, mais résidant actuellement à Herserange (France), rue de Luxembourg 102, R.C. Arlon 24380, T.V.A. 724.433.414, pour l'activité de boulangerie-pâtisserie, commerce de détail en produits de la boulangerie, de la pâtisserie et de la confiserie, à l'enseigne « Aux délices Arlonaises », à 6700 Arlon, rue du Marché au Beurre 11.

Le tribunal a fixé la date de cessation des paiements au 1^{er} octobre 2002.

Le curateur est Me Séraphine Charlier, avocat à 6717 Thiaumont, rue de l'Etang 469.

Les créances doivent être déclarées pour le 19 janvier 2003.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu en l'auditoire du tribunal de commerce d'Arlon, centre judiciaire, place Schalbert, à 6700 Arlon, le 12 février 2003, à 9 h 15 m.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) J.L. Godiscal.
(35445)

Par jugement du 19 décembre 2002, le tribunal de commerce d'Arlon a déclaré en faillite, sur assignation, la S.C. Société de Comptabilité, Fiscalité et Gestion, en abrégé Cofiges, dont le siège social est établi à 6790 Aubange, rue Perbal 2, R.C. Arlon 18502, T.V.A. 428.046.449, pour l'activité de bureau de comptabilité, bureau d'étude, d'organisation et de conseil en matière financière, commerciale, fiscale ou sociale.

Le tribunal a fixé la date de cessation des paiements au 25 juillet 2002.

Le curateur est Me Nathalie Crochet, avocat à 6700 Arlon, avenue Tesch 5-7.

Les créances doivent être déclarées pour le 19 janvier 2003.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu en l'auditoire du tribunal de commerce d'Arlon, centre judiciaire, place Schalbert, à 6700 Arlon, le 12 février 2003, à 9 heures.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) J.L. Godiscal.
(35446)

Tribunal de commerce Charleroi

Par jugement du 16 décembre 2002, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. Renta-Loc, dont le siège social est sis à Mont-sur-Marchienne, rue de Bomerée 22, bte 2, R.C. Charleroi 197985.

Curateur: Me Yves Demanet, avocat à Thuin, rue d'Anderlues 27/29.

La date provisoire de cessation de paiement est fixée au 16 décembre 2002.

Les créanciers sont invités à déposer leurs créances au greffe du tribunal de commerce avant le 14 janvier 2003.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 11 février 2003, à 8 h 15 m, en chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Accorde d'office la gratuité de la procédure sur pied de l'article 666 du Code judiciaire.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) F. Vanbergen. (35447)

Par jugement du 16 décembre 2002, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur aveu, la faillite de M. Philippe Haye, né à Monceau-sur-Sambre le 5 juillet 1958, domicilié à 6001 Marcinelle, avenue Pastur 44, R.C. Charleroi 190541, T.V.A. 786.119.375.

Curateur: Me Jean Evaldre, avocat à Roux, rue de Marcienne 73.

La date provisoire de cessation de paiement est fixée au 1^{er} octobre 2002.

Les créanciers sont invités à déposer leurs créances au greffe du tribunal de commerce avant le 14 janvier 2003.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 11 février 2003, à 8 h 15 m, en chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Accorde d'office la gratuité de la procédure sur pied de l'article 666 du Code judiciaire.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) F. Vanbergen. (35448)

Par jugement du 16 décembre 2002, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Name Center, dont le siège social est sis à 6220 Fleurus, rue du Couvent 5, R.C. Charleroi 190103, T.V.A. 459.746.049.

Curateur: Me Michel Ghislain, avocat à Gosselies, avenue Fr. Roosevelt 4.

La date provisoire de cessation de paiement est fixée au 8 décembre 2002.

Les créanciers sont invités à déposer leurs créances au greffe du tribunal de commerce avant le 14 janvier 2003.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 11 février 2003, à 8 h 15 m, en chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Accorde d'office la gratuité de la procédure sur pied de l'article 666 du Code judiciaire.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) F. Vanbergen. (35449)

Par jugement du 16 décembre 2002, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur aveu, la faillite de M. Thierry Portier, né à Jumet le 11 février 1963, domicilié à 6000 Charleroi, rue Neuve 19B, R.C. Charleroi 186866, T.V.A. 715.102.311.

Curateur: Me Charles Dailly, avocat à Charleroi, rue du Parc 27.

La date provisoire de cessation de paiement est fixée au 8 décembre 2002.

Les créanciers sont invités à déposer leurs créances au greffe du tribunal de commerce avant le 14 janvier 2003.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 11 février 2003, à 8 h 15 m, en chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Accorde d'office la gratuité de la procédure sur pied de l'article 666 du Code judiciaire.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Vanbergen. (35450)

Par jugement du 16 décembre 2002, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a reporté la date de cessation des paiements de la S.A. Softwings, dont le siège social est sis à 6010 Couillet, route de Philippeville, Espace Sud, R.C. Charleroi 187100, T.V.A. 457.593.342, au 23 mars 2002.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Vanbergen. (35451)

Par jugement du 16 décembre 2002, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a reporté la date de cessation des paiements de la S.A.R.L. Bati-France, société de droit français, dont le siège social est sis en France, à 59600 Bettignies, route de Mons 37, et dont le siège d'exploitation est sis à 7134 Peronnes-lez-Binche, cours de la Sucrierie 5, R.C. Charleroi 201825, au 16 janvier 2002.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Vanbergen. (35452)

Par jugement du tribunal de commerce séant à Charleroi, la première chambre a prononcé la clôture des opérations, pour insuffisance d'actif, de la faillite de M. Richard, André, né à Liège le 7 août 1955, domicilié à Gilly, chaussée de Châtelet 65/H2, déclarée le 4 juin 1997.

Le failli a été déclaré excusable.

Le greffier, (signé) Ch. Ghislain. (35453)

Par jugement du 17 décembre 2002, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré la faillite de la S.C. Safe-Group, dont le siège social est sis à 7130 Bray, rue d'Havré 71, R.C. Mons 124308, T.V.A. 445.215.251.

Curateur : Bernard Grofils, avocat à Binche, rue de Robiano 62/64.

La date provisoire de cessation de paiement est fixée au 17 décembre 2002.

Les créanciers sont invités à déposer leurs créances au greffe du tribunal de commerce avant le 14 janvier 2003.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 11 février 2003, à 8 h 15 m, en chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Le pro deo a été ordonné.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Ch. Ghislain. (35454)

Par jugement du 17 décembre 2002, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré la faillite de la S.P.R.L. U Erzincan, dont le siège social est sis à 6000 Charleroi, boulevard Janson 17, R.C. Charleroi 190985, T.V.A. 461.004.079.

Curateur : Jean Evaldre, avocat à Roux, rue de Marchienne 73.

Juge commissaire : Marcel Balsat.

La date provisoire de cessation de paiement est fixée au 17 décembre 2002.

Les créanciers sont invités à déposer leurs créances au greffe du tribunal de commerce avant le 14 janvier 2003.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 11 février 2003, à 8 h 15 m, en chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Le pro deo a été ordonné.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Ch. Ghislain. (35455)

Tribunal de commerce de Huy

Par jugement du 18 décembre 2002, a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de S.P.R.L. New Look P.J., ayant son siège social à 4280 Hannut, rue Albert I^{er} 90A, R.C. Huy 46222, pour l'exploitation de salons de coiffure pour dames, ainsi que le commerce de détail se rapportant à l'activité.

Juge-commissaire : Jacques Pleinevaux, juge consulaire.

Curateur : Nahema Mokeddem, avocat à 4520 Wanze, place Faniel 18.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy dans les trente jours à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 5 février 2003, à 8 h 45 m, au greffe de ce tribunal.

Le greffier en chef, (signé) Chr. Randaxhe. (Pro deo) (35456)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 20 décembre 2002, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.A. Torpedo Belgium, dont le siège social est établi à 4460 Grâce-Hollogne, Zoning Industriel, rue de l'Avenir 30, R.C. Liège 195734, avec date du début des opérations commerciales le 30 septembre 1996, pour l'exploitation d'une entreprise pour le traitement de surface, le recyclage de filtres industriels polymères et le délaquage de matériaux ferreux et non ferreux, T.V.A. 458.948.669.

Juge-commissaire : M. Bernard Nils.

Curateurs : Me Chartier, Etienne, avocat à 4020 Liège 2, quai des Ardennes 7 (tél. : 04-340 42 10, fax 04-340 42 12); et Me Jean-Marc Van Durme, avocat à 4000 Liège, rue de Joie 56 (tél. : 04-252 74 29, fax 04-233 92 84).

Procès-verbal de vérification des créances : clôture, le mardi 11 février 2003, à 9 h 30 m, salle des faillites, cabinet du greffier en chef, Ilot Saint-Michel, rue Joffre 12, à 4000 Liège, 3^e étage.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 20 janvier 2003 au plus tard.

Un des curateurs : (signé) J.-M. Van Durme, avocat à Liège. (Pro deo) (35457)

Tribunal de commerce de Mons

Faillite du 19 décembre 2002, sur aveu, Urbain, Ruddy, né à Boussu le 24 septembre 1969, domicilié à 7330 Saint-Ghislain, Grand-Place 46, y exploitant un débit de boissons, dénommé « Le Concordia », R.C. Mons 142701, T.V.A. 792.111.007.

Curateur : Me Natalie Debouche, Grand-Place 14, 7370 Dour.

Cessation des paiements : provisoirement le 19 décembre 2002.

Dépôt des déclarations de créances pour le 18 janvier 2003 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le 19 février 2003, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Baugniz. (Pro deo) (35458)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement du 17 décembre 2002, le tribunal de commerce de Tournai, a déclaré close, sur pied de l'article 73 de la loi du 8 août 1997, modifiée par celle du 4 septembre 2002, la faillite de la S.P.R.L.U. XTM Belgium, ayant son siège social à 7700 Mouscron, rue de Menin 20D13, R.C. Tournai A/6902, et a déchargé Me Franz Van Malleghem, avocat à Frasnes-lez-Buissenal, de ses fonctions de curateur et M. le juge consulaire Jean-François Storme de ses fonctions de juge-commissaire.

Liquidateur : M. Tran The Khan, domicilié à 7700 Mouscron, rue de Menin 20D13.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) G. Delhaye.
(Pro deo) (35459)

Par jugement rendu le 17 décembre 2002 par le tribunal de commerce de Tournai a été ouverte, sur citation, la faillite de Trifouille (La), ayant son siège social à 7700 Mouscron, rue de Menin 165, R.C. Tournai 86385, T.V.A. 471.811.364, et ayant pour activité commerciale la vente d'articles divers.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (16 janvier 2003).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixé au 10 février 2003, à 9 heures, en chambre du conseil du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me Van Besien, Pierre Henri, drève Gustave Fache 3, 7700 Mouscron.

Tournai, le 19 décembre 2002.

Pour extrait conforme : le greffier, (signature illisible).
(Pro deo) (35460)

Par jugement rendu le 16 décembre 2002 par le tribunal de commerce de Tournai a été ouverte, sur aveu, la faillite de Decamps, Claude, né à Mazingarde (France) le 14 août 1954, demeurant et exploitant un débit de boissons sous la dénomination « Café Colombophile », à 7620 Guignies, place 4, R.C. Tournai 787312, T.V.A. 671.337.988.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (14 janvier 2003).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixé au 11 février 2003, à 9 heures, en chambre du conseil du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me Schamps, Alain, rue Gustave Fache 3, 7700 Mouscron.

Tournai, le 19 décembre 2002.

Pour extrait conforme : le greffier, (signature illisible). (35461)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite sur aveu

Par jugement du jeudi 12 décembre 2002, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de Barla, Marc Jean Simon Jules, né à Verviers le 1^{er} mai 1953, domicilié à 4801 Verviers (Stembert), avenue Julien Jardon 60, R.C. Verviers 61160, T.V.A. 756.236.942, pour l'activité de coursier indépendant.

Curateur : Me Paul Thomas, avocat à 4800 Verviers, avenue du Spa 17.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 13 février 2003, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.

Pour extrait conforme : pour le greffier en chef, le greffier, (signé) Mme S. Lardinois. (35462)

Avis rectificatif

Faillite : S.P.R.L. Maintenance Chauffage Sanitaire Tuyauterie, en abrégé M.C.S.T., ayant son siège social à 4860 Pepinster (Wegnez), rue Emile Vandervelde 213, R.C. Verviers 70700, T.V.A. 464.455.103, pour une entreprise de chauffage central exercée au siège social, déclarée en faillite par jugement du 13 mai 2002.

Curateur : Me Vincent Troxquet.

Par jugement du 12 décembre 2002 le tribunal de commerce de Verviers a nommé comme liquidateur : M. Arnold Pesser, rue Emile Vandervelde 213, 4860 Pepinster, et non M. Bruno Jobe, comme repris dans l'extrait du 28 novembre 2002.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (35463)

Intrekking faillissement – Faillite rapportée

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 12 december 2002 werd het faillissement van de B.V.B.A. M.E.L. — Dia-Demo, H.R. Brussel 649021, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1000 Brussel, Hoogstraat 139, en uitbatingszetel te 3540 Herk-de-Stad, Stevoortweg 150, failliet verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, in datum van 12 november 2002, teniet gedaan en ingetrokken.

Namens B.V.B.A. M.E.L. — Die-Demo, Frank Mees. (35464)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

En date du 26 novembre 2002, M. Cherelle Jean-Marc Guy, né à Lyon (France) le 9 février 1958, et son épouse, Mme Lemmens, Karine Hilda Gabrielle, née à Léopoldville (Congo) le 23 mai 1957, domiciliés à Anderlecht, avenue des Crocus 9, ont introduit devant le tribunal de première instance de Bruxelles une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par acte du notaire Agnès Costa, de résidence à Anderlecht, le 25 juillet 2002.

Le contrat modificatif comporte adoption du régime de la séparation de biens avec adjonction d'une société d'acquêts.

Pour les époux Cherelle-lemmens, (signé) A. Costa, notaire. (35465)

En date du 19 décembre 2002, M. Wiliquet, Gilbert Julien Louis, éducateur social, né à Rocourt le 27 mars 1952, de nationalité belge, et son épouse, Mme Jeuniaux, France-Anne Gabrielle Hélène Sibylle, licenciée en psychologie, née à Dison le 8 septembre 1947, de nationalité belge, tous deux domiciliés à l'endroit où ils ont établi leur première résidence conjugale, rue du Bouxthay 186, à 4041 Herstal, mariés à Herstal le 28 mai 1977, sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage dressé le 29 mars 1977 devant Me Léon Proumen, notaire à Dison, modifié par acte de Me Murielle Bodson, notaire à Grivegnée, le 13 novembre 2002, ont déposé une requête en homologation de l'acte modificatif de leur régime matrimonial dressé par Me Murielle Bodson, notaire susmentionnée le 13 novembre 2002, enregistré à Liège le 21 novembre suivant, deux rôles, volume 170, folio 21, case 5.

(Signé) M. Bodson, notaire. (35466)

Suivant jugement prononcé le 30 octobre 2002 par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, la modification du régime matrimonial entre M. Jacques Van Den Steen, et son épouse, Mme Mauricette Krawczyk, demeurant ensemble à 7780 Comines, chemin de la Cerisaie 8, dressée par acte du notaire Anthony Leleu, à Comines, le 16 juillet 2002, a été homologuée.

(signé) Anthony, Leleu, notaire. (35467)

Bij verzoekschrift van 10 december 2002 hebben de echtgenoten Steeland, Koen Anna Michel Emmanuel, geboren te Kortrijk op 25 maart 1976, en Mevr. Depoortere, Maaïke Magda Inès, geboren te Kortrijk op 30 november 1976, samenwonende te 8540 Deerlijk, Harelbekestraat 78, bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk verzocht om de homologatie van de akte verleden voor notaris Frederic Maelfait, te Harelbeke, op 10 december 2002, houdende wijziging van het tussen hen bestaand stelsel houdende scheiding van goederen met toevoeging van een gemeenschap beperkt tot één goed door inbreng door de heer Steeland van aan hem persoonlijk toebehorend goed te Deerlijk.

Harelbeke, 16 december 2002.

Voor de echtgenoten Steeland-Depoortere, (get.) Frederic Maelfait, notaris te Harelbeke. (35468)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift neergelegd ter griffie op 20 december 2002 hebben de heer Op de Beeck, Rudy Gabriëlle Gerard, en zijn echtgenote, Mevr. Vanwingh, Melanie, samenwonende te Hasselt, Runkstersteenweg 69, ter homologatie voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, de akte verleden voor notaris Jozef Coppens, te Vosselaar, op 27 november 2002, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Vosselaar, 18 december 2002.

Voor de echtgenoten Op de Beeck-Vanwingh, (get.) J. Coppens, notaris. (35469)

Volgens vonnis uitgesproken op 25 oktober 2002 door de eerste B kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, werd gehomologeerd de akte houdende wijziging van huwelijksstelsel tussen de heer Chabot, Alain Georges Daniel, geboren op 30 december 1970, en Mevr. Segaert, Sophie Germaine Anne Marie Lucy, geboren op 7 januari 1971, samenwonende te 2170 Antwerpen (Merksem), Madeliefjesstraat 7, verleden voor notaris Erik Van Tricht, te Merksem, op 25 februari 2002.

Merksem, 19 december 2002.

Namens de echtgenoten Chabot-Segaert, (get.) E. Van Tricht, notaris. (35470)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen d.d. 25 oktober 2002 werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Wim De Smedt, te Wommelgem, op 8 mei 2002, houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Cuyvers, Marc Willy Ludovicus Maria, havenarbeider, geboren te Lier op 23 augustus 1957, en zijn echtgenote Mevr. Wesenbeek, Ann Godelieve Marcel, maatschappelijk werkster, geboren te Mortsel op 3 november 1966, samenwonende te 2531 Boechout (Vremde), Pietingbaan 67, waarbij zij hun bestaand huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Voor de verzoekers, (get.) Wim De Smedt, notaris. (35471)

Bij vonnis van 13 november 2002, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Geraerts, Jean Pierre en Mevr. Gielen, Jeanine Guillemine Josée, beiden wonende te 3700 Tongeren, Offelkenstraat 24, verleden voor notaris Vandersmissen, Guy, te Tongeren, op 13 juni 2002, gehomologeerd.

Waarbij werd overgegaan van het stelsel van zuivere scheiding van goederen met toevoeging van een beperkte vennootschap, naar het wettelijk stelsel, waarbij roerende en onroerende goederen werden ingebracht in het gemeenschappelijk vermogen.

Deze wijziging heeft de vereffening van het vorige stelsel en een dadelijke verandering van de vermogens tot gevolg.

Namens de verzoekers, (get.) Guy Vandersmissen, notaris. (35472)

Bij beschikking van 30 oktober 2002 van de eerste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Marc Verlinden, te Westerlo (Tongerlo) op 21 augustus 2002, waarbij de heer Smets, Willy Edgard, geboren te Eindhout op 1 september 1943, en zijn echtgenote, Mevr. Boogers, Irena Emiliana, geboren te Tongerlo op 2 maart 1950, samenwonende te 2260 Westerlo, Bijstraat 33, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Voor de partijen, (get.) Marc Verlinden, notaris. (35473)

Bij verzoekschrift van 29 november 2002, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, hebben de echtgenoten, de heer Serry, Stephan Gratien André, verkoopsleider, geboren te Brugge op 1 april 1970, en zijn echtgenote, Mevr. Laridon, Inge, bediende, geboren te Nieuwpoort op 22 september 1972, samenwonende te 8000 Brugge, Koolkerke Steenweg 152, bij voormelde rechtbank om homologatie verzocht van de akte wijziging huwelijksvoorwaarden verleden voor notaris François Blontrock, te Brugge, op 29 november 2002, inhoudende de inbreng van vermogensbestanddelen in het gemeenschappelijk vermogen.

Namens de echtgenoten, Serry-Laridon, (get.) François Blontrock, notaris te Brugge. (35474)

Bij vonnis uitgesproken op 12 november 2002 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de akte van wijziging huwelijksvermogensstelsel van de heer Kuppens, Henricus Joannes, geboren te Neerpelt op 25 februari 1939, en zijn echtgenote, Mevr. Kuppens, Josephina Anna Maria, geboren te Neerpelt op 15 juli 1943, wonende te Neerpelt, Schansstraat 10, en verleden voor notaris Peter Berben, te Neerpelt, op 26 juni 2002, gehomologeerd.

Deze wijziging betreft een inbreng door de heer Kuppens, Henricus, van een eigen woonhuis te Neerpelt, « Zonhoekstraat 43 », sectie A, 882/S, 11 a 85 ca, en door Mevr. Kuppens, Josephina, van eigen percelen grond te Neerpelt, « De Volders », sectie B, nr. 690/R, 10 a 42 ca, en nr. 690/W, 10 a, in het gemeenschappelijk vermogen van het wettelijk stelsel.

Namens de verzoekers, (get.) P. Berben, notaris. (35475)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, van 13 november 2002, werd gehomologeerd de akte verleden voor geassocieerd notaris Frank Liesse, te Antwerpen, op 3 oktober 2000, houdende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Muskens, Johannes Arnoldus Marie, ondernemer, en zijn echtgenote, Mevr. Striek, Bertha Johanna Maria, zonder beroep, beiden van Nederlandse nationaliteit, samenwonende te Oud-Turnhout, Vinkendreef 2, waarbij zij hun huwelijksstelsel wijzigden zonder het stelsel zelf te wijzigen, meer bepaald door toevoeging van een keuzebeding.

Namens de echtgenoten Muskens-Striek, (get.) Frank Liesse, geassocieerd notaris. (35476)

Volgens vonnis, uitgesproken op 15 oktober 2002, door de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, tussen de heer Baeten, Alphonse Marie Charles, en zijn echtgenote, Mevr. Breckx, Marie Thérèse Renée, te Hoeilaart, Overijsesteenweg 30, verleden voor notaris Theo Vermeire, te Hoeilaart, op 14 mei 2002, gehomologeerd.

Voor de echtgenoten Baeten-Breckx, (get.) Theo Vermeire, notaris te Hoeilaart. (35477)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, gewezen op 5 december 2002, werd gehomologeerd de door notaris Van de Ven, Godelieve, met standplaats te Bassevelde, d.d. 6 november 2001, houdende wijziging van het huwelijksstelsel tussen de echtgenoten, de heer De Vrieze, Marnix André Maria (identiteitskaartnummer 268 0014798 52), arbeider, geboren te Lembeke op 12 juni 1965, en zijn echtgenote, Mevr. Van Keirsbulck, Fabiola Rosina (identiteitskaartnummer 268 0010673 01), geboren te Eeklo op 16 december 1967, samenwonende te 9971 Kaprijke, deelgemeente Lembeke, Kaprijkestraat 32, waarbij de heer De Vrieze, Marnix, voormeld, zijn persoonlijk onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen heeft ingebracht :

een woonhuis met aanhoren, op en met grond, gestaan en gelegen te Kaprijke, deelgemeente Lembeke, tweede afdeling, Kaprijkestraat 32, er bekend volgens titel en kadaster onder de sectie C, nr. 695/L, met een oppervlakte volgens titel en kadaster van zesenveertig aren negenenveertig centiareen (26 a 49 ca).

Voor de echtgenoten Marnix De Vrieze-Van Keirsbulck, (get.) Mr. Van de Ven, Godelieve, notaris te Bassevelde. (35478)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank te Hasselt, op datum van 12 november 2002, werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Philip Odeurs, te Sint-Truiden, op 31 juli 2002, deze akte houdende ondermeer de inbreng van onroerende goederen in het bestaand gemeenschappelijk vermogen door nagemelde echtgenoten : Tachelet, Guido Clement Arthur Alfons Augustin, geboren te Sint-Truiden op 19 januari 1943, en zijn echtgenote, Stevens, Godelieve Barbara Agnes, geboren te Sint-Truiden op 3 april 1946, samenwonende te 3891 Gingelom (Mielen-boven-Aalst), Vrijheersstraat 16.

Voor de verzoekers, (get.) Philip Odeurs, notaris. (35479)

Bij verzoekschrift, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, op 23 december 2002, hebben de heer Vandebulcke, Nick Pedro Bert, en zijn echtgenote, Mevr. Dermout, Liselore Germaine Henriette, samenwonende te Waregem, Vijfseweg 61, de homologatie aangevraagd van de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Yannick Sabbe, te Izegem, op 14 oktober 2002, inhoudende de invoering van het stelsel van scheiding van goederen.

Izegem, 23 december 2002.

(Get.) Yannick Sabbe, notaris. (35480)

Bij vonnis van 12 november 2002, van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, werd gehomologeerd, de akte houdende wijziging van huwelijkscontract, verleden voor notaris Philippe Van Hoof, te Sint-Truiden, op 13 augustus 2002, tussen de heer Feucht, Robert Victor Armand Aloïs Joseph, bediende, geboren te Sint-Truiden op 22 september 1950, en zijn echtgenote, Mevr. Livi, Felicia Laura, onthaalbediende, geboren te Houthalen-Helchteren, op 13 augustus 1955, samenwonende te 3800 Sint-Truiden (Brustem), Brustemdorp 68.

Wijziging : behoud van het wettelijk stelsel, met inbreng door de heer Feucht, Robert, van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Namens de echtgenoten Feucht-Livi, (get.) Philippe Van Hoof, notaris te Sint-Truiden. (35481)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, gewezen op 24 september 2002, werd de akte verleden voor notaris Frank Ghys, te Kluisbergen, op 12 april 2002, houdende wijziging huwelijkscontract (inbreng van een onroerend goed met kredieten in de huwgemeenschap), tussen de heer Dekimpe, Lode Ricardo Flora, advocaat, geboren te Zwevegem op 4 februari 1943, en zijn echtgenote, Mevr. Gevaert, Hendrina Miranda Christina Jozefa, substituut procureur des Konings, geboren te Oudenaarde op 26 juli 1973, samenwonende te Wortegem-Petegem, Petegemplein 24B, gehomologeerd.

(Get.) F. Ghys, notaris. (35482)

Bij verzoekschrift van 26 november 2002, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, op 13 december 2002, hebben de heer Luc Octaaf Jozef De Maeseneire, postbode, geboren te Oudenaarde op 1 maart 1948, en zijn echtgenote, Mevr. De Ruyck, Nelly Clementine, verpleegster, geboren te Oudenaarde op 23 oktober 1948, samenwonende te Maarkedal, Langestraat 13, homologatie aangevraagd van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opge- maakt bij akte verleden voor notaris Frank Ghys, te Kluisbergen, op

26 november 2002, houdende inbreng van een persoonlijk goed van de heer Luc De Maeseneire, met het daarop aangegane krediet in de huwgemeenschap zonder verdere wijziging aan het bestaande wettelijk stelsel.

(Get.) F. Ghys, notaris. (35483)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, van twaalf november tweeduizend en twee, werd de wijziging van huwelijksvermogensstelsel ingevolge akte van notaris Eric Tallon, te Geetbets, van vijf juli tweeduizend en twee, verleden tussen de heer Veulemans, Dominiek Robert, en zijn echtgenote, Schuermans, Ingrid Denise Josee, wonende te 3545 Halen, Loksbergenstraat 42, bus 6, gehomologeerd.

(Get.) Eric Tallon, notaris. (35484)

Bij verzoekschrift van 19 december 2002, gericht aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, hebben de heer De Smet, Prudent Eduard Bernard, en zijn echtgenote, Mevr. Lippens, Henrietta Elza Theofiel, wonende te Assenede (Bassevelde), Hendekenstraat 19, de homologatie aangevraagd van de akte houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Christian Van Belle, te Gent, op 19 december 2002, houdende onder meer inbreng door Mevr. Lippens, Henrietta in het gemeenschappelijk vermogen, van eigen onroerende goederen.

(Get.) Chr. Van Belle, notaris. (35485)

Bij verzoekschrift van 19 december 2002, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, hebben de echtgenoten Dutry, Henk André en Neyrinck, Dominique Paula Daniëlla, samenwonende te 8880 Ledegem (Rollegem-Kapelle), Geuzemissestraat 10, de homologatie aangevraagd van een akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel verleden voor geassocieerde notaris Alfons Loontjens, te Izegem, op datum van 29 november 2002, inhoudende inbreng van een onroerend goed in de gemeenschap door één der echtgenoten.

Voor de partijen : (get.) Alfons Loontjens, geassocieerde notaris te Izegem. (35486)

Er blijkt uit een vonnis uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 7 november 2002, dat gehomologeerd werd de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer De Wael, Dirk Henri Maria, chauffeur, geboren te Reet op elf juni negentienhonderd eenenzeventig (rijksregisternummer 710611-261.69), en zijn echtgenote, Mevr. Cleymans, Christl, huisvrouw, geboren te Brussel op negen september negentienhonderd tachtig (rijksregisternummer 800909-284-25), beiden wonende te 2890 Sint-Amands, Buisstraat 124, vastgesteld in de akte verleden voor notaris Patrick Pien, te Bazel, op 12 augustus 2002, en inhoudende de inbreng in de gemeenschap van een onroerend goed door de heer Dirk De Wael.

Namens de verzoekers (get.) Patrick Pien, notaris. (35487)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 9 december 2002 hebben de heer Van Gilzen, Petrus Jacobus, gepensioneerde, en zijn echtgenote, Joosen, Maria, gepensioneerde, samenwonende te 2940 Stabroek, Krekelberg 85, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 24 oktober 2002 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Filip Wuyts, te Kapellen, op 22 oktober 2002, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 12 december 2002.

De griffier, (get.) M. Schoeters.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers.

Antwerpen, 12 december 2002.

De griffier, (get.) M. Schoeters.

(35488)

Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, rechtsprekende in burgerlijke zaken, d.d. 31 oktober 2002, werd gehomologeerd de notariële acte d.d. 30 april 2002, verleden naar notaris Jean Van Cauwenbergh, met standplaats te Lier, op verzoek van de heer De Ryck, Jozef Frans Gaston, gepensioneerde, geboren te Booischot op 9 april 1934, en zijn echtgenote, Mevr. Tilleman, Adrienne Julienne Magdalena, huisvrouw, geboren te Nieuwkerken-Waas op 16 september 1937, samenwonende te 2220 Heist-op-den-Berg, Jaarmarktstraat 50, gehuwd te Nieuwkerken-Waas op 2 augustus 1958, houdende de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Mechelen, 10 december 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) M. Rappoort. (35489)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, op 16 december 2002, voor gezien getekend door de griffier en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummer 02/2385/B, werd ter homologatie voorgelegd aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout de akte verleden op 26 november 2002 voor notaris Van Ussel, J.P., met standplaats te Retie, waarbij Verstraelen, Gunther Alfons Elisabeth, schrijnwerker, geboren te Mol op veertien september negentienhonderd drieënzeventig, en zijn echtgenote, Vreys, Tinneke Peter Anna, beidende, geboren te Turnhout op drieëntwintig juli negentienhonderd vijfenzeventig, samenwonende te Mol, Weilandstraat 21, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Turnhout, 16 december 2002.

De griffier, (get.) J. Thys. (35490)

Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Bij beschikking uitgesproken in raadkamer door de derde kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 12 december 2002, werd Mr. Etienne De Ridder, advocaat te 2800 Mechelen, met kantoor Leopoldstraat 64, benoemd als curator van de onbeheerde nalatenschap van wijlen de heer Vervoort, Willy Jan August, geboren te Keerbergen op 18 mei 1937, en overleden te Duffel op 2 april 2002, laatst wonende voor zover gekend te 2860 St.-Katelijne-Waver, Merelstraat 8.

Alle schuldeisers worden verzocht bij aangetekend bericht aan de ondergetekende op het adres bovenvermeld hun rechten te doen kennen binnen de 3 maanden te rekenen van de datum van huidige publicatie.

Voor eensluidend uittreksel: (get.) E. De Ridder, curator. (35491)

Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Bij vonnis, in raadkamer uitgesproken op 17 december 2002 door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, wordt Mr. Van Oosterwyck, Werner, advocaat te 8400 Oostende, Koningsstraat 45, aangewezen als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Mevr. Mostaert, Irena Magdalena, geboren te Oostende op 23 juni 1930, destijds wonende te 8400 Oostende, Middenlaan 96, overleden te Oostende op 27 juni 2002, op wiens nalatenschap niemand aanspraak maakt.

Brugge, 20 december 2002.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get.) G. De Zutter. (35492)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 5 december 2002, werd op vordering van de heer procureur des Konings te Gent, advocaat Geertrui Deconinck, kantoorhoudende te 9000 Gent, Baliestraat 28, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Etienne Seraphin Gustave Lievens, geboren te Gent op 16 oktober 1936, in leven laatst wonende te 9000 Gent, Antoine Van Hoorebekehof 43, en overleden te Gent op 15 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Thea De Groot. (35493)

Tribunal de première instance de Neufchâteau

Un jugement de la première chambre civile du tribunal de ce siège, rendu sur requête le 13 décembre 2002, a désigné Me Fabian Lefebvre, avocat, rue de Diekirch 62, 6700 Arlon, en qualité de curateur de la succession vacante de Schroeder, Jean-François Philippe Louis, né à Schaarbeek le 8 mars 1974, de son vivant domicilié à Saint-Léger, A la Paix 1, décédé à Attert le 30 novembre 2001.

Arlon, le 18 décembre 2002.

Le greffier, (signé) Schmickrath, P. (35494)

Par jugement prononcé le 18 décembre 2002, le tribunal de première instance de Neufchâteau a désigné Me Comblin, Manuella, avocat à 6880 Bertrix, avenue de la Gare 89, en qualité de curateur à la succession vacante de Louis, Marcelle, née à Villers-la-Bonne-Eau le 23 septembre 1947, en son vivant domiciliée à 6600 Bastogne, rue de Wiltz 1, décédée le 23 avril 2001 à Bastogne.

Le greffier, (signé) M.-A. Miny. (35495)

BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2002 – ANNEXE au *Moniteur belge* du 28 décembre 2002

Hogeschool Limburg

Nevenactiviteiten onderwijzend personeel academiejaar 2002-2003

Het besluit van de Vlaamse regering van 3 mei 1995, genomen in uitvoering van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, beschrijft de nieuwe regeling inzake de toegestane cumulatie van het onderwijzend personeel van de hogescholen.

Artikel 3 van bovenvermeld uitvoeringsbesluit stipuleert dat het hogeschoolbestuur verplicht is om beslissingen waarbij afwijkend van het in het besluit gestelde onverenigbaarheden gesteld wordt dat de andere beroepsactiviteiten of bezoldigde activiteiten toch verenigbaar worden geacht met de voltijdse functie, vóór 31 december nominatief en met bijhorende motivatie bekend te maken via een publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Het bestuurscollege van de Hogeschool Limburg heeft op 4 november 2002 en 2 december 2002 beslist dat aan de volgende voltijdse leden van het onderwijzend personeel en dit in afwijking van artikel 1 de machtiging wordt verleend om de vermelde nevenactiviteiten op te nemen.

Ballet, Nico.

Aan de heer Ballet, Nico, wordt de toelating gegeven om als zelfstandige de functie van fruitteler waar te nemen. Deze nevenactiviteiten concentreert zich enkel in de maand juli en heeft derhalve geen invloed op zijn beschikbaarheid in de hogeschool gedurende het academiejaar.

Camps, Andy.

Aan de heer Camps, Andy, wordt de toelating gegeven om als zelfstandige de functie van zaakvoerder bij de B.V.B.A. Tri-Cam waar te nemen. Deze firma houdt zich bezig met energie audits en advies aan KMO's.

De opdrachten in deze nevenactiviteiten worden in tijdsbesteding geraamd op maximum 2 halve dagen/week en worden geacht een nuttige ervaring bij te brengen in de onderwijsopdracht van betrokkene in de hogeschool.

De heer Camps, Andy neemt in het departement industriële wetenschappen en technologie een uitgebreide onderwijsopdracht in de mechanica waar.

Flamend, Anne.

Aan Mevr. Flamend, Anne, wordt de toelating gegeven om als zelfstandige de functie van taaltrainer uit te oefenen. Deze activiteit is beperkt in omvang en brengt geenszins de beschikbaarheid van betrokkene voor de Hogeschool Limburg in het gedrang.

Geelen, Jean.

Aan de heer Geelen, Jean, wordt de toelating gegeven om als zelfstandige de functie van verzekeringsagent waar te nemen. Gezien de beperkte tijd die hij aan deze nevenactiviteit besteedt, brengt deze beroepsactiviteit zijn functioneren als lector niet in het gedrang.

Isebaert, Hélène.

Aan Mevr. Isebaert, Hélène, wordt de toelating gegeven om als zelfstandige de functie van vertaler Nederlands-Frans waar te nemen.

De vertalingen die zij maakt zijn een pluspunt in het kader van haar opdracht aan de hogeschool. Het is een ideale manier om in contact te blijven met het Frans zoals het vandaag gesproken wordt. De evolutie die merkbaar is kan zij zo van dichtbij volgen.

Laitem, Herman.

Aan de heer Laitem, Herman, wordt de toelating gegeven om als zelfstandige de functie van correspondent voor een sportmagazine waar te nemen.

Door zijn nevenactiviteit kan hij een vakbekwaamheid onderhouden die hij al decennia ontwikkelt. Terzelfdertijd vormt die regelmaat de noodzakelijke training om up-to-date met taal te blijven omgaan. Dat is uiteindelijk de taak die van een taalleraar verwacht wordt en die voor een surplus zorgt in zijn schooljob.

Poets, Annita.

Aan Mevr. Poets, Anita, wordt de toelating gegeven om als zelfstandig bijberoep de functie van advocaat waar te nemen.

Zij oefent reeds 9 jaar het beroep uit van advocaat en deze cumulatie heeft geen negatieve invloed op haar werk als lector. Zij kan als zelfstandige haar uren zelf regelen en heeft bovendien als advocaat te maken met praktische toepassing en interpretaties van de abstracte en theoretische rechtsregels. Deze praktische ervaring kan zij ook in haar cursussen verwerken.

Roes, Bjorn :

Aan de heer Roes, Bjorn, wordt de toelating gegeven om als zelfstandige de functie van zaakvoerder-regisseur waar te nemen.

Zijn beschikbaarheid tegenover de Hogeschool Limburg komt door deze sporadische freefance opdrachten zeker niet in het gedrang. Aangezien de audiovisuele en de multimedia sectoren zeer snel evolueren is het een noodzaak deze veranderingen op de voet te volgen. Hij kan zo voeling blijven houden met deze sectoren en de activiteiten hebben een positieve invloed op zijn opdracht.

Thirion, Jaak.

Aan de heer Thirion, Jaak, wordt de toelating gegeven om als zelfstandige de functie van boekhouder en fiscaal adviseur waar te nemen.

De nevenactiviteiten van de heer Thirion is een belangrijke meerwaarde voor de studenten. Hij kan zijn ervaring aan hen doorgeven en blijft voortdurend op de hoogte van nieuwigheden.

Thiry, Albert.

Aan de heer Thiry, Albert, wordt de toelating gegeven om als zelfstandige de functie van boekhouder waar te nemen. Om zijn theoretische kennis met praktijkervaring uit te breiden heeft hij contacten met het beroepsveld als zelfstandig boekhouder, hetgeen hij ook aan zijn studenten kan doorgeven. Hij kan hierdoor ook zijn cursussen zo actueel mogelijk bijwerken.

Thys, Agna.

Aan Mevr. Thys, Agna, wordt de toelating gegeven om als zelfstandig bijberoep de functie van vertaler/copywriting waar te nemen.

De opdrachten in het kader van dit bijberoep zijn aanvullend aan en ondersteunend bij haar lesopdracht in de Hogeschool Limburg. Bovendien blijft zij in contact met de privé-sector en kan ze de evolutie van de taaleisen uit de privé-sector op de voet volgen.

Tits, Johan.

Aan de heer Tits, Johan, wordt de toelating om als zelfstandige de functie van freelance journalist waar te nemen.

Het sporadisch contact met de perswereld is nuttig in functie van de vakken Medialeer, Seminarie, Voorlichting, de workshop Geschreven Journalistiek en Radiojournalistiek. Daarnaast komt het contact ook van pas bij de begeleiding van de stages op redacties van kranten en magazines. Zijn beperkte nevenactiviteit zorgt alleen voor een positieve beïnvloeding van zijn lessen. Voeling hebben met de sector en zelf actief zijn in de sector, is noodzakelijk om zijn onderwijsopdracht in gunstige zin te beïnvloeden. (20025)